

Université de Montréal

La mémoire collective et la politique étrangère de l'Allemagne lors de crises internationales. Entre usages et effets inhérents de la mémoire (1989-1999)

par
Martin Larose

Département d'histoire
Faculté des arts et sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Ph.D.
en histoire

novembre 2004

©, Martin Larose, 2004



D

7

U54

2005

V.010

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

La mémoire collective et la politique étrangère de l'Allemagne lors de crises internationales. Entre usages et effets inhérents de la mémoire (1989-1999)

présentée par :

Martin Larose

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Samir Saul
président-rapporteur

Paul Létourneau
directeur de recherche

Yakov Rabkin
membre du jury

Dieter Dettke
examineur externe

Philippe Despoix
représentant du doyen de la FES

Thèse acceptée à l'unanimité le 25 février 2005

Sommaire

Cette thèse examine l'évolution de la mémoire collective et de son influence sur le comportement du gouvernement fédéral, des élites politiques et de l'opinion publique en Allemagne entre 1989 et 1999. La recherche est consacrée à cinq études de cas : la guerre du Golfe, l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, la crise humanitaire et la guerre civile en Somalie, le conflit en Bosnie, ainsi que l'intervention militaire au Kosovo. Pour ce faire, trois sources primaires différentes ont été utilisées : 1) les discours des trois principaux décideurs de la politique étrangère allemande (chancelier, ministre des Affaires étrangères et ministre de la Défense); 2) les procès-verbaux des débats du Parlement fédéral (« *Verhandlungen des Deutschen Bundestages* »); et 3) les sondages de l'opinion publique. Finalement, outre les sources secondaires, deux quotidiens nationaux (la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et la *Süddeutsche Zeitung*) ont été utilisés pour compléter l'analyse des réactions allemandes lors des crises examinées.

Il ressort de ces recherches que la mémoire collective est malléable et que ses différentes versions sont souvent en concurrence dans le discours public afin d'influencer les politiques. Ainsi, ces multiples versions de la mémoire peuvent non seulement restreindre les choix de politique étrangère, mais elles peuvent inciter à la mise en place de politiques déterminées. En d'autres termes, la mémoire a des effets inhérents sur la formulation de la politique extérieure. Bien entendu, cela n'exclut pas que la mémoire puisse être utilisée ou instrumentalisée par des politiciens en quête de légitimité pour des besoins de politique intérieure ou pour des fins de politique partisane.

Cette thèse démontre d'abord que ce n'était pas la Constitution qui, jusqu'en 1995, empêchait la RFA d'envoyer des troupes en mission de maintien ou de rétablissement de la paix pour le compte de l'ONU. Cela s'expliquait plutôt par une leçon de la Seconde Guerre mondiale (« Plus jamais de guerre! ») véhiculée par la version dominante de la mémoire collective. Il faut ensuite noter que l'opinion publique, au départ très réticente, devint assez rapidement favorable à un élargissement du rôle de l'armée lors de crises humanitaires ou de génocides. Ce sont donc les politiciens, en particulier ceux de la

gauche cantonnée dans l'opposition, qui refusaient de faire évoluer leur vision de la mémoire et du principe en découlant pour le recours à la force. Dans les années 1990, c'est sous les efforts d'une partie de la gauche parlementaire – laquelle s'est jointe à la droite – et du fait de la fin de la guerre froide, que la version dominante de la mémoire collective allemande évolua. Désormais, le principe « Plus jamais d'Auschwitz! » exigeait une contribution militaire allemande au rétablissement ou au maintien de la paix pour prévenir de nouveaux génocides ou de nouvelles crises humanitaires. Enfin, il appert qu'avec le temps, la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste joua un rôle allant décroissant alors que la mémoire de la guerre froide, de la solidarité alliée et du Sonderweg (voie particulière) honni prenait au contraire davantage d'acuité.

Mots clés :

République fédérale d'Allemagne – politique extérieure – rôle du passé – Bundeswehr – guerre du Golfe – Croatie – Slovénie – Somalie – Bosnie-Herzégovine – Kosovo

Summary

This thesis looks at the evolution of the collective memory and its influence on the behaviour of the federal government, the political elites and the public opinion in Germany between 1989 and 1999. The research is based on five case studies : the Gulf War, the independance of Croatia and Slovenia, the humanitarian crisis and civil war in Somalia, the conflict in Bosnia and the military intervention for Kosovo. Three primary sources were used: first, the speeches of the three main decision-makers in foreign policy (the Chancellor, the foreign minister and the defence minister); second, the proceedings of the debates in the Federal Parliament (the « *Verhandlungen des Deutschen Bundestages* »); and third, the public opinion surveys. Secondary sources and two national daily newspapers (the *Frankfurter Allgemeine Zeitung* and the *Süddeutsche Zeitung*) were also used to complete the analysis of the German reactions during those international crisis.

The study shows that collective memory is something malleable that is constituted from different versions which often compete to influence the public discourse. Thus, those multiple versions of memory not only limit foreign policy choices but can also push for the implementation of a specific policy. In other words, the memory has inherent effects on the development of foreign policy. For sure, this doesn't exclude the fact that memory can be used or instrumentalized by politicians needing some legitimacy for domestic politics or for politicking.

The thesis demonstrates that it was not the Constitution which, until 1995, made impossible any peacekeeping or peacemaking troop deployments for the FRG, even under the authority of the United Nations. It was much more the lesson drawned from the Second World War (« Never war again! ») which was conveyed by the dominant collective memory. It must also be stressed that the public opinion, at first pretty hesitant, rapidly became favourable to the broadening of the armed forces' mission in case of humanitarian crisis or genocide. It is thus the politicians, in particular those of the Left then in the opposition, which refused to accept an evolution of the collective

memory and of its related principle regarding the use of force. The 1990s would see the efforts made by parts of the parliamentary Left (which joined the Right) and the end of the Cold War provoke the evolution of the dominant version of the German collective memory. From now on, the lesson « Never Auschwitz again! » would constitute a moral obligation to act militarily to reestablish or to maintain peace to prevent new genocides or humanitarian crisis. Finally, it seems that, as time went by, the role of the memory of the Second World War and the Holocaust declined while the one of the Cold War, of the Allied solidarity and of the Sonderweg (the special way) took more importance.

Keywords:

Federal Republic of Germany – external relations – role of the past – Bundeswehr – Gulf War – Croatia – Slovenia – Somalia – Bosnia-Herzegovina – Kosovo

Table des matières

	v
Sommaire	i
Summary	iii
Table des matières	v
Liste des tableaux et des annexes	x
Liste des abréviations	xi
Dédicace	xiii
Remerciements	xiv
Introduction générale	1
1. <i>Le contexte du sujet en question : cadres historiographiques et conceptuel</i>	1
1.1 Culture politique et mémoire	1
1.2 Définition d'un concept et choix terminologique	3
2. <i>Historiographie et problématique</i>	7
2.1 La mémoire collective, la politique et la politique étrangère	7
2.1.1 L'école de l'instrumentalisation	9
2.1.2 Une mémoire instrumentalisée et aux effets inhérents ?	12
2.2 La politique étrangère allemande lors des crises internationales et la mémoire collective : une problématique inexploitée	18
3. <i>Les objectifs</i>	21
4. <i>Méthodologie, sources et cadre chronologique</i>	22
Chapitre premier :	
Les hésitations allemandes et la seconde guerre du golfe Persique, 1990-1991 : un exercice d'équilibriste entre la culture de retenue, le Sonderweg et l'Holocauste	26
<i>Introduction</i>	26
1. <i>La crise dans le golfe Persique, un premier défi pour la politique étrangère d'une Allemagne en instance d'unification</i>	32

1.1 Les premières réactions (ouest-)allemandes	32
1.2 Aux origines de la culture de retenue	34
1.3 L'importance de maintenir la culture de retenue, un consensus reconduit au-delà du 3 octobre 1990	37
1.4 La RFA entre hésitations et revendications étrangères	39
2. <i>Une diplomatie à l'épreuve : la libération des otages, l'aide à la Turquie et la recrudescence du pacifisme</i>	46
2.1 L'intervention diplomatique de Willy Brandt	46
2.2 Bonn à la défense d'Ankara ?	51
2.3 Pacifisme et critiques tous azimuts	53
3. <i>L'Allemagne face à la seconde guerre du Golfe</i>	60
3.1 Stupeur et ambivalence à l'allemande	60
3.2 L'élargissement de la guerre et la volte-face de l'opinion publique allemande ou le retour de la mémoire de la Shoah	66
3.3 La profession de foi tardive du gouvernement Kohl	71
3.4 La mémoire, véritable raison de la retenue allemande, mais pour combien de temps ?	82
3.5 Vers le règlement du conflit	86
<i>Conclusion</i>	91
Chapitre deuxième :	
L'Allemagne et la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie, 1991-1992 : entre l'autodétermination, le multilatéralisme et le spectre du nazisme	95
<i>Introduction</i>	95
1. <i>Les origines de la crise et les premières réactions en Allemagne</i>	99
1.1 Une situation dangereuse commandant le statu quo	100
1.2 Que faire pour la Yougoslavie ?	104
2. <i>La double déclaration d'indépendance et la violence comme catalyseur de l'évolution de la position allemande</i>	109
2.1 La députation aux origines du revirement de la politique yougoslave allemande	109
2.2 Une opinion publique légèrement favorable à la reconnaissance	114
2.3 La mémoire, source de la détermination d'une politique ?	115

3. <i>Cap sur le chemin de la reconnaissance de Zagreb et Ljubljana</i>	117
3.1 Le multilatéralisme allemand, une nécessité de la mémoire collective ?	117
3.2 Des débats d'une intensité renouvelée en raison de la mémoire ?	123
3.3 Tergiversations internationales et pressions intérieures à la hausse en Allemagne	131
3.4 Le rôle de la mémoire exacerbé par l'aggravation du conflit yougoslave	140
3.5 Vers une prise de position plus affirmative de la RFA	147
3.6 En route pour l'initiative diplomatique allemande	152
<i>Conclusion</i>	155

Chapitre troisième :

Entre latence et omniprésence de la mémoire. La République fédérale, la Somalie et la Bosnie, 1992-1996	158
--	-----

<i>Introduction</i>	158
---------------------	-----

1. <i>Entre les origines des crises somalienne et bosniaque et les réactions allemandes, une mémoire en relative latence</i>	161
1.1 Aux propositions allemandes, dérobades allemandes ?	164
1.2 La RFA à l'action en Bosnie et en Somalie	167
1.3 Une diplomatie pour la paix en Bosnie, prise un	172
1.4 Urgence somalienne, requêtes étrangères, réponse allemande	179
2. <i>Tergiversations allemandes, piétinement bosniaque et échec somalien</i>	181
2.1 Le triangle Bonn, Washington et New York	181
2.2 Les signes annonciateurs d'un changement de paradigme mémoriel pour la politique étrangère de la RFA	186
2.3 Déroute américaine en Somalie, départ allemand	199
2.4 Négociations achoppées, paix avortée, prise deux pour la Bosnie ?	201
2.5 Élections allemandes à l'horizon 1994, source de changement de la politique extérieure ?	207
2.6 Nouvel échec diplomatique et issue partielle du débat allemand	218
3. <i>En chemin vers le retournement du paradigme mémoriel</i>	224
3.1 Menaces à l'ONU, demandes de l'ONU et réponse de la RFA	224
3.2 Srebrenica et le dogme de la singularité de l'Holocauste	235
3.3 À coercition crédible, diplomatie efficace : histoire du	

	viii
parachèvement d'un nouveau consensus mémoriel	240
<i>Conclusion</i>	255
Chapitre quatrième :	
Auschwitz, Srebrenica et le Sonderweg à la rescousse de l'intervention allemande au Kosovo, 1997-1999	260
<i>Introduction</i>	260
1. <i>L'Allemagne et la crise au Kosovo</i>	264
1.1 Bonn, le multilatéralisme et la mémoire	264
1.2 Une mémoire évacuée par le consensus, mais pour combien de temps ?	274
1.3 Un consensus préservé, mais une mémoire de nouveau présente en raison de l'incertitude diplomatique	276
2. <i>La RFA entre en guerre</i>	281
2.1 Une campagne de « frappes aériennes » à justifier	281
2.2 La contribution de la Bundeswehr à la guerre	291
2.3 La mémoire à l'œuvre au sein de la politique étrangère allemande	292
3. <i>L'Allemagne entre les bombardements, la diplomatie et le pacifisme</i>	294
3.1 La double stratégie berlinoise : bombardements et diplomatie	294
3.2 Un pacifisme à la hausse... mais somme toute maîtrisé	307
3.3 La contribution allemande au dénouement de la crise	315
<i>Conclusion</i>	318
Conclusion générale	323
1. <i>La mémoire collective entre usages et effets en politique étrangère</i>	323
2. <i>À générations différentes, mémoires particulières ?</i>	330
3. <i>La définition identitaire, le véritable enjeu d'une querelle mémorielle post-1989</i>	333

Bibliographie

Annexes

Liste des tableaux et des annexes

Tableau 1 : objecteurs de conscience en RFA, 1986-1991	65
Tableau 2 : composition nationale des républiques yougoslaves en 1991	117
Tableau 3 : objecteurs de conscience en RFA, 1986-1992	183
Tableau 4 : objecteurs de conscience en RFA, 1986-1995	255

Annexe I : carte de l'Iraq

Annexe II : cartes de la Yougoslavie et de la Croatie

Annexe III : carte de la Somalie

Annexe IV : carte de la répartition des nationalités en Bosnie-Herzégovine

Annexe V : carte du Kosovo

Annexe VI : graphique des réfugiés du Kosovo au printemps 1999

Liste des abréviations

AWACS	<i>Airborne Warning and Control Systems</i> ou avions radars de l'OTAN
BÜNDNIS 90/ DIE GRÜNEN	Parti vert
CDU	<i>Christliche-Demokratische Union</i> ou Union chrétienne-démocrate
CE	Communauté européenne
CPE	Coopération politique européenne
CSCE	Conférence pour la sécurité et la coopération européenne
CSONU	Conseil de sécurité de l'ONU
CSU	<i>Christliche-Soziale Union</i> ou Union chrétienne-sociale
É-U	États-Unis
FAZ	<i>Frankfurter allgemeine Zeitung</i> (Francfort-sur-le-Main)
FDP	<i>Freie Demokratische Partei</i> ou Parti libéral
FORPRONU	Force de protection de l'ONU
GC	Groupe de contact pour la Yougoslavie
HCR	Haut-commissariat pour les réfugiés des Nations unies
IFOR	<i>Implementation Force</i> ou Force de rétablissement de la paix en Bosnie-Herzégovine
KFOR	<i>Kosovo Force</i> ou Force pour le Kosovo
ONU	Organisation des Nations unies
ONUSOM	Opération des Nations unies en Somalie
ONUSOM II	Opération des Nations unies en Somalie II
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération européenne
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PDS	<i>Partei des Demokratischen Sozialismus</i> ou Parti du socialisme démocratique (Parti néocommuniste)
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune
SFOR	<i>Stabilization Force</i> ou Force de stabilité en Bosnie-Herzégovine
SPD	<i>Sozialdemokratische Partei Deutschlands</i> ou Parti social-démocrate d'Allemagne
SZ	<i>Süddeutsche Zeitung</i> (Munich)
RDA	République démocratique allemande
RFA	République fédérale d'Allemagne
RFY	République fédérative de Yougoslavie
taz	<i>die tageszeitung</i> (Berlin)
UE	Union européenne
UEO	Union de l'Europe occidentale
UNITAF	<i>Unified Task Force</i> ou Corps expéditionnaire unifié en Somalie
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques

VdDB

Verhandlungen des Deutschen Bundestages ou rapport
sténographiques du Parlement allemand

À la petite Simone

Remerciements

Plusieurs personnes m'ont accompagné et ont partagé avec moi, les hauts et, dans certains cas en particulier, les bas de cette longue aventure. Auparavant, je voudrais remercier le *Conseil de recherche en sciences humaines du Canada* et l'*Université de Montréal* qui ont, en partie du moins, soutenu cette recherche au moyen de bourses d'études. D'autres institutions, le *Centre canadien d'études allemandes et européennes* de même que le *Groupe de recherche en sécurité internationale* tous deux de l'Université de Montréal, ainsi que le *Centre Marc-Bloch* associé à la *Humboldt-Universität zu Berlin*, ont subventionné ce qui fut, non des simples voyages de recherche de thèse, mais bien deux inoubliables séjours berlinois. Qu'il me soit permis de remercier à la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik*, le Prof. Dr. Karl Kaiser, l'ancien directeur de l'institut de recherche qui m'a ouvert les portes de son institution, ainsi que, pour leurs efforts, le personnel de recherche, en particulier Frau Schrader et Herr Wittke. De même, je voudrais remercier pour son aide le Dr. Peter Schmidt, directeur de recherche à la *Stiftung Wissenschaft und Politik*. J'aimerais aussi exprimer ma gratitude au Dr. Florence Gauzy-Krieger, *Wissenschaftliche Assistentin* à l'Université de Speyer, de ses marques de confiance et de ses encouragements et commentaires toujours précieux.

De ce côté-ci de l'Atlantique, j'aimerais remercier parmi mes amis, Carl et Martin, eux avec qui j'ai eu le plaisir de partager de nombreux cafés à refaire le monde et l'Histoire – sans oublier non plus l'histoire. Merci à Joey aussi, qui depuis Ottawa, n'a pas hésité à me relire et à me faire part de ses commentaires. Merci à Karine et Julien, qui à Cowansville ou à Rimouski, m'ont encouragé, lu et critiqué sans ménager ni les efforts ni le temps. Je voudrais évidemment souligner l'appui indéfectible de mes parents Jean et Carolle qui ont toujours cru en moi, même dans les moments de doutes les plus profonds. Merci aussi à Julie, à Dominique ainsi qu'à toute ma famille élargie pour son appui constant. Au département d'histoire de l'*Université de Montréal*, il me faut remercier le professeur Samir Saul pour son appui constant et pour ses critiques quelques fois déstabilisantes mais oh combien pertinentes! Merci aussi à M. Claude

Morin, professeur et directeur du département, qui m'a donné la chance d'enseigner une première fois et qui m'a souvent accordé son soutien. Je n'oublie pas non plus mon directeur de thèse, le professeur Paul Létourneau, qui m'a donné toute la latitude pour faire ma thèse, qui m'a initié aux dédales de l'historiographie allemande et qui m'a toujours aidé à bâtir un dossier académique. Je termine en remerciant ma compagne, Annie, celle qui, dans ce projet de longue haleine, fut à la fois mon alliée la plus fidèle, mais aussi parfois ma critique la plus impitoyable. Merci pour toutes les heures passées à discuter de la mémoire et de la politique étrangère allemandes et surtout, pour tout le reste! Enfin, je dédie cette thèse à Simone, le plus récent rayon de soleil de ma vie auquel je n'ai malheureusement pas consacré autant de temps que je l'aurais désiré durant ces derniers mois...

Introduction générale

« Car il va de soi qu'une des tâches les plus essentielles de toute science de la vie culturelle humaine est d'ouvrir la compréhension intellectuelle aux « idées » pour lesquelles les hommes ont lutté et continuent de lutter soit en réalité soit en apparence ».
-Max Weber¹

« Jamais il n'y eut dans l'Histoire, une communauté politique sans mémoire commune ».
-Ernst Nolte²

« L'actuelle politique étrangère de la République fédérale démontre à quel point elle est profondément imprégnée de sa propre histoire, ce qui explique la lenteur avec laquelle s'accomplissent les changements et combien d'événements doivent se produire pour qu'évolue le consensus national portant sur ses maximes de politique étrangère ».
-Waldemar Besson³

1. Le contexte du sujet en question : cadres historiographique et conceptuel

1.1 Culture politique et mémoire

Au sein de l'historiographie, la majorité des auteurs qui étudient l'histoire des relations internationales insiste surtout sur la présence ou la perception « d'intérêts nationaux » pour expliquer la politique étrangère d'un pays⁴. Pourtant, les limites – et

¹ Max Weber, « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociale », dans Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, (traduit de l'allemand par Julien Freund), Paris, Plon, 1965, p. 125.

² Ernst Nolte, *Die Deutschen und ihre Vergangenheit. Erinnerung und Vergessen von der Reichsgründung Bismarcks bis heute*, Berlin, Propyläen, 1995, p. 12. (Sauf en cas d'indication contraire, toutes les traductions sont les nôtres).

³ Waldemar Besson, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik. Erfahrungen und Maßstäbe*, München, R. Piper & Co. Verlag, 1970, p. 15.

⁴ Les deux ouvrages suivants offrent de très bons exemples provenant d'historiens réputés et spécialistes de la politique étrangère allemande. Gregor Schöllgen, *Die Macht in der Mitte Europas. Stationen deutscher Außenpolitik von Friedrich dem Großen bis zur Gegenwart*, München, Verlag C.H. Beck, 2000; Hans-Peter Schwarz, *Die Zentralmacht Europas. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne*, Berlin, Siedler, 1994.

par le fait même les possibilités – d’une telle politique sont aussi inscrites dans l’esprit des individus ainsi que l’affirme l’historien Michael Stürmer⁵. Depuis quelques années, le rôle des idées dans la formulation des politiques commence ainsi à retenir davantage l’attention des spécialistes de l’histoire politique et des relations internationales. La « culture politique », ce que Kurt Sontheimer définit comme l’interaction entre « mentalité, culture et politique » (« *Geist, Kultur und Politik* »)⁶, fait partie des nouveaux objets de l’historien⁷. Puisque la mémoire collective constitue l’une des pierres angulaires de la culture politique⁸, cette thèse s’inscrit précisément dans cette tendance historiographique.

Si l’histoire de la mémoire demeure l’un des passages obligés pour l’étude de la culture politique⁹, c’est dire que dans l’historiographie du temps présent, les travaux portant sur la mémoire occupent une place de choix. En fait, selon le moderniste Roger Chartier, ce courant historiographique aurait « inventé » l’histoire de la mémoire¹⁰. L’une des principales raisons qui explique que les historiens se sont intéressés au phénomène mémoriel est sans aucun doute le fait que la mémoire projette dans le présent les traumatismes du passé; c’est d’évidence la défaite de 1940 pour le cas de la France¹¹, le nazisme pour celui de l’Allemagne¹². Pour reprendre la

⁵ Michael Stürmer, *Die Grenzen der Macht. Begegnung der Deutschen mit der Geschichte*, Berlin, Siedler Verlag, 1992, p. 8.

⁶ Kurt Sontheimer, *So war Deutschland nie. Anmerkungen zur politischen Kultur der Bundesrepublik*, München, C.H. Beck Verlag, 1999, p.10.

⁷ Serge Berstein, « La culture politique », dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, dir. *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997, p. 371.

⁸ Jean-François Sirinelli, « Les cultures politiques », dans *Actes du XVIII^e Congrès International des Sciences Historiques*, Montréal, Comité International des Sciences Historiques, 27 août au 3 septembre 1995, p. 477. Voir aussi du même auteur, « L’histoire politique et culturelle », dans Jean-Claude Ruano-Borbolan, coord., *L’histoire aujourd’hui*, Auxerre, Éditions sciences humaines, 1999, p. 161. Il est toutefois à noter que dans les deux cas, l’historien emploie le terme « lecture du passé » et non « mémoire collective » lorsqu’il énumère les différentes composantes de la culture politique.

⁹ Henry Rousso, « La mémoire n’est plus ce qu’elle était », dans *Écrire l’histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida*, Actes de la journée d’études de l’Institut d’histoire du temps présent (IHTP) tenue à Paris (CNRS) le 14 mai 1992, Paris, CNRS Éditions, 1993, p. 108.

¹⁰ Roger Chartier, « Regard de l’historien moderniste », dans *Écrire l’histoire...*, *op. cit.*, p. 250.

¹¹ Michel Trebitsch, « La quarantaine et l’an 40. Hypothèses sur l’étymologie du temps présent », dans *Écrire l’histoire...*, *op. cit.*, p. 69.

¹² Philippe Burrin, « L’historien et ‘l’historicisation’ », dans *Écrire l’histoire...*, *op. cit.*, p. 79.

formule du philosophe Paul Ricoeur, « c'est l'horrible qui commande le mémorable et l'impose à la fois à notre mémoire et à notre histoire »¹³. On peut aussi avancer, à l'instar de l'historien Krzysztof Pomian, que c'est la place prépondérante des médias dans nos sociétés ainsi que la capacité de ceux-ci à susciter des débats autour d'événements passés ou de personnages historiques qui a, en grande partie, « conduit les historiens à interroger d'une nouvelle manière les attitudes à l'égard du passé, la survie de celui-ci dans le présent, l'influence qu'il exerce sur le comportement des individus, des institutions, des groupes »¹⁴.

Il existe bien sûr plusieurs façons d'aborder le problème de la mémoire. Ainsi, tel que l'a démontré l'historien Pierre Nora dans la tétralogie marquante qu'il a dirigée dans les années 1980 et intitulée *Les lieux de mémoires*, la mémoire comporte quatre dimensions : historiographique, ethnographique, psychologique et politique¹⁵. Pour l'historien, ce sont évidemment surtout les aspects historiographique et politique qui suscitent de l'intérêt. Si le premier a déjà fait l'objet de plusieurs recherches¹⁶, le propos se concentre ici sur le second aspect.

1.2 Définition d'un concept et choix terminologique

Après que Friedrich Nietzsche eut démontré, à la fin du XIX^e siècle que « l'oubli » était aussi une forme de mémoire¹⁷, Émile Durkheim fut le premier à établir la

¹³ Paul Ricoeur, « Remarques d'un philosophe », dans *Écrire l'histoire...*, op. cit., p. 40. Il faut cependant ajouter que les aspects positifs sont aussi fréquemment véhiculés par la mémoire.

¹⁴ Krzysztof Pomian, *Sur l'histoire*, [s.l.], Gallimard, 1999, p. 263 et p. 341 pour la citation. Pour une critique de cette propension des historiens à considérer la mémoire comme un nouvel objet d'histoire, voir Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 503 et sq.

¹⁵ Pierre Nora, dir., *Les lieux de mémoires*. Volume I. *La République*, [s.l.], Gallimard, 1984, p. vii-viii. Dans le cadre de cette introduction, il est intéressant de noter qu'une étude similaire portant sur *Les lieux allemands de mémoire* a récemment vu le jour : Étienne François et Hagen Schulze, dir., *Deutsche Erinnerungsorte*, München, C.H. Beck Verlag, 2003, 3 volumes.

¹⁶ Sur la dimension historiographique, consulter à titre indicatif seulement : Daniel Levy, « The Future of the Past : Historiographical disputes and competing memories in Germany and Israel », *History and Theory*, volume 38, numéro 1, 1999, p. 51-66.

¹⁷ C'est durant la première moitié des années 1870 que Nietzsche écrivit ce texte. Friedrich Nietzsche, *Seconde considération intempestive. De l'utilité et de l'inconvénient des études historiques pour la vie*, (traduit de l'allemand par Henri Albert), Paris, Flammarion, 1988, p. 75 et sq.

distinction entre la mémoire individuelle et la « mémoire collective ». C'est sur la base des travaux de son maître à penser Durkheim que Maurice Halbwachs – un sociologue français assassiné par les nazis à Buchenwald en 1945 – pu développer plus à fond le concept de mémoire collective¹⁸. Pour l'historien, il va sans dire que la pertinence d'une étude du volet politique de la mémoire est surtout liée à cette mémoire collective, un concept qu'il importe de définir. Selon l'historien Thomas Nipperdey, « la mémoire [collective] est donc ce qui rend le passé présent et, de ce fait, oriente notre vision du monde ainsi que notre façon d'agir »¹⁹. De même, pour l'historien Henry Rousso :

« la mémoire collective, au sens premier du terme, est la présence du passé. [...] La mémoire, pour prolonger cette définition lapidaire, est une reconstruction psychique et intellectuelle qui charrie de fait une représentation sélective du passé, un passé qui n'est jamais celui de l'individu seul, mais d'un individu enserré dans un contexte familial, social, national. À cet égard, toute mémoire, par définition, est « collective », comme l'a suggéré Maurice Halbwachs²⁰ ».

Cependant, si Rudolf von Thadden parle d'une « nation » comme d'une « communauté de mémoire »²¹ et qu'Ernst Nolte soutient que « jamais il n'y eut dans l'Histoire, une communauté politique sans mémoire commune »²², il est plus juste de dire, ainsi que le rappellent plusieurs auteurs dont Nolte lui-même, que la mémoire n'est pas collective au sens où tous les membres d'une même communauté partagent une même représentation du passé²³. D'après Rousso, afin de contourner ce problème, « les historiens postulent en général, de manière plus ou moins avouée, que les représentations du passé qu'ils observent à telle époque et en tel lieu, à condition

¹⁸ Alois Hahn, « Inszenierung der Erinnerung », *Paragrana*, volume 9, numéro 2, 2000, p. 26.

¹⁹ Thomas Nipperdey, *Réflexions sur l'histoire allemande*, Paris, Éditions Gallimard, 1992, p. 7-8. (Collection « Bibliothèque des Histoires »).

²⁰ Rousso, *loc. cit.*, p. 106.

²¹ Rudolf von Thadden, « Die ungeliebte Nation », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, 21 octobre 1994. Cité par Sontheimer, *op. cit.*, p. 222.

²² Nolte, *op. cit.*, p. 12.

²³ Peter Steinbach, « Die Vergegenwärtigung von Vergangenem. Zum Spannungsverhältnis zwischen individueller Erinnerung und öffentlichem Gedenken », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur*

qu'elles présentent un caractère récurrent et répétitif, qu'elles concernent un groupe significatif et qu'elles aient un début d'audience dans ce groupe ou hors du groupe, sont la manifestation la plus claire d'une 'mémoire collective' »²⁴. C'est donc dire qu'il n'existe pas une seule mémoire collective au sein d'un groupe mais qu'il peut en exister une multitude, que celles-ci peuvent à certains moments « coexister de manière harmonieuse », mais que bien souvent, elles entrent en concurrence les unes avec les autres, ceci à dessein de pouvoir influencer les discours et surtout, les politiques²⁵. Bref, la mémoire constitue non seulement « un ensemble hétérogène [...] composé de plusieurs strates »²⁶, mais un ensemble qui, en outre, loin d'être statique, se révèle souple et malléable. D'autre part, ainsi que le souligne Joël Candau, il faut aussi demeurer conscient du fait qu'un groupe peut partager une « représentation commune » d'un événement, sans pour autant en dégager le même sens²⁷. Par exemple, en admettant que tous les Allemands ont entendu parler de l'Holocauste et savent qu'il s'agit du génocide des Juifs perpétré par le régime national-socialiste, tous n'en tirent pas la même prescription, la même leçon pour le présent. En d'autres termes, c'est cette leçon inspirée par un événement évoqué qui fait l'objet de luttes mémorielles, non l'événement en soi.

Wochenzeitung Das Parlament, supplément 3-4, janvier 1997, p. 7; Nolte, *op. cit.*, p. 9; et Rousso, *loc. cit.*, p. 106-107.

²⁴ Rousso, *loc. cit.*, p. 106-107.

²⁵ Andrei S. Markovits et Simon Reich, « The Contemporary Power of Memory : The Dilemmas for German Foreign Policy », dans Beverly Crawford, John S. Brady et Sarah Elise Willliarty, dir., *The Postwar Transformation of Germany. Democracy, Prosperity, and Nationhood*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1999, p. 439-445. Le politologue Wilfrid von Bredow rappelle aussi que plusieurs interprétations de l'histoire allemande compétitionnent entre elles pour influencer la politique étrangère allemande post-1989. Wilfrid von Bredow, « Von der Globalisierung mitgerissen, von der Geschichte gebremst ? Rahmenvorgaben, Ziele und Verständnisprobleme deutscher Außenpolitik », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 9, septembre 1997, p. 1079.

²⁶ Pomian, *op. cit.*, p. 337.

²⁷ Ce point, qui provient à l'origine de Joël Candau, *Mémoire et identité*, Paris, PUF, 1998, p. 34-35, est repris de Valérie Barbara-Rosoux, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales. Le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie, de 1962 à nos jours*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 10-12. C'est aussi une thèse partagée par Steinbach, *op. cit.*, p. 7; et par Tzvetan Todorov, *Mémoire du mal, tentation du bien. Enquête sur le siècle*, Paris, Robert Laffont, 2000, p. 191. Il est à noter toutefois que Todorov utilise, dans ce contexte, le concept de « passé historique ».

Étant donné que plusieurs mémoires peuvent lutter avec pour seule fin de constituer ce que l'on peut appeler la version dominante, l'un des intérêts d'une histoire de la mémoire est d'éclairer « l'évolution des représentations du passé » dans un contexte donné²⁸. Comment expliquer la permanence d'une mémoire collective, son adaptation ou encore son remplacement par une autre ? En d'autres termes, quelles sont les raisons qui font qu'une mémoire subsiste, qu'elle se modifie ou qu'elle disparaît au profit d'une autre ? D'un point de vue historique, l'étude de la mémoire peut aussi se révéler intéressante si l'on se penche sur le rôle et l'influence qu'elle peut avoir, d'une part sur les politiques et, d'autre part, dans l'établissement de discours qui y sont associées.

La définition du concept de mémoire collective appelle aussi la précision d'un choix de terminologies employées alternativement pour décrire cette réalité. Ainsi, lorsqu'il sera question de *la* mémoire, de *la* mémoire collective ou encore de *la* mémoire collective allemande, il faudra comprendre qu'il s'agira là du phénomène mémoriel pris dans son ensemble, de l'objet qui désigne la réalité étudiée par l'histoire, autrement dit, de la « macro-mémoire », c'est-à-dire celle qui tient compte du pluralisme des récits ou discours mémoriels présents dans la société allemande à l'époque choisie. À l'opposé, pour désigner l'une ou plusieurs *des* mémoires – au sens de représentation(s) ponctuelle(s) du passé ou de discours mémoriels – concurrente(s) existant au sein de la société allemande, les termes « élément », « pan », « volet », « facette » mémoriel(le) ou de mémoire, « une certaine mémoire », « une vision de la mémoire », « la mémoire de 'x' », constitueront autant de synonymes exprimant une même réalité.

²⁸ Rouso, *loc. cit.*, p. 108.

2. Historiographie et problématique

2.1 La mémoire collective, la politique et la politique étrangère

Assurément, du fait d'un passé douloureux de surcroît frappé d'anathème depuis plus d'un demi-siècle, les spécialistes de l'Allemagne ne sont pas restés dans les marges et ont beaucoup écrit et polémique sur la mémoire au pays de Goethe²⁹. Pour Peter Steinbach, les « controverses mémorielles » quant à la signification de l'histoire contemporaine de l'Allemagne constituent bien la preuve que derrière ces polémiques, il y a « toujours » une « dimension politique »³⁰. Deux exemples suffisent pour illustrer ce constat. C'est d'abord celui de la guerre froide pendant laquelle la question d'une hypothétique réunification a fait l'objet de polémiques virulentes en République fédérale; la gauche utilisant à partir de 1973 la culpabilité engendrée par Auschwitz pour justifier le refus de la réunion des deux Allemagnes. En clair, pour la gauche ouest-allemande, la division du pays permettait d'expier l'Holocauste³¹. Au sein du SPD en particulier, cette tendance allait demeurer très forte jusque dans la première moitié des années 1990. En ayant trop tardé à adopter un programme en faveur de l'unification, les « retardataires » sociaux-démocrates allaient être « punis par l'Histoire » – pour paraphraser la célèbre formule que Gorbatchev avait lancée à son homologue est-allemand en octobre 1989 – en subissant une terrible défaite lors

²⁹ On consultera, seulement à titre indicatif en raison de la littérature surabondante sur le sujet, la série que l'hebdomadaire *Der Spiegel* a consacrée à ce thème avec la collaboration de nombreux historiens établis. « Die Gegenwart der Vergangenheit. Die Spiegel-Serie über die langen Schatten des Dritten Reichs », *Der Spiegel special*, numéro 1, 2001, 230 pages. Pour des recherches historiques et sociologiques récentes sur le sujet, consulter respectivement : Lutz Niethammer, *Deutschland danach. Postfaschistische Gesellschaft und nationales Gedächtnis*, Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachfolger, 1999, 623 pages et Julia Kölsch, *Politik und Gedächtnis. Zur Soziologie funktionaler Kultivierung von Erinnerung*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2000, 271 pages.

³⁰ Steinbach, *loc. cit.*, p. 7.

³¹ Heinrich August Winkler, « Lesarten der Sühne », *Der Spiegel*, numéro 35, 24 août 1998, p. 180; et Heinrich August Winkler, *Der lange Weg nach Westen. Deutsche Geschichte vom « Dritten Reich » bis zur Wiedervereinigung*, München, C.H. Verlag, 2000, p. 652-653. Pour une analyse de l'évolution des attitudes des historiens ouest-allemands face à l'idée de la réunification entre 1949 et 1989/90, consulter : Hans-Peter Schwarz, « Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et la réunification », *Relations internationales*, numéro 70, été 1992, p. 109-138; ainsi que : Édouard

des premières élections panallemandes de décembre 1990³². C'est ensuite l'exemple de la bien connue « querelle des historiens » qui fit rage au milieu des années 1980 et qui témoignait, selon l'historien Christian Meier, de l'importance et de la force de la mémoire d'Auschwitz, laquelle se manifeste surtout lorsque des Allemands tentent de tirer un trait (*Schlussstrich*) sur ce passé³³. Ici aussi, le nœud du problème résidait dans le sens qu'il fallait donner à la singularité de l'Holocauste et, plus largement, à l'histoire du nazisme dans l'histoire allemande depuis ses origines. Selon le sens attribué par chacun, découlait un projet de société particulier, ou autrement dit, une identité nationale différente. Ce débat occasionna forcément moult publications portant notamment sur les représentations du passé en Allemagne³⁴.

Compte tenu de l'effarante quantité d'exemples que l'on pourrait fournir à l'appui pour illustrer la fixation des Allemands et du monde sur le passé de l'Allemagne, nul n'est besoin d'expliquer pourquoi on ne compte plus les auteurs qui insistent sur l'idée qu'en RFA, la mémoire, *a fortiori* de par ses éléments les plus négatifs, joue un rôle très important en politique³⁵. Cependant, à l'instar des travaux de Lutz Niethammer, d'Edgar Wolfrum ou de Peter Reichel, la plupart de ces études axent l'essentiel de leurs efforts sur des débats de politique intérieure qui n'ont souvent que

Husson, *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Paris, PUF, 2000, p. 125-151 et 203-218.

³² Winkler, *op. cit.*, p. 500-501 et 600-606; et Sontheimer, *op. cit.*, p. 203-204.

³³ Christian Meier, « La mémoire historique en Allemagne après Auschwitz », dans Yannis Thanassekos et Heinz Wismann, dir., *Révision de l'histoire. Totalitarismes, crimes et génocides nazis*, Paris, Cerf, 1990, p. 272; et Christian Meier, « Die Gegenwärtigkeit der NS-Vergangenheit », dans Eckart Conze et Gabriele Metzler, dir., *Deutschland nach 1945. Ein Lesebuch zur deutschen Geschichte von 1945 bis zur Gegenwart*, München, C.H. Beck Verlag, 1997, p. 275.

³⁴ La plupart des contributions les plus importantes de cette querelle ont été regroupées dans : *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Paris, Cerf, 1988, 353 pages. Pour une analyse de l'*Historikerstreit*, consulter Charles S. Maier, *The Unmasterable Past. History, Holocaust, and German National Identity*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1988, 227 pages; ainsi que le chapitre que lui consacre l'excellente monographie de Husson, *op. cit.*, p. 179-201.

³⁵ Andrei S. Markovits et Simon Reich, *The German Predicament. Memory and Power in the New Europe*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1997, p. 15-16; et William E. Paterson, « From the Bonn to the Berlin Republic », *German Politics*, volume 9, numéro 1, avril 2000, p. 30.

peu à voir avec les relations internationales³⁶. Pourtant, et de toute évidence, le constat qui veut que la mémoire exerce ses effets n'est pas moins vrai – et peut-être même encore plus vrai³⁷ – en matière de politique étrangère, domaine lourdement chargé d'histoire. Le consensus historiographique ne va pas plus loin toutefois, au moins deux écoles de pensée prenant ici des voies distinctes.

2.1.1 L'école de l'instrumentalisation

La première école, qui est aussi la plus ancienne, soutient que la mémoire collective peut être instrumentalisée; c'est-à-dire que les élites dominantes peuvent utiliser le passé à des fins présentes, le plus souvent en vue d'obtenir ou de conserver le pouvoir politique. Concrètement, un groupe peut ainsi employer et *modifier* les interprétations du passé afin de légitimer une politique au départ controversée au sein de l'opinion publique. Cette thèse prend sa source dans les travaux de Maurice Halbwachs, celui qui a le plus contribué au développement du concept même de « mémoire collective ». En effet, comme le rappelait Gérard Namer, la mémoire collective constitue pour Halbwachs « une reconstruction du passé à partir de la représentation qu'un groupe a de ses intérêts actuels »³⁸. En d'autres mots, la perception du passé peut être modifiée selon le bon vouloir d'un groupe pour des fins présentes.

Plus récemment, plusieurs auteurs ont remis cette thèse au goût du jour. En 1983, les historiens Eric Hobsbawm et Terence Ranger furent parmi les premiers à le faire.

³⁶ Edgar Wolfrum, *Geschichtspolitik in der Bundesrepublik Deutschland. Der Weg zur bundesrepublikanischen Erinnerung 1948-1990*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1999, 532 pages; Peter Reichel, *L'Allemagne et sa mémoire*, Paris, Odile Jacob, 1998, 353 pages; et Niethammer, *op. cit.* Voir enfin les chapitres consacrés à la mémoire par : Mary Fulbrook, *German National Identity after the Holocaust*, Cambridge, Polity Press, 1999.

³⁷ C'est du moins la thèse avancée par Thomas U. Berger, « The Past in the Present : Historical Memory and German National Security Policy », *German Politics*, volume 6, numéro 1, avril 1997, p. 39; Markovits et Reich, *op. cit.*, p. 9-11; et William E. Paterson, « Beyond Bipolarity; German Foreign Policy in a Post-Cold-War World », dans Gordon Smith, William E. Paterson et Stephen Padgett, dir., *Developments in German Politics 2*, Durham (Caroline du Nord), Duke University Press, 1996, p. 137.

³⁸ Gérard Namer, « Les cadres sociaux de la mémoire », dans *L'histoire aujourd'hui*, *op. cit.*, p. 349-351. L'ouvrage classique de Maurice Halbwachs est : *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin

Bien qu'ils n'utilisaient pas explicitement le concept de mémoire collective et privilégiaient plutôt celui de « traditions inventées », les deux auteurs écrivaient : « toutes les traditions inventées, [...], recourent à l'Histoire pour rendre une action légitime et pour cimenter la cohésion sociale d'un groupe ». De ce point de vue, il fallait donc débusquer les tentatives récurrentes d'instrumentalisation du passé³⁹.

En Allemagne, c'est d'abord pendant l'*Historikerstreit* que cette thèse fut reprise. Durant cette querelle, l'un des principaux protagonistes, l'historien Michael Stürmer, soutint en effet que « dans un pays privé d'histoire, l'avenir appartient à celui qui donne un contenu à la mémoire, crée les concepts et interprète le passé »⁴⁰. Quelques années plus tard, son collègue Christian Meier affirma lui aussi que la mémoire du nazisme servait « d'instrument politique »⁴¹. De même, en octobre 1998, l'écrivain Martin Walser reçut le prestigieux Prix de la Paix des libraires allemands et relança un virulent débat à ce sujet, ce qui allait devenir la querelle Walser/Bubis⁴². Dans son discours de réception, le littéraire partait en croisade contre « '[...] l'instrumentalisation de notre honte à des fins présentes. Bonnes, toujours. Honorables, certes. Néanmoins, instrumentalisation' »⁴³. Encore plus récemment, Michael Mertes reprenait cette thèse en citant les propos du politologue Herfried Münkler : « 'Celui qui dispose de la mémoire d'une communauté, dispose aussi de sa propre conscience politique, de ses valeurs et de ses normes, de ses perspectives de

Michel, 1994 (1925), 367 pages. Voir aussi, Maurice Halbwachs, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 (1950), 295 pages.

³⁹ Eric Hobsbawm et Terence Ranger, « Introduction : Inventing Traditions », dans Eric Hobsbawm et Terence Ranger, dir., *The Invention of Tradition*, New York, Cambridge University Press, 1983, p. 12.

⁴⁰ Michael Stürmer, « L'histoire dans un pays privé de son histoire », dans *Devant l'histoire...*, *op. cit.*, p. 25.

⁴¹ Meier, « La mémoire historique... », *loc. cit.*, p. 275.

⁴² Ignatz Bubis était à l'époque le président du Congrès juif d'Allemagne.

⁴³ La citation est tirée de Régine Robin, *Berlin. Chantiers*, [s.l.], Stock, 2001, p. 111-112. Le discours original de Walser est paru sous le titre : « Die Banalität des Guten », *FAZ*, 12 octobre 1998, p. 15. Voir aussi la réplique adressée par Bubis à Walser : « Wer von der Schande spricht », *FAZ*, 10 novembre 1998, p. 47. Il est intéressant de noter qu'avec la parution de son roman intitulé « Mort d'un critique » (*Tod eines Kritikers*) à l'été 2002, le littéraire souleva à nouveau la polémique et d'aucuns se sont questionnés sur son possible antisémitisme. Voir, par exemple, Elke Shmitter, « Der verfolgte Verfolger », *Der Spiegel*, numéro 23, 2002, p. 182-184.

l'avenir et de son ordre du jour (« *Agenda* ») politique' »⁴⁴. Si l'on suit la logique de ces arguments, la rhétorique joue un rôle crucial dans le développement de la mémoire collective et dans sa redéfinition récurrente⁴⁵. En outre, ce contrôle du discours et, par le fait même de la mémoire, se trouve souvent mise au service d'intérêts particuliers dans la vie politique.

En dehors des intellectuels qui ont mis en évidence, de manière générale, l'instrumentalisation du passé allemand, on retrouve ceux qui ne se contentent pas de la débusquer, mais qui cherchent en outre à identifier d'une part, certains des groupes qui utilisent le passé allemand et, d'autre part, certaines dynamiques de recours à cet emploi de la mémoire collective allemande. Ainsi, des auteurs ont soulevé la question des usages abusifs de la mémoire allemande à l'étranger. Selon Hans-Joachim Noack par exemple, si à son arrivée au pouvoir, le chancelier Schröder a tenté de présenter l'Allemagne comme une nation adulte et décomplexée, dirigée par une génération née après la guerre qui par conséquent ne pouvait par être tenue responsable des horreurs nazies, le dirigeant allemand fit très rapidement la pénible expérience de la difficulté du monde à ne pas tenir compte de ce passé⁴⁶. En poursuivant plus en avant son analyse de l'instrumentalisation du passé allemand à l'étranger, Noack rassemble un certain nombre d'exemples pour essayer de démontrer la justesse de sa thèse et conclut que : « [le fait] [d]e rappeler à l'ordre de temps à autre et de manière sous-cutanée (*subkutan zu mahnen*) le gouvernement fédéral [d'Allemagne], est tenu par

⁴⁴ Herfried Münkler, « Das kollektive Gedächtnis der DDR », dans Dieter Vorsteher, dir., *Parteiauftrag : Ein neues Deutschland. Bilder, Rituale und Symbole der frühen DDR*, Berlin, 1996, p. 458. Cité dans Michael Mertes, « Die Gegenwart der Vergangenheit. Zur aussenpolitischen Relevanz von Geschichtsbildern », *Internationale Politik*, volume 55, numéro 9, septembre 2000, p. 1.

⁴⁵ Martin J. Medhurst dans l'introduction de l'ouvrage qu'il a dirigé conjointement avec H.W. Brands, *Critical Reflections on the Cold War: Linking rhetoric and history*, College Station, Texas A&M University Press, 2000, p. 8.

⁴⁶ Karl-Rudolf Korte offre une très bonne étude de la perception que le chancelier avait de l'Allemagne, de son passé et de sa place dans le monde à son arrivée au pouvoir à l'automne 1998. Karl-Rudolf Korte, « Unbefangen und gelassen. Über die aussenpolitische Normalität der Berliner Republik », *Internationale Politik*, numéro 12, décembre 1998, p. 3-11. Hans-Joachim Noack, « Der alte Argwohn », *Der Spiegel special*, numéro 1, 2001, p. 22.

les alliés comme une prophylaxie politique inévitable »⁴⁷. Selon ses dires, le chancelier Schröder lui-même aurait reconnu qu'alors même que des soldats allemands sont envoyés sur un sol balkanique lourd d'histoire allemande et que cela ne constitue pas un problème pour le monde, la faute et la honte allemandes demeurent encore très vivantes et se trouvent fréquemment instrumentalisées. Ce double phénomène serait, au dire de Schröder, une « étrange dualité »⁴⁸.

D'autres chercheurs ont aussi examiné le problème de l'instrumentalisation de la mémoire collective allemande mais cette fois, à l'intérieur même de l'Allemagne. En effet, à l'instar des historiographies américaine et française par exemple, cette école a dénoncé les « abus de la mémoire » liée notamment à l'Holocauste⁴⁹. En Allemagne, outre les quelques auteurs mentionnés précédemment qui ont abordé l'instrumentalisation de la mémoire de manière superficielle, peu de recherches ont cependant enquêté en profondeur sur ce thème qui constitue sans aucun doute un véritable tabou. Le politologue Peter Reichel s'avère ainsi l'un des rares universitaires à y avoir consacré tout un ouvrage, le thème exact de son livre étant l'instrumentalisation de la mémoire dans les politiques commémoratives allemandes⁵⁰.

2.1.2 Une mémoire instrumentalisée et aux effets inhérents ?

S'il est difficile de mettre en doute que la mémoire d'un passé aussi traumatisant que le nazisme et Auschwitz peut se voir instrumentalisée, il est cependant tout aussi malaisé de n'y voir que cette dynamique unilatérale et d'exclure d'emblée toute influence intrinsèque potentiellement exercée par cette mémoire sur le présent. Une

⁴⁷ Noack, *loc. cit.*, p. 25-27 (p. 27 pour la citation).

⁴⁸ *Ibid.*, p. 25.

⁴⁹ Pour l'exemple étatsunien, consulter : Norman G. Finkelstein, *L'industrie de l'Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, (traduit de l'anglais par Éric Hazan), Paris, La Fabrique, 2001, 157 pages. Pour le cas français, voir : Shmuel Trigano, « La transparence opaque. La Shoah entre 'abus de mémoire' et 'idéologie moderne' », *Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, volume 97, 2001, p. 99-108.

⁵⁰ Reichel, *op. cit.*

seconde école historiographique soutient donc que la relation entre le passé et le présent est plus complexe que ce qui a été vu jusqu'à présent. En fait, de ce point de vue, la mémoire constitue un processus de « négociation continue entre le passé et le présent ». Concrètement, cela revient à dire que si la mémoire peut être instrumentalisée à des fins actuelles, elle exerce aussi par sa seule existence une influence directe sur le présent.

Markovits et Reich ont ainsi identifié trois volets de cette relation entre la mémoire et le présent. Le premier serait que la mémoire collective peut aider les dirigeants à « orienter » la politique extérieure lorsqu'ils sont confrontés à une situation internationale ambiguë, complexe ou nouvelle. En faisant appel aux analogies historiques, les décideurs peuvent ainsi simplifier un contexte et limiter les choix de politiques. De la sorte, la mémoire peut avoir un impact sur le présent. En deuxième lieu, la mémoire collective peut être employée pour légitimer une politique auprès de l'opinion publique sur la scène nationale. Enfin, la mémoire peut aussi avoir son utilité sur le plan international puisqu'elle peut servir à communiquer des choix de politiques étrangères à d'autres gouvernements⁵¹. À l'évidence, ce triple rapport existant entre la mémoire et le présent ne serait aucunement statique et ne cesserait d'évoluer dans le temps⁵².

Plusieurs auteurs participent de cette école de pensée. Il y a premièrement ceux qui utilisent, de manière générale, l'idée « d'interprétations de l'Histoire ». À titre d'exemple, le politologue Wilfrid von Bredow affirme que ces interprétations peuvent être instrumentalisées, mais qu'elles s'avèrent aussi « d'importants facteurs

⁵¹ Markovits et Reich, « The Contemporary Power... », *loc. cit.*, p. 454. Pour une vision similaire au sein de l'historiographie américaine, vision qui préfère toutefois se limiter à employer le concept « d'analogie historique », consulter : George C. Herring, « Analogies at war : The United States, the conflict in Kosovo, and the uses of history », dans Albrecht Schnabel et Ramesh Thakur, dir., *Kosovo and the Challenge of Humanitarian Intervention. Selective Indignation, Collective Action, and International Citizenship*, Tokyo, The United Nations University Press, 2000, p. 348.

⁵² Jeffrey K. Olick et Daniel Levy, « Collective Memory and Cultural Constraint : Holocaust myth and rationality in German Politics », *American Sociological Review*, volume 62, 1997, p. 921-936.

d'orientation » pour la politique étrangère allemande après 1989. Il ajoute aussi que dans ce processus, l'Histoire joue un rôle très important dans le présent, quoiqu'avec une intensité variable⁵³.

Deuxièmement, il y a ceux qui emploient le concept de « mémoire historique », et qui par là, se concentrent sur la mémoire de certains dirigeants. Les efforts de Thomas U. Berger dans l'étude de la politique de sécurité allemande en général depuis 1949 sont un premier exemple de cette tendance. Dans un premier article, cet auteur affirmait que les leçons que la population allemande avait tirées de la Seconde Guerre mondiale faisaient qu'il serait extrêmement difficile pour quelque dirigeant allemand que ce soit de mettre de l'avant une politique nationale de défense et de sécurité « plus active »⁵⁴. Approfondissant cette réflexion de portée générale, un second article de l'auteur soutenait la thèse voulant que ces leçons, qu'il appelait désormais la « mémoire historique », exerçaient toujours une forte influence sur la vision du monde et de la place de l'Allemagne dans celui-ci que se faisaient en RFA les décideurs de politique étrangère ainsi que l'opinion publique. De ce point de vue, cette mémoire historique obsédante se révélait le fondement d'une culture politique antimilitariste repoussant l'usage de l'outil militaire en diplomatie et préférant nettement le multilatéralisme. On comprend donc que l'étude de Berger se concentre sur les effets « orientants » de la mémoire sur la diplomatie allemande. En outre, bien que ne niant pas que la culture politique dominante soit en constante évolution et qu'elle subisse régulièrement les assauts de contre-cultures différentes cherchant à s'y substituer, le politologue affirmait qu'il y avait peu de chance que la culture politico-militaire ne change de manière fondamentale, le consensus une fois établi étant de plus en plus difficile à modifier avec le temps. Évidemment, il admettait volontiers qu'à côté de son influence sur la diplomatie, la culture politique pouvait être instrumentalisée à des fins politiques présentes. De ce point de vue, la mémoire

⁵³ von Bredow, *loc. cit.*, p. 1080-1082.

⁵⁴ Berger, *loc. cit.*, p. 39-59.

historique, de par son influence sur la culture politique, jouerait un rôle déterminant dans la formulation de la politique de défense et de sécurité, mais pourrait aussi faire l'objet d'une utilisation pour de concrets besoins contemporains⁵⁵.

Les recherches de Thomas Banschhoff constituent un second exemple des travaux utilisant le concept de mémoire historique. Dans un article portant sur la politique européenne de l'Allemagne, l'auteur soutenait la thèse que cette mémoire historique, dans ce cas la représentation que se faisait le chancelier Kohl du passé, « influençait » (*shaped*) non seulement le discours, mais aussi le « cours » (*course*) de la politique du gouvernement de Bonn vis-à-vis de l'Union européenne après 1990. En outre, non seulement la mémoire historique, véhiculée par les discours des dirigeants politiques, permettait d'*orienter* la politique extérieure, mais elle servait aussi à *légitimer* celle-ci auprès de l'opinion publique allemande⁵⁶. Cependant, dans un ouvrage ultérieur examinant la relation entre l'Histoire et la politique étrangère allemande depuis 1945, le même auteur insistait surtout sur le fait que la mémoire historique avait graduellement fait l'objet d'un consensus au sein des élites politiques ouest-allemandes - ici les différents candidats à la chancellerie -, consensus qui se trouvait préservé au terme de l'unification allemande. Ce consensus qui stipulait que la politique étrangère allemande d'avant 1945 s'avérait une catastrophe à rejeter alors que celle de l'après-guerre constituait un héritage positif à conserver, formait une base sur laquelle les différents chefs de partis pouvaient chacun présenter une mémoire historique particulière comportant des prescriptions de politiques internationales qui lui étaient propres. Néanmoins, ce consensus général « renforçait », avant et après 1989, l'*orientation* de la politique extérieure des chancelliers Adenauer, Brandt et Kohl. En termes concrets, tout cela revenait à dire que si le système et les institutions internationales imposaient des contraintes sur la

⁵⁵ Thomas U. Berger, « The Burdens of Memory : The Impact of History on German National Security Policy », dans Crawford *et al.*, *op. cit.*, p. 473-499.

⁵⁶ Thomas Banschhoff, « German Policy Towards the European Union : The Effects of Historical Memory », *German Politics*, volume 6, numéro 1, avril 1997, p. 60-76.

formulation de la politique étrangère allemande, il n'en demeurerait pas moins que les dirigeants conservaient une marge de manœuvre appréciable. Toutefois, pour qu'une mémoire historique soit en mesure d'exercer une influence sur la formulation de la diplomatie allemande, il fallait que le politicien qui l'articulait obtienne suffisamment d'appuis politiques non seulement pour devenir candidat à la chancellerie, mais aussi pour devenir chancelier⁵⁷. Enfin, dans un article traitant de l'influence de la mémoire historique sur la politique étrangère de Konrad Adenauer et celle d'Helmut Kohl, le même auteur reprenait à nouveau la thèse voulant que la « mémoire historique servait d'important guide pour effectuer des choix à l'intérieur de contraintes [posées par le système international et ses institutions]. Les visions du passé et de ses leçons articulées par Adenauer et Kohl s'avéraient très visibles dans les orientations de politique étrangère particulières (*informed particular foreign policy path*) »⁵⁸. À nouveau, l'accent se trouvait ici placé sur le fait que la mémoire collective pouvait aider à *orienter* une politique étrangère.

Au sein de l'école qui estime que la mémoire oscille entre l'influence sur le présent et l'instrumentalisation du passé, il existe un troisième groupe constitué de ceux qui préfèrent employer le terme de « mémoire collective » plutôt que les concepts « d'interprétations de l'Histoire » ou de « mémoire historique ». Cette approche élargit du coup le champ d'investigation des seules élites dirigeantes aux autres pans de la société, c'est-à-dire aux simples députés, aux intellectuels, aux médias et à l'opinion publique. Car si les mémoires collectives sont « articulées » par les dirigeants nationaux, ceux-ci empruntent aux (ou s'inspirent des) mémoires formulées par les universitaires, les médias, les groupes de pression, les partis politiques, les fonctionnaires, etc. Les travaux d'Andrei S. Markovits et Simon Reich en font les chefs de file de cette tendance historiographique. Dans le cas de l'Allemagne unie, les

⁵⁷ Thomas Banschoff, *The German Problem Transformed. Institutions, Politics and Foreign Policy, 1945-1995*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1998, p. ix, 16-22 et 179-182.

⁵⁸ Thomas Banschoff, « The Enduring Transformation of Postwar German Foreign Policy », dans Crawford *et al.*, *op. cit.*, p. 414.

deux auteurs en arrivaient à la thèse stipulant que parmi les mémoires collectives qui existent et compétitionnent entre elles pour influencer le discours et les politiques, celle qui domine exerce une influence sur la formulation de la politique en restreignant les choix d'options qui s'offrent aux dirigeants allemands dans un contexte donné. Dans un livre abondamment cité, les deux auteurs développaient la thèse selon laquelle le principal obstacle à l'exercice d'une plus grande puissance de la part de l'Allemagne unie se révélait être la mémoire collective actuellement dominante en Allemagne, mémoire qui « atténuait fortement l'exercice de la puissance allemande ». Concrètement, cela revenait à dire que la mémoire définissait ce qu'il était permis de faire ou non, qu'elle limitait les options possibles⁵⁹.

Les recherches de Jeffrey K. Olick peuvent être considérées comme une quatrième illustration des tenants de l'école cherchant à dépasser la conception qui n'insiste que sur la seule possibilité d'instrumentalisation de la mémoire. Dans un article écrit en collaboration avec Daniel Levy, le sociologue étudie le discours des élites et le replace dans le contexte des autres discours sociaux, c'est-à-dire que la « version des élites » de la mémoire collective se révèle être la « version dominante ». Dans cet article, la thèse veut que l'Holocauste joue un double rôle dans la vie politique allemande contemporaine. Les leçons tirées d'Auschwitz exerceraient ainsi une influence sur le présent, mais celui-ci instrumentaliserait à son tour l'élément le plus douloureux du passé allemand. Parmi les cas concrets examinés, on retrouve le problème de la participation allemande à la guerre du Golfe. Ainsi, si l'Allemagne contribuait militairement ou financièrement, elle se voyait accusée de renouer avec son passé belliqueux. À l'opposé, en ne fournissant aucune contribution, elle se trouvait inculpée de n'être ni fiable ni responsable. De ce point de vue, les mythes du passé se heurtaient directement aux besoins présents⁶⁰. Un second article de Jeffrey K. Olick examine les efforts visant à normaliser le passé en Allemagne depuis le

⁵⁹ Markovits et Reich, *loc. cit.*, p. 439-472; et Markovits et Reich, *op. cit.*, p. 1-19.

⁶⁰ Olick et Levy, *loc. cit.*, p. 922-933.

début des années 1980. Partant du postulat selon lequel la « mémoire officielle », c'est-à-dire celle des élites dirigeantes, est la version dominante de la mémoire collective – bien qu'elle ne domine pas les autres mémoires complètement selon lui –, le sociologue formule la thèse voulant que, depuis 1989, la « normalisation » du passé nazi fut plus fructueuse que les tentatives précédentes datant des années 1970 et 1980. C'est donc dire que la culture politique a subi une évolution sous l'impulsion d'un groupe prônant un discours favorable à la « normalisation ». Sous cet angle, les débats soulevés par les guerres au golfe Persique, en ex-Yougoslavie et en Somalie ont fait que « la légitimité du passé comme une contrainte sur les activités allemandes fut sérieusement discréditée »⁶¹. En somme, alors que la première école historiographique se contente d'établir que la mémoire se voit instrumentalisée, la seconde vise en outre à identifier son rôle intrinsèque dans le comportement des individus et, par le fait même, des États qu'ils gouvernent.

2.2 La politique étrangère allemande lors des crises internationales et la mémoire collective : une problématique inexploitée

Plusieurs centaines d'articles et une poignée d'ouvrages traitent de la contribution allemande à la résolution de l'une ou l'autre des crises internationales étudiées dans le cadre de cette thèse. Plusieurs ont ainsi étudié, de manière plus ou moins approfondie selon les cas et en adoptant une perspective généraliste, la politique étrangère de l'Allemagne lors des principales crises internationales depuis 1989⁶². De même, la

⁶¹ Jeffrey K. Olick, « What Does it Mean to Normalize the Past? Official Memory in German Politics since 1989 », *Social Science History*, volume 22, numéro 4, hiver 1998, p. 547-571.

⁶² Parmi les travaux récents, et sans prétendre à l'exhaustivité, il convient de citer : Jeffrey S. Lantis, *Strategic Dilemmas and the Evolution of German Foreign Policy since Unification*, Westport (Conn.), Praeger, 2002; Max Otte, (avec Jürgen Greve), *A Rising Middle Power? German Foreign Policy in Transformation, 1989-1999*, New York, St. Martin's Press, 2000; Scott Erb, *German Foreign Policy. Navigating a New Era*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2003; Christian Hacke, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von Konrad Adenauer bis Gerhard Schröder*, Berlin, Ullstein, 2003; Peter Goebel, dir., *Von Kambodscha bis Kosovo. Auslandseinsätze der Bundeswehr seit Ende des Kalten Krieges*, Frankfurt-am-Main/Bonn, Report Verlag, 2000; Helga Haftendorn, *Deutsche Außenpolitik zwischen Selbstbeschränkung und Selbstbehauptung 1945-2000*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 2001; Michael E. Smith, « Sending the Bundeswehr to the Balkans : the Domestic Politics of Reflexive Multilateralism », *German Politics and Society*, volume 14, numéro 1, hiver

problématique du recours à la Bundeswehr lors de conflits à l'étranger dans ses aspects juridiques a déjà fait l'objet d'un ouvrage⁶³. Il en va également ainsi pour le débat politique général qui entoura la question de l'utilisation de l'armée à l'extérieur des frontières allemandes⁶⁴. Le problème de la culture politique⁶⁵ et la question identitaire⁶⁶ ne sont pas non plus demeurées en reste.

Alors que plusieurs de ces recherches affirment que la mémoire historique ou la mémoire collective allemande peut être ou est effectivement instrumentalisée, la plupart n'avancent rien pour étayer cette idée, ne le font que de manière très superficielle ou ne poussent pas le raisonnement plus loin que le cadre politique général, c'est-à-dire sans aborder le problème de la politique étrangère et encore moins celui des interventions politico-militaires allemandes depuis 1989.

Dans un autre ordre d'idées, outre les travaux de Olick et Levy mentionnés auparavant et qui consacrent quelques brèves lignes à cette problématique⁶⁷, seuls Winkler, Markovits et Reich ont analysé la place de la mémoire collective dans la politique étrangère de l'Allemagne lors de crises internationales après 1989. Alors que le premier ne consacre que quelques pages au phénomène⁶⁸, les seconds y ont consacré un court chapitre de leur ouvrage précédemment cité. De plus, bien qu'étant

1996; et Gregor Schöllgen, « Zehn Jahre als europäische Großmacht. Eine Bilanz deutscher Außenpolitik seit der Vereinigung », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, supplément 24, juin 2000.

⁶³ Martin Limpert, *Auslandseinsatz der Bundeswehr*, Berlin, Duncker & Humblot, 2002. (Coll. « Tübinger Schriften zum Staats- und Verwaltungsrecht ». Band 67)

⁶⁴ Nina Philippi, *Bundeswehr-Auslandseinsätze als außen- und sicherheitspolitisches Problem des geeinten Deutschland*, Frankfurt-am-Main, Peter Lang, 1997.

⁶⁵ John S. Duffield, *World Power Forsaken. Political Culture, International Institutions, and German Security Policy After Unification*, Stanford, Stanford University Press, 1998.

⁶⁶ Jonathan P.G. Bach, *Between Sovereignty and Integration. German Foreign Policy and National Identity after 1989*, New York, St. Martin's Press, 1999; Maja Zehfuss, *Constructivism in International Relations. The Politics of Reality*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002; Heinrich August Winkler, *Der lange Weg nach Westen. Deutsche Geschichte vom « Dritten Reich » bis zur Wiedervereinigung*, volume II, München, C.H. Beck Verlag, 2002; et Stephan Martens, *Allemagne. La nouvelle puissance européenne*, Paris, PUF, 2002.

⁶⁷ Olick et Levy, *loc. cit.*, p. 922-933; et Olick, *loc. cit.*, p. 547-571.

⁶⁸ Winkler, *op. cit.*, p. 622-630.

d'accord avec l'idée que la mémoire collective peut être instrumentalisée, les deux politologues ne procèdent pas vraiment à une démonstration et cherchent surtout à démontrer l'influence intrinsèque de la mémoire sur la formulation de la politique allemande en réaction aux crises internationales entre 1989 et 1996. En outre, cette étude, publiée en 1997, n'inclut évidemment pas la participation allemande dans les événements du Kosovo⁶⁹, ce que d'aucuns estiment comme un point tournant dans l'histoire de la participation de l'Allemagne à la gestion de ces crises depuis 1989⁷⁰.

Il ressort donc de ce bilan historiographique que l'école insistant surtout sur l'instrumentalisation de la mémoire collective n'examine pas la possibilité que celle-ci exerce d'elle-même une certaine influence sur la formulation de politiques. De plus, aucune étude n'examine ce problème en relation avec la politique étrangère allemande, *a fortiori* avec les interventions militaires allemandes à l'étranger entre 1989 et 1999. D'un autre côté, en dépit du fait que la plupart des auteurs de la seconde école admettent volontiers que la mémoire (qu'elle soit historique ou collective) peut être instrumentalisée, la majorité se limitent à ce constat pour se concentrer essentiellement sur l'influence inhérente que peut exercer la mémoire sur l'orientation des politiques étrangères allemandes. Force est d'admettre que non seulement un sérieux effort de synthèse entre ces deux écoles est souhaitable, mais qu'en plus, la problématique liant la mémoire collective aux interventions politico-militaires allemandes est ou bien expédiée en quelques lignes (Olick) ou bien à la fois fort brève et incomplète (Winkler, Markovits et Reich). Il semble donc qu'une étude exhaustive de la relation que l'on peut établir entre la mémoire collective allemande et la politique étrangère de la RFA lors des crises internationales qui ont marqué la décennie suivant la chute du mur de Berlin pourrait constituer une contribution

⁶⁹ Markovits et Reich, *op. cit.*, p. 137-149.

⁷⁰ À titre d'exemples, se référer à Joachim Krause, « Die deutsche Politik in der Kosovo-Krise », dans Joachim Krause, dir., *Kosovo. Humanitäre Intervention und kooperative Sicherheit in Europa*, Opladen, Leske+Budrich, 2000, p. 103-104 et Hans-Peter Schwarz, « Die Zentralmacht Europas auf Kontinuitätskurs. Deutschland stabilisiert den Kontinent », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 11, novembre 1999, p. 4.

valable à l'avancement des connaissances. En ce sens, cette thèse vise donc à contribuer au développement d'une approche historiographique embryonnaire, soit l'étude de l'interaction à double sens qui peut s'établir entre la politique étrangère et la mémoire collective en Allemagne.

3. Objectifs

Si certains auteurs préfèrent rejeter l'étude du rôle de la mémoire pour la politique étrangère allemande sous prétexte que cet objet ne s'appréhende que malaisément, cette objection paraît quelque peu simpliste. Au contraire, ainsi que l'affirme l'historienne Mary Fulbrook, il faut tenter une telle opération malgré ses difficultés et peu importe son caractère insuffisant et imparfait⁷¹. Bien sûr, une telle enquête nécessite la prudence. Néanmoins, comme le rappelait Valérie Barbara-Rosoux dans son ouvrage, « l'évocation du passé est rarement fortuite »⁷², *a fortiori* lorsqu'elle se répète constamment faut-il ajouter. En somme, sans chercher à identifier si elle est vraie ou non, l'historien peut étudier l'évolution de la rhétorique mémorielle et chercher à en mesurer les effets sur la formulation d'une politique. En ce sens, ce n'est pas tant le caractère véridique du discours qui intéresse, mais bien les ruptures et les continuités qui peuvent être décelées dans le contenu des déclarations.

Deux objectifs sont donc à l'origine de cette thèse : démontrer, d'une part, que la mémoire est fréquemment utilisée ou instrumentalisée non seulement par les dirigeants allemands, mais en outre par les simples députés et, illustrer, d'autre part, que la mémoire exerce ses effets inhérents sur la politique étrangère. En somme, le focus de l'analyse est maintenu sur la place de la mémoire dans la politique mise de l'avant par l'Allemagne lors des cinq crises étudiées : la guerre du Golfe, les guerres d'indépendance croate et slovène, le conflit doublé d'une crise humanitaire en

⁷¹ Fulbrook, *op. cit.*, p. 143.

⁷² Barbara-Rosoux, *op. cit.*, p. 5.

Somalie, la guerre en Bosnie-Herzégovine et enfin, celle du Kosovo. En parallèle, le troisième objectif est d'étudier la nature de la politique étrangère allemande lors de ces cinq cas déterminants. Même si ces crises couvrent toute la période étudiée, d'autres conflits ne sont pas examinés dans le cadre de cette recherche. Ainsi, l'intervention humanitaire de l'Allemagne au Cambodge, en plus d'être fort restreinte, ne provoqua que peu de discussions au sein de la société et ne fait donc pas l'objet de la présente étude. Ce fut aussi le cas de la Macédoine bien que la mission incluait aussi une composante militaire. Pour sa part, le cas du Rwanda est quelque peu différent, l'Allemagne n'ayant participé d'aucune manière à la recherche d'une solution à ce conflit. Ne prétendant aucunement faire une utopique histoire totale, bien souvent, des facteurs explicatifs (intérêts économiques, présence de réfugiés, groupes d'intérêts, etc.) examinés ailleurs ne seront pas abordés par l'analyse. En somme, il s'agit plus largement d'une contribution à l'étude de l'adaptation de la RFA face aux changements des scènes nationale et internationale depuis la chute du mur de Berlin.

4. Méthodologie, sources et cadre chronologique

Pour mener à bien cette recherche, outre l'analyse des articles et des monographies portant sur le sujet, la méthodologie est basée sur une analyse qualitative des discours. Dans ce dernier cas, les sources sont constituées de discours reproduits dans des publications officielles, des journaux, des revues spécialisées et surtout, dans les *Verhandlungen des Deutschen Bundestages*, c'est-à-dire les rapports sténographiques des débats ayant eu lieu au Parlement fédéral. Ce sont en particulier les séances portant sur la politique étrangère de l'Allemagne lors de crises internationales spécifiques qui, de manière exhaustive, ont fait l'objet d'une analyse qualitative. Celle-ci a permis d'identifier les arguments de mémoire utilisés tant par les trois principaux décideurs de la politique étrangère (le chancelier ainsi que les ministres de

la Défense et des Affaires étrangères⁷³), que par les autres membres du gouvernement, des partis politiques au pouvoir ou de l'opposition. Ces discours et déclarations permettront d'étudier les controverses mémorielles liées aux politiques allemandes lors de chacun des conflits.

À ces documents, s'ajoutent aussi de nombreux sondages de l'opinion publique concernant la politique étrangère allemande, les crises internationales examinées ou encore le lien entre la mémoire et la politique extérieure nationale. L'analyse de ces sondages permettra de prendre le pouls de l'opinion publique et de mesurer, dans bien des cas, les écarts existants entre ce que pensaient les Allemands de l'Ouest et de l'Est, entre la mémoire des uns et celle des autres.

Quant aux deux journaux choisis, ils le furent pour leur rayonnement national, pour la qualité des informations que l'on y retrouve et pour leur orientation politique respective. En plus d'un quotidien de centre-gauche, la *Süddeutsche Zeitung* de Munich, un quotidien plus conservateur, soit la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, a été sélectionné. Évidemment, l'utilisation d'articles provenant d'autres journaux n'est pas exclue, mais celle-ci se fera de manière beaucoup plus ponctuelle. L'étude du contenu de ces quotidiens sera utile pour les informations qu'ils recèleront sur les cinq conflits internationaux, les réactions allemandes face à ceux-ci, les sondages de l'opinion publique, et, occasionnellement, sur les débats auxquels ont participé les intellectuels. Enfin, des documents officiels, qui renseignent sur la nature des politiques allemandes, mais aussi de l'ONU, ont aussi été consultés et viennent compléter les informations fournies par les journaux et les sources de seconde main.

⁷³ Selon la Loi fondamentale, c'est en effet le chancelier qui décide des grandes orientations des politiques. Chargés de mettre celles-ci en application, les ministres conservent tout de même une certaine latitude pour les mettre en œuvre à l'intérieur du cadre prescrit par le chancelier. Sur cette question, voir Eckhard Jesse, « Bundesrepublik Deutschland : Politisches System », dans Werner Weidenfeld et Karl-Rudolf Korte, *Handbuch zur deutschen Einheit 1949-1989-1999*, Frankfurt-am-Main, Campus Verlag, 1999, p. 112-113. Voir aussi l'article concerné (numéro 65) de la Loi fondamentale, reproduite intégralement dans : Dennis L. Bark et David R. Gress, *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 1290.

Pour terminer, le choix de la période étudiée tient de deux motifs. D'abord, de la chute du mur de Berlin qui allait marquer de multiples changements tant du point de vue des politiques intérieure qu'extérieure de la République fédérale⁷⁴. Pour les Allemands, les années 1989/90 bouleversèrent non seulement les frontières et la population de leur pays, mais en outre le statut de leur pays sur la scène internationale⁷⁵ et même leur identité nationale⁷⁶. Force est de constater qu'il en fut de même pour la mémoire collective qui s'est « redéployée » après 1989 et qu'il faudra plusieurs décennies avant qu'elle ne soit commune aux Allemands de l'Est et de l'Ouest⁷⁷. En somme, la fin de la guerre froide et l'unification allemande ouvraient toute grande la porte aux réinterprétations du passé, aux polémiques politiques et aux évolutions de mémoires. Ensuite, le double changement engendré par la chute du Mur et la réunification ne manqua pas de remettre en question le consensus qui s'était établi sur la politique étrangère allemande au fil de la guerre froide et ce, tant en Allemagne qu'à l'étranger. Ce *modus vivendi*, Alfred Grosser le décrivait de la manière suivante en 1989 :

« Là [en Allemagne], au contraire, la présence de Hitler dans le passé constitue une donnée constante de la politique extérieure et intérieure, et aussi d'attitudes sociales de tous ordres. Peu avant l'annonce, en octobre 1988, que le prix Nobel de la Paix était attribué aux Casques bleus de l'ONU, la majorité des Allemands, du moins à travers les articles et discours de ceux qui sont supposés les exprimer, a rejeté l'idée de la présence de soldats allemands au sein de ces unités pourtant dépourvues de toute agressivité : la mémoire d'Hitler [sic] s'oppose à l'envoi hors d'Europe du moindre militaire allemand⁷⁸ ».

La guerre du Golfe allait clairement devenir une menace pour ce consensus constaté par le politologue français. Moment charnière à la fois de la mémoire et de la

⁷⁴ Stürmer, *op. cit.*, p. 7.

⁷⁵ Schöllgen, *op. cit.* p. 183; et Schwarz, *op. cit.*, p. 7-20.

⁷⁶ Fulbrook, *op. cit.*, p. 3-5; et Winkler, *op. cit.*, p. 489-657.

⁷⁷ Mertes, *loc. cit.*, p. 6; Ulrike Ackermann, *Sündenfall der Intellektuellen. Ein deutsch-französischer Streit von 1945 bis heute*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2000, p. 241.

⁷⁸ Alfred Grosser, *Le crime et la mémoire*, Paris, Flammarion, 1989, p. 190.

politique étrangère de l'Allemagne, l'année de la chute du Mur se révèle certes un point de départ intéressant pour une étude de l'interaction entre ces deux éléments.

La détermination d'une borne chronologique marquant la fin de notre enquête est plus problématique. L'année 1999 fut sélectionnée pour deux raisons principales. En premier lieu, les historiens préfèrent en général laisser le choix des projections aux politologues et autres sociologues. La nature même de leur travail les poussent ainsi davantage à l'étude de ce qui est passé et terminé. Analyser la contribution allemande dans l'intervention en Afghanistan qui a suivi les événements du 11 septembre 2001 aurait ainsi été inconfortable, la situation évoluant encore quotidiennement au moment d'écrire ces lignes. Cependant, rien de la sorte n'empêchait de terminer notre étude avec la guerre du Kosovo⁷⁹. En second lieu, la participation allemande lors de la gestion de cette crise marquait une évolution prononcée par rapport aux crises précédentes. Elle constituait, pour une majorité d'analystes, le point tournant de la diplomatie allemande à l'égard des crises internationales depuis 1989. Coïncidant avec le moment de la cogitation d'un projet de thèse, les événements du Kosovo invitaient à la réflexion sur l'évolution qu'avait vécu l'Allemagne depuis 1989. En somme, il s'agissait là d'une belle occasion de « comprendre le présent par le passé », pour reprendre la formule célèbre de Marc Bloch⁸⁰.

⁷⁹ Il est cependant à noter qu'après plusieurs années de relative stabilité, le printemps 2004 a vu une nouvelle flambée de violence surgir dans la province de Serbie. Voir, Renate Flottau, Alexander Szandar et Erich Wiedemann, « Kosovo. Im Hass vereint », *Der Spiegel*, numéro 13, 22 mars 2004, p. 122-124.

⁸⁰ Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 19.

Chapitre premier

Les hésitations allemandes et la seconde guerre du golfe Persique, 1990-1991 : un exercice d'équilibriste entre la culture de retenue, le *Sonderweg* et l'Holocauste

« [...] le passé est, pour les Allemands, encore plus actuel que ce qui était perçu jusqu'à maintenant. De nombreux Allemands pensent, justement en raison de leur passé, différemment de nos alliés occidentaux, détestent la guerre encore plus que ceux-ci et croient à bon droit devoir la combattre par tous les moyens ».
-Margareth Mitscherlich-Nielsen¹

« Mais peu importe ce que notre gouvernement a fait de mal, au moins, son refus d'envoyer des Tornados allemands attaquer Bagdad n'était, Dieu seul le sait, pas une erreur. En mémoire des ambitions mondiales d'un Reich allemand qui a plongé l'Europe dans deux Guerres mondiales, cette politique était aussi l'expression d'une inhibition historiquement bien fondée ».
-Jürgen Habermas²

Introduction

Le 2 août 1990, alors que les troupes irakiennes foulait le sable koweïtien, l'Allemagne se trouvait en plein cœur du processus d'unification. Nul besoin de mentionner qu'à cette époque, la poussière était à peine retombée sur l'unification économique et monétaire en vigueur depuis le 1^{er} juillet précédent³, de même que sur les accords du Caucase liant Moscou et Bonn et qui scellaient la fin de la division des

¹ Margareth Mitscherlich-Nielsen, « Die Unfähigkeit Krieg zu führen. Die Deutschen und der Golfkrieg », dans Georg Stein, dir., *Nachgedanken zum Golfkrieg*, Heidelberg, Palmyra Verlag, 1991, p. 177.

² Jürgen Habermas, *The Past as a Future*, (interviewé par Michael Haller et traduit de l'allemand par Max Pensky), Lincoln/London, University of Nebraska Press, 1994, p. 25.

³ Sur l'unification économique et monétaire, consulter Dennis L. Bark et David R. Gress, *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*, (traduit de l'anglais par Odile Demange), Paris, Robert Laffont, 1992, p. 1191-1205; et Heinrich August Winkler, *Der lange Weg nach Westen. Deutsche Geschichte*, München, C.H. Verlag, 2000, p. 573-574. (volume II : « Vom 'Dritten Reich' bis zur Wiedervereinigung »)

deux Allemagnes⁴. Inutile aussi de rappeler les nombreuses et lourdes tâches qui restaient à accomplir à deux mois de l'unification et à quatre mois des premières élections panallemandes. Dans ce contexte, le cabinet du chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl allait devoir trouver le temps de définir une politique relativement à l'agression iraquienne.

S'il était clair que tant le gouvernement qu'une vaste majorité des citoyens ouest-allemands n'acceptaient pas l'agression iraquienne⁵, le nœud du problème résidait ailleurs. C'est-à-dire que la position adoptée par Bonn allait déplaire à la fois à l'étranger et sur la scène nationale, aux tenants d'un pacifisme radical comme aux promoteurs d'une participation militaire allemande plus musclée. Pourtant, abstraction faite de l'absence de troupes terrestres de la Bundeswehr pour combattre aux côtés de la coalition internationale composée de 28 pays, la République fédérale allemande (RFA) avait fourni une contribution financière, économique, matérielle et militaire réellement digne de ce nom. Comment expliquer ce mécontentement fort répandu ? La thèse selon laquelle les Allemands et la communauté internationale réalisèrent au terme de la seconde guerre du Golfe⁶ que le statut de la RFA sur la scène internationale avait évolué, constitue certainement un premier élément de réponse⁷ qu'il faut toutefois approfondir. De fait, les événements du Golfe illustrèrent clairement aux Allemands le changement de statut de leur pays sur la scène

⁴ Toute la politique soviétique vis-à-vis de l'unification allemande est abordée par Hannes Adomeit, *Imperial Overstretch : Germany in Soviet Policy from Stalin to Gorbachev*, Baden-Baden, Nomos Verlag, 1998, p. 441-558.

⁵ Pour le gouvernement, voir la déclaration suivante du ministre des Affaires étrangères de la RFA : Hans-Dietrich Genscher, « Bericht der Bundesregierung über die Tagung der WEU und EPZ – Sitzung zur Lage am Golf », *Verhandlungen des Deutschen Bundestages* (ci-après *VdDB*), 11. Wahlperiode, 221. Sitzung, Bonn, 23 août 1990, p. 17468-17469. En ce qui concerne l'opinion publique, un sondage effectué en septembre 1990 démontrait que 80 % des Allemands de l'Ouest estimaient que les « autres États ne devaient pas accepter l'occupation du Koweït par l'Iraq ». Elisabeth Noelle-Neumann et Renate Köcher, dir., *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1984-1992*, Band 9, München/Allensbach am Bodensee, K.G.Saur/Verlag für Demoskopie, 1993, p. 1086.

⁶ En effet, c'est entre 1980 et 1988 que se déroula la première guerre du Golfe qui eut pour protagonistes l'Iraq et l'Iran. À ce sujet, consulter, par exemple, : Christopher C. Joyner, dir., *The Persian Gulf War. Lessons for Strategy, Law, and Diplomacy*, New York, Greenwood Press, 1990.

⁷ Gregor Schöllgen, « Zehn Jahre als europäische Großmacht. Eine Bilanz deutscher Außenpolitik seit der Vereinigung », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, supplément 24, juin 2000, p. 7.

internationale⁸. Cela eut pour effet d'agir comme un « catalyseur » forçant l'Allemagne à s'adapter à un nouveau rôle international⁹.

Au moment du déclenchement de la guerre du Golfe, les dirigeants allemands subissaient de très fortes pressions, tant intérieures qu'extérieures, afin de limiter le rôle et l'influence à venir de l'Allemagne unie dans le monde. Pour Michael J. Inacker, Bonn devait ainsi, en raison du poids de l'Histoire, « d'une présence plus actuelle que jamais du passé », « prouver en permanence son caractère pacifique » (« *Friedfertigkeit* »)¹⁰. Or, ce que l'on peut aussi appeler le « fardeau de la mémoire »¹¹ exerçait une influence d'autant plus efficace qu'une grande part des politiciens allemands avaient été socialisés durant l'immédiat après-guerre et avaient donc non seulement « intériorisé » cette vision culpabilisante du passé, mais l'avaient intégrée dans leurs actions politiques¹². Cela s'avérait particulièrement vrai lorsqu'il était question de l'utilisation de la force militaire.

D'une part, à l'étranger, la crainte de la future Allemagne unie¹³ était telle que le 12 septembre 1990, soit au moment du traité dit « deux-plus-quatre » qui allait sceller

⁸ Stephan Martens, *Allemagne. La nouvelle puissance européenne*, Paris, PUF, 2002, p. 144. Voir aussi, Gregor Schöllgen, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, München, C.H. Beck Verlag, 1999, p. 205.

⁹ Consulter : Jeffrey S. Lantis, *Strategic Dilemmas and the Evolution of German Foreign Policy Since Unification*, Westport (Conn.), Praeger, 2002, p. 18; ainsi que Paul Létourneau et Marie-Elisabeth Räkel, « Germany : To Be or Not to Be Normal? », dans Philippe G. Le Prestre, dir., *Role Quests in the Post-Cold War Era. Foreign Policies in Transition*, McGill-Queen's University Press, 1997, p. 127.

¹⁰ Michael J. Inacker, *Unter Ausschluß der Öffentlichkeit? Die Deutschen in der Golfallianz*, Bonn, Bouvier Verlag, 1991, p. 9.

¹¹ Ce concept est emprunté à Pierre-Yves Gaudard, *Le fardeau de la mémoire. Le deuil collectif allemand après le national-socialisme*, Paris, Plon, 1997, 286 pages. Bien que cet ouvrage se concentre sur le deuil collectif après l'Holocauste et puise son argumentation dans la psychanalyse, le concept demeure néanmoins pertinent pour cette thèse.

¹² Inacker, *op. cit.*, p. 138.

¹³ Franz-Josef Meiers, « Germany : The Reluctant Power », *Survival*, volume 37, numéro 3, automne 1995, p. 94-95. Les nombreuses analyses alarmistes prévoyant le retour du « Quatrième Reich » ainsi que les efforts, notamment de la part des gouvernements français et britannique, pour empêcher ou à tout le moins retarder l'unification de la RDA et de la RFA, témoignent de ces craintes. Pour une analyse alarmiste, voir, par exemple : Conor Cruise O'Brien, « Beware, the Reich is reviving », *The Times*, 31 octobre 1989, p. 18. À propos des tentatives de Paris et Londres, consulter William R.

l'unification, le gouvernement Kohl avait dû promettre au nom de son pays au moins quatre choses : premièrement, qu'une fois unifiées, les forces armées est et ouest-allemandes seraient réduites de plus de la moitié pour un total de 370 000 soldats au maximum; deuxièmement, que jamais l'Allemagne unie ne produirait ni ne posséderait d'armes atomiques, bactériologiques ou chimiques; troisièmement, que le pays demeurerait ancré au sein des institutions occidentales, en particulier l'OTAN et la CE; et quatrièmement, que « seule la paix émanera[it] du sol allemand »¹⁴.

C'est dans cet esprit qu'à quelques jours de l'unification, le ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, déclarait devant l'Assemblée générale des Nations unies :

« Nous n'oublierons pas la souffrance infinie qui a été causée aux peuples d'Europe et du monde au nom des Allemands. Nous rappelons solennellement le souvenir de toutes les victimes de la guerre et du despotisme. Nous rappelons solennellement, et de façon particulière, l'indicible souffrance du peuple juif. Nous reconnaissons notre responsabilité et nous l'acceptons.

J'annonce à l'Assemblée générale des Nations unies : nous les Allemands, nous nous unissons avec la volonté que tout cela ne doive jamais se reproduire. Notre peuple sera à nouveau uni et pourra vivre au sein d'un État démocratique. Notre État commun sera basé sur la protection des droits humains fondamentaux (« *der unveräußerlichen Menschenrechte* »). Seule la paix émanera du territoire de l'Allemagne unie¹⁵ ».

Durant toute la crise puis la guerre du Golfe, les dirigeants de la RFA allaient ainsi chercher à éviter toute manifestation d'« ambitions militaires » pour conjurer les

Smyser, *From Yalta to Berlin. The Cold War Struggle over Germany*, New York, St. Martin's Griffin, 1999, p. 368-371.

¹⁴ Voir le texte du traité « deux-plus-quatre » signé par Bonn, Berlin-Est, Washington, Moscou, Paris et Londres. *L'unification de l'Allemagne en 1990. Une documentation*, Bonn, Office de Presse et d'Information du gouvernement fédéral, 1991, p. 101-104; et le document suivant tiré des archives de la Chancellerie : « Nr. 396B. Anlage 5. Neuformulierung der Erklärung der Bundesregierung über die Reduzierung der Streitkräfte Deutschlands », dans *Dokumente zur Deutschlandpolitik. Deutsche Einheit. Sonderedition aus den Akten des Bundeskanzleramtes 1989/90*, (Herausgegeben vom Bundesministerium des Innern unter Mitwirkung des Bundesarchivs, bearbeitet von Hanns Jürgen Küsters und Daniel Hofmann), München, R. Oldenburg Verlag, 1998, p. 1496.

¹⁵ « Rede des Bundesministers des Auswärtigen, Genscher, vom 26. September 1990 (Auszüge) », dans *Auswärtiges Amt, dir., Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Dokumente von 1949 bis 1994*, Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1995, p. 711.

craintes étrangères de la renaissance de la puissance militaire allemande sur le continent¹⁶.

D'autre part, sur la scène nationale ouest-allemande, la mémoire des excès de la politique de puissance allemande d'avant 1945 avait été bien intégrée au fil des décennies au point que, dans un essai publié en 1985, l'historien Hans-Peter Schwarz s'estimait en mesure de parler des « Allemands domptés » qui étaient passés de « l'obsession de la puissance à l'oubli de la puissance »¹⁷. En 1993, cette thèse trouvait encore des adeptes comme en témoignent les travaux de Gregor Schöllgen et de Wolfgang F. Schlör. Alors que le premier soutenait que les Allemands craignaient la puissance à cause de leur passé¹⁸, le second affirmait qu'eu égard à la Seconde Guerre mondiale et aux quatre décennies de guerre froide durant lesquelles les Allemands n'avaient participé à aucun conflit, ces derniers étaient devenus des antimilitaristes qui n'acceptaient plus le recours à la force qu'aux seules fins de défense de l'OTAN et de leur pays¹⁹.

Un sondage effectué auprès des citoyens ouest-allemands peu après l'unification d'octobre 1990 illustre très bien l'esprit ambiant. Les résultats de l'enquête démontraient qu'une majorité des individus interrogés, soit 53 %, considérait « qu'en raison de son histoire et de son ancienne politique de puissance, l'Allemagne devait (« *sollte* ») conserver sa réserve sur la scène internationale ». À l'opposé, 45 % des citoyens sondés croyaient « qu'en raison de son importance, l'Allemagne d[evait] (« *muß* ») assumer un rôle plus actif et davantage de responsabilités sur la scène

¹⁶ Knut Kirste, « Die USA und Deutschland in der Golfkrise 1990/91 », document publié sous la direction de Hanns W. Maull par la Chaire de politique extérieure et de relations internationales de l'Universität Trier, Fachbereich III Politikwissenschaft, janvier 1998. (DFG-Projekt 'Zivilmächte'. Fallstudie). Consulté le 17 avril 2002 sur le site : <http://www.deutsche-aussenpolitik.de/publications/conferences/golf.pdf>

¹⁷ Hans-Peter Schwarz, *Die gezähmten Deutschen. Von der Machtbesessenheit zur Machtvergessenheit*, Stuttgart, DVA, 1985.

¹⁸ Gregor Schöllgen, *Angst vor die Macht. Die Deutschen und ihre Aussenpolitik*, Berlin, Frankfurt-sur-le-Main, Ullstein, 1993.

¹⁹ Wolfgang F. Schlör, « German Security Policy », *Adelphi Papers*, London, IISS/Brassey's, numéro 277, juin 1993, p. 4-5.

internationale ». Fait à noter, le même sondage effectué au même moment auprès des citoyens est-allemands donnait des résultats à peu près inverses puisque 41 % d'entre eux préféraient voir leur nouvelle patrie conserver sa retenue alors que 58 % désiraient voir celle-ci endosser plus de responsabilités²⁰. Dans les années qui allaient suivre, ces résultats n'allaient pas tarder à évoluer, les Allemands de l'Ouest désirant progressivement voir leur pays accepter des charges toujours plus lourdes alors que leurs concitoyens de l'Est préféraient au contraire que celles-ci diminuent. Au-delà de ces évolutions, une constante demeurait toutefois : de façon globale, les citoyens de l'Ouest et de l'Est ne partageaient pas la même vision des responsabilités nationales découlant de la mémoire.

Pour expliquer les hésitations allemandes vis-à-vis des événements du Golfe, il convient d'examiner le rôle de la mémoire collective. Cela permet de mieux comprendre une action qui, analysée sans référence à l'histoire allemande, pouvait sembler égoïste et confuse aux yeux d'observateurs étrangers, certains allant jusqu'à faire des gorges chaudes d'une politique affublée de l'appellation « diplomatie du chéquier »²¹. Surtout – et il s'agit là de l'idée-force du chapitre –, cette démarche permettra de constater que c'était non pas la Loi fondamentale qui constituait le véritable frein à l'envoi de la Bundeswehr dans le Golfe, mais bien l'interprétation de l'histoire allemande. Dans ce parcours, trois interrogations baliseront le raisonnement. D'abord, quelles perceptions de l'Iraq et de Saddam Hussein avaient cours en Allemagne ? Ensuite, quelle était l'influence des liens bilatéraux spécifiques unissant la RFA et ses principaux partenaires occidentaux incluant l'Amérique, Israël

²⁰ Pour mieux apprécier ces données, il importe de préciser qu'à la mi-1989, soit à la veille de la chute du Mur, la population de la République démocratique allemande (RDA) s'élevait à 16,6 millions d'individus alors qu'il fallait compter 62 millions de citoyens en RFA. Ces statistiques sont tirées de : Bureau de statistique, *Bulletin mensuel de statistique*, New York, Nations unies, volume XLV, numéro 9, septembre 1991, p. 2. Pour les résultats du sondage d'octobre 1990, voir : Hans-Viktor Hoffmann, *Demoskopisches Meinungsbild in Deutschland zur Sicherheits- und Verteidigungspolitik 1992*, Waldbröl, Akademie der Bundeswehr für Information und Kommunikation, 1993, p. 283-284.

²¹ Pour un exemple de critique accusant l'Allemagne de pratiquer la « diplomatie du chéquier », voir « Shaky Ground », *International Herald Tribune*, 23 avril 1991. Cité par Gregor Schöllgen, *Die Macht in der Mitte Europas. Stationen deutscher Außenpolitik von Friedrich dem Großen bis zur Gegenwart*, München, C. H. Beck Verlag, 2000, p. 185. (note 28)

et l'URSS ? Enfin, quelles politiques privilégiaient-on en RFA pour résoudre le conflit du golfe Persique ?

Le présent chapitre se scinde en trois parties. La première se penche sur les premières réactions ouest-allemandes concernant la crise du Golfe. La deuxième aborde les défis auxquels la diplomatie du pays dut faire face au-delà de l'unification. Enfin, les attitudes allemandes durant la guerre constituent l'objet de la troisième partie.

1. La crise dans le golfe Persique, un premier défi pour la politique étrangère d'une Allemagne en instance d'unification

1.1 Les premières réactions (ouest-)allemandes²²

Le 2 août, soit le jour même de l'invasion du territoire koweïtien par les forces iraqiennes, le Conseil de sécurité de l'ONU (CSONU) se réunit d'urgence et accoucha de la résolution 660 qui condamnait cette agression²³. Le lendemain, le secrétaire d'État américain James Baker et son homologue soviétique Édouard Chevardnadze émirent une déclaration commune. Quelques jours après, les États-Unis demandèrent à la RFA la permission d'utiliser leurs bases situées sur le territoire ouest-allemand afin d'acheminer des troupes dans la région du Golfe, une requête rapidement acceptée²⁴. En termes logistiques, la contribution des Allemands allait

²² En raison de la nature de l'unification des deux États allemands issus de la guerre froide, à savoir que cette unification doit certainement être considérée comme une simple « extension » de l'ancienne RFA au territoire de la RDA ou encore comme une annexion pure et simple de la République démocratique par la République fédérale (et non comme l'unification de deux entités égales), nous n'examinerons ici que les réactions de l'Allemagne de l'Ouest durant les premières semaines de la crise du Golfe. Pour se convaincre que l'unification doit être considérée de la sorte, il suffit de se rappeler que c'est la Loi fondamentale ouest-allemande de 1949 qui, bien qu'amendée, sert de Constitution à l'Allemagne unie depuis le 3 octobre 1990.

²³ « Resolution 660 (1990), verabschiedet auf der 2932. Sitzung des Sicherheitsrats am 2. August 1990 », *Europa-Archiv. Dokumente*, 1991, série 2, D40.

²⁴ Karl Kaiser et Klaus Becher, *Deutschland und der Irak-Konflikt. Internationale Sicherheitsverantwortung Deutschlands und Europas nach der deutschen Vereinigung*, Bonn, Forschungsinstitut der DGAP/Europa Union Verlag, 1992, p. 14-15. (Coll. « Arbeitspapiere zur Internationale Politik », numéro 68, Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik)

être cruciale, car leur pays demeurait la plaque tournante des Américains en Europe²⁵. De fait, l'essentiel des forces que Washington allait, durant les mois suivants, déployer vers le Golfe, transiterait par les aéroports militaires étatsuniens situés en Allemagne, ou bien proviendrait des unités américaines dédiées à la défense de l'Europe et dont le plus grand nombre était justement stationné sur le territoire de l'ancienne RFA²⁶.

Le 16 août, une unité de dragueurs de mines de la Bundesmarine quittait son port d'attache et prenait la direction de la Méditerranée afin d'y remplacer des forces de l'OTAN en route vers le Golfe. Pour de nombreux députés allemands, ce geste de la part du gouvernement suscitait immédiatement la suspicion, d'aucuns craignant que ces navires ne soient plus tard détachés au sein d'une force de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) envoyée dans le Golfe²⁷. À n'en pas douter, il ne s'agissait pas là de purs soupçons puisque le chancelier avait déjà publiquement évoqué cette possibilité advenant qu'une force de l'UEO soit envoyée dans le Golfe²⁸.

Quatre jours plus tard, Helmut Kohl tenait une réunion avec Gerhard Stoltenberg et Hans-Dietrich Genscher, les détenteurs des portefeuilles de la Défense et des Affaires étrangères. À l'issue de la rencontre, les trois hommes en étaient arrivés à un consensus stipulant que la Constitution, aussi appelée Loi fondamentale, ne permettait pas l'envoi de troupes allemandes dans le but de participer aux « mesures coercitives » des Nations unies. En vérité, la coalition gouvernementale, unissant les

²⁵ Helmut Hubel, « Germany and the Kuwait War », dans Wolfgang F. Danspeckgruber et Charles R. H. Tripp, dir., *The Iraqi Against Kuwait. Strategic Lessons and Implications for Europe*, Boulder, Westview Press, 1996, p. 241.

²⁶ Kaiser et Becher, *op. cit.*, p. 45-47.

²⁷ *Ibid.*, p. 14-15.

²⁸ Lantis, *op. cit.*, p. 23.

partis de l'Union (CDU/CSU)²⁹ et le Parti libéral (FDP), ne faisait que renouveler un *modus vivendi* vieux de quelques années déjà³⁰.

1.2 Aux origines de la culture de retenue

Le problème de l'utilisation de l'outil militaire remontait à l'époque de la guerre froide. Bien que le réarmement de la partie occidentale de l'Allemagne fut chose faite dès 1955, seule l'éventualité d'une attaque contre les territoires de la RFA ou de l'OTAN permettait l'utilisation de la Bundeswehr³¹. Étant donné l'histoire allemande, tout recours à l'armée était régi par la Constitution de 1949, et en particulier par les articles 24 et 87a. Le premier stipulait : « (2) Pour sauvegarder la paix, la Fédération peut adhérer à un système de sécurité mutuelle collective; elle consentira à cet effet aux limitations de ses droits de souveraineté amenant et garantissant un ordre pacifique et durable en Europe et entre les peuples du monde ». Pour sa part, le second article indiquait : « (1) La Fédération met sur pied des forces armées pour la défense. Leurs effectifs et les éléments de leur organisation doivent être fonction du budget. (2) Hormis le cas de défense, les forces armées ne doivent être engagées que dans la mesure où la Loi fondamentale l'autorise expressément »³². Progressivement, pendant la guerre froide, une majorité de politiques ouest-allemands en étaient venus à interpréter ces deux articles de sorte qu'ils interdisaient à leur pays de participer à des alliances de défense collective régionale³³.

²⁹ En Allemagne, les conservateurs sont en effet regroupés au sein de l'Union de deux partis frères, le Parti chrétien-démocrate (CDU) et le Parti chrétien-social (CSU), ce dernier étant présent uniquement au sein du Land de Bavière alors que le premier l'est dans tous les autres Länder.

³⁰ « Die Bundesmarine wird sich nicht an Aktionen im Golf beteiligen », *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (ci-après FAZ), 21 août 1990, p. 4; et Lantis, *op. cit.*, p. 22-26.

³¹ Toute la question du réarmement est abondamment traitée dans : Militärgeschichtlichen Forschungsamt, dir., *Anfänge westdeutscher Sicherheitspolitik 1945-1956*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1982, 4 volumes. Voir aussi, David Clay Large, *Germans to the Front. West German Rearmament in the Adenauer Era*, Chapel Hill/London, The University of North Carolina Press, 1996, 327 pages.

³² La totalité de la Loi fondamentale est reproduite en annexe dans : Bark et Gress, *op. cit.*, p. 1280 et 1299 (pour les deux articles cités). Pour consulter une analyse juridique exhaustive du problème de l'utilisation de la Bundeswehr à l'extérieur de la zone couverte par l'OTAN, voir : Martin Limpert, *Auslandseinsatz der Bundeswehr*, Berlin, Duncker & Humblot, 2002, p. 15-44. (Coll. « Tübinger Schriften zum Staats- und Verwaltungsrecht ». Band 67)

³³ Lantis, *op. cit.*, p. 23.

Avant de s'ériger en véritable dogme, prenant du coup l'appellation de la « culture de la retenue » (« *Kultur der Zurückhaltung* »), cette interprétation avait tardé à s'imposer. Dans les années 1960, sous la houlette des chanceliers chrétiens-démocrates Ludwig Erhard puis Kurt-Georg Kiesinger, Bonn avait un moment songé à fournir à l'OTAN des troupes d'abord destinées à un contingent envoyé à Chypre (1964) et plus tard, à une force devant s'opposer au blocus naval d'Israël mis en place par l'Égypte (1967). Puis, entre 1969 et 1982, les gouvernements menés sous la férule des chanceliers sociaux-démocrates Willy Brandt et Helmut Schmidt n'établirent pas de ligne de conduite claire à cet égard³⁴. Ce n'est qu'après l'admission de la RFA au sein de l'ONU (1973) que se posa avec une acuité accrue la question de la contribution de l'Allemagne aux missions humanitaires et de maintien de la paix menées sous l'égide de cette institution. En effet, la même année, la résolution 340 du Conseil de sécurité demandait à tous les membres des Nations unies de contribuer à résoudre la guerre du Yom Kippour. Dans les années subséquentes, Bonn allait, à deux reprises, répondre en fournissant à l'ONU des moyens de transport aérien en direction de l'Égypte, de la Syrie et d'Israël (1973-74) puis du Liban (1978)³⁵. Entretemps, les alliés de la République fédérale, en particulier les États-Unis, s'étaient prononcés en faveur d'une contribution allemande accrue en regard de la « sécurité de la communauté internationale »³⁶.

En juin 1982, en pleine crise des euromissiles³⁷, alors que l'Allemagne de l'Ouest était toujours régie par Helmut Schmidt, le Conseil fédéral de sécurité avait interprété

³⁴ Lothar Rühl, « Security Policy : National Structures and Multilateral Integration », dans Wolf Dieter Eberwein et Karl Kaiser, dir., *Germany's New Foreign Policy Decision-Making in an Interdependent World*, New York, Palgrave, 2001, p. 110.

³⁵ Limpert, *op. cit.*, p. 15; et « UN-Einsätze der Bundeswehr », *Süddeutsche Zeitung* (ci-après SZ), 21 décembre 2001. (version internet)

³⁶ Christian Hacke, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von Konrad Adenauer bis Gerhard Schröder*, Berlin, Ullstein, 2003, p. 391.

³⁷ Sur les euromissiles, consulter : Michel Tatu, *La bataille des euromissiles*, Paris, Seuil, 1983, 120 pages; et Dieter S. Lutz, *La guerre mondiale malgré nous ? La controverse des euromissiles*, (traduit de l'allemand par Philippe Lacroix), Paris, La Découverte/Maspéro, 1983, 319 pages. Sur la réaction en Allemagne lors de la crise des euromissiles, voir par exemple : Winkler, *op. cit.*, p. 414-424.

la Loi fondamentale de façon peu précise, de sorte qu'il n'était pas clair si la RFA pouvait ou non participer à des opérations de l'ONU³⁸. Au moment de l'aggravation de la crise au Proche-Orient, et à l'occasion de l'arrivée du nouveau gouvernement du chrétien-démocrate Helmut Kohl en octobre de la même année, cette décision allait être maintenue, mais avec une nuance³⁹. Le nouveau chancelier maintenait le cap mais, pour esquiver les critiques accusant les Allemands d'être des « profiteurs » (« Trittbrettfahrer ») alors que l'Allemagne était devenue économiquement très puissante, il y ajoutait une politique de compensation pour les alliés qui demandaient un rôle accru de la part de leur partenaire germanique⁴⁰.

À l'été 1987, les alliés demandèrent, sans succès, aux Allemands d'envoyer des démineurs dans le golfe Persique en raison de la guerre Iran-Iraq⁴¹. Ce refus n'empêcha pas le ministère ouest-allemand de la Défense et les députés de l'Union au sein du gouvernement de commencer à examiner, dès l'automne suivant, quelles étaient juridiquement les possibilités d'action de la Bundeswehr hors zone (« *out of area* »), c'est-à-dire à l'extérieur du territoire de l'OTAN. Sous le leadership de Gernot Erler, un petit groupe de députés sociaux-démocrates avait même mis de l'avant une proposition précisant le cadre dans lequel la Bundeswehr pourrait être envoyée en mission de maintien de la paix, exclusivement sous l'égide de l'ONU il est vrai. Ainsi, avant même la fin de la guerre froide, une partie importante des élites concernées par la politique étrangère ouest-allemande avait entamé une réflexion sur le rôle militaire de la RFA, sans toutefois aller plus loin. Cela s'explique par au moins deux raisons : d'un côté, les réticences de l'opinion publique et, de l'autre, la divergence de vues entre ceux qui souhaitaient que l'Allemagne puisse agir hors zone

³⁸ Max Otte, (avec Jürgen Greve), *A Rising Middle Power? German Foreign Policy in Transformation, 1989-1999*, New York, St. Martin's Press, 2000, p. 95.

³⁹ Hacke, *op. cit.*, p. 391-392; et Kirste, *loc. cit.*

⁴⁰ Hacke, *op. cit.*, p. 391-392.

⁴¹ La Bundesmarine envoya toutefois des navires en Méditerranée, une première puisque la RFA avait, au sein de l'OTAN, pour responsabilité de surveiller la zone navale constituée des mers du Nord et Baltique. Voir, Nina Philippi, *Bundeswehr-Auslandseinsätze als außen- und sicherheitspolitisches Problem des geeinten Deutschland*, Frankfurt-am-Main, Peter Lang, 1997, p. 62-67; et Sylvie Lemasson, « L'Allemagne et la crise du Golfe », *Documents. Revue des questions allemandes*, volume 45, numéro 5, décembre 1990, p. 21.

sous le couvert de l'OTAN et ceux qui exigeaient un mandat de l'ONU pour toute action se déroulant en dehors de la région protégée par l'Alliance⁴².

1.3 L'importance de maintenir la culture de retenue, un consensus reconduit au-delà du 3 octobre 1990

Toutefois, en août 1990, dans le contexte de la crise du Golfe, Genscher et les libéraux n'étaient pas disposés à modifier la culture de la retenue et persistaient à interpréter la Loi fondamentale le plus étroitement possible⁴³. Ce faisant, ils imposaient une sévère contrainte à la coalition gouvernementale dont ils faisaient partie. Cela, rien ne semblait pouvoir le changer, pas même les propos exprimés par Genscher devant le Bundestag le 23 août. Il admettait ce jour-là « que le gouvernement fédéral avait entamé les discussions avec l'opposition sociale-démocrate à propos d'un ajout à la Loi fondamentale; le but [étant] de permettre à la Bundeswehr de participer à l'avenir à des actions qui auront été décidées par le Conseil de sécurité dans le cadre de la Charte des Nations unies »⁴⁴. Pour Harald Müller, cette annonce avait certainement contribué à créer des attentes « irréalistes » chez les partenaires de l'Allemagne, attentes qui engendrèrent sans doute la déception de ceux-ci lorsqu'ils constatèrent que cette évolution attendue du rôle militaire allemand ne serait pas au rendez-vous à temps pour la guerre du Golfe⁴⁵. En août 1990, le gouvernement Kohl se trouvait donc coincé dans une situation qu'il avait lui-même, sinon forgée, du moins consolidée⁴⁶.

⁴² Voir, Philippi, *op. cit.*, p. 62-63; et Detlef Bald, « Die Intervention im Kosovo : Macht und Moral als Auftrag der neuen Bundeswehr », *Vierteljahresschrift für Sicherheit und Frieden*, volume 17, numéro 3, 1999, p. 94-95. Bien que cet article porte essentiellement sur l'intervention de la Bundeswehr au Kosovo, l'analyse de l'auteur remonte jusqu'à la fin des années 1980 afin d'examiner les efforts de certains politiques ouest-allemands pour augmenter la marge de manœuvre de leur pays en politique étrangère.

⁴³ Thomas Kielinger, « The Gulf War and the Consequences from a German Point of View », *Aussenpolitik* (édition anglaise), volume 42, numéro 3, 1991, p. 244.

⁴⁴ Genscher, « Bericht der Bundesregierung... », *loc. cit.*, p. 17468-17469.

⁴⁵ Harald Müller, « German Foreign Policy after Unification », dans Paul B. Stares, dir., *The New Germany and the New Europe*, Washington (D.C.), The Brookings Institution, 1992, p. 136.

⁴⁶ Kirste, *loc. cit.*

Plusieurs raisons expliquent le refus de Bonn d'envoyer à ce moment des troupes de la Bundeswehr à l'extérieur du territoire de l'OTAN. En premier lieu, il n'existait pas d'interprétation incontestable de la Loi fondamentale à ce sujet. Avec leur position officielle, les verts (BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN) refusaient tout recours à la force pour régler quelque conflit international que ce soit et, en conséquence, opposaient d'emblée une fin de non-recevoir à toute modification de la Constitution. Moins intransigeante, la position des libéraux et des sociaux-démocrates (SPD) stipulait que la Constitution permettait l'envoi de troupes allemandes hors zone, mais seulement s'il s'agissait d'une intervention de casques bleus placés sous le couvert de l'ONU. Enfin, les partis de l'Union optaient pour une position encore plus souple et acceptaient la participation de la Bundeswehr à des missions de paix menées par l'ONU ou du moins approuvées par celle-ci. Pour aller au-delà de l'interprétation restrictive du FDP et du SPD, le gouvernement devait modifier la Loi fondamentale, ce qui exigeait l'appui de deux tiers des membres du Bundestag et donc, non seulement des libéraux de la coalition, mais aussi d'une partie importante de l'opposition⁴⁷.

En deuxième lieu, à la veille de l'unification, même si le chancelier Kohl avait eu la collaboration de l'opposition pour adapter la Constitution, il ne bénéficiait pas de l'appui de l'opinion publique pour ce faire. Au fil des quatre décennies d'existence de l'Allemagne de l'Ouest, le consensus intérieur portant sur l'utilisation de l'armée uniquement pour défendre son territoire ou celui de l'OTAN ne s'était pas affaibli tant s'en faut. À l'opposition d'une part importante des députés, s'ajoutait donc le fait qu'en août 1990, 53 % des Allemands de l'Ouest interrogés par l'Institut d'Allensbach estimaient que la Loi fondamentale ne devait pas être modifiée pour permettre l'envoi de la Bundeswehr à l'extérieur de la zone couverte par l'OTAN. À l'opposé, seulement 32 % des individus sondés pensaient qu'il fallait changer la

⁴⁷ Kielinger, *loc. cit.*, p. 246-247; et Barbara S. Balaj, « L'Allemagne et la guerre du Golfe », *Les Cahiers de l'Orient*, numéro 29, premier trimestre 1993, p. 28-29. Pour la position des verts, consulter l'intervention d'Angelika Beer effectuée devant le Parlement, *VdDB*, 11. Wahlperiode, 221. Sitzung. Bonn, 23 août 1990, p. 17475-17477.

Constitution pour permettre de telles missions, et seulement 30 % estimaient que la Bundeswehr pouvait intervenir hors zone lorsqu'un dictateur avait violé le droit international⁴⁸. À la fin de l'été 1990, en pleine crise du Golfe et alors que les premières élections panallemandes étaient prévues pour la fin de l'automne, le chancelier n'était assurément pas disposé à modifier la Loi fondamentale sur un sujet aussi délicat et chargé d'histoire contre le gré d'une forte majorité de l'opinion publique.

En troisième lieu, se trouvait la crainte des dirigeants allemands de provoquer, en envoyant des forces de la Bundeswehr dans le Golfe, le revirement de la politique soviétique à l'égard de l'unification. Cette attitude s'explique puisqu'en août 1990, le traité dit « 2+4 » mettant officiellement fin à la division allemande n'avait pas encore été signé⁴⁹. Bien plus, l'URSS disposait encore sur le territoire de la RDA, d'une force de 380 000 soldats bien équipés et les conditions et le moment du retrait de celle-ci faisaient toujours l'objet d'intenses négociations entre la Chancellerie et le Kremlin⁵⁰. Enfin, plusieurs membres du cabinet allemand, en particulier Hans-Dietrich Genscher, redoutaient de contribuer, par une politique allemande trop musclée dans le Golfe, au renforcement des éléments les plus conservateurs du Kremlin, ceux-là mêmes qui ne voyaient pas l'unification allemande d'un bon œil⁵¹.

1.4 La RFA entre hésitations et revendications étrangères

Le 21 août, Genscher et Stoltenberg participaient à la rencontre de l'UEO et de la Coopération politique européenne (CPE) se tenant à Paris. Cette réunion avait pour

⁴⁸ Noelle-Neumann et Köcher, *op. cit.*, p. 1085.

⁴⁹ Il faudra attendre le mois de septembre pour que cela devienne une réalité et le mois de mars 1991 pour que la Douma soviétique le ratifie.

⁵⁰ Les derniers contingents russes allaient quitter l'Allemagne en août 1994. Pour cela, Bonn avait dû déboursier plus de 15 milliards de DM servant à financer le transfert de ces forces et la construction, en URSS/Russie, de logements qui leurs étaient destinés. À ce sujet, consulter : Angela E. Stent, *Russia and Germany Reborn. Unification, the Soviet Collapse, and the New Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1999, p. 131-144 et 160-165.

⁵¹ C'est du moins la version que donne Genscher dans ses Mémoires : Hans-Dietrich Genscher, *Rebuilding a House Divided. A Memoir by the Architect of Germany's Reunification*, (traduit de l'allemand par Thomas Thornton), New York, Broadway Books, 1998, p. 473-474 et 478-479. Consulter aussi Kaiser et Becher, *op. cit.*, p. 7-8 et Hubel, *loc. cit.*, p. 239.

thème la crise du golfe Persique. Les deux représentants du gouvernement allemand y exposèrent la position officielle élaborée avec le chancelier la veille. Le ministre de la Défense présenta en outre les mesures prises par Bonn pour appuyer les « actions internationales ». En plus des sept navires de la Bundesmarine envoyés dans l'Est de la Méditerranée et la permission donnée aux États-Unis d'employer leurs installations militaires en Allemagne, le gouvernement mettait à la disposition de la coalition des chars de détection électronique (« *Spiürpanzer* ») conçus pour déceler la présence de ce que le ministre qualifiait d'armes « dangereuses », en réalité des armes ABC (atomiques, bactériologiques et chimiques)⁵².

Dès le lendemain, le chancelier Helmut Kohl tenait une conversation téléphonique avec le président américain Georges Bush afin de lui faire comprendre la position de son gouvernement. Après avoir assuré son homologue de l'appui de l'Allemagne dans la crise du Golfe, le chef du gouvernement allemand lui expliquait que la Loi fondamentale ne permettait pas l'envoi de troupes de la Bundeswehr. Le chancelier déclarait avoir l'intention de prendre des mesures pour modifier la Constitution, mais que, pour y parvenir, il avait besoin d'une majorité des deux tiers des députés du Bundestag, ce qui était à ce moment-là hautement hypothétique compte tenu de la position affichée par l'opposition sur cette question. Du même souffle, Kohl prévenait Bush qu'il faudrait du temps avant que l'armée allemande puisse être envoyée hors de la zone couverte par l'OTAN. Il ajoutait qu'il avait quand même bon espoir de voir la Loi fondamentale modifiée à temps pour une prochaine crise. Le chancelier tentait enfin de rassurer son homologue américain en lui déclarant que, dans le débat public qui ne manquerait pas d'avoir lieu en Allemagne sur cette question, il exposerait clairement que la solidarité ne constituait « pas une voie à sens unique »⁵³.

⁵² Genscher, « Bericht der Bundesregierung... », *loc. cit.*, p. 17468-17469.

⁵³ « Nr. 390. Telefongespräch des Bundeskanzlers Kohl mit Präsident Bush. 22. August 1990 », dans *Dokumente zur Deutschlandpolitik...*, *op. cit.*, p. 1484-1485.

Au Bundestag, le premier débat concernant le Golfe se déroula le 23 août, soit immédiatement après que le ministre Genscher eut fait aux parlementaires son rapport sur la rencontre de l'UEO et de la CPE. Dans sa déclaration gouvernementale, le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères se contenta de dénoncer l'invasion du Koweït par l'Iraq comme étant une menace pour la paix ainsi qu'une violation du droit international⁵⁴. Bien que l'Allemagne n'ait assurément pas eu l'apanage de la condamnation de cette agression, celle-ci prenait, à n'en pas douter, une connotation bien particulière au sein d'un État condamné à assumer le lourd héritage du nazisme et de l'Holocauste. À moult reprises après ce discours, les représentants du gouvernement allemand fustigèrent l'attaque iraquienne devant une variété d'auditoires. À ces occasions, ils invoquèrent invariablement les mêmes arguments que Genscher : la nécessité de préserver la paix, la souveraineté et l'intégrité territoriale des États, de même que les droits humains fondamentaux – autant d'éléments qui, provenant d'un dirigeant allemand, avaient bien sûr une signification bien précise, peu importe l'auditeur.

Dans son discours, Genscher ne manqua pas de rappeler que l'arrestation des ressortissants étrangers se trouvant à l'intérieur de la pétromonarchie koweïtienne et de l'Iraq constituait une violation des droits humains fondamentaux, *a fortiori* considérant le fait que plusieurs de ces otages avaient été placés à proximité des cibles militaires afin de servir de boucliers humains. Dans son rapport, Genscher n'utilisa toutefois pas d'éléments mémoriels, si ce n'est pour rappeler que c'était, après l'agression de l'Iran, la seconde fois que l'Iraq envahissait un pays voisin. Il déclara avoir, en compagnie de son collègue de la Défense, exposé l'avant-veille à leurs collègues de l'UEO les contraintes constitutionnelles interdisant que la Bundeswehr ne participe à une mission hors zone⁵⁵.

⁵⁴ Genscher, « Bericht der Bundesregierung... », *loc. cit.*, p. 17468-17469.

⁵⁵ *Ibidem*.

Alors que le représentant du cabinet recourait peu à la mémoire, il en allait tout autrement pour certains députés de l'Union qui estimaient que leur gouvernement n'en faisait pas suffisamment. Dans son discours, Karl Lamers, porte-parole de la CDU/CSU en matière de politique de sécurité, soutenait qu'il fallait prendre des « mesures militaires concrètes » parce que « des Führer tels que Saddam Hussein ne réagissent pas à des mesures diplomatiques ». « Car l'Histoire nous a appris, poursuivait-il, [...] que des dictateurs comme Adolf Hitler et Saddam Hussein, aussi différents puissent-ils être, ne réagissent pas s'ils ne se heurtent pas à une résistance solide et déterminée ». Lamers plaidait ensuite pour la modification de la Loi fondamentale afin de permettre l'envoi de troupes allemandes à l'extérieur de la zone couverte par l'OTAN, et ce, même en-dehors du cadre onusien. À son avis, il fallait « tirer les bonnes leçons de l'Histoire », à savoir que si la RFA devait conserver la « retenue » en regard de la « puissance militaire », il fallait admettre que cette dernière « continuait de jouer un rôle dans le monde » et qu'à cet égard, l'Allemagne devait devenir « un membre normal de la communauté des nations »⁵⁶.

Mais c'est son collègue Müller de la CDU/CSU qui allait le plus loin dans l'instrumentalisation d'une certaine mémoire, lui qui défendait une politique autorisant le recours à la force face au régime de Saddam Hussein.

« L'histoire [...] de la Seconde Guerre mondiale a beaucoup à voir avec le présent, affirmait-il. Le funeste rôle d'un dictateur allemand exige justement de la politique allemande une conscience particulière. Le dictateur national-socialiste Adolf Hitler a illustré à quel point il était possible de faire chanter les démocraties (« *inwieweit die Demokratien erpreßbar seien* »). Nous savons, grâce au journal de Goebbels, qu'il a craint lors de la réoccupation de la Rhénanie démilitarisée, que les démocraties occidentales réagissent. Elles ne l'ont pas fait par hantise d'un conflit et ont ainsi contribué au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui aussi, il y a un national-socialiste qui peut à nouveau embraser le monde. Il ne s'agit pas d'un guerrier de croyance fondamentaliste. Dans son esprit, le Parti socialiste Baas a beaucoup en commun avec le national-socialisme. [...] ».

⁵⁶ *VdDB*, 11. Wahlperiode, 221. Sitzung. Bonn, 23 août 1990, p. 17474-17475.

Changeant de registre, le député de l'Union critiqua ensuite la politique de son pays en soutenant que si tous les gouvernements de l'histoire de la République fédérale avaient toujours cherché à éviter « l'isolement ou la singularisation », force était de constater qu'aujourd'hui l'Allemagne n'avait pu éviter cet écueil. Müller alla jusqu'à affirmer que dans l'éventualité où se produirait un second Holocauste à l'encontre du peuple juif, ni le gouvernement ni la population de son pays ne réagirait prétextant que la Constitution ne le permettait pas, une interprétation qu'il refusait pour sa part. Pour défendre son point de vue, le politique se permit de rappeler que l'unification des deux Allemagnes n'aurait pas été possible sans la solidarité des Occidentaux. Selon lui, la solidarité n'était pourtant pas « une voie à sens unique », et les Allemands devaient aussi faire preuve de cette solidarité sous peine « de se rendre indirectement coupable »⁵⁷.

Au sein de l'opposition, le SPD s'en tenait à condamner l'agression iraquienne et à soutenir qu'un changement constitutionnel s'avérait le préalable de toute intervention de la Bundeswehr aux côtés des forces armées américaines⁵⁸. Pour leur part, les verts, bien que fustigeant la politique iraquienne, condamnaient tout recours à la force, a plus forte raison par l'Allemagne, et dénonçaient la complaisance de leur gouvernement relativement aux exportations militaires faites par des entreprises allemandes vers l'Iraq, de même que devant les atrocités commises par Bagdad lors de la guerre l'opposant à Téhéran. La députée Angelika Beer, s'exprimant au nom du Parti, invitait ainsi le cabinet à mettre fin à toute exportation d'armes et à démilitariser l'Allemagne. Afin de mettre sur pied une solution au conflit, elle proposait de multiplier les « efforts diplomatiques » dans le cadre de l'ONU. À son avis, seules de telles initiatives permettraient que « le discours portant sur les leçons de l'Histoire s'avère plus qu'une formule creuse »⁵⁹.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 17478-17479.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 17470-17473.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 17475-17477.

En somme, alors que le représentant du gouvernement demeurait prudent dans ses déclarations lors de ce premier débat parlementaire, des députés de l'Union ne se gênaient pas pour user d'arguments puisés d'une certaine mémoire, celle du nazisme et de l'Holocauste en particulier, afin d'illustrer la menace que constituaient le régime de Saddam Hussein et ses politiques agressives. Ces mêmes députés ne reculaient pas non plus devant l'instrumentalisation d'un autre volet mémoriel, celui du Sonderweg, cette fois dans le but de convaincre de la nécessité pour l'Allemagne de ne pas se singulariser sur la scène internationale. Enfin, bien que les deux partis de l'opposition n'étaient pas sans critiquer certains aspects de la réaction du gouvernement, ils n'allaient cependant pas encore jusqu'à utiliser de leurs conceptions mémorielles pour justifier ces remontrances.

Le 30 août, lors d'un nouvel entretien téléphonique entre la Maison-Blanche et la Chancellerie, le président américain demanda au chancelier de recevoir le secrétaire d'État James Baker lors de la prochaine tournée de consultation européenne qu'allait faire ce dernier au sujet de la crise. Pour tout dire, cette visite aurait pour objectif de demander aux Européens une aide financière destinée à aider les pays touchés par les sanctions économiques contre l'Iraq ainsi qu'à contribuer au financement de la présence des forces américaines dans la région⁶⁰. Prévoyant annoncer sa réponse au début de septembre lors de la visite du représentant de l'administration américaine, le gouvernement allemand décida d'en repousser la divulgation à cause du report de la visite de Baker d'une dizaine de jours. Le résultat fut que les médias et le Congrès américain eurent l'impression que les Allemands refusaient de les aider⁶¹.

Les fruits de la réunion du Conseil européen du 7 septembre ne firent qu'accentuer la précarité de la position allemande. En effet, si le Conseil avait refusé d'acquiescer

⁶⁰ « Nr. 406. Telefongespräch des Bundeskanzlers Kohl mit Präsident Bush. 30. August 1990 », dans *Dokumente zur Deutschlandpolitik...*, *op. cit.*, p. 1514; et « Bush will Kosten der Golfoperation verteilen », *FAZ*, 31 août 1990, p. 4.

⁶¹ Balaj, *loc. cit.*, p. 27-28. Pour un exemple de critiques américaines, voir : R. W. Apple Jr., « Bonn and Tokyo Are Criticized For Not Bearing More of Gulf Cost », *New York Times*, 13 septembre 1990, A1 et A10.

aux demandes d'aide financière de la Maison-Blanche, les pays européens, à l'exception de l'Allemagne, demeuraient prêts à contribuer du moins de manière symbolique à la force militaire, le but étant, avant toute autre chose, de faire respecter l'embargo déclaré par l'ONU. Au dire de Karl Kaiser et de Klaus Becher, cette situation ne fit que « singulariser » davantage la RFA qui dès lors, devint un véritable « bouc-émissaire »⁶².

La réaction américaine ne se fit pas attendre et, dès le 10 septembre, les États-Unis redemandèrent aux États européens une aide financière de même que des forces terrestres dans le cadre du Conseil de l'Atlantique Nord. Si les Français et les Britanniques acceptèrent d'envoyer des troupes, les Allemands ne donnèrent une réponse publique que cinq jours plus tard, et ce, uniquement après que l'ambassadeur américain eut transmis une liste des demandes américaines. C'est donc le 15, lors d'une rencontre avec le secrétaire d'État américain, à sa résidence personnelle de Ludwigsghafen, que le chancelier déclara que son gouvernement se trouvait en mesure d'offrir à la coalition et aux pays touchés par la crise 3,33 milliards de DM d'aide financière, de matériels militaires divers et de munitions⁶³. Si cela ne heurtait pas trop l'opinion publique ouest-allemande, qui semblait au moins accepter le fait d'accorder une aide financière⁶⁴, à Bonn on avait espéré que cela ferait aussi taire les critiques étrangères. À cet égard, la réponse du représentant de Washington fut certainement décevante puisque si Baker répondit que l'aide financière s'avérait plus importante

⁶² Kaiser et Becher, *op. cit.*, p. 17-18.

⁶³ De cette somme, 1,3 milliard de DM devait aller aux pays touchés par la crise et l'embargo au Proche-Orient (Turquie, Jordanie, Égypte), 1,625 milliard était destiné aux États-Unis et le reste, soit un peu plus de 400 millions, servait à financer les mesures d'aide prises par la Communauté économique européenne (CEE). Les États-Unis reçurent 400 millions de DM pour financer le transport de leurs troupes vers le Golfe et 1,265 milliard de DM sous forme de matériels militaires divers. Parmi ces équipements, se trouvaient notamment 60 chars de détection électronique mais aussi beaucoup de matériels divers appartenant, pour quelques jours encore, à l'Armée nationale populaire (NVA) de la RDA. Ainsi, sur les 3,33 milliards de DM d'aide, plus du tiers ne coûtait en fait rien au gouvernement. *Ibid.*, p. 18-19; Lemasson, *loc. cit.*, p. 19; Inacker, *op. cit.*, p. 87-88; et Horst Teltschik, *329 Tage. Innenansichten der Einigung*, [s.l.], Siedler, 1991, p. 366.

⁶⁴ Selon un sondage effectué en septembre, 52 % des Allemands de l'Ouest acceptaient de fournir une aide financière à la coalition internationale, mais 31 % s'y opposaient. Voir, Noelle-Neumann et Köcher, *op. cit.*, p. 1086.

que ce que les États-Unis « attendaient », il se désolait de constater que la République fédérale n'enverrait pas de troupes dans le Golfe, ce que la population américaine ne pourrait que constater ajoutait-il. Ce à quoi Kohl rétorquait que si ce n'avait été de la Loi fondamentale, il aurait certainement été moins coûteux pour son pays d'envoyer des parachutistes⁶⁵. À cet argument, le chancelier aurait fort bien pu ajouter la vive opposition de son opinion publique, laquelle appuyait la présence de troupes de l'ONU dans le Golfe, mais refusait, dans une proportion de deux-tiers, d'envisager l'envoi de troupes allemandes dans cette région⁶⁶.

2. Une diplomatie à l'épreuve : la libération des otages, l'aide à la Turquie et la recrudescence du pacifisme

2.1 L'intervention diplomatique de Willy Brandt

Durant tout l'automne 1990, les Allemands recentrèrent leur attention sur l'unification du 3 octobre et sur les élections du 2 décembre, ces dernières ayant reporté le gouvernement Kohl au pouvoir⁶⁷. Lorsqu'il était question de la crise iraquienne, une majorité d'entre eux préféraient éviter une guerre coûte que coûte, et ce, même advenant l'échec des « mesures pacifiques » prises par l'ONU afin de libérer le Koweït de l'emprise de l'Iraq⁶⁸. Dans tous les cas, 75 % des Allemands estimait préférable que leur pays demeure hors des « conflits internationaux »⁶⁹. Néanmoins, parce que l'Allemagne était, après la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada, le quatrième pays comptant le plus de ressortissants faits prisonniers,

⁶⁵ « Nr. 423. Gespräch des Bundeskanzlers Kohl mit Außenminister Baker. Ludwigshafen, 15. September 1990 », dans *Dokumente zur Deutschlandpolitik...*, *op. cit.*, p. 1542-1543.

⁶⁶ Sur ce point, consulter le sondage cité par Karin Johnston, « German Public Opinion and the Crisis in Bosnia », dans Richard Sobel et Eric Shiraev, dir., *International Public Opinion and the Bosnia Crisis*, Lanham, Lexington Books, 2003, p. 258.

⁶⁷ Le détail des résultats se retrouve sur : <http://www.bundeswahlleiter.de/wahlen/ergebalt/d/utbt-int90.htm>

⁶⁸ En effet, selon un sondage tenu en octobre, cette majorité s'établissait à 44 % des Allemands des anciens Länder et à 57 % de leurs compatriotes des nouveaux Länder. À l'opposé, 35 % des Wessis et 28 % des Osis estimaient qu'il faudrait recourir à la force militaire. Noelle-Neumann et Köcher, *op. cit.*, p. 1086.

⁶⁹ Sondage cité par Johnston, *loc. cit.*, p. 258.

c'était surtout la question des otages retenus dans le Golfe qui constituait dans l'immédiat une véritable épine dans le pied⁷⁰. Sur la scène nationale, le cabinet Kohl subissait une pression croissante de la part de l'opinion publique qui désirait voir son gouvernement négocier un accord avec son homologue iraquien dans le but de libérer les otages allemands.

Parce que de nombreux hommes d'État étrangers avaient réussi à faire libérer des otages de leur pays en se rendant à Bagdad, Willy Brandt décida de les imiter. Le gouvernement, craignant que cela ne soit perçu comme un non-respect de l'entente en vigueur au sein de la CEE spécifiant qu'il fallait que l'Europe s'en tienne à une politique commune, refusa d'abord, puis céda devant l'obstination de l'ancien chancelier et prix Nobel de la paix⁷¹. Le 5 novembre, Brandt, qui était aussi président honoraire du Parti social-démocrate, se rendit dans la capitale iraquienne afin de négocier la libération des otages et trouver un règlement pacifique à la crise. En dépit de critiques étrangères, ce fut là un succès, car cette initiative personnelle permit le relâchement de plus de 130 Allemands et d'une quarantaine d'autres ressortissants provenant de dix pays. Quant aux quelque 180 otages allemands restants, ils furent libérés entre le 20 et le 25 du même mois. Il fallut tout de même attendre en décembre pour que le régime iraquien relâche la totalité des ressortissants étrangers se trouvant encore en Iraq⁷².

Le 15 novembre, le Bundestag était à nouveau réuni à la demande du Parti vert afin de débattre de la situation dans le Golfe. Une fois n'étant pas coutume, un membre de l'opposition, Willy Brandt, obtenait le privilège d'être le premier à prendre la parole, ceci afin de dresser le bilan de son séjour dans la capitale iraquienne. Bien qu'affirmant que seul l'Iraq était « responsable de l'escalade dans le Golfe », il

⁷⁰ Lemasson, *loc. cit.*, p. 18.

⁷¹ Gregor Schöllgen, *Willy Brandt. Die Biographie*, Berlin, Propyläen, 2001, p. 282 et sq et Kirste, *loc. cit.*

⁷² Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Außenpolitik 1990/91. Auf dem Weg zu einer europäischen Friedensordnung. Eine Dokumentation*, München, Verlag Bonn Aktuell GmbH, 1991, p. 39-44; Müller, *loc. cit.*, p. 136; et Kirste, *loc. cit.*

amorçait son intervention en affirmant qu'il faudrait être bien « naïf » pour croire qu'une guerre contre ce pays serait un « Blitzkrieg », une guerre éclair. Pour s'en convaincre, il suffisait selon lui de se remémorer que la première guerre du Golfe avait duré près de dix ans, que des armes chimiques y avaient été employées et que le bilan s'était élevé à plus d'un million de pertes de vies humaines. Selon Brandt, le nœud du problème résidait dans le fait qu'un « régime totalitaire » pouvait se permettre des pertes aussi élevées, ce qui n'était pas le cas des démocraties, ainsi que « l'histoire récente » l'avait bien démontré. Enfin, l'ancien chancelier avertissait que « tôt ou tard, Israël pourrait se trouver impliqué ». « Cela ne peut nous laisser indifférents », poursuivait-il⁷³.

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères prenait la parole au nom du gouvernement pour rappeler aux députés qui parlaient de « risques d'une guerre » que celle-ci avait éclaté alors que l'Iraq avait envahi le Koweït et que, par conséquent, la question n'était pas de savoir si guerre il y aurait, mais bien si on assisterait à son « élargissement ». Genscher répétait que tous les « moyens » seraient employés pour forcer les Iraquiens à quitter le territoire koweïtien, et que la communauté internationale ne devait en aucun cas accepter que l'agression porte fruit. Enfin, en réponse aux critiques des néocommunistes (PDS) qui craignaient de voir la Bundeswehr devenir une armée d'intervention, le politicien libéral instrumentalisait une certaine mémoire est-allemande en déclarant : « Je serais prudent avec de telles remarques aussi longtemps que n'est pas élucidée la question de savoir qui porte la responsabilité de la décision d'envoyer, en 1968, l'armée populaire nationale [est-allemande] (« *Nationale Volksarmee* ») écraser la révolution de la liberté en République socialiste soviétique tchécoslovaque »⁷⁴.

Encore une fois, c'était surtout la CDU/CSU qui recourait à des éléments mémoriels pour riposter aux critiques des pacifistes et justifier la position du gouvernement.

⁷³ « Ausprache über die Lage in der Golfregion », *VdDB*, 11. Wahlperiode, 235. Sitzung. Bonn, 15 novembre 1990, p. 18842-18846.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 18853-18855.

Ainsi, à un député social-démocrate ayant précédemment accusé le gouvernement Kohl de manifester une « obéissance aveugle » (« *Kadavergehorsam* ») à l'égard de l'administration Bush, la députée Geiger rétorquait que cela laissait bien transparaître « la vieille hostilité qu'éprouvait la gauche allemande pour l'Amérique ». Après avoir demandé de ne pas oublier la marque de la « solidarité » américaine qui avait rendu possible l'unification allemande, elle enjoignait ses compatriotes de ne pas omettre que les Américains avaient non seulement permis aux Allemands de l'Ouest de vivre quarante années « de paix, de liberté et de bien-être », mais qu'ils avaient ravitaillé Berlin-Ouest pendant le blocus. Geiger accusait donc le SPD d'avoir la « mémoire courte ». Elle enchaînait en affirmant que tant son gouvernement que son groupe parlementaire s'opposaient à la guerre et qu'il fallait tout mettre en œuvre pour en arriver à une solution pacifique. Car d'après elle, « [u]ne guerre dans le Golfe aurait des conséquences effroyables. La guerre signifie toujours la destruction, la misère, la mort et la souffrance pour des dizaines de milliers d'êtres humains. Pour nous Allemands, qui avons vécu deux guerres dévastatrices au cours de ce siècle, la perspective de l'éclatement d'une nouvelle guerre nous inquiète évidemment beaucoup ». De cette perspective, alors que les alliés avaient, au contraire des Allemands, des troupes dans le Golfe pour défendre non seulement leurs « intérêts », mais aussi ceux de la République fédérale, les critiques que leur adressaient les sociaux-démocrates et les verts tenaient lieu de « provocations »⁷⁵.

De son côté, après avoir dénoncé l'agression iraquienne, le député Hoss, membre des verts, soutenait que son Parti n'oubliait pas que le « régime de Saddam Hussein comport[ait] des traits fascistes » et qu'il avait autrefois eu recours aux « gaz toxiques » contre les Kurdes. Pourtant, la guerre ne pouvait, à son avis, être la solution du conflit dans le Golfe, et les verts refusaient d'accepter toute modification de la Loi fondamentale visant à permettre l'envoi de soldats allemands hors zone. « Nous les verts, combattons de toutes nos forces tout changement de ce genre de la Loi fondamentale. Nous ne voulons envoyer aucun soldat allemand, dans aucune

⁷⁵ *Ibid.*, p. 18846-18848.

guerre et à aucun endroit dans le monde. Il s'agit de la leçon que nous tirons, sans restriction aucune, de deux guerres [mondiales] ». Enfin, une bonne part du discours de Hoss insistait sur le fait que pendant des années, tant la RFA que la RDA avaient vendu « de la technologie et des armes » à des pays du Golfe. Il procédait ainsi à la longue énumération des entreprises allemandes ayant vendu des armes au Proche-Orient, avant de révéler un pan de sa mémoire familiale relié à la guerre de 1914-18 : « Je n'oublierai jamais ce que m'a raconté mon père qui, en 1916 à l'âge de 18 ans, dut aller combattre durant la Première Guerre mondiale : pendant celle-ci, le groupe d'armements Krupp a livré à l'armée française en passant par la Suisse, des détonateurs de grenades qui allaient ensuite être lancées en direction des soldats allemands ». En conséquence, le politicien vert invitait « les soldats de la Bundeswehr à ne pas se laisser transformer en chair à canon, à refuser le service militaire et, dans le cas où ils seraient envoyés au Proche-Orient, à désertre »⁷⁶. Enfin, à l'occasion de la première intervention au Bundestag des néocommunistes du PDS concernant le Golfe, la députée Kaufmann condamnait l'annexion du Koweït, s'opposait à l'envoi de troupes allemandes dans la région et dénonçait à son tour le rôle des entreprises de fabrication d'armements des États de « l'hémisphère Nord » dans la « militarisation du Tiers-Monde »⁷⁷.

À nouveau, lors de cette deuxième séance parlementaire traitant de la crise dans le Golfe, le gouvernement, par le biais de son représentant, le ministre Genscher, restait fort prudent dans ses déclarations et limitait au strict minimum le recours à la mémoire. À l'image de ce qui avait eu lieu lors du premier débat, les membres de l'Union continuaient de faire usage d'éléments de mémoire, insistant particulièrement sur le rôle des Américains durant la guerre froide, et ce, afin de convaincre de l'importance pour les Allemands de manifester leur solidarité envers leurs alliés. En chemin, les députés de l'Union avaient toutefois jeté au panier les comparaisons entre l'Iraq husseïni et l'Allemagne hitlérienne. De même, à la différence du débat

⁷⁶ *Ibid.*, p. 18849-18850.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 18851-18852.

d'août, les partis de l'opposition ne reculaient plus devant l'utilisation de la mémoire, soit, à l'instar de ce que faisait le Parti social-démocrate, pour prévenir des dangers de toute guerre, soit encore, ainsi que le faisait le Parti vert, pour caractériser le régime iraquien et ses méthodes ou refuser toute extension du rôle militaire de l'Allemagne.

2.2 Bonn à la défense d'Ankara ?

Le 29 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU émit la résolution 678 – la douzième au sujet de la crise du Golfe –, laquelle constituait essentiellement un ultimatum adressé au régime iraquien. Le libellé de la résolution mentionnait que Bagdad avait jusqu'au 15 janvier 1991 pour se conformer à toutes les résolutions et pour se retirer du Koweït, faute de quoi le Conseil de sécurité permettrait le recours à tous les moyens nécessaires pour faire appliquer ses exigences et pour résoudre le conflit⁷⁸. Comme la RFA le fit pour toutes les résolutions prises par le Conseil de sécurité au sujet du Golfe depuis le mois d'août précédent, elle appuya la résolution 678⁷⁹.

Une fois l'euphorie de l'unification et les premières élections fédérales panallemandes passées, la crise iraquienne redevint l'objet de toutes les préoccupations en RFA. Ce fut particulièrement le cas après la réunion spéciale, le 17 décembre, des ministres des Affaires extérieures et de la Défense de l'OTAN. Lors de cette réunion, les ministres avaient discuté de la défense du flanc sud de l'Alliance advenant une attaque iraquienne contre le territoire turc et en étaient venus à la conclusion que l'article V exigeait que l'OTAN fasse le nécessaire pour défendre la Turquie le cas échéant⁸⁰. Le 20, Ankara demanda par conséquent que les chasseurs des Forces mobiles alliées (AMF ou *Allied Mobile Forces*) de l'OTAN soient détachés sur le territoire turc pour contribuer à sa défense advenant une agression iraquienne. Le

⁷⁸ « Ultimatum an den Irak und Billigung militärischen Vorgehens zur Befreiung Kuwaits. Resolution Nr. 678 des Sicherheitsrates der Vereinten Nationen vom 29.11.1990 », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik...*, op. cit., p. 295-296.

⁷⁹ Kirste, loc. cit.

⁸⁰ Lantis, op. cit., p. 29.

problème venait du fait que des unités italiennes, belges et allemandes composaient les AMF : un éventuel assaut iraquien contre la Turquie signifiait-il que la RFA devait venir en aide à cette dernière, conformément à l'article V du Traité de l'Atlantique Nord⁸¹ ? De l'avis de plusieurs députés de l'opposition, et même de certains députés de la coalition gouvernementale, la protection de la Turquie contre une attaque iraquienne ripostant à l'intervention de la coalition ne pouvait être perçue comme étant une action de défense de l'OTAN selon les dispositions de l'article V⁸². En outre, plusieurs craignaient que la Turquie n'emploie cette protection au service d'une politique de puissance dans la région⁸³.

Le 6 janvier, après deux semaines de tergiversations, le gouvernement – désirant éviter l'isolement au sein de l'OTAN – fournit à la Turquie les équipages nécessaires et un escadron de dix-huit « Alpha-Jets », des appareils jugés vétustes, en lieu et place d'avions « Tornados » plus modernes. À ces forces allaient s'ajouter quelques semaines plus tard environ 800 soldats spécialisés dans la défense antiaérienne afin de protéger la Turquie de même que les troupes allemandes, belges et italiennes qui s'y trouvaient. Les critiques de la part du gouvernement et des médias turcs ne se firent pas attendre et s'élevèrent contre les hésitations puis la faiblesse des moyens fournis par la République fédérale. S'agissant des autres alliés, plusieurs ne craignirent pas de dire que les Allemands s'estimaient heureux de pouvoir compter sur l'OTAN pour leur défense, mais rechignaient, le temps venu, à contribuer à la sécurité de leurs partenaires⁸⁴. Enfin, en Allemagne, tout cela concourut à relancer la polémique portant sur la légalité de la participation de l'armée fédérale aux mesures

⁸¹ Balaj, *loc. cit.*, p. 30.

⁸² Gabriele Brenke, « Die Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland », dans Wolfgang Wagner *et al.*, dir., *Die internationale Politik 1991-1992*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1994, p. 128. (Coll. « Jahrbücher des Forschungsinstituts der deutschen Gesellschaft für auswärtige Politik »)

⁸³ C'était là le point de vue que défendait encore, à la fin janvier, le Parti social-démocrate. Voir par exemple l'intervention d'Hans-Jochen Vogel, président du groupe parlementaire du SPD : *VdDB*, 12. Wahlperiode, 6. Sitzung. Bonn, 31 janvier 1991, p. 96-97.

⁸⁴ Karl Feldmeyer, « Dem möglichen Aggressor frühzeitig die Entschlossenheit der Nato demonstrieren », *FAZ*, 7 janvier 1991, p. 3; Brenke, *loc. cit.*, p. 128; Müller, *loc. cit.*, p. 137-138; et Balaj, *loc. cit.*, p. 32-33.

de protection de la Turquie⁸⁵. Quant à l'opinion publique, un sondage publié le 5 février par une chaîne de télévision nationale allait démontrer qu'elle était clairement divisée sur la question. 65 % des Allemands de l'Est (*Ossis*) s'opposaient à l'envoi d'unités de la Luftwaffe pour défendre l'allié méridional de l'OTAN, alors que les Allemands de l'Ouest (*Wessis*) étaient plus divisés, 54 % se prononçant en faveur d'un tel déploiement et 44 % s'y opposant⁸⁶.

2.3 Pacifisme et critiques tous azimuts

Dans les jours et les heures qui précédèrent l'échéance du 15 janvier, les manifestations pacifistes s'intensifièrent à travers l'Europe, tout comme les initiatives diplomatiques, certains pays tels que la France et l'Allemagne cherchant à trouver une solution de dernière minute⁸⁷. L'Allemagne, pays au sein duquel le pacifisme était bien ancré notamment en raison de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale⁸⁸, n'échappa bien sûr pas à ce vaste mouvement populaire européen. En RFA, le climat politique semblait demeurer relativement optimiste ainsi qu'en témoignaient les propos tenus par le chancelier lors de sa déclaration gouvernementale effectuée le 14 janvier devant le Parlement. À cette occasion, il soutint en effet qu'une « solution armée » (« *eine militärische Auseinandersetzung* ») pouvait encore être évitée bien que la responsabilité incombait entièrement à l'Iraq. À ceux qui, à l'instar de Willy Brandt, prévenaient des « dangers d'une guerre dans le Golfe »⁸⁹, Kohl rappelait que c'était bien le 2 août précédent, et non avec l'échéance de l'ultimatum du 15 janvier,

⁸⁵ « Genscher warnt vor Automatik des Krieges », *SZ*, 7 janvier 1991, p. 1; « 'Kein Einsatz durch die Hintertür'. Die SPD sucht juristischen Ausweg aus möglichem Bündnisfall », *FAZ*, 19 janvier 1991, p. 5; et « Die SPD fordert den Rückruf der Alpha-Jets aus der Türkei. Der Streit über Haltung zum Golfkrieg verschärft sich », *FAZ*, 23 janvier 1991, p. 2.

⁸⁶ « 'Freiheit und Verantwortung gehören zusammen' Materialsammlung zum Einsatz der Bundeswehr, zum Bündnisfall und zum Golfkrieg », Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Bonn, 1991, p. 49-50.

⁸⁷ « Konferenz nach Truppenabzug möglich », *FAZ*, 11 janvier 1991, p. 2; « Bonn hofft noch immer auf friedliche Lösung », *SZ*, 11 janvier 1991, p. 2; « Europaweit Proteste gegen einen Krieg am Golf », *SZ*, 14 janvier 1991, p. 5; et « Bonner Unterstützung für Paris », *FAZ*, 16 janvier 1991, p. 2.

⁸⁸ Schlör, *loc. cit.*, p. 13. Voir aussi, pour de plus amples informations à propos du pacifisme allemand, Alice Holmes Cooper, *Paradoxes of Peace: German Peace Movements Since 1945*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996.

⁸⁹ Voir l'intervention de Willy Brandt devant le Bundestag lors de la séance du 14 janvier. *VdDB*, 12. Wahlperiode, 2. Sitzung. Bonn, 14 janvier 1991, p. 24.

que la paix avait été rompue. Pour convaincre de la justesse de ses propos, le politique recourait à plusieurs éléments de mémoire. « Nous, les Allemands, savons justement trop bien ce que signifie la guerre. C'est pourquoi nous intervenons énergiquement si possible pour éviter une solution armée. En même temps, nous connaissons aussi les conséquences fatales d'une politique d'apaisement qui s'accommode de la violation du droit et encourage ainsi d'autres agressions ». *De facto*, les propos de Kohl s'inspiraient directement, comme il l'avouait lui-même, de l'histoire allemande qui, selon lui, avait démontré que « les agresseurs d[evaient] être affrontés à temps et que la préservation du droit et de la paix dans toutes les régions du monde concern[ait] l'ensemble de la communauté internationale ». Là se trouvait le ferment de l'appui du gouvernement aux décisions du Conseil de sécurité. Sans doute pour faire taire les critiques pacifistes de plus en plus vives, le chef du gouvernement n'hésitait pas à rappeler à ses concitoyens qu'ils devaient manifester leur solidarité à l'égard de ceux qui avaient permis aux Allemands de vivre dans la paix pendant « un demi-siècle ». Ces derniers devaient reconnaître que les soldats de la coalition défendaient dans le Golfe le « droit et la justice », deux prérequis de « toutes les paix »⁹⁰.

Le ministre de la Défense justifiait aussi la politique de son gouvernement en faisant appel à des éléments mémoriels. Après avoir une nouvelle fois affirmé que son pays ne pouvait déployer de soldats dans le Golfe en raison de contraintes constitutionnelles, Gerhard Stoltenberg cherchait surtout à neutraliser les critiques concernant le détachement d'unités allemandes en Turquie. Selon lui, il s'agissait là d'une manifestation de « solidarité » à l'égard de l'OTAN et il insistait à son tour pour dire que la « solidarité ne pouvait être une voie à sens unique ». Pour souligner l'importance pour l'Allemagne de témoigner son soutien, le ministre rappelait que la sécurité de Berlin[-Ouest] et de la RFA avait été garantie par les forces alliées après la construction du Mur en 1961. Il enchaînait en affirmant se souvenir très clairement

⁹⁰ Helmut Kohl, « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung zur Lage in der Golfregion und in Litauen », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 2. Sitzung. Bonn, 14 janvier 1991, p. 21-23.

du débat qu'avait tenu le Bundestag au moment de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie en 1968. De son propre aveu, il avait été rassurant à l'époque de savoir que son pays pouvait compter sur ses alliés en cas d'escalade de la crise. Dans le contexte de la crise du Golfe, il s'avérait donc impératif de renvoyer l'ascenseur et de contribuer à la défense de la Turquie sans renâcler⁹¹.

Pour sa part, Otto Graf Lambsdorff, président du FDP, faisait allusion aux bien connus propos du théoricien militaire Karl von Clausewitz lorsqu'il déclarait que « la guerre avec des armes de destruction massive n'était plus la continuation de la politique par d'autres moyens ». Selon le politicien, c'était là le constat engendré par la Première Guerre mondiale. Puisqu'il y avait aujourd'hui une quantité nettement plus importante de ces armes, il fallait « tout mettre en œuvre » pour en arriver à une solution pacifique. En dépit de cela, il demandait : « Mais, [...], lorsque l'agresseur ne rend pas son butin, le lui laissons-nous, acceptons-nous la violation du droit et oublions-nous, justement nous Allemands, toutes nos expériences qui démontrent jusqu'où, en bout de ligne, un laissez-passer mène ou peut mener un dictateur ? » Après avoir fait appel à cet élément de mémoire, et après avoir assuré le gouvernement de l'appui de son groupe parlementaire vis-à-vis du déploiement d'unités allemandes en Turquie et de l'aide octroyée aux États-Unis, Graf Lambsdorff déclarait quand même être en mesure de comprendre le désir de pacifisme qui se faisait sentir en Allemagne et ailleurs. Depuis le 2 août précédent, tenait-il cependant à rappeler, ce n'était ni l'ONU, ni les États-Unis, ni la RFA qui constituaient les agresseurs, mais bien l'Iraq⁹².

De son côté, le SPD instruisait le procès de la politique du gouvernement en recourant à une autre vision de la mémoire que celle qu'avait présenté les membres de la coalition en poste. Willy Brandt se trouvait le premier à prendre la parole pour le compte de son Parti. Le président honoraire insistait surtout sur le fait que « le

⁹¹ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 2. Sitzung. Bonn, 14 janvier 1991, p. 39.

⁹² *Ibid.*, p. 32-33.

devoir d'intervention militaire » ne pouvait qu'être l'ultime moyen à prendre et qu'il fallait auparavant poursuivre les efforts visant à trouver une solution pacifique. Il s'expliquait ainsi :

« Il faut prendre très au sérieux le réarmement effréné et pas seulement celui de l'Iraq. Toutefois, la conséquence que plusieurs en tirent, c'est-à-dire qu'une guerre est nécessaire pour éviter que le Koweït ne devienne un second Munich, ne peut que soulever le doute. Elle aurait des effets incalculables pour une région qui est, de toute façon, hautement instable. Les ambitions de pouvoir ne se limitent donc pas à un seul individu, mais s'étendent à plusieurs d'entre eux ».

Brandt continuait pour répéter sa conviction que la Loi fondamentale ne permettait pas la participation allemande aux « opérations de maintien de la paix de l'ONU ». Il ajoutait que le groupe parlementaire social-démocrate s'opposait en outre au déploiement d'unités allemandes en Turquie, déploiement que l'OTAN justifiait en invoquant l'article V de sa charte. Il proposait enfin de développer, pour le compte du Proche et du Moyen-Orient, une institution dont la forme s'inspirerait d'une institution paneuropéenne : l'OSCE⁹³.

Sa collègue de l'aile gauche du SPD, Heidemarie Wieczorek-Zeul, rappelait quant à elle que des milliers d'Allemands avaient manifesté pour la paix et contre le recours à la guerre en tant qu'« outil politique ». À ses yeux, ce pacifisme s'avérait compréhensible en raison de la mémoire collective de ses compatriotes :

« Nous, Allemands, connaissons ce qu'ont signifié deux Guerres mondiales en termes de souffrances humaines et d'horribles victimes. C'est pourquoi il existe au sein de notre peuple un profond sentiment de responsabilité en faveur des solutions non-militaires et pacifiques. C'est pourquoi il existe au sein de notre peuple un scepticisme profondément ancré de même qu'une prudence non seulement à l'égard des bruits de bottes, mais aussi de la tendance à minimiser (« *Verharmlosung* ») les risques de la guerre ».

La députée poursuivait en affirmant que près d'un demi-siècle après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les gens ne voulaient pas que des soldats allemands soient

⁹³ *Ibid.*, p. 24-28.

à nouveau impliqués dans une guerre. De toute façon, il demeurerait préférable selon elle que l'Allemagne récemment unifiée axe ses efforts sur la diplomatie et la résolution pacifique des conflits plutôt que de « mobiliser des forces armées »⁹⁴.

De leur côté, les verts, dont seule la section issue du mouvement citoyen de l'ex-RDA (BÜNDNIS 90) avait, aux élections de décembre, obtenu les 5 % de voix requis pour être représentés par des députés au Bundestag⁹⁵, réagissaient avec force critiques à l'encontre de la politique du gouvernement Kohl. La représentante du Parti, Vera Wollenberger, n'hésitait pas à recourir à diverses facettes de mémoire pour justifier la position de sa formation. La députée rappelait d'abord que, dans les années 1980, la dictature de Saddam Hussein avait mené une guerre contre l'Iran avec l'appui de nombreux pays. Elle dénonçait ensuite la contribution de firmes allemandes au développement d'armes chimiques iraqiennes utilisées non seulement contre les Iraniens, mais aussi contre les opposants iraqiens et kurdes du régime de Saddam Hussein et ce, sans aucune protestation internationale. De plus, aux affirmations de l'administration Bush et du gouvernement Kohl qui soutenaient que seul Saddam Hussein pouvait éviter une guerre, Wollenberger rétorquait que l'idée de laisser cette lourde responsabilité à un « Hitler du Proche-Orient » ne pouvait que mener à la catastrophe. La députée affirmait craindre que des armes nucléaires ne soient utilisées dans le Golfe. Eu égard aux ambitions affichées par Saddam Hussein pour le gazage des Juifs, ces derniers étaient plus susceptibles, selon elle, de recourir de manière préventive aux armes nucléaires. Elle étayait cette hypothèse de la manière suivante : « Le souvenir de l'Holocauste du peuple juif dans les chambres à gaz du Troisième Reich réduit de façon draconienne la barrière psychique freinant le recours à une frappe nucléarisée ». De ce point de vue, la guerre du Golfe exigeait les mêmes mouvements de masse, les mêmes « manifestations du lundi » qui avaient mené à la chute de la dictature est-allemande l'année précédente, cette fois afin de protester contre « la politique extérieure et de sécurité du gouvernement [allemand] ».

⁹⁴ *Ibid.*, p. 41-42.

⁹⁵ Avec 6 % des suffrages est-allemands, les verts de l'ex-RDA avaient ainsi pu envoyer huit députés à Bonn. Bark et Gress, *op. cit.*, p. 1219.

Concrètement, le Parti proposait d'envoyer des délégations multipartites à Bagdad et à Jérusalem pour mettre sur pied une conférence de paix pour le Proche-Orient. En outre, il demandait au Bundestag de mettre fin à la présence de forces allemandes en Turquie⁹⁶.

Pour sa part, à l'exemple de Willy Brandt, Gregor Gysi, député du PDS, dénonçait le fait que « la guerre fut à nouveau perçue comme la continuation de la politique par d'autres moyens ». S'il ne manquait pas de condamner l'agression perpétrée par la dictature iraquienne, il n'omettait pas pour autant de souligner les contradictions de la politique américaine du moment. Selon lui, les États-Unis intervenaient pour mettre fin à cette invasion alors qu'ils avaient eux-même autrefois envoyé des troupes à Panama et à la Grenade sans toutefois avoir eu à subir les mêmes représailles que celles que l'on s'apprêtait à user envers l'Iraq. Gysi concluait en déclarant que les deux Guerres mondiales déclenchées par l'Allemagne faisaient en sorte que son pays devait aujourd'hui éviter de participer à une guerre puisqu'il n'avait pas fait l'objet d'une agression⁹⁷.

Lors de ce troisième débat, l'atmosphère lourde et angoissante liée à l'échéance prochaine de l'ultimatum de l'ONU invitait sans doute aux passions. Pour la première fois, le gouvernement et la totalité des partis en présence recouraient à diverses composantes de mémoire pour justifier leur position respective. Le gouvernement quittait finalement sa réserve initiale, le chancelier exprimant une position plus nuancée. En évoquant d'un côté les dangers de l'apaisement, mais aussi ceux de la guerre, la rhétorique du chancelier s'appuyait sur des aspects mémoriels négatifs; d'un autre côté, en rappelant les acquis de la guerre froide, son propos se fondait sur des éléments plus positifs. Vis-à-vis de l'étranger, le discours gouvernemental servait à rassurer les Occidentaux en raison du Sonderweg allemand d'avant 1945, voie particulière ayant mené notamment aux rapprochements germano-soviétiques du

⁹⁶ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 2. Sitzung, Bonn, 14 janvier 1991, p. 36-38.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 34-35.

traité de Rapallo (1922) et du pacte de non-agression (1939)⁹⁸. Sur la scène nationale, il cherchait à faire taire les critiques, et à convaincre une opinion publique réticente et hésitante face aux mesures à prendre pour faire entendre raison à Saddam Hussein. Beaucoup plus tranchées que les paroles du chancelier, celles du ministre de la Défense ne cherchaient, en exploitant une certaine mémoire de la guerre froide, qu'à persuader les Allemands qu'ils devaient appuyer l'OTAN. De son côté, le FDP employait des éléments mémoriels avec pour unique objectif de montrer l'urgence de se dresser devant la dictature iraquienne tout en cherchant à éviter le déchaînement des « armes de destruction massive ».

Au sein de l'opposition, les sociaux-démocrates faisaient pour la première fois un usage important de volets mémoriels. D'abord, le Parti cherchait à calmer le jeu. En évoquant la débâcle occidentale face à Hitler en septembre 1938, il insistait pour proclamer haut et fort qu'il était ridicule de soutenir que l'annexion du Koweït par l'Iraq constituait un « second Munich ». Par conséquent, l'urgence du recours à la force demeurait à prouver et il fallait plutôt tâcher de résoudre pacifiquement la crise. En second lieu, le SPD ambitionnait certainement de justifier le pacifisme allemand par les horreurs engendrées lors de deux Guerres mondiales. Dans cette optique, il n'était pas étonnant que les Allemands rechignent à recourir à la force, ce que, de surcroît, le reste du monde ne pourrait que constater avec soulagement. Pour leur part, les verts manifestaient encore moins de subtilité dans leur usage d'éléments de mémoire, puisqu'en estimant que Saddam Hussein s'avérait un « Hitler du Moyen-Orient » auquel il ne fallait surtout pas abandonner la responsabilité de la paix, ils laissaient entendre qu'il fallait se prémunir contre une répétition des accords de Munich. Paradoxalement, le Parti proposait de recourir aux moyens employés autrefois à Munich : la négociation. Enfin, le souvenir de la Shoah était, selon leur

⁹⁸ Toute la question du Sonderweg est traitée de façon magistrale par les deux volumes de Winkler, *op. cit.* Voir aussi, pour un point de vue plus synthétique, Jürgen Kocka, « Nach dem Ende des Sonderwegs. Zur Tragfähigkeit eines Konzepts », dans Arnd Bauerkämper, Martin Sabrow et Bernd Stöver, dir., *Doppelte Zeitgeschichte. Deutsch-deutsche Beziehungen 1945-1990*, Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachfolger, 1998, p. 364-375.

analyse, susceptible d'encourager les Israéliens à faire usage du nucléaire pour se défendre contre les Iraquiens. Pour ce qui est des néocommunistes, ils insistaient particulièrement sur une mémoire héritée de la guerre froide, celle de l'impérialisme américain, pour dénoncer les paradoxes de la politique mise de l'avant par Washington. De plus, le PDS maintenait sa vision de la mémoire selon laquelle, la responsabilité allemande dans le déclenchement des guerres de 1914-18 et de 1939-45 excluait pour l'Allemagne tout recours à la force sauf en cas d'agression contre son territoire.

Il semble donc évident que la mémoire est malléable, qu'elle fléchit sous le poids de l'idéologie; elle peut justifier une chose et son contraire. Elle peut inciter à l'intervention militaire comme à la bonne conscience marquée par l'abstention, et tout cela à partir d'une même expérience historique – ici, l'histoire allemande du XX^e siècle. Dans la bouche de politiciens toujours en quête de légitimité il va sans dire, la mémoire devient une « arme de persuasion massive ».

3. L'Allemagne face à la seconde guerre du Golfe

3.1 Stupeur et ambivalence à l'allemande

En dépit des avertissements formulés par le chancelier, ce furent surtout les négociations de la dernière chance qui, en RFA, reçurent l'attention des médias et des politiciens. Karl Kaiser et Klaus Becher sont même allés jusqu'à affirmer qu'à ce moment-là, une partie de l'opinion publique, mais aussi des dirigeants, refusait de voir la réalité en face⁹⁹. Ces espoirs d'un règlement pacifique furent, on le sait, déçus. Au dire d'Helmut Hubel, « [l]e choc fut ainsi grand, particulièrement en Allemagne, quand la coalition entreprit des frappes aériennes étendues contre l'Iraq et que tous les efforts de médiation eurent échoué »¹⁰⁰. De fait, au Bundestag, le matin du 17 janvier était non seulement consacré à l'élection du nouveau chancelier, consécutive

⁹⁹ Kaiser et Becher, *op. cit.*, p. 25.

¹⁰⁰ Hubel, *loc. cit.*, p. 237.

aux élections fédérales de décembre¹⁰¹, mais surtout aux premières réactions allemandes vis-à-vis du commencement des frappes aériennes sur l'Iraq. Tous ceux qui allaient prendre la parole devant le Parlement avaient recours à des formules expliquant à quel point ils étaient « profondément consternés » (Kohl et Vogel), « bouleversés et atterrés » (Süssmuth), « effrayés, bouleversés et catastrophés » (Graf Lambsdorff), comme si le déclenchement de cette campagne avait été la surprise la plus totale¹⁰².

Dans sa déclaration gouvernementale ouvrant le débat, le chancelier tentait d'abord d'expliquer l'anéantissement de ses concitoyens relativement au déclenchement de la guerre. Il remémorait que « plusieurs Allemands des anciennes générations avaient eux-mêmes autrefois expérimenté les horreurs de la guerre. Ces expériences se sont profondément imprégnées dans la mémoire de tout notre peuple. C'est pourquoi nous pouvons tout spécialement comprendre quelles souffrances sont reliées à la guerre ». Kohl reprenait ensuite mot pour mot un passage de son discours prononcé trois jours auparavant et dans lequel il avait fait une large place à des éléments de mémoire pour légitimer l'appui donné par son gouvernement aux décisions du Conseil de sécurité en regard de la crise dans le Golfe. Il répétait ainsi que l'histoire allemande avait illustré que « les agresseurs d[evaient] être affrontés à temps et que la préservation du droit et de la paix dans toutes les régions du monde concern[ait] l'ensemble de la communauté internationale ». Encore une fois, sans doute parce qu'il craignait voir son pays isolé sur la scène internationale, le chancelier faisait appel à la solidarité de ses compatriotes à l'égard de la coalition internationale s'opposant à l'Iraq. Il soutenait que les alliés se trouvaient en droit d'exiger la solidarité allemande puisqu'ils assuraient la défense du droit et de la liberté, les véritables assises de la

¹⁰¹ C'est effectivement le Bundestag qui élit le chancelier, non la population allemande. Voir Eckhard Jesse, « Bundesrepublik Deutschland : Politisches System », dans Werner Weidenfeld et Karl-Rudolf Korte, *Handbuch zur deutschen Einheit 1949-1989-1999*, Frankfurt-am-Main, Campus Verlag, 1999, p. 112.

¹⁰² *VdDB*, 12. Wahlperiode, 3. Sitzung. Bonn, 17 janvier 1991, p. 45-47 et 51.

paix. Du même souffle, Kohl rappelait aux siens, qui « connaissaient trop bien ce que signifiait la guerre », qu'ils avaient eu la grâce de vivre en paix depuis 1945¹⁰³.

Si le chancelier ne faisait pas cette fois explicitement appel à une certaine mémoire ouest-allemande du temps de la guerre froide, Alfred Dregger, député de la CDU/CSU, le faisait pour lui. De fait, Dregger prenait fait et cause pour une contribution de l'Allemagne à la défense de la Turquie en raison de la solidarité dont avaient témoigné les membres de l'OTAN durant la guerre froide, solidarité qui avait notamment permis de surmonter les deux crises de Berlin¹⁰⁴.

Pour le compte du FDP, Otto Graf Lambsdorff s'exprimait à nouveau en faisant appel à deux aspects de mémoire distincts. Tout d'abord, il déclarait que s'il demeurait capital de poursuivre les efforts en vue d'en arriver à une solution diplomatique, il importait de ne pas tolérer « l'annexion d'un petit État souverain par la force ». Lambsdorff affirmait : « Au nom du Parti libéral, je redis une nouvelle fois : 'Justement, nous les Allemands, ne devons pas oublier en raison de notre expérience historique, jusqu'où le laissez-faire mène un dictateur' ». Cela dit, il répondait aux critiques qui se faisaient jour chez les alliés de l'Allemagne à propos de sa contribution à la coalition internationale. Après avoir énuméré les diverses facettes de l'aide allemande qui, selon lui, témoignaient du soutien de son pays, il déclarait :

« Du fait de notre propre histoire, nous savons à quel point, à plusieurs occasions après la Seconde Guerre mondiale, nous avons pu compter sur cette solidarité internationale, sur l'aide de nos partenaires, sur celle de nos alliés. Ce qui ne doit point être oublié se retrouve parfois rapidement dans l'oubli. Avant tout, ce sont les garanties américaines, françaises et britanniques qui, lors de plusieurs situations critiques, ont préservé la sécurité de l'ancienne République fédérale et de Berlin-Ouest après la Seconde Guerre mondiale. Je cite seulement le blocus de Berlin en 1948, la Hongrie en 1956 et l'invasion des troupes soviétiques à Prague au printemps 1968.

¹⁰³ Helmut Kohl, « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung zum Krieg am Golf », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 3. Sitzung. Bonn, 17 janvier 1991, p. 46.

¹⁰⁴ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 3. Sitzung. Bonn, 17 janvier 1991, p. 50.

C'est pourquoi il m'est difficile d'entendre avec toute la quiétude nécessaire, les apostrophes (« *Zwischenrufen* ») faites par un député de cette chambre qui représente la politique et le Parti qui ont contribué à l'invasion de la Tchécoslovaquie¹⁰⁵ ».

Prenant la parole au nom du SPD, le député Vogel insistait essentiellement pour dénoncer une nouvelle fois la contribution d'entreprises allemandes au développement des armes chimiques iraqiennes malgré que celles-ci pouvaient être employées contre les Israéliens. Vogel affirmait se sentir honteux devant un tel fait. D'un même élan, il remerciait l'État israélien de s'être abstenu de recourir à la force et soutenait que son Parti se trouvait du côté de tous ceux qui, de par le monde, manifestaient pour la paix et exprimaient leurs préoccupations vis-à-vis de l'escalade en cours¹⁰⁶. Au nom des verts, Vera Wollenberger se contentait de dénoncer le fait qu'en décidant de mener une guerre contre l'Iraq, le président Bush avait « franchi le seuil vers une possible Troisième Guerre mondiale ». « Il n'existe aucune justification militaire ni politique ni morale à cette guerre, poursuivait-elle. Il s'agit d'un crime contre l'humanité et elle doit cesser immédiatement »¹⁰⁷.

Pour le PDS, c'était Gregor Gysi qui s'exprimait principalement pour reprendre l'analyse des verts et affirmer qu'aucune guerre ne pouvait être « juste » et qu'elles étaient toutes de nature « criminelle ». « 45 années après la fin de la Seconde Guerre mondiale, provoquée et menée de manière criminelle par l'Allemagne, mais seulement trois mois après l'instauration de l'unité allemande, cette même Allemagne est à nouveau impliquée dans une guerre, clamait-il ». Gysi enjoignait tous les jeunes Allemands à mettre à profit leur droit à l'objection de conscience et à refuser de faire leur service militaire¹⁰⁸. Devant un tel appel, le député Ganschow (FDP) se faisait le laudateur d'un tout autre élément de mémoire lorsqu'il rétorquait au représentant du PDS qu'il avait lui-même été incorporé au sein de l'armée est-allemande en 1979,

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 51-52. Cette critique s'adressait évidemment à Gregor Gysi, député du PDS, le Parti qui avait succédé au SED est-allemand, le Parti socialiste unifié d'Allemagne.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 47-49.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 54.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 53.

c'est-à-dire quelques semaines avant le début de l'intervention soviétique en Afghanistan. Ganschow racontait qu'on lui avait demandé d'être prêt à se battre afin de défendre le socialisme en Afghanistan. Il terminait sa brève intervention sur ces mots : « Si, à l'époque, j'avais refusé le service militaire, je ne serais sorti de taule (« *Knast* ») qu'en 1989 »¹⁰⁹.

Quelques heures après le début des bombardements sur l'Iraq, ce débat du Bundestag devint à nouveau le théâtre devant lequel les politiques instrumentalisant la mémoire étaient légion. Du côté du gouvernement et des deux partis de la coalition, l'on utilisait en essence les mêmes arguments mémoriels que lors du débat du 14 janvier, et ce, pour convaincre les Allemands de deux choses : des dangers de l'apaisement et de la nécessité pour la RFA de montrer sa solidarité envers ses alliés. Les partis de l'opposition se faisaient pour leur part bien plus discrets et recouraient peu à des éléments de mémoire. Ils insistaient sur le fait qu'aucune guerre ne pouvait être justifiée et cherchaient à défendre tous ceux qui, en Allemagne, descendaient dans la rue pour manifester leur opposition à la guerre. Seul le PDS persistait à soutenir que le caractère criminel de la guerre menée par l'Allemagne nazie fermait aujourd'hui la porte à tout rôle militaire pour la République fédérale.

Il fallut attendre après le début des frappes aériennes, soit dans la nuit du 16 au 17 janvier, pour que le vœu, exprimé le 14 janvier par la représentante des verts, d'assister à des manifestations pacifistes massives se concrétise réellement en Allemagne¹¹⁰. Alors qu'au mois d'octobre une majorité assez mince d'Allemands de l'Ouest et de l'Est préféraient éviter une guerre à tout prix, un sondage effectué le 18 janvier illustre que cette majorité avait pris de l'ampleur au cours des derniers mois au point où 79 % des Allemands s'opposaient désormais à l'emploi de la force contre l'Iraq¹¹¹. Pour certains analystes, cela illustre surtout que, malgré les événements,

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 55.

¹¹⁰ Voir, par exemple, « Demonstrationen, Mahnwachen, Schweigeminuten. Protestaktionen gegen den Golfkrieg in ganz Deutschland », *FAZ*, 18 janvier 1991, p. 7.

¹¹¹ Sondage Infas cité par Lantis, *op. cit.*, p. 34.

beaucoup avaient espéré jusqu'à la toute fin une solution politique¹¹². Pour d'autres observateurs, cela prouvait que l'antimilitarisme engendré par la défaite totale et exigé par les Alliés après 1945 était devenu pour les Allemands, une affaire de « conviction »¹¹³. Autre signe de cette montée en puissance du pacifisme, la guerre du Golfe et les appels répétés de députés verts et néocommunistes eurent aussi pour conséquence de faire grimper en flèche le nombre d'objecteurs de conscience, au point que le nombre total de ceux qui refusèrent d'accomplir leur service militaire fut littéralement multiplié par deux en 1991 par rapport à l'année précédente. Si cette augmentation était déjà manifeste en 1990, elle s'accéléra toutefois à partir de janvier 1991, au moment où les probabilités d'une guerre contre l'Iraq semblaient de plus en plus élevées avant de se voir finalement concrétisées (tableau 1)¹¹⁴.

Tableau 1 : objecteurs de conscience en RFA, 1986-1991

Année	Nombre d'objecteurs de conscience
1986	63 037
1987	61 360
1988	57 028
1989	47 078
1990	74 569
1991	150 722

Données compilées de : Walter Schütze, « Le service civil en Allemagne », *Documents. Revue des questions allemandes*, volume 49, numéro 3, 1994, p. 65-66; ainsi que de : Joyce Marie Mushaben, *From Post-War to Post-Wall Generations. Changing Attitudes Toward the National Question and NATO in the Federal Republic of Germany*, Boulder (Co.), Westview Press, 1998, p. 236.

Pendant les premiers jours des frappes aériennes, et malgré une intervention du chancelier au Bundestag le 17, intervention lors de laquelle il ne laissait aucun doute

¹¹² Kaiser et Becher, *op. cit.*, p. 23.

¹¹³ Dieter Schröder, « Deutschen and die Front? », *SZ*, 2-3 février 1991, p. 4.

¹¹⁴ Ainsi, pour le seul mois de janvier 1991, il y eut plus de 22 000 objecteurs de conscience. « Wenig Verständnis für nachträgliche Verweigerung », *FAZ*, 7 février 1991, p. 2.

sur le fait que la responsabilité de l'intervention militaire incombait à l'Iraq¹¹⁵, le gouvernement et le Parlement maintinrent une attitude pour le moins « ambivalente ». « Les porte-parole des partis allemands et le président [fédéral] Richard von Weizsäcker formulèrent des inquiétudes au sujet de l'offensive ainsi que le désir d'une solution rapide au conflit armé »¹¹⁶. De plus, alors que Kohl avait fort prudemment choisi ses mots dans son discours, Genscher allait demeurer muet pendant les cinq premiers jours de bombardements¹¹⁷. Jumelé à l'essor important des manifestations pacifistes, cela ne pouvait qu'accentuer, à l'étranger, l'émergence de doutes quant à la réelle position de l'Allemagne.

3.2 L'élargissement de la guerre et la volte-face de l'opinion publique allemande ou le retour de la mémoire de la Shoah

Pourtant, dans les jours qui suivirent le début des opérations militaires, les réticences de l'opinion publique allemande semblaient s'être évanouies de façon quasi instantanée. Plusieurs sondages effectués à la fin janvier et au début de février illustrèrent rapidement qu'une forte majorité des Allemands étaient désormais favorables au recours à la guerre contre l'Iraq, et ce, dans des proportions allant de 75 à 77 % suivant les sondages¹¹⁸. Toutefois, une très forte majorité continuait de s'opposer à la participation de la Bundeswehr aux opérations dans le Golfe. Seule l'éventualité d'une attaque contre la Turquie constituerait une exception possible pour une faible majorité (52 %) des Allemands des anciens Länder et une forte minorité (44 %) de leurs compatriotes des nouveaux Länder¹¹⁹.

¹¹⁵ « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung... », *loc. cit.*, p. 46.

¹¹⁶ Hubel, *loc. cit.*, p. 240.

¹¹⁷ Kirste, *loc. cit.*

¹¹⁸ Deux sondages effectués pour le compte des deux chaînes télévisuelles nationales ZDF et ARD donnaient des majorités de 75 et 76 % en faveur de l'usage de la force. Cités par Kaiser et Becher, *op. cit.*, p. 27-28. (note 23) Une autre enquête donnait 77 % d'Allemands favorables à la guerre du Golfe. Voir le sondage Wickert cité dans : « 'Freiheit und Verantwortung...' », *loc. cit.*, p. 50.

¹¹⁹ Sur le refus du recours à la Bundeswehr, voir le sondage Infas (qui datait toutefois du 15 janvier 1990) cité par Kaiser et Becher, *op. cit.*, p. 27-28. Au sujet de la défense de la Turquie, voir Noelle-Neumann et Köcher, *op. cit.*, p. 1089.

Le gouvernement avait cependant tardé à saisir cette nouvelle réalité tout en surestimant l'ampleur de la bruyante minorité pacifiste. Par conséquent, pendant les premiers jours des bombardements, il avait cherché à ménager, du moins publiquement, l'opinion intérieure. En cela, il avait cependant reflété, par son silence et son ambivalence vis-à-vis de la guerre du Golfe, une attitude qui n'avait plus cours au sein de l'opinion publique. Cette réaction, jumelée au fait qu'aucun soldat allemand ne risquait sa vie dans le Golfe, allait susciter les railleries de la part de gouvernements et de médias étrangers¹²⁰. Ceux-ci espéraient, au minimum, entendre de la part du gouvernement allemand une manifestation claire et publique de sa solidarité envers la coalition¹²¹. En clair, en laissant toute l'attention médiatique aux opposants d'une participation allemande, le gouvernement avait laissé se développer un écart entre ce qui était perçu de sa politique et ce qu'il faisait en réalité¹²². Ainsi, il faut croire que les réserves initiales d'une majorité de l'opinion publique eurent sans nul doute un impact sur la rhétorique du gouvernement, même après le commencement de la campagne de bombardements.

Deux éléments expliquent la volte-face de l'attitude populaire dominante en Allemagne. En premier lieu, ce revirement était certainement redevable à l'élargissement de la guerre au territoire de l'État israélien. Dès le 18 janvier, l'Iraq avait commencé à bombarder Israël au moyen de missiles Scuds dont on craignait que certains contiennent des armes chimiques. Vue d'Allemagne, cette menace était d'autant plus grave que des entreprises nationales avaient contribué au développement d'armes chimiques pour le compte du régime iraquien¹²³. Même si

¹²⁰ C'est la thèse que défendent notamment Kaiser et Becher, *op. cit.*, p. 26-30; ainsi que Kielinger, *loc. cit.*, p. 246. Pour les critiques étrangères, voir par exemple : « Germany's Ostrich Politik », *New York Times*, 26 janvier 1991, A24; ainsi que : « Die Bundesrepublik hat die Prüfung nicht bestanden. Die Engländer nehmen den Deutschen ihre Zurückhaltung in der Golf-Krise übel », *FAZ*, 26 janvier 1991, p. 3.

¹²¹ Schöllgen, *Die Macht in der...*, *op. cit.*, p. 185.

¹²² Hubel, *op. cit.*, p. 242.

¹²³ Dans son édition du 22 février, la *Süddeutsche Zeitung* expliquait, à l'aide de l'exemple d'une entreprise allemande, à quel point il avait été aisé de contourner les contrôles d'exportations d'armements vers l'Iraq. Voir « Der Fall einer Coburger Firma zeigt, wie dürftig die Kontrollen für Exporte in den Irak waren », *SZ*, 22 février 1991, p. 3. Pour une analyse plus approfondie de cette

l'opinion publique était avertie depuis quelques temps de ces faits, comme en témoignaient les interventions de divers députés à l'automne précédent, la matérialisation de la menace eut pour effet, en Allemagne et au-delà, de réveiller la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et, en particulier, celle de la Shoah. De manière fort singulière, l'antinomie entre la politique déterminée par Bonn au sujet du Golfe et cette mémoire se trouvait subitement placée au cœur du débat public¹²⁴. Pour la première fois, parce que des Allemands avaient contribué à développer une technologie utilisée par l'Iraq pour menacer Israël, l'Allemagne prenait conscience que le « refus de la violence ne p[ouvait] plus être la seule conséquence possible de l'Holocauste »¹²⁵. Comme l'indique Scott Erb, deux leçons de l'Histoire se heurtaient de plein fouet : « La guerre [s'avérait] inacceptable, mais les attaques contre Israël ne l'[étaient] pas moins. La guerre [s'avérait] diabolique, mais il avait autrefois été approprié de combattre l'Allemagne d'Adolf Hitler. Avec la menace des 'gaz allemands' [...] utilisés contre les Juifs innocents par un homme souvent comparé à Hitler, il devenait impossible d'échapper aux parallèles historiques »¹²⁶.

Jumelé à la traditionnelle sensibilité particulière des Allemands à l'égard de la sécurité des Israéliens¹²⁷, le résultat des bombardements irakiens fut que de nombreuses manifestations planifiées pour protester contre la guerre se transformaient spontanément en démonstrations d'appui à l'égard d'Israël et de sa sécurité. Évidemment, lors de ces occasions, maints manifestants trouvèrent là de nouvelles munitions pour imiter certains députés verts et néocommunistes et tirer à

question, consulter : Joachim Badelt et Arend Wellmann, « Deutsche Rüstungsexporte in den Irak », dans Stein, dir., *op. cit.*, p. 150-172. Enfin, Lemasson fournit une liste des entreprises ouest-allemandes ayant vendu des armes ou de la technologie aux Irakiens : Lemasson, *loc. cit.*, p. 23.

¹²⁴ Dan Diner, *Der Krieg der Erinnerungen*, Berlin, Rotbuch Verlag, 1991, p. 72-76.

¹²⁵ Günther Joetze, *Der letzte Krieg in Europa? Das Kosovo und die deutsche Politik*, Stuttgart/München, Deutsche Verlag-Anstalt, 2001, p. 9.

¹²⁶ Scott Erb, *German Foreign Policy. Navigating a New Era*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2003, p. 153.

¹²⁷ Consulter, par exemple, le sondage conduit en RFA en mars 1984 qui démontrait qu'une majorité d'Allemands de l'Ouest, soit 48 %, s'opposaient aux exportations d'armes vers l'Arabie Saoudite parce que celles-ci pourraient un jour être employées contre Israël. 30 % des citoyens interrogés n'y voyaient cependant aucune raison de ne pas faire de telles exportations. Noelle-Neumann et Köcher, *op. cit.*, p. 1083.

boulets rouges sur les entreprises allemandes ayant contribué au développement du potentiel militaire iraquien, de même que sur leurs gouvernants incapables de faire respecter la loi fédérale interdisant, depuis 1965, la vente d'armes aux pays de régions en crise¹²⁸. En janvier 1991, s'il n'y avait pas lieu de voir là une rupture de l'attitude de l'opinion publique clairement opposée pour des motifs moraux aux exportations d'armements vers d'autres pays que ceux de l'OTAN¹²⁹, cette opposition se trouvait renforcée par la remontée à la surface d'une troublante mémoire, celle de la Shoah.

En second lieu, le retournement de l'opinion publique en Allemagne s'explique aussi par le rôle des médias. En emboîtant le pas de leurs vis-à-vis américains en particulier, ils avaient à leur tour stigmatisé l'Iraq, et surtout Saddam Hussein. Ce faisant, ils contribuaient à la formation d'une opinion publique hostile à l'Iraq et favorable à une intervention militaire. Si, au lendemain de l'invasion du Koweït, au moins un éditeur de renom et des politiciens de l'Union avaient osé effectuer des comparaisons entre les politiques expansionnistes iraqiennes et nazies de même qu'entre les personnalités respectives du Führer et du Raïs¹³⁰, la montée du pacifisme et de l'opposition à la guerre n'avaient pas tardé à rendre difficiles de telles

¹²⁸ Lantis, *op. cit.*, p. 35. En 1964-65, en raison des virulentes critiques provenant du monde arabe, en particulier de la part du président égyptien Nasser, la RFA cessa ses livraisons secrètes d'armements à l'État d'Israël. Par la suite, Bonn allait adopter une loi interdisant toute vente d'armes à des pays de régions en crise. Sur la question des relations germano-israéliennes dans le contexte de la crise du Proche-Orient, consulter : Klaus Hildebrand, *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland. Von Erhard zur Großen Koalition 1963-1969*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1984, p. 111-118.

¹²⁹ Voir, là-dessus, le sondage mené en République fédérale en février 1988 qui donnait 64 % de citoyens opposés aux exportations d'armes à l'extérieur de l'OTAN, contre seulement 18 % de sujets ouest-allemands favorables à de tels négoes. Noelle-Neumann et Köcher, *op. cit.*, p. 1083.

¹³⁰ À propos des politiciens de la CDU/CSU, voir ci-haut la séance parlementaire du 23 août 1990. Pour les éditoriaux, voir la comparaison des politiques expansionnistes d'Hitler et d'Hussein : Josef Joffe, « Gelegenheit macht Kriege », *SZ*, 3 août 1990, p. 4. Pour l'analyse comparée des deux dictateurs, consulter : Josef Joffe, « Die Geschichte wiederholt sich », *SZ*, 11-12 août 1990, p. 4. Cette fois, Joffe, pourtant habituellement plus prudent dans ses analyses, reprenait partiellement comme il l'admettait lui-même, une comparaison faite par le magazine britannique *The Economist*. Dans un autre éditorial publié quelques semaines plus tard, il allait toutefois reculer et soutenait désormais que si Saddam Hussein avait repris la stratégie des dictateurs des années 1930, il n'était pas un Adolf Hitler irakien. Josef Joffe, « Clausewitz im Washington », *SZ*, 30 août 1990, p. 4.

comparaisons, à tout le moins celles émanant de politiques¹³¹. Au commencement de 1991, il n'y avait toutefois aucun doute que la situation s'avérait fort différente. Le contexte d'une guerre devenue réalité se prêtait davantage aux comparaisons, agissait comme caisse de résonance et ne souffrait pas les analyses nuancées. Surtout, alors qu'Israël encaissait les bombardements, l'analyse comparée prenait désormais un tout autre sens et une acuité singulière pour les Allemands.

Ainsi, au début de février, deux intellectuels de gauche fort connus en Allemagne, Wolf Biermann et Hans-Magnus Enzensberger, allaient provoquer un virulent débat en publiant tous deux, à quelques jours d'intervalles, de vibrants plaidoyers en faveur de la guerre dont les argumentaires se fondaient sur des comparaisons historiques entre l'Iraq husseïni et l'Allemagne hitlérienne¹³². Indubitablement, cette analogie eut pour premier effet de démoniser le régime du dictateur iraquien et de contribuer à la formation d'une opinion publique allemande fortement en accord avec l'idée que l'Iraq était responsable de la guerre¹³³. Cette instrumentalisation évidente de la mémoire du nazisme contribua certainement à convaincre une majorité de l'opinion de la justesse de la campagne militaire contre l'Iraq¹³⁴. La seconde conséquence était qu'en quittant la traditionnelle dichotomie gauche/droite, les deux intellectuels en

¹³¹ Wolfram Wette, « Ein Hitler des Orients? NS-Vergleiche in der Kriegspropaganda von Demokratien », *Gewerkschaftliche Monatshefte*, volume 54, numéro 4, avril 2003, p. 233.

¹³² L'article de l'historien Wolfram Wette examine, de manière critique, les contributions d'Enzensberger et de Biermann qui comparent Adolf Hitler et Saddam Hussein. *Ibid.*, p. 231-242. À propos de l'article d'Hans-Magnus Enzensberger, voir aussi l'analyse critique que lui a consacré un autre historien, Moshe Zuckermann, dans un chapitre intitulé « Hitlers Wiedergänger? Zur Anatomie eines Vergleichs ». Moshe Zuckermann, *Zweierlei Holocaust. Der Holocaust in den politischen Kultur Israels und Deutschlands*, Göttingen, Wallstein Verlag, 1999, p. 78-97. Enfin, l'essayiste et politique social-démocrate Peter Glotz qualifiait cette comparaison Hitler-Hussein de « loufoque » (« *meschugge* ») puisque, selon ses dires, il avait fallu plus de 20 millions de morts pour vaincre le premier alors que 129 Américains avaient trouvé la mort dans la guerre contre le second. Voir Peter Glotz, *Die falsche Normalisierung. Die unmerkliche Verwandlung der Deutschen 1989 bis 1994. Essays*, Frankfurt-am-Main, Suhrkamp, 1994, p. 83-84.

¹³³ Selon un sondage de février 1991, 82,7 % des Allemands de l'Ouest estimaient que l'Iraq et Saddam Hussein s'avéraient les « principaux responsables » de la guerre. Le sondage ne donne malheureusement pas de données concernant les Allemands de l'Est. Voir, Mushaben, *op. cit.*, p. 241.

¹³⁴ Mathias Oldhaver, « Zwischen Zensur und Entertainment : Die deutsche Medien im 2. Golfkrieg », *Vierteljahresschrift für Sicherheit und Frieden*, volume 18, numéro 3, 2000, p. 229-230. En février 1991, 56 % des Allemands de l'Ouest et 36 % des Allemands de l'Est estimaient qu'il était juste de mener une guerre contre l'Iraq. Le nombre d'indécis atteignait cependant des proportions de 29 % chez les premiers et de 42 % chez les seconds. À ce sujet, voir Noelle-Neumann et Köcher, *op. cit.*, p. 1087.

avaient établi une nouvelle opposant les « bellicistes » aux « pacifistes »¹³⁵. Et cette nouvelle opposition transcendant les orientations politiques traditionnelles subsisterait pour plusieurs années à venir. L'acuité du débat s'expliquait, selon l'essayiste Lothar Baier, par le fait qu'en créant cette nouvelle antinomie, les tenants de la guerre remettaient en cause « les convictions politiques fondamentales d'une génération socialisée après 1945 »¹³⁶.

D'autre part, la pauvreté des informations données par les médias au sujet de la guerre, l'immédiateté des images présentées lors des reportages télévisuels et l'effet « guerre virtuelle » eurent, en Allemagne comme ailleurs, au moins une conséquence : le téléspectateur imaginait désormais que la guerre était propre¹³⁷, que les frappes étaient « chirurgicales », et que la population civile iraquienne se trouvait épargnée¹³⁸. Le résultat était à l'avenant, c'est-à-dire qu'il ne pouvait qu'encourager encore davantage l'adhésion de l'opinion publique à la vision d'un conflit présenté comme juste et nécessaire.

3.3 La profession de foi tardive du gouvernement Kohl

Dans les semaines qui suivirent le début des bombardements irakiens sur le territoire israélien, les rapports bilatéraux germano-israéliens prirent, comme de juste, un aspect dramatique. En effet, conjugués aux révélations de la participation d'Allemands au développement de l'arsenal balistique et chimique irakien, les reportages montrant des images d'Israéliens portant des masques à gaz pour se protéger des bombardements eurent un impact majeur sur la politique du gouvernement Kohl. Non seulement, celui-ci dut-il rapidement passer outre sa politique de non-ingérence et d'interdiction des exportations d'armes dans les zones

¹³⁵ Wette, *loc. cit.*, p. 236-237.

¹³⁶ Lothar Baier, « Kostümprobe. Wie es dazu kam, dass die Golfkriegsdebatte gerade in Deutschland so erbittert geführt wurde, und was sich möglicherweise dahinter verbirgt », *Die Zeit*, numéro 30, 19 juillet 1991, p. 38. Cité par Wette, *loc. cit.*, p. 237.

¹³⁷ Oldhaver, *loc. cit.*, p. 227-232.

¹³⁸ Elmar Schnähling, « Moralische und rechtliche Aspekte des Golfkrieges und Konsequenzen für die Bundesrepublik Deutschland », dans Stein, *Nachgedanken zum Golfkrieg*, *op. cit.*, p. 78-80.

de tensions et donc, dans les conflits du Proche et du Moyen-Orient¹³⁹, mais encore fut-il obligé de justifier et de communiquer cette évolution auprès de son opinion publique et des gouvernements étrangers.

Pour Bonn, il s'avérait maintenant impératif d'adapter la politique du pays et de venir en aide à Jérusalem pour des raisons historiques évidentes, mais aussi à cause d'une considération de politique intérieure on ne peut plus concrète : l'indignation de l'opinion publique. Après avoir quelque peu tardé du fait de l'indécision de Kohl¹⁴⁰, Genscher fit une visite en Israël les 24 et 25 janvier. Ce fut pour lui l'occasion d'illustrer la préoccupation humanitaire de son gouvernement en transmettant au gouvernement israélien un chèque libellé au montant de 250 millions de DM. À ceci allait s'ajouter, quelques jours plus tard, une série de mesures d'aide comportant notamment des fournitures d'équipements médicaux et de protection contre les armes chimiques, des missiles de défense antiaérienne, ainsi que le financement de deux sous-marins construits en Allemagne pour le compte du gouvernement israélien¹⁴¹.

Dès la fin de janvier, les représentants du gouvernement allemand appliquèrent systématiquement leur nouvelle politique en utilisant toutes les tribunes disponibles pour défendre la contribution allemande et expliquer la nature de l'aide fournie à la coalition internationale dressée contre le régime iraquien. Le 28, à la faveur d'une entrevue accordée à la radio allemande, le chef de la diplomatie fit un premier effort public en ce sens. Genscher déclara qu'il importait d'exprimer clairement la position allemande, en particulier au sujet des menaces auxquelles Israël devait faire face. Usant de subtilité, il se targuait ensuite du fait que, grâce à la loi allemande sur le contrôle des exportations d'armes, son pays n'avait pas livré d'armes à l'Iraq depuis plus de trente ans. Il admettait cependant que des Allemands avaient outrepassé cette

¹³⁹ Kirste, *loc. cit.*

¹⁴⁰ C'est du moins le point de vue présenté *a posteriori* par le ministre des Affaires étrangères dans ses Mémoires. Genscher, *Rebuilding a House...*, *op. cit.*, 480-482. Toutefois, le mutisme conservé par Genscher durant les premiers jours de bombardements permet de maintenir le doute sur l'origine de l'indécision de Kohl...

¹⁴¹ Balaj, *loc. cit.*, 38-39; et Kaiser et Becher, *op. cit.*, p. 34-36.

loi et avaient contribué au développement de « gaz toxiques » irakiens. Compte tenu de « tout ce que les Allemands avaient fait aux Juifs dans le passé », le ministre soulignait donc l'urgence de renforcer la loi. Cela étant, il prit la peine de rappeler que la RFA était le plus important contributeur financier et matériel de la coalition contre l'Iraq¹⁴².

Dans un discours prononcé le même jour, Genscher sentit le besoin de rappeler aux partenaires de son pays que compte tenu de l'histoire allemande, il était préférable que les Allemands manifestent un surcroît de pacifisme qu'un excès de militarisme. « Notre position ne doit pas susciter le doute, même si chez nous – comme partout ailleurs dans le monde – de jeunes individus manifestent en faveur de la paix, déclarait-il. Une attitude allemande critique (*Deutsche Bedenklichkeit*) vis-à-vis de la guerre est préférable à une attitude insouciante (*Unbedenklichkeit*) vis-à-vis de celle-ci ». Il enchaînait en expliquant que « les liens particuliers » unissant Bonn et Jérusalem avaient « une dimension politique, historique et morale » qui exigeait de la première, de tout faire pour assurer la « sécurité » et le « droit à l'existence » de la seconde¹⁴³.

Le 30 janvier, c'était au tour du chancelier de se faire le porte-parole de la nouvelle politique du gouvernement lorsqu'il déclarait au Bundestag qu'en fournissant du matériel de protection contre les armes chimiques ainsi que des armements de défense, son gouvernement assumait ses « responsabilités particulières » ainsi que l'avait toujours fait, depuis sa fondation, la République fédérale envers Israël. Selon Kohl, la solidarité allemande ne s'arrêtait pas là et s'étendait aussi aux 28 nations qui

¹⁴² Voir « Interview des Bundesministers des Auswärtigen, Genscher, mit dem Deutschlandfunk für die Sendung 'Information am Morgen' am 28. 1. 1991 », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik ...*, op. cit., p. 318.

¹⁴³ « Rede des Bundesministers des Auswärtigen, Genscher, zur Verabschiedung von Staatsministerin Dr. Adam-Schwaetzer und Staatssekretär Dr. Sudhoff und zur Einführung der Nachfolger in Bonn am 28.1.1991 (Auszüge) », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik...*, op. cit., p. 321. Toujours à la fin janvier, le président fédéral Richard von Weizsäcker abondait dans le même sens que Genscher lorsqu'il demandait publiquement si « le monde désir[ait] réellement redécouvrir à quel point les soldats allemands p[ouvaient] bien combattre » ? Cité par Lantis, op. cit., p. 31.

combattaient pour faire respecter les résolutions de l'ONU. Pour justifier ce sentiment de solidarité, le chancelier recourait à des éléments de mémoire et déclarait :

« Là-dessus, je me souviens que ce sont particulièrement les États-Unis qui, quarante années durant, ont défendu la paix et la liberté en Allemagne. Les États-Unis ont contribué de manière fondamentale au fait que, nous les Allemands, avons pu concrétiser notre unité [nationale]. Il faut donc blâmer la bruyante minorité qui, ces semaines-ci, tente de faire porter aux États-Unis, au lieu de l'Iraq, la responsabilité (« *Urheberschaft* ») de ce conflit. Nos alliés et amis européens et américains doivent savoir : dans cette lutte de la communauté internationale pour faire respecter le droit international et pour rétablir la paix, nous demeurons évidemment à vos côtés ! »

Après avoir annoncé au grand jour que Bonn accordait à Washington, pour les trois premiers mois de 1991, une aide de 5,5 milliards de dollars américains, le chancelier ajoutait que cette solidarité allemande s'étendait à l'ONU et à l'OTAN, cette dernière ayant aussi assuré « la sécurité et la liberté » de la République fédérale pendant quatre décennies¹⁴⁴. Malgré les virulentes critiques étrangères, il avait donc fallu près de deux semaines au gouvernement allemand pour qu'il dénonce publiquement ceux qui, chez les pacifistes radicaux, cherchaient à imputer aux Américains la responsabilité du conflit.

Au lendemain de cette déclaration gouvernementale du chancelier, un débat eut lieu au Parlement. Pour le ministre des Affaires étrangères, il s'agissait là, depuis le déclenchement des bombardements, d'un premier discours traitant du Golfe et prononcé devant la députation. Genscher dénonçait vivement le comportement de l'État iraquien, lequel se voyait accusé, non seulement de vouloir la « suprématie au Proche et au Moyen-Orient », mais en outre de souhaiter la « destruction d'Israël ». Le ministre allait jusqu'à accuser le régime iraquien de vouloir opérer

« [...] un génocide contre le même peuple qui, autrefois, avait déjà été victime une première fois. En regard de cette menace mortelle envers Israël, la responsabilité historique et morale nous unit, nous Allemands, de façon particulière avec le peuple juif. Devant cette menace à son existence, nous

¹⁴⁴ « Regierungserklärung von Bundeskanzler Helmut Kohl vor dem Deutschen Bundestag am 30. Januar 1991 (Auszüge zur Außen- und Deutschlandpolitik) », *Europa-Archiv. Dokumente*, 1991/2, D126-140.

demeurons, sans restriction aucune, aux côtés d'Israël. Dans la mesure de nos possibilités, nous mettons à sa disposition les armes défensives nécessaires à sa protection ».

Après avoir traité de la « singularité » de la relation unissant Bonn et Jérusalem, le chef de la diplomatie allemande prévenait qu'il ne fallait pas y voir un assouplissement de la politique régissant les exportations d'armes. À l'image du chancelier, le ministre déclarait que la solidarité de l'Allemagne ne se restreignait pas uniquement à Israël, mais incluait les pays de la coalition. Évidemment, Genscher puisait aussi à la source de la mémoire de la guerre froide pour justifier cet appui accordé en particulier aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France. Évoquant à son tour la contribution de ces pays pour la défense de la paix en Europe, Genscher mentionnait spécifiquement leur rôle crucial dans le ravitaillement de Berlin-Ouest lors du blocus. Surtout, le responsable des Affaires étrangères y allait d'une primeur fort significative lorsqu'il déclarait :

« La restriction juridico constitutionnelle qui demeure en vigueur et qui entoure notre participation militaire au sein d'actions de l'ONU n'est pas l'expression d'une irresponsabilité (« *Verantwortungsmangel* ») ou encore d'une attitude de dégonflés [sic] (« *Druckbergerei* »). Cette limitation s'avérait bien fondée parce qu'elle était une conséquence de notre histoire et de la division de notre pays. Du reste, elle tenait aussi compte des expériences et des craintes de nos voisins. Jusqu'à l'année dernière, dans maints pays, la crainte que puisse émerger de l'unification une Allemagne surpuissante, même sur le plan militaire, demeurait présente¹⁴⁵ ».

Cette révélation s'avère cruciale compte tenu du fait que jusqu'à ce moment, toutes les interventions des trois principaux responsables de la politique étrangère allemande, c'est-à-dire le chancelier, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense, s'en étaient tenues à l'interprétation officielle basée sur les restrictions juridiques liées à la Constitution. Si, dans les mois qui avaient précédé, certaines interventions de députés avaient laissé entrevoir que c'était l'interprétation de l'Histoire qui interdisait l'utilisation de la Bundeswehr à d'autres fins que les besoins

¹⁴⁵ « Debattenbeitrag des Bundesministers des Auswärtigen, Genscher, vor dem Deutschen Bundestag am 31.1.1991 (Auszüge) », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik...*, op. cit., p. 328-331.

de défense¹⁴⁶, les propos de Genscher levaient, au moins du point de vue officiel, le tabou et jetaient un éclairage nouveau sur les véritables raisons qui motivaient le refus du gouvernement à envoyer des troupes de la Bundeswehr dans le Golfe.

Au cours du débat, Theo Waigel, ministre des Finances et membre de l'Union, intervenait aussi pour défendre la politique gouvernementale. À l'exemple de ses confrères de cabinet, il le faisait au moyen – et au nom – d'une certaine mémoire. À l'inverse de son collègue des Affaires étrangères, il insistait cependant sur l'importance pour l'Allemagne de témoigner sa solidarité à l'égard des alliés qui avaient assuré la sécurité de la RFA pendant quatre décennies. Pour le politique, toute critique adressée aux États-Unis et à la coalition en poste à Bonn ne pouvait que renforcer l'antiaméricanisme, peu importe que cela soit ou non l'objectif des dites récriminations. Waigel continuait en rappelant à son tour la « responsabilité particulière » de Bonn envers Jérusalem. Il ne manquait pas non plus d'éreinter au passage les laudateurs allemands du pacifisme, dont les propositions ne permettraient, selon lui, ni de redonner au Koweït sa liberté perdue ni de protéger Israël. Au surplus, toute tentative visant à prendre ses distances à la fois vis-à-vis de l'Iraq et de la coalition internationale ne pouvait que mener à l'isolement sur la scène internationale. Avant tout, le détenteur du portefeuille des Finances estimait que son pays devait assumer sa juste part de responsabilités internationales. À son avis, il ne s'agissait surtout pas de vouloir « tirer un trait » (« *Schlußstrich* ») sur le passé, *a fortiori* sur celui de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, il ne fallait pas non plus se défiler devant des responsabilités sous prétexte du passé allemand. « Personne dans le monde ne comprendrait si nous utilisions notre passé comme une raison pour que l'Allemagne joue un rôle singulier (« *Sonderrolle* ») dans les affaires internationales, affirmait-il ». Il terminait par une citation qu'il attribuait à Molière :

¹⁴⁶ À ce sujet, voir ci-haut, par exemple, la contribution du parlementaire vert Hoss, le 15 novembre 1990 devant le Bundestag. Pour un point de vue opposé prônant le recours à la Bundeswehr en raison justement de l'histoire allemande, voir le discours du député chrétien-démocrate Karl Lamers lors du débat parlementaire du 23 août de la même année.

« 'Nous ne sommes pas uniquement responsables de ce que nous faisons, mais également de ce que nous ne faisons pas' »¹⁴⁷.

Quelques députés de la coalition intervinrent aussi pour faire valoir leur point de vue sur la guerre du Golfe et sur la politique de la RFA. Pour le compte de la CDU/CSU, Volker Rühle (le futur ministre de la Défense) commençait par dénoncer le refus du SPD d'accepter que la RFA contribue à la défense de la Turquie. Il s'insurgeait en particulier du fait que pendant la guerre froide, le groupe parlementaire social-démocrate avait accepté que l'OTAN protège la frontière orientale de la RFA, mais qu'aujourd'hui, ce même groupe refusait que l'Allemagne se porte à son tour à la défense de la frontière méridionale de l'Alliance. Si, d'après Rühle, l'argument selon lequel il était préférable de voir les Allemands manifester pour la paix plutôt que de les voir « défiler pour la guerre » revêtait un caractère d'évidence ne méritant pas d'être discuté, il n'en adressait pas moins quelques récriminations aux manifestants pacifistes. Il prenait en particulier à partie ceux qui, à l'instar de l'évêque Forck, avaient comparé Saddam Hussein et George Bush, et leur demandait de ne pas oublier que c'étaient les soldats alliés qui, non seulement avaient signé la fin de la dictature hitlérienne, mais qui avaient aussi mis un terme aux « massacres dans les camps de concentration en Allemagne ». Forcé d'admettre, devant les objections de députés néocommunistes, que l'Armée rouge avait aussi contribué en ce sens, Rühle rappelait cependant que la paix que celle-ci avait assurée aux citoyens est-allemands durant quarante années avait été « une paix sans liberté ni justice », c'est-à-dire une « paix de barbelés » (« *Stacheldrahtfrieden* »)¹⁴⁸.

Le député Hermann Otto Solms intervenait, pour la première fois depuis les dernières élections, à titre de président du groupe parlementaire du FDP. Il mettait à profit le temps qui lui était alloué pour remémorer aux membres du SPD que pour démontrer sa capacité à gouverner, un parti devait parfois prendre position sur des « questions

¹⁴⁷ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 6. Sitzung. Bonn, 31 janvier 1991, p. 124-129.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 159-160.

impopulaires ». Le politicien recourait toutefois peu à la mémoire, sinon pour dire que l'histoire allemande avait déjà démontré qu'on ne pouvait empêcher un dictateur de recourir aux armes pour « étendre son pouvoir » et que, si celui-ci ambitionnait de détruire l'État israélien, alors la RFA avait le devoir d'aider ce dernier à se défendre¹⁴⁹.

Parlant au nom du groupe parlementaire social-démocrate, son président Hans-Jochen Vogel expliquait que le SPD considérait l'envoi d'unités de la Bundeswehr pour défendre la Turquie comme une erreur fondamentale, car il craignait que cet allié ne cherche ainsi à « agrandir sa sphère d'influence » dans la région. Il déclarait ensuite qu'Israël pouvait compter sur la solidarité du SPD, et ce, non seulement en raison du « sombre chapitre » de l'histoire allemande, mais aussi à cause de la contribution d'Allemands au développement de gaz et de missiles irakiens plus performants¹⁵⁰. Son collègue Norbert Gansel, porte-parole du SPD en matière de politique extérieure, insistait lui aussi sur le fait que la Bundeswehr ne devait pas être envoyée en Turquie, ceci pour deux raisons : il y avait d'abord le risque que celle-ci détourne l'aide de l'OTAN pour ses propres intérêts de puissance; il fallait aussi éviter de provoquer une situation qui exigerait par la suite l'invocation de l'article V de l'OTAN. Gansel y allait d'une longue intervention traitant essentiellement du rôle de certains Allemands dans le développement du potentiel militaire irakien. Après avoir rappelé que dès janvier 1989, des journaux américains avaient dénoncé « la participation de firmes allemandes à la fabrication d'une usine de gaz toxique en Libye », et que certains de ces quotidiens avaient été jusqu'à titrer 'Auschwitz dans le sable du désert ?', Gansel déclarait qu'une « partie de cette vision d'horreur était devenue réalité ». « Les survivants des chambres à gaz de l'Allemagne nazie, leurs enfants et petits-enfants se réfugient dans des abris scellés et mettent des masques à gaz, car ils craignent les missiles et les gaz toxiques que des firmes allemandes et des Allemands de République fédérale et de l'ancienne République démocratique ont contribué à

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 113-114.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 96-98.

fabriquer par cupidité capitaliste ou pour le compte de l'empire de la Stasi, précisait-il ». Selon Gansel, depuis 1984, le SPD et les verts avaient, devant le Parlement, interrogé le gouvernement sur le rôle d'Allemands dans le développement de gaz toxiques irakiens. Il déclarait, ainsi que l'avait fait Willy Brandt devant l'Hôtel de ville de Berlin-Ouest le 9 novembre 1989, qu'il ne fallait pas oublier la leçon de l'histoire allemande selon laquelle « il ne fallait jamais plus détourner le regard lorsque se produisaient des injustices ». Face à la menace à laquelle faisaient face les Israéliens, les Allemands se devaient d'agir pour les aider à se défendre. D'autre part, le politicien du SPD faisait écho aux récents propos du ministre des Affaires étrangères lorsqu'il rappelait que si l'Allemagne ne participait pas à la guerre dans le Golfe, c'était en raison de la Loi fondamentale qui était, en fin de compte, « une leçon basée sur le fait que, par deux fois au cours de ce siècle, nos peuples voisins [ont] été les victimes des armées allemandes »¹⁵¹. Quant à la députée Matthäus-Maier, elle soulignait aussi que le Parti social-démocrate estimait nécessaire que l'Allemagne démontre sa solidarité envers l'ONU par une contribution financière à la coalition, et elle abordait le problème du pacifisme. Sur ce point, elle insistait pour dire qu'à l'étranger, et particulièrement chez les pays voisins, c'est-à-dire là où les Allemands avaient amené la « malédiction à deux reprises au cours de ce siècle », on se réjouissait sans doute de voir les Allemands accueillir une guerre, non avec les « bruits de bottes », mais avec force avertissements et démonstrations de pacifisme. La députée se défendait pourtant de partager tous les slogans du mouvement pacifiste : « De l'histoire du Troisième Reich et de la Seconde Guerre mondiale, nous retenons la leçon suivante : la phrase 'Nous ne voulons jamais plus être des coupables (« Täter »)' signifie aussi : 'La communauté des peuples ne doit pas tolérer que d'autres deviennent coupables'. Pour nous, cela signifie : Saddam Hussein doit être arrêté, il doit quitter le Koweït et il est responsable de la guerre qui a débuté le 2 août [1990] et non le 17 janvier [1991] »¹⁵².

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 139-145.

¹⁵² *Ibid.*, p. 130-131.

Pour le compte des verts, seul le député Schulz intervenait pour dénoncer la contribution d'Allemands au développement du potentiel militaire iraquien, pour critiquer le fait que le militaire était redevenu un « moyen de la politique » et pour plaider en faveur du mouvement pacifiste face aux critiques formulées notamment par le chancelier. Il ne recourait toutefois pas à des éléments de mémoire pour justifier les opinions de son Parti¹⁵³.

Il n'en allait pas autrement du PDS, qui n'utilisait pas non plus de récits mémoriels pour légitimer sa prise de position concernant la guerre du Golfe. Hans Modrow revendiquait ainsi, au nom du Parti, que l'Allemagne quitte immédiatement la coalition, qu'elle retire ses unités militaires du territoire de la Turquie et qu'elle mette fin à toute contribution financière, matérielle, logistique ou autre à l'effort de guerre contre l'Iraq. Seul le député Briefs faisait exception et recourait à une facette mémorielle; ceci pour instruire le procès de la tendance qui, un demi-siècle après que « le plus horrible crime de l'histoire de l'humanité ait été commis au nom de la nation allemande contre les peuples voisins, en particulier ceux de l'Europe de l'Est », cherchait à rendre « à nouveau présentable » (« *salonsfähig* ») le recours à l'instrument militaire par les Allemands¹⁵⁴.

Constatons que lors des séances parlementaires des 30 et 31 janvier, c'étaient encore particulièrement le gouvernement, l'Union et le FDP qui instrumentalisaient des volets de mémoire à des fins justificatives. Pour les membres du gouvernement, ces éléments mémoriels agissaient évidemment comme une exigence de soutien à l'égard de l'État israélien, mais aussi envers les alliés occidentaux ayant défendu la RFA pendant la guerre froide. Une fois de plus, ces efforts rhétoriques avaient pour but de rassurer les autres gouvernements quant à la position de l'Allemagne dans le conflit. Ils visaient aussi à convaincre ceux qui, chez les Allemands, demeuraient tentés par le pacifisme radical. De même, les interventions des simples députés de la coalition

¹⁵³ *Ibid.*, p. 121-123.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 119 et 177-178.

rejoignaient le discours des membres du gouvernement en arguant, au moyen de facettes de mémoire, en faveur d'une aide destinée aux Israéliens et d'une solidarité affichée à la coalition.

Cependant, lorsque les membres de la coalition traitaient de la question du recours à la force, le débat levait un tabou et révélait ce qui constituait la véritable pierre d'achoppement empêchant l'envoi d'unités de la Bundeswehr dans le Golfe : l'interprétation du passé allemand. De fait, deux visions mémorielles s'affrontaient au sein même du gouvernement, comme en témoignaient les interventions respectives des ministres Genscher et Waigel. Si, pour le premier, l'Histoire constituait, aux côtés de la Constitution, la cause de la retenue allemande dans le domaine militaire, aux yeux du second, l'Histoire s'avérait dorénavant un facteur exigeant au contraire que, face aux injustices, l'Allemagne ne demeure plus militairement inactive.

Les partis de l'opposition se trouvaient quant à eux paralysés par l'évolution des événements qui illustre clairement les contradictions des positions qu'ils avaient jusque-là affichées au grand jour. Forcé d'admettre l'importance de se solidariser avec Israël, *a fortiori* parce que des entreprises allemandes avaient travaillé au développement des armes menaçant cet État, le SPD n'en démordait pas moins de sa position selon laquelle l'Histoire interdisait toute extension du rôle militaire de l'Allemagne. Le Parti social-démocrate continuait de rappeler que le pacifisme allemand procédait des sévices infligés par les forces allemandes aux étrangers au cours du XX^e siècle. Pour leur part, les verts évitaient de recourir à des pans de mémoire et maintenaient leur plaidoyer pacifiste. Enfin, les néocommunistes imitaient ces derniers, mais persistaient à expliquer, à l'image de Genscher et du SPD, que l'impossibilité pour Bonn d'envoyer la Bundeswehr dans le Golfe relevait d'une lecture spécifique du passé allemand.

En dernière analyse, les attaques à l'encontre d'Israël plaçaient les politiciens de la gauche devant un terrible dilemme : fallait-il continuer de refuser tout recours à la

force en raison de l'Histoire ou bien fallait-il contribuer à la défense des Israéliens ? Si une majorité des députés de gauche maintenaient, tel le ministre-président social-démocrate de Basse-Saxe (et futur chancelier) Gerhard Schröder, leur refus de l'usage de la coercition, d'autres, tels les dirigeants verts Petra Kelly et Joschka Fischer, quittaient pour leur part le camp des pacifistes¹⁵⁵. Ce faisant, ces derniers provoquaient, au sein du Parti vert, la scission entre les « Realos » (les écologistes pragmatiques) et les « Fundis » (les écologistes « purs et durs »)¹⁵⁶ qui allait marquer l'existence de cette formation politique pour plusieurs années.

3.4 La mémoire, véritable raison de la retenue allemande, mais pour combien de temps ?

Le discours de Genscher du 31 janvier se révèle d'une nature éclairante, du moins en ce qui concerne les raisons motivant le refus de la part du gouvernement d'envoyer des troupes allemandes dans le Golfe. Ce discours permet de constater que la rhétorique développée jusqu'à ce moment par divers membres du cabinet, rhétorique fondée sur l'interprétation stricte de la Loi fondamentale et qui prétextait du caractère inconstitutionnel de l'envoi de soldats en dehors de la zone couverte par l'OTAN, induisait en erreur. De l'avis de Peter Beeger et Thomas Humm, le principal problème de cette position officielle était le suivant : « Il f[allait] prendre en considération que la clause constitutionnelle ne constitu[ait] pas le facteur décisif, car elle p[ouvait] être modifiée. Bien plus, il f[allait] comprendre la Constitution comme une réponse à notre histoire, la clause comme le résultat d'un consensus pleinement partagé par les puissances victorieuses, les [pays] voisins et le sentiment allemand (« *deutschem Empfinden* ») de tout l'après-guerre »¹⁵⁷. En clair, cette position n'avait pas vraiment de fondement juridique, comme on aurait été en droit de s'attendre et,

¹⁵⁵ Lantis, *op. cit.*, p. 33-34.

¹⁵⁶ Roberta N. Haar, *Nation States as Schizophrenics. Germany and Japan as Post-Cold War Actors*, Westport (Conn.), Praeger, 2001, p. 55.

¹⁵⁷ Peter Beeger et Thomas Humm, « Rolle und Beitrag Deutschlands », dans Hartmut Zehrer, dir., *Der Golfkonflikt. Dokumentation, Analyse und Bewertung aus militärischer Sicht*, Bonn, Verlag E. S. Mittler & Sohn, 1992, p. 311.

comme le soulignait l'historien Wolfgang Krieger, le problème s'avérait plutôt de nature psychologique¹⁵⁸.

Il ressort que c'était d'abord l'interprétation de l'histoire allemande et de la division du pays qui constituait, sans équivoque, les bases justificatives de cette politique d'autorestriction. En effet, cette interprétation reposait, d'une part, sur les éléments négatifs de la mémoire collective allemande liée aux excès de la politique de puissance des Guillaume II et Hitler et, d'autre part, sur les aspects positifs de la mémoire collective ouest-allemande concernant la politique étrangère de l'époque de la guerre froide. De fait, la « culture de la retenue » développée après 1949, demeurait, au début de 1990, à la base d'une culture politique proscrivant quelque usage de la force que ce soit, sauf pour défendre les territoires de la RFA et de l'OTAN. Cette culture politique interdisait en outre tout unilatéralisme au nom d'un passé honni, mais encourageait le recours à la diplomatie et au multilatéralisme d'une époque *a contrario* célébrée par une certaine mémoire collective.

En somme, l'hypothèse avancée par Ingo Kolboom, bien que non étayée par une démonstration, s'avérait fort juste.

« [...] l'impact de l'histoire [sic] et de la mémoire collective f[aisaient] en sorte qu'une telle action militaire dépend[ait], dans [le cas de l'Allemagne], d'un consensus à la fois intérieur et extérieur, c'est-à-dire du consentement des Allemands eux-mêmes et de leurs voisins au sens plus large. Par conséquent, c'[était] moins un problème « constitutionnel » qu'un problème de culture politique et d'acceptance [sic]¹⁵⁹ ».

Or, à partir du moment où, comme cela avait été le cas lors de la guerre du Golfe, non seulement les étrangers consentaient, mais *demandaient* à ce que l'Allemagne fasse usage de sa puissance militaire, le dernier obstacle résidait dans le refus de la part de la population et des élites politiques allemandes elles-mêmes d'accepter que la

¹⁵⁸ Wolfgang Krieger, « Toward a Gaullist Germany? Some Lessons from the Yugoslav Crisis », *World Policy Journal*, volume XI, numéro 1, printemps 1994, p. 34.

¹⁵⁹ Ingo Kolboom, *Pièces d'identité. Signets d'une décennie allemande 1989-2000*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2001, p. 65.

Bundeswehr intervienne dans le Golfe. Bien sûr, pour celles-ci, l'abandon de la culture de la retenue n'était pas chose aisée, surtout si on tient compte du fait que, comme le rappelait Genscher en janvier 1991, dans les mois ayant précédé l'unification, plusieurs voisins avaient manifesté haut et fort leurs craintes d'assister à l'émergence d'une Allemagne qui, en plein cœur de l'Europe, dominerait l'économie et le politique, mais aussi le militaire¹⁶⁰.

Cela dit, en février, beaucoup d'Allemands adhéraient désormais à la vision de la mémoire et des responsabilités qui en découlaient qu'avait présentée le président fédéral Richard von Weizsäcker dans une entrevue accordée le 17. Se faisant l'écho du débat lancé par Wolf Biermann et Hans-Magnus Enzensberger, celui-ci soutenait que l'histoire allemande avait prouvé que la guerre était parfois nécessaire pour s'opposer à « un agresseur et un individu méprisant l'humanité (*einem Menschheitsverächter*) ». Il faisait donc explicitement la comparaison entre Adolf Hitler et Saddam Hussein¹⁶¹. À cet effet, un sondage de l'opinion publique effectué au cours de ce même mois de février posait la question suivante : « Récemment, quelqu'un nous disait : 'Justement nous les Allemands avons le devoir moral d'aider à renverser Saddam Hussein, l'agresseur. Si le monde n'avait pas autrefois combattu avec fermeté Hitler, l'Allemagne n'aurait pu être libérée'. Diriez-vous que nous avons une responsabilité morale particulière d'appuyer les Américains ou bien diriez-vous que nous n'avons pas cette responsabilité ? » À cette question, 47 % des Wessis et 32 % des Ossis répondaient par l'affirmative, mais 34 % des premiers et 43 % des seconds par la négative. De même, une question connexe du même sondage demandait laquelle des deux leçons suivantes de l'histoire allemande devait avoir prééminence : 1) « Si on considère les souffrances causées par la [Seconde] Guerre

¹⁶⁰ « Debattenbeitrag des Bundesministers... », *loc. cit.*, p. 329. Pour une analyse détaillée des attitudes des gouvernements européens et américain, de même que de leurs opinions publiques respectives face à l'unification allemande, consulter Andrei S. Markovits et Simon Reich, *The German Predicament. Memory and Power in the New Europe*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1997, chapitres 3 à 9.

¹⁶¹ « Zur Rolle der Bundesrepublik Deutschland in der Weltpolitik. Interview des Bundespräsidenten Dr. von Weizsäcker im ZDF am 17.2.1991 (Auszüge) », dans *Auswärtiges Amt, dir., op. cit.*, p. 347.

mondiale, alors nous Allemands devons avoir appris à ne plus jamais participer à une guerre »; ou 2) « L'histoire allemande nous montre pourtant à quel point un dictateur peut être dangereux. Quand il n'y a pas moyen de faire autrement, un dictateur doit être combattu ». Quoique légèrement différents de ceux de la première interrogation, les résultats de la seconde question tendaient à les confirmer : 50 % des Allemands de l'Ouest et 38 % des Allemands de l'Est privilégiaient la version selon laquelle il fallait lutter contre un dictateur. À l'opposé, la version qui stipulait que les Allemands ne devaient jamais plus faire la guerre obtenait la préférence de 36 % des Wessis et de 58 % des Ossis¹⁶². À peine quelques mois après l'unification, il appert donc qu'une majorité, quoique mince, de l'opinion publique allemande était désormais encline à accepter que leur pays fasse usage de la force face à un dictateur, et ce, en raison de sa propre histoire. Alors qu'à la veille de l'unification, du fait même de ce passé, une majorité des Allemands de l'Ouest tenaient encore à ce que leur pays garde « sa réserve sur la scène internationale »¹⁶³, à peine quelques mois plus tard, ce consensus ne tenait plus.

Il faut par conséquent chercher ailleurs la raison de la réticence allemande. Si une majorité, même faible, de l'opinion publique acceptait que Bonn assume dorénavant plus de « responsabilités », et si les deux partis de l'Union (CDU/CSU) étaient aussi prêts à faire évoluer la politique étrangère allemande en ce sens, ainsi que nous l'avons vu précédemment, il ne restait plus que la députation pour freiner cette évolution. Sur ce point, l'analyse des débats parlementaires faite jusqu'ici démontre clairement que c'était l'ensemble des autres forces politiques présentes au Bundestag (FDP, SPD, BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN, PDS) qui, d'une part, persistait à refuser de permettre l'adaptation de la politique allemande et qui, d'autre part, demeurait prisonnière d'éléments de mémoire issus de la guerre froide.

¹⁶² Noelle-Neumann et Köcher, *op. cit.*, p. 1088-1089.

¹⁶³ Hoffmann, *op. cit.*, p. 283-284.

En somme, au début de l'hiver 1991, alors que chez les partenaires de l'Allemagne, les craintes avaient visiblement cédé la place à un désir de voir les Allemands assumer davantage de responsabilités militaires en temps de crise, il fallait encore du temps pour que les principaux intéressés s'adaptent eux-mêmes à ces nouvelles attentes extérieures et développent une nouvelle identité quant au rôle qu'ils joueraient à l'avenir sur la scène internationale. Pour paraphraser les propos émis par le président fédéral von Weizsäcker lors de son entrevue du 17 février, l'Allemagne ne devait plus, à long terme, poursuivre une politique de puissance, mais plutôt assumer une part croissante de ces responsabilités dans le monde, même dans le cadre des « missions de paix ». En même temps, il fallait reconnaître « sainement (« *mit einem gesunden Sinn* ») ce qu'on attend de nous, ainsi que ce que l'on peut et ce que l'on *veut* tirer des leçons de notre histoire »¹⁶⁴.

3.5 Vers le règlement du conflit

Devant le forum économique mondial réuni à Davos début février, Genscher répétait sensiblement les propos qu'il avait tenu en Allemagne dans les derniers jours de janvier. Il mentionnait d'abord que si beaucoup d'Allemands manifestaient pour la paix, cela démontrait que ses concitoyens prenaient très au sérieux les questions de guerre et de paix. « Personne ne doit souhaiter autre chose que cela », ajoutait-il en faisant allusion au passé allemand. Le chef des Affaires étrangères continuait en rappelant que son pays demeurait solidaire de la coalition, mais aussi de l'État israélien, en particulier dans le contexte où celui-ci faisait face à une « menace de génocide ». Après avoir expliqué que son gouvernement désirait modifier la Constitution afin de permettre que la Bundeswehr participe à l'avenir à des actions de l'ONU, il défendait la contribution de la RFA aux efforts de la coalition¹⁶⁵.

¹⁶⁴ « Zur Rolle der Bundesrepublik... », *loc. cit.*, p. 349. (Nous soulignons)

¹⁶⁵ « Rede des Bundesministers des Auswärtigen, Genscher, vor dem World Economic Forum in Davos am 2.2.1991 (Auszüge) », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik...*, *op. cit.*, p. 331-338.

Les bombardements sur l'Iraq se poursuivirent et, à la veille du début des opérations terrestres dans le Golfe, le gouvernement n'avait pas modifié sa position d'un iota. Le 22 février, Genscher affirmait devant le Parlement : « Nous demeurons aux côtés du droit international, aux côtés des Nations unies et aux côtés de la coalition. Une autre place ne correspondrait ni aux leçons de notre histoire, ni aux valeurs de notre Constitution ». Le gouvernement, tenait-il à rappeler, demeurait conscient que les pays alliés présents dans le Golfe, en particulier la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, avaient autrefois protégé l'Europe et l'Allemagne lors des crises de Berlin et des interventions soviétiques en Hongrie et en Tchécoslovaquie¹⁶⁶.

De son côté, Karl Lamers, le porte-parole de la CDU/CSU en matière de politique de sécurité, allait plus loin que Genscher. Il mettait en garde devant le risque d'un nouveau Sonderweg allemand causé par une « position fondamentalement différente » de celle des alliés de son pays lorsqu'il était question de « guerre et de paix ». N'y allant pas de main morte, il affirmait que les conséquences d'un tel Sonderweg seraient « aussi dévastatrices qu'elles l'avaient été par le passé ». Le député de l'Union élaborait sur sa propre vision de la mémoire et surtout, des responsabilités internationales qui, pour son pays, en découlaient : « La leçon appropriée de l'Histoire, [...], aussi bien pour l'Histoire comprise entre 1933 et 1945 que l'Histoire qui a suivi, ainsi que celle des quatre dernières semaines, [...], doit être la suivante : l'évocation de la culpabilité (« *Schuld* ») liée au passé ne doit pas dispenser d'assumer dans le présent des responsabilités en cas de crise »¹⁶⁷.

Toutefois, ne voulant pas être en reste, les partis de l'opposition continuaient de s'opposer à la guerre en dépit du récent revirement de l'opinion publique. Le député

¹⁶⁶ « Erklärung der Bundesregierung zur jüngsten Entwicklung in der Golf-Region, abgegeben vom Bundesminister des Auswärtigen, Hans-Dietrich Genscher, vor dem Deutschen Bundestag am 22. Februar 1991 », *Europa-Archiv. Dokumente*, 1991, série 2, D185. Voir aussi le document suivant qui résume les engagements écrits, pris les 14 et 15 février, par les principaux membres du cabinet allemand vis-à-vis de leurs collègues américains : « Kooperation in der Golfkrise. Informationserlaß des Auswärtigen Amtes vom 19.2.1991 über die deutschen Beiträge (Auszug) », dans *Auswärtiges Amt. dir., Deutsche Aussenpolitik... op. cit.*, p. 350-351.

¹⁶⁷ *VdDB*, 12. Wahlperiode. 10. Sitzung. Bonn, 22 février 1991, p. 465.

Hans-Jochen Vogel, président du groupe parlementaire du SPD, demandait au gouvernement d'user de son influence afin de trouver un accord avec l'Iraq, non parce que Saddam Hussein obtenait la « moindre sympathie » au sein du Bundestag, mais pour éviter de nouvelles pertes de vies humaines tant chez les soldats que chez les civils. Pour Vogel, l'Allemagne n'avait pas à s'excuser de ne pouvoir déployer des troupes dans le Golfe en raison de sa Constitution et devait plutôt suivre le conseil des Israéliens qui, pour des motifs qui leurs étaient propres, continuaient de s'objecter à l'envoi d'un contingent de la Bundeswehr dans la région¹⁶⁸. Pour leur part, les députés Gregor Gysi et Konrad Weiß, respectivement présidents des groupes parlementaires néocommuniste et vert, ne recouraient pas à la mémoire et se contentaient d'insister à leur tour sur les souffrances des civils et sur l'urgence pour le gouvernement de mettre l'épaule à la roue afin qu'un accord de cessez-le-feu soit promulgué le plus tôt possible¹⁶⁹.

Ce dernier débat concernant le Golfe avant la fin de la guerre démontre à nouveau que c'étaient essentiellement les partis au pouvoir qui faisaient usage d'éléments de mémoire pour légitimer leur politique. La nécessité de cette instrumentalisation s'explique sans doute par l'impopularité de politiques imposées par la réalité concrète des attentes étrangères que le cabinet se devait de gérer. Moins tenus de prendre en compte cette même réalité, les partis de l'opposition, en particulier les verts et les néocommunistes qui pouvaient difficilement aspirer au pouvoir fédéral, avaient le loisir, pour ainsi dire, de se cantonner dans l'idéologie, en particulier dans l'idéologie pacifiste. Ce faisant, le PDS, le BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN, et dans une moindre mesure toutefois, le SPD car il ambitionnait d'obtenir le pouvoir fédéral, avaient beaucoup moins besoin d'user d'arguments mémoriels pour convaincre l'opinion publique de la justesse de leurs positions respectives.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 463.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 466-4678.

Ainsi, alors que le représentant du gouvernement évoquait la mémoire de la guerre froide pour expliquer la solidarité allemande envers la coalition, le porte-parole de l'Union invoquait, sans crainte d'exagérer, le risque d'un nouveau Sonderweg pour son pays si celui-ci n'alignait pas sa position en matière de guerre et de paix sur celle de ses partenaires occidentaux. Ce faisant, le député allait dans le même sens que le ministre des Finances Waigel et soutenait que le passé allemand ne devait plus paralyser, mais inciter à assumer davantage de responsabilités en période de crise. Encore une fois, l'opposition demeurait pratiquement coite, si ce n'est pour marquer son refus de la guerre, et elle n'invoquait pour ainsi dire aucun argument mémoriel pour justifier ses positions.

Ce qui veut dire qu'en dépit de l'opposition du SPD, des verts et du PDS, les opérations de bombardements alliées se poursuivirent en février avec l'appui officiel non seulement du gouvernement, mais aussi avec l'assentiment d'une majorité de l'opinion publique allemande, et ce, jusqu'au matin du 24 février, date à laquelle débuta l'offensive terrestre. À la surprise générale, cette dernière allait se terminer cent heures plus tard avec un cessez-le-feu assorti de douze résolutions du Conseil de sécurité acceptées par l'Iraq¹⁷⁰.

Le 28, dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le gouvernement allemand décida de rediriger vers le Golfe ses navires et le personnel de soutien détachés en Méditerranée à l'été précédent. L'objectif était que cette force contribue, dans le cadre de la résolution 686 du CSONU, aux opérations de déminage qui allaient s'étendre dans cette zone jusqu'en juillet de la même année¹⁷¹. Pour faire accepter cette mission en dépit de l'interprétation restrictive officielle de la Loi fondamentale, le gouvernement désigna cette intervention comme étant une « opération humanitaire », ralliant de

¹⁷⁰ Schöllgen, « Zehn Jahre als... », *loc. cit.*, p. 7.

¹⁷¹ Hubel, *loc. cit.*, p. 241. Pour obtenir de plus amples informations sur la participation de l'Allemagne aux opérations de déminage, consulter : Dieter Leder, « Internationale Minenräumoperationen im Arabischen Golf », dans Peter Goebel, dir., *Von Kambodscha bis Kosovo. Auslandseinsätze der Bundeswehr seit Ende des Kalten Krieges*, Frankfurt-am-Main/Bonn, Report Verlag, 2000, p. 31-44.

cette manière le consentement des sociaux-démocrates et des verts de l'opposition. En fait, cette façon de faire du cabinet Kohl avait pour but de forcer l'opposition et l'opinion publique allemandes à accepter petit à petit les changements quant au rôle militaire de l'Allemagne sur la scène internationale, ce que plusieurs critiques allaient bientôt qualifier de « tactique du salami »¹⁷².

Toujours sur un registre humanitaire, l'Allemagne se préoccupa aussi du sort des réfugiés kurdes et irakiens, la guerre et surtout les agissements de l'armée irakienne ayant provoqué des flux massifs de réfugiés, en particulier dans le nord de l'Iraq. En mars 1991, il y avait, en effet, selon les dires du Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, 450 000 individus, essentiellement d'origine kurde, coincés dans les montagnes entre l'Iraq et la Turquie. Le problème était qu'Ankara refusait d'ouvrir ses frontières car elle craignait de renforcer le soulèvement de la minorité nationale kurde en Anatolie du Sud-est. À ce nombre, s'ajoutaient les 1 300 000 Kurdes réfugiés en Iran, de même que 70 000 autres réfugiés irakiens, en majeure partie d'origine chiite, dans le sud-est de l'Iraq¹⁷³. Devant l'ampleur de la crise humanitaire, le gouvernement allemand décida d'envoyer des secours d'urgence dans cette région. La Bundeswehr envoya 500 soldats, pilotes et membres des services médicaux tous sélectionnés sur une base volontaire. Au 17 avril 1991, plus de 700 tonnes d'aide humanitaire avaient ainsi été acheminées par la RFA vers la Turquie et l'Iran. Bien plus, la contribution financière allemande s'élevait à 469 millions de DM, soit environ 30 % de toute l'aide humanitaire mondiale fournie pour les réfugiés kurdes en avril 1991¹⁷⁴.

¹⁷² Philippi, *op. cit.*, p. 149.

¹⁷³ Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *Les réfugiés dans le monde. Cinquante ans d'action humanitaire*, p. 212. (Document consulté et imprimé le 10 août 2001 sur le site internet suivant : <http://www.unhcr.ch/sowr2000/french/ch09.pdf>)

¹⁷⁴ Kaiser et Becher, *op. cit.*, p. 42-50; et Hans-Dietrich Genscher, « Erklärung der Bundesregierung. Die Lage im Irak und die Situation der irakischen Flüchtlinge, insbesondere der Kurden », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 20. Sitzung. Bonn, 17 avril 1991, p. 1255-1256. Pour une description plus technique des efforts faits par l'Allemagne pour aider les réfugiés kurdes, consulter : Axel Brandt, « Operation Kurdenhilfe », dans Goebel, dir., *op. cit.*, p. 45-50. Évidemment, ces 469 millions de DM destinés à l'humanitaire semblaient bien peu en comparaison des 17 milliards de DM accordés à la coalition internationale...

Finalement, à partir du mois de juin 1991, la RFA contribua aux inspections de l'ONU en veillant au désarmement de l'arsenal atomique, bactériologique et chimique de l'État iraquien. Des militaires et des civils allemands participèrent aux inspections des Nations unies visant à appliquer la résolution 687 interdisant à l'Iraq de posséder des armes ABC. La Bundeswehr mit ainsi à la disposition de l'ONU trois hélicoptères et deux avions de transport peints en blanc et portant l'emblème de l'organisation internationale, de même que les équipages de navigation nécessaires¹⁷⁵. Pendant cinq années, la RFA contribua ainsi au transport aérien des inspecteurs de l'ONU spécialisés en désarmement¹⁷⁶. Cela constitua un pas supplémentaire vers une redéfinition du rôle militaire de l'Allemagne, puisque la sécurité du personnel de navigation ne pouvait être garantie, ceux-ci et leurs appareils étant désarmés.

*

* *

En définitive, malgré l'absence de troupes participant directement aux bombardements et à la campagne terrestre contre les forces iraqiennes, la contribution allemande avait été loin d'être négligeable, et ce, sur tous les plans. Sur les 55 milliards de dollars américains amassés pour le compte de la coalition internationale, la contribution allemande s'élevait à plus de 11 milliards, soit plus d'un cinquième de la somme totale ou l'équivalent de plus de 17 milliards de DM¹⁷⁷. Bien plus, la RFA

¹⁷⁵ Pour plus de détails, voir Bernd Schulte, « Im Auftrag der Vereinten Nationen – UNSCOM », dans Goebel, dir., *op. cit.*, p. 51-61; et Günter Kruse, « Deutsche Heeresflieger im Irak », dans Goebel, dir., *op. cit.*, p. 62-72.

¹⁷⁶ Schöllgen, *Die Macht in der...*, *op. cit.*, p. 188.

¹⁷⁷ Avec une aide à hauteur de 10,3 milliards de DM, les États-Unis se taillaient bien entendu la part du lion de cette manifestation de la solidarité allemande prenant la forme de ressources financières et d'aide matérielle. Parmi les autres principaux pays bénéficiaires se trouvaient la Turquie (plus de 1,5 milliard de DM), la Grande-Bretagne et l'Égypte (environ 1 milliard de DM chacun), ainsi qu'Israël, la Jordanie et la Syrie. L'aide matérielle comprenait entre autres choses, des véhicules divers, des munitions, des chars, des pièces de rechange pour des avions Tornados, des équipements médicaux, du matériel et des vêtements de protection contre les armes ABC, du matériel de télécommunication, etc.

fut le pays qui paya le plus rapidement, c'est-à-dire au plus fort de la guerre¹⁷⁸, un facteur certainement apprécié notamment de la part d'un gouvernement américain ayant, à l'époque, à faire face à des problèmes financiers¹⁷⁹. En outre, la Bundeswehr avait, durant tout l'automne 1990, grandement contribué à la logistique du déploiement de la coalition vers le Moyen-Orient en assumant des tâches de surveillance sur les bases américaines en Allemagne, mais aussi de transport terrestre et fluvial sur le Rhin et ce, pour le bénéfice des États-Unis. Enfin, la Luftwaffe n'avait pas été en reste, puisqu'elle avait effectué environ 250 missions diverses pour le compte des forces américaines, britanniques et néerlandaises¹⁸⁰. À cela s'ajoutait le concours allemand pour la défense de la Turquie et de la Méditerranée. Nonobstant les critiques étrangères et, en faisant abstraction de l'absence de troupes terrestres de la Bundeswehr pour combattre aux côtés de la coalition, l'Allemagne avait donc offert une réelle contribution financière, matérielle, logistique et militaire. De toute manière, ainsi que le rappelait le chancelier Kohl à la veille de « l'Opération tempête du désert », « [...] plusieurs critiques demandaient encore, il y a peu de temps, que les Allemands se tiennent tranquilles dans le domaine militaire... J'aimerais dire bien simplement : dans un premier temps, les Allemands ont été accusés de ne pas vouloir retirer leurs bottes de combat et maintenant ils sont accusés de ne pas les enfiler »¹⁸¹.

Si au début de la crise du golfe Persique, la leçon résumée par le slogan « plus jamais de guerre ! » primait tant pour les citoyens que pour une majorité de politiques allemands, à partir du moment où les Israéliens se trouvèrent menacés par les armes iraqiennes auxquelles des citoyens et des entreprises d'Allemagne avaient contribué, c'était la leçon résumée par le slogan « plus jamais d'Auschwitz ! » qui tenait

Le détail de cette aide matérielle est fournie dans « Antwort der Bundesregierung auf die kleine Anfrage der Abgeordneten Frau Lederer und der Abgeordneten der PDS/Linke Liste – Drucksache 12/81 –. Unterstützungsleistungen der Bundesrepublik Deutschland für die Anti-Irak-Koalition », *VdDB*, 12. Wahlperiode, Drucksachen 12/535. Bonn, 31 mai 1991, p. 1-8.

¹⁷⁸ « Kooperation in der Golfkrise... », *loc. cit.*; et Wolfgang Fechner, « Deutscher Beitrag zur Befreiung Kuwaits. Über 17 Milliarden DM », *Europäische Sicherheit*, numéro 4, 1991, p. 212-214.

¹⁷⁹ Haar, *op. cit.*, p. 31.

¹⁸⁰ Kaiser et Becher, *op. cit.*, p. 45-47.

¹⁸¹ *This Week in Germany*, 22 février 1991, p. 1. Citation reproduite dans Johnston, *loc. cit.*, p. 259.

désormais le haut du pavé. En remontant une nouvelle fois à la surface, la mémoire de l'Holocauste constituait dorénavant non plus un frein, mais bien un puissant incitatif en faveur de l'adaptation de la politique étrangère allemande. À ces deux éléments mémoriels, s'ajoutait cependant une autre composante de mémoire qui militait en faveur d'une évolution du rôle de la RFA sur le globe : la crainte du retour d'un nouveau Sonderweg menant encore une fois à l'isolement de l'Allemagne au sein du monde occidental.

Quant aux attitudes de l'opinion publique, il importe de souligner que les nombreux sondages examinés précédemment, du moins ceux qui discriminaient entre les citoyens de l'Ouest et ceux de l'Est, ont très bien illustré dans quelle mesure la survie de deux mémoires de la guerre froide expliquait, sinon totalement, du moins partiellement, les écarts qui ne manquaient pas d'exister au sein de la nation allemande. Quelques mois après la réalisation de l'unité nationale, quoiqu'une mince majorité des Allemands semblaient désormais prêts à voir leur pays assumer davantage de responsabilités internationales en raison du passé, une forte minorité d'entre eux faisaient une toute autre lecture de cette histoire et en tiraient une conclusion totalement opposée.

D'autre part, si, au moins dans le contexte spécifique de la lutte contre la dictature de Saddam Hussein, l'opinion publique acceptait désormais, en raison de leçons tirées du nazisme, une évolution de la politique étrangère allemande en faveur de l'utilisation de la force pour des raisons bien précises, c'est-à-dire la nécessité de se dresser devant un dictateur, c'est dire que la responsabilité du refus de cette adaptation revenait essentiellement aux élites politiques. Plus précisément, et puisque les conservateurs de l'Union semblaient prêts à ce changement, c'étaient le centre-droit (FDP), le centre-gauche (SPD), la gauche (BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN) ainsi que l'extrême gauche (PDS) qui refusaient de modifier ce volet de la culture politique héritée de l'ancienne RFA et la leçon tirée de la mémoire qui la sous-tendait. Autrement dit, l'invocation de la Loi fondamentale par les représentants du cabinet

Kohl ne constituait qu'un prétexte masquant la réelle raison empêchant l'envoi d'unités militaires dans le Golfe : la mémoire collective. En somme, c'était l'interprétation dominante – du moins au sein de la députation – de l'histoire allemande et des leçons en découlant qui continuait de bloquer tout recours à la force pour des motifs autres que la défense du territoire du pays et de l'OTAN.

En dernière analyse, la mémoire du Sonderweg, des responsabilités allemandes quant à la Seconde Guerre mondiale et à la Shoah, de même que la mémoire de l'expérience historique et de la culture de retenue ouest-allemandes, eurent une influence évidente sur les politiques et les réactions allemandes au moment de la seconde guerre du Golfe. De fait, ces deux mémoires superposées et enchâssées au sein de la culture politique des élites comme de l'opinion publique semblent avoir contribué à la fois à la formulation, à la légitimation et à la communication des politiques du cabinet Kohl pendant la seconde guerre du Golfe.

En février 1991, alors que la campagne sur le sol désertique du Golfe n'était pas encore entamée, un autre objet de préoccupation commençait à poindre à l'horizon pour la République fédérale : la situation des Croates et des Slovènes au sein de la Yougoslavie. Pour les Allemands, à peine remis de l'unification, la première crise internationale à laquelle ils avaient dû faire face battait encore son plein alors que les germes d'une autre crise apparaissaient déjà et allaient rapidement exiger une réaction de leur part. Seulement, loin de mettre un terme à l'influence d'éléments mémoriels pour la politique étrangère de Bonn, la première crise yougoslave allait réveiller de nouveaux traits de mémoire sans pour autant éliminer toutes les traces du passé qui avaient été présentes lors des événements du golfe Persique.

Chapitre deuxième

L'Allemagne et la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie, 1991-1992 : entre l'autodétermination, le multilatéralisme et le spectre du nazisme

« On peut dire sans crainte de se tromper que la plupart des Allemands qui soutinrent cette initiative le firent dans les meilleures intentions, sans liens aucuns avec l'alliance passée par Hitler avec la Croatie pendant la dernière guerre. Au contraire, la Serbie de Milosevic leur avait été présentée comme la nouvelle Allemagne nazie et ils entendaient cette fois-ci être du bon côté. [...] ».
– Timothy Garton Ash¹

Introduction

Après avoir tenté sans succès, pendant des mois, de convaincre l'ensemble de la Communauté européenne de l'importance de reconnaître la souveraineté des républiques yougoslaves slovène et croate, l'Allemagne passait à l'acte en décembre 1991. Même si le gouvernement Kohl avait énoncé à d'innombrables occasions qu'à cause du passé allemand dans les Balkans, il ne pouvait reconnaître les deux républiques sans l'appui de la CE, en cette veille de Noël 1991, il avait la ferme conviction de devoir procéder avec le soutien du plus grand nombre possible de partenaires européens, et ce, même si la Communauté n'avait toujours pas donné son aval.

L'un des aspects les plus épineux de cette reconnaissance s'avérait sans doute le fait que l'encre ayant servi à signer le traité de Maastricht était à peine sèche. Même si l'Europe avait échoué dans sa tentative de se doter d'une crédible politique étrangère et de sécurité commune (PESC), ce traité proposait au moins de renouveler la coopération politique européenne (CPE) des années 1980². Il n'est pas étonnant de

¹ Timothy Garton Ash, *Au nom de l'Europe. L'Allemagne dans un continent divisé*, [s.l.], Gallimard, 1995, p. 455.

² Consulter notamment : Ulf Frenkler, « Germany at Maastricht : power politics or Civilian Power? », dans Sebastian Harnisch et Hanns W. Maull, dir., *Germany as a Civilian Power? The foreign policy of*

constater que, dans ce contexte, les critiques fusèrent de toute part. Les uns accusèrent l'Allemagne de vouloir, au moyen de sa politique yougoslave, renouer avec ses vieux démons et retrouver la sphère d'influence en Mitteleuropa qu'elle avait perdue dans la tourmente nationale-socialiste³. Les autres affirmèrent que cette reconnaissance diplomatique avait jeté de l'huile sur le feu déjà ardent du conflit yougoslave, avait torpillé les négociations de paix de la conférence de La Haye et était à l'origine de la guerre en Bosnie-Herzégovine⁴. À l'opposé, certains, tel Gregor Schöllgen, arguaient qu'en procédant à la reconnaissance, la République fédérale avait adopté un comportement identique à celui des autres « grandes puissances ». L'historien prenait quand même la peine de souligner que l'héritage historique de l'Allemagne s'avérait fort différent de celui de ses partenaires occidentaux⁵.

Pour bien comprendre l'attitude volontaire de Bonn lors de cette crise, il importe d'abord de comprendre que les vives critiques essuyées à l'époque de la guerre du Golfe – critique à l'effet que sa politique ne répondait pas aux attentes étrangères –

the Berlin Republic, Manchester, Manchester University Press, 2001, p. 32. À ce sujet, on consultera aussi la déclaration gouvernementale prononcée par Helmut Kohl à propos de Maastricht dans les jours qui suivirent cette réunion historique. Helmut Kohl, « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung zu den Ergebnissen des Europäischen Rates in Maastricht », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 68. Sitzung. Bonn, 13 décembre 1991, p. 5797-5803.

³ Conor Cruise O'Brien fournit un cas de ce genre d'analyse alarmiste dans : « The Future of the West », *The National Interest*, numéro 30, hiver 1992/93, p. 3-10. À l'opposé, l'historien Michael Stürmer affirme que c'est justement parce qu'ils désiraient, entre autres choses, neutraliser les craintes étrangères quant au possible retour d'un « Quatrième Empire » que les dirigeants allemands signèrent le traité de Maastricht. Michael Stürmer, « Die Wiederkehr der Geschichte », dans Bernd Heidenreich, dir., *Geschichte und Politik. Eine Vortragsreihe*, Wiesbaden, Hessische Landeszentrale für politische Bildung, 1995, p. 20.

⁴ Voir, par exemple, les critiques formulées par le président des négociations de La Haye, Lord Peter Carrington, citées par Daniele Conversi, *German-Bashing and the Breakup of Yugoslavia*, Seattle, Jackson School of International Studies/ University of Washington, 1998, p. 14-15. Sur les origines de la guerre en Bosnie-Herzégovine, consulter les commentaires incisifs d'Eberhard Rondholz dans : « Deutsche Erblasten im jugoslawischen Bürgerkrieg », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 7, juillet 1992, p. 830. Quelques années plus tard, la thèse selon laquelle la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie par l'Allemagne avait provoqué la dissolution de la Yougoslavie et exacerbé le conflit yougoslave possédait encore des adeptes, comme en témoigne la position de Ralph Hartmann, ancien ambassadeur est-allemand en Yougoslavie et député du PDS au Bundestag. Ralph Hartmann, « Die ehrlichen Makler ». *Die deutsche Außenpolitik und der Bürgerkrieg in Jugoslawien. Eine Bilanz*, Berlin, Dietz Verlag, 1998, p. 16.

⁵ Gregor Schöllgen, « Zehn Jahre als europäische Großmacht. Eine Bilanz deutscher Außenpolitik seit der Vereinigung », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, supplément 24, juin 2000, p. 7.

constituaient désormais un puissant incitatif pour agir dans les Balkans⁶. Au début de la crise yougoslave, l'Allemagne voulait ainsi démontrer qu'elle était maintenant déterminée à contribuer à la résolution des crises⁷. Cependant, le problème venait du fait que l'unification avait à la fois suscité de grands espoirs et d'importantes appréhensions quant au rôle de la RFA sur la scène internationale. Konrad H. Jarausch affirmait à ce sujet :

« Le choc entre les nouvelles attentes quant aux responsabilités et les anciennes craintes d'hégémonie plaçait le gouvernement [allemand] en situation d'échec assuré (*a no-win situation*). S'il prenait l'initiative, comme ce fut le cas lors de la reconnaissance de la Croatie, il se voyait reprocher son arrogance (*overbearing*). S'il demeurait en retrait, comme ce fut le cas lors de la guerre du golfe Persique, il était accusé de fuir ses devoirs⁸ ».

Ainsi, peu importe ce qu'elle faisait sur la scène internationale, l'Allemagne se trouvait condamnée à l'avance⁹ puisque ses voisins, en particulier la France et la Grande-Bretagne, avaient des attentes contradictoires à l'endroit de sa politique yougoslave¹⁰. Pour ajouter au problème, alors que la sympathie des Français et des Britanniques allait, pour des motifs historiques, aux Serbes, les Allemands ressentaient, pour des raisons similaires, plus d'affinités avec les Croates et les Slovènes. Il faut constater ici que l'historiographie soutient fréquemment que les liens historiques de la France avec la Serbie ont joué un rôle dans la politique française lors de la première guerre yougoslave, c'est-à-dire en 1991-1992. Pourtant, à l'exception principalement de contemporains qui ont vivement critiqué l'Allemagne, rares sont les analyses qui expliquent la politique yougoslave allemande vis-à-vis de ce conflit, en insistant explicitement sur les liens historiques unissant les Allemands aux Croates

⁶ Knut Kirste, « Der Jugoslawienkonflikt », document publié sous la direction de Hanns W. Maull par la Chaire de politique extérieure et de relations internationales de l'Universität Trier, Fachbereich III Politikwissenschaft, janvier 1998. (DFG-Projekt 'Zivilmächte'. Fallstudie). Consulté le 17 avril 2002 sur le site : <http://www.deutsche-aussenpolitik.de/publications/conferences/jugo.pdf>

⁷ Stefan Brunner, *Deutsche Soldaten im Ausland. Fortsetzung der Außenpolitik mit militärischen Mitteln?* München, Verlag C.H. Beck, 1993, p. 73.

⁸ Konrad H. Jarausch, *Uniting Germany. Documents and Debates, 1944-1993*, Providence, Berghan Books, 1994, p. xxix. (citation tirée de l'introduction)

⁹ Carl Cavanagh Hodge, « Botching the Balkans : Germany's Recognition of Slovenia and Croatia », *Ethics & International Affairs*, volume 12, 1998, p. 5.

¹⁰ Kirste, « Der Jugoslawienkonflikt », *loc. cit.*

et aux Slovènes¹¹. Sans aller jusqu'à soutenir que les Allemands voulaient retrouver la sphère d'influence qu'ils avaient perdue en Europe centrale, orientale et du Sud-Est lors de la débâcle nazie, ne peut-on pas imaginer qu'une certaine mémoire y était pour quelque chose dans la préférence allemande de la même manière que cela avait pu être vrai pour le penchant franco-britannique à l'égard des Serbes ?

Dans ce qui suit, il faudra jeter un éclairage différent sur les causes profondes qui ont suscité l'évolution de la politique allemande, en accordant une attention particulière à l'influence et à l'utilisation de la mémoire collective. Trois questions jalonnent la réflexion et permettront de mieux rendre compte de l'évolution des réactions de la RFA durant le conflit. La première est liée aux perceptions qui avaient cours en Allemagne quant aux risques générés par le conflit yougoslave. La deuxième concerne les conceptions qu'avaient les Allemands de la répartition des responsabilités de la guerre entre les Serbes, les Slovènes et les Croates. Enfin, la troisième propose d'examiner quelles politiques, incluant la reconnaissance diplomatique et l'envoi de troupes de paix, se trouvaient promues en RFA.

Le présent chapitre est constitué de quatre parties. Le commencement de la crise yougoslave et les réactions initiales de l'Europe et de l'Allemagne sont examinés en première partie. La deuxième partie traite de l'évolution de la politique de l'Allemagne immédiatement après la double déclaration d'indépendance des républiques croate et slovène. Les troisième et quatrième parties analysent respectivement les efforts faits par la RFA pour convaincre la CE de procéder à la reconnaissance des deux républiques yougoslaves, ainsi que la reconnaissance diplomatique accomplie par l'Allemagne.

¹¹ Consulter l'article suivant, fort représentatif à cet égard, et qui constitue pourtant une étude comparative des politiques françaises et allemandes lors des guerres en Yougoslavie durant les années 1990. Hanns W. Maull et Bernhard Stahl, « Durch den Balkan nach Europa? Deutschland und Frankreich in den Jugoslawien-Kriegen », *Politische Vierteljahresschrift*, volume 43, numéro 1, 2002, p. 84-85.

1. Les origines de la crise et les premières réactions en Allemagne

Après la mort de Tito en 1980, la situation en Yougoslavie dégénéra en crise économique et politique. Pour tenter de contrer cette dernière, les républiques constituant le pays ne purent trouver mieux que de se réfugier à nouveau dans le nationalisme et ses travers¹². La Serbie, par exemple, supprima l'autonomie du Kosovo et de la Vojvodine au printemps 1989, et ce, dans l'indifférence quasi totale de l'opinion publique mondiale¹³. De même, la dissolution du Parti communiste yougoslave en janvier 1990¹⁴ signifia la tenue d'élections au printemps suivant. Après que celles-ci eurent conduit au pouvoir des gouvernements démocratiques non communistes en Slovénie et en Croatie, la tendance à la décentralisation s'y fit de plus en plus forte. Devant le refus obstiné de la Serbie d'accepter une restructuration de la fédération yougoslave, les deux républiques se placèrent sur la voie de l'indépendance dès le mois de juillet¹⁵. C'est dans cet esprit qu'à la mi-août, le proche conseiller en matière d'affaires étrangères et de sécurité du chancelier Kohl, Horst Teltschik, rencontra en secret à Bonn, Ivan Milas, député du Parlement croate et envoyé personnel du président croate Franjo Tudjman. Cette rencontre prise à l'initiative de Zagreb, visait à demander à Bonn de reconnaître la souveraineté de la Croatie afin de paver la voie d'une nouvelle confédération yougoslave¹⁶. Au terme de référendums tenus en décembre 1990 en Slovénie et en mai 1991 en Croatie, les deux républiques proclamèrent leur indépendance le 25 juin 1991, malgré les exhortations contraires de nombreux dirigeants européens¹⁷.

¹² Georges Castellan, *Histoire des Balkans. XIV^e-XX^e siècles*, [s.l.], Fayard, 1999, p. 555.

¹³ Helga Haftendorn, *Deutsche Außenpolitik zwischen Selbstbeschränkung und Selbstbehauptung 1945-2000*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 2001, p. 405-406.

¹⁴ Susan L. Woodward, « Bosnia and Herzegovina », dans Leokadia Drobizheva *et al*, dir., *Ethnic Conflict in the Post-Soviet World. Case Studies and Analysis*, Armonk (N.Y.), M.E. Sharpe, 1996, p. 30.

¹⁵ Reneo Lukic et Allen Lynch, *Europe from the Balkans to the Urals. The Disintegration of Yugoslavia and the Soviet Union*, New York, Oxford University Press, 1996, p. 165-173.

¹⁶ Horst Teltschik, *329 Tage. Innenansichten der Einigung*, [s.l.], Siedler, 1991, p. 347.

¹⁷ Lukic et Lynch, *op. cit.*, p. 165-173.

Là où le bât blessait, c'est que pour une majorité d'Européens, la Yougoslavie représentait depuis des décennies l'archétype de l'État multinational. Cela étant, et portés en plus par la vague d'espoir et de paix engendrée par la chute du mur de Berlin, ils ne pouvaient pas concevoir que la situation puisse dégénérer jusqu'à la guerre civile. Leur premier réflexe fut donc d'adopter une politique de préservation du statu quo dans les Balkans¹⁸. Une telle attitude s'explique aussi parce que la CE craignait qu'une dissolution de l'État fédéral yougoslave marque un précédent et encourage notamment l'éclatement de l'Union soviétique, éventualité ô combien inquiétante¹⁹! Autre cause, nombreux étaient les États européens qui voyaient d'un mauvais œil l'idée de reconnaître tout mouvement autonomiste – fut-il national – dans les Balkans étant donné la présence sur leur propre territoire de minorités ou de groupes revendiquant la souveraineté ou une quelconque forme d'autonomie²⁰.

1.1 Une situation dangereuse commandant le statu quo

En février 1991, alors que la guerre du Golfe retenait encore l'essentiel de l'attention sur la scène internationale, bon nombre de députés fédéraux allemands se montraient déjà préoccupés par la situation en Yougoslavie. Afin de débattre de la position du gouvernement allemand vis-à-vis de ces événements, le groupe parlementaire libéral avait convoqué une séance parlementaire pour le 21 février. Parlant au nom de son gouvernement, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Schäfer soulignait avec force la concordance entre la position de Bonn et celle de ses partenaires européens. Il expliquait ensuite que les Douze insistaient sur le maintien de la Yougoslavie, mais

¹⁸ Christian Hacke, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von Konrad Adenauer bis Gerhard Schröder*, Berlin, Ullstein, 2003, p. 399. Sur les efforts de dirigeants européens, voir aussi : Stanley Hoffmann, « Yugoslavia : Implications for Europe and for European Institutions », dans Richard H. Ullman, dir., *The World and Yugoslavia's Wars*, New York, Council on Foreign Relations Book, 1996, p. 97-98.

¹⁹ Beverly Crawford, « German Foreign Policy After the Cold War: the Decision to Recognize Croatia », University of California at Berkeley, Center for German and European Studies, Working Paper 2.21, mai 1993, p. 13.

²⁰ Haftendorn, *op. cit.*, p. 406-407. Qu'il suffise de penser ici aux Corses (France), aux Basques (Espagne), aux Écossais, aux Irlandais (Grande-Bretagne), etc.

que pour ce faire, certaines conditions devaient nécessairement être présentes dans le pays : démocratie, paix, État de droit, respect des droits humains, etc²¹.

Si plusieurs membres de l'Union reprenaient l'essence de cette position gouvernementale tablant sur la préservation de la fédération yougoslave, certains députés cherchaient à justifier cette politique en recourant à des éléments de mémoire. Le député Stercken faisait l'éloge du développement de la Communauté européenne comme solution aux nationalismes du XIX^e siècle. Sous cet angle, toutes les républiques yougoslaves, et « non les seules républiques du Nord », devaient s'orienter vers ce genre de politique afin de surmonter les écueils de ce nationalisme suranné. Le député invitait explicitement la Serbie et les « républiques du Sud » de la Yougoslavie à suivre cette voie. Le député von Schorlemer, son collègue de parti, abondait dans le même sens en affirmant que l'histoire du XX^e siècle avait démontré que seule la démocratie fédérale pouvait permettre la coexistence pacifique de plusieurs nations différentes sous un même toit. Pour sa part, le député chrétien-démocrate Müller cherchait à conscientiser la députation des risques d'une nouvelle guerre sur le continent européen. Il évoquait pour ce faire la mémoire de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand en juillet 1914 et de la Grande Guerre qui en résulta. Ce souvenir devait demeurer présent à l'esprit de tous ceux qui chercheraient une solution à la crise yougoslave selon lui. Le chrétien-démocrate poursuivait en précisant sa pensée sur les responsabilités de la crise. Il soutenait que la Croatie et la Slovénie se trouvaient sur la route de la démocratie, alors que la Serbie se dirigeait en sens inverse. « Pendant qu'en Afrique du Sud, l'apartheid est envoyé aux poubelles de l'Histoire, au Kosovo, il revit à nouveau (*« feiert sie im Kosovo fröhliche Urständ »*) ». En clair, Müller indiquait que la responsabilité de la crise revenait à la Serbie²².

²¹ Voir le débat hâtif portant sur la politique du gouvernement allemand vis-à-vis de la crise naissante en Yougoslavie : « Haltung der Bundesregierung zur Situation in Jugoslawien », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 9. Sitzung. Bonn, 21 février 1991, p. 410-411.

²² *Ibid.*, p. 411-413 et 415-416.

De son côté, le groupe parlementaire libéral craignait aussi que l'on assiste à une nouvelle « balkanisation » de la région, pour employer les termes du député Ulrich Irmer, porte-parole du parti en matière de politique étrangère. Une telle perspective, poursuivait le politique, s'avérait d'autant plus désolante que l'Occident tentait de « surmonter les frontières nationales ». De manière à assurer le maintien de l'unité yougoslave, il proposait que l'Allemagne fasse preuve d'initiative pour susciter une médiation à l'aide des institutions internationales, nommément la CSCE et la CE²³.

Évidemment, l'opposition n'était pas sans voix à propos de l'avenir de la Yougoslavie. Pour le SPD, Hans Koschnik dénonçait le risque d'un retour aux nationalismes similaires à ceux qui, au début du siècle, avaient cours dans les Balkans. Car non seulement ces nationalismes avaient suscité trois guerres dans la région, mais après 1919, ils avaient été à l'origine du panslavisme. Pour le député, il fallait éviter un morcellement de la Yougoslavie dont le résultat ne pourrait qu'engendrer de petits États dont la viabilité économique serait incertaine, ce qui, ultimement, pourrait provoquer la perte des « conditions matérielles nécessaires pour les démocrates », exactement comme cela avait été le cas en 1933 en Allemagne... De ce point de vue, la voie de l'intégration empruntée par les Européens depuis 1945 apparaissait donc comme un choix logique pour les Yougoslaves. Quant aux responsabilités du conflit, un autre député social-démocrate, Günter Verheugen, affirmait qu'il ne fallait pas condamner la Serbie dans sa totalité. Bien au contraire, il importait d'établir la distinction entre le peuple serbe d'une part, et le président serbe Slobodan Milosevic et son Parti d'autre part. De même, son collègue Peter Glotz y allait d'un énoncé stipulant qu'il fallait comprendre les craintes de ceux qui, en Yougoslavie, s'opposaient à l'indépendance des deux républiques sans pour autant sympathiser avec les tenants des solutions militaires violentes²⁴.

²³ *Ibid.*, p. 404-405.

²⁴ *Ibid.*, p. 405; 409-410 et 414-415.

Quant au Parti vert, le seul qui suggérait un changement immédiat en Yougoslavie, il proposait de mettre sur pied une nouvelle confédération d'États souverains fondée sur l'autodétermination. Le député Gerd Poppe faisait valoir que cette position reposait notamment sur l'idée que dans les années 1980, la politique occidentale de retenue n'avait pas contribué au développement de la démocratie en Europe de l'Est. De cette perspective, se contenter, ainsi que le faisait le cabinet Kohl, de soutenir le gouvernement central yougoslave tout en lui demandant verbalement de respecter les droits humains et de faire progresser la démocratie, se trouvait irrémédiablement voué à l'échec. En outre, le député vert rappelait que « pour les peuples ayant jusqu'ici vécu dans un système administratif dirigiste, l'autonomie nationale revêtait une toute autre importance qu'aux yeux de maints Européens de l'Ouest vivant en démocratie ». Quant aux responsabilités du conflit, Poppe affirmait qu'il y avait deux côtés à la médaille. Selon lui, les Albanais et les Slovènes avaient contribué au conflit, et ce, même si la faute principale en incombait aux Serbes, en particulier aux anciens apparatchiks communistes qui tentaient de maintenir le statu quo par leurs politiques hégémoniques et leurs violations des droits humains²⁵.

Enfin, Hans Modrow, représentant le PDS, avertissait que les Balkans pouvaient redevenir « la poudrière de l'Europe ». Refusant de jeter la pierre à l'un ou l'autre des peuples yougoslaves, rappelant au surplus le rôle positif de non-aligné qu'avait joué la Yougoslavie durant la guerre froide, le PDS se contentait d'insister sur l'idée que toute intervention extérieure serait vouée à l'échec et ne pourrait que nuire davantage à la résolution pacifique d'un conflit qui relevait purement des affaires internes du pays. Le Parti se cantonnait ainsi dans une attitude refusant toute intervention allemande, fut-elle politique. Le néocommuniste étayait cette position sur le fait que les Yougoslaves se rappelaient clairement les crimes de la Wehrmacht dans les Balkans, ceux-ci ayant fait selon Modrow, 1,7 million de victimes durant la guerre. Le député affirmait : « il y a aussi peu de place pour une pensée prisonnière des

²⁵ *Ibid.*, p. 407-408. Voir aussi, Tomas Zipfel, « Germany and the recognition of the sovereignty of Slovenia and Croatia », *Perspectives*, numéros 6-7, 1996, p. 137.

conceptions d'expansion et de quête de sphère d'influence, que pour l'arrogante pédanterie (« *Besserwisserei* ») et la mégalomanie. Ici aussi, il y a des leçons de l'Histoire à suivre; elles ont été, pour ainsi dire, payées cher par le peuple allemand »²⁶.

De la sorte, pour les politiciens allemands de toutes les affiliations politiques, les analogies tirées de la mémoire collective ne menaient qu'à une seule et même conclusion. Bien que prématurée, celle-ci n'en allait pas moins se révéler affreusement exacte à la lumière de la prochaine décennie : la crise yougoslave s'avérait un risque sérieux pour la stabilité et la paix du vieux continent en entier. En dépit de ce consensus, la majeure partie des élites politiques allemandes, à l'exception des verts, partageait la préférence de la plupart des Européens pour la préservation de la fédération yougoslave. Constatons aussi que dans ce premier débat sur la Yougoslavie, les membres du gouvernement avaient conservé leur devoir de réserve en s'abstenant de porter un jugement sur les responsabilités de la crise. Libre de cette contrainte, l'analyse des députés du groupe parlementaire de l'Union ne souffrait pas toujours la nuance comme en témoigne fort bien le discours du député Müller qui rejetait l'essentiel du blâme sur les Serbes. Pour leur part, les membres sociaux-démocrates ou vert de l'opposition étaient nombreux à admettre la complexité de la guerre en Yougoslavie et à souligner que les responsabilités ne pouvaient incomber uniquement à l'un ou l'autre des partis en présence. Seuls les libéraux et les néocommunistes refusaient de pointer du doigt ceux qu'ils percevaient comme étant les principaux responsables du conflit.

1.2 Que faire pour la Yougoslavie ?

Parallèlement à la tenue de ces débats parlementaires, le groupe d'intérêt des Croates d'Allemagne poursuivait le travail entrepris, dès le mois d'août 1990, auprès des autorités allemandes par la Croatie en vue de faire reconnaître leur République. Outre

²⁶ « Haltung der Bundesregierung ... », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 9. Sitzung. Bonn, 21 février 1991, *loc. cit.*, p. 406-407.

la rencontre secrète de Bonn, Zagreb avait ainsi ouvert une représentation diplomatique à Stuttgart en février 1991. Dès le mois de mai, c'était au tour des Croates d'Allemagne de prendre le relais en exerçant, dans le cadre d'une manifestation qui rassembla des milliers de personnes à Munich, des pressions sur le gouvernement Kohl pour que celui-ci reconnaisse l'indépendance de la Croatie²⁷.

À la fin du même mois, des membres importants du SPD commencèrent à leur tour à promouvoir la reconnaissance des deux républiques. De retour d'un voyage en Yougoslavie, Norbert Gansel, porte-parole social-démocrate dans le domaine de la politique étrangère, se prononça en faveur d'un tel geste, au moins concernant la Slovénie. Peu après, Willy Brandt, l'ancien chancelier qui demeurait une véritable icône du Parti, critiquait la Communauté européenne, celle-ci faisant, à son avis, preuve d'un appui « excessif » à la Yougoslavie. La réaction de la presse conservatrice fut immédiate, et le quotidien *Die Welt* accusa par exemple Genscher et la CDU de laisser la gauche prendre l'initiative en matière de politique yougoslave²⁸.

La réponse de la députation conservatrice ne se fit pas attendre très longtemps et, au sein même de la coalition au pouvoir, plusieurs voix dissidentes commencèrent à se faire entendre. Le 19 juin, devant le Parlement fédéral, Friedrich Vogel, député de l'Union, tint un discours qui faisait écho aux critiques de la politique de la CE vis-à-vis de la Yougoslavie. Selon le député, plusieurs collègues de son groupe parlementaire soutenaient désormais l'argument qui voulait qu'en insistant uniquement sur l'importance de maintenir la Yougoslavie dans son intégrité, la Communauté européenne avait renforcé les communistes au pouvoir et avait nuit aux démocrates présents au sein de l'opposition. Dans cette optique, la CE devait insister sur le fait que seule une Yougoslavie démocratique, respectant les droits humains et ceux des minorités dans les six républiques, et refusant tout recours à la violence, pourrait bénéficier des mesures d'aide de la part de Bruxelles. À l'unanimité, le

²⁷ Zipfel, *loc. cit.*, p. 142; et Crawford, *loc. cit.*, p. 15.

²⁸ Sonia Lucarelli, « Germany's Recognition of Slovenia and Croatia: An Institutional Perspective », *The International Spectator*, volume 32, numéro 2, avril-juin 1997, p. 83.

Bundestag appelait donc tous les partis en présence en Yougoslavie à respecter ces droits et à refuser toute manifestation de violence²⁹.

Malgré ces critiques, le large consensus allemand favorisant le statu quo yougoslave demeura en vigueur jusqu'à la double déclaration d'indépendance des républiques slovène et croate le 25 juin. Au-delà du terrain d'entente illustré par l'appel unanime du Parlement fédéral, d'évidentes divergences de vues subsistaient quant aux mesures à prendre dans l'éventualité où les droits humains ne seraient pas respectés par les autorités yougoslaves. Alors que le gouvernement conservait un mutisme obstiné sur cette perspective hypothétique³⁰, l'opposition, elle, ne manquait pas l'occasion de se faire entendre. Le SPD affirmait, par la voix de Peter Glotz, qu'en cas de violations des droits humains, l'Europe ne pourrait demeurer inactive sous prétexte du droit à la souveraineté et à l'autodétermination. Se réclamant de la mémoire de la guerre froide, le député affirmait que la situation se distinguait nettement de celle de l'après-1945, car la fin du conflit est-ouest faisait que ce genre d'intervention, autrefois impossible à Budapest ou à Prague, ne l'était plus. Si, en ce sens, l'envoi de troupes de la Bundeswehr demeurerait exclu en raison des « sentiments anti-allemands » qui, en Europe, pouvaient resurgir à la faveur d'une guerre, la politique étrangère allemande devait quand même tenir compte du fait que les interventions militaires étaient désormais envisageables. Selon lui, il importait cependant que « les Allemands veillent à ne pas s'ériger en tuteurs [« *Vormund* »] des peuples yougoslaves », une insinuation faisant référence aux relations germano-croates entre 1941 et 1945. Glotz terminait en rappelant que l'Histoire avait montré que le « nationalisme ethnique et idéologique » ne garantissait aucunement le respect des droits humains, une allusion claire aux leçons de l'histoire allemande³¹. Cette vision de la mémoire défendue par le SPD n'était néanmoins pas exempte de contradictions, puisqu'elle exigeait l'adaptation de la politique extérieure sans permettre que l'armée contribue au

²⁹ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 33. Sitzung. Bonn, 19 juin 1991, p. 2558-2562.

³⁰ Voir à cet égard l'intervention du secrétaire d'État aux Affaires étrangères Helmut Schäfer, *Ibid.*, p. 2564-2566.

³¹ *Ibid.*, p. 2559-2562.

rétablissement de la paix en Yougoslavie. De fait, à la fin de mai 1991, le congrès du Parti tenu à Brême avait statué qu'il était préférable pour l'Allemagne de s'en tenir à des opérations de maintien de la paix sous le couvert de l'ONU. Cependant, même cette victoire avait été remportée à l'arrachée, Björn Engholm, le président du SPD, ayant dû en faire une question de vote de confiance en raison du pacifisme plus radical de la base du Parti (les groupes locaux). Ainsi, selon les sociaux-démocrates, les seules missions de combat permises demeuraient celles que nécessitait la défense du territoire de l'Allemagne et de l'OTAN³². Cette attitude du SPD n'était pas sans comporter une inconséquence : si l'on reconnaissait que la guerre froide était bel et bien terminée et que des interventions étrangères étaient dorénavant non seulement possibles, mais même souhaitées pour résoudre des conflits comme celui de la Yougoslavie, lorsqu'il était question de l'utilisation des forces armées allemandes, une certaine mémoire continuait à faire obstacle à toute évolution.

Si, pour une raison inexplicée, aucun député vert ne prenait la parole lors du débat, Hans Modrow intervenait au nom du PDS. Le groupe parlementaire se trouvait bien sûr à cent lieues d'endosser l'intervention étrangère proposée par le SPD. Modrow y allait à nouveau d'un réquisitoire prônant le respect intégral du droit international de manière à refuser toute ingérence dans les affaires intérieures d'un État. Pour justifier sa position, le député néocommuniste recourait ensuite à un autre volet de mémoire en reprenant à son compte la propagande communiste officielle datant de l'époque de la guerre froide. Il rappelait que les centaines de milliers de morts causés par l'attaque allemande durant la « guerre de libération des Yougoslaves » interdisaient les « attaques militaires provenant de l'extérieur [de la Yougoslavie] ». Pour lui, « l'histoire des relations germano-yougoslaves marquées par les conflits et les souffrances » exigeait de l'Allemagne qu'elle contribue à la résolution pacifique du

³² « 'Keine Beteiligung an Kampfeinsätzen'. Der Beschluß des SPD-Parteitags zu Blauhelm im Wortlaut », *SZ*, 1 juin 1991; Wolfgang F. Schlör, « German Security Policy », *Adelphi Papers*, Londres, IISS/Brassey's, numéro 277, juin 1993, p. 10-11; et Alice Holmes Cooper, « When Just Causes Conflict With Accepted Means : The German Peace Movement and Military Intervention in Bosnia », *German Politics and Society*, volume 15, numéro 3, automne 1997, p. 109.

conflit mettant aux prises les peuples yougoslaves³³. Sur ce point, le PDS rejoignait le SPD, tous deux persistant à refuser de voir la RFA recourir à la force pour résoudre le conflit. Cette position des néocommunistes, inspirée par leur propre vision de la mémoire collective allemande, avait cependant le mérite d'être plus conséquente que celle du SPD.

En résumé, lors de ce deuxième débat consacré à la crise yougoslave ni le gouvernement ni les députés des groupes parlementaires CDU/CSU et FDP ne firent appel à la mémoire. L'opposition social-démocrate et communiste ne se priva pas toutefois de recourir à des arguments mémoriels menant, il est vrai, à des conclusions fortement opposées, sauf sur le point le plus important : l'Histoire ne permettait pas l'envoi d'éléments de la Bundeswehr dans les Balkans, même afin d'y maintenir la paix.

Sur la scène européenne, le maintien du statu quo yougoslave tenait toujours le haut du pavé en dépit des vives critiques qui se faisaient de plus en plus jour en Allemagne. Par exemple, le 20 juin, quelques jours à peine avant la double déclaration d'indépendance des républiques croate et slovène, la CSCE avait rendu public un document préconisant la préservation de l'unité yougoslave. La première ébauche de ce document avait été rédigée de la main du ministre allemand des Affaires étrangères, lequel exerçait la présidence du comité de crise de l'institution européenne. De façon similaire, la Communauté européenne annonçait le 23 juin que les Douze n'avaient aucunement l'intention de reconnaître les deux républiques en passe de déclarer unilatéralement leur indépendance³⁴.

³³ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 33. Sitzung. Bonn, 19 juin 1991, p. 2563.

³⁴ Lucarelli, *loc. cit.*, p. 69-70.

2. La double déclaration d'indépendance et la violence comme catalyseur de l'évolution de la position allemande

2.1 La députation aux origines du revirement de la politique yougoslave allemande

Si quelques affrontements sanglants avaient déjà eu lieu en Croatie depuis la fin de l'hiver, en Slovénie, les véritables combats ne débutèrent que le 27 juin 1991³⁵. Rapidement, l'aggravation du conflit qui suivit la double déclaration d'indépendance – évolution largement imputable aux autorités politiques serbes et à l'armée fédérale yougoslave –, allait faire voler en éclat ce qui subsistait de consensus national allemand quant à l'avenir de la République fédérale yougoslave. Dans les deux semaines qui suivirent ces déclarations, de nombreux députés, les principaux partis, puis le gouvernement allaient faire volte-face en matière de politique yougoslave.

Dès le 27 juin, le groupe parlementaire de la CDU/CSU abandonnait la position soutenue par le gouvernement et rejoignait celle que défendaient les verts depuis février en prônant le droit à l'autodétermination pour les Croates et les Slovènes³⁶. Le lendemain, plusieurs députés de l'Union, incluant Max Streibl, le ministre-président chrétien-social de la Bavière, critiquaient vivement la politique yougoslave de la Communauté européenne, accusant Bruxelles « d'être coresponsable du destin des Slovènes et des Croates »³⁷. Le député de l'aile droite de la CDU, Alfred Dregger, et le secrétaire-général du parti, Volker Rühle, renchérisaient en instrumentalisant la mémoire de l'unification récente de l'Allemagne. Ils prétendaient que l'on ne pouvait refuser à d'autres peuples ce qui avait si récemment été accordé aux Allemands, à savoir le droit à l'autodétermination³⁸. Évidemment, ceci constituait un argument de taille dans une Allemagne où la magie de l'unification n'était pas encore dissipée

³⁵ Voir Castellán, *op. cit.*, p. 555-562.

³⁶ Lucarelli, *loc. cit.*, p. 83.

³⁷ « Bonn korrigiert seine Jugoslawien-Politik », *SZ*, 29-30 juin 1991, p. 2.

³⁸ Zipfel, *loc. cit.*, p. 142 et Crawford, *loc. cit.*, p. 17.

sous les effets des difficultés financières, économiques, sociales et identitaires qui n'en étaient qu'à leur début. Peu après, le SPD ajoutait sa voix au concert des critiques avec Norbert Gansel et Karsten Voigt, de sorte que le 1^{er} juillet, le comité des Affaires extérieures du Bundestag put se prononcer en faveur de la reconnaissance des deux républiques en cas « d'escalade militaire ». Rühle profitait de l'occasion pour réitérer les griefs chrétiens-démocrates envers la politique yougoslave de la Communauté européenne, récriminations qu'il étendait désormais à la politique du ministre Genscher, à qui il demandait de faire la promotion de la politique de reconnaissance au sein de la CE³⁹.

Dans les jours suivants, le mécontentement à l'égard de la politique allemande n'eut de cesse de croître, le ministre-président Streibl allant jusqu'à faire parvenir une lettre au chancelier Kohl. Celle-ci demandait au chef du gouvernement fédéral d'aider davantage la Croatie et la Slovénie tout en coupant en même temps l'aide financière accordée à la Serbie. Devant le Landtag (Parlement provincial) bavarois, Streibl déclarait : « La Slovénie et la Croatie constituent non seulement des partenaires de la Bavière, ils s'avèrent nos amis ». Sur la scène fédérale, Björn Engholm, président du SPD, affirmait au nom du parti que la politique allemande et européenne était « trop hésitante » et qu'il n'y avait aucune autre possibilité que « la reconnaissance du droit à l'autodétermination de la Slovénie et de la Croatie »⁴⁰. De la même manière, les représentants des seize Länder allemands demandaient au gouvernement fédéral de reconnaître les deux républiques si l'armée yougoslave ne mettait pas fin à ses agressions⁴¹.

Encore au 26 juin, le gouvernement Kohl réitérait qu'il ne reconnaîtrait pas les deux républiques⁴². Pourtant, à peine cinq jours plus tard, Helmut Kohl reprenait un argument énoncé par Volker Rühle quelques jours plus tôt et déclarait : « Ceux, qui à

³⁹ « CDU-Kritik an Genschers Jugoslawien-Kurs », *SZ*, 2 juillet 1991, p. 1.

⁴⁰ « Kroatien und Slowenien direkt helfen », *SZ*, 3 juillet 1991, p. 2.

⁴¹ Crawford, *loc. cit.*, p. 17.

⁴² Lucarelli, *loc. cit.*, p. 70.

l'image des Allemands, ont obtenu leur unité nationale grâce au droit à l'autodétermination, ne peuvent refuser à la Slovénie et à la Croatie ce même droit. L'Allemagne doit amener la CE à reconnaître les deux républiques »⁴³. Ce faisant, le chancelier instrumentalisait à son tour non seulement la mémoire de l'unification récente des deux Allemagnes, mais confirmait que son gouvernement rompait avec la position commune européenne réitérée à peine une semaine auparavant⁴⁴.

De son côté, Hans-Dietrich Genscher privilégia d'abord la CSCE pour ses démarches multilatérales visant à résoudre la crise. Le 1^{er} juillet, c'était à titre de président du comité de crise de la CSCE, qu'il s'était rendu à Belgrade, à l'invitation du gouvernement fédéral yougoslave, dans le but de rencontrer les autorités de différentes républiques, incluant celles de la Serbie. Désirant consulter les dirigeants politiques slovènes, le ministre allemand des Affaires étrangères fut, selon ce qu'il raconte dans ses Mémoires, empêché d'atterrir à Ljubljana dont l'espace aérien était alors contrôlé par des appareils militaires serbes qui bombardaient la ville. La rencontre dut donc avoir lieu dans la non loin Klagenfurt autrichienne. La conclusion qu'il tira de cet épisode était que « les dirigeants de l'armée populaire yougoslave et les forces politiques qui les appuyaient utiliseraient tous les moyens possibles pour atteindre leurs objectifs », c'est-à-dire l'obtention d'une « grande Serbie » hégémonique⁴⁵. Vraisemblablement, pour Genscher qui préférait au départ le maintien de l'unité yougoslave, la militarisation du conflit s'avérait autrement « plus grave » que les déclarations d'indépendance croate et slovène. Surtout, selon Christopher Bennett, « [...] les leçons qu'il [Genscher] tirait du passé de l'Allemagne étaient la faillite de l'apaisement et l'importance de faire échec à toute agression »⁴⁶.

⁴³ Citation reproduite dans : Jürgen Elsässer, *Der deutsche Sonderweg. Historische Last und politische Herausforderung*, Kreuzlingen/München, Heinrich Hugendubel Verlag, 2003, p. 75.

⁴⁴ Hans-Jürgen Axt, « Hat Genscher Jugoslawien entzweit? Mythen und Fakten zur Außenpolitik des vereinten Deutschlands », *Europa-Archiv*, volume 48, série 12, 1993, p. 351.

⁴⁵ Hans-Dietrich Genscher, *Rebuilding a House Divided. A Memoir by the Architect of Germany's Reunification*, (traduit de l'allemand par Thomas Thornton), New York, Broadway Books, 1998, p. 491-496.

⁴⁶ Christopher Bennett, *Yugoslavia's Bloody Collapse: Causes, Course, and Consequences*, New York, New York University Press, 1994, p. 178. Cité dans : Conversi, *loc. cit.*, p. 23.

Le 3 juillet, alors que la CSCE se réunissait à Prague, le chef de la diplomatie allemande prenait note des instructions du chancelier quant à l'orientation générale de la politique yougoslave allemande : l'Allemagne collaborerait avec la Yougoslavie uniquement si cette dernière cessait de recourir à la force et aux menaces. Dans le cas contraire, la Communauté européenne ne resterait pas sans rien faire⁴⁷. Le lendemain, lors d'une réunion se déroulant à La Haye avec ses homologues de la CE, Genscher proposa donc pour la première fois que l'Europe reconnaisse officiellement les deux républiques dans le cas où il demeurerait impossible de faire cesser la violence ou de trouver une solution pacifique au problème yougoslave. La réaction des partenaires de l'Allemagne n'allait pas tarder et le 5, cette dernière se vit intimer l'ordre de ne pas quitter la position commune qui stipulait que les six républiques yougoslaves devaient chercher à s'entendre pour négocier un fédéralisme plus souple. De plus, la CE demandait l'instauration d'un cessez-le-feu, le gel des processus d'indépendance pour une durée de trois mois, ainsi que le retour des troupes dans les casernes. Dans l'éventualité où les troupes yougoslaves ne seraient pas retirées, l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie serait reconnue par l'Europe⁴⁸. En attendant, au lieu de reconnaître les deux républiques, les ministres européens s'étaient mis d'accord pour mettre en place un embargo sur les armes et une suspension de l'aide financière attribuée à la fédération yougoslave⁴⁹.

Certes, le fait que l'Allemagne ait changé son fusil d'épaule sur la question de l'avenir de la Yougoslavie ne pouvait manquer de susciter les inquiétudes de ses voisins. Dès le début de juillet, en France notamment, plusieurs voix s'étaient élevées tant au sein des journaux *Le Monde*, *Libération* et *L'Humanité* que chez des membres du corps diplomatique afin de dénoncer ce qui, de ce point de vue, s'apparentait à une tentative de résurgence d'une sphère d'influence germanique dans l'Europe du Sud-

⁴⁷ Crawford, *loc. cit.*, p. 19-20.

⁴⁸ Zipfel, *loc. cit.*, p. 138; et Lucarelli, *loc. cit.*, p. 70.

⁴⁹ Kirste, « Der Jugoslawienkonflikt », *loc. cit.*

Est et dont le noyau serait constitué autour de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Slovénie et de la Croatie⁵⁰.

Malgré les dissensions internes qui menaçaient sa cohésion, la diplomatie européenne parvint le 8 juillet aux accords de Brioni. Ceux-ci marquaient la fin des attaques de l'armée yougoslave en Slovénie, la mise en vigueur d'un cessez-le-feu surveillé par des observateurs de la CE, la suspension, pour une durée de trois mois, de l'indépendance de cette république et la recherche d'une solution négociée. Cela mettait fin à dix jours de guerre qui avaient fait près de 100 morts⁵¹. Cependant, ces ententes, qui devaient aussi lier la Croatie et la RFY, ne furent pas respectées et rapidement, les hostilités dégénérèrent en guerre civile⁵².

Sur la scène politique allemande, de crainte de se voir déborder par les sociaux-démocrates désormais sur la même longueur d'onde que les verts et les chrétiens-démocrates en matière de politique yougoslave, les libéraux durent se rallier à l'idée de la reconnaissance qui, de toute façon, obtenait l'appui de leur chef Genscher. C'est donc le 9 juillet, au terme d'une réunion du caucus libéral fédéral, que le Parti ajoutait son accord formel, scellant du coup au sein de la vaste majorité des élites politiques, mais surtout de la coalition en poste à Bonn, un nouveau consensus en faveur d'une politique de reconnaissance. Ce nouveau *modus vivendi*, que ne partageaient pas les néocommunistes qui prêchaient encore la non-ingérence, se trouvait cependant assorti de deux conditions : l'armée yougoslave devait se retirer, et les six républiques devaient accepter la médiation de la Communauté européenne⁵³.

⁵⁰ « Mißtrauen und Irritation in Frankreich wegen der deutschen Jugoslawien-Politik », *FAZ*, 4 juillet 1991, p. 4.

⁵¹ « Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Andrea Lederer und der Gruppe der PDS/Linke List – Drucksache 12/958 –. Politik der Bundesregierung im Zusammenhang mit der Entwicklung in Jugoslawien », *VdDB*, 12. Wahlperiode, Drucksachen 12/1097. Bonn, 30 août 1991, p. 3; Conversi, *loc. cit.*, p. 13; Hoffmann, *loc. cit.*, p. 98; et Woodward, *loc. cit.*, p. 30.

⁵² Zipfel, *loc. cit.*, p. 137.

⁵³ Crawford, *loc. cit.*, p. 17.

Durant tout le mois de juillet, la RFA et la CE furent incapables de réconcilier leurs visions divergentes à propos de la Croatie⁵⁴. L'activité diplomatique allemande allait désormais consister à tenter de convaincre ses partenaires européens du bien-fondé de la reconnaissance des deux républiques. Pour les Allemands, grâce à cette façon d'internationaliser le conflit, celui-ci pourrait devenir du ressort de l'ONU et de son Conseil de sécurité, permettant du coup une intervention militaire étrangère. À Bonn du moins, c'est ainsi que l'on espérait pouvoir mettre fin aux combats en Yougoslavie⁵⁵.

2.2 Une opinion publique légèrement favorable à la reconnaissance

En matière de politique intérieure allemande, si le nouveau consensus présent au sein de la députation avait certainement exercé une pression sur la politique yougoslave du cabinet, il faut souligner que l'opinion publique n'avait pas constitué un facteur décisif à cet égard. En effet, en dépit de l'intense campagne médiatique, menée en particulier par la presse conservatrice, en faveur de la reconnaissance des deux républiques⁵⁶, un sondage effectué durant le mois de juillet 1991 démontrait qu'il n'existait qu'une faible majorité d'Allemands appuyant une telle solution. De fait, 39 % des personnes interrogées appuyaient la reconnaissance des deux républiques yougoslaves comme étant la seule « voie menant à la démocratisation ». À l'opposé, 34 % des individus dont on avait sondé l'opinion croyaient qu'une telle politique ne pouvait mener qu'à un morcellement en de petits États évoquant l'Allemagne

⁵⁴ *Ibid.*, p. 19-20.

⁵⁵ Lucarelli, *loc. cit.*, p. 70.

⁵⁶ Ainsi, selon Sonia Lucarelli, dès le début de l'année 1991, plusieurs journaux conservateurs, tels que la *FAZ*, *Die Welt* et le tabloïd *Das Bild* se prononcèrent en faveur de la reconnaissance. *Ibid.*, p. 82. De même, la télévision allemande chercha aussi à développer une attitude défavorable aux Serbes au sein de l'opinion publique puisque ceux-ci étaient fréquemment présentés comme les agresseurs. Par exemple, la chaîne télévisuelle bavaroise *Bayerische Rundfunk* diffusa des reportages exhaustifs sur la situation en Yougoslavie, reportages qui témoignaient d'une nette influence de la part de l'Église catholique et de son préjugé favorable envers les Croates catholiques. À ce sujet, consulter : Axt, *loc. cit.*, p. 351; et Jeffrey S. Lantis, *Strategic Dilemmas and the Evolution of German Foreign Policy since Unification*, Westport (Conn.), Praeger, 2002, p. 86.

prébismarckienne. Fait important, 27 % des sondés n'avaient aucune opinion sur le sujet⁵⁷.

2.3 La mémoire, source de la détermination d'une politique ?

Alors qu'il a été vu précédemment qu'une certaine mémoire exerçait son influence dans la formulation des perceptions de la menace que constituait le conflit yougoslave, son rôle ne s'arrêtait pas là, mais s'étendait aussi au choix des politiques à privilégier. À peine quelques mois après l'unification de la RFA et de la RDA, nombreux étaient en effet les Allemands qui ne pouvaient que ressentir de la sympathie pour le désir d'indépendance exprimé par les Croates et les Slovènes. En juillet 1991, le souvenir encore vif de cet événement heureux contribuait certainement à rendre une majorité de politiques favorables à l'autodétermination des deux peuples yougoslaves. De plus, les fréquentes instrumentalisation de la mémoire de l'unification allemande par certains des politiciens les plus en vue de la RFA ne pouvaient qu'encourager l'appropriation de cette idée par de nombreux citoyens de RFA, venant ainsi grossir les rangs de la majorité favorable à la reconnaissance des deux républiques.

C'était sans compter la lecture, portée par la mémoire collective allemande, du droit à l'autodétermination, une interprétation fort différente, il va sans dire, de celle qui avait cours chez les Français ou les Britanniques par exemple. Comme l'indique à bon droit Marie-Janine Calic, alors que chez ces derniers, un tel droit était interprété à la lumière du prisme de la politique – un peu à la manière de ce qu'Ernest Renan appelait « le plébiscite de tous les jours »⁵⁸, sommes-nous tentés d'ajouter –, « historiquement, les Allemands concevaient d'abord la nation comme une

⁵⁷ Ce sondage est cité par Kirste, « Der Jugoslawienkonflikt », *loc. cit.* et par Lantis, *op. cit.*, p. 85.

⁵⁸ Pour la conception renanienne de la nation : Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ? et autres essais politiques*, (textes choisis et présentés par Joël Roman), [s.l.], Presses Pocket, 1992, p. 54.

communauté établie par la descendance, la langue et la culture », bref, selon des termes ethniques⁵⁹.

Deux autres éléments étaient trop rarement pris en compte dans les débats partisans au Bundestag, et ceci demeurait vrai pour l'ensemble des formations politiques qui y étaient représentés : d'abord, le caractère quasi inextricable de la répartition des groupes ethniques en Yougoslavie, en particulier au sein de la république croate; ensuite, le risque qu'une reconnaissance de la souveraineté des deux républiques n'incite d'autres États yougoslaves, par exemple la Bosnie au sein de laquelle la répartition des groupes ethniques était, si possible, encore plus complexe⁶⁰, à revendiquer à leur tour l'indépendance. En évacuant ces deux éléments de l'analyse, on se débarrassait du coup de la plus sérieuse pierre d'achoppement pour la reconnaissance des deux républiques.

⁵⁹ Marie-Janine Calic, « German Perspectives », dans Alex Danchev et Thomas Halverson, dir., *International Perspectives on the Yugoslav Conflict*, London, Macmillan Press Ltd, 1996, p. 58. C'est un point de vue partagé par l'historien Dan Diner dans : *Der Krieg der Erinnerungen*, Berlin, Rotbuch Verlag, 1991, p. 55. Il semble ici pertinent de rappeler que les années 1990 ont fait l'objet d'un long débat au sujet de la nationalité en Allemagne. L'arrivée du gouvernement Schröder, en 1998, permit de relancer celui-ci et d'adopter une nouvelle loi sur la citoyenneté qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 2000. Cette loi marquait l'abandon du droit du sang, le *jus sanguini*, au profit du droit du sol, le *jus soli*. Cette évolution marquait donc un net rapprochement de la RFA vers la conception occidentale de la citoyenneté. À ce sujet, consulter : Riva Kastoryano, « Être allemand aujourd'hui et demain », *La revue internationale et stratégique*, volume 35, automne 1999, p. 115-123.

⁶⁰ Voir la carte, reproduite en annexe IV, de la répartition des nationalités en Bosnie.

**Tableau 2 : composition nationale des républiques yougoslaves en 1991
(en pourcentages)⁶¹**

nationalités vs républiques	Alba- nais	Croa- tes	Macé- doniens	Monté- négrins	Musul- mans	Ser- bes	Slovè- nes
Bosnie- Herzégovine	aucun	17,3	aucun	aucun	43,7	31,4	Aucun
Croatie	0,3	78,1	0,1	0,2	0,9	12,2	0,5
Macédoine	21,0	aucun	64,6	aucun	aucun	2,2	Aucun
Monténégro	6,6	aucun	aucun	61,8	14,6	9,3	Aucun
Serbie	17,2	1,1	0,4	1,4	2,4	65,8	0,1
Slovénie	0,2	2,7	0,2	0,2	1,4	2,4	87,6

Données tirées de : Susan L. Woodward, *Balkan Tragedy. Chaos and Dissolution After the Cold War*, Washington (D.C.), The Brookings Institution, 1995, p. 32-35.

3. Cap sur le chemin de la reconnaissance de Zagreb et Ljubljana

3.1 Le multilatéralisme allemand, une nécessité de la mémoire collective ?

Une fois le consensus établi en Allemagne sur la nécessité d'une reconnaissance des deux républiques yougoslaves, un autre élément de mémoire allait exercer son influence. En RFA, les leçons de l'histoire allemande d'avant 1945, en particulier le caractère problématique de l'unilatéralisme de Guillaume II et d'Hitler sur la scène internationale, exigeaient depuis l'après-guerre une politique étrangère multilatérale. Évidemment, au lieu de réduire la poids de cette contrainte, l'unification n'avait fait

⁶¹ Il est à noter que d'autres minorités (Hongrois, Roumains, Allemands, etc) ne sont pas incluses dans ce tableau, ce qui explique que l'addition des pourcentages ne parvient pas toujours à un total de cent.

que l'accroître⁶². Ainsi, à partir de juillet 1991, l'Allemagne n'eut de cesse en regard de sa politique yougoslave, de ramener la question de la reconnaissance à l'ordre du jour diplomatique, en particulier lors de rencontres multilatérales. Ces efforts n'excluaient toutefois pas les initiatives bilatérales, puisque le 18 juillet, le président croate Tudjman était l'invité à Bonn du chancelier Kohl et de son ministre Genscher, une première européenne. Bien que le président croate ne manqua pas à cette occasion, d'inviter l'Allemagne à reconnaître sa république, le chancelier ne put que répondre qu'un tel geste ne devait pas être attendu immédiatement, l'Allemagne étant liée à la politique de la Communauté européenne⁶³.

Le 2 août, le gouvernement Kohl donna néanmoins une nouvelle dimension au problème yougoslave, lorsque Genscher proposa que la Communauté européenne envoie des troupes de paix en Yougoslavie sous réserve de l'accord de l'ensemble des belligérants. Le ministre allemand des Affaires étrangères prenait toutefois bien soin de rappeler qu'il demeurait hors de question que la Bundeswehr soit de la partie, la Loi fondamentale ne le permettant pas à son avis⁶⁴. Ce faisant, Genscher axait son raisonnement sur le seul aspect juridique et ignorait l'argument mémoriel qu'il avait lui-même invoqué quelques mois plus tôt en pleine guerre du golfe Persique. Inévitablement, la suggestion allemande allait raviver, dans les semaines ultérieures, le houleux débat qu'avait suscité la guerre du Golfe sur la possibilité que l'Allemagne détache ou non des troupes en mission de paix à l'étranger. Seulement, à la différence de cette querelle passée, la polémique ferait cette fois place à un autre volet de la mémoire allemande : les crimes commis par la Wehrmacht et les nazis dans les Balkans.

Lors d'une rencontre entre la RFY et la CE, le 6 août, constatant que le cessez-le-feu négocié au début du mois de juillet n'était pas respecté par les Serbes, la RFA

⁶² Paul Létourneau, « La politique étrangère allemande : style nouveau et fidélité au multilatéralisme », *Revue d'Allemagne*, tome 31, numéro 2, avril-juin 1999, p. 334-335.

⁶³ « Kroatien kann zunächst nicht mit Anerkennung rechnen », *FAZ*, 19 juillet 1991, p. 1.

⁶⁴ Kirste, « Der Jugoslawienkonflikt », *loc. cit.*

proposait à ses partenaires européens d'imposer des sanctions économiques à la Serbie et d'entamer une discussion sur la question de la reconnaissance. Si les membres de la Communauté acceptaient de discuter de sanctions, ils refusaient toutefois de traiter d'une hypothétique reconnaissance diplomatique. Outre le problème déjà évoqué des minorités nationales revendiquant l'autonomie ou la souveraineté en Espagne, en France et ailleurs⁶⁵, cette mésentente avait au moins deux autres causes. Pour Christian Hacke, cela démontrait d'abord que les liens historiques jouaient encore un rôle dans les politiques occidentales vis-à-vis de la Yougoslavie. Le politologue insistait ainsi sur le fait que les politiques des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, mais aussi de la Russie étaient tributaires de la mémoire de leurs relations privilégiées avec la Serbie. Pourtant, et à l'instar de la plupart des analystes de la politique yougoslave allemande, il faisait l'impasse sur le rôle de la mémoire dans les réactions de l'Allemagne⁶⁶. Pour Tomas Zipfel, la désunion européenne s'expliquait ensuite parce que pour la CE, le fait de reconnaître la Croatie équivalait à encourager les politiques chauvines de cette dernière et à abandonner la carotte qui devait obliger les Croates à respecter les droits humains⁶⁷.

Le 24 août, devant l'insuccès des pourparlers entre la RFY et la CE, la RFA reprenait l'initiative lorsque Genscher menaçait la Serbie de reconnaître les deux républiques si les forces yougoslaves ne mettaient pas fin à leurs exactions. Du même souffle, le ministre proposait que soient prises d'autres mesures, incluant un embargo commercial, une conférence de paix et l'intervention du Conseil de sécurité⁶⁸. Trois jours plus tard, lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne, l'idée d'une Conférence de paix fut adoptée, celle-ci devant se réunir à La Haye au début de septembre. En outre, il fut décidé de mettre sur pied une commission d'arbitrage – appelée commission Badinter en raison du

⁶⁵ Haftendorn, *op. cit.*, p. 406-407.

⁶⁶ Hacke, *op. cit.*, p. 410-411.

⁶⁷ Zipfel, *loc. cit.*, p. 138.

⁶⁸ Kirste, « Der Jugoslawienkonflikt », *loc. cit.*

nom de son président – devant donner des avis juridiques afin d'aider la CE à trouver une solution politique au conflit⁶⁹.

Entre-temps, le gouvernement allemand tira profit de la séance parlementaire du 4 septembre pour faire le point sur la situation en Yougoslavie et en URSS dans le cadre d'une déclaration officielle du gouvernement⁷⁰. Le chancelier rappelait d'abord que la guerre en Yougoslavie faisait quotidiennement les bulletins de nouvelles télévisées et que cela affectait tous ceux qui, en Allemagne, demeuraient en mesure de se remémorer la Seconde Guerre mondiale. Il appelait tous les belligérants à mettre un terme aux violences, mais avertissait d'un même élan que le recours à la force ne pouvait assurer le maintien d'un État ainsi que l'Histoire l'avait démontré en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne et, plus récemment, en Allemagne. En outre, Kohl soulignait l'importance de comprendre que « lorsque le dialogue et la cohabitation pacifique n'étaient plus possibles », il fallait reconnaître la souveraineté des peuples qui le désiraient, ce qui s'avérait le cas en Yougoslavie. Il terminait sa déclaration en faisant appel, encore une fois, à une facette de la mémoire collective allemande lorsqu'il affirmait : « La liberté et l'autodétermination s'avèrent plus fortes que les murs et les chars »⁷¹.

Lors du débat qui suivit, le ministre des Affaires étrangères débuta son intervention en réfutant les critiques qui accusaient l'Allemagne d'avoir un parti pris en faveur de la Croatie et de la Slovénie. À l'image de Kohl, Genscher condamnait l'usage de la force, mais ajoutait que l'Allemagne ne devait pas demeurer paralysée devant ceux qui empêchaient les négociations pacifiques et faisaient usage de violence. Littéralement, le premier diplomate affirmait que si les Croates et les Slovènes ne pouvaient négocier pour ces raisons, les Allemands reconnaîtraient diplomatiquement

⁶⁹ Sur la commission Badinter, voir : Lukic et Lynch, *op. cit.*, p. 275-283.

⁷⁰ Rappelons qu'une tentative de putsch avait eu lieu à Moscou le 21 août précédent.

⁷¹ Helmut Kohl, « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung zur Lage und Entwicklung in der Sowjetunion und Jugoslawien », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 37. Sitzung. Bonn, 4 septembre 1991, p. 3015-3019.

leur indépendance. Pour justifier sa position, Genscher rappelait que l'histoire allemande obligeait son gouvernement à respecter les principes inscrits dans la Loi fondamentale, notamment le fait que la politique étrangère devait servir la paix et l'Europe, la liberté et la démocratie, de même que les droits humains et le droit à l'autodétermination⁷².

L'opposition, quant à elle, n'était évidemment pas tenue de conserver, au moins pour les apparences, la même neutralité. D'entrée de jeu, Björn Engholm, ministre-président du Schleswig-Holstein et président du SPD sur la scène nationale, appelait le gouvernement fédéral à clarifier les rapports qui liaient l'Allemagne aux républiques ayant déclaré leur indépendance. Il critiquait ensuite les politiques allemande et européenne qui, selon lui, avaient envoyé le « mauvais message » à ceux qui voulaient préserver l'unité yougoslave par les armes en précisant que seule une Yougoslavie unie pourrait accéder à la Communauté européenne. Le politicien évoquait le fait que la charte de Paris, qui était à la base de la politique étrangère allemande, était aussi « [...] l'aboutissement du processus ayant mené à la CSCE et qu'avaient entamé avec bonheur Willy Brandt et Helmut Schmidt ». Engholm y allait bien sûr d'une rhétorique partisane faisant appel à une certaine mémoire. Pour le dirigeant social-démocrate, la diplomatie allemande devait tenir compte des principes de la charte stipulant que le racisme, le nationalisme et la haine des minorités n'avaient plus leur place en Europe. Le ministre-président terminait son allocution en soutenant que ceux qui avaient autrefois combattu pour l'indépendance des peuples du Tiers-Monde ne pouvaient faire l'autruche et devaient reconnaître aux peuples yougoslaves ce même droit à l'autodétermination⁷³. Le représentant du SPD n'était toutefois pas le seul à prôner la reconnaissance des deux républiques, le député indépendant Ortwin Lowack joignant sa voix aux tenants d'une telle politique⁷⁴.

⁷² *VdDB*, 12. Wahlperiode, 37. Sitzung. Bonn, 4 septembre 1991, p. 3045-3046.

⁷³ *Ibid.*, p. 3020-3021.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 3042.

Quant au Parti vert, au nom duquel s'exprimait Gerd Poppe, il ne prenait aucun détour pour condamner le nationalisme serbe dont l'ambition était, selon lui, de mettre sur pied une grande Serbie. Pour le député, c'était bien Milosevic, certains de ses acolytes politiques et l'armée fédérale qui étaient les grands responsables du désastre. Le représentant des verts n'hésitait toutefois pas à nuancer son discours, puisqu'il rappelait que le gouvernement croate, ne bénéficiant pas de l'appui d'une armée régulière, n'était pas moins nationaliste que son vis-à-vis serbe, mais seulement moins puissant⁷⁵. Finalement, aucun député néocommuniste ne prenait la parole pour défendre la position du PDS à l'égard de la guerre en Yougoslavie.

En somme, alors que les combats redoublaient de violence en Croatie, la mémoire demeurait encore d'un usage limité, tant pour le gouvernement que l'opposition. En ce qui concerne le cabinet, les évocations d'éléments mémoriels associés à la guerre froide servaient à condamner toute tentative de la part des autorités serbes de maintenir l'unité de la Yougoslavie par la force. En outre, la mémoire de l'histoire allemande se voyait instrumentalisée pour justifier la nécessité, pour la diplomatie de la RFA, de respecter certaines valeurs fondamentales, au premier chef le droit à l'autodétermination pour les Croates et les Slovènes. Au sein de l'opposition, si le BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN ne recourait pas à la mémoire, il n'en allait pas de même avec le SPD. Pour légitimer la reconnaissance de l'indépendance des deux républiques yougoslaves, celui-ci faisait par exemple appel à la mémoire de l'autodétermination des peuples du Tiers-Monde.

Dès son ouverture, le 7 septembre, la conférence de La Haye semblait à toutes fins pratiques vouée à l'échec, et ce, pour au moins deux raisons. D'abord, les positions croate et serbe s'avéraient irréconciliables, puisque les uns exigeaient l'indépendance que les autres n'acceptaient qu'au prix de l'obtention des 40 % du territoire croate qui étaient habités par des Serbes⁷⁶. Ensuite, les Européens eux-mêmes s'avéraient

⁷⁵ *Ibid.*, p. 3040.

⁷⁶ Zipfel, *loc. cit.*, p. 138.

incapables de s'entendre, comme en fait foi la déclaration franco-allemande du 19 septembre qui suggérait une intervention militaire de l'UEO en Yougoslavie⁷⁷. Cette idée heurtait de front la conception qu'une majorité d'Européens se faisait de l'outil militaire depuis 1945, soit que celui-ci ne devait servir qu'aux seules fins de défense. Même si le gouvernement allemand avait soumis l'idée d'une intervention européenne dans les Balkans, il avait à nouveau rappelé qu'il n'était pas question pour autant de fournir des unités de la Bundeswehr à une telle force. Finalement, le gouvernement britannique, en refusant de souscrire à l'initiative en fournissant des troupes, avait achevé de discréditer le projet⁷⁸. Surtout, la déclaration commune franco-allemande ne parvenait pas à masquer les profonds désaccords qui séparaient toujours la position des deux pays, de même que certaines méfiances qui subsistaient. En effet, Paris refusait d'inclure l'idée de la reconnaissance dans la déclaration conjointe, alors que Bonn se défendait de chercher à développer une « sphère d'influence » en Europe du Sud-Est en voulant reconnaître l'indépendance de la Croatie⁷⁹. Somme toute, cette déclaration révélait que la Communauté européenne avait une position qui, à peu de choses près, se basait sur le plus petit dénominateur commun. Les Européens s'entendaient pour dire qu'il fallait refuser toute violence et tout changement de frontières effectué par la coercition, et qu'il fallait respecter le droit à l'autodétermination et les droits des minorités⁸⁰. Incapables de s'entendre entre eux et impuissants à imposer une paix durable aux Croates et aux Serbes, les Européens ne purent que constater, durant les mois qui suivirent, la violation de plus d'une dizaine d'accords de cessez-le-feu.

3.2 Des débats d'une intensité renouvelée en raison de la mémoire ?

Pendant les mois d'août et de septembre, l'intensité des combats en Yougoslavie allait croître, les protagonistes croates répondant sans retenue aux agresseurs serbes,

⁷⁷ « Initiative bei Mitterrands Besuch in Deutschland », *SZ*, 20 septembre 1991.

⁷⁸ Hacke, *op. cit.*, p. 401-402.

⁷⁹ « Initiative bei Mitterrands... », *loc. cit.*

⁸⁰ « Gemeinsame Erklärung zu Jugoslawien des französischen Staatspräsidenten Mitterrand und des deutschen Bundeskanzlers Kohl, 19. September 1991 », *Europa-Archiv*, volume 46, 1991, série 21, D548-549.

au point où l'organisation non gouvernementale *Amnistie internationale* dénonça les crimes commis de part et d'autre contre les populations civiles de chacun des deux groupes⁸¹. Cependant, en Allemagne, quoique les perceptions du conflit évoluaient, ce n'était pas dans le sens d'une vision plus nuancée. Bien au contraire, la tendance à attribuer l'essentiel des torts aux Serbes allait en s'accroissant. Dans leur édition du mois d'août, les *Blätter für deutsche und internationale Politik*, un mensuel de gauche, publiaient ainsi une analyse pourfendant ceux qui avaient cette propension. L'auteur, Walter Manoschek, vilipendait en particulier l'instrumentalisation grossière des pages les plus sombres de l'histoire allemande effectuée par la *FAZ* afin de tenter d'influencer l'opinion publique et la politique étrangère allemande quant « au processus de dissolution de l'État yougoslave ». Il reprochait surtout à ceux qui propageaient une telle vision partielle du conflit de le faire pour des motifs ayant peu à voir avec la Yougoslavie et tout à voir avec la *Vergangenheitsbewältigung*, la maîtrise du passé, en Allemagne même⁸².

Durant le mois d'août, le gouvernement allemand manifesta une impatience croissante, alors que le ministre des Affaires étrangères considérait de plus en plus les Serbes comme des empêcheurs de tourner en rond. Selon Beverly Crawford, « Genscher voyait la Serbie comme le seul et unique agresseur dans le conflit. Plus tard, il allait affirmer que l'agression allemande et la réponse choisie par la communauté internationale, c'est-à-dire la politique de l'apaisement, avaient été la tragédie du XX^e siècle. Il ne pouvait rester à l'écart et observer à nouveau la mise en place d'une politique d'apaisement »⁸³.

⁸¹ John Newhouse, « Bonn, der Westen und die Auflösung Jugoslawiens. Das Versagen der Diplomatie – Chronik eines Skandals », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 10, octobre 1992, p. 1192; et Crawford, *loc. cit.*, p. 24-25. Un rapport ultérieur du Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU confirmait que durant la guerre en Croatie, les deux camps avaient expulsé des milliers de Croates et de Serbes. Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *Les réfugiés dans le monde. Cinquante ans d'action humanitaire*, p. 218. (Document électronique consulté le 10 août 2001 sur le site : <http://www.unhcr.ch/sowr2000/french/ch09.pdf>)

⁸² Walter Manoschek, « Feindbild Serbien », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 8, août 1991, p. 939-942.

⁸³ Crawford, *loc. cit.*, p. 22.

Le 20 septembre, le Bundestag tenait, à la demande du groupe parlementaire de l'Union, une séance sur le « défi » que représentait pour l'Europe la guerre en Yougoslavie. Prenant la parole au nom du gouvernement, le ministre des Affaires étrangères y allait d'une longue allocution justifiant la politique yougoslave de son cabinet. Après avoir rappelé les responsabilités des élites serbes dans le conflit, de même que les efforts allemands et européens pour trouver une solution pacifique, Genscher cherchait à nouveau à défendre l'absence de parti pris de son pays dans ce conflit. « Nous prenons, déclarait-il, le parti de la paix et non celui de la guerre, le parti des droits humains, des droits des minorités et du droit à l'autodétermination. Cela constitue notre responsabilité devant l'Histoire [...] ». Pour le ministre, il était crucial que la CE agisse de concert de façon à ne pas encourager l'armée yougoslave dans ses exactions. Il ajoutait que cette nécessité valait aussi pour la question de la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie et qu'il fallait être conscient du fait que la politique de l'Europe ne refléterait pas toujours les conceptions allemandes. Genscher rappelait cette fois les deux motifs sur lesquels se fondait le refus de l'Allemagne de fournir des unités militaires à une éventuelle force de paix de l'UEO en Yougoslavie : la Loi fondamentale et l'Histoire interdisaient selon lui une telle politique⁸⁴.

Au même titre que lors de la guerre du Golfe, les membres du groupe parlementaire CDU/CSU n'hésitaient cependant pas à défendre une autre conception attribuant un rôle plus important pour l'Allemagne dans la gestion de la crise yougoslave. Cette conception prenait notamment sa source dans une vision de la mémoire collective allemande, et surtout des responsabilités en découlant, qui s'avérait fort différente de celle qu'avait développée Genscher. Le député Rupert Scholz soutenait d'abord que la guerre en Yougoslavie était la conséquence non pas uniquement de la Seconde

⁸⁴ Hans-Dietrich Genscher, « Der Krieg in Jugoslawien – eine Herausforderung für Europa », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 42. Sitzung. Bonn, 20 septembre 1991, p. 3488-3489. Voir aussi son discours effectué le 25 septembre devant l'Assemblée générale de l'ONU et qui reprend essentiellement les mêmes arguments. « Rede des deutschen Außenministers, Hans-Dietrich Genscher, vor der Generalversammlung der Vereinten Nationen am 25. September 1991 (gekürzt) », *Europa-Archiv*, série 9, 1992, D346-350.

Guerre mondiale, mais aussi de la Première. Il faisait ensuite part de sa pensée vis-à-vis de l'idée, maintes fois exprimées, selon laquelle eu égard à l'Histoire, les Allemands « ne pouvaient qu'assumer des responsabilités très restreintes ». Sur ce point, il déclarait :

« [...] il faut comprendre que nous aussi avons, en tant qu'Allemands, littéralement une part de responsabilité historique dans cette question [la guerre en Yougoslavie] et qu'en conséquence, nous ne pouvons retourner l'argument et affirmer : pour des motifs historiques, nous Allemands ne sommes destinés qu'à assumer une part de responsabilité très restreinte. Je prétend que c'est plutôt le contraire qui est juste ».

En somme, les Allemands devaient, d'après Scholz, contribuer à trouver une solution au problème. Non seulement une intervention militaire européenne était requise selon lui, mais, en plus, il n'était pas clair que la Loi fondamentale interdisait réellement une participation de la Bundeswehr, ainsi que l'affirmaient les autres partis. Finalement, il reprenait à son compte des propos exprimés par Willy Brandt, lesquels stipulaient que l'on ne pouvait menacer la Serbie de reconnaître les deux républiques puisque cette reconnaissance s'avérait « un droit fondé sur l'autodétermination ». Résultat, pour Scholz, le « premier devoir » des Européens était de procéder à la reconnaissance en question. De son côté, son collègue de parti Volkmar Köhler déclarait :

« J'estime qu'il s'agit d'un raccourci douteux (« *eine bedenkliche Verkürzung* ») quand, lorsqu'il est question de la possible marge de manœuvre allemande dans le cadre de ce conflit [yougoslave], nous nous tournons à nouveau extrêmement rapidement vers le passé et le fardeau historique. Il ne s'agit là que d'une partie de la vérité. [...] Dans les faits, nous nous trouvons devant une situation à laquelle nous ne pouvons échapper, même en invoquant notre histoire qui invite à la modération ».

Du point de vue du député, les évocations d'un soi-disant « nouveau danger allemand » ne servaient donc qu'à masquer le fait que les problèmes économiques et politiques de l'Europe de l'Est et du Sud-Est pouvaient provoquer de « grandes turbulences » et requéraient des solutions auxquelles l'Allemagne, de par son potentiel au sein de l'Europe, devait contribuer. « Nous ne pouvons surtout pas fuir ces questions », ajoutait-il.

« Je n'éprouve pas beaucoup de joie à l'idée d'être entraîné dans les disputes des Balkans. En Allemagne, le fait de pouvoir, si possible, éviter cela fut longtemps tenu pour une sage politique. Mais face à une situation qui, non seulement nous bouleverse au plus haut point en tant qu'humain, mais qui porte en elle le danger d'une nouvelle guerre balkanique, nous ne pouvons demeurer à l'écart. Nous devons prendre conscience du fait que pour longtemps, l'Europe de l'Est pourrait s'avérer un facteur d'insécurité européenne⁸⁵ ».

Quant au FDP, il exprimait, par la voix de ses représentants, son appui à la politique du gouvernement et en particulier du ministre des Affaires étrangères. Bruno Menzel condamnait d'abord la Serbie pour le conflit, tout en évitant soigneusement de faire une quelconque référence aux responsabilités de la Croatie. Il y allait aussi d'un discours s'opposant à toute intervention militaire allemande et justifiait celui-ci par les seules leçons de l'Histoire. Il paraphrasait Karl von Clausewitz et soutenait que la guerre menaçait de redevenir « un moyen de la politique », ce que les Allemands croyaient avoir mis définitivement derrière eux d'après ses dires. Ainsi, peu après l'unification, ses concitoyens se voyaient à nouveau « confrontés à leur propre histoire » puisque « le rôle du Troisième Reich et des soldats allemands sur le territoire yougoslave y demeurait inoublié ». De la sorte, tout envoi de troupes de la Bundeswehr en RFY s'avérait impossible, peu importe leur fonction. De toute manière, d'ajouter son collègue Ulrich Irmer, l'intervention de l'armée allemande n'était pas souhaitée par l'ensemble des « participants » [du conflit yougoslave]. Selon lui, la politique de la RFA devait poursuivre ses efforts en vue d'une reconnaissance des deux républiques dans le cadre de la CE et, si possible, avec l'appui de membres de la CSCE. Évidemment, toute initiative unilatérale allemande demeurait à proscrire. Toutefois, il rappelait que la reconnaissance ne réglerait pas totalement le problème, puisque subsisterait encore la question du droit des minorités serbes que la Croatie devrait promettre de protéger⁸⁶.

⁸⁵ Genscher, « Der Krieg in Jugoslawien... », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 42. Sitzung. Bonn, 20 septembre 1991, *loc. cit.*, p. 3495-3497.

⁸⁶ *Ibid.*, p. 3493-3494 et 3497-3498.

Évidemment, l'opposition ne manquait pas d'afficher de nombreux désaccords face aux politiques du gouvernement. Si le SPD ne cachait pas qu'il considérait carrément la Serbie comme la principale responsable du conflit, cela ne l'empêchait pas d'être incapable de parler d'une seule voix quant à la solution à adopter. Karsten Voigt, un porte-parole du Parti en matière de politique étrangère, déclarait sans ambages que la CE devait prendre des sanctions à l'endroit des « instigateurs (*Urheber*) de la violence, soit l'armée populaire yougoslave et la Serbie ». D'après lui, il était du devoir des Européens de s'entendre afin de reconnaître l'indépendance des deux républiques et de contribuer au retour de la paix. Un autre son de cloche pouvait néanmoins être entendu à cet égard chez plusieurs autres députés sociaux-démocrates. Günter Verheugen, un autre porte-parole en matière de politique étrangère, réfutait la pertinence de reconnaître les deux républiques dans le but d'internationaliser le conflit. Selon lui, l'ONU pouvait très bien intervenir sur la base de précédents. Son collègue Hans Koschnik affirmait, pour sa part, que si la dissolution de la Yougoslavie était inévitable du fait des agissements de l'armée fédérale yougoslave, le recours à l'argument selon lequel l'unification allemande exigeait que les Allemands reconnaissent les deux républiques yougoslaves, s'avérait un procédé douteux. De son point de vue, aborder le problème de la Croatie et de la Slovénie sous l'angle du droit à l'autodétermination revenait à ouvrir une véritable boîte de Pandore. Mieux valait aborder la question non pas de la perspective du droit à l'autodétermination, mais plutôt de celle de « la démocratie, des droits humains et de la protection des minorités ».

Au-delà de ce désaccord interne sur le problème de la pertinence de la reconnaissance, le SPD retrouvait son unanimité à propos de la participation allemande à une éventuelle intervention militaire européenne. Ici, la résolution prise lors du congrès du Parti tenu à Brême en mai précédent, conservait toute sa pertinence. Si le maintien de la paix sous l'égide de l'ONU demeurait une possibilité,

aucune mission de combat n'était possible hors de l'OTAN⁸⁷. À l'image du FDP, Karsten Voigt rappelait aux membres du groupe parlementaire CDU/CSU favorables à la participation de la Bundeswehr à la force de paix de l'UEO « qu'en vertu de l'histoire allemande, aucun de nos voisins ne souhaite » une participation militaire allemande à une intervention européenne, participation qui, du reste, est considérée comme « anticonstitutionnelle » de l'aveu même du gouvernement fédéral. De même, Günter Verheugen accusait les tenants d'une participation militaire allemande au sein d'une force de paix de l'UEO de ne chercher qu'à utiliser la crise yougoslave pour faire accepter à l'opinion publique une évolution de la politique extérieure du pays. Le député rappelait que le SPD était d'accord pour que la Bundeswehr participe aux interventions militaires, mais uniquement lorsque celles-ci se faisaient sous l'égide de l'ONU. Enfin, Gert Weisskirchen déclarait que l'envoi de soldats allemands était exclu d'emblée au nom des « responsabilités historiques » de l'Allemagne. Selon le député, non seulement « l'horrible et funeste rôle » des Allemands durant la Seconde Guerre mondiale ne devait évidemment jamais se reproduire, mais en outre, il fallait éviter « que d'autres [peuples] puissent mésinterpréter » le comportement des Allemands de sorte qu'ils croient que ce rôle « puisse se répéter »⁸⁸. Bref, pour tous les représentants de la social-démocratie allemande, la mémoire du nazisme constituait le principal frein excluant l'envoi de la Bundeswehr dans les Balkans.

Au nom des verts, Gerd Poppe y allait à nouveau d'un discours prônant une reconnaissance des deux républiques, un geste qui, selon lui, internationaliserait le conflit et permettrait l'entrée en scène de l'ONU et du Conseil de sécurité. Pour étayer son idée, Poppe reprenait à son compte les propos de Willy Brandt selon lequel, en substance, on ne pouvait reprocher à l'Allemagne d'avoir prôné la reconnaissance de pays autres. Enfin, le député vert exprimait son pessimisme quant à l'idée d'une intervention de l'UEO, celle-ci n'ayant à son avis ni l'expérience ni les instruments nécessaires, sans compter qu'il était hautement utopique de croire que

⁸⁷ Schlör, *loc. cit.*, p. 10-11.

⁸⁸ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 42. Sitzung. Bonn, 20 septembre 1991, *loc. cit.*, p. 3490-3499.

l'accord de cessez-le-feu serait respecté. Dans tous les cas, il était, selon Poppe, hors de question de permettre une participation allemande, puisqu'en plus de l'interdiction inscrite dans le texte de la Loi fondamentale, il y avait « l'implication historique [de l'Allemagne] dans le destin des peuples de Yougoslavie. La mémoire de celle-ci était non seulement bien vivante chez ceux-ci, mais en outre au sein de nombreux pays d'Europe occidentale »⁸⁹.

Bien entendu, le PDS maintenait son analyse affirmant qu'il était erroné de croire que seules les anciennes élites communistes se trouvaient responsables de la guerre en Yougoslavie et que les « soi-disant forces démocratiques » détenaient le monopole de la bonne volonté pour trouver une solution constructive. Le député Hans Modrow accusait ainsi le gouvernement fédéral allemand d'avoir, par sa politique étrangère proposant la reconnaissance, un parti pris en faveur de la Croatie et de la Slovénie. Il rappelait que le droit à l'autodétermination ne saurait être une solution à moins de voir à ce que les droits des minorités soient protégés. Enfin, concernant une hypothétique intervention militaire européenne, Modrow exprimait des inquiétudes qu'il fondait sur les leçons du Vietnam et de l'Afghanistan, deux conflits qui n'avaient certes pas été résolu par le recours à la force. Le néocommuniste ne s'arrêtait bien sûr pas là et soutenait que l'Allemagne ne pouvait fournir aucune contribution militaire, aussi limitée soit-elle, à un contingent européen. En ce sens, même une contribution logistique et matérielle, tel que cela avait été le cas lors de la guerre du Golfe, restait à proscrire. Pour tout dire, à ses yeux, les « lourdes souffrances infligées aux peuples yougoslaves par l'Allemagne d'Hitler » excluaient d'entrée de jeu un quelconque rôle militaire pour un pays venant de recouvrer son unité⁹⁰.

Ce premier débat automnal portant sur les Balkans illustre fort bien l'aggravation du conflit yougoslave qui avait eu cours en l'espace de quelques semaines. Il démontre

⁸⁹ *Ibid.*, p. 3491-3492.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 3496.

de plus la passion que soulevait l'idée d'une intervention militaire allemande au sein d'une force européenne. Pour la première fois depuis le début de cette guerre civile, en Allemagne, tous les partis, sans exception aucune, faisaient appel à diverses facettes de la mémoire pour justifier leur position respective. Au nom du gouvernement, le ministre Genscher insistait à nouveau pour dire, sans toutefois préciser davantage le fond de sa pensée, que la mémoire de l'histoire allemande continuait d'exclure tout recours à la Bundeswehr pour résoudre le conflit yougoslave. Au sein de l'Union, il y avait cependant des apôtres d'une autre vision de la mémoire : pour ceux-là, l'interprétation du passé constituait non pas une objection à l'utilisation de l'outil militaire pour résoudre la crise yougoslave, mais bien un incitatif pour ce faire. À l'opposé, les sociaux-démocrates, les verts, et les néocommunistes se révélaient bien plus précis que Genscher. Pour ces trois partis, comme pour le FDP d'ailleurs, c'est en particulier le souvenir des agissements criminels de l'Allemagne nazie en Yougoslavie qui empêchait tout emploi de la Bundeswehr. Ainsi, alors qu'au moment de la guerre du Golfe, dans une région où la Wehrmacht n'avait pourtant jamais sévi, la mémoire de l'agressivité nazie avait contraint le gouvernement à ne contribuer que logiquement, matériellement et financièrement aux efforts de la coalition, voici que quelques mois plus tard, il était clair que dans le cas des Balkans, à l'endroit même où la soldatesque nazie avait autrefois commis tant d'atrocités, la mémoire du nazisme exerçait cette fois-ci une influence accrue en fixant encore plus étroitement les limites de la politique étrangère allemande.

3.3 Tergiversations internationales et pressions intérieures à la hausse en Allemagne

Le 7 octobre signifiait la fin du moratoire de trois mois sur la déclaration d'indépendance des deux républiques yougoslaves et le lendemain, Zagreb et Ljubljana réaffirmaient leur indépendance. Le 10, les ministres des Affaires étrangères de la CE se mirent d'accord sur la nécessité de retarder, une nouvelle fois et pour une période de deux mois, la reconnaissance des deux républiques afin de

donner une autre chance aux négociations de La Haye. Le compromis européen énonçait que si aucune entente n'était obtenue au terme de ce nouveau délai, les Douze reconnaîtraient l'indépendance des deux républiques à une condition : que les droits des minorités soient respectés et qu'une nouvelle confédération yougoslave soit établie. Genscher, du moins selon les analyses de Beverly Crawford et Tomas Zipfel, avait interprété cette entente comme un feu vert permettant à l'Allemagne de reconnaître les deux républiques le 10 décembre au plus tard⁹¹.

En Allemagne, ce nouveau délai n'allait pas alléger la pression en faveur d'une politique de reconnaissance, bien au contraire. Dès le 16 octobre, les groupes parlementaires CDU/CSU et SPD – soit la très vaste majorité du Bundestag – demandèrent au gouvernement de renouveler les pressions sur les autres membres de la CE afin que Bruxelles reconnaisse la souveraineté de Zagreb et Ljubljana⁹². Devant le Parlement, les députés de l'Union manifestaient leur exaspération face aux violations des accords de cessez-le-feu perpétrées par l'armée fédérale yougoslave que contrôlaient les Serbes. Quant à l'opinion publique allemande, si l'intérêt pour la crise balkanique était demeuré faible jusqu'à l'automne, la destruction de villes telles que Dubrovnik, Osijek et Vukovar changeait la donne⁹³. Ainsi, un sondage paneuropéen d'octobre démontrait que les Allemands étaient ceux qui, à l'époque, se considéraient les mieux informés au sujet des tentatives de conciliation diplomatique de la CE, puisque seulement 18 % des répondants allemands affirmaient ne pas en avoir entendu parler contre 38 % des autres Européens. De même, c'est chez les Allemands que l'on retrouvait la plus forte proportion de ceux qui considéraient ces mêmes efforts comme étant de faible utilité. Si 42 % des Européens sondés avaient cette opinion, en Allemagne, ce chiffre s'établissait à 58 % des citoyens interrogés⁹⁴.

⁹¹ Haftendorn, *op. cit.*, p. 408; Zipfel, *loc. cit.*, p. 138; et Crawford, *loc. cit.*, p. 25.

⁹² Kirste, « Der Jugoslawienkonflikt », *loc. cit.*

⁹³ Wolfgang Krieger, « Toward a Gaullist Germany? Some Lessons from the Yugoslav Crisis », *World Policy Journal*, volume XI, numéro 1, printemps 1994, p. 32.

⁹⁴ Hans-Viktor Hoffmann, *Demoskopisches Meinungsbild in Deutschland zur Sicherheits- und Verteidigungspolitik 1992*, Waldbröl, Akademie der Bundeswehr für Information und Kommunikation, 1993, p. 285-286. (Schriftenreihe der AIK)

Surtout, des sondages effectués en août, en septembre et en octobre démontraient qu'un peu plus du trois quart des Allemands favorisaient désormais, et de manière constante, une politique de reconnaissance des deux républiques yougoslaves⁹⁵. Si en juillet, seulement 39 % des Allemands appuyaient une telle politique, c'est donc dire qu'il est raisonnable de croire que les appels répétés en ce sens de la part des hommes politiques ainsi que de certains journaux, firent – à côté de l'aggravation des violences en ex-Yougoslavie il va sans dire – leur effet.

À la fin d'octobre, mois qui avait connu « le plus fort des déplacements de population » en Croatie selon le HCR⁹⁶, les députés allemands continuaient de maintenir la pression pour que le cabinet Kohl poursuive ses efforts auprès de ses homologues européens, ceci afin que la CE prenne « d'énergiques mesures visant à mettre immédiatement fin au bain de sang en Croatie et à la destruction de plusieurs villes croates »⁹⁷. À ce moment, le représentant du gouvernement, en l'occurrence le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Helmut Schäfer, essuyait une volée de bois vert de la part de membres des deux principaux partis au Bundestag. Stefan Schwarz, de la CDU/CSU demandait ainsi ce que le gouvernement fédéral comptait faire pour éviter de donner l'impression que les Européens ne bénéficiaient pas des moyens nécessaires pour mettre en œuvre ce qu'ils prêchaient, à savoir la « prévention d'un génocide ». Son collègue de parti, Albert Deß s'enquérât quant à lui des raisons expliquant l'incapacité allemande à faire accepter à ses partenaires de la Communauté l'idée de reconnaître diplomatiquement les deux républiques. Pour sa part, Gernot Erler, député du SPD, demandait si le gouvernement avait eu vent d'agissements d'unités croates se réclamant du mouvement fasciste oustachi⁹⁸ et ayant brisé les

⁹⁵ Karin Johnston, « German Public Opinion and the Crisis in Bosnia », dans Richard Sobel et Eric Shiraev, dir., *International Public Opinion and the Bosnia Crisis*, Lanham, Lexington Books, 2003, p. 260.

⁹⁶ Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *loc. cit.*, p. 220.

⁹⁷ Voir, par exemple, la question ponctuelle formulée par le député Claus Jäger de la CDU/CSU et destinée au secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Helmut Schäfer, lors de la séance du 30 octobre 1991. *VdDB*, 12. Wahlperiode, 52. Sitzung. Bonn, 30 octobre 1991, p. 4326.

⁹⁸ Fondée en Italie en 1930, l'organisation terroriste oustachi était vouée à l'indépendance de la Croatie à tout prix. Au printemps 1941, les oustachis s'allièrent aux nazis pour établir, à la suite de l'invasion

accords de cessez-le-feu, question à laquelle le secrétaire d'État ne pu que répondre qu'il y avait effectivement eu de tels « incidents »⁹⁹.

Au-delà de ces questions ponctuelles adressées par des députés au gouvernement, il fallut attendre le 6 novembre pour qu'un nouveau débat ait lieu à l'occasion d'une déclaration gouvernementale concernant la Yougoslavie. Helmut Kohl en profita pour rappeler à nouveau que les Allemands connaissaient trop bien les « horribles conséquences » de la guerre. Il réitérait le fait que le gouvernement cherchait toujours à « reconnaître la souveraineté des républiques qui le désiraient », mais qu'il était préférable de le faire conjointement avec les partenaires de la CE¹⁰⁰. Ce faisant, il montrait que la mémoire interdisant l'unilatéralisme allemand primait toujours en matière de politique yougoslave.

De son côté, Hans-Dietrich Genscher rappelait à quel point il était crucial pour un Allemand de se souvenir de l'histoire des relations germano-yougoslaves, en particulier « des horreurs de la Seconde Guerre mondiale et [de] l'injustice qui avait été faite aux peuples yougoslaves au nom des Allemands ». Le ministre des Affaires étrangères poursuivait son allocution en évoquant le fait qu'après 1945, la politique extérieure de l'Allemagne avait pris acte de ces leçons et avait développé des relations « amicales » avec la Yougoslavie. La RFA avait notamment reconnu le rôle de la RFY au sein du mouvement des pays non alignés. Genscher mentionnait que c'était bien là une ironie de l'Histoire que de constater que le pays ayant le plus rapidement pris ses distances par rapport au stalinisme était aujourd'hui celui où la « vieille classe politique » imposait à son peuple une guerre dont il ne voulait pas. Malgré cela, le chef de la diplomatie allemande prenait la peine de réaffirmer que l'Allemagne n'avait aucun parti pris si ce n'était, du fait de son histoire, pour les

de la Wehrmacht dans les Balkans, une Croatie « indépendante », en réalité un « vassal » du Troisième Reich. Voir Castellán, *op. cit.*, p. 413-414 et 438-446.

⁹⁹ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 52. Sitzung. Bonn, 30 octobre 1991, p. 4327-4328.

¹⁰⁰ Helmut Kohl, « Abgabe einer Regierungserklärung », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 53. Sitzung. Bonn, 6 novembre 1991, p. 4367.

« valeurs fondamentales » de la constitution allemande et de la Charte de Paris de la CSCE. D'après le ministre, tout ceci permettait de comprendre pourquoi la République fédérale favorisait, entre autres, une politique de reconnaissance tout en cherchant à ouvrir une perspective de liens avec la Communauté européenne afin d'éviter un retour aux nationalismes et à la « balkanisation » de l'Europe¹⁰¹.

Pour leur part, les interventions des députés de la CDU/CSU visaient surtout à promouvoir l'idée d'une contribution militaire allemande à une éventuelle force de paix européenne. Karl-Heinz Hornhues soutenait ainsi que les leçons de l'histoire de son pays, en particulier des guerres, exigeaient que la RFA contribue à l'intégration des « pays et peuples européens dans la paix et la liberté ». La construction de l'Europe et le traité de Maastricht prenaient ici toute leur importance. Dans ce contexte, il ne pouvait « y avoir de position particulière pour l'Allemagne », celle-ci devant être prête à utiliser ses troupes pour le maintien de la paix. Le député terminait en accusant ceux qui s'opposaient vertement à l'emploi de la Bundeswehr dans le cadre européen de nuire au développement de l'Europe. De façon similaire, Bernd Wilz, son collègue de l'Union, y allait aussi d'un plaidoyer en faveur d'une contribution de l'armée allemande non seulement aux missions de l'ONU, mais aussi à celles de l'UEO. Faute de quoi selon lui, l'Allemagne se trouverait confinée à « l'isolement » sur la scène internationale, un scénario catastrophe qui, pour un député allemand, ne pouvait manquer d'évoquer les débuts de l'époque de Weimar. Wilz poursuivait en rappelant les cinquante années pendant lesquelles l'Allemagne de l'Ouest avait contribué à « la liberté, à l'État de droit et à la démocratie »¹⁰².

Au sein du SPD, les positions n'avaient pas évolué depuis octobre, et tout en étant favorable à une reconnaissance des deux républiques yougoslaves, le Parti continuait d'exprimer de sérieuses réserves quant à l'évidente volonté des chrétiens-démocrates de voir une participation militaire de l'Allemagne à une mission de paix dans les

¹⁰¹ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 53. Sitzung. Bonn, 6 novembre 1991, p. 4383-4384.

¹⁰² *Ibid.*, p. 4376-4378 et 4394-4395.

Balkans. En outre, les sociaux-démocrates maintenaient leur affirmation selon laquelle les Serbes n'étaient pas les seuls à avoir des torts dans le conflit yougoslave. Norbert Gansel dénonçait encore une fois le fait que certains Croates avaient demandé l'aide militaire de l'Allemagne en raison des liens historiques ayant uni le Troisième Reich et le régime fasciste oustachi entre 1941 et 1945. Le porte-parole du SPD en matière de politique étrangère accusait d'un même élan, la CDU/CSU de nourrir la propagande serbe en prônant une participation militaire allemande dans le cadre d'une intervention militaire visant à mettre fin aux agressions en Yougoslavie. Pour Gansel, une telle éventualité contreviendrait non seulement à la Loi fondamentale et au droit international, mais ne ferait qu'envenimer le conflit. Il rappelait ensuite que dès le mois de mai, le SPD avait proposé de reconnaître la Slovénie et la Croatie bien que, dans le cas de cette dernière, la condition du respect des droits des minorités constituait une condition préalable. Il ajoutait que l'unilatéralisme allemand demeurait à proscrire et que la reconnaissance devait ainsi se faire dans le contexte de la CE et de la CSCE. Sa collègue Heidemarie Wieczorek-Zeul était encore plus directe et critiquait carrément le chancelier pour ne pas avoir publiquement désavoué ceux qui, au sein de la CDU/CSU, suggéraient que la Bundeswehr puisse intervenir à l'extérieur de la zone de l'OTAN. Pour la députée, ses vis-à-vis chrétiens-démocrates utilisaient la Communauté européenne pour parvenir à leur fin : l'envoi de soldats allemands de par le monde. Wieczorek-Zeul rappelait qu'une majorité des deux-tiers du Bundestag était nécessaire pour modifier la Loi fondamentale afin de permettre l'envoi de la Bundeswehr hors zone et mettait au défi le gouvernement de rassembler une telle majorité sur cette question¹⁰³.

Quant au PDS, il demeurait fidèle à sa position développée jusque-là, puisque la députée Andrea Lederer affirmait qu'en raison du rôle de l'Allemagne en Yougoslavie durant la Seconde Guerre mondiale, il était préférable que la RFA ne reconnaisse ni la Croatie ni la Slovénie, *a fortiori* dans le contexte où la plupart des

¹⁰³ *Ibid.*, p. 4371-4372 et 4390-4393. La députée visait notamment le porte-parole en matière de politique étrangère, Karl Lamers, ainsi que le ministre de l'Intérieur, Wolfgang Schäuble, deux tenants de l'intervention militaire allemande.

membres de la CE s'opposaient à une telle politique. De surcroît, les néocommunistes n'accepteraient aucune évolution au sujet de l'envoi de troupes allemandes à l'extérieur de la zone couverte par l'OTAN¹⁰⁴.

Finalement, Ortwin Lowack, député indépendant, n'y allait pas de main morte et soutenait que la Croatie désirait son indépendance depuis « 1000 ans », que la guerre en Yougoslavie s'avérait *de facto* une « guerre contre les Croates », que ceux-ci désiraient se joindre à l'Europe, mais que c'était le « communisme serbe ou l'ultracommunisme serbe » qui, refusant cela, utilisait l'armée et la banque centrale yougoslaves pour parvenir à ses fins¹⁰⁵.

Malgré l'aggravation de la crise yougoslave, au début novembre, les partis demeuraient sur leur position respective en Allemagne. Si l'ensemble de ceux-ci continuaient d'instrumentaliser un volet ou un autre de la mémoire, l'essentiel était que le gouvernement procédait ainsi pour justifier la nécessité de reconnaître les deux républiques sans toutefois faire preuve de l'unilatéralisme interdit par la mémoire. Quant à eux, les députés de l'Union poursuivaient leurs efforts visant à rendre légitime l'usage des forces armées allemandes dans les Balkans, ce qui les amenait à évoquer non seulement les fâcheuses aventures guerrières allemandes du passé, mais aussi le risque de voir leur pays s'isoler sur le plan international. Enfin, deux partis de l'opposition, à savoir le SPD et le PDS, persistaient dans leur refus de toute évolution du rôle militaire allemand en raison de l'Histoire.

Le 15 novembre, le Bundestag adoptait une résolution « unanime » selon laquelle la Serbie était la principale responsable de la guerre. La chambre pressait ainsi le gouvernement de mieux promouvoir la politique de reconnaissance au sein de la CE¹⁰⁶. Pour la CDU/CSU, le député Heinrich Lummer soutenait qu'il fallait reconnaître les deux républiques et que celles-ci avaient « rempli les conditions

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 4381.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 4396.

¹⁰⁶ Krieger, *loc. cit.*, p. 32.

démocratiques nécessaires pour ce faire ». Pourtant, le député n'évitait pas les contradictions lorsqu'il avertissait que seules les républiques qui respecteraient les droits des minorités pourraient faire partie de l'Europe. Il reconnaissait implicitement que certaines républiques avaient encore des difficultés à protéger ces droits. En tout état de cause et en tenant compte du fait que, au moins dans le cas de la Croatie, la commission Badinter allait prononcer un verdict dénonçant les insuffisances de la démocratie, une telle affirmation ne pouvait qu'être prématurée ou pire, ne pouvait que témoigner d'un parti pris en faveur des deux républiques. Lummer poursuivait en affirmant que l'unilatéralisme devait être évité, bien qu'un inflexible veto ne valait guère mieux. Surtout, il déclarait que « les alliances historiques, les vieux préjugés et inclinations ne devaient plus être les paramètres d'évaluation de la politique actuelle ». En somme, l'alliance germano-croate qui avait eu cours en 1941 était aujourd'hui bel et bien terminée et il n'était aucunement question de retrouver de l'influence ou d'avoir un parti pris pour l'une ou l'autre république¹⁰⁷.

Le point de vue du FDP était encore une fois défendu par son porte-parole en matière de politique étrangère, Ulrich Irmer. Celui-ci soulignait la nécessité de ne pas démoniser les Serbes, puisque s'il était vrai que les dirigeants serbes s'avéraient les principaux responsables de la guerre, il ne fallait pas pour autant stigmatiser le peuple en entier. Il importait malgré cela d'aller de l'avant avec la reconnaissance des deux républiques, même si l'unilatéralisme s'excluait d'emblée : « 1941 ne d[evait] pas se produire une seconde fois ». À l'instar du représentant chrétien-démocrate, celui des libéraux nuanceait cependant son propos en soulignant l'importance de ne pas trop attendre et de ne pas se laisser intimider par le veto de certains pays si une majorité de membres de la CE ou si les membres les plus significatifs se trouvaient prêts à procéder à la reconnaissance diplomatique¹⁰⁸.

¹⁰⁷ « Zur Lage in Jugoslawien », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 58. Sitzung. Bonn, 15 novembre 1991, p. 4855.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 4858.

Günter Verheugen se chargeait d'exprimer la vision du SPD lorsqu'il avertissait aussi des dangers d'une condamnation trop rapide du peuple serbe, peuple qui, au demeurant, faisait partie de l'Europe selon lui. Il laissait entendre que les peuples yougoslaves s'avéraient être victimes de leurs dirigeants et, en particulier, des dirigeants serbes. De plus, toute analogie entre la guerre du Golfe et celle de Yougoslavie devait être proscrite selon lui. En rappelant qu'en dépit des plus sombres passages de l'histoire des relations germano-serbes, la situation actuelle n'était en aucun cas une répétition de cette histoire, il soutenait que l'Allemagne ne prenait pas parti dans ce conflit et ne cherchait pas à retrouver une sphère d'influence dans le centre, l'est et le sud de l'Europe. Au contraire, la reconnaissance, qui ne pouvait être obtenue qu'à condition que les républiques acceptent de respecter « les principes du Conseil de l'Europe et de la CSCE » ainsi que les droits humains et des minorités, n'avait pour seul et unique objectif que de permettre le rétablissement de la paix. Verheugen appelait l'ONU à intervenir et à émettre un mandat destiné à envoyer des troupes de paix dans les Balkans. Bien sûr, le SPD continuait d'opposer un refus à l'envoi de quelques troupes allemandes que ce soit dans les Balkans non seulement en raison de la Loi fondamentale, mais aussi de la place de cette région dans l'histoire allemande. À l'instar de sa collègue Heidemarie Wieszorek-Zeul deux semaines plus tôt, le député sommait donc le chancelier de préciser qui, au sein de son gouvernement, avait raison entre d'une part, le libéral et ministre des Affaires étrangères Genscher qui refusait d'envoyer la Bundeswehr en Yougoslavie et d'autre part, le chrétien-démocrate et ministre de l'Intérieur Schäuble qui promouvait activement un tel déploiement¹⁰⁹.

Quant au PDS, son député Dietmar Keller reprenait surtout la thèse, martelée par le Parti depuis le début du conflit, accusant le gouvernement allemand d'avoir un parti pris dans le conflit yougoslave. Il prenait d'autre part bien soin de dénoncer les

¹⁰⁹ *Ibid.*, p. 4856.

horreurs de la guerre, insistant en particulier sur le comportement des unités croates se réclamant des groupes fascistes oustachis¹¹⁰.

En premier lieu, tout cela atteste à nouveau que la mémoire collective jouait un rôle prépondérant dans la perception des responsabilités du conflit. Ainsi, les néocommunistes mettaient l'accent sur les exactions perpétrées par les Croates se posant comme les héritiers d'un ancien mouvement fasciste, alors que les autres partis développaient une rhétorique se concentrant surtout sur le rôle des Serbes et, notamment, sur celui des anciennes élites communistes. Néanmoins, cette insistance mise sur les exactions serbes, n'empêchait pas certains sociaux-démocrates de dénoncer celles que ne manquaient pas de perpétrer des Croates se réclamant du mouvement oustachi. En second lieu, alors que depuis juillet, la politique de reconnaissance avait été proposée par la RFA aussi souvent que possible dans les forums multilatéraux, respectant ainsi un volet de la mémoire, plusieurs députés de la coalition au pouvoir commençaient à démontrer des signes d'impatience. De fait, ils semblaient vouloir suggérer qu'il faudrait trouver un juste-milieu entre l'unilatéralisme et le multilatéralisme, *modus vivendi* qui se trouvait bloqué par le veto de certains pays. Enfin, en dépit des efforts des chrétiens-démocrates, la vision de la mémoire collective constamment réitérée par les sociaux-démocrates excluait toujours le recours à l'option militaire dans les Balkans, ne fut-ce que pour y contribuer à la préservation de la paix.

3.4 Le rôle de la mémoire exacerbé par l'aggravation du conflit yougoslave

Jusqu'au début de l'été 1991, la mémoire collective n'avait joué qu'un faible rôle dans les réactions en Allemagne, permettant aux politiciens de l'ensemble du spectre politique d'identifier le risque que constituait la situation yougoslave. À partir de la double déclaration d'indépendance croate et slovène, la mémoire allait cependant exercer une influence croissante dans les réactions allemandes à l'égard de la guerre yougoslave.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 4859.

En premier lieu, il semble qu'en RFA le facteur mémoriel ait certainement agi dans l'évolution de la perception que se faisaient, tant les députés que l'opinion publique, des responsabilités respectives à l'égard du conflit opposant d'un côté les Serbes, et de l'autre, les Croates et les Slovènes. Sinon, comment expliquer le fait qu'en Allemagne, le penchant allait davantage aux Croates et aux Slovènes, alors qu'en France ou en Grande-Bretagne, ce sont plutôt les Serbes qui bénéficiaient de la sympathie¹¹¹?

Ainsi, alors que jusqu'au 25 juin, une majorité de la députation demeura modérée dans l'analyse des sources du conflit, la militarisation de celui-ci et la nouvelle perception qui en découlait contribuèrent à transformer une attitude dominante favorisant le statu quo en une position prônant une intervention politique. En fait, l'arrivée en scène des militaires serbes fit en sorte que la plupart des politiques – mais aussi bon nombre de médias¹¹² – allemands développèrent une vision simplifiée de la crise, vision qui témoignait d'un préjugé favorable envers les Croates et les Slovènes. Comme le souligne Knut Kirste, « au sein de la République fédérale [d'Allemagne], la complexité de la situation du conflit fut ainsi réduite à l'agression serbe »¹¹³. Concrètement, le principal problème tenait au fait que les torts des Croates et des Slovènes dans le conflit étaient trop souvent écartés du revers de la main. C'est en

¹¹¹ Sur le penchant français envers la Serbie, consulter, par exemple, Maull et Stahl, *loc. cit.*, p. 84-85.

¹¹² Plus que tout autre, l'éditorialiste de la *FAZ*, Johann Georg Reißmüller, contribua à cette diabolisation des Serbes. Par exemple, dès son éditorial du 26 février 1991, c'est-à-dire avant même le début des combats en Yougoslavie, il déclarait que les Serbes se comportaient comme s'ils étaient une « race de seigneurs » (« *Herrenvolk* ») avant de rappeler que les Allemands avaient causé « d'épouvantables souffrances » à leurs voisins en s'imaginant la même chose. Johann Georg Reißmüller, *FAZ*, « *Herrenvolk-Verblendung* », 26 février 1991, p. 1. Le 8 juillet, l'éditorialiste continuait dans la même veine même s'il rappelait qu'il ne fallait pas « démoniser » le peuple serbe en entier, lui dont la « grande majorité » appuyait tout de même les politiciens et les militaires serbes. Il poursuivait en affirmant que depuis 70 ans, le peuple serbe « s'est mis une mauvaise idée dans la tête, idée dont il ne peut plus se débarrasser depuis et qui stipule qu'il serait appelé à régner sur les autres peuples qui vivent sur le territoire de l'État [yougoslave], actuellement en ruines, et qu'il serait en droit d'imposer sa prétention de puissance par la violence brutale ». Johann Georg Reißmüller, « *Ein Volk hat sich verirrt* », *FAZ*, 8 juillet 1991, p. 1.

¹¹³ « *Zur Lage in Jugoslawien* », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 58. Sitzung, Bonn, 15 novembre 1991, *loc. cit.*, p. 4859.

tout cas un phénomène que confirme l'analyse des débats parlementaires. On retrouve dans ces derniers plusieurs affirmations de députés, notamment chez les partis de la coalition, selon lesquelles les deux républiques revendiquant la souveraineté s'avéraient des démocraties libérales, alors que la république serbe se trouvait plutôt dépeinte comme une dictature communiste. Peu nombreux étaient les politiciens qui étaient disposés à pointer les torts des Croates et, toujours, ces politiques se retrouvaient sur les bancs de l'opposition.

De même, au sein de l'opinion publique, il y avait à peu près autant d'Allemands qui estimaient que les Serbes se révélaient les principaux responsables du conflit, que de citoyens accordant des responsabilités égales aux deux belligérants. Ainsi, selon un sondage effectué en novembre 1991, 44 % des anciens Allemands de l'Ouest croyaient que les Serbes étaient « principalement responsables » du conflit, et 38 % d'entre eux assignaient des responsabilités équivalentes aux deux belligérants. Pour leur part, les ex-Allemands de l'Est répondaient aux mêmes questions dans des proportions de 25 % et 50 %, c'est-à-dire que seulement le quart des répondants attribuaient la faute principale aux Serbes¹¹⁴, les anciens alliés du Pacte de Varsovie.

Un premier facteur exerça sans conteste une influence dans la formulation des perceptions des responsabilités de la guerre entre la Croatie et la Serbie : l'identité des individus interrogés. À moins de penser en terme de mémoire collective qui, un an à peine après l'unification, divisait encore les Allemands entre Wessis et Osis, c'est-à-dire selon les paramètres de la guerre froide, il est difficile de saisir le sens des résultats du sondage portant sur la perception des responsabilités du conflit. Il est donc plausible de croire que si pour biens des Allemands de l'Ouest, la sympathie avait plutôt tendance à aller du côté des Croates et des Slovènes, de même, pour de nombreux Allemands de l'Est, le penchant allait davantage aux Serbes.

¹¹⁴ Selon les recherches effectuées, il s'agit du premier sondage disponible sur les perceptions, en Allemagne, des responsabilités du conflit yougoslave. Hoffmann, *op. cit.*, p. 123.

Ensuite, sans aller jusqu'à affirmer, comme le faisaient volontiers la presse serbe et parfois même les médias occidentaux¹¹⁵, qu'il s'agissait de faire revivre les anciennes alliances d'avant 1945, il faut souligner que les affinités historiques et culturelles qui liaient les Allemands aux Slovènes et aux Croates eurent probablement une influence¹¹⁶. En réalité, ces deux peuples avaient noué des relations avec le monde germanique bien avant l'arrivée d'Hitler à la tête de l'Allemagne. Ainsi, jusqu'à la dissolution de l'Empire austro-hongrois en 1918, l'allemand s'avérait la langue « des élites économiques, culturelles et politiques » slovènes. En outre, l'administration des provinces croates et slovènes se faisait dans la langue de l'empereur autrichien. Enfin, Croates et Slovènes étaient, tout comme les Autrichiens et les Allemands du Sud, d'obédience catholique¹¹⁷. De plus, pour des millions d'Allemands, la Yougoslavie était, au début des années 1990, synonyme de lieu de villégiatures, car nombreux étaient ceux qui avaient séjourné en Croatie et en Slovénie¹¹⁸ et y avaient noué des liens. Finalement, les manifestations des groupes d'intérêt croates et slovènes, qui constituaient une vaste majorité des Yougoslaves résidant en Allemagne en 1991¹¹⁹, ne pouvaient que renforcer, aux yeux de bien des Allemands, le sentiment de sympathie allant aux Croates et aux Slovènes.

Si ce deuxième facteur, c'est-à-dire la mémoire de tous ces liens germano-yougoslaves anciens ou récents, contribua certainement au développement en Allemagne d'une perception dominante plutôt défavorable aux Serbes, il importe de

¹¹⁵ Au sujet de la virulente campagne médiatique anti-allemande en Serbie, voir : Carl E. Buchalla, « Auferweckung des alten Feindes », *SZ*, 30 novembre/1^{er} décembre 1991, p. 3; Sabrina Petra Ramet, « Yugoslavia and the Two Germanys », dans Dirk Verheyen et Christian Sjøe, dir., *The Germans and Their Neighbors*, Boulder (Co.), Westview Press, 1993, p. 328; Rondholz, *loc. cit.*, p. 830; et Crawford, *loc. cit.*, p. 32 (note 96). À propos des médias occidentaux, consulter : « Mißtrauen und Irritation ... », *loc. cit.*

¹¹⁶ Axt, *loc. cit.*, p. 353; Lantis, *op. cit.*, p. 83; et Calic, *loc. cit.*, p. 55.

¹¹⁷ Paul Létourneau et Philippe Hébert, « L'Allemagne : la culture de la retenue revue et corrigée », dans Alex Macleod et Stéphane Roussel, dir., *Intérêt national et responsabilités internationales : six États face au conflit en ex-Yougoslavie (1991-1995)*, Montréal, Guérin universitaire, 1996, p. 66.

¹¹⁸ Calic, *loc. cit.*, p. 56-57.

¹¹⁹ Lantis avance le chiffre de 600 000 Croates sur les 750 000 Yougoslaves présents en RFA en 1991. Lantis, *op. cit.*, p. 86. Pour sa part, le chancelier Kohl parlait plutôt de 450 000 Croates. Voir son intervention dans : *VdDB*, 12. Wahlperiode, 60. Sitzung. Bonn, 27 novembre 1991, p. 4988-4989.

ne pas exagérer la portée de ces affinités historiques et culturelles. Pour Michael Libal, l'ancien directeur, au sein du ministère allemand des Affaires étrangères, de la section responsable de l'Europe du Sud-Est et, par le fait même, de la crise yougoslave, il est clair que ce ne sont pas les alliances historiques qui expliquent la politique des puissances européennes incluant l'Allemagne. D'après lui, en revanche il importe de reconnaître que le passé a bel et bien joué un rôle, particulièrement dans le développement des attitudes de l'opinion publique allemande¹²⁰.

Il faut donc considérer que dans la mémoire collective allemande, les peuples croate et slovène occupaient une place particulière, si ce n'est pour l'ensemble des Allemands, au moins pour une majorité d'entre eux. Sans l'expliquer totalement, le souvenir des étroits liens germano-croates et germano-slovènes a certainement contribué à la formation d'une perception partielle des responsabilités du conflit. Ainsi, comme l'écrivait Heinz-Jürgen Axt : « Sans la nécessaire prédisposition fondamentale [des Allemands], les médias n'auraient pas pu obtenir un tel écho. Comme toujours, le désir d'agir des Allemands se trouvait affermi dans leur conscience »¹²¹. Si cela était vrai pour les médias, ce l'était tout autant pour les politiques. Autrement dit, la diabolisation des Serbes par certains médias et politiques ne pouvait à elle seule définir l'attitude de l'opinion publique, mais elle pouvait renforcer les éléments de cette attitude déjà présents dans la mémoire collective des Allemands.

Toutefois, un autre volet de la mémoire collective allemande joua certainement encore davantage dans la formation des réactions allemandes face au conflit yougoslave : la répulsion viscérale qu'inspirait aux Allemands depuis 1945 tout recours à la violence comme ersatz de solution politique, ainsi que toute réminiscence du nazisme et de ses crimes commis à l'endroit des populations civiles. Il semble inutile de rappeler à cet égard les innombrables condamnations faites par les

¹²⁰ Michael Libal, *Limits of Persuasion. Germany and the Yugoslav Crisis, 1991-1992*, Westport (Conn.), Praeger, 1997, p. 118.

¹²¹ Axt, *loc. cit.*, p. 351.

représentants du gouvernement, ainsi que par les députés allemands, de toutes appartenances politiques lors des séances parlementaires examinées plus haut.

Reste encore l'opinion publique. Daniele Conversi écrivait à ce sujet :

« [...] en Allemagne, pays qui avait éprouvé une véritable et sincère horreur pour son passé nazi et pour lequel, toute forme de connivence avec un gouvernement génocidaire serait inacceptable, le tollé populaire exigeant de mettre fin aux agressions serbes s'avérait plus vigoureux qu'ailleurs. Les parallèles effectués entre les campagnes génocidaires d'Hitler et de Milosevic ne pouvaient rester inaperçus pour la plupart des Allemands, en particulier les citoyens préoccupés par les droits humains et conscients de la mémoire¹²² ».

Cette affirmation se voyait confirmée par une enquête faite au cours du mois de novembre. À cette occasion, l'énoncé « Ainsi que le montre l'histoire allemande, un dictateur dangereux doit aussi être combattu » récoltait 50 % d'appui chez les Allemands de l'Ouest et 38 % chez les Allemands de l'Est. À l'opposé, 36 % des Wessis, mais 58 % des Ossis, acquiesçaient à la formule « En raison des souffrances de la Guerre mondiale, nous Allemands, avons appris à ne plus jamais participer à une guerre »¹²³. À l'identique de ce que nous avons constaté au sein de la députation, il y avait bien dans l'opinion publique, deux versions contradictoires de la mémoire collective. Cela dit, la nécessité de combattre un dictateur en raison de l'histoire allemande obtenait tout de même l'appui d'une majorité de citoyens.

En somme, aux dires de Marie-Janine Calic, :

« Les Allemands avaient une vision de la guerre yougoslave obscurcie (*overshadowed*) par l'expérience historique du passé nazi. Plusieurs d'entre eux croyaient que la culpabilité héritée de cette expérience obligeait la République fédérale à assumer des responsabilités à l'égard des peuples de l'ex-Yougoslavie. Cependant, pour des raisons historiques, la Loi fondamentale ne permettait pas la participation de la Bundeswehr au sein de quelque opération militaire que ce soit hors de la zone couverte par le traité de l'Atlantique Nord¹²⁴ ».

¹²² Conversi, *loc. cit.*, p. 21.

¹²³ Sondage de l'Institut Allensbach cité dans Hoffmann, *op. cit.*, p. 283. Enfin, les indécis ne représentaient que 14 % et 4 % des voix respectives.

¹²⁴ Calic, *loc. cit.*, p. 72.

De même, avec l'historien Timothy Garton Ash,

« [...] on peut dire sans crainte de se tromper que la plupart des Allemands qui soutinrent cette initiative [la reconnaissance diplomatique] le firent dans les meilleures intentions, sans liens aucuns avec l'alliance passée par Hitler avec la Croatie pendant la dernière guerre. Au contraire, la Serbie de Milosevic leur avait été présentée comme la nouvelle Allemagne nazie et ils entendaient cette fois-ci être du bon côté. [...] ¹²⁵ ».

Si l'on peut certainement considérer cette citation comme exacte, la suite de celle-ci exige toutefois une nuance. De fait, Garton Ash poursuivait en écrivant : « Ce fut une réaction hâtive, qui suivit le mouvement de l'opinion publique et surtout publiée, plutôt qu'elle ne le précéda ». En effet, il a été démontré précédemment que ce sont bien les élites politiques et les médias qui, dès le début de l'été, avaient proposé la reconnaissance des deux républiques, alors que l'opinion publique demeurait non seulement relativement indifférente à la crise yougoslave, mais ne semblait pas – ou du moins pas encore – très chaude vis-à-vis de la solution diplomatique proposée. Quelques mois plus tard, une vaste majorité des Allemands avaient bel et bien adopté le point de vue des tenants de la reconnaissance. Seulement, loin de subir passivement la pression du public, les politiques ne faisaient que récolter ce qu'ils avaient semé avec leurs déclarations répétées faisant notamment appel à la mémoire de l'unification allemande ¹²⁶.

Finalement, si le volet de la mémoire collective allemande qui concerne les atrocités nazies a probablement aussi eu une influence sur la formation des perceptions des responsabilités du conflit, un autre élément mémoriel ne pouvait qu'ajouter à cette

¹²⁵ Garton Ash, *op. cit.*, p. 455.

¹²⁶ À l'instar de Garton Ash, Stephan Martens soutient de manière similaire que l'opinion publique « [...] a exercé des pressions quasi décisives sur le gouvernement fédéral, qui, en reconnaissant unilatéralement les Républiques dès le 23 décembre 1991, a, tout en sachant qu'il n'avait aucun moyen de stopper la guerre civile, voulu offrir à ses électeurs une sorte d'action *ersatz*, [...] ». Cette interprétation, d'un ouvrage par ailleurs excellent, ne représente évidemment que partiellement la vérité et donne l'impression que le cabinet Kohl fut la « victime » de son opinion publique. Stephan Martens, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949. Entre mythe et réalité*, Paris, PUF, 1998, p. 85. (Coll. « Perspectives Germaniques »)

vision d'un conflit dont la responsabilité incombait majoritairement aux Serbes. En effet, le diagnostic dominant en Allemagne, à savoir que la guerre en Croatie était principalement le fait du communisme et du militarisme qui joignaient leurs forces « pour brutaliser des peuples faibles et sans défense »¹²⁷, en appelait fréquemment aux leçons de la guerre froide entretenues par la mémoire des multiples interventions militaires soviétiques destinées à réprimer les soulèvements populaires à l'intérieur du pacte de Varsovie. Ce constat est maintes fois confirmé par des interventions examinées précédemment, et faites par des députés et des membres du cabinet devant le Bundestag.

3.5 Vers une prise de position plus affirmative de la RFA

À la mi-novembre, lors d'un congrès de la CDU se déroulant à Dresde, Helmut Kohl, mis sous pression par son propre parti, promettait que les deux républiques yougoslaves seraient reconnues avant Noël¹²⁸. À la fin du même mois, alors que 35 % du territoire de la Croatie se trouvait désormais *de facto* sous contrôle serbe¹²⁹, une séance de délibérations budgétaires du Bundestag donnait à nouveau l'occasion de débattre du conflit yougoslave, de même que des mesures à prendre pour y mettre fin.

Pour le gouvernement, le ministre de l'Intérieur, Wolfgang Schäuble, prenait d'entrée de jeu la parole et affirmait que l'Allemagne devait prendre ses responsabilités vis-à-vis l'Europe en évitant toute politique unilatérale concernant la Yougoslavie. Ainsi, malgré la « colère » qui pouvait être ressentie face aux événements s'y déroulant, il importait avant tout de ne pas ruiner ce que l'Allemagne avait patiemment accompli depuis 1945, à savoir son « intégration étroite » au sein des démocraties d'Europe occidentale et de l'OTAN. En ce sens, il était crucial, selon Schäuble, de faire de Maastricht un succès tout en élaborant une politique yougoslave commune. À la différence de ses précédentes interventions devant le Parlement, le ministre se gardait toutefois d'aborder la question d'une hypothétique intervention militaire allemande

¹²⁷ Libal, *op. cit.*, p. 105.

¹²⁸ Lucarelli, *loc. cit.*, p. 72.

¹²⁹ Ramet, *loc. cit.*, p. 329.

dans les Balkans¹³⁰. Le discours qui allait suivre, celui du chancelier, permet de comprendre ce silence inattendu.

Kohl commençait par rappeler que ses concitoyens « savaient ce que signifiait la destruction de villages et de villes » tel qu'on la voyait quotidiennement dans les reportages télévisuels sur la Yougoslavie. Il évoquait ensuite les liens étroits qui unissaient de nombreux Allemands aux peuples yougoslaves avant de poursuivre en soutenant qu'au sein des quelque 700 000 *Gastarbeiter* (travailleurs migrants) yougoslaves, présents en RFA, se trouvaient environ 450 000 Croates. Selon lui, et sans toutefois préciser davantage sa pensée, cela ne manquait pas d'avoir « un effet très particulier » pour l'Allemagne. Il démentait toutefois, à son tour, l'idée que « la logique de 1941 » jouait quelque rôle que ce soit dans « la sympathie particulière [de l'Allemagne] pour le droit à l'autodétermination des peuples yougoslaves ». Il affirmait également que les insinuations étrangères voulant que cette sympathie découle des « souvenirs des Allemands » étaient complètement « aberrantes » (« *abwegig* »). Bien au contraire, c'était le fait que les Allemands avaient pu exercer leur droit à l'autodétermination qui expliquait la politique de Bonn d'après lui. Kohl niait aussi vouloir recourir à une politique unilatérale, mais réitérait que la CE devait comprendre que l'Allemagne ne pourrait pas attendre une unanimité européenne. Il ajoutait qu'une décision devrait être prise avant Noël. Enfin, il répondait à la requête des sociaux-démocrates exprimée quelques semaines plus tôt en affirmant qu'en raison de l'Histoire, la Yougoslavie faisait partie des régions d'Europe où il demeurerait impensable pour l'Allemagne d'envoyer des soldats¹³¹. Ce faisant, il énonçait pour la première fois une position que le gouvernement allait maintenir pendant les premières années de la guerre en Bosnie-Herzégovine, politique que d'aucuns allaient surnommer la « doctrine Kohl ». Il prouvait en outre que le débat était clos au sein de l'Union, ce qui expliquait le surprenant silence de son impétueux ministre de l'Intérieur sur cette question, lequel politique s'avérait pourtant un avocat

¹³⁰ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 60. Sitzung. Bonn, 27 novembre 1991, p. 4988-4989.

¹³¹ *Ibid.*, p. 5014-5015.

invétééré d'une intervention militaire allemande dans les Balkans, une idée qu'il justifiait par la responsabilité du fardeau lié à la mémoire des crimes nazis.

Le ministre des Affaires étrangères prenait aussi la parole pour dire que puisque le moratoire de deux mois décidé par la CE en octobre devait prendre fin le 10 décembre, l'Allemagne se verrait libre de procéder à la reconnaissance des républiques. Il faisait valoir cependant que la reconnaissance des deux républiques devrait être assortie d'une garantie de leur part : elles s'engageait à respecter les clauses de l'Acte final d'Helsinki et de la Charte de Paris, en particulier celles qui concernaient les droits des minorités. Genscher condamnait enfin l'utilisation de l'armée yougoslave par des dirigeants qui, selon lui, étaient non seulement « prisonniers de vieux modes de pensées », mais « rêvaient d'une grande Serbie » qu'ils pensaient obtenir par la violence. Selon le chef de la diplomatie, ce constat justifiait la demande, par le gouvernement fédéral, d'une intervention militaire de l'ONU en Yougoslavie¹³².

Pour leur part, les libéraux insistaient sur le fait que le conflit yougoslave prouvait l'importance d'une politique européenne commune, et que la reconnaissance des deux républiques par la CE pourrait constituer un « signal clair » en ce sens. Hermann Otto Solms, président du groupe parlementaire du FDP, affirmait que l'Allemagne devait reconnaître ses responsabilités internationales croissantes et contribuer à l'union politique de l'Europe sous peine de raviver « de fâcheux souvenirs au monde entier ». Ainsi, lorsqu'il était question de droit international, d'autodétermination ou de droits humains, « les partenaires [de la RFA] ne craignaient pas tant la puissance allemande que les *Sonderwege* allemands ». Le député répétait ainsi que « pour des raisons historiques, les soldats allemands n'avaient rien à faire dans les Balkans ». Enfin, sa collègue Sigrid Hoth mettait l'accent sur le fait que le conflit yougoslave

¹³² *Ibid.*, p. 5056-5058.

était caractérisé par le « comportement brutal de la République serbe à l'égard de la Croatie »¹³³.

De son côté, Hans-Ulrich Klose, président du groupe parlementaire du SPD, rappelait que son parti était d'accord pour que la Bundeswehr fournisse des casques bleus destinés aux missions chapeautées par l'ONU, mais qu'aucun autre usage de l'outil militaire n'était envisageable. Le député évoquait que les Européens « avaient amèrement fait l'expérience » de la « violence militarisée », en particulier lors des « guerres civiles » européennes, c'est-à-dire les « guerres mondiales » qui les « avaient menés au bord de l'abîme ». Selon Klose, le vieux continent avait l'occasion de réintégrer les pays d'Europe de l'Est, mais qu'il fallait se poser la question à savoir s'il s'agissait de l'Europe « [...] du début du XX^e siècle ou de celle s'apprêtant, en passant du XX^e au XXI^e siècle, à changer de millénaire ? » Après avoir critiqué le manque d'unité des Européens et leur temps de réaction face à la crise yougoslave, Klose soulignait que la « méfiance envers les présumés objectifs allemands » n'avait pas aidé. « Les Allemands ne devaient donc pas oublier que l'Histoire agissait toujours, qu'elle influençait de manière très concrète les réflexions et les réactions actuelles, celles des autres et les leurs ». Son pays avait par conséquent la « responsabilité » de contribuer à l'unité européenne et de calmer, avec l'aide de ses partenaires, les nationalismes provenant d'Europe de l'Est. Son collègue de parti, Norbert Gansel, tenait toutefois un autre discours. D'accord avec l'idée que seule la présence de troupes onusiennes pourrait faire respecter un cessez-le-feu en Croatie, en raison des susceptibilités serbes, il pensait cependant qu'il fallait éviter la participation de la Bundeswehr à une telle mission¹³⁴.

Pour finir, la position des néocommunistes du PDS n'avait pas changé d'un iota puisqu'ils renouvelaient, par la voix d'Hans Modrow, leur critique voulant que le gouvernement allemand ait un parti pris pour la Croatie, puisque selon lui, le conflit

¹³³ *Ibid.*, p. 4989-4997 et 5041.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 4982 et 5055.

yougoslave avait aussi vu les Croates commettre des atrocités qui n'avaient pas été dénoncées officiellement. Quant à Gregor Gysi, il se contentait de féliciter le gouvernement pour ne pas avoir envoyé de troupes en Yougoslavie en raison du passé allemand¹³⁵.

Après plusieurs mois de débats, l'ensemble des partis s'accordaient finalement pour dire que l'histoire ne permettait pas l'utilisation de la Bundeswehr dans les Balkans. Au-delà de ce nouveau consensus, tous les partis recouraient à des arguments mémoriels pour justifier leur position, seuls les verts faisant toutefois bande à part. Alors que les représentants du gouvernement insistaient sur l'importance d'éviter l'unilatéralisme honni, la recherche d'une unanimité européenne ne semblait désormais pour le cabinet plus une nécessité. Surtout, si le gouvernement se défendait d'avoir un parti pris pour les Croates, il ne se gênait pas pour vilipender les dirigeants serbes accusés de rêver d'une « grande Serbie ». Ce point de vue n'était évidemment pas partagé par l'opposition néocommuniste qui continuait de rappeler que tous les belligérants yougoslaves avaient des torts.

D'autre part, alors que le gouvernement tendait de plus en plus vers une politique de reconnaissance nonobstant l'absence d'unité européenne sur cette question, un sondage effectué en novembre démontrait que plus de 75 % des Allemands continuaient de favoriser une politique de reconnaissance des républiques¹³⁶. De plus, les résultats d'un autre sondage effectué à la même époque illustraient qu'advenant l'envoi d'une force internationale en ex-Yougoslavie, une majorité des Allemands (45 %) étaient d'avis que leur pays ne devait y contribuer d'aucune manière, alors qu'une minorité appréciable (30 %) souhaitait au contraire y voir la participation de soldats de la Bundeswehr¹³⁷.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 5003 et 5042.

¹³⁶ Johnston, *loc. cit.*, p. 260.

¹³⁷ Hoffmann, *op. cit.*, p. 147-151.

3.6 En route pour l'initiative diplomatique allemande

C'est dans ce contexte qu'au début du mois de décembre, le chancelier allemand promettait, lors d'une rencontre avec le président slovène, que l'Allemagne procéderait à la reconnaissance de la Slovénie avant Noël « avec le 'plus grand nombre possible de pays de la CE' » ainsi que l'avait affirmé le porte-parole du gouvernement¹³⁸. Quarante-huit heures plus tard, Kohl faisait une déclaration semblable à l'occasion de la visite du président croate. Le chef du cabinet allemand se déclarait heureux d'apprendre que le Parlement croate avait voté, la veille, une loi protégeant les minorités et stipulant que dès la fin de la guerre, des élections auraient lieu en Croatie sur la base d'une nouvelle constitution¹³⁹. Pour le gouvernement Kohl, le contexte était maintenant propice pour reconnaître les deux républiques, puisque ses deux conditions préalables avaient été satisfaites. Toutefois, non content de manifester cette ouverture envers Ljubljana et Zagreb, Bonn signifiait au même moment à Belgrade que ses frontières seraient désormais fermées aux camions et aux avions commerciaux serbes¹⁴⁰.

Ailleurs en Europe, de nombreux doutes subsistaient cependant, en particulier concernant le cas de la Croatie¹⁴¹. En outre, comme le rapport de la Commission Badinter, mandatée par la Communauté européenne pour évaluer l'avancement de la démocratisation des deux républiques yougoslaves et leur capacité à protéger les droits humains, n'allait pas être déposé avant Noël, les Allemands avaient besoin d'une caution juridique. Ils firent donc appel à un réputé juriste, Christian Tomuschat, afin d'évaluer la loi croate destinée à protéger ses minorités. En cautionnant celle-ci, le professeur de droit permit au gouvernement de déclarer le 13 décembre que les deux républiques répondaient aux conditions nécessaires à leur reconnaissance. À

¹³⁸ « Kohl sichert Anerkennung Sloweniens zu », *SZ*, 4 décembre 1991.

¹³⁹ « Kohl sagt Tudjman Anerkennung Kroatiens vor Weihnachten zu », *SZ*, 6 décembre 1991; et « Während Vance sondiert, schießt die Armee », *FAZ*, 5 décembre 1991, p. 6.

¹⁴⁰ Ramet, *loc. cit.*, p. 330.

¹⁴¹ Ces doutes allaient persister et le rapport Badinter allait leur donner raison comme du reste des analyses ultérieures. À ce sujet, voir Joseph Krulic, « La Croatie, démocratie problématique », dans Jacques Rupnik, dir., *Les Balkans. Paysages après la bataille*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 65-82.

partir de ce moment, comme l'explique Beverly Crawford, aux yeux des autorités allemandes, « le fait, pour le gouvernement croate, d'accepter les conditions remplaçait la nécessité de les satisfaire » préalablement à la reconnaissance par la RFA¹⁴².

Le même jour, le ministre allemand des Affaires étrangères recevait des lettres de la part du secrétaire-général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, et de Lord Peter Carrington, qui tentèrent, sans succès il va sans dire, de convaincre Genscher de ne pas procéder à la reconnaissance. Celui-ci poursuivit plutôt le travail diplomatique qu'il avait repris avec acharnement depuis le début du mois en vue de récolter l'appui d'un maximum de gouvernements européens pour reconnaître les deux républiques. Pour le ministre, il était crucial d'éviter de donner l'impression que toute l'affaire était une réminiscence de la coalition de 1941, coalition qui regroupait l'Italie, l'Autriche et la Hongrie et qui était menée par l'Allemagne nazie en faveur de la Croatie. En ce sens, ainsi que l'admettait le porte-parole du chancelier, la présence du Danemark et de la Belgique aux côtés des pays favorables à la reconnaissance des deux républiques était primordiale¹⁴³.

Dans la nuit du 16 au 17 décembre, à l'issue d'une réunion très tendue des ministres des Affaires étrangères de la CE, un compromis fut obtenu entre les tenants d'une reconnaissance et les partisans du statut quo : les républiques qui respecteraient certaines conditions, ce dont la commission Badinter devait juger, pourraient se voir gratifiées d'une reconnaissance diplomatique de la Communauté. L'interprétation de ce compromis dépendait cependant de chaque point de vue particulier, puisque Genscher affirmait le même jour que la reconnaissance était « automatique », les deux républiques respectant déjà selon lui ces conditions. Par conséquent, l'Allemagne allait procéder à leur reconnaissance¹⁴⁴. Entre-temps, après avoir parlé de la réunion de Bruxelles comme d'une victoire pour la politique étrangère

¹⁴² Crawford, *loc. cit.*, p. 31.

¹⁴³ *Ibid.*, p. 27-28.

¹⁴⁴ Lucarelli, *loc. cit.*, p. 72-73.

allemande, le chancelier avait reçu une ovation debout de la part des 1000 délégués de la CDU lors du congrès du Parti le 17 décembre à Dresde¹⁴⁵.

C'est donc le 19, lors d'une réunion du cabinet fédéral, que fut décidé de reconnaître officiellement les deux républiques¹⁴⁶. Quatre jours plus tard, les gouvernements croate et slovène reçurent une lettre signée de la main du président Richard von Weizsäcker faisant savoir expressément que l'Allemagne reconnaissait publiquement la souveraineté de leur république respective¹⁴⁷. Ce geste eut pour conséquence évidente que, dans les jours qui suivirent, les forces serbes multiplièrent les opérations visant à conquérir tout ce qui subsistait de territoires peuplés de Serbes en Croatie¹⁴⁸. Le 1^{er} janvier 1992, les deux belligérants acceptaient le déploiement d'une force d'une dizaine de milliers de soldats de maintien de la paix de l'ONU¹⁴⁹, les autorités serbes s'estimant satisfaites de leurs conquêtes qui représentaient *grosso modo* le tiers des territoires de la Croatie. Le 9 janvier, la première crise yougoslave prit donc fin¹⁵⁰.

Deux jours plus tard, la Commission Badinter remit son rapport qui faisait état de la contravention par la Croatie des règles exigées par la CE pour la reconnaissance de son indépendance, et de la satisfaction de ces mêmes exigences par la Slovénie et la Macédoine. Le 15, malgré ce verdict défavorable à la Croatie, et après que le président Tudjman eut promis de se conformer aux conditions demandant de protéger les droits des minorités, Bruxelles, mise devant le fait accompli de Bonn, dut reconnaître la souveraineté de Ljubljana et de Zagreb¹⁵¹. À partir du 15 mars, c'est dans le cadre de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU), dont le quartier

¹⁴⁵ Udo Bergdoll, « Der stille Triumph des alten Routiniers », *SZ*, 7 janvier 1992; et Crawford, *loc. cit.*, p. 32.

¹⁴⁶ « Beschluß des Bundeskabinetts zur Anerkennung der jugoslawischen Republiken », *Bulletin*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, 21 décembre 1991, p. 1183.

¹⁴⁷ Lucarelli, *loc. cit.*, p. 72-73.

¹⁴⁸ Josef Joffe, « Bonn erhöht den Einsatz, Serbien verdoppelt », *SZ*, 28 décembre 1991, p. 4.

¹⁴⁹ Ramet, *loc. cit.*, p. 331.

¹⁵⁰ Haftendorn, *op. cit.*, p. 409.

¹⁵¹ Crawford, *loc. cit.*, p. 33-34; et Hoffmann, *loc. cit.*, p. 99-100. Devant le veto grec, la CE ne put toutefois reconnaître la Macédoine.

général se trouvait à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine, que 14 500 casques bleus furent ainsi postés en Croatie pour surveiller les accords de cessez-le-feu obtenus entre les Serbes et les Croates¹⁵².

*

* *

Au total, cette guerre avait causé, selon un rapport du HCR, « la plus grave crise de réfugiés en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ». Selon ce même rapport, 20 000 personnes avaient perdu la vie en Croatie en 1991, 200 000 avaient fui la république et à peu près 350 000 avaient dû se déplacer à l'intérieur de ses frontières¹⁵³.

Il est manifeste que la mémoire collective exerça une influence sur les réactions allemandes vis-à-vis de la crise yougoslave. Il importe cependant de reconnaître que ce n'était pas totalement de la façon dont plusieurs observateurs contemporains, souvent étrangers, le prétendaient lorsqu'ils affirmaient que la politique de reconnaissance de la Croatie avait été non seulement unilatérale, mais aussi qu'elle avait été guidée par la mémoire des relations germano-croates durant la Seconde Guerre mondiale. À la fois complexe, multiforme et contradictoire, la mémoire collective ne pouvait manquer d'exercer ses effets sur la politique de l'Allemagne à l'égard de la dissolution de la Yougoslavie.

Elle contribua premièrement non seulement à identifier rapidement les risques liés au conflit yougoslave, mais aussi à la formation des perceptions des responsabilités du conflit. Deuxièmement, elle fit que l'Allemagne conservait une lecture du droit à l'autodétermination différente de celle qui avait cours en France ou en Grande-

¹⁵² Kirste, « Der Jugoslawienkonflikt », *loc. cit.*; et Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *loc. cit.*, p. 220.

¹⁵³ Haut-commissariat pour les réfugiés, *loc. cit.*, p. 218.

Bretagne par exemple. Ici, la mémoire de l'unification allemande toute récente ne pouvait que renforcer cette interprétation proprement allemande. Troisièmement, elle joua sans doute un rôle dans les efforts faits par Bonn pour convaincre les autres capitales européennes de reconnaître les deux républiques yougoslaves. Cet intense travail diplomatique était guidé par deux éléments de la mémoire : par le souvenir de la réussite du multilatéralisme ouest-allemand de la guerre froide et, de façon encore plus marquante, par le souvenir des excès des politiques de puissance unilatérales wilhelmienne et nazie. En fait, selon Sonia Lucarelli, « [...] l'expérience de l'Allemagne nazie dans les Balkans représentait une contrainte, non un exemple à suivre, pour la politique de reconnaissance par la RFA : le gouvernement demeurait conscient des analogies alarmantes que ses partenaires européens pourraient faire »¹⁵⁴. Ceci permet de comprendre que, jusqu'à la toute fin, Genscher ne ménagea pas ses efforts pour convaincre les autres Européens de l'importance de reconnaître les deux républiques, ce qui, en fin de compte, fut fait, sinon dans l'unanimité, du moins avec l'appui de plusieurs pays de la CE. Quatrièmement, avec sans doute plus de force que lors de la guerre du Golfe, la mémoire demeurait un carcan interdisant tout recours à la force par l'Allemagne, *a fortiori* dans les régions où la Wehrmacht avait autrefois sévi. Bien entendu, alors que la députation continuait de se déchirer sur cette question du recours à la force, il faut souligner l'unanimité qui s'imposa rapidement, au sein des politiques, au sujet de la nécessité de privilégier une politique de reconnaissance des républiques croate et slovène. Ce faisant, ils contribuèrent à forger une opinion publique massivement en faveur de la reconnaissance, opinion avec laquelle il fallut ensuite compter alors que les images de villes yougoslaves détruites contribuaient à faire monter cette pression. Il faut donc admettre que l'élite politique allemande fut bien plus proactive que ce que plusieurs auteurs le laissent entendre et qu'en ce sens, si la politique de reconnaissance répondait bien aux demandes du public, les gouvernants allemands s'étaient eux-mêmes acculés au pied du mur en multipliant les plaidoyers en faveur de la reconnaissance.

¹⁵⁴ Lucarelli, *loc. cit.*, p. 78.

Après avoir subi les critiques étrangères quant à son rôle sur la scène internationale lors de la guerre du Golfe, au moment de reconnaître la souveraineté des deux républiques yougoslaves, le gouvernement allemand fut à nouveau confronté aux indignations provenant de l'extérieur du pays. C'est encore une fois à la dure qu'il dut prendre note des attentes contradictoires de ses partenaires quant à sa marge de manœuvre en politique internationale. À cela devait s'ajouter les pressions intérieures exercées par une partie de la députation et de la presse. Instrumentalisée par de grands quotidiens étrangers, des éléments de la mémoire allemande l'étaient tout autant, quoique différemment, par des politiques élus au Bundestag et par de grands quotidiens occupant le devant de la scène nationale. Pressé par une partie de ceux-ci de reconnaître la Croatie et la Slovénie, le gouvernement Kohl ne pouvait qu'effrayer ceux-là et renforcer à l'étranger, par le fait même, le mythe d'une Allemagne unie en quête d'hégémonie.

En somme, il est clair que cette première crise balkanique des années 1990 illustre fort bien à quel point, ainsi que l'écrivait l'historien Gregor Schöllgen, il s'avérait difficile pour l'Allemagne de tenir compte à la fois « du fardeau de l'Histoire, des attentes et craintes de ses voisins de même que de sa nouvelle importance [sur la scène internationale] »¹⁵⁵. Au moment où les Allemands croyaient avoir contribué à résoudre la première guerre yougoslave, une deuxième, encore plus sanglante, n'allait pas tarder à voir le jour en Bosnie-Herzégovine. À ce dernier conflit, allait s'ajouter la crise humanitaire et la guerre civile somaliennes qui commanderaient une intervention internationale que la RFA pourrait difficilement ignorer. Restait à savoir si, dans un cas comme dans l'autre, la mémoire allemande allait bel et bien être instrumentalisée et si elle allait manifester, encore une fois, ses effets inhérents.

¹⁵⁵ Gregor Schöllgen, *Die Macht in der Mitte Europas. Stationen deutscher Außenpolitik von Friedrich dem Großen bis zur Gegenwart*, München, C. H. Beck Verlag, 2000, p. 191; et aussi Schöllgen, « Zehn Jahre als... », *loc. cit.*, p. 10.

Chapitre troisième

Entre latence et omniprésence de la mémoire. La République fédérale, la Somalie et la Bosnie, 1992-1996¹

« [En Allemagne,] dans la querelle à propos de la culpabilité et de la responsabilité de la guerre en ex-Yougoslavie, il ne s'agissait pas tant d'une reconstruction objective et factuelle des événements, mais plutôt d'une instrumentalisation partiellement arbitraire de l'Histoire au service de la définition de ses propres positions politiques ».
-Ulrike Ackermann²

« Tout le débat [allemand] sur la Bosnie mettait en scène la mémoire collective d'Auschwitz. Son ombre inéluctable planait sur le conflit ».
-Andrei S. Markovits et Simon Reich³

Introduction

Avec le recul, il apparaît évident que loin d'avoir résolu la crise yougoslave, la politique de reconnaissance des républiques croate et slovène revenait plutôt à poser un simple sparadrap pour juguler l'épanchement sanguin de ce qui, avec le temps, s'apparentait de plus en plus à une profonde blessure gangrenée. En avril 1992, c'est-à-dire à peine trois mois après la reconnaissance des républiques croate et slovène par la Communauté européenne, la guerre yougoslave s'étendait à la Bosnie-Herzégovine⁴. En parallèle, les

¹ Aux premières années du conflit en Bosnie-Herzégovine allaient correspondre celles de la guerre en Somalie; les deux crises obligeant tour à tour Bonn à réagir. Cela avait pour conséquence que dans les débats parlementaires allemands, les thèmes somalien et bosniaque se chevauchaient et occupaient la plupart du temps, les mêmes séances au Bundestag. Pour cette raison, il aurait été difficile de vouloir consacrer des chapitres distincts aux interventions respectives de l'Allemagne en Somalie et en Bosnie.

² Ulrike Ackermann, *Sündenfall der Intellektuellen. Ein deutsch-französischer Streit von 1945 bis heute*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2000, p. 27.

³ Andrei S. Markovits et Simon Reich, *The German Predicament. Memory and Power in the New Europe*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1997, p. 148.

⁴ Stanley Hoffmann, « Yugoslavia : Implications for Europe and for European Institutions », dans Richard H. Ullman, dir., *The World and Yugoslavia's Wars*, New York, Council on Foreign Relations Book, 1996, p. 100.

mois de l'hiver 1991-1992 allaient commencer à capter l'attention mondiale sur la crise qui faisait rage en Somalie⁵.

En Allemagne, la crise somalienne allait s'avérer invariablement liée au conflit bosniaque. Après avoir été critiquée pour ses hésitations lors de la seconde guerre du golfe Persique et après s'être fait rabrouer pour sa trop grande indépendance d'action à l'égard de la Yougoslavie, Bonn allait chercher à regagner la confiance de ses alliés en jouant un rôle effacé dans les Balkans, se contentant le plus souvent d'appuyer des initiatives françaises ou américaines notamment⁶. Cependant, cette attitude ne signifiait pas pour autant que la RFA se tiendrait complètement à l'écart. En fait, au même titre que lors des deux crises précédentes, le gouvernement allemand allait devoir gérer les pressions extérieures et intérieures quant à sa réponse aux événements de la Bosnie⁷, mais aussi à ceux de la Somalie. Dans ce dernier pays, la crise allait constituer pour le gouvernement Kohl une opportunité à saisir, l'Allemagne n'ayant pas vis-à-vis de la Somalie un fardeau historique similaire à celui qu'elle avait à l'égard de l'ex-Yougoslavie. Pour la RFA, il s'agissait d'une part, de répondre aux pressions exercées par ses partenaires et par l'ONU pour que la Bundeswehr participe aux interventions

⁵ Jeffrey S. Lantis, *Strategic Dilemmas and the Evolution of German Foreign Policy since Unification*, Westport (Conn.), Praeger, 2002, p. 57. (Chapitre 3 intitulé « Peacekeeping and Humanitarian Relief Operations in Somalia »). En Allemagne pourtant, l'attention des politiciens allaient ailleurs, comme le démontre bien un débat ayant eu lieu au Bundestag le 12 mars 1992, débat qui devait traiter entre autres choses de la Somalie, mais qui, dans les faits, vit bien peu de députés parler concrètement de la situation dans ce pays. *VdDB*, 12. Wahlperiode, 82. Sitzung. Bonn, 12 mars 1992, p. 6808-6826.

⁶ Gerd Koslowski, *Die NATO und der Krieg in Bosnien-Herzegowina. Deutschland, Frankreich und die USA im internationalen Krisenmanagement*, [s.l.], SH-Verlag, 1995, p. 58 et 72; Hanns W. Maull et Bernhard Stahl, « Durch den Balkan nach Europa? Deutschland und Frankreich in den Jugoslawien-Kriegen », *Politische Vierteljahresschrift*, volume 43, numéro 1, 2002, p. 91; et Gregor Schöllgen, « Zehn Jahre als europäische Großmacht. Eine Bilanz deutscher Außenpolitik seit der Vereinigung », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, supplément 24, juin 2000, p. 10. Pour sa part, Stephan Martens soutient plutôt que la RFA a été écartée pendant deux ans des discussions internationales portant sur l'ex-Yougoslavie. Stephan Martens, *Allemagne. La nouvelle puissance européenne*, Paris, PUF, 2002, p. 156.

⁷ Michael E. Smith, « Sending the Bundeswehr to the Balkans: the Domestic Politics of Reflexive Multilateralism », *German Politics and Society*, volume 14, numéro 1, hiver 1996, p. 51-52.

militaires occidentales et, d'autre part, de faire accepter progressivement à l'opinion publique allemande un nouveau rôle pour l'armée, rôle au demeurant fort restreint⁸.

Bien que plusieurs études aient déjà examiné la politique allemande vis-à-vis de la guerre en Bosnie, les quelques travaux qui ont abordé la question sous l'angle de la mémoire concluent toujours que celle-ci joua en permanence un rôle dans les débats. Si cela semble vrai en ce qui concerne les intellectuels, ainsi que l'affirmait Ulrike Ackermann, ce l'est beaucoup moins pour les politiques, au contraire de ce que prétendent Andrei S. Markovits et Simon Reich⁹. En fait, et c'est là, la première idée-force de ce chapitre, dans les débats parlementaires portant sur le conflit bosniaque, la mémoire fit son apparition plutôt tardivement, c'est-à-dire, à quelques exceptions près, principalement à partir du printemps 1995, et ce bien que la guerre eut débuté trois ans plus tôt. Ainsi, pendant les premières années de guerre en Bosnie, et une fois la doctrine Kohl établie à la fin 1991, ce furent les considérations juridiques qui eurent la main haute lors des discussions parlementaires. Quant à la guerre somalienne, après que le débat juridique allemand eut été évacué par une décision de la Cour constitutionnelle fédérale en avril 1993, c'est le caractère humanitaire ou non de la mission qui allait prendre le dessus lors des séances au Bundestag, et ce, jusqu'à ce que soit prise la décision de retirer, au début de 1994, le contingent allemand. En somme, et c'est là la seconde idée principale du chapitre, force est de constater que dans la crise somalienne, les aspects mémoriels ne furent pour ainsi dire, quasiment jamais mobilisés par les différents protagonistes des joutes oratoires parlementaires.

Pour examiner le rôle de la mémoire lors des interventions allemandes au sujet de la Somalie et de la Bosnie, trois questions serviront de fil conducteur. Quelles étaient les politiques privilégiées par les politiciens allemands devant de tels conflits ? Quels principes, pertinents pour la Somalie – et la Bosnie il va sans dire – découlaient des

⁸ Wolfgang Krieger, « Toward a Gaullist Germany? Some Lessons from the Yugoslav Crisis », *World Policy Journal*, volume XI, numéro 1, printemps 1994, p. 33.

⁹ Voir les deux citations mises en exergue du présent chapitre.

Tableau 3 : objecteurs de conscience en RFA, 1986-1992

Année	Nombre d'objecteurs de conscience
1986	63 037
1987	61 360
1988	57 028
1989	47 078
1990	74 569
1991	150 722
1992	111 000 (près de)

Données compilées de : Walter Schütze, « Le service civil en Allemagne », *Documents. Revue des questions allemandes*, volume 49, numéro 3, 1994, p. 65-66; ainsi que de : Joyce Marie Mushaben, *From Post-War to Post-Wall Generations. Changing Attitudes Toward the National Question and NATO in the Federal Republic of Germany*, Boulder (Co.), Westview Press, 1998, p. 236 et 244.

En Bosnie, la guerre avait opposé jusqu'au début de 1993, d'un côté les Serbes et de l'autre, les Croates et les Musulmans. Alors que dès le mois de juin 1992, les deux tiers du territoire de la Bosnie se trouvaient désormais sous l'emprise serbe, au plus tard à partir du début de l'année suivante, il ne restait pratiquement que des Serbes dans tout l'est de la Bosnie à l'exception de villes telles que Srebrenica, Zepa et Gorazde. À peu près au même moment, l'alliance croato-musulmane vola en éclat, les Croates procédant à leur tour à un nettoyage ethnique des zones de Bosnie-Herzégovine adjacentes à la Croatie⁹⁷. Ainsi, trois ans plus tard, les ambitions exprimées en secret en 1990 par les présidents Milosevic et Tudjman quant à un éventuel partage de la Bosnie-Herzégovine se trouvaient pour ainsi dire, concrétisées⁹⁸.

Devant les dizaines de violations du décret d'interdiction de vol aérien en vigueur au-dessus de la Bosnie depuis l'automne précédent, le Conseil de sécurité accéda au souhait du secrétaire général Boutros-Boutros Ghali⁹⁹ et émit, le 1^{er} avril, la résolution 816 qui

⁹⁷ Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *op. cit.*, p. 218-223.

⁹⁸ Woodward, *loc. cit.*, p. 23-24.

⁹⁹ « Boutros-Ghali will Druck auf Serben verstärken : Weltsicherheitsrat soll Friedensplan billigen », *SZ*, 31 mars 1993.

permettait d'utiliser, si nécessaire, des moyens militaires pour assurer le respect de cette interdiction¹⁰⁰. Le lendemain, des chrétiens-démocrates du cabinet Kohl déclarèrent que le gouvernement permettrait aux équipages allemands des AWACS de rester à bord des appareils et donc, de contribuer à cette mission¹⁰¹. S'agissant là de la première mission de combat à laquelle participaient des Allemands depuis la Seconde Guerre mondiale¹⁰², les libéraux, les sociaux-démocrates et les verts firent immédiatement appel, pour des motifs différents il va sans dire, à la Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe afin d'interdire la présence de ces militaires allemands à bord des avions radars de l'OTAN¹⁰³. Moins d'une semaine plus tard, la Cour rendait sa décision diffusée en direct à la télévision et rejetait l'appel des trois partis. Ayant fondé leur décision sur l'importance pour l'Allemagne de préserver sa fiabilité au sein de l'OTAN, les juges de Karlsruhe s'étaient toutefois gardés de clarifier l'aspect légal de la question des interventions hors zone¹⁰⁴. Autrement dit, le tribunal, estimant que cette décision relevait non du droit, mais bien du politique, renvoyait le problème à l'exécutif et au législatif¹⁰⁵. Pour l'Allemagne, c'est ainsi que débutait une autre contribution à la résolution du conflit bosniaque, contribution qui allait cesser seulement à la fin de 1995 avec l'entrée en vigueur des accords de Dayton¹⁰⁶. Cette avancée ne signifiait toutefois pas que la Bundeswehr déploierait des unités terrestres en Bosnie comme certains l'espéraient, car le 19 avril, le chancelier réitérait une fois de plus son refus catégorique en ce sens : « Celui qui plaide pour la participation de soldats allemands à d'éventuelles mesures sur

¹⁰⁰ Diehl, *loc. cit.*, p. 223.

¹⁰¹ Lantis, *op. cit.*, p. 96-97.

¹⁰² Schöllgen, *loc. cit.*, p. 11; et Jacques-Pierre Gougeon, *L'identité allemande à l'entrée du XXI^e siècle*, Paris, Hachette, 1999, p. 136.

¹⁰³ Devant l'exacerbation du débat à ce sujet, le gouvernement avait décidé de « crever l'abcès » et de forcer une décision en s'amenant lui-même en Cour, provoquant ainsi la curieuse situation où les ministres de la Défense (CDU/CSU) et des Affaires étrangères (FDP) se virent contraints de plaider l'un contre l'autre. L'opposition quant à elle, cherchait simplement à empêcher que des membres de la Luftwaffe puissent demeurer à bord des AWACS et, plus largement, que les efforts faits par le gouvernement pour élargir sa marge de manœuvre de politique étrangère, ne se voient couronnés de succès. Sur la logique gouvernementale, consulter : Smith, *loc. cit.*, p. 57.

¹⁰⁴ Smith, *loc. cit.*, p. 57; et Diehl, *loc. cit.*, p. 219.

¹⁰⁵ Schlör, *loc. cit.*, p. 12. Voir aussi, « Nach dem Karlsruher Urteil beginnt der Streit aufs neue », *FAZ*, 13 avril 1993, p. 1.

¹⁰⁶ Erb, *op. cit.*, p. 161-162.

le sol de l'ex-Yougoslavie doit savoir que le gouvernement fédéral ne lui accordera pas son appui »¹⁰⁷.

Avril vit aussi le Conseil de sécurité émettre la résolution 819 établissant une « zone de sécurité » à Srebrenica. Cela faisait suite au massacre de 56 personnes y ayant trouvé la mort sous l'effet d'un bombardement serbe, lors d'une évacuation organisée par le Haut-commissariat pour les réfugiés. Peu après, le Conseil de sécurité accordait le même statut à quatre autres localités de Bosnie : Tuzla, Zepa, Gorazde et Bihac. 7 500 casques bleus de la FORPRONU allaient ensuite se voir déployés dans ces cinq zones, avec l'autorisation d'user de la force pour des fins d'autodéfense, mais non pour protéger les civils, en majorité des Musulmans bosniaques¹⁰⁸.

Le mois de mai signa l'arrêt de mort du premier plan de paix pour la Bosnie, le plan Vance-Owen ayant été rejeté par les Serbes. Les Américains réagirent en proposant de mettre fin à l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie, question de permettre aux Musulmans bosniaques de bénéficier des armes nécessaires pour se défendre contre les Serbes. En même temps, ils suggéraient de procéder à des frappes aériennes contre la Serbie et les positions des Serbes de Bosnie. Appuyée par les Allemands, l'idée fit toutefois long feu, Français et Britanniques refusant cette solution, pour plutôt préférer maintenir l'embargo contre l'ensemble des belligérants et ainsi conserver leur neutralité¹⁰⁹. Surtout, Paris et Londres repoussaient du revers de la main l'idée de frappes aériennes dans le contexte où des milliers de leurs soldats servaient la FORPRONU dans les zones de sécurité, ce qui augmenterait considérablement les risques pour ces casques bleus insuffisamment armés pour se protéger¹¹⁰.

¹⁰⁷ « Erklärung von Bundeskanzler Helmut Kohl zur Entwicklung in Bosnien-Herzegowina vom 19. April 1993 », *Stichworte zur Sicherheitspolitik*, numéro 5, 1993, p. 20. Cité dans Kirste, *loc. cit.* (notre traduction)

¹⁰⁸ Haut-commissariat pour les réfugiés, *op. cit.*, p. 224.

¹⁰⁹ Koslowski, *op. cit.*, p. 68; et Maull et Stahl, *loc. cit.*, p. 91-92.

¹¹⁰ Guyatt, *op. cit.*, p. 88-89.

2.2 *Les signes annonciateurs d'un changement de paradigme mémoriel pour la politique étrangère de la RFA*

En Somalie, la fin du mois mars 1993 avait vu le Conseil de sécurité émettre une autre résolution élargissant la mission de l'ONUSOM II de sorte qu'elle devait dorénavant œuvrer à la reconstruction économique, politique et sociale du pays tout en procédant au désarmement des belligérants. Quelques jours plus tard, les membres du cabinet allemand recevaient une lettre de la part du secrétaire général de l'ONU dans laquelle ce dernier leur demandait d'autoriser le déploiement de troupes allemandes dans le cadre de la mission de paix en Somalie. Après des pourparlers avec Boutros-Boutros Ghali en ce sens, discussions lors desquelles le secrétaire général avait accepté que le contingent allemand soit déployé exclusivement en zone pacifiée pour satisfaire aux exigences du FDP, et après la récente décision de la Cour concernant le personnel allemand des AWACS, le gouvernement décidait, le 21 avril, de fournir un bataillon de transport et de ravitaillement « renforcé » à l'ONUSOM II. Environ 1 700 soldats devaient ainsi être envoyés à Beledweyne, une ville alors située en zone pacifiée conférant ainsi un caractère purement humanitaire à la mission allemande, du moins selon la rhétorique officielle¹¹¹.

Le même jour, avait lieu au Bundestag, un débat qui faisait suite à une déclaration du gouvernement concernant la « contribution allemande aux efforts de paix de l'ONU ». Cette séance offrait donc une double opportunité; elle permettait de discuter de la participation de la Bundeswehr à la surveillance de l'espace aérien bosniaque et, elle donnait la possibilité de débattre de la mission humanitaire de cette même armée sur le territoire somalien. Ouvrant la séance par sa déclaration gouvernementale, le ministre des Affaires étrangères rappelait qu'après la « funeste expérience » de l'histoire allemande, les années 1950 avaient vu le Bundestag établir un consensus en matière de défense. Celui-ci restreignait la tâche de la Bundeswehr à la protection du territoire. Quatre décennies plus tard, en raison des « nouvelles tâches » que constituaient la

¹¹¹ « UNO-Bitte AWACS. Regierung, Ruhe und andere », SZ, 16 avril 1993, p. 2; Lantis, *op. cit.*, p. 64-65; Wagner, *loc. cit.*, p. 156; Schlör, *loc. cit.*, p. 12; et März, *loc. cit.*, p. 13.

prévention des conflits ainsi que le maintien et le rétablissement de la paix, il fallait adapter ce consensus. Si, comme le rappelait Kinkel, la participation au maintien de la paix au moyen de casques bleus obtenait l'assentiment d'une vaste majorité de députés – tout comme de la population allemande par ailleurs¹¹² –, le gouvernement estimait pour sa part que la Bundeswehr devait aussi pouvoir participer au rétablissement de la paix. Pour ce faire, il demandait à l'opposition de ratifier son projet de modification de la Loi fondamentale développé en ce sens. Du point de vue du cabinet, l'adaptation du consensus était nécessaire pour éviter « l'isolement » de l'Allemagne sur la scène internationale. « Nous voulons et devons bien sûr garder notre histoire à l'esprit, mais nous ne devons pas nous retrancher derrière elle, de poursuivre Kinkel. Je trouve que la leçon de cette histoire ne peut réellement que signifier ceci : il ne faut jamais plus quitter la communauté des peuples occidentaux ni développer de Sonderwege, pas même celui de la pédanterie (« *Besserwisserei* ») morale et de l'esprit éthique ». Pour le ministre, si l'usage de la force devait demeurer la voie de la dernière chance pour assurer la paix, il ne fallait pas oublier que c'était grâce aux armes qu'avaient cessé « les crimes d'Hitler en 1945 », non par les « marches pacifiques ». Enfin, parce que la fiabilité allemande se trouvait en jeu, il n'était pas question de mettre fin, ainsi que l'exigeait le SPD, à la contribution allemande à la surveillance de l'interdiction de vol aérien au-dessus de la Bosnie. De même, parce que la mission de la Bundeswehr en Somalie servait des fins purement humanitaires, elle ne contrevenait à son avis aucunement à la Loi fondamentale¹¹³.

Pour sa part, le ministre de la Défense Volker Rühle déclarait que le fait de contribuer à la mission de surveillance aérienne de l'OTAN en Bosnie « constituait le minimum à faire face aux crimes qui avaient cours là-bas ». Selon lui, la contribution de la Bundeswehr aux missions des AWACS demeurait essentielle pour préserver la

¹¹² Un sondage d'avril 1993 donnait ainsi 67 % d'Allemands de l'Ouest et 55 % d'Allemands de l'Est en faveur de la participation allemande aux missions de casques bleus. Noelle-Neumann et Köcher, *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1993-1997*, op. cit., p. 1146.

¹¹³ Klaus Kinkel, « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung. Deutsche Mithilfe bei VN-Friedensbemühungen », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 151. Sitzung. Bonn, 21 avril 1993, p. 12925-12930.

« fiabilité et la solidarité qui avaient rendu possible la réintégration de l'Allemagne dans la communauté internationale après la Seconde Guerre mondiale ». En somme, il fallait éviter toute « renationalisation » de la politique extérieure allemande et tout « rôle particulier » pour celle-ci, dès lors que cela pourrait mener à l'isolement de son pays¹¹⁴.

Au sein de la coalition, Wolfgang Schäuble, président du groupe parlementaire CDU/CSU, redisait à son tour, sous diverses factures, à quel point il était crucial pour l'Allemagne de ne pas s'isoler sur la scène internationale, de ne pas faire cavalier seul. Ainsi, alors que la décision politique, prise par le gouvernement Schmidt-Genscher en 1982 de ne pas participer aux missions de casques bleus, avait été parfaitement justifiée à l'époque de la division de l'Allemagne, de l'avis du groupe parlementaire de l'Union, l'unification avait changé la donne. En outre, il était totalement erroné de fonder cette décision politique datant de la guerre froide sur des considérations juridico constitutionnelles. Par conséquent, l'opposition était invitée à accepter la modification constitutionnelle proposée par la coalition. Pour Karl Lamers, porte-parole de l'Union en matière de politique extérieure, ce qu'il convenait de retenir dans toute cette question vis-à-vis de l'usage de la force était que l'Allemagne devait en tout temps conserver sa retenue. Cependant, insistait le député, le pays ne pouvait « fuir la décision [d'un éventuel recours à la force] » et citait à ce propos, les paroles du sénateur américain William S. Cohen : « Les Allemands ne peuvent ni échapper à l'Histoire ni se cacher derrière elle ». De façon similaire, pour Christian Schmidt, alors qu'un génocide se déroulait en Bosnie, la RFA ne pouvait demeurer inactive, « cela ne pouvant pas être [la] réponse tirée de l'expérience de l'Histoire. J'en dégage ici une autre conclusion, ajoutait-il : nous avons une responsabilité devant l'Histoire. C'est pourquoi nous devons parfois, lors de cas isolés, nous éloigner très précisément du chemin dans lequel nous nous étions engagés. Nous ne devons cependant pas fuir dans l'Histoire et ainsi fonder des décisions politiques sur le seul passé »¹¹⁵.

¹¹⁴ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 151. Sitzung. Bonn, 21 avril 1993, p. 12947-12948.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 12933-12939; 12959-12962; et 12971-12972. La citation du sénateur Cohen par Lamers provenait non pas de la conférence sur la sécurité de Munich de février 1993 (voir ci-haut la note 90), mais

Pour le compte du FDP, Hermann Otto Solms, président du groupe parlementaire, insistait lui aussi sur l'importance d'éviter un Sonderweg allemand.

« Le fait que nous ne désirions pas cela [un Sonderweg allemand], demeurait bien une conviction partagée par les partis démocratiques de cette chambre, et ce, en raison de la mauvaise expérience que nous avons eue dans le passé. Si ne nous désirons pas un Sonderweg allemand, alors nous devons agir de concert avec la communauté internationale et l'Alliance, et nous ne pouvons nous placer dans une position d'isolement international ».

Pour le dirigeant libéral, bien que l'Allemagne devait, pour cette raison, contribuer au travail des AWACS et à la mission humanitaire en Somalie, cela ne signifiait pas pour autant que des troupes allemandes puissent être envoyées en ex-Yougoslavie. Bien au contraire, pour le FDP et à l'instar de ce que le chancelier avait plusieurs fois réitéré, l'Histoire interdisait une telle action, et ce, que ce soit dans les airs, sur mer ou sur terre. De même, Ulrich Irmer, porte-parole du Parti en matière de politique étrangère, rappelait qu'il y avait parfois des « situations » où les moyens économiques, diplomatiques et politiques ne permettaient pas à eux seuls, de résoudre des crises. « C'est l'exemple déjà évoqué de la guerre menée par Hitler; je n'ai pas besoin d'en dire davantage »¹¹⁶.

Du côté de l'opposition, Karsten Voigt, porte-parole du SPD en matière de politique étrangère, expliquait ce qui motivait la motion déposée par son Parti visant à interdire la participation des équipages allemands à bord des AWACS. Du point de vue des sociaux-démocrates, il s'agissait là d'une « mission de combat » qui marquait une profonde « rupture dans l'histoire de la République fédérale et de la Bundeswehr ». Par conséquent, et du fait de son caractère allégué, cette mission était non seulement en parfaite contradiction avec la Loi fondamentale, mais cela signifiait qu'une simple décision du cabinet avait entraîné le pays dans la guerre. Cette décision d'engager des équipages allemands à bord des avions AWACS « contredisait ainsi l'image que se faisaient non seulement la République fédérale d'elle-même (« *Selbstverständnis* ») dans

plutôt d'un article publié dans l'*International Herald Tribune*. Cela explique la formulation légèrement différente de celle qui a été vue précédemment, le sens général demeurant toutefois le même.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 12939-12942; et 12965-12967.

le passé, mais en outre tous les gouvernements fédéraux jusqu'à une époque toute récente ». D'autre part, lorsqu'il était question de la mission humanitaire de la Bundeswehr en Somalie, le SPD ne pouvait que donner son appui au gouvernement quant à la finalité de cette mission. Toutefois, puisque le contingent allemand comportait des troupes d'infanterie armées de même que des canons, il restait nécessaire d'apporter une modification à la Constitution. Partant, le groupe parlementaire social-démocrate voterait contre la motion de ses vis-à-vis de l'Union et du FDP, laquelle visait à autoriser la Bundeswehr à contribuer aux mesures humanitaires de l'ONU en Somalie. Günter Verheugen, secrétaire général du SPD, y allait d'un plaidoyer similaire qui accusait le gouvernement de vouloir faire des forces armées un nouvel instrument de la politique extérieure allemande. « Oubliez-vous réellement qu'il y a dans l'histoire allemande une tradition – incarnée par le Parti social-démocrate – selon laquelle la guerre ne peut justement plus être un moyen de la politique, un instrument de la politique étrangère ? Nous sommes ici pour préserver l'une des meilleures et des plus remarquables traditions de l'histoire allemande, déclarait-il ». Walter Kolbow, un confrère de Voigt et de Verheugen, faisait pour sa part le parallèle entre la situation de l'Allemagne et celle du Japon. Selon le député, alors que les deux pays disposaient « d'une hypothèque comparable liée à l'histoire récente », les Japonais avaient opté pour une politique se confinant aux missions de casques bleus. Plutôt que de parler « de devenir un État normal comme tous les autres », il valait mieux que Bonn dialogue avec Tokyo afin de développer une manière commune d'agir en tenant compte du passé¹¹⁷. Enfin, le social-démocrate Peter Glotz y allait d'un discours ponctué d'arguments mémoriels. Il commençait par expliquer que son Parti refusait d'accepter que la Bundeswehr passe du « maintien de la paix à la guerre » et ce, parce que « les Allemands avaient conduit suffisamment de guerres au cours de ce siècle ». Il poursuivait dans cette lignée en déclarant :

« Nous les Allemands avons tué des millions de gens au cours de ce siècle, et des millions d'Allemands ont aussi été tués¹¹⁸. Nous avons le droit d'affirmer : nous

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 12930-12933; 12949-12950; et 12962-12965.

¹¹⁸ Dans un recueil d'essais paru en 1994, le politicien et essayiste développait une variante de cet argument : Selon lui, si ses concitoyens étaient prêts à participer aux missions de maintien de la paix de

effectuons de l'aide humanitaire, nous aidons financièrement, nous aidons à reconstruire des infrastructures, nous aidons au moyen de casques bleus, nous aidons aussi avec des mesures « robustes » prises par des casques bleus; mais laissez-nous en paix pour quelques décennies avec la guerre ! Nous avons le droit de dire cela ».

Glötz continuait son allocution en expliquant que si l'Allemagne devait être prête à la guerre dans le cadre d'une « coalition anti-Hitler », la plus grande prudence s'imposait lors de comparaisons faites entre les « guerres ethnonationalistes et la Shoah, le massacre des Juifs par les nazis ». Il avertissait ensuite : « quand des Allemands contestent la singularité du massacre des Juifs, ils risquent de se retrouver à nouveau avec la difficulté d'avoir à mener une fois de plus la 'querelle des historiens' (« *Historikerstreit* »). Nous ne devons pas faire cela. Car nous risquons aussi de provoquer le bris définitif du consensus de l'après-guerre ». En fait, selon le politique, « les Allemands devaient avoir appris que chaque guerre avait un caractère bestial ». En cela, il voulait dire que s'il était indéniable que des « crimes abominables » avaient été commis à Brcko ou Srebrenica, « les 200 000 morts de Berg-Karabach » n'étaient pas moins horribles parce qu'il n'y avait pas de journaliste allemand pour rapporter ces actes. En somme, « à la fin de ce vingtième siècle, le scepticisme et la retenue [constituaient] les deux plus importantes vertus pour les Allemands autrefois si fonceurs »¹¹⁹.

Vera Wollenberger, représentante des verts, était, dans ce débat d'avril, certainement celle qui faisait le plus important usage d'éléments mémoriels pour justifier la politique qu'elle prônait. Dans son intervention, qu'il convient d'examiner pratiquement *in*

l'ONU, « [...] les Allemands trouv[ai]ent qu'ils [avaient] en tout cas suffisamment tiré de coups de feu au cours de ce siècle ». Peter Glötz, *Die falsche Normalisierung. Die unmerkliche Verwandlung der Deutschen 1989 bis 1994. Essays*, Frankfurt-am-Main, 1994, p. 95-96.

¹¹⁹ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 151. Sitzung. Bonn, 21 avril 1993, p. 12968-12971. Glötz faisait bien sûr allusion au conflit du Nagorny-Karabakh qui faisait rage en Azerbaïdjan et qui mettait aux prises la minorité d'Azerbaïdjanais et la majorité d'Arméniens. Comme les autres conflits du Caucase, celui du Nagorny-Karabakh n'obtint que peu d'attention internationale comparativement aux guerres yougoslaves. À ce sujet, consulter George Khutsishvili et Albrecht Schnabel, « The Kosovo conflict : The Balkans and the Southern Caucasus », dans Albrecht Schnabel et Ramesh Thakur, dir., *Kosovo and the challenge of humanitarian intervention: Selective indignation, collective action and international citizenship*, Tokyo/ New York/ Paris. United Nations University Press, 2000, p. 75-76.

extenso, elle commençait par rapporter les propos qu’avaient tenus Marek Edelman, le dernier chef encore vivant ayant autrefois mené l’insurrection du ghetto de Varsovie, lors du cinquantième anniversaire de la dite insurrection. Selon Wollenberger, Edelman avait repris à cette occasion un extrait de la lettre d’adieu qu’avait écrite le politicien juif Smul Zygelboïm avant de se suicider, le 12 mai 1943 – c’est-à-dire peu de temps avant la répression du ghetto –, dans le but d’attirer l’attention du monde sur le génocide que perpétraient les nazis envers les Juifs. « ‘Je ne peux ni me taire ni vivre pendant que le reste du peuple juif disparaît en Pologne’ ». Après ces propos, Edelman aurait ensuite, selon Wollenberger, fait le lien entre le « destin des compagnons du ghetto de Varsovie et le destin des Musulmans bosniaques en ex-Yougoslavie » de la façon suivante : « ‘En Bosnie se déroule une extermination massive et l’Europe se comporte de la même façon qu’elle le fit autrefois à l’égard des combats du ghetto’ ». Wollenberger continuait en affirmant : « L’an dernier, au moins 200 000 Bosniaques sont morts. Ils ont été amenés dans des camps de concentration, après avoir été violentés, et sont morts – nous connaissons des images semblables dans l’Histoire – dans des trains verrouillés, lors de massacres, lors d’exécutions par décisions de la cour martiale et lors des bombardements permanents de villages et de villes encerclées ». Pour la députée, si les traditionnelles marches pacifiques ayant eu lieu à l’occasion de Pâques (« *Ostermarschbewegung* ») s’avéraient utiles pour dénoncer l’envoi de forces allemandes dans le monde entier, aucune manifestation de cette ampleur n’avait eu lieu pour condamner

« [...] la guerre d’extermination ayant lieu en Bosnie-Herzégovine et le génocide des Musulmans bosniaques par les Serbes. À la place, on ne produit que des faux-fuyants : tous les belligérants ont commis des crimes, les événements ne sont pas comparables avec les crimes nazis. Vraiment ?, demandait-elle.

-(Apostrophe de la part de Peter Glotz : non, vraiment pas ! Voulez-vous un nouvel Historikerstreit ?)

Écoutez-moi !, reprit Wollenberger.

Les règlements particuliers serbes en vigueur pour les Musulmans bosniaques qui ne sont pas encore déportés ou morts prévoient pour ces derniers l’interdiction de séjourner dans les bâtiments publics, d’utiliser les moyens de transport, de circuler dans les rues à certains moments de la journée, de procéder à un enterrement avec plus de deux témoins, ainsi que le travail forcé.

-(Apostrophe de Peter Glotz : le massacre des Juifs par les nazis est incomparable ! Arrêtez-vous !)

C'est pourtant très semblable aux conditions sous le Troisième Reich, de répondre Wollenberger. Là nous n'avons pas besoin d'un Historikerstreit ».

Dès lors, selon la députée, pour la communauté internationale, il n'était plus question d'user de moyens pacifiques pour mettre fin à cette extermination. Elle devait recourir à la force, faute de quoi, elle ne pourrait que constater « l'extermination définitive des Musulmans bosniaques », un peuple qui, à l'instar des Juifs autrefois, avait une « fonction de pont », entre le monde islamique et l'Europe¹²⁰.

Enfin, pour le compte du PDS, la députée Andrea Lederer accusait le gouvernement de rompre avec le « consensus sociétal » qui avait tenu pendant quatre décennies. Ce consensus, forgé sur la « leçon tirée du fait que deux Guerres mondiales avaient débuté du sol allemand », se résumait de la manière suivante : « jamais plus une guerre ne doit émaner de la terre allemande ». Selon Lederer, les néocommunistes condamnaient la mission de la Bundeswehr en Somalie, celle-ci n'étant aucunement de nature humanitaire comme le prétendait le gouvernement, mais bien une intervention militaire. De même, les soldats allemands n'avaient rien à faire en ex-Yougoslavie, même pour y distribuer de l'aide humanitaire, et ce, en raison du rôle des Allemands dans ce pays pendant la guerre de 1939-1945. De son côté, le député Uwe-Jens Heuer faisait aussi appel à des pans de la mémoire pour défendre son point de vue.

« J'avais douze ans lorsque la Seconde Guerre mondiale fut provoquée par la grande Allemagne et j'en avais quinze lorsque le fiasco des plans de domination mondiale allemande devint évident. Jusqu'à tout récemment, aucune idée ne m'était plus absurde que celle qu'il faudrait jamais décider d'envoyer des soldats allemands contribuer à des missions guerrières à travers le monde. Les deux États allemands s'étaient restreints à la défense du territoire, et cela recevait mon plein appui. Le fait que ni la RFA au Vietnam ni la RDA en Afghanistan ne se fussent impliquées militairement constituait une bonne chose ».

Le néocommuniste poursuivait son discours en affirmant qu'il s'opposait donc à « l'invasion de la Yougoslavie » en même temps qu'il devait, devant la multiplication

¹²⁰ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 151. Sitzung. Bonn, 21 avril 1993, p. 12944-12946.

des apostrophes provenant des députés issus des rangs de la coalition, se défendre d'avoir appuyé l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968¹²¹.

Au terme de ce long débat, 338 parlementaires votèrent en faveur de la participation des équipages allemands à la mission de surveillance aérienne au-dessus de la Bosnie alors que 208 députés, principalement issus des partis de l'opposition, opposèrent un refus. À quelques voix près, le résultat fut le même concernant le concours de la Bundeswehr aux mesures humanitaires de l'ONU en Somalie¹²². Il importe de souligner ici que ce débat parlementaire d'avril 1993 était, depuis le début des crises somalienne et bosniaque, le premier qui avait vu autant d'intervenants rattachés à chacun des partis recourir à une quantité aussi importante d'éléments de mémoire pour justifier une politique ou une autre. Il faut cependant constater qu'il s'agissait bien là d'une exception, du moins par rapport à la plupart des séances précédentes du Bundestag, lesquelles avaient surtout démontré que si la mémoire demeurait présente, elle restait essentiellement en état de latence. En outre, l'utilisation d'Auschwitz comme argument mémoriel légitimant une intervention en Bosnie constituait une première pour les verts est-allemands. La réaction de députés du SPD à cette comparaison entre le génocide des Juifs et les massacres de Musulmans bosniaques constituait enfin le signe précurseur du débat qui, en 1995, allait non seulement diviser les sociaux-démocrates, mais en outre les verts.

Au sein de l'opinion publique, « l'accumulation d'épouvantables preuves d'atrocités, de nettoyage ethnique et de viols collectifs en Bosnie » n'allait pas être sans effets : de plus en plus d'Allemands pensaient, tout comme bien des Européens et des Nord-Américains, qu'il fallait faire quelque chose¹²³. Au printemps 1993, l'opinion allemande continuait d'encourager une intervention militaire européenne en ex-Yougoslavie dans des proportions de 53 % (Wessis) et 36 % (Ossis). Toutefois, seulement 31 % des premiers

¹²¹ *Ibid.*, p. 12942-12944; et 12954-12956.

¹²² *Ibid.*, p. 12973-12978.

¹²³ Adrian Hyde-Price, « Foreign and Security Policy », dans Stephen Padgett, William E. Paterson et Gordon Smith, dir., *Developments in German Politics 3*, Houndmills (Basingstoke), Palgrave Macmillan, 2003, p. 190.

et 21 % des seconds étaient d'accords pour que la Bundeswehr y participe¹²⁴ alors que si la question portait sur la mission des AWACS, 57 % des Allemands de l'Ouest et 44 % de leurs compatriotes de l'Est acceptaient la présence d'équipages allemands à bord de ces appareils¹²⁵. S'agissant de la Somalie, un autre sondage démontrait que 55 % des Wessis et 45 % des Ossis appuyaient la mission humanitaire de la Bundeswehr¹²⁶.

Au moment où commença l'arrivée du gros de la troupe allemande en Somalie, c'est-à-dire en juin, la situation s'y était fortement aggravée comme en témoignait l'embuscade perpétrée par des rebelles somaliens à l'encontre de casques bleus pakistanais, tragédie qui avait coûté la vie à plus d'une vingtaine de ces derniers¹²⁷. Grâce à la résolution 837 du Conseil de sécurité, l'ONUSOM II obtint la permission de faire tout ce qui s'avérait nécessaire pour assurer le maintien de la paix. Avec pour résultat que l'administration Clinton décida de traquer avec des unités spéciales celui qu'elle percevait comme le responsable du traquenard dans lequel étaient tombés les Pakistanais : le chef de clan Aideed. La répercussion de cette nouvelle stratégie, fut que la situation dégénéra, au point de jeter le discrédit sur le tandem É-U/ONU qui apparaissait désormais comme un troisième protagoniste dans le conflit en Somalie¹²⁸. Tout cela fit que pour le principal parti de l'opposition officielle allemande, le SPD, le caractère humanitaire déclaré de la mission allemande ne semblait plus correspondre à la réalité. À la mi-juin, le SPD tenta d'obliger le gouvernement à retirer le contingent allemand de Somalie par un nouvel appel à la Cour constitutionnelle fédérale, et par une motion déposée devant le Bundestag. Sur ce dernier point, les sociaux-démocrates pouvaient compter sur l'aide des néocommunistes, lesquels avaient eux aussi déposé devant le Parlement, une motion

¹²⁴ Karin Johnston, « German Public Opinion and the Crisis in Bosnia », dans Richard Sobel et Eric Shiraev, dir., *International Public Opinion and the Bosnia Crisis*, Lanham, Lexington Books, 2003, p. 266-267.

¹²⁵ « ZDF-Politbarometer : Die Stimmung im April », *SZ*, 24 avril 1993.

¹²⁶ « ZDF-Politbarometer : Die Stimmung im Mai », *SZ*, 15 mai 1993.

¹²⁷ « Nach schweren Kämpfen zwischen UNO-Soldaten und somalischen Milizen, SPD will Abbruch des Somalia-Einsatzes erzwingen », *SZ*, 8 juin 1993, p. 1; et Günther Nonnenmacher, « Wer nicht handelt, kann nur mäkeln », *FAZ*, 16 juin 1993, p. 1.

¹²⁸ Wagner, *loc. cit.*, p. 156; Lantis, *op. cit.*, p. 67-69; et Guyatt, *op. cit.*, p. 77-78.

exigeant le retrait immédiat des troupes allemandes déployées dans la Corne de l'Afrique¹²⁹.

Au Bundestag, lors du débat du 17 juin, la mémoire n'était pour ainsi dire aucunement mobilisée par les orateurs. De fait, l'essentiel de la séance vit le débat se polariser entre la coalition et l'opposition, le tout autour de la question de savoir si la mission somalienne avait un caractère humanitaire et logistique, ainsi que le prétendait le gouvernement et les partis de la coalition¹³⁰, ou si elle constituait plutôt une intervention militaire, comme l'affirmait au contraire les partis de l'opposition¹³¹. Évidemment, le nœud du problème était de savoir si l'action de la Bundeswehr en Somalie contrevenait ou non aux clauses pertinentes de la Loi fondamentale¹³². Bien entendu, du seul fait du jeu de la majorité politique penchant vers la coalition au pouvoir, les deux motions visant à mettre un terme à la mission allemande en Somalie échouèrent sans autre forme de procès¹³³.

Le 23 juin, le verdict de Karlsruhe permettait à Bonn de poursuivre son intervention à Beledweyne, au moins jusqu'à ce que le Bundestag approuve ou non cette mission¹³⁴. Le lendemain, les députés se trouvaient convoqués par les groupes parlementaires de la coalition afin de discuter de la participation de la Bundeswehr à l'ONUSOM II¹³⁵. Une fois la légitimité de la mission somalienne reconnue par la Cour constitutionnelle, ainsi que le reconnaissait le SPD¹³⁶, le débat allait, comme la semaine précédente, se cristalliser sur le caractère humanitaire ou militaire de la tâche des soldats allemands détachés en Somalie. Car pour l'opposition, la seule possibilité de faire reculer le

¹²⁹ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 163. Sitzung. Bonn, 17 juin 1993, p. 13992.

¹³⁰ Pour de bons exemples de ce point de vue, consulter les interventions respectives des ministres des Affaires étrangères et de la Défense, Klaus Kinkel et Volker Rühe. *Ibid.*, p. 13996-13998; et 14001-14003.

¹³¹ Voir, par exemples, les interventions des députées Anke Fuchs (SPD) et Andrea Lederer (PDS) très représentatives à cet égard. *Ibid.*, p. 13994-13996; et p. 13998-14000.

¹³² Voir le chapitre premier au sujet des clauses pertinentes de la Constitution concernant le rôle de l'armée.

¹³³ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 163. Sitzung. Bonn, 17 juin 1993, p. 14011.

¹³⁴ Hacke, *op. cit.*, p. 416-417; et März, *op. cit.*, p. 14.

¹³⁵ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 166. Sitzung. Bonn, 24 juin 1993, p. 14325-14340.

¹³⁶ Là-dessus, voir l'intervention de Günter Verheugen, secrétaire-général du SPD : *Ibid.*, p. 14328-14333.

gouvernement sur sa politique somalienne consistait désormais à lui faire avouer que la mission n'était pas purement humanitaire et qu'un changement devait donc être apporté à la Constitution pour que les forces allemandes puissent légalement demeurer en Somalie. En tous points, la mémoire collective, si fortement interpellée lors du débat d'avril précédent, se trouvait encore complètement ignorée par les parlementaires.

Il fallut toutefois attendre la séance parlementaire du 2 juillet pour qu'un vote ait lieu sur la question de la mission de la Bundeswehr en Somalie¹³⁷. Ici aussi, l'essentiel du débat vit la coalition au pouvoir, en particulier les représentants du FDP, arguer que la mission en Somalie avait un caractère purement humanitaire¹³⁸; les partis de l'opposition, notamment les députés du SPD, cherchant pour leur part à démontrer que cette même mission débordait une telle définition et s'avérait plutôt une intervention militaire¹³⁹. Cette fois, il faut dire que quelques députés faisaient appel à des éléments mémoriels pour donner une légitimité à leurs idées. Au sein du gouvernement, le ministre Kinkel était le seul à le faire. Évoquant la fin de la guerre froide et l'augmentation vertigineuse du nombre des missions de paix de l'ONU qui avaient eu lieu depuis, le premier diplomate allemand affirmait que son pays devait assumer tous ses « devoirs » de membre si elle désirait pouvoir faire entendre sa voix au sein des Nations unies.

« Justement en raison de notre histoire, nous Allemands devons placer la barre très haut lorsqu'il est question d'engagement militaire. Cependant, de refuser par principe, toute participation à des missions de combat, cela nous ne pouvons nous le permettre plus longtemps, ni juridiquement, ni politiquement, ni moralement. Car après la Seconde Guerre mondiale, la charte de l'ONU est le consensus sur lequel s'est entendue la communauté internationale à San Francisco¹⁴⁰ ».

De même, au sein de la coalition, seul le député libéral Ulrich Irmer imitait son chef Kinkel. Pour le porte-parole du Parti en matière de politique étrangère, ceux qui

¹³⁷ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 169. Sitzung. Bonn, 2 juillet 1993, p. 14579.

¹³⁸ Voir les interventions respectives de Klaus Kinkel et Ulrich Irmer : *Ibid.*, p. 14587-14590; et 14594-14596.

¹³⁹ À titre d'exemples, consulter les interventions de Hans-Ulrich Klose et de Manfred Opel : *Ibid.*, p. 14583-14587; et 14601-14602.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 14594-14596.

accusaient le gouvernement de rompre avec le consensus valide en RFA depuis l'après-guerre en matière de politique étrangère avaient tout faux. En fait, c'était l'Histoire qui « imposait une approche différente » dans le domaine. Le député évoquait ainsi la division du pays, sa situation en première ligne de l'affrontement Est-Ouest, le fait que la RFA et la RDA étaient membres de l'ONU et l'absence de souveraineté pour chacune d'entre elles. « Tout cela a changé », ajoutait-il, rappelant par là l'unité du pays et sa participation aux Nations unies, à l'Alliance atlantique et à d'autres institutions internationales comme entité simple. Pour répondre « aux risques totalement nouveaux » issus de la fin de la guerre froide, notamment le retour des combats en Europe, l'Allemagne devait donc s'accrocher à ce qui lui « avait assuré sécurité et paix pendant quarante ans », à savoir, la CE, l'OTAN, et l'UEO, et assumer toutes les « obligations » se rattachant à ces participations¹⁴¹.

Au sein des principaux partis de l'opposition, aucun député ne recourait réellement à des éléments mémoriels à des fins de légitimité. Cela n'empêchait pas le SPD d'accuser la coalition au pouvoir de manquer de cohérence en clamant d'une part, que l'Allemagne ne pouvait plus revendiquer un « rôle particulier » sur la scène internationale et en exigeant, d'autre part, que son contingent détaché en Somalie le soit dans une zone pacifiée¹⁴². Par contre, Ulrich Briefs, député indépendant, défendait toutefois une autre conception de l'Histoire et surtout du rôle qui en découlait pour l'Allemagne. Briefs disait craindre qu'avec la mission somalienne, « l'esprit maléfique (« *der Ungeist* ») de l'acceptation des missions militaires, du spectre de la guerre sous toutes ses formes possibles, ne soit éveillé, stimulé, étendu et activé » au sein de la population allemande.

« Ce pays est différent, continuait-il. Ce peuple est différent des autres nations ouest-européennes comparables ainsi que le démontre les événements en Allemagne depuis 1990. [...] L'Europe civilisée débute en fait seulement avec la [rivière] Maas. Mais si la décision de participer militairement à l'action de l'ONU en Somalie est mauvaise et peut-être même fatale, ce n'est pas seulement en raison de notre funeste histoire, mais justement aussi en raison du fait que d'aucuns sont prêts à recourir à la force brutale – ce qui vaut aussi, je le dis

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 14587-14590.

¹⁴² *Ibid.*, p. 14601-14602.

ouvertement, pour une partie de la gauche allemande –, et parce que la force et la puissance militaires demeurent honorables au sein de larges pans de la population allemande ».

Comme solution de rechange, Briefs suggérait que la Bundeswehr ne soit jamais déployée hors de l'Allemagne et que le gouvernement concentre son aide humanitaire notamment sous la forme du « développement durable »¹⁴³.

Globalement, ce débat voyait donc des libéraux et un député indépendant faire appel à des éléments mémoriels, alors que les chrétiens-démocrates, les sociaux-démocrates, les verts et les néocommunistes faisaient l'impasse sur de tels arguments, préférant plutôt se concentrer sur les aspects juridiques de la question. Si cette décision du Bundestag constituait un nouveau pas pour la politique extérieure allemande¹⁴⁴, pour illustrer la surprise que pouvait constituer cette décision du gouvernement, il suffit de mentionner que la Bundeswehr avait été totalement prise au dépourvu et qu'elle avait dû emprunter à l'armée française, des uniformes adaptés aux pays tropicaux¹⁴⁵.

2.3 Déroute américaine en Somalie, départ allemand

Durant l'été 1993, les opérations de représailles contre l'ONUSOM se multiplièrent, le chef de clan Aideed étant désormais convaincu que les Nations unies appuyaient son rival Mahdi, le chef d'un autre clan. À toutes fins pratiques épargnée par ces attaques, la force allemande comprenait à la fin de l'été environ 1 700 soldats affectés à une double tâche : à caractère humanitaire pour la population locale et à caractère logistique pour le compte des autres contingents nationaux en présence¹⁴⁶. L'hypothèse d'une attaque contre les troupes allemandes était toutefois loin d'être considérée farfelue comme en témoigne un sondage de septembre effectué en RFA. À cette occasion, 51 % des Allemands interrogés se prononçaient en faveur d'un retrait immédiat du contingent national advenant que celui-ci fasse l'objet d'agressions de la part de rebelles

¹⁴³ *Ibid.*, p. 14605.

¹⁴⁴ Erb, *op. cit.*, p. 160.

¹⁴⁵ « UNO-Bitte AWACS. Regierung, Ruhe und andere », SZ, 16 avril 1993, p. 2.

¹⁴⁶ Lantis, *op. cit.*, p. 67-69.

somaliens¹⁴⁷. Si la mise en œuvre des tâches humanitaires ne posait pas de problème, il en allait tout autrement pour le travail logistique, lequel se voyait compliqué par la non-présence des troupes indiennes, le contingent étranger que les Allemands devaient ravitailler à l'origine... Évidemment, le fait que les soldats de l'Inde fussent déployés non pas à Beledweyne comme cela avait été prévu, mais à Mogadiscio, c'est-à-dire nettement plus au sud¹⁴⁸, fournissait à l'opposition parlementaire allemande l'occasion rêvée de critiquer le gouvernement. À la fin d'octobre, celle-ci exigeait que le cabinet retire immédiatement le contingent allemand de Somalie, l'accusant au passage d'avoir dilapidé les fonds publics en confiant à la Bundeswehr des responsabilités que des organisations humanitaires non gouvernementales auraient pu effectuer pour une fraction du prix¹⁴⁹. Par ailleurs, il convient surtout de rappeler qu'à cette occasion, et à l'exemple des autres débats concernant la question de la Somalie, la mémoire n'était pour ainsi dire pas mobilisée par les différents orateurs.

Le 3 octobre, les troupes américaines avaient tenté un coup de main visant à capturer un proche collaborateur d'Aideed en plein cœur de Mogadiscio. Non seulement l'opération s'était-elle soldée par un retentissant échec prenant la forme d'une véritable débâcle, mais elle avait entraîné la mort de dix-huit Américains et de centaines de Somaliens¹⁵⁰. Peu après, le contingent italien basé près de Beledweyne fut attaqué et les troupes allemandes furent placées sur un pied d'alerte pendant une semaine. En Allemagne, ces événements, jumelés à l'annonce du départ précipité des Américains pour le début de 1994, relancèrent le débat sur la mission de la Bundeswehr en Somalie¹⁵¹.

¹⁴⁷ Sondage Emnid effectué pour le compte de l'hebdomadaire *Der Spiegel*. Eric Wiedemann, « Ganz Normaler Auftrag », *Der Spiegel*, numéro 30, septembre 1993, p. 111. Cité par Lantis, *op. cit.*, p. 71.

¹⁴⁸ Wagner, *loc. cit.*, p. 151-152; et « Wann und wohin kommen die Inder? », *FAZ*, 26 octobre 1993, p. 10.

¹⁴⁹ À la fin d'octobre, c'était là du moins une critique que partageaient les trois partis de l'opposition. Voir les interventions respectives des députés Andrea Lederer (PDS), Karsten Voigt (SPD) et Gerd Poppe (BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN) : « Haltung der Bundesregierung zur Zuspitzung der militärischen Konfrontation in Somalia und der Rolle der Bundeswehr in dieser Situation », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 184. Sitzung. Bonn, 27 octobre 1993, p. 15928-15929; 15930-15931; et 15932-15933.

¹⁵⁰ Guyatt, *op. cit.*, p. 78-79.

¹⁵¹ Lantis, *op. cit.*, p. 69-71.

Après moult débats au sein même du gouvernement¹⁵², le cabinet décida à la fin du mois de décembre, que les dernières troupes allemandes quitteraient le sol somalien au plus tard, le 31 mars 1994¹⁵³. Au total, l'expérience somalienne, à laquelle avaient participé 4 500 soldats et qui avait coûté environ 310 millions de DM, avait montré que la frontière entre le maintien de la paix et le rétablissement de la paix restait non seulement bien mince, mais surtout floue¹⁵⁴. Cela donnait en outre raison aux partis de l'opposition qui, au moins depuis le mois de juin, n'avaient eu de cesse de critiquer l'interprétation du gouvernement selon laquelle la mission en Somalie s'avérait purement humanitaire et affirmaient du même souffle que la distinction entre le maintien de la paix et le rétablissement de la paix demeurait impossible à faire. Avant toute chose, le cas somalien démontre que la mémoire ne se trouvait pas toujours interpellée par les politiques, et ce, même lorsqu'il en allait de l'usage de la Bundeswehr à l'extérieur des frontières allemandes. Bien entendu, c'est le caractère humanitaire allégué de la mission somalienne qui explique ici cet état de fait.

2.4 Négociations achoppées, paix avortée, prise deux pour la Bosnie ?

En raison du refus serbe, le printemps 1993 avait vu l'échec du premier plan de paix (Vance-Owen) pour la Bosnie. La Communauté européenne avait par la suite exercé des pressions sur les Serbes et les Croates de Bosnie afin qu'ils acceptent des concessions de territoires au bénéfice des Musulmans. Septembre marqua l'échec du deuxième plan de paix (Owen-Stoltenberg) pour la Bosnie, les Musulmans ayant cette fois refusé la nouvelle tentative de compromis¹⁵⁵.

À la fin du mois, un débat concernant la Bosnie eut lieu au Parlement fédéral. Pour le compte du gouvernement, Klaus Kinkel y allait d'un discours dans lequel il cherchait surtout à défendre la politique de son gouvernement en dressant un bilan de ses

¹⁵² « Kinkel greift Ruhe an », *FAZ*, 25 octobre 1993, p. 4; et « Kinkel warnt erneut vor übereiltem Abzug. Ruhe : Bundeswehr in Somalia von USA abhängig », *SZ*, 16 novembre 1993.

¹⁵³ « Kabinettsbeschluß zur Beendigung der Bundeswehrebeteiligung an UNOSOM II », *Bulletin Presse- und Informationsamt der Bundesregierung*, numéro 114, 23 décembre 1993, p. 1260.

¹⁵⁴ Lantis, *op. cit.*, p. 72; et Mushaben, *op. cit.*, p. 250.

¹⁵⁵ Hoffmann, *loc. cit.*, p. 101; et *Unfinished Peace...*, *op. cit.*, p. 49-52.

accomplissements face à un conflit bosniaque marqué, depuis plus de dix-huit mois, par les « massacres et le ‘nettoyage ethnique’ ». Compte tenu du fait que l’Allemagne ne pouvait, pour des raisons constitutionnelles et historiques, participer au maintien de la paix en ex-Yougoslavie, le ministre demandait à ceux qui critiquaient « les autres [pays qui intervenaient] » de faire preuve de modération. Il rappelait ensuite les diverses formes que prenait la contribution allemande à la résolution du conflit (supervision de l’embargo et de l’interdiction de vol, aide humanitaire et accueil de réfugiés, etc.) avant de se défendre d’avoir un parti pris pour l’un ou l’autre des belligérants. Enfin, il soulevait le problème du Kosovo et la politique des deux poids, deux mesures que semblait mener la Serbie en exigeant pour les Serbes de Bosnie-Herzégovine ce qu’elle refusait aux Albanais de Serbie¹⁵⁶.

Quant à l’opposition, elle se contentait de critiquer la politique yougoslave du gouvernement en faisant toutefois peu appel à la mémoire. Si la préoccupation exprimée par Kinkel pour le Kosovo semblait partagée par tous les partis, certaines récriminations demeuraient. Le député social-démocrate Peter Glotz accusait ainsi le gouvernement d’avoir mené une politique yougoslave inconstante, rompant d’abord avec les autres Européens à Maastricht pour forcer la reconnaissance de la Croatie, pratiquant ensuite une politique très effacée. Pour sa part, la députée des verts, Vera Wollenberger, estimait que Bonn n’avait pas suffisamment exercé de pressions pour que Zagreb mette un terme aux atrocités commises par les troupes croates en Bosnie-Herzégovine, atrocités qui ne cédaient en rien à celles qu’y perpétreraient les forces serbes. Wollenberger poursuivait ses récriminations en recourant à la mémoire, un fait rare dans ce débat. « L’Allemagne, qui, en tant qu’ancien pays divisé, avait une responsabilité particulière en ce sens, ne s’est jusqu’ici pas fortement opposée à la division de la Bosnie en ‘territoires ethniquement purs’ ni au partage de villes bosniaques telles que Mostar, Brcko ou Sarajevo ». Enfin, les néocommunistes se contentaient d’accuser le gouvernement

¹⁵⁶ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 176. Sitzung. Bonn, 23 septembre 1993, p. 15223-15225.

d'avoir un parti pris et dénonçaient en ce sens toute idée de recours à la force par l'OTAN, ceci ne pouvant que prolonger la guerre selon eux¹⁵⁷.

Chez les verts, le mois d'octobre 1993 allait être marqué par un congrès du Parti, manifestation qui démontra que les députés qui, tels Helmut Lippelt, Claudia Roth, Gerd Poppe, Vera Wollenberger et Daniel Cohn-Bendit, appelaient à une intervention militaire pour mettre un terme au conflit bosniaque, constituaient toujours une minorité. De fait, 90 % des délégués – parmi lesquels on retrouvait notamment, Joschka Fischer, le ministre de l'Environnement de la Hesse (et futur vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères) –, avaient voté contre une motion suggérant qu'en cas de « graves violations des droits humains », une intervention militaire était requise¹⁵⁸. En fait, le communiqué final du congrès stipulait : « pour nous, la plus importante conséquence de l'histoire allemande s'avère : plus jamais de guerre. En même temps, elle est aussi : plus jamais d'Auschwitz »¹⁵⁹.

Alors que le débat parlementaire de septembre avait ignoré la question du rôle de l'Allemagne dans le monde, dans le courant d'octobre, un sondage demandait aux Allemands ce qu'ils pensaient de l'énoncé suivant :

« Je pense que dans les faits, la mort organisée de millions de Juifs dans les chambres à gaz est singulière (« *einmalig* »), comme il y a beaucoup d'événements historiquement singuliers. Je ne crois cependant pas qu'il découle de cela un rôle particulier pour l'Allemagne jusqu'à la fin de l'Histoire. Le temps est venu – l'après-guerre s'est définitivement terminé avec l'unité allemande – de classer (« *einzuordnen* ») ces événements, mais pas, pour l'amour de Dieu, de les mettre de côté (« *wegzulegen* ») ! »

¹⁵⁷ Voir les interventions respectives de Peter Glotz (SPD), Vera Wollenberger (BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN), Barbara Höll (PDS). *Ibid.*, p. 15226-15228; 15231-15232; et 15277-15278.

¹⁵⁸ « Sich durch Grüne. Parteitag », *SZ*, 11 octobre 1993.

¹⁵⁹ « Beschluß der außerordentlichen Bundesversammlung von BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN vom 9.10.1993, Gewaltfreiheit und Menschenrechte – friedenspolitische Grundlinien von BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN », Bonn, 9 octobre 1993, p. 1. Cité par Philippi, *op. cit.*, p. 127.

Les résultats du sondage démontraient que 74 % des Allemands de l'Ouest et 61 % des Allemands de l'Est étaient d'accord avec cette proposition¹⁶⁰. Si la population acceptait la singularité de l'Holocauste, les Allemands n'en semblaient pas moins prêts à voir leur pays cesser d'agir différemment des autres pays sur la scène internationale. En somme, non seulement la mémoire de l'Holocauste semblait faire consensus, mais la leçon qu'il fallait en tirer aussi. Avant que cette belle unanimité ne se reflète chez les parlementaires, il y avait toutefois loin de la coupe aux lèvres.

À partir de novembre, le couple franco-allemand chercha à prendre le leadership afin de permettre à l'Union européenne de développer une véritable politique commune à l'égard de la crise yougoslave. Ces efforts débouchèrent sur l'initiative Juppé-Kinkel, du nom des deux ministres des Affaires étrangères, laquelle demandait aux Européens d'augmenter l'aide humanitaire. Quant aux belligérants, ils étaient priés de permettre le maintien de corridors terrestres (depuis la côte dalmate) et aériens (vers l'aéroport de Tuzla), ceci afin de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire vers la Bosnie¹⁶¹. Malgré cela, les Européens demeuraient divisés sur ce qu'il fallait faire pour mettre un terme au siège de Sarajevo; les Allemands, Belges, Néerlandais et Italiens favorisant le recours à la force par l'OTAN contre les Serbes, les Français, Britanniques et Espagnols s'opposant pour leur part à l'usage de la coercition. Évidemment, le fait que les Allemands suggéraient un recours à la force sans y contribuer avec leurs propres troupes n'allait en rien aider à faire accepter cette idée. Avant la fin de l'année, ce nouvel effort de médiation se révéla être un autre insuccès¹⁶².

C'est dans le contexte de cet échec que quelques jours plus tard, une initiative suggérée au départ par les verts se vit appuyée au Bundestag par les chrétiens-démocrates, par les

¹⁶⁰ Noelle-Neumann et Köcher, *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1993-1997*, *op. cit.*, p. 513.

¹⁶¹ « Erklärung des deutschen Außenministers, Klaus Kinkel, zur Juppé-Kinkel-Initiative für den Bosnien-Konflikt vom 18. November 1993 », *Europa-Archiv. Dokumente*, série 7, 1994, D221-D222.

¹⁶² Wolfgang Koydl, « Balsam für Europas schlechtes Gewissen », *SZ*, 24 novembre 1993, p. 4; Smith, *loc. cit.*, p. 61; Kirste, *loc. cit.*; et Lantis, *op. cit.*, p. 98-99.

libéraux et par les sociaux-démocrates, le PDS constituant toutefois l'exception. Constatant que les convois d'aide humanitaire ne pouvaient se rendre jusqu'aux civils touchés par la guerre qu'au gré du bon vouloir des Serbes et des Croates – avec à la clef, le résultat que seulement un tiers de l'aide atteignait ses destinataires –, cette initiative proposait que les convois d'aide fassent dorénavant l'objet d'une protection militaire¹⁶³.

À cette occasion, deux députés seulement faisaient appel à la mémoire pour justifier leur position quant à la guerre en Bosnie. Le premier était Christian Schwarz-Schilling, l'ancien ministre chrétien-démocrate des Postes qui avait démissionné en 1992 parce qu'il estimait que son propre gouvernement n'en faisait pas suffisamment, particulièrement du point de vue militaire, pour mettre fin au conflit bosniaque. Le député reprochait au gouvernement d'accepter que les négociations visant à trouver une solution au conflit bosniaque envisagent clairement une division de la Bosnie selon les paramètres de l'appartenance ethnique. Il déclarait : « le fait qu'après la Seconde Guerre mondiale et l'époque nazie en Europe, il soit possible pour nous de diviser un pays selon le principe de l'appartenance à une population, selon le groupe ethnique, et, que ce principe soit dans les faits reconnu à travers les négociations, démontre le grand tiraillement dans lequel nous nous sommes placés. Depuis les années quarante, cela ne s'était en tout cas pas produit en Europe ». Pour ce qui est des chances de succès des négociations, le député se faisait pessimiste et comparait même toute paix qui en découlerait au diktat de Versailles, « lequel avait mené à ses conséquences bien connues ». Subséquemment, et en considérant qu'une intervention militaire n'était pas possible, il fallait au minimum équiper les Musulmans de Bosnie afin qu'ils puissent eux-mêmes se défendre *manu militari*¹⁶⁴.

Le second député faisant appel à un élément de mémoire était Gerd Poppe, le représentant des verts au débat. Pour Poppe, toute solution à la guerre en Bosnie exigeait plus qu'une simple répartition des territoires entre les trois principaux groupes ethniques

¹⁶³ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 196. Sitzung. Bonn, 2 décembre 1993, p. 17044-17058.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 17051-17054.

de l'ex-république. Selon lui, il en allait d'abord de la « fin des soi-disant nettoyages ethniques », ainsi que de la préservation des droits humains fondamentaux et ce, non seulement en Bosnie, mais aussi au Sandjak, dans la Voïvodine et au Kosovo. De plus, il fallait éviter toute division de la ville de Sarajevo et en cela, les Allemands avaient « toutes les raisons de se prononcer contre une telle soi-disant solution. Je dis cela aussi avant tout en tant que député provenant de l'est de Berlin : il ne doit pas y avoir de mur à travers Sarajevo »¹⁶⁵.

Alors que les dernières séances concernant la Bosnie au Bundestag avaient très peu fait l'objet de débats portant sur une éventuelle intervention militaire allemande, cette polémique demeurait bien présente au sein de la société. Dans cet esprit, le numéro de décembre des *Blätter für deutsche und internationale Politik* publiait une lettre ouverte signée par plus d'une centaine d'universitaires, de diplomates et de professionnels allemands. Les signataires s'opposaient à la politique que cherchait à mettre de l'avant le gouvernement pour permettre une plus grande utilisation de la Bundeswehr sur la scène internationale. Après avoir soutenu qu'ils ne croyaient pas la population allemande prête à accepter un tel changement, les auteurs s'insurgeaient contre ce qu'ils qualifiaient de tendance à vouloir militariser la politique étrangère nationale pour faire face à ce que les représentants du gouvernement appelaient la « responsabilité allemande accrue » depuis l'unification. Ils écrivaient :

« L'opinion doit manifestement s'accoutumer à nouveau à la présence de soldats allemands à travers le monde. Cela pourrait signifier le début d'une nouvelle époque de dangereuse politique allemande. Le large consensus de l'après-guerre, lequel excluait la guerre et *a fortiori* les actions militaires préventives comme instruments politiques, ne doit pas être abandonné sans nécessité.

Cette politique [désirée par le gouvernement] pourrait à nouveau précipiter l'Allemagne vers la catastrophe et la guerre. Elle ignore aussi les leçons que le monde a, par deux fois au cours de ce siècle, données à l'Allemagne. Elle nuit aux intérêts allemands de bon voisinage et de règlements justes et pacifiques. [...] Face aux causes économiques et sociales des crises mondiales, l'option militaire n'a aucun avenir. 'Jamais plus la guerre n'émanera du sol allemand' demeure plus que jamais une nécessité actuelle ».

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 17049-17050.

En toute logique, le groupe invitait tous les Allemands qui se sentaient concernés à se lancer dans le débat sur le futur rôle de leur pays dans le monde. Le collectif exhortait le gouvernement à mettre immédiatement fin à toutes les initiatives déjà prises au sujet de la Bundeswehr qui ne concernaient pas les seules fins de défense du territoire, les interventions en Somalie et au Cambodge faisant ici office d'exemples¹⁶⁶.

Malgré cela, un sondage de décembre démontrait que les idées de ce groupe ne représentaient que partiellement ce que pensait la population. Ainsi, en cas d'intervention de l'OTAN en Bosnie dans le but d'y rétablir la paix, 48 % des Allemands de l'Ouest et 64 % de leurs compatriotes de l'Est refusaient que la Bundeswehr participe à une telle mission. Au contraire, 44 % des Wessis et 27 % des Ossis appuyaient une telle contribution allemande¹⁶⁷. De toute évidence, les Allemands étaient prêts à voir leur pays assumer davantage de responsabilités dans le monde, ainsi que l'avait montré le sondage d'octobre portant sur le lien à établir entre la singularité de l'Holocauste et la politique extérieure. Par contre, la plupart des citoyens préféraient que la doctrine Kohl soit maintenue puisque l'envoi de soldats allemands en ex-Yougoslavie demeurerait exclu pour une majorité de Wessis comme d'Ossis, sauf s'il s'agissait d'une mission de casques bleus ainsi que l'avaient confirmé les sondages d'août 1992 et de janvier 1993.

2.5 Élections allemandes à l'horizon 1994, source de changement de la politique extérieure ?

Le 20 décembre, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait une résolution qui condamnait le « nettoyage ethnique » ayant cours en Bosnie-Herzégovine et dont la responsabilité se voyait imputée aux milices et paramilitaires serbes, lesquelles avaient un lien indéniable avec la République fédérale yougoslave et son armée. La même

¹⁶⁶ « Initiative für eine öffentliche Debatte, für eine zivile deutsche Politik, gegen ein weltweites Eingreifen der Bundeswehr », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 11, décembre 1993, p. 1416-1418.

¹⁶⁷ Johnston, *loc. cit.*, p. 267.

résolution reconnaissait que la RFY contrevenait à la convention de Genève sur les génocides¹⁶⁸. Début février, c'est-à-dire moins de deux mois plus tard, la place du marché de Sarajevo devenait le théâtre d'un véritable bain de sang alors qu'elle subissait le pilonnage de l'artillerie serbe en pleine heure d'affluence, ce qui entraînait le décès de plusieurs dizaines de civils musulmans. Pour la première fois, l'attention de l'opinion publique mondiale allait véritablement se diriger sur le drame bosniaque. La réaction occidentale n'allait pas tarder et l'OTAN exigea que les Serbes retirent leurs armes lourdes dans un rayon de vingt kilomètres autour de la capitale, sous peine de voir les unités qui auraient refusé d'obéir exposées à des attaques aériennes¹⁶⁹.

En Allemagne, ce massacre fut non seulement condamné par les autorités officielles¹⁷⁰, mais il redonna de la vigueur au débat chez les intellectuels et provoqua, au moins partiellement, l'évolution de l'attitude de l'opinion publique quant au recours à la force par la Bundeswehr. Ainsi, chez les intellectuels, Wolf Biermann, Günter Grass, Peter Schneider et Marek Edelman, entre autres noms connus, se prononcèrent, dans une lettre adressée à l'ONU et aux gouvernements européens, en faveur d'une intervention militaire occidentale¹⁷¹. De même, le vert Daniel Cohn-Bendit tenta de relancer le débat à ce sujet au sein de son Parti. « Il y a, écrivait-il, des situations dans l'Histoire, où si l'on veut mettre fin à l'horreur, il faut accepter de faire le pire pour prévenir quelque chose d'encore pire... Je me suis décidé bien que cela ne me soit pas totalement satisfaisant. Mais si des gens ne s'étaient pas décidés il y a cinquante ans, je ne serais jamais de ce monde. Le prix en a été Dresde, le succès, la défaite d'Hitler »¹⁷².

¹⁶⁸ « Resolution 48/88 der Generalversammlung der Vereinten Nationen zum Krieg in Bosnien-Herzegowina, am 20. Dezember 1993 in New York verabschiedet », *Europa-Archiv. Dokumente*, série 7, 1994, D222-D224.

¹⁶⁹ Haftendorn, *op. cit.*, p. 409-410; et Lantis, *op. cit.*, p. 99-100.

¹⁷⁰ Lantis, *op. cit.*, p. 99.

¹⁷¹ La lettre était signée par une centaine de personnalités et intellectuels, provenant de 18 pays, parmi lesquels on retrouvait aussi François Fejtö, Bernard-Henry Lévy, Jorge Semprun et Simon Wiesenthal. Ackermann, *op. cit.*, p. 31.

¹⁷² Daniel Cohn-Bendit, *taz*, 20 avril 1994. Cité par Ackermann, *op. cit.*, p. 30-31. L'auteur ne donnait cependant pas le titre de l'article de Cohn-Bendit.

L'opinion publique réagit aux événements de la place du marché de Sarajevo en tenant une vigile rassemblant 25 000 personnes à Bonn afin de commémorer le fait que les pertes de vies humaines avaient franchi le triste nombre de 250 000 individus en Bosnie¹⁷³. Devant le succès de l'ultimatum de l'OTAN – les Serbes ayant retiré leurs armes lourdes à l'extérieur du périmètre désigné autour de Sarajevo –, une majorité d'Allemands de l'Ouest estimaient en février qu'il serait approprié de placer les Serbes devant des ultimatums semblables ailleurs en Bosnie pour instaurer un cessez-le-feu. De plus, si 54 % des Allemands refusaient à ce moment-là que des chasseurs-bombardiers allemands contribuent à des attaques aériennes de l'OTAN, 56 % d'entre eux acceptaient désormais que ces mêmes appareils soient utilisés pour protéger des avions de transport d'aide humanitaire au-dessus de la Bosnie¹⁷⁴.

Au début de mars, alors que le dernier contingent allemand se préparait à quitter la Somalie, le traité de Washington, qui allait sceller la fin des combats entre les Croates et les Musulmans bosniaques et allait du coup paver la voie à l'établissement de la Fédération croato-musulmane de Bosnie¹⁷⁵, demeurait encore à l'état de projet. À la même époque, le Bundestag se trouvait réuni à la demande du groupe parlementaire néocommuniste, ceci afin de discuter de la récente intervention de l'OTAN en Bosnie et de la collaboration de la Bundeswehr. Dans les faits, la députée Andrea Lederer, représentante des néocommunistes ne faisait que réitérer le discours habituel de son Parti : la présence d'officiers allemands à bord des AWACS de l'OTAN volant au-dessus de la Bosnie contredisait l'interprétation de la Loi fondamentale en vigueur depuis quatre décennies. En outre, cette « militarisation de la politique étrangère » s'inscrivait en faux contre toutes les déclarations précédentes des membres du gouvernement, lesquels avaient maintes fois répété que la Bundeswehr n'avait rien à faire en ex-Yougoslavie, ne fut-ce que pour des motifs historiques. Elle prenait pour exemple une déclaration faite par le chancelier le 17 février précédent et selon laquelle,

¹⁷³ Lantis, *op. cit.*, p. 99.

¹⁷⁴ Johnston, *loc. cit.*, p. 267-268.

¹⁷⁵ Haut-commissariat pour les réfugiés, *op. cit.*, p. 219.

même une fois la question constitutionnelle réglée, l'histoire des événements de 1941-1945 excluait tout rôle pour les Allemands en ex-Yougoslavie. « Je crois que l'Histoire demeure ici bien vivante », aurait-il affirmé selon Lederer, une affirmation que cette dernière s'empressait de confirmer¹⁷⁶.

Pour le compte du gouvernement, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense prenaient la parole. Kinkel rappelait d'abord que l'action de l'OTAN se trouvait parfaitement légale, puisqu'elle mettait en œuvre deux résolutions du Conseil de sécurité, à savoir l'interdiction de vol aérien au-dessus de la Bosnie (la résolution 781 d'octobre 1992) et la possibilité de recourir à la force si nécessaire pour faire respecter cette interdiction (la résolution 816 d'avril 1993). Quant à la légalité de la contribution allemande, elle avait été clairement démontrée, comme le rappelait le ministre, par la Cour constitutionnelle fédérale dans sa décision datant du mois d'avril 1993. Il poursuivait en affirmant qu'il n'en était pas moins urgent de clarifier une fois pour toutes la question constitutionnelle tout en conservant la culture de la retenue qui avait si bien servi les Allemands. Si Kinkel n'avait pas fait usage de la mémoire, son collègue de cabinet Volker Rühle n'hésitait pas à le faire, évoquant au passage l'isolement international qu'aurait vécu son pays si celui-ci avait refusé que ses officiers demeurent à bord des AWACS. Pour le ministre de la Défense, le massacre de la place du marché et la menace qu'avait ensuite laissé planer l'OTAN, illustraient une fois de plus ce que « l'expérience historique » avait maintes fois démontré : la puissance d'une force de dissuasion crédible pour empêcher le recours à la force. « Dans ce pays [la RFA], la paix reposa là-dessus pendant plusieurs décennies », soutenait-il. Enfin, Rühle démontrait que la campagne électorale était bien entamée lorsqu'il déclarait à l'adresse des sociaux-démocrates et des verts que ceux qui ambitionnaient de diriger l'Allemagne dans les prochaines années devraient être prêts à accepter des situations où des avions allemands effectueraient, tout comme les appareils français, anglo-saxons ou néerlandais, des tâches pour le compte de l'ONU à l'image de la plus récente mission des AWACS¹⁷⁷.

¹⁷⁶ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 213. Sitzung, Bonn, 3 mars 1994, p. 18423-18424.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 18429-18430; et 18433-18434.

Chez les simples députés de la coalition, Friedbert Pflüger estimait que le débat soulevé par l'intervention de l'OTAN constituait l'occasion de clarifier une fois pour toute la question de la légitimité d'une participation allemande aux missions de rétablissement de la paix. Le député citait ensuite longuement la conclusion – qu'il partageait bien entendu – à laquelle était parvenue, peu de temps auparavant, l'église évangélique allemande à ce sujet :

« 'Le lourd passé des Allemands ne peut pas mener à l'idée qu'il y a, fondamentalement, un rôle particulier pour l'Allemagne. Il faut partir du principe que ce qui vaut pour des soldats canadiens ou italiens vaut aussi pour les soldats allemands. C'est justement parce que l'Allemagne a, de façon criminelle, fait un usage abusif de la force militaire et qu'elle a été libérée de son régime de terreur par le recours à cette même force, que l'Allemagne démocratique a toutes les raisons de contribuer, sous l'égide des Nations unies ou d'une organisation régionale mandatée par celles-ci, à repousser des agressions ou une menace à la paix, ainsi qu'à rétablir le droit¹⁷⁸ ».

De même, Christian Schmidt, un autre parlementaire chrétien-démocrate, y allait aussi d'une contribution au débat qui ne craignait pas d'instrumentaliser la mémoire aux fins de justification. À l'exemple du ministre de la Défense, il rappelait d'abord que « le principe de la dissuasion » avait permis à l'OTAN d'assurer 45 années de paix en Europe. Pour des villes comme Dubrovnik et Vukovar, il avait seulement été malheureux que le retour de ce principe ait été effectué deux années trop tard. Surtout, Schmidt se tournait vers les représentants du PDS et leur déclarait qu'ils avaient tort de décrier le soi-disant retour du « militarisme allemand » dans le contexte de l'intervention de l'OTAN en Bosnie, car la « seule armée allemande » qui s'était comportée de manière agressive depuis 1945 avait été l'Armée nationale-populaire est-allemande lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968¹⁷⁹.

Pour le compte des libéraux, Jürgen Köppelin et Ulrich Irmer se contentaient surtout de défendre la décision de maintenir les membres de la Bundeswehr à bord des avions

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 18430-18431.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 18434-18435.

radars de l'OTAN tout en attaquant la plate-forme électorale des sociaux-démocrates et des verts en matière de politique étrangère. Ils dénonçaient notamment le fait qu'officiellement, le Parti vert proposait toujours de dissoudre l'Alliance atlantique ou à défaut, que l'Allemagne quitte cette organisation. Les deux députés se gardaient bien cependant de recourir à des éléments mémoriels pour légitimer leurs idées¹⁸⁰.

Heureuse de constater l'apparente avancée réalisée aux négociations de Washington, ainsi que le soulignait explicitement son représentant Freimut Duve, l'opposition sociale-démocrate n'en adressait pas moins des critiques au gouvernement allemand. Par exemple, le député Peter Glotz insistait essentiellement pour dire que ce succès diplomatique ne résultait pas tant de la démonstration de force de l'Alliance que de l'unité de vue politique retrouvée par les principaux partenaires occidentaux au sujet de la guerre en Bosnie. Enfin, Heidemarie Wieczorek-Zeul, qui représentait l'aile gauche du Parti, réaffirmait ce qui constituait la ligne officielle du SPD depuis 1991, soit que la Bundeswehr pouvait participer aux missions de casques bleus de l'ONU, mais pas à des « missions guerrières à travers le monde ». Au total cependant, aucun représentant social-démocrate n'instrumentalisait la mémoire de façon significative¹⁸¹.

Il en allait tout autrement du vert Wolfgang Ullmann qui exprimait ses craintes devant la tournure que prenait le conflit yougoslave depuis que quatre avions serbes avaient été abattus par les chasseurs de l'OTAN à la fin février. « [...] c'est la guerre en Europe, la guerre dans un pays où déjà, il y a un demi-siècle, des atrocités de grande ampleur ont été commises avec la participation de soldats allemands, déclarait-il. Depuis, cette Europe sait que la guerre n'est pas un moyen de la politique, mais plutôt l'instrument de la barbarie, l'un des crimes contre la paix condamnés à Nuremberg ». Par conséquent, alors que l'action de l'OTAN avait mis un frein aux agressions serbes, les Allemands, ceux-là mêmes qui avaient entamé la Seconde Guerre mondiale en partageant la Pologne avec les Soviétiques, ceux-là mêmes qui s'étaient aussi rendus coupables auprès des

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 18427-18428; et 18432-18433.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 18426-18427; 18431-18432; et 18435-18436.

peuples yougoslaves, devaient aujourd'hui profiter de l'occasion pour multiplier les efforts de paix en faveur de la Bosnie¹⁸².

De toute évidence, tous les Allemands ne partageaient pas la leçon mise de l'avant non seulement par plusieurs députés de l'opposition, mais aussi par la centaine de personnalités qui avaient publié, au mois de décembre précédent, la lettre ouverte examinée ci-haut. Ainsi, alors que les libéraux et les sociaux-démocrates ne faisaient pas vraiment usage de volets mémoriels, les chrétiens-démocrates et les verts ne craignaient pas de le faire avec, il est vrai, des conclusions diamétralement opposées pour la politique étrangère allemande. Les événements de février, nommément le massacre de Sarajevo et la mise en place d'une dissuasion plus efficace de la part de l'OTAN, avaient certes contribué au retour de la mémoire comme argument. Malgré cela, l'intensité demeurait encore loin de celle qui s'était manifestée lors du débat d'avril 1993.

En RFA, l'année 1994 se trouvait à être une année d'élections fédérales qui étaient prévues pour le milieu d'octobre. Or, ainsi que le déclarait un conseiller politique du chancelier Kohl, il s'avérait difficile d'espérer gagner des voix en expliquant aux Allemands que leurs fils pourraient devoir mourir à l'étranger¹⁸³. Cela dit, ces élections allaient jouer un rôle dans l'évolution de la position des partis politiques concernant la Bosnie. À la mi-avril, le Bundestag se réunissait à l'occasion d'une déclaration du gouvernement au sujet de l'ex-Yougoslavie. Inévitablement, cette séance, comme la précédente et toutes celles qui allaient suivre jusqu'aux élections, offrit l'occasion pour les principaux partis en présence de s'accuser mutuellement de faire de la politique partisane avec évidemment l'objectif de gagner les élections à venir.

Dans sa déclaration faite au nom du cabinet, le ministre Kinkel affirmait que la mission de combat menée par des avions de l'OTAN quelques jours plus tôt pour le compte des Nations unies avait été « légitime, nécessaire et correcte » puisque couverte par la

¹⁸² *Ibid.*, p. 18428-18429.

¹⁸³ Smith, *loc. cit.*, p. 61.

résolution 816 qui permettait l'utilisation de forces aériennes pour appuyer la FORPRONU. De fait, ces actions avaient été entreprises pour protéger les casques bleus postés à Goradze et qui avaient été attaqués par des forces serbes ayant envahi la ville, l'une des cinq agglomérations déclarées zones de sécurité. Pour le ministre, il s'agissait là d'un « signal clair de la détermination » de la communauté internationale à ne pas tolérer d'autres violations de zones protégées par l'ONU¹⁸⁴.

Du côté de la coalition, quelques députés prenaient la parole. Les chrétiens-démocrates Karl-Heinz Hornhues et Karl Lamers rappelaient ainsi aux sociaux-démocrates que leur refus d'aller plus loin que les missions de casques bleus ne pouvait qu'attribuer à l'Allemagne, un rôle particulier sur la scène internationale. Pour Lamers, l'attitude du SPD revenait dans les faits à poursuivre le « Sonderweg allemand en passant de l'hypertrophie de la puissance à l'hypermorale »¹⁸⁵. Pour sa part, le libéral Ulrich Irmer abondait dans le sens de ses deux collègues et accusait le SPD de préférer laisser les autres pays exécuter le « sale boulot » pour se contenter de pratiquer la « diplomatie du chéquier ». Irmer n'allait pas cependant jusqu'à mobiliser quelque élément de mémoire que ce soit.

Le contraire était toutefois vrai pour deux députés dissidents au sein de la coalition, c'est-à-dire l'ex-ministre des Postes Christian Schwarz-Schilling et le député Stefan Schwarz, lesquels faisaient appel à la mémoire du nazisme dans leurs interventions respectives, cela afin de dénoncer ce qu'ils estimaient comme la preuve de l'incurie du gouvernement face à « l'agression serbe en Bosnie-Herzégovine ». Le premier déclarait donc :

« J'ai vécu l'Histoire, l'époque nazie, et j'ai ma propre expérience avec la période nationale-socialiste. Pour moi il s'agissait d'un point de non-retour, et c'est pourquoi je suis en fin de compte entré en politique, parce qu'une telle chose ne devait plus jamais se produire en Europe. Nous devons être

¹⁸⁴ Klaus Kinkel, « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung. Bericht der Bundesregierung zur Lage im früheren Jugoslawien », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 219. Sitzung. Bonn, 14 avril 1994, p. 18907-18910.

¹⁸⁵ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 219. Sitzung. Bonn, 14 avril 1994, p. 18911-18914; et 18918-18921.

particulièrement sensible et non pas déduire de cette situation historique une excuse pour la passivité et l'inactivité ».

Quant au second, il décriait la situation qui avait cours à Sarajevo et appuyait son analyse sur la mémoire du nazisme et sur le séjour qu'il venait de faire dans l'ancienne capitale bosniaque. À son avis, toute personne qui désirait entrer ou sortir de la ville devait passer par des points de contrôle où sévissaient des « tchetniks ». Pour éviter tout malentendu, il prenait quand même la peine de déclarer que si tous les Allemands n'avaient pas été des nazis, il en allait de même avec les Serbes aujourd'hui, seul un petit nombre pouvant être qualifié de « tchetniks ». Et le député d'ajouter :

« [...] le mur qui traverse Sarajevo est au moins cinq fois plus brutal que le mur de Berlin. Et je sais de quoi je parle. J'ai vu les deux et j'ai essayé de les combattre [tous deux]. [...] Il s'agissait bien sûr d'une autre époque et l'Histoire ne se répète pas. J'en connais plusieurs qui ont déjà dit : 'plus jamais'. Mais, d'une certaine manière, cela flaire (« *riecht* ») la façon dont nous avons réagi [à l'époque nazie], c'est-à-dire un peu comme après 1938. J'espère que l'on en viendra un jour au point où on récupérera cela [la leçon 'plus jamais'] »¹⁸⁶.

Au sein de l'opposition, Hans-Ulrich Klose, président du groupe parlementaire social-démocrate, se contentait de souhaiter qu'une intervention de l'OTAN à Gorazde aurait la même efficacité que celle qui avait permis de mettre un terme aux hostilités à Sarajevo. Le député Karsten Voigt ne se faisait pas plus loquace que son chef et se limitait à un plaidoyer en faveur du multilatéralisme de la politique étrangère allemande au sujet de la question yougoslave¹⁸⁷. Chez les verts, Vera Wollenberger se faisait critique d'une intervention militaire de l'Alliance qui avait servi à protéger les casques bleus, mais pas les civils de Gorazde. « Nous ne sommes pas uniquement responsables de ce que nous faisons, mais aussi de ce que nous laissons faire », disait-elle. Contrairement à son habitude, elle ne recourait toutefois pas à la mémoire sauf pour dire que la guerre en Bosnie était la plus grave qui avait sévi depuis la Seconde Guerre mondiale. Enfin, avec Hans Modrow, les néocommunistes accusaient le gouvernement de « manquer de conscience historique » en participant à l'action militaire de l'OTAN en Yougoslavie et

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 18923; et 18923-18924.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 18910-18911; et 18921-18923.

d'être tributaire de « l'idée du pangermanisme »¹⁸⁸. Globalement, dans ce débat d'avril, seuls les députés chrétiens-démocrates faisaient usage de mémoire pour donner une légitimité à leurs choix de politiques à privilégier quant à la guerre en Bosnie. Cette instrumentalisation demeurait encore une fois modérée cependant.

Une semaine plus tard, les parlementaires se réunissaient à nouveau, cette fois à la demande des verts qui désiraient discuter plus amplement de la situation à Gorazde. À cette occasion, Vera Wollenberger accusait en substance les gouvernements occidentaux et celui de l'Allemagne d'avoir mené une « peu glorieuse politique [...] d'apaisement » à l'égard des autorités serbes. « Depuis 1991, il manque la volonté politique de mettre un frein aux agressions serbes » et « [...] au génocide en Bosnie ». Dès lors, l'armée serbe avait pu mener avec succès sa « politique de conquêtes et de nettoyage ethnique par la force »¹⁸⁹.

En l'absence du ministre des Affaires étrangères, en voyage de consultation à Washington en rapport avec la Bosnie, c'était la ministre d'État aux Affaires étrangères Ursula Seiler-Albring qui prenait la parole au nom du gouvernement. À son avis, alors que la « barbarie » tenait le haut du pavé à Gorazde du fait de « criminels de guerre », c'est-à-dire les agresseurs serbes, il fallait se demander ce que pouvait faire l'Allemagne pour y mettre un terme. Or, le problème était que Bonn ne pouvait « agiter le spectre de la guerre avec ses alliés » à cause de la présence des soldats de la FORPRONU dont l'existence se trouverait menacée, *a fortiori* dans le contexte où aucun allemand ne faisait partie de cette force. Restait donc à mettre en œuvre la diplomatie afin d'établir, dans tous les forums internationaux, une position internationale commune s'opposant à l'agression serbe¹⁹⁰.

Pour leur part, plusieurs des représentants de la coalition se plaisaient à dire que cette séance parlementaire n'aidait en rien les Musulmans bosniaques de Gorazde. Pour le

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 18917 et 18918; 18917.

¹⁸⁹ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 222. Sitzung. Bonn, 21 avril 1994, p. 19191-19192.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 19196-19197.

compte des chrétiens-démocrates, Heinrich Lummer relevait surtout l'incohérence des verts qui proposaient d'un côté de dissoudre l'OTAN et la Bundeswehr et qui de l'autre, poussaient les hauts cris devant le manque de volonté des Occidentaux. Son collègue Christian Schmidt défendait le recours à la force, le seul moyen qui avait eu des résultats jusque-là selon lui. Il convenait donc de s'inspirer de l'exemple de la guerre froide, qui pendant quarante ans, avait illustré la puissance de la dissuasion¹⁹¹. De même, selon le libéral Ulrich Irmer, il ne servait strictement à rien de répéter que pour des raisons bien connues, les Allemands en étaient réduits à « faire moins que les autres »¹⁹².

Du côté des sociaux-démocrates, Freimut Duve affirmait que les Serbes de Bosnie s'étaient rendus coupables de crimes de guerre dans les enclaves regroupant les Musulmans bosniaques, zones que devait protéger l'ONU. Ces agglomérations « n'avaient pas même l'opportunité de signer une reddition à la différence de villes comme Hambourg et d'autres en 1945 ». Rappelant qu'il ne partageait pas la position de son Parti selon laquelle la constitution et l'Histoire interdisaient à la RFA de contribuer à la défense de la Bosnie, Duve exhortait finalement ses collègues députés à faire en sorte que l'ONU mette un terme aux exactions serbes dans les zones de sécurité. Pour sa part, Karsten Voigt répliquait surtout au discours prononcé par la représentante des verts, en lui rétorquant que la « conclusion » qu'il tirait pour sa part de l'histoire allemande était que s'il fallait s'opposer à un agresseur au lieu de verser dans l'apaisement, il ne saurait être question de recourir à la Bundeswehr tant et aussi longtemps que la question constitutionnelle ne serait pas définitivement réglée. Cependant ajoutait-il, même après un tel règlement, il faudrait toujours se demander si, considérant le passé de l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale, une intervention de la part de ses soldats contribuerait à l'escalade ou à la désescalade du conflit¹⁹³.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 19192-19193.

¹⁹² *Ibid.*, p. 19199.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 19197-19198; et 19199-19200.

Enfin, Angela Stachowa réitérait la position officielle du groupe parlementaire néocommuniste pour lequel aucun recours à la force n'aiderait à résoudre un conflit qui voyait les deux camps commettre « des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ». Au contraire, les Nations unies, l'Union européenne et la Fédération de Russie devaient employer tous les moyens pacifiques pour faire pression sur les belligérants et forcer ainsi l'obtention d'un accord de cessez-le-feu¹⁹⁴. En somme, ce bref débat, dont la pertinence était grandement contestée par les partis de la coalition, faisait assez peu l'objet d'utilisation mémorielle de la part des députés.

2.6 Nouvel échec diplomatique et issue partielle du débat allemand

Au début de juillet, le Groupe de contact pour la Yougoslavie (GC), qui avait vu le jour en avril et regroupait les États-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, allait proposer un troisième plan de paix pour la Bosnie. Ce plan, qui proposait de partager le territoire bosniaque en attribuant 51 % à la Fédération croato-musulmane et 49 % à la *Republika Srpska*, subirait le sort de ces prédécesseurs devant le refus des dirigeants serbes de l'entériner¹⁹⁵.

Quelques jours plus tard, la Cour constitutionnelle fédérale allemande rendait sa décision qui clarifiait la question de la légalité constitutionnelle des interventions de la Bundeswehr à l'étranger. Pour s'en tenir à l'essentiel, le rapport de quelque 150 pages stipulait que les forces armées allemandes devaient contribuer aux interventions de l'UEO ou de l'OTAN lorsque celles-ci mettaient en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. De même, la RFA avait l'obligation de contribuer aux missions de casques bleus puisque cela faisait partie des devoirs associés au privilège d'être membre de l'organisation. Cependant, chaque décision du cabinet visant à engager des troupes dans l'un ou l'autre type de mission devait, au préalable, être approuvée par le Bundestag à la majorité simple¹⁹⁶.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 19195-19196.

¹⁹⁵ Smith, *loc. cit.*, p. 61; et *Unfinished Peace...*, *op. cit.*, p. 49-53.

¹⁹⁶ « Urteil des Bundesverfassungsgerichts über die Verfassungsbeschwerden gegen internationale Einsätze der Bundeswehr, verkündet in Karlsruhe am 12. Juli 1994 (Auszüge) », *Europa-Archiv. Dokumente*, série

Le lendemain, Klaus Kinkel déclarait en entrevue que si les Allemands se révélaient désormais « libres » d'agir, il n'y avait pas lieu pour eux « d'être euphoriques ». De fait, un mandat du Conseil de sécurité restait non seulement toujours nécessaire, mais la « culture de la retenue » serait préservée. En outre, le ministre réitérait que des exceptions demeuraient, toute « intervention allemande restant exclue là où la Wehrmacht avait séjourné durant la Seconde Guerre mondiale »¹⁹⁷. De même, Karl Lamers, porte-parole de l'Union en matière de politique étrangère, déclarait peu après le jugement :

« Les Allemands sont conscients qu'ils ne peuvent plus se tenir à l'écart, mais ils sont freinés par le souvenir de leur hypertrophie militaire [...]. Nous devons, en raison de notre passé, faire preuve de beaucoup plus de prudence que les autres dans les questions militaires. Je crois que cette décision [du 12 juillet 1994] est psychologiquement très importante pour l'Allemagne unifiée. Elle indique que l'Allemagne est prête à assumer ses responsabilités. Pendant quarante ans, nous avons fait bande à part [...] Je crois que l'Allemagne a accompli un pas important sur la voie de la normalisation¹⁹⁸ ».

Le 22 juillet, le Bundestag tenait une séance spéciale en raison de cette décision de la Cour. À cette occasion, le ministre Kinkel donnait le point de vue du gouvernement et insistait pour dire que le verdict de la Cour marquait le refus de tout « Sonderweg allemand ». En fait, ce jugement démontrait que la Loi fondamentale permettait, à certaines conditions, même les « mesures de rétablissement de la paix ou les missions de combat ». Évoquant ensuite l'intégration de l'Allemagne au sein de l'Europe et de l'OTAN, ainsi que le succès de la politique étrangère de son pays depuis 1945, le ministre soulignait l'importance de ne pas revenir à l'unilatéralisme allemand. Pour le

15, 1994, D428-D431. Pour une discussion plus approfondie de ce jugement, consulter la section intitulée « Out-of-Area-Urteil 1994 » dans : Martin Limpert, *Auslandseinsatz der Bundeswehr*, Berlin, Duncker & Humblot, 2002, p. 111-140. (Coll. « Tübinger Schriften zum Staats- und Verwaltungsrecht ». Band 67); Berthold Meyer, « Von der Entscheidungsmündigkeit zur Entscheidungsmüdigkeit? Nach zehn Jahren Parlamentsvorbehalt für Bundeswehreinätze naht ein Beteiligungsgesetz », Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung, Frankfurt, 2004. (Coll. « HSFK Report ». Numéro 4/2004); ainsi que les comptes rendus suivants : Helmut Kerscher, « Ein Zug, der nicht mehr aufzuhalten war », *SZ*, 13 juillet 1994, p. 3; et « Auslandseinsätze der Bundeswehr verfassungsgemäss », *FAZ*, 13 juillet 1994, p. 1.

¹⁹⁷ « Kinkel : Jetzt sind wir frei – wenn der Sicherheitsrat zustimmt », *FAZ*, 14 juillet 1994, p. 3.

¹⁹⁸ Cité et traduit par Gougeon, *op. cit.*, p. 137.

premier diplomate allemand, la RFA ne pouvait fuir ses responsabilités en matière de droit international, de préservation de la paix et des droits humains.

« C'est justement parce que l'Allemagne a rompu la paix dans le passé, qu'elle est maintenant moralement et éthiquement obligée de contribuer de toutes ses forces à la préservation de la paix.

Si, pour ainsi dire, une leçon s'impose du national-socialisme, alors il s'agit bien de celle selon laquelle la violence ne peut parfois qu'être supprimée (« *beseitigt* ») que par la riposte violente (« *Gegengewalt* »). Les alliés auraient-ils dû regarder les agressions d'Hitler sans rien faire ? Cela doit-il être le conseil ultérieur que nous, Allemands, adressons à nos amis d'aujourd'hui ? »

En somme, pour Kinkel, la décision n'avait rien avoir avec une « militarisation de la politique étrangère allemande » comme certains l'affirmaient, et elle ne témoignait pas non plus d'une propension à « penser en termes d'aspirations de grande puissance » ni en termes de grandeur du peuple allemand¹⁹⁹. Le recours à la force demeurerait au contraire l'ultime moyen pour imposer la paix et la « culture de la retenue » constituait toujours un principe fondamental²⁰⁰. De son côté, le ministre de la Défense se permettait d'adresser quelques critiques à l'opposition. Il rappelait d'abord que le secrétaire général du SPD, Günter Verheugen, l'avait déjà accusé devant le Bundestag, de pratiquer « la diplomatie de la canonnière à la Guillaume II ». Or, pour Rühle l'Allemagne n'avait déjà pas fait suffisamment pour l'ex-Yougoslavie. De son point de vue, le fait de refuser de participer à la surveillance de l'embargo dans l'Adriatique et aux missions des AWACS, ainsi que l'avait proposé le SPD, auraient donc été encore plus insuffisant. Cela était d'autant plus vrai que, pour le ministre de la Défense, la constitution des AWACS s'avérait « le plus grand progrès historique depuis la Seconde Guerre mondiale » puisque « douze nations volaient à bord des mêmes avions », une collaboration inédite. Le dirigeant chrétien-démocrate accusait donc celui qui était, pour les prochaines

¹⁹⁹ Le ministre employait ici la délicate formule « *Wir sind wieder wer* » employée dans les milieux ultraconservateurs ou d'extrême-droite allemands, formule dont la traduction littérale serait : « Nous sommes à nouveau quelqu'un », signifiant par là « Nous sommes à nouveau un peuple d'importance ».

²⁰⁰ Klaus Kinkel, « Erklärung der Bundesregierung. Konsequenzen aus dem Urteil des Bundesverfassungsgerichts vom 12. Juli 1994 », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 240. Sitzung. Bonn, 22 juillet 1994, p. 21165-21169.

élections fédérales, l'aspirant chancelier des sociaux-démocrates, Rudolf Scharping, et son Parti de vouloir poursuivre le Sonderweg allemand²⁰¹.

Au sein des députés de la coalition, Michael Glos, président du Landesgruppe de la CSU, y allait surtout d'une virulente attaque à l'encontre des sociaux-démocrates qu'il accusait d'être inaptes à gouverner en raison de leur plateforme électorale en matière de politique extérieure. En particulier, Glos reprochait au SPD de collaborer avec le PDS au sein du gouvernement de Saxe-Anhalt. Le dirigeant de la CSU se demandait quelle serait l'influence des néocommunistes sur la politique internationale d'un éventuel cabinet Scharping : « Désirons-nous à nouveau le dangereux rôle particulier qui ne nous a pas bien réussi dans le passé ? L'Allemagne saisit-elle la chance historique de l'unité pour trouver la normalité en politique étrangère, normalité qui nous a été refusée pendant quarante années de division en raison de la Seconde Guerre mondiale ? » Glos poursuivait sur cette lancée en affirmant que le jugement de Karlsruhe ne constituait qu'une autre « défaite dramatique » qui ne faisait qu'ajouter à une « série d'erreurs » commises en politique internationale par le SPD. Et le politique d'évoquer tour à tour les refus de « l'ancrage à l'Ouest » et de la mise sur pied de la Bundeswehr ainsi que la chute du gouvernement Schmidt dans le contexte de la « Double décision » de l'OTAN. À l'instar de Kinkel et Rühle, Glos réitérait *in fine* l'attachement de l'Union à la culture de retenue²⁰². Stefan Schwarz, député de la coalition qui s'était parfois fait remarquer pour ses critiques adressées à l'endroit de son propre gouvernement, faisait aussi un usage abondant de facettes mémorielles. Le député entamait son discours en soulignant qu'il s'opposait « au nouveau fascisme à la manière Milosevic ». Pour lui, la décision de Karlsruhe sonnait la fin de la récréation en mettant fin au « Sonderweg allemand », même en politique étrangère. Là-dessus Schwarz déclarait toutefois qu'à l'instar de Kinkel, il ne faisait pas partie de ceux qui célébraient cette décision de la Cour comme la preuve de la grandeur retrouvée des Allemands. Pour le député, le Bundestag devait désormais être prêt à accepter le sacrifice de jeunes Allemands afin de « préserver les

²⁰¹ VdDB, 12. Wahlperiode, 240. Sitzung. Bonn, 22 juillet 1994, p. 21184-21188.

²⁰² *Ibid.*, p. 21174-21177.

droits humains et le droit international » tout en permettant à « d'autres de survivre ». En ce sens, l'Allemagne devait saisir l'occasion pour continuer la lutte contre « l'idée et les outils de la politique étrangère du XIX^e siècle ». « Il doit y avoir un progrès. La catastrophe de la Seconde Guerre mondiale doit avoir eu un sens. Cela ne peut que signifier qu'il faille collaborer à l'intégration européenne. [...] Plus jamais de Sonderweg allemand ! », clamait-il *in fine*²⁰³. Cependant, au sein de la coalition, Glos et Schwarz demeuraient les seuls à instrumentaliser la mémoire à des fins présentes puisque leurs collègues Karl Lamers, porte-parole chrétien-démocrate en politique étrangère, Hermann Otto Solms, président du groupe parlementaire libéral, et Werner Hoyer, secrétaire-général du même Parti faisaient pour ainsi dire, l'impasse sur de tels arguments²⁰⁴.

Pour le compte de l'opposition sociale-démocrate, Rudolf Scharping précisait que la question constitutionnelle étant clarifiée, son groupe parlementaire appuyait désormais la contribution de la Bundeswehr à la surveillance de l'embargo dans l'Adriatique, de l'interdiction de vol aérien au-dessus de la Bosnie et des zones de sécurité que l'ONU avait établies dans l'ancienne république yougoslave. Cela dit, il empruntait résolument un discours à saveur électorale, insistant pour dire que la politique étrangère d'un cabinet Scharping conserverait les principes de base de la diplomatie allemande, mais que davantage d'efforts et de ressources seraient consacrés à « lutter contre les causes des conflits ». Pour lui, cette tâche constituait un devoir dicté par l'histoire allemande : « L'Allemagne doit toujours rester le pays qui, en raison de son histoire, de son expérience depuis la Seconde Guerre mondiale, de son intégration européenne ainsi que de l'élargissement et de l'approfondissement nécessaires de cette dernière, concentre ses forces et donne priorité à l'épanouissement des capacités pacifiques de son propre pays et du monde »²⁰⁵. Ses collègues Walter Kolbow et Karsten Voigt répétaient essentiellement ses propos sans toutefois faire appel à des éléments mémoriels alors qu'Heidmarie Wiczorek-Zeul, représentant l'aile dure du Parti, refusait d'entériner la

²⁰³ *Ibid.*, p. 21107-21108.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 21190-21193; 21177-21180; et 21193-21195.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 21169-21174.

triple contribution de la Bundeswehr, non pas par opposition de principe à ces missions, mais bien par acte de protestation contre les tactiques dilatoires qu'avait, selon elle, employées le gouvernement depuis deux ans pour contourner la question de l'interprétation contestée de la Loi fondamentale²⁰⁶.

Quant aux verts, les députés Gerd Poppe et Werner Schulz refusaient aussi de voter en faveur de la motion du gouvernement, celle-ci comportant à leur avis trop de zones d'ombre concernant le rôle à venir de la Bundeswehr dans la résolution du conflit bosniaque. Enfin, les néocommunistes persévéraient à refuser pour l'armée, tout autre rôle que celui de la défense du territoire de la RFA, cette retenue étant « exigée et justifiée pour des raisons historiques », comme l'indiquaient ses représentants Gregor Gysi et Andrea Lederer²⁰⁷.

Enfin, le député indépendant Ulrich Briefs faisait un discours qui cherchait à mettre en garde devant ce qu'il estimait être la « réhabilitation de la tradition politico-militaire allemande ». Après avoir longuement évoqué les crimes commis par des soldats allemands entre 1933 et 1945, notamment leur implication dans le génocide des Juifs, il déclarait qu'il fallait prévenir toute « militarisation » de la politique étrangère²⁰⁸.

En somme, la décision de la Cour démontre à nouveau que, puisqu'aucun changement n'avait dû être apporté à la Constitution, c'était bien l'interprétation de celle-ci et surtout les profondes convictions inspirées de divers volets de mémoires qui expliquaient tout le débat politique des précédentes années en matière d'intervention militaire. Aussi longtemps que la question de la constitutionnalité ne fut pas réglée une fois pour toutes, le débat, sauf exception, porta *principalement* sur les aspects légaux. Dans ce processus, l'opposition chercha à contrecarrer le gouvernement en invoquant de multiples prétextes juridiques et en saisissant la Cour constitutionnelle de la question à chaque fois qu'elle put le faire. En vidant de toute substance le débat constitutionnel, la décision de juillet

²⁰⁶ *Ibid.*, p. 21188-21190; 21199-21203; et 21206.

²⁰⁷ *Ibid.*, p. 21182-21184; 21196-21197; 2118021182; et 21195-21196.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 21204-21205.

1994 constituait une étape de plus sur le chemin d'un nouveau consensus en matière de politique étrangère, car elle permettait enfin au débat de se transposer dans le domaine de la mémoire, le véritable nœud du problème du recours à la Bundeswehr.

Sur ce terrain, des visions concurrentes allaient désormais se livrer une bataille rhétorique d'une intensité renouvelée, particulièrement au vu et au su des atrocités commises en Bosnie, atrocités que personne ne pouvait maintenant feindre d'ignorer. Cette querelle porterait sur les leçons tirées d'au moins deux éléments de mémoire : d'une part, le nazisme et ses crimes et, d'autre part, la guerre froide et la solidarité manifestée par les alliés de la RFA. À terme, un nouveau *modus vivendi* prendrait forme et ferait de l'histoire allemande une obligation pour la RFA à intervenir militairement en cas de génocide et ce, peu importe où avait lieu un tel drame dans le monde. Ce consensus, l'inspecteur général de la Bundeswehr, Klaus Naumann, avait été l'un des premiers à le formuler de cette manière et il le répétait encore une fois à la fin de septembre 1994 : « [...] notre histoire allemande nous oblige à prendre fait et cause pour que nul part dans le monde ne puisse se produire un génocide »²⁰⁹.

3. En chemin vers le retournement du paradigme mémoriel

3.1 Menaces à l'ONU, demandes de l'ONU et réponse de la RFA

En Allemagne, la fin de l'été et le début de l'automne avaient vu les énergies mobilisées en vue des élections fédérales du 16 octobre. Celles-ci reportèrent au pouvoir la coalition menée par le chancelier Kohl et formée par la CDU/CSU et le FDP, et ce, avec une avance plus faible qu'aux élections précédentes²¹⁰. Devant l'absence de paix en Bosnie, il était devenu évident que les casques bleus de la FORPRONU s'exposaient à être victimes de prises d'otages²¹¹. Dans ce contexte, en marge de son sommet au début

²⁰⁹ Voir l'article que Naumann avait publié dans *Die Welt* le 28 septembre. Cité par Jürgen Elsässer, *Der deutsche Sonderweg. Historische Last und politische Herausforderung*, Kreuzlingen/München, Heinrich Hugendubel Verlag, 2003, p. 112.

²¹⁰ Pour des statistiques, voir : <http://www.bundeswahlleiter.de/wahlen/ergeb94/d/t/bun94999.htm>

²¹¹ Erb, *op. cit.*, p. 162-163.

décembre, l'OTAN avait fait une demande officieuse à l'Allemagne afin de savoir si des chasseurs-bombardiers de la Luftwaffe seraient disponibles dans l'éventualité où l'Alliance aurait à protéger le retrait de la force de l'ONU de Bosnie. Bonn avait répondu positivement à cette requête par l'intermédiaire du ministre Rühle qui avait promis la « solidarité allemande »²¹². Cependant, comme l'indiquait le chancelier, cette contribution hypothétique allait auparavant devoir être soumise au Bundestag. Avant tout, en qualifiant une telle mission « d'appui aérien », Kohl rejetait du revers de la main l'idée qu'il s'agissait là de l'envoi de « troupes de combats », lesquelles ne pouvaient toujours pas être détachées en ex-Yougoslavie pour des motifs historiques²¹³. Malgré cette subtilité rhétorique, il s'avère donc qu'il s'agissait bien là de la fin de la doctrine Kohl selon laquelle les troupes allemandes n'avaient rien à faire dans les pays où avait autrefois sévi la Wehrmacht. Pourtant, si quelques dirigeants sociaux-démocrates imitaient Rudolf Scharping en promettant d'appuyer le gouvernement sur cette question, la majorité des députés du SPD – dont Oskar Lafontaine, le ministre-président de la Sarre, et Heidemarie Wieczorek-Zeul, deux figures emblématiques de l'aile gauche du Parti – conservaient cette leçon puisée de la mémoire du nazisme et continuaient de s'opposer à toute intervention de la Bundeswehr en Bosnie²¹⁴. De même, sur cette question, il ne fallait pas non plus compter sur l'appui des verts qui, par ailleurs, avaient vu leur section ouest-allemande refaire son entrée au Bundestag avec le récent appel aux urnes²¹⁵. De fait, à la fin décembre, Joschka Fischer et Daniel Cohn Bendit, deux personnalités des verts ouest-allemands, avaient accordé une « entrevue-débat » à la *tageszeitung*, un quotidien de gauche en général sympathique à la cause du Parti vert. Dans cette entrevue, et alors que Cohn-Bendit réitérait sa position favorable à une intervention en Bosnie citée ci-haut, Fischer manifestait son désaccord. « Je crois fermement, disait-il, que partout où la soldatesque d'Hitler s'est déchaînée durant la

²¹² Mary M. McKenzie, « Competing Conceptions of Normality in the Post-Cold War Era : Germany, Europe, and Foreign Policy Change », *German Politics and Society*, volume 14, numéro 2, été 1996, p. 11; et Kirste, *loc. cit.*

²¹³ « SPD streitet über Bundeswehr-Einsatz in Bosnien », *FAZ*, 19 décembre 1994, p. 1.

²¹⁴ *Ibidem*; et « SPD-Spitze streitet über möglichen deutschen Militäreinsatz in Bosnien », *SZ*, 31 décembre 1994.

²¹⁵ Otte, *op. cit.*, p. 108.

Seconde Guerre mondiale, les soldats allemands ne feraient qu'attiser le conflit au lieu de contribuer à la désescalade. [...] Toutes ces interventions et le débat qui les entourent sont utilisés par le gouvernement pour ouvrir des portes »²¹⁶. Cette intervention était cruciale dans la mesure où elle démontrait que le Parti ne refusait plus *de facto* toute contribution allemande à des opérations de casques bleus. Il n'en demeure pas moins que les verts continuaient assurément à résister à toute intervention de la Bundeswehr partout là où la Wehrmacht avait commis des crimes²¹⁷. En somme, ainsi que le confessaient Kohl et Kinkel, à cause du fardeau historique de l'Allemagne dans les Balkans, le gouvernement ne pouvait être certain d'obtenir une majorité au Bundestag sur cette question²¹⁸. Néanmoins, le 20 décembre, le gouvernement transmettait à l'OTAN une proposition d'aide allemande qui pourrait comprendre :

- un contingent médical, lequel ne pourrait être posté qu'en Croatie cependant;
- des forces navales composées de navires-démineurs et de vedettes qui pourraient être détachés dans l'Adriatique;
- ainsi qu'une force aérienne constituée d'avions de transport et de six à huit chasseurs Tornados conçus pour détruire les radars de la défense antiaérienne ennemie²¹⁹.

Le début de l'année 1995 fut marqué par une nouvelle campagne de purification ethnique en Bosnie-Herzégovine, cette fois dans l'ouest du pays, en particulier autour de Banja Luka²²⁰. En Allemagne, alors que le secrétaire général de l'ONU demandait au gouvernement s'il croyait être en mesure de contribuer avec des forces de la Bundeswehr à une éventuelle évacuation de la FORPRONU²²¹, le SPD avait donné son accord de principe sous réserve d'une garantie stipulant que les soldats ne participeraient

²¹⁶ « Joschka Fischer im Streitgespräch mit seinem Parteifreund Daniel Cohn-Bendit », *taz*, 30 décembre 1994. Cité par Elsässer, *op. cit.*, p. 112.

²¹⁷ « Grüne nicht mehr generell gegen Blauhelm-Einsätze », *FAZ*, 27 décembre 1994. p. 1.

²¹⁸ Cité dans « Nach Anforderung von Tornados durch die NATO. Bonn will einen Einsatz deutscher Kampfflugzeuge in ex-Jugoslawien ohne Gesichtverlust vermeiden », *SZ*, 3 décembre 1994.

²¹⁹ « Bundesregierung bietet See- und Luftstreitkräfte an Bonner Hilfezusage für Blauhelm-Abzug aus Bosnien », *SZ*, 21 décembre 1994.

²²⁰ Haut-commissariat pour les réfugiés, *op. cit.*, p. 228.

²²¹ « Die Bundesregierung will sich noch nicht festlegen », *FAZ*, 20 janvier 1995, p. 1.

pas à des « actions guerrières »²²². Il n'en demeurait pas moins que les dirigeants représentant l'aile gauche du Parti, les Lafontaine, Wieczorek-Zeul et Schröder, continuaient de s'opposer à cette position que le président du Parti Scharping avait réussi à faire accepter au forceps²²³. En février, fort de cet appui, aussi mitigé qu'il fut, le cabinet Kohl approuva la participation de la Bundeswehr à une éventuelle évacuation de la FORPRONU à la condition expresse qu'aucun militaire ne soit envoyé en Bosnie, ce qui permettrait de conserver l'appui d'une majorité de sociaux-démocrates au Bundestag²²⁴.

Dans les derniers jours de mai, après que la force de l'ONU en Bosnie eut demandé à l'OTAN de procéder à des frappes aériennes contre des dépôts de munitions serbes situés à Pale, les forces serbes répliquèrent en prenant des centaines de casques bleus en otage, allant même jusqu'à enchaîner certains de ceux-ci à des cibles potentielles de l'OTAN. Non contentes d'avoir ainsi transformé des casques bleus en boucliers humains, les troupes serbes s'emparèrent de deux autres zones de sécurité de l'ONU. Évidemment, cela eut pour effet de relancer les discussions sur le caractère de la mission de la FORPRONU²²⁵. Le 16 juin, le Conseil de sécurité émit une nouvelle résolution (998), laquelle exigeait la libération des otages et prévoyait le renforcement de la FORPRONU avec un contingent d'un maximum de 12 500 soldats²²⁶. Il s'agissait là d'une ultime tentative de maintenir les casques bleus en Bosnie.

²²² « SPD mit Vorbehalten für deutschen Bosnien-Einsatz », *FAZ*, 10 janvier 1995, p. 1.

²²³ « In der SPD wächst das Missbehagen über aussenpolitische Orientierungslosigkeit der Partei », *FAZ*, 17 janvier 1995, p. 1. Voir aussi la lettre ouverte publiée par Oskar Lafontaine : « Deutschland braucht Konzeptionen statt magischer Formeln für eine Aussenpolitik der militärischen Zurückhaltung », *SZ*, 3 février 1995.

²²⁴ McKenzie, *loc. cit.*, p. 11.

²²⁵ Hoffmann, *loc. cit.*, p. 102; Haut-commisariat pour les réfugiés, *op. cit.*, p. 228; et Kirste, *loc. cit.*

²²⁶ Des extraits de la résolution 998 sont reproduits dans : « Beteiligung der Bundeswehr an den Maßnahmen zum Schutz und zur Unterstützung des Schnellen Einsatzverbandes im ehemaligen Jugoslawien », Bundesministerium der Verteidigung, Presse- und Informationsstab, Öffentlichkeitsarbeit, Reihe Stichworte für die Öffentlichkeitsarbeit und Truppeninformation. Bonn, juillet 1995, p. 7-8.

À la même époque, alors que le SPD demeurait divisé sur la question de l'envoi de Tornados allemands en Bosnie²²⁷, la tournure prise par la guerre contribuait à relancer, chez les verts, le débat portant sur la politique étrangère; les *Fundis*, l'aile gauche du Parti représentée notamment par Jürgen Trittin (le futur ministre de l'Environnement du cabinet Schröder), refusant toute intervention de la Bundeswehr en Bosnie, même si elle était de nature humanitaire, sous prétexte que cela contribuerait à la militarisation de la politique étrangère allemande. À l'opposé, les *Realos*, qui demeuraient une minorité, mais dont faisaient partie plusieurs membres de la direction des verts tels que Joschka Fischer et Gerd Poppe, commençaient à craindre un nouveau Sonderweg allemand menant le pays à l'isolement²²⁸.

À la fin du mois, le cabinet, bénéficiant d'une résolution du Conseil de sécurité et sachant pouvoir au moins compter sur l'appui d'une partie des députés sociaux-démocrates et verts, décidait de contribuer « aux mesures de protection et d'appui de la force de réaction rapide envoyée en ex-Yougoslavie incluant l'appui à un éventuel retrait de troupes de l'ONU ». La contribution allemande comporterait des capacités aériennes de transport, des unités médicales, des officiers pour le quartier général international ainsi que des avions Tornados conçus pour la reconnaissance et la destruction des radars de la défense antiaérienne ennemie²²⁹. Bien entendu, il demeurait nécessaire, conformément au jugement de la Cour fédérale de juillet 1994, de soumettre cette décision au Parlement, ce qui fut chose faite le 30 juin.

Pour justifier la décision du gouvernement et convaincre les députés de l'opposition, Klaus Kinkel n'hésitait aucunement à instrumentaliser des éléments mémoriels. Rappelant que les alliés et partenaires de la RFA lui demandaient de les aider en Bosnie,

²²⁷ « Die SPD sucht Streit zu vermeiden », *FAZ*, 2 juin 1995, p. 5.

²²⁸ « Internationale Solidarität », *FAZ*, 2 juin 1995, p. 14; « Grünen streiten über Bundeswehreinsätze », *FAZ*, 9 juin 1995, p. 2; et « Grünen uneins über möglichen Einsatz », *FAZ*, 14 juin 1995, p. 2.

²²⁹ « Antrag der Bundesregierung. Deutsche Beteiligung an den Maßnahmen zum Schutz und zur Unterstützung des schnellen Einsatzverbands im früheren Jugoslawien einschließlich der Unterstützung eines eventuellen Abzugs der VN-Friedenstruppen », Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Referat Außen-, Sicherheits- und Europapolitik, juillet 1995, p. 1-3; et « Kabinett stimmt Einsatz deutscher Soldaten in Bosnien zu », *FAZ*, 27 juin 1995, p. 1.

le ministre évoquait le fait que son pays avait toujours bénéficié de leur protection pendant l'après-guerre. « Qui donc nous a aidé durant la difficile époque de la division allemande et lors de plusieurs crises dramatiques à Berlin et dans les environs ? », demandait-il. Par conséquent, la solidarité allemande était de mise. De plus, alors que la « culture de la retenue » était tout à fait appropriée à l'époque de la guerre froide et de la division allemande, ce n'était plus le cas dans le contexte du « retour de la barbarie en Europe » avec le conflit yougoslave.

« Eu égard à notre passé, nous avons la responsabilité politique et morale d'aider. Ce sont en fin de compte les Alliés qui, du reste en recourant à la force militaire, nous ont libérés de la dictature nazie et nous ont permis de vivre un renouveau démocratique. Cela, nous l'avons trop rapidement oublié. Nous n'aurions pas pu le faire nous même, ni même les courageux hommes et femmes du 20 juillet 1944 ni d'autres ».

Kinkel prenait tout de même soin de préciser qu'il demeurerait exclu d'envoyer des fantassins combattre sur le sol de l'ex-Yougoslavie²³⁰. Pour sa part, le ministre de la Défense Volker Rühle ne faisait aucunement appel à des arguments mémoriels, préférant se contenter de réitérer l'idée que l'Allemagne devait être solidaire de l'ONU alors que l'autorité de celle-ci se trouvait carrément bafouée par les actions des Serbes de Bosnie²³¹.

Parlant au nom du groupe parlementaire chrétien-démocrate, Wolfgang Schäuble déclarait que celui-ci voterait en faveur de la décision du cabinet. Déclarant avoir des difficultés avec les arguments tirés de la Seconde Guerre mondiale en raison de la tergiversation qu'ils permettaient, le politique n'en affirmait pas moins : « Ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale et à l'époque nazie, aussi effroyable que ce fut, ne nous donne ni le droit ni l'argument de nous tenir à l'écart et de dire que d'autres doivent envoyer des troupes, mais que cela nous est interdit; ce qui, du point de vue des autres, reviendrait à prendre une position moralement arrogante ». Le député poursuivait en insistant sur le fait que l'Allemagne n'aurait pas pu vivre démocratiquement en paix,

²³⁰ *VdDB*, 13. Wahlperiode, 48. Sitzung. Bonn, 30 juin 1995, p. 3955-3959.

²³¹ *Ibid.*, p. 3997-4000.

en sécurité et dans le bien-être si elle n'avait pas été une « alliée fiable » au sein de l'UE et de l'OTAN durant les cinquante dernières années. De ce fait, la RFA devait conserver cette fiabilité sur les scènes européenne et transatlantique. De même, le président du Landesgruppe chrétien-social, Michael Glos, instrumentalisait plusieurs volets mémoriels pour justifier la preuve de la solidarité allemande à l'égard de ses partenaires et de l'ONU. « Nous devons apprendre de l'Histoire, déclarait-il ». À son avis, cela signifiait que l'Allemagne devait mettre en œuvre une politique qui éviterait tout risque d'isolement en Europe. Et d'ajouter, « nous ne voulons pas de Sonderwege ». Il rappelait ensuite que les devoirs associés à la participation de la RFA au sein de l'OTAN devaient être assumés en tout temps et non uniquement en période d'accalmie. Il évoquait ainsi les quatre décennies de liberté qui, pour les Allemands, avaient ultimement mené à l'unité nationale. Glos rappelait surtout que des soldats alliés avaient chèrement payé de leur vie ou de leur santé cette liberté dont avaient bénéficié les Allemands, désignant explicitement les « victimes des ponts aériens de Berlin ». Pour le député de l'Union, à l'époque les alliés ne s'étaient pas défilés sous aucun prétexte et cela, ses concitoyens devaient s'en rappeler alors que le moment était venu pour la RFA de faire à son tour preuve de solidarité. Enfin, Glos tournait en dérision la position du SPD, laquelle s'opposait à la participation décidée par le gouvernement à la mission de l'ONU en Bosnie. Selon lui, il s'agissait bien là d'une attitude conforme à la « tradition historique » d'obstruction au sein du SPD : refus de l'ancrage occidental et de l'entrée au sein de l'OTAN, refus de l'établissement de la Bundeswehr, refus, enfin, de la double décision de l'OTAN²³².

Président du groupe parlementaire libéral, Wolfgang Gerhardt, rappelait d'abord que l'histoire allemande exigeait, avant de recourir aux armes, de soupeser précautionneusement le lien entre le but visé et le moyen choisi pour l'atteindre. Dans le contexte des agressions serbes envers les casques bleus, « la grande culture de la retenue, la connaissance de notre histoire et le scrupule que nous partageons, nous disent tous : nous ne voulons pas détourner plus longtemps notre regard de ces

²³² *Ibid.*, p. 3965-3970; et 3983-3987.

événements ». De plus, l'Allemagne devait conserver sa fiabilité en tant qu'alliée : « Nous ne sommes pas la grande Suisse de la Mitteleuropa. Notre situation géographique et notre histoire exigent de nous des alliances et des ententes avec d'autres ». Et Gerhardt de poursuivre en citant un extrait du discours du chancelier social-démocrate Willy Brandt lors de l'admission de la RFA aux Nations unies en 1973, lequel avait affirmé que son pays devait assumer des responsabilités sur la scène internationale. Pour le représentant du FDP, ce qui était autrefois valable selon Brandt, le demeurait aujourd'hui. En ce sens, l'Allemagne ne pouvait plus se défilier devant certains des devoirs associés à l'appartenance à l'ONU comme elle l'avait fait à l'époque de la guerre froide à cause « du Mur », « des barbelés » et « des restrictions de la politique étrangère ». Pour sa part, Ulrich Irmer, déclarait que si les troupes allemandes oeuvrant pour un « régime criminel » avaient autrefois « foulé du pied le droit », elles devaient aujourd'hui contribuer à la défense de ce même droit²³³.

Au sein de l'opposition, Rudolf Scharping assurait le gouvernement que le SPD appuyait toutes les décisions visant à contribuer au maintien de la FORPRONU en Bosnie puisqu'il en allait de l'aide aux individus qui souffraient. Le politique ajoutait cependant que son Parti ne pourrait voter en faveur de la motion du cabinet puisque celle-ci prévoyait l'envoi d'avions Tornados, ce qui, non seulement pourrait envenimer le conflit, mais contrevenait selon lui à la doctrine Kohl mise de l'avant par le gouvernement depuis l'automne 1991. Pour Scharping, le passé allemand exerçant toujours son effet sur les « esprits des soldats serbes », il fallait éviter de nourrir la « propagande panserbe ». Le social-démocrate jugeait bon de rappeler que les nazis et les chefs SS s'étaient autrefois alliés les Musulmans bosniaques, ceux-là mêmes qu'Heinrich Himmler appelait les « 'magnifiques Bosniaques' » selon Scharping. Cela avait permis de mettre sur pied toute une division de Waffen-SS, lesquels combattirent les partisans serbes et commirent en même temps des « atrocités ». De son côté, Günter Verheugen abondait dans le même sens et s'opposait à ce que la Bundeswehr ne participe à des « tâches de combat », ce qui serait une première depuis 1945. Le

²³³ *Ibid.*, p. 3975-3978; et 3993-3995.

secrétaire général du SPD faisait ensuite appel aux souvenirs des parlementaires qui avaient vécu la Seconde Guerre mondiale et qui connaissaient parfaitement bien la leçon qu'en avait tirée le peuple allemand : « À bas les armes ! ». Il évoquait en ce sens les propos du premier chancelier de la RFA, Konrad Adenauer, lequel aurait un jour affirmé qu'il préférerait se faire couper les mains que de toucher à nouveau une arme²³⁴.

Cependant, au sein du SPD, tous ne partageaient pas les réticences exprimées par Scharping et Verheugen. Ainsi, Freimut Duve et Norbert Gansel expliquaient qu'ils allaient appuyer la motion du gouvernement, même en ce qui concernait l'utilisation de Tornados puisque de leur point de vue, ces appareils contribueraient à protéger les forces de l'ONU basées en Bosnie. Toutefois, seul Duve faisait appel à la mémoire pour justifier son abandon de la ligne du Parti social-démocrate. Il comparait ainsi le ravitaillement de Berlin-Ouest avec celui des zones protégées de l'ONU, mais insistait sur le fait que la situation des Musulmans bosniaques était pire que celle qu'avait autrefois vécu les Berlinoises de l'Ouest²³⁵.

Pour le compte des verts, Joschka Fischer déclarait d'emblée que son groupe parlementaire ne comptait pas appuyer la décision du gouvernement, car, en permettant l'envoi « d'unités combattantes » hors de la zone de l'OTAN, celle-ci signifiait une « rupture historique pour la politique étrangère allemande ». Pour le président du groupe parlementaire des verts, cela devait être dénoncé d'autant qu'il s'agissait d'une volte-face de la part d'un gouvernement qui avait jusque-là toujours affirmé, et ce, à bon droit selon Fischer, être dans l'impossibilité d'envoyer des troupes de combats en ex-Yougoslavie en raison de l'histoire allemande dans la région. Il accusait ensuite le gouvernement de se comporter comme si, depuis sa fondation en 1949, la RFA n'avait pas été une alliée fiable du fait qu'elle ne pouvait envoyer des troupes sur toute la surface du globe. Parlant en parabole, Fischer déclarait qu'un demi-siècle après la Seconde Guerre mondiale, les verts continuaient de croire « que l'enfant qui s'était brûlé

²³⁴ *Ibid.*, p. 3959-3965; et 3987-3991.

²³⁵ *Ibid.*, p. 3995-3997; et 4011-4013.

les doigts devait fuir le feu », signifiant par là que les Allemands devaient craindre l'usage de la force. Enfin, il se portait à la défense du pacifisme allemand, lequel n'avait jamais été la cause de souffrances dans l'histoire allemande. Pour Fischer, c'était plutôt parce que la bourgeoisie n'avait pas appuyé les opposants pacifistes à Hitler qu'il avait plus tard fallu combattre le Troisième Reich²³⁶.

Quatre députés verts avaient toutefois l'intention de voter avec le gouvernement. Gerd Poppe prenait ainsi la parole pour dire que la « culture de la retenue » demeurait nécessaire, *a fortiori* en ex-Yougoslavie à cause du poids de l'Histoire. Cela n'empêchait pas selon lui que

« [...] celui qui parle de l'entrée de l'Allemagne dans une guerre balkanique ou qui fait une analogie entre l'Allemagne nazie et la République fédérale, n'a ou bien pas compris le sens du maintien de la paix de l'ONU ou bien ne fait que dans la pure démagogie. Car aujourd'hui, il n'y va pas d'une conquête ou d'un asservissement à l'aide de soldats allemands, mais bien d'une aide aux victimes d'une agression.

Maintenir un rôle allemand particulier serait dangereux et ouvrirait avant tout la voie aux tendances à la renationalisation ».

Dans ce contexte, il fallait selon Poppe que la RFA appuie et renforce la FORPRONU. De même, sa collègue Marieluise Beck exprimait son appui à la décision du cabinet en déclarant :

« L'histoire du fascisme m'a appris que la Pologne, la Russie, et les peuples attaqués n'ont pu être défendus que par une résistance militaire contre la violence. Auschwitz a aussi été libéré par des soldats.

Il est juste d'affirmer qu'aucune guerre ne doit jamais être déclenchée depuis le sol allemand. L'héritage de nos pères nous oblige cependant, lorsqu'un peuple se voit exterminé, à nous opposer à cette violence. Si la communauté internationale agit en ce sens, il est moralement nécessaire de ne pas reculer devant des risques personnels. Je crois que cela vaut aussi pour les Allemands²³⁷ ».

²³⁶ *Ibid.*, p. 3970-3975.

²³⁷ *Ibid.*, p. 4003-4005; et 4016-4017.

Enfin, pour le compte du PDS, Gregor Gysi accusait le gouvernement de vouloir redonner à l'Allemagne le statut et le rôle d'une « grande puissance », allant jusqu'à le charger de vouloir une « Europe allemande », ce qui constituerait une « césure » de l'histoire nationale. À l'instar de son homologue des verts, le président du groupe parlementaire néocommuniste n'avait de cesse de rappeler, citations à l'appui, qu'à partir de novembre 1991, le gouvernement Kohl avait en d'innombrables occasions réitéré que les troupes allemandes n'avaient rien à faire partout là où s'était déchaînée la Wehrmacht. Bien entendu, Gysi déplorait le fait que le cabinet semblait maintenant mettre cette politique au panier. Le néocommuniste faisait en même temps l'apologie d'un « rôle particulier » pour la RFA, puisque « l'histoire de l'Allemagne s'avérait justement singulière ». De toute façon, de poursuivre Gysi, « si l'histoire de notre siècle doit avoir un sens, alors ce ne peut qu'être celui selon lequel les immenses défis auxquels fait face notre monde, ne peuvent être résolus militairement ». Enfin, son collègue Gerhard Zwerenz y allait d'un vibrant plaidoyer en faveur du pacifisme en se basant sur ses souvenirs personnels de la guerre sur le front de l'Est entre 1941 et 1945²³⁸.

Au terme du débat, la motion du gouvernement remporta le vote avec 386 voix, dont celles d'une quarantaine de sociaux-démocrates parmi lesquels on retrouvait notamment, en plus de Freimut Duve et Norbert Gansel, Hans-Ulrich Klose, Walter Kolbow et Karsten Voigt. De même, malgré les efforts de Jürgen Trittin et de la présidence fédérale des verts dont le but avoué était de maintenir la ligne du Parti au Bundestag, quatre députés votèrent en faveur de la motion du gouvernement : Waltraud Schoppe, Marieluise Beck, Gerd Poppe et Helmut Lippelt²³⁹. Le débat juridique terminé, les élections fédérales passées, pour la première fois depuis avril 1993, la mémoire avait quitté son état de latence pour redevenir omniprésente dans la polémique portant sur la légitimité de l'usage de la force pour contribuer à résoudre un conflit. De plus au

²³⁸ *Ibid.*, p. 3978-3982; et 3997.

²³⁹ « Der Chor der Empörten bleibt merkwürdig dünn », *FAZ*, 3 août 1995, p. 2.

contraire des précédentes séances du Bundestag, cette omniprésence se retrouvait tant dans le discours des apôtres de l'usage de la force que dans celui de ses adversaires.

Quant à l'opinion allemande, elle apparaissait en juin assez également partagée : 48 % des Allemands de l'Ouest et 29 % des Allemands de l'Est appuyaient la participation de la Bundeswehr à la FORPRONU alors que respectivement 46 % des Wessis et 70 % des Ossis s'y opposaient²⁴⁰.

3.2 Srebrenica et le dogme de la singularité de l'Holocauste

Au début de juillet, les forces serbes de Bosnie pénétrèrent dans une nouvelle zone de sécurité de l'ONU : Srebrenica. Le résultat était à l'avenant, des centaines de soldats de la FORPRONU devenant des otages, alors que 40 000 citoyens bosniaques prenaient la fuite. Les exactions serbes y furent telles qu'un rapport du HCR décrivait *a posteriori* le drame de la manière suivante : « Dans ce qui sera le massacre le plus épouvantable qu'ait connu l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, 7 000 hommes et jeunes gens, presque tous musulmans, [furent] exterminés par les forces serbes de Bosnie ». Peu après Srebrenica, une autre zone de sécurité, Zepa, tombait à son tour²⁴¹.

En Allemagne, ces événements allaient être quasi instantanément condamnés par l'ensemble des politiciens comme en témoigne la réprobation unanime du Bundestag datant du 13 juillet²⁴². Par-dessus tout, le massacre allait éminemment contribuer à remettre en question le dogme de la singularité de l'Holocauste qui, depuis l'*Historikerstreit* du milieu des années 1980, continuait de tenir le haut du pavé au sein de la gauche allemande. Or, à cette interprétation de la place d'Auschwitz dans l'Histoire se rattachait une leçon fondamentale pour le comportement de l'Allemagne

²⁴⁰ Sondage cité par Kirste, *loc. cit.*

²⁴¹ Haut-commissariat pour les réfugiés, *op. cit.*, p. 225.

²⁴² Voir à ce sujet l'intervention de la présidente du Bundestag, la chrétienne-démocrate Rita Süsmuth, laquelle dénonçait, au nom du Parlement, les agressions serbes à Srebrenica et Zepa, agressions qui prouvaient que « les Serbes bosniaques ne planifiaient rien de moins que l'expulsion et l'extermination de la culture bosniaco-musulmane des Balkans et un génocide ciblé ». : *VdDB*, 13. Wahlperiode, 49. Sitzung. Bonn, 13 juillet 1995, p. 4045.

sur la scène internationale, enseignement que la gauche refusait d'abandonner : « L'Allemagne ne devait jamais plus faire la guerre »²⁴³. En somme, comme l'affirme l'historien Heinrich August Winkler, la gauche pacifiste tirait de l'unicité du génocide des Juifs, « un droit permanent et étendu à la singularité » pour leur pays sur la scène internationale²⁴⁴.

Les tentatives de la droite et de quelques députés de gauche visant à revoir ce principe découlant de l'unicité de la Shoah n'allaient cependant pas être sans se heurter à de très vives résistances. À la fin de juillet, c'est-à-dire en pleine pause parlementaire estivale, le secrétaire général du SPD, Günter Verheugen, faisait un coup d'éclat. Dans une lettre ouverte, publiée au sein du mensuel social-démocrate *Vorwärts* et destinée aux sociaux-démocrates ayant voté en faveur de la motion du gouvernement le 30 juin précédent, il déclarait que pour des raisons historiques, la politique étrangère allemande ne pouvait recourir à la force. De son point de vue, l'Allemagne unie « ne pourrait pas devenir un pays normal [...] à l'image des pays ne disposant pas d'une histoire aussi anormale. Celui qui ne croit toujours pas cela doit se demander, ce que signifie le musée de l'Holocauste qui a récemment ouvert ses portes à Washington »²⁴⁵. En fait, en appelant officiellement à débattre de la politique extérieure allemande et en instrumentalisant de la sorte l'aspect mémoriel le plus chargé du passé allemand, Verheugen cherchait surtout à clore... le débat en cours au sein du SPD²⁴⁶. Ce faisant, il revendiquait au nom de son Parti le maintien d'une politique internationale non violente, laquelle demeurerait fondée sur le caractère singulier de la Shoah. Faisant l'impasse sur le fait qu'une cinquantaine de députés de son Parti avaient voté avec le gouvernement à la fin juin, Verheugen se targuait de pouvoir dresser l'ensemble du SPD sur le chemin des « Kinkel, Rühle et Cie »

²⁴³ Michael Mertes, « Die Gegenwart der Vergangenheit. Zur aussenpolitischen Relevanz von Geschichtsbildern », *Internationale Politik*, volume 55, numéro 9, septembre 2000, p. 4. Voir aussi, Ackermann, *op. cit.*, p. 48-49.

²⁴⁴ Heinrich August Winkler, *Der lange Weg nach Westen. Deutsche Geschichte vom « Dritten Reich » bis zur Wiedervereinigung*, volume II, München, C.H. Beck Verlag, 2002, p. 626-627.

²⁴⁵ Cité dans *Ibidem*.

²⁴⁶ Heinrich August Winkler, « Rücksichtslos gewaltfrei. Der Balkan, die SPD und die politische Moral », *FAZ*, 7 août 1995, p. 23.

s'ils continuaient de chercher à modifier les principes de la politique étrangère allemande²⁴⁷.

Quelques jours plus tard, Joschka Fischer, le président du groupe parlementaire des verts, lançait à son tour un pavé dans la mare en publiant une missive destinée à ses camarades. Bien sûr, Fischer n'était pas, dans son Parti, le premier à quitter le consensus qui portait sur une politique étrangère non violente à tout crin, puisque dès le mois d'août 1992, quelques députés avaient abandonné ce consensus en proposant, face aux atrocités en Bosnie, de modifier la position des verts. Depuis lors, le BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN avait périodiquement été secoué par une petite minorité de députés cherchant à faire évoluer la politique internationale du Parti, tout particulièrement à propos de l'emploi de la Bundeswehr. À l'été 1995, Fischer priait donc à son tour l'immense majorité des verts de revoir leur conception consistant à refuser tout recours à la force pour protéger les zones de sécurité de l'ONU en Bosnie. Rappelant que la mémoire des crimes de la Wehrmacht en ex-Yougoslavie avait jusque-là, et à juste titre selon lui, interdit tout envoi de troupes allemandes en Bosnie peu importe qu'il s'agît de casques bleus ou de forces combattantes, Fischer estimait désormais que les prises d'otages, les violations des zones de sécurité et les massacres avaient radicalement modifié la donne. À son avis, « trois valeurs fondamentales » pour les « convictions politiques » des verts entraient dorénavant en conflit : « la vie et la liberté s'opposaient au principe de la non-violence ». Pour le député, l'Europe se trouvait à nouveau confrontée, soixante ans plus tard, au même problème : où allait s'arrêter la « violence nationaliste-raciste » en Bosnie ? Et de poursuivre :

« Plusieurs en Allemagne croient que la Bosnie sera 'l'Espagne' [la guerre civile espagnole] de notre génération et que, dans la guerre bosniaque un fascisme balkanique à la fois nouveau et ancien se déchaîne de manière sanglante, ce qui, pour des raisons morales mais aussi pour des motifs hautement politiques, ne doit plus être toléré. Celui qui, à Sarajevo, Gorazde, Bihac, ne trace pas maintenant une ligne rouge en disant 'Jusqu'ici et pas plus loin', devra compter avec de nouvelles victimes dans un avenir pas trop lointain, car ce fascisme, avec sa politique violente, ne s'arrêtera pas. La gauche allemande ne court-elle pas un

²⁴⁷ « Verheugen greift Kinkel scharf an », *FAZ*, 26 juillet 1995, p. 2.

grave danger, celui de perdre sa conscience morale, si, peu importe avec quelles échappatoires argumentaires, elle plie l'échine et détourne le regard devant ce nouveau fascisme et sa politique violente ?

Et, d'ajouter Fischer, ainsi se poursuit la douloureuse question, notre génération n'est-elle pas menacée par une défaillance politico-morale similaire à celle de la génération de nos parents et de nos grands-parents dans les années trente, si nous ne nous opposons pas à la terreur dans la mesure de nos moyens et si nous ne faisons pas tout ce qui est humainement possible pour éviter de nouvelles victimes²⁴⁸ ? »

Peu après, Fischer était rejoint par Hubert Kleinert, un proche et un collègue rattaché à la section hessoise du Parti, lequel adressait aussi une longue lettre à ses camarades. Dans celle-ci, Kleinert expliquait avec force détails en quoi l'histoire allemande constituait une raison qui exigeait que la RFA intervienne avec la Bundeswehr en cas de génocide. En somme le souvenir de l'Holocauste était accompagné d'une responsabilité pour les Allemands, celle de ne pas tolérer la répétition d'un crime semblable²⁴⁹. En d'autres termes, en permettant la comparaison, nuancée il va sans dire, entre la Shoah et d'autres génocides ou d'autres crimes contre l'humanité, cette position mémorielle exigeait en même temps la révision du principe le plus important – du moins pour la majeure partie de la gauche – de la politique étrangère allemande : le principe de la non-violence qui s'exprimait bien souvent sous la formule « plus jamais de guerre! ».

Évidemment, les exhortations de Fischer et Kleinert heurtaient de plein fouet la décision prise par l'écrasante majorité des délégués du Parti lors de son congrès d'octobre 1993, décision qui, il faut le rappeler, refusait tout emploi de la force même en cas de graves violations des droits humains²⁵⁰. Brisant un tabou, ces propositions allaient surtout susciter un vif débat, qui pendant cinq mois environ, allait faire rage au sein des verts et,

²⁴⁸ Le texte intégral de cette lettre de Fischer est reproduit dans : « Die Katastrophe in Bosnien und die Konsequenzen für unsere Partei. Joschka Fischers Brief an BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 9, septembre 1995, p. 1141-1150.

²⁴⁹ Stefanie Christmann et Dieter S. Lutz, *Die Zerstörung der Vernunft in Zeiten des Krieges. Zum Demokratieverlust nach 1989*, Berlin, Aufbau Taschenbuch Verlag, 2000, p. 199-201.

²⁵⁰ « Fischers Thesenpapier Kontroverse bei den Grünen. Aufmerksamkeit bei der SPD », *SZ*, 2 août 1995.

plus largement, de la gauche allemande²⁵¹. En somme, cette querelle allait essentiellement mettre aux prises les deux mêmes camps de la gauche allemande, laquelle s'était scindée durant la guerre du Golfe. Désormais, ces deux groupes avaient notamment comme chefs de file respectifs, le social-démocrate Günter Verheugen et le vert Jürgen Trittin du côté des tenants du statu quo, et le social-démocrate Rudolf Scharping ainsi que le vert Joschka Fischer du côté des laudateurs d'une adaptation de la politique étrangère. Chacun des deux groupes insistait sur sa propre vision, non seulement de la mémoire collective nationale, mais en outre des principes de politique extérieure qui devaient en découler. Pour Markovits et Reich, ce débat était « par procuration, représentatif de l'ensemble de la société allemande dans la mesure où il continuait de confronter ses différentes mémoires collectives et leur rapport à la politique contemporaine allemande »²⁵².

En août 1995, de nombreux verts se rendirent en Bosnie pour y constater *de visu*, l'état de la situation. Plusieurs pacifistes convaincus en revinrent avec la conviction que la morale commandait qu'il fallait intervenir militairement pour faire cesser les massacres²⁵³. De même, un intellectuel pacifiste de la trempe de Jürgen Habermas par exemple, se joignit rapidement à la cause embrassée par Fischer²⁵⁴. Évidemment, nombreux et virulents allaient être les objections et reproches adressés à Fischer en particulier – mais aussi aux verts partageant, *grosso modo*, sa vision –, non seulement par des camarades de Parti, mais par des députés d'autres allégeances politiques. Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, le dirigeant néocommuniste Gregor Gysi l'accusa d'instrumentaliser la guerre en ex-Yougoslavie pour rendre les verts aptes à la gouverne

²⁵¹ Markovits et Reich, *op. cit.*, p. 145-146. Voir aussi, pour une vision provenant de l'intérieur même du Parti vert, Ludger Vollmer, *Die Grünen und die Außenpolitik – ein schwieriges Verhältnis. Eine Ideen-, Programm- und Ereignisgeschichte grüner Außenpolitik*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 1998, p. 493-580.

²⁵² Markovits et Reich, *op. cit.*, p. 145.

²⁵³ Erb, *op. cit.*, p. 165.

²⁵⁴ Drapeau, *op. cit.*, p. 51.

fédérale de la même façon que le cabinet Kohl cherchait à utiliser ce conflit pour permettre les interventions militaires²⁵⁵.

3.3 À coercition crédible, diplomatie efficace : histoire du parachèvement d'un nouveau consensus mémoriel

La fin d'août 1995 allait aussi être marquée par une répétition du massacre de la place du marché de Sarajevo de février, provoquant cette fois près de quarante nouveaux décès. Cette tuerie achèverait de décider l'administration Clinton d'intervenir fermement dans le conflit avec pour conséquence que cette fois, la réaction de l'OTAN n'allait pas manquer de vigueur, ses avions pilonnant pendant deux semaines les cibles stratégiques serbes. Au même moment, les forces croates et musulmanes reprirent l'offensive terrestre et réussirent à reprendre environ un tiers des territoires conquis par les troupes serbes de Bosnie. À la fin de l'été et au début de l'automne, l'action combinée des chasseurs-bombardiers de l'OTAN et des fantassins de l'armée fédérale croato-musulmane eut pour effet de rendre les Serbes plus réceptifs aux bienfaits de la diplomatie. De la sorte, ils finirent par accepter début octobre, un accord de cessez-le-feu afin de participer aux négociations qui eurent lieu le mois suivant à Dayton, une base militaire américaine de l'État de l'Ohio²⁵⁶.

Le débat au sein de la gauche s'était entre-temps poursuivi, Fischer n'ayant de cesse de répéter, en substance, le même discours alors qu'il bénéficiait de nouveaux appuis au sein de la direction du Parti. De même, ses opposants de l'aile gauche des verts conservaient la même ligne discursive, insistant qui sur le danger d'une « militarisation de la politique étrangère allemande » (Ludger Vollmer), qui sur l'idée que le passé allemand faisait que la présence de soldats de la Bundeswehr à l'étranger « ne pouvait que susciter une profonde méfiance » (Jürgen Trittin)²⁵⁷. À la fin du mois de septembre,

²⁵⁵ Ackermann, *op. cit.*, p. 34; Markovits et Reich, *op. cit.*, p. 147; et Philippi, *op. cit.*, p. 134-137.

²⁵⁶ Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *op. cit.*, p. 229; Maull et Stahl, *loc. cit.*, p. 94; Haftendorn, *op. cit.*, p. 411-413; et Erb, *op. cit.*, p. 163-165.

²⁵⁷ « Kontroverse Debatte im Länderrat. Grüne über Militäreinsätze weiter zerstritten », *SZ*, 18 septembre 1995; et Markovits et Reich, *op. cit.*, p. 147.

eut lieu un congrès spécial du Parti vert concernant la politique étrangère. Si Fischer réitérait son désir de voir ses confrères accepter la nécessité d'intervenir militairement en cas de génocide, citant explicitement les cas bosniaque et rwandais, les *Fundis* démontraient qu'ils ouvraient la porte au compromis. Ludger Vollmer, l'un des principaux représentants de cette aile, déclarait en effet que le refus de principe quant à une participation allemande à des missions de casques bleus « n'était plus moderne ». Il faudrait toutefois attendre le congrès du Parti vert, prévu pour le début de décembre pour que cette ouverture devienne réalité²⁵⁸.

Au début de l'automne, une écrasante majorité des « élites décisionnelles » politiques, économiques et administratives (92 %) de l'Allemagne saluaient non seulement l'intervention de l'OTAN en Bosnie, mais en outre une participation allemande à une mission de combat de l'Alliance en Bosnie (90 %). Il y avait donc un fort appui pour ces deux types de missions, et ce, même au sein des élites provenant de l'Est du pays. Les résultats différaient toutefois lorsque c'était l'opinion publique qui était consultée. Si une majorité des Allemands (51 %) appuyaient l'action de l'OTAN, ils demeuraient clairement divisés au sujet d'une participation de la Bundeswehr à une mission de combat en Bosnie (45 % pour et 43 % contre). Surtout, la ventilation des résultats selon la provenance géographique illustre à nouveau que la mémoire continuait d'exercer son influence sur les opinions. Ainsi, alors que 56 % des Wessis se déclaraient en faveur des bombardements aériens de l'OTAN, seulement 31 % des Ossis partageaient cette opinion, une majorité (52 %) de ces derniers s'y opposant. De même, alors que 50 % des Allemands de l'Ouest acceptaient de voir les troupes allemandes contribuer à une force combattante, ce n'était le cas que de 25 % de leurs compatriotes de l'Est, une très forte majorité (64 %) de ces derniers refusant cette hypothèse²⁵⁹.

À Dayton, les pourparlers réunirent des représentants des trois groupes belligérants en Bosnie, les Serbes y étant représentés par le président de la Serbie (Slobodan Milosevic),

²⁵⁸ « Nicht mehr zeitgemäss. Die Grünen korrigieren ihre Beschlüsse zur Aussenpolitik », *FAZ*, 2 octobre 1995, p. 4.

²⁵⁹ Noelle-Neumann et Köcher, *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1993-1997*, op. cit., p. 1147.

les Croates par le président de la Croatie (Franjo Tudjman) et les Musulmans par le chef du gouvernement de Bosnie-Herzégovine (Alija Izetbegovic)²⁶⁰. Ces discussions, menées par les États-Unis associés à l'Union européenne, aboutirent aux accords de Dayton, lesquels prévoyaient le maintien de l'unité de la Bosnie-Herzégovine mais la reconnaissance de deux « entités » conservant une grande autonomie : la Fédération croato-musulmane et la *Republika Srpska* qui détiendraient respectivement 51 % et 49 % du territoire bosniaque²⁶¹. En outre, les ententes, signées à Paris le 14 décembre, prévoyaient que l'OTAN fournirait une force multinationale pour les mettre en œuvre. Bénéficiant d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU, l'IFOR (ou « *Implementation Force* ») fut déployée sur le territoire bosniaque avec la permission de recourir à la force non seulement pour des fins d'autodéfense, mais aussi pour faire appliquer le principe des engagements²⁶².

À la fin novembre, à peine une semaine après l'obtention du consensus de Dayton, le cabinet Kohl décida de contribuer à la future force internationale de l'OTAN. La mission, d'une durée initiale de douze mois, rassemblerait un total d'environ 4 000 soldats de la Bundeswehr, incluant les forces déjà détachées en Croatie à l'été précédent. De plus, le contingent allemand comprendrait désormais des sapeurs, du personnel médical, des unités de transport aérien et terrestre, ainsi que des unités navales²⁶³.

En République fédérale, les mois d'automne avaient vu la poursuite du débat au sein de la gauche allemande. À la fin d'octobre, une vaste majorité des députés du groupe

²⁶⁰ Haftendorn, *op.cit.*, p. 411-413.

²⁶¹ « Allgemeines Rahmenübereinkommen für den Frieden in Bosnien-Herzegowina, paraphiert am 21. November 1995 in Dayton, Ohio (Auszüge) », *Internationale Politik*, volume 51, numéro 1, janvier 1996, p. 80-93.

²⁶² La résolution 1031 du 15 décembre 1995 est reproduite (en anglais dans le texte) dans : « Maßnahmen zur Absicherung des Friedensvertrages für Bosnien-Herzegowina », Bundesministerium der Verteidigung, Presse- und Informationsstab, Referat Öffentlichkeitsarbeit, Bonn, 1996, p. 23-26. (Reihe Stichworte für die Öffentlichkeitsarbeit und Truppeninformation). Voir aussi sur ce point, Haftendorn, *op. cit.*, p. 412-413.

²⁶³ « Beschluß der Bundesregierung zur deutschen Beteiligung zur Absicherung des Friedensvertrages für Bosnien-Herzegowina und Beschlußvorschlag für den Deutschen Bundestag », dans « Der deutsche Beteiligung an der militärischen Absicherung der Friedensvereinbarung für Bosnien-Herzegowina », Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Bonn, 1995, p. 6-8.

parlementaire social-démocrate avait fini par accepter que la Bundeswehr contribue à la mission à venir pour la Bosnie, excluant toutefois une hypothétique contribution allemande à une mission de combat²⁶⁴. En fait, ce choix illustre clairement la profonde déchirure qui, au terme de la défaite électorale de l'automne 1994, avait affecté le SPD pendant toute l'année 1995. Côté cour se trouvait Rudolf Scharping, le président du SPD qui ambitionnait de former aux prochaines élections une grande coalition avec l'Union et qui, en juin, avait appuyé le gouvernement avec une quarantaine de députés sociaux-démocrates. Côté jardin, d'autres députés préféraient imiter Oskar Lafontaine et Gerhard Schröder, lesquels contestaient ouvertement l'autorité de Scharping et proposaient plutôt une coalition future avec les verts. Ce groupe, majoritaire au sein du SPD, refusait l'envoi de Tornados en Bosnie sous prétexte que cela outrepasserait la limite du maintien de la paix pour devenir une mission de combat. Conséquence directe de cette désunion, le congrès de Mannheim de novembre avait accouché d'une résolution alambiquée et tordue qui illustre bien le fait que Lafontaine venait tout juste d'être élu à la présidence du Parti et que, pour sa part, Scharping avait été rétrogradé à la direction du groupe parlementaire. La résolution prévoyait ainsi que le Parti n'accepterait pas le déploiement de Tornados... mais que le groupe parlementaire pourrait lui, acquiescer si le gouvernement suggérait d'envoyer de tels avions²⁶⁵. Quant aux verts, la querelle concernant la politique étrangère envisagée par le Parti continuait de battre son plein et les espoirs de compromis entrevus durant les semaines précédentes semblaient s'être envolés en fumée, au point que les divisions menaçaient carrément de disloquer le Parti²⁶⁶.

Le 30 novembre, le Bundestag était convoqué pour débattre de la récente décision du gouvernement visant à fournir environ 4 000 soldats à l'IFOR. Dans sa déclaration

²⁶⁴ Erb, *op. cit.*, p. 165; et Cooper, *loc. cit.*, p. 110

²⁶⁵ Cooper, *loc. cit.*, p. 110-111; et « Im SPD-Streit über Bundeswehreinsätze in Bosnien setzt sich Lafontaine durch », *FAZ*, 18 novembre 1995, p. 1. Sur les rivalités entre Scharping, Lafontaine et Schröder pour l'obtention du pouvoir au sein de la social-démocratie allemande, consulter : Hans-Georg Ehrhart, « Rudolf Scharping and the Formation of Social Democratic Foreign and Security Policy in the 1990s », dans Hans Stark, dir., *La politique étrangère de la nouvelle Allemagne*, Paris, Ifri, 2000, p. 79-85.

²⁶⁶ « Streit der Grünen um Blauhelmeinsätze wird schärfer », *FAZ*, 9 novembre 1995, p. 4; et Heribert Prantl, « Die Grünen und der Pazifismus », *SZ*, 30 novembre 1995, p. 4.

gouvernementale, le ministre Kinkel expliquait que les accords de Dayton constituaient une opportunité à saisir pour mettre un terme au plus horrible conflit qui avait eu lieu en Europe depuis 1945, et qui avait causé plus d'un quart de million de morts ainsi que deux millions de réfugiés. Il rappelait que l'Allemagne avait accueilli plus de 400 000 réfugiés yougoslaves depuis 1991, ce qui avait coûté environ 1 milliard de DM aux Allemands. Après avoir résumé les mesures décidées par son gouvernement deux jours plus tôt, il insistait sur l'importance pour l'Allemagne de témoigner de sa solidarité à ses « partenaires et amis », eux qui avaient toujours été présents durant la division du pays et de Berlin²⁶⁷. Son collègue de la Défense, Volker Rühle, répétait lui aussi les mesures prises par son gouvernement et ne faisait appel à la mémoire que pour mieux dénoncer l'obstination de certains verts à refuser une contribution allemande au rétablissement de la paix en Bosnie. En substance, il déclarait à l'intention de ces derniers, qu'après Auschwitz et l'histoire de la première moitié du XX^e siècle, il s'avérait essentiel d'appuyer les efforts internationaux pour rétablir la paix et mettre un terme aux violations des droits humains et aux crimes. Toute autre position ne pouvant qu'être considérée comme étant « amoral »²⁶⁸.

Au sein du groupe parlementaire de l'Union, l'ex-ministre des Postes Christian Schwarz-Schilling rappelait que personne n'aurait cru possible, un demi-siècle après la défaite de la « meurtrière dictature nationale-socialiste », qu'un « génocide et une culture de barbarie » retrouve le chemin de l'Europe. Citant l'inscription qui se trouvait à l'entrée du Musée de l'Holocauste de Washington, laquelle inscription disait que le monde ne devrait jamais plus ignorer ni tolérer un génocide après la Shoah, le député déclarait que cette exigence n'avait pas été tenue, comme en témoignait la Bosnie. Enfin, répliquant à ceux qui accusaient le gouvernement de vouloir recourir à une « solution militaire » au lieu de privilégier une « solution politique », Schwarz-Schilling rétorquait qu'elles étaient complémentaires, ainsi que l'avait démontré la dissuasion américaine qui, durant la guerre froide, avait permis à Berlin de conserver sa liberté sans

²⁶⁷ Klaus Kinkel, « Erklärung der Bundesregierung zur Friedensvereinbarung für Bosnien », *VdDB*, 13. Wahlperiode, 74. Sitzung. Bonn, 30 novembre 1995, p. 6426-6431.

²⁶⁸ *VdDB*, 13. Wahlperiode, 74. Sitzung. Bonn, 30 novembre 1995, p. 6444-6448.

qu'un seul coup de feu ne soit tiré. Pour sa part, Karl-Heinz Hornhues appelait ses concitoyens à conserver à l'esprit que la situation en Bosnie se comparait à celle de l'Allemagne de l'immédiat après-guerre. Il déclarait que si ceux qui avaient libéré les camps de concentration par la force et si ceux qui avaient été internés par l'Allemagne nazie n'avaient pas craint d'aider le pays après la guerre, les Allemands devaient à l'avenir faire tout ce qui étaient en leur pouvoir non seulement pour aider les réfugiés ex-Yougoslaves à retrouver leur patrie, mais en outre à reconstruire celle-ci, ainsi que l'ajoutait Christian Schmidt, un autre député chrétien-démocrate²⁶⁹.

De son côté, Wolfgang Gerhardt développait l'idée que l'Allemagne pouvait donner de l'espoir à un pays qui avait autrefois beaucoup souffert à cause d'elle. De l'avis du président du groupe parlementaire libéral, cinq décennies après la guerre, les Allemands pouvaient très bien démontrer qu'ils avaient la maturité pour assumer, en partenariat avec les autres peuples démocratiques, des « responsabilités internationales » en Bosnie²⁷⁰.

Dans les rangs de l'opposition, Günter Verheugen assurait la coalition de l'appui du groupe parlementaire social-démocrate. Pour le secrétaire général du Parti, cette décision du gouvernement signifiait que le « dogme établi par le chancelier », autrement dit la doctrine Kohl, était désormais chose du passé. Le social-démocrate qui, à peine six mois auparavant, défendait encore ce principe bec et ongles, déclarait maintenant :

« Cela a toujours été une leçon douteuse; car elle signifiait que des injustices passées pouvaient aujourd'hui dispenser de fournir de l'aide. Il n'est pas possible de passer aisément outre les devoirs de ce principe étant donné que dans certains cas, il y a naturellement le fardeau historique.

Pour ce dilemme moral, je ne vois qu'une solution applicable : en cas de mission de paix dans une région où a été l'armée d'Hitler, une contribution de la Bundeswehr n'est possible que si tous les belligérants le souhaitent expressément ».

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 6450-6453; 6458-6459; et 6461-6463.

²⁷⁰ *Ibid.*, p. 6439-6441.

Son collègue Karsten Voigt déclarait quant à lui que même si les Européens avaient aidé les Bosniaques, il n'avaient pas empêché les criminels de commettre des crimes. « Cela nous remémore notre histoire, ajoutait-il. Ce n'est pas seulement celui qui agit qui devient coupable, celui qui détourne les yeux le devient aussi ». Et le social-démocrate de préciser : la contribution de l'Allemagne à la mission de l'ONU et de l'OTAN en Bosnie s'avérait la « juste réponse à notre histoire ». De même, Walter Kolbow n'hésitait pas à dire que si la majorité des députés du Bundestag avaient longtemps cru que l'histoire allemande dans les Balkans interdisait tout envoi de soldats en ex-Yougoslavie, l'horreur prenant la forme « d'un génocide et d'un nettoyage ethnique » les avait « rattrapés » et exigeait dorénavant une autre réponse²⁷¹.

Dans le camp des verts, Gerd Poppe se bornait à dire que les grandes puissances européennes avaient laissé se produire en Bosnie « des crimes » qui avaient disparu de l'Europe avec les nazis. Pour lui, cela s'expliquait par le fait qu'au lieu de maintenir une politique étrangère commune, les Européens avaient préféré s'en tenir « aux intérêts nationaux » relevant plutôt du XIX^e siècle que de l'orée du XXI^e. Malgré les défauts de Dayton, Poppe estimait qu'aucune autre solution ne s'offrait pour pallier les faiblesses de cet accord. Par conséquent, il fallait tout faire pour le mettre en œuvre. Tous ne partageaient pas son avis au sein du Parti vert cependant. Ainsi, Ludger Vollmer accordait son soutien à toutes les mesures prises par le gouvernement à l'exception du recours aux chasseurs Tornados, ce qui, de son point de vue, constituait une mission de combat et ne contribuait en rien au rétablissement de la paix²⁷².

Enfin, Andrea Lederer et Gerhard Zwerenz prenaient la parole pour les néocommunistes qui, comme on pouvait s'y attendre, continuaient d'affirmer que le passif historique de l'Allemagne excluait tout rôle pour la Bundeswehr dans les Balkans, même s'il

²⁷¹ *Ibid.*, p. 6431-6435; 6448-6449; et 6459-6461.

²⁷² *Ibid.*, p. 6437-6439; et 6453-6455.

s'agissait de casques bleus. Bien entendu, le PDS opposait donc une fin de non-recevoir à la proposition émise par la coalition en poste²⁷³.

Force est de constater que dans ce débat, les protagonistes recouraient beaucoup moins à la mémoire que lors de la séance du 30 juin par exemple. De plus, la plupart de ceux qui, dans les rangs de l'opposition comme dans ceux de la coalition, le faisaient, ambitionnaient principalement d'accroître la pression sur les députés, presque tous de gauche, qui demeuraient récalcitrants à la politique envisagée par le gouvernement Kohl. Enfin, alors que bien des sociaux-démocrates et des verts avaient changé leur fusil d'épaule sur cette question, seul le groupe parlementaire néocommuniste persistait en bloc dans la veine de la doctrine Kohl, et conservait une vision paralysante de la mémoire des crimes du nazisme.

À peine quelques jours plus tard, se tenait le congrès spécial des verts dont l'objectif était de débattre des convictions du Parti en matière de politique étrangère. À cette occasion, où certains délégués arboraient des banderoles clamant « Les soldats sont des assassins ! »²⁷⁴, Joschka Fischer et Hubert Kleinert proposèrent au nom des *Realos* une résolution recourant abondamment à une certaine mémoire.

« L'histoire allemande, dont nous sommes partie prenante, nous impose un fardeau particulier, mais aussi une responsabilité particulière. Ce fardeau est constitué des chambres à gaz d'Auschwitz, de l'Holocauste et du massacre à la chaîne perpétré par les nazis envers les Juifs, plusieurs peuples d'Europe de l'Est ainsi que les dissidents politiques et religieux. Nous devons faire face à ce passé tout comme aux responsabilités qui, justement pour nous les Allemands, en découlent. [...] S'il est vrai que, justement au vu de leur propre histoire, les Allemands doivent traiter de leur propre contribution dans de telles missions [de rétablissement de la paix] de manière particulièrement sensible et avec retenue, [...] nous ne pouvons pas plus revendiquer durablement un rôle particulier lors de missions de la communauté internationale²⁷⁵ ».

²⁷³ *Ibid.*, p. 6442-6444; et 6456-6457.

²⁷⁴ Il s'agissait là d'un vieux slogan profondément ancré chez les verts les plus pacifistes, et ce, depuis les tout débuts du Parti dans les années 1970. Voir : Andrei S. Markovits et Philip Gorski, *The German left : red, green and beyond*, New York, Oxford University Press, 1993; et Alice Holmes Cooper, *Paradoxes of Peace: German Peace Movements Since 1945*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996.

²⁷⁵ Cité par Christmann et Lutz, *op. cit.*, p. 199-200.

Loin d'obtenir un dénouement clair, le congrès accoucha d'une résolution finale dans laquelle le groupe parlementaire s'entendait sur le fait... qu'il n'arrivait pas à s'accorder au sujet de la résolution Fischer-Kleinert. Les résultats d'un sondage publié à cette époque démontraient pourtant que plus des deux tiers des électeurs verts étaient prêts à suivre Fischer et acceptaient que la Bundeswehr serve à rétablir la paix pour peu que cela vise à « prévenir un génocide ». Cela n'allait toutefois pas empêcher une véritable « tempête d'indignation » de s'abattre sur le Parti vert après le vote du Bundestag qui allait avoir lieu quelques jours plus tard²⁷⁶.

En somme, les opposants de Fischer avaient beau jeu de l'accuser d'avoir instrumentalisé le passé allemand de même que le génocide en Bosnie pour faire évoluer la position de son Parti et le rendre apte à gouverner sur la scène fédérale²⁷⁷. Cela, le principal intéressé lui-même s'en cachait à peine, ayant déclaré le soir même du congrès : « Le Parti est là pour l'utopie, Fischer pour la faisabilité »²⁷⁸. En instrumentalisant Auschwitz et Srebrenica donc, le président du groupe parlementaire des verts avait grandement contribué, avec quelques autres *Realos*, à modifier considérablement l'identité des verts, laquelle était au départ bien plus proche de celle des *Fundis* ainsi que l'avait indubitablement prouvé le congrès d'octobre 1993²⁷⁹.

Le 6 décembre, le débat entamé la semaine précédente faisait l'objet d'une seconde séance parlementaire, laquelle devait s'achever par un vote sur la motion du gouvernement. Dans sa déclaration gouvernementale, le chancelier rappelait d'abord que le « souvenir de la dure et amère expérience de la Seconde Guerre mondiale » demeurait présent au sein de bien des familles allemandes et que, de ce fait, son cabinet n'avait pas pris à la légère la décision de participer à l'IFOR. Après avoir évoqué les liens étroits qu'avaient établis nombre de ses concitoyens avec l'ex-Yougoslavie et ses habitants,

²⁷⁶ Cooper, *loc. cit.*, p. 111-112; et Jochen Buchsteiner, « Das Prinzip Fischer », *Die Zeit*, numéro 50, 8 décembre 1995.

²⁷⁷ Christmann et Lutz, *op. cit.*, p. 198.

²⁷⁸ Cité par Buchsteiner, *loc. cit.*

²⁷⁹ Markovits et Reich, *op. cit.*, p. 145-148; et Cooper, *loc. cit.*, p. 111.

ainsi que les innombrables victimes de la guerre en Bosnie, Kohl déclarait que l'histoire du XX^e siècle avait démontré que la paix était indivisible en Europe. En clair, dès qu'un conflit surgissait dans une région de celle-ci, c'était tout le continent qui en souffrait. Par solidarité avec ses alliés qui avaient contribué pendant des décennies à la protection de la RFA et qui l'avaient aidée à se reconstruire, Bonn était aujourd'hui appelée à contribuer au rétablissement de la paix et à la reconstruction de la Bosnie²⁸⁰. Pour sa part, et à l'instar de sa précédente prestation du 30 novembre, le libéral et ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel résumait la politique menée par son gouvernement et les défis de la mission en Bosnie sans pour autant faire réellement usage d'éléments mémoriels, se contentant de déclarer que le XX^e siècle qui avait débuté par une guerre ayant pris naissance à Sarajevo ne devait point se terminer avec une autre guerre dans cette même ville. Theo Waigel, ministre des Finances de l'Union, rappelait à son tour qu'il était crucial d'être solidaire des pays de l'OTAN, lesquels avaient assuré pendant si longtemps la paix pour son pays. Il plaçait la participation à la mission en Bosnie dans la lignée des nombreuses et difficiles décisions en matière de politique étrangère auxquelles la RFA avait dû faire face durant la guerre froide. Le ministre citait à l'appui la mise sur pied de la Bundeswehr, l'entrée dans l'OTAN et la double décision de l'Alliance. À ses yeux, l'Allemagne devait faire sa part pour assurer la paix et la sécurité en Europe, tout recours à un faux-fuyant du type « faites-le sans moi » (« *Ein Ohne mich Standpunkt* ») ne pouvant mener qu'à l'isolement international²⁸¹.

Wolfgang Schäuble, président du groupe parlementaire de l'Union prenait à son tour place derrière le pupitre pour réaffirmer l'unicité de la paix en Europe dans le contexte de l'après-guerre froide, ainsi que l'obligation pour l'Allemagne d'y contribuer.

« Nous avons vécu cinquante années de paix assurée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale parce que d'autres ont été pour nous des partenaires dignes de confiance. Nous ne voulons jamais plus être isolés, car nous ne pouvons assurer la paix seuls. C'est pourquoi nous devons aussi être des partenaires fiables. C'est

²⁸⁰ Helmut Kohl, « Erklärung der Bundesregierung. Deutsche Beteiligung an den militärischen Maßnahmen zur Absicherung des Friedensvertrages für Bosnien-Herzegowina », *VdDB*, 13. Wahlperiode, 76. Sitzung. Bonn, 6 décembre 1995, p. 6631-6634.

²⁸¹ *VdDB*, 13. Wahlperiode, 76. Sitzung. Bonn, 6 décembre 1995, p. 6649-6651; et 6654-6655.

pourquoi, les soldats de la Bundeswehr contribuent à assurer la paix pour les Allemands et en Europe. Ils ne contribuent pas uniquement à mettre fin aux crimes et aux souffrances en Bosnie-Herzégovine, mais servent en même temps à maintenir notre paix (« *unsere Frieden* »).

Enfin, Schäuble exprimait une certaine empathie à l'égard des sociaux-démocrates et des verts déchirés par un dilemme, mais déclarait en même temps à l'intention de Joschka Fischer qu'il ne suffisait pas de « tirer la leçon de Srebrenica ». Il fallait aussi faire de même avec les accords de Munich (1938) qui avaient démontré selon lui que « plus vite un agresseur était convaincu qu'il aurait à affronter une résistance décidée et supérieure, plus la paix était sûre; au contraire, moins cet agresseur était convaincu [qu'il faisait face à une dissuasion crédible], plus la paix se trouvait menacée »²⁸².

De son côté, le député Ulrich Irmer assurait d'abord le cabinet de l'appui du groupe parlementaire libéral concernant la participation allemande à l'IFOR. Tout comme les autres représentants du gouvernement et des partis de la coalition, le politique insistait aussi sur la nécessité que les Allemands soient solidaires de ceux qui leur avaient témoigné leur bienveillance pendant la guerre froide. Évoquant le caractère pacifique de la Bundeswehr ainsi que l'État de droit et la démocratie régnant en RFA, Irmer félicitait les verts et les sociaux-démocrates qui avaient l'intention de voter en faveur de la motion du cabinet. Il pourfendait ensuite ceux qui, dans les rangs de l'opposition, persistaient à penser que le passé belliqueux de l'Allemagne et en particulier ses « violations du droit international et de la paix » empêchaient tout rôle pour ses soldats à l'extérieur de l'OTAN. À son avis, c'était plutôt le contraire qui s'avérait approprié. « C'est justement parce que des soldats allemands ont été dans le passé contraints de violer le droit, qu'un devoir s'impose aujourd'hui à nous en tant que démocratie fondée sur ce même droit, qu'il faut s'investir pour préserver la paix internationale »²⁸³.

Intervenant en tant que président du groupe parlementaire social-démocrate, Rudolf Scharping donnait aussi au gouvernement l'assurance de l'appui d'une majorité de

²⁸² *Ibid.*, p. 6638-6640.

²⁸³ *Ibid.*, p. 6643-6645.

leçons tirées de l'expérience nazie par les parlementaires et décideurs allemands ? Et enfin, quelle importance avait le souvenir de la guerre froide et de la solidarité des alliés de la RFA quant aux réactions allemandes face aux crises somalienne et bosniaque ?

Divisé en trois parties, le présent chapitre examine d'abord les origines des deux affrontements et les réactions initiales de la RFA face à ceux-ci. La deuxième partie étudie ensuite les politiques de l'Allemagne avant et après le choc causé par la débandade américaine en Somalie (en octobre 1993), de même que dans le contexte du piétinement des efforts de paix en Bosnie. Finalement, la troisième partie se penche sur les étapes qui, alors que la guerre s'aggravait en ex-Yougoslavie, allaient mener au revirement progressif du paradigme mémoriel dominant pour la politique étrangère allemande.

1. Entre les origines des crises somalienne et bosniaque et les réactions allemandes, une mémoire en relative latence

Comme bien des pays africains à la même époque, la Somalie obtint son indépendance en 1960,¹⁰ c'est-à-dire en pleine période de décolonisation. En 1969, un putsch militaire porta au pouvoir Syaad Barre, dictateur qui allait régner deux décennies durant avec l'aide soviétique notamment¹¹. À la fin des années 1980, l'accroissement des rivalités entre les deux principaux groupes ethniques somaliens provoqua une véritable guerre civile. S'ensuivit une grave famine de même que la fuite de la dictature Barre, le 25 janvier 1991. La situation dégénéra au point que le 24 avril 1992, le CSONU émit la résolution 751 afin de mettre sur pied « l'Opération des Nations unies en Somalie » aussi appelée ONUSOM I¹². Avant que le climat ne s'envenime, cette mission de l'ONU était

¹⁰ En fait, il vaudrait mieux parler d'une double indépendance puisque 1960 marque l'union de la Somalie britannique et de la Somalie italienne, cette dernière ayant été placée par décision de l'ONU sous tutelle italienne à partir de 1950.

¹¹ Maurice Vaisse, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 37; 52; et 136-137.

¹² Lantis, *op. cit.*, p. 56-57. Voir aussi pour un bilan circonstancié de la situation en février 1991 : « Mogadiscio ist nicht Somalia », *FAZ*, 5 février 1991, p. 5.

au départ conçue comme une mission classique de maintien de la paix avec 4 200 casques bleus chargés de distribuer des vivres, de surveiller le cessez-le-feu à Mogadiscio, la capitale, de démobiliser et de désarmer les clans en guerre, etc¹³.

En Bosnie-Herzégovine, le conflit avait des causes similaires et différentes de celui qui avait cours en Somalie. Il était semblable parce qu'il mettait aussi aux prises des groupes ethniques rivaux¹⁴; dissemblable en ce qu'il avait été encouragé, voire suscité au moins partiellement, par l'action germano-européenne. Tant que la Yougoslavie demeurait une fédération fonctionnelle, le précaire équilibre ethnique bosniaque (44 % de Musulmans; 31 % de Serbes et 17 % de Croates¹⁵) se maintenait, le pouvoir de la Serbie étant contrebalancé par la présence des autres républiques¹⁶. Toutefois, à partir du moment où, non satisfaits de refuser l'envoi préventif de troupes de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine, ainsi que l'avait demandé à l'automne 1991 son président Alija Izetbegovic¹⁷, les Européens avaient en plus reconnu l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, le sort de la Bosnie échappait à celle-ci¹⁸. À cela allait s'ajouter, la prise de position de la Commission Badinter qui, en stipulant dans son rapport de janvier 1992, qu'elle ne possédait pas de preuve du désir d'indépendance de la population bosniaque, avait plus ou moins appelé la tenue d'un référendum en Bosnie-Herzégovine¹⁹.

¹³ Wolfgang Wagner, « Abenteuer in Somalia. Blauhelme im Einsatz gegen das Chaos », *Europa-Archiv*, volume 49, numéro 6, juin 1994, p. 160 (note 22); et Lantis, *op. cit.*, p. 57.

¹⁴ Certains contestent toutefois cette idée du conflit ethnique. C'est notamment la thèse principale de Susan L. Woodward, « Bosnia and Herzegovina », dans Leokadia Drobizheva, *et al.*, dir., *Ethnic Conflict in the Post-Soviet World. Case Studies and Analysis*, Armonk (N.Y.), M.E. Sharpe, 1996, p. 18.

¹⁵ Il s'agit des données du recensement de 1991 qui sont reproduites dans le tableau 2 de notre précédent chapitre.

¹⁶ Scott Erb, *German Foreign Policy. Navigating a New Era*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2003, p. 161.

¹⁷ Hoffmann, *loc. cit.*, p. 106. Dans les derniers jours de novembre 1991, le président Izetbegovic avait même fait cette demande devant le Comité des Affaires étrangères (« *Auswärtiges Ausschuß* ») du Bundestag, comme le rappelait le social-démocrate Norbert Gansel dans son intervention effectuée devant le Parlement fédéral le 27 novembre. *VdDB*. 12. Wahlperiode, 60. Sitzung. Bonn, 27 novembre 1991, p. 5055.

¹⁸ Woodward, *loc. cit.*, p. 15-16.

¹⁹ Hoffmann, *loc. cit.*, p. 100. Voir aussi, pour obtenir de plus amples informations, Reneo Lukic et Allen Lynch, *Europe from the Balkans to the Urals. The Disintegration of Yugoslavia and the Soviet Union*, New York, Oxford University Press, 1996, p. 279-280.

À cet exercice de démocratie, organisé les 29 février et 1^{er} mars 1992, boycotté par les Serbes et remporté par les Musulmans et les Croates qui optaient pour l'indépendance de la République (63 % de votes favorables), succéda l'éclatement des premières « violences ethniques » perpétrées par des individus du premier groupe à l'encontre de membres des deux autres communautés²⁰. Autres réactions à ces résultats référendaires : les Serbes bosniaques, sous le leadership de Radovan Karadzic, demandèrent le rattachement à la Serbie, alors que le gouvernement de celle-ci, sous l'égide de Slobodan Milosevic, « jur[a] de se battre » pour le compte de cette même minorité serbe²¹. Le 3 mars, la Bosnie proclamait son indépendance, un geste imité avant la fin du mois, par les Serbes bosniaques qui annonçaient l'établissement de la République serbe autonome de Bosnie-Herzégovine (« *Republika Srpska* »), laquelle comptait même une constitution. Entre-temps, la guerre avait évidemment débuté²². « En quelques jours, souligne un rapport du HCR, les forces paramilitaires serbes investi[rent] l'est de la république [de Bosnie-Herzégovine] et commenc[èrent] à tuer et à expulser les habitants musulmans et croates. À peu près en même temps, les forces serbes de l'armée yougoslave pr[irent] le contrôle des collines entourant la capitale bosniaque de Sarajevo et commenc[èrent] à l'attaquer avec leur artillerie ». Le résultat fut qu'à la fin d'avril, 95 % des Musulmans et des Croates de l'est de la Bosnie se trouvaient désormais en fuite²³. Sous la pression des États-Unis, l'Allemagne et la Communauté européenne allaient reconnaître l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, alors que la Serbie et le Monténégro se réunissaient pour leur part sous la forme d'une nouvelle République fédérale yougoslave (RFY). En mai, la Bosnie se voyait admise à l'ONU alors que la guerre commençait à attirer davantage l'attention du monde, spécialement en raison du flot de réfugiés

²⁰ Georges Castellan, *Histoire des Balkans. XIV^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1999, p. 562; et Hoffmann, *loc. cit.*, p. 100.

²¹ Sabrina Petra Ramet, « Yugoslavia and the Two Germanys », dans Dirk Verheyen et Christian Sjøe, dir., *The Germans and their Neighbors*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 331-332; et Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *Les réfugiés dans le monde. Cinquante ans d'action humanitaire*, p. 218. (Document électronique consulté le 10 août 2001 sur le site : <http://www.unhcr.ch/sowr2000/french/ch09.pdf>)

²² Hoffmann, *loc. cit.*, p. 100; Maull et Stahl, *loc. cit.*, p. 89; Smith, *loc. cit.*, p. 53; et Helga Haftendorn, *Deutsche Außenpolitik zwischen Selbstbeschränkung und Selbstbehauptung 1945-2000*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 2001, p. 409-410.

²³ Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *op. cit.*, p. 218.

arrivant en Europe occidentale²⁴. Quelques semaines plus tard, environ un million de personnes fuyaient l'avancée des milices serbes qui contrôlaient déjà 70 % du territoire de Bosnie-Herzégovine. Devant cette situation, le mandat de la FORPRONU, chargée de surveiller le cessez-le-feu en Croatie, fut élargi afin de contrôler l'aéroport de Sarajevo et de distribuer de l'aide humanitaire en Bosnie²⁵. Au commencement de juillet, la Luftwaffe allait donc entamer, aux côtés des aviations militaires française, américaine, britannique et canadienne, le ravitaillement aérien des villes bosniaques assiégées. Ce ravitaillement allait se poursuivre jusqu'en janvier 1996, devenant ainsi le plus long pont aérien humanitaire de l'Histoire²⁶.

1.1 Aux propositions allemandes, dérobades allemandes ?

En Allemagne, le printemps 1992 avait été marqué par les démissions des détenteurs des portefeuilles des Affaires étrangères (Hans-Dietrich Genscher) et de la Défense (Gerhard Stoltenberg), respectivement remplacés par le libéral Klaus Kinkel et par le chrétien-démocrate Volker Rühe²⁷. Comme le fait remarquer avec justesse Wolfgang F. Schlör, il s'agissait là, pour la RFA, des premiers ministres des Affaires étrangères et de la Défense « dont la vie politique n'avait pas été marquée par l'expérience de l'immédiat après-guerre »²⁸. En d'autres termes, ils bénéficiaient tous les deux de ce qu'Helmut Kohl avait un jour appelé la « grâce de la naissance tardive » (« *die Gnade der späten Geburt* »)²⁹, ce qui signifiait que du simple fait de leur âge, ils n'avaient ni contribué ni même été témoins des crimes nazis. Cela leur permettait d'espérer faire évoluer la

²⁴ Woodward, *loc. cit.*, p. 31-33; Haftendorn, *op. cit.*, p. 409

²⁵ Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *op. cit.*, p. 220; et Ramet, *loc. cit.*, p. 331-332.

²⁶ Erb, *op. cit.*, p. 161-162; et Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *op. cit.*, p. 228.

²⁷ Selon Jeffrey S. Lantis, l'une des raisons qui avaient poussé Genscher à démissionner, outre des problèmes de santé, s'avérait les critiques qu'il avait essuyées pour avoir promu la reconnaissance des deux républiques yougoslaves. Lantis, *op. cit.*, p. 89. (Chapitre 4 intitulé « Diplomacy and Delay : Responding to the Civil War in the Former Yugoslavia, 1991-1994 »)

²⁸ Wolfgang F. Schlör, « German Security Policy », *Adelphi Papers*, Londres, IISS/Brassey's, numéro 277, juin 1993, p. 9.

²⁹ Il s'agissait d'une formule employée par Kohl à l'occasion d'une entrevue radiophonique en 1982, formule qu'il avait reprise dans un discours prononcé à l'occasion d'un voyage en Israël en février 1984. Dennis L. Bark et David R. Gress, *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*, (traduit de l'anglais par Odile Demagne), Paris, Robert Laffont, 1992, p. 911-912.

politique étrangère allemande, notamment concernant l'utilisation de la composante militaire³⁰.

Même après avoir essuyé de sévères critiques en raison de la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie, les Allemands demeuraient ceux qui s'avéraient les plus critiques face à la Serbie et continuaient de considérer le conflit comme étant la conséquence de l'agression de cette dernière³¹. Devant la tournure des événements en Bosnie, le ministre Kinkel suggérait, dès le mois de juin 1992 lors d'une réunion de l'UEO, que l'usage de la force soit considéré comme l'ultime moyen pour faire respecter l'embargo décidé par le Conseil de sécurité à l'encontre de la RFY. Le ministre ne manquait cependant pas d'ajouter que l'Histoire excluait toute intervention militaire allemande en Bosnie-Herzégovine³². De même, quelques jours plus tard, il affirmait devant le Bundestag :

« La communauté internationale doit 'remettre l'agresseur à sa place' (« *in seine Schranken weisen* ») et ce, avec tous les instruments économiques et politiques imaginables. [...] Telle une épée de Damoclès, une intervention militaire fait aussi partie de ceux-ci. Je dis cela en toute conscience du fait qu'il nous est difficile, en tant qu'Allemand, de proposer des mesures militaires auxquelles nous ne pouvons participer pour des motifs évidents³³ ».

De cette façon, la culture de la retenue et la doctrine Kohl, selon laquelle l'Allemagne ne pouvait contribuer à une mission de l'ONU si elle se déroulait sur un sol où des crimes avaient autrefois été commis par la Wehrmacht ou les nazis, continuaient de prévaloir³⁴. Évidemment, ainsi proposée par Kinkel, la politique allemande ne manquait pas

³⁰ Martine Drapeau, « Les intellectuels allemands et la remilitarisation de la politique étrangère (1990-1999) », Mémoire de maîtrise (M.A.), Département d'histoire, Université de Montréal, 2000, p. 45-46.

³¹ Maull et Stahl, *loc. cit.*, p. 89; et Hoffmann, *loc. cit.*, p. 114. Voir, à titre d'exemple, l'intervention suivante du ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel. *VdDB*, 12. Wahlperiode, 97. Sitzung. Bonn, 17 juin 1992, p. 7976. De même, un sondage effectué en août 1992 démontrait que beaucoup plus d'Allemands de l'Ouest mais aussi de l'Est estimaient que les Serbes étaient davantage responsables de la guerre que les Croates et les Musulmans. Elisabeth Noelle-Neumann et Renate Köcher, dir., *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1984-1992*, Band 9, München, K.G. Saur, 1993, p. 1096.

³² Smith, *loc. cit.*, p. 54-55; et Hoffmann, *loc. cit.*, p. 100.

³³ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 97. Sitzung. Bonn, 17 juin 1992, p. 7976.

³⁴ Maull et Stahl, *loc. cit.*, p. 91-92. C'est le 27 novembre 1991, lors d'un débat concernant la Croatie, que le chancelier avait formulé pour la première fois ce qui allait par la suite se voir ériger en doctrine. Consulter le précédent chapitre ainsi que l'intervention d'Helmut Kohl : *VdDB*, 12. Wahlperiode, 60. Sitzung. Bonn, 27 novembre 1991, p. 4988-4989.

d'incohérence, ouvrant toute grande la porte aux accusations répétées provenant de députés de l'opposition selon lesquels les Allemands semblaient prêts à se battre pour la Bosnie... jusqu'au dernier Français. Comme le rappelait toutefois Ole Diehl, il est vrai que le 19 février 1992, le cabinet fédéral avait décidé qu'il modifierait la Loi fondamentale avant la fin de son mandat, ceci dans le but de permettre l'utilisation de la Bundeswehr lorsqu'une mission internationale bénéficiait d'un mandat des Nations unies³⁵.

Les résultats de sondages tenus en Allemagne en mars et août 1992 démontrent que les positions énoncées par le gouvernement étaient en harmonie avec l'état d'esprit ambiant. Tout d'abord, en août, une majorité d'Allemands de l'Ouest (53 %) et une minorité de leurs concitoyens de l'Est (33 %) estimaient que l'Occident devait « intervenir » pour faire cesser la guerre en Bosnie, ainsi que le promouvait leur ministre des Affaires étrangères. Comme de raison, en mars, seule une minorité d'Allemands estimaient que la Bundeswehr devrait participer à une telle mission en ex-Yougoslavie, même sous le couvert de l'ONU. Ainsi, à la question de savoir si la Bundeswehr devait fournir à l'ONU, des troupes de maintien de la paix, 45 % des Wessis, mais seulement 26 % des Ossis répondaient par l'affirmative à la formule : « L'Allemagne doit (« muß ») aussi participer aux missions de troupes de paix, ceux que l'on nomme les casques bleus. [...] ». À l'opposé, 37 % des premiers et 57 % des seconds préféraient pour leur part l'énoncé : « Eu égard à notre histoire, nous devons (« sollen ») plutôt éviter de participer aux troupes de paix de l'ONU. [...] ». Toutefois, dans le contexte d'août, et lorsqu'on faisait expressément le lien avec le conflit yougoslave, 50 % des Wessis et 40 % des Ossis acceptaient désormais que des troupes allemandes soient intégrées dans une mission de casques bleus³⁶. En clair, la guerre en Bosnie avait eu pour effet d'inciter de nombreux Allemands de l'Est en particulier, à accepter la participation de l'armée aux missions de maintien de la paix de l'ONU. Encore une fois cependant, les écarts Est-Ouest notés auparavant demeuraient bien présents.

³⁵ Ole Diehl, « UN-Einsätze der Bundeswehr », *Europa-Archiv*, volume 48, numéro 8, août 1993, p. 219.

³⁶ Noelle-Neumann et Köcher, *op. cit.*, p. 1094-1096.

1.2 La RFA à l'action en Bosnie et en Somalie

À la mi-juin, les membres de l'UEO décidèrent d'agir pour le compte de l'ONU et de fournir, conjointement avec l'OTAN, une force de surveillance aéronavale de l'embargo en vigueur à l'endroit de la RFY. Parce que cette force demeurerait sur le territoire de l'OTAN, c'est-à-dire dans l'Adriatique, parce qu'elle ne pénétrerait pas à l'intérieur de l'espace maritime ou aérien de l'ex-Yougoslavie, et parce que seuls des contacts radio étaient permis entre les forces occidentales et les navires commerciaux, Kinkel avait jugé qu'une contribution allemande n'entrerait aucunement en contradiction avec la Loi fondamentale³⁷. Pour sa part, le ministre de la Défense prétendait que sans cette « contribution minimale », la RFA aurait risqué l'isolement³⁸. Par conséquent, un mois plus tard, l'Allemagne décida de fournir à l'opération conjointe un destroyer de même que trois avions de reconnaissance et leurs équipages³⁹. En l'absence de consultation du Bundestag par le gouvernement, le SPD réagit en avertissant qu'il pourrait faire appel à la Cour constitutionnelle fédérale, celle-ci étant basée à Karlsruhe, pour obliger l'Allemagne à retirer ses forces déployées⁴⁰.

À peu près au même moment, le CSONU tenait une réunion à la demande de l'Autriche, laquelle se trouvait appuyée par l'Allemagne, et ce, dans le but de créer, sous l'égide de l'ONU, une force internationale établissant une dissuasion crédible pour se dresser contre la Serbie. Cependant, cette proposition allait se heurter aux veto français et anglo-saxons, principalement en raison de la présence des soldats de la FORPRONU en Bosnie, lesquels, advenant le recours à la force par les Occidentaux, pouvaient aisément devenir otages des forces serbes⁴¹, un scénario catastrophe qui allait se produire à plusieurs reprises durant les années suivantes.

³⁷ Smith, *loc. cit.*, p. 54-55; et Lantis, *op. cit.*, p. 91.

³⁸ Cité par Max Otte, (avec Jürgen Greve), *A Rising Middle Power? German Foreign Policy in Transformation, 1989-1999*, New York, St. Martin's Press, 2000, p. 96.

³⁹ « Presseerklärung des deutschen Verteidigungsministers, Volker Rühe, zur Entsendung von Seeaufklärern für die Unterstützung der UN-Embargoüberwachung in der Jugoslawien-Krise, abgegeben am 15. Juli 1992 in Bonn », *Europa-Archiv. Dokumente*, série 2, 1992, D581.

⁴⁰ Ramet, *loc. cit.*, p. 332.

⁴¹ *Ibidem*; et Hoffmann, *loc. cit.*, 108.

De son côté, le SPD accusa le gouvernement de pratiquer « la tactique du salami », c'est-à-dire de vouloir, au moyen de la mission de l'UEO dans l'Adriatique, permettre ultimement le détachement de troupes allemandes dans le monde entier. De ce point de vue, le cabinet instrumentalisait la guerre en Bosnie pour élargir le rôle de la Bundeswehr. Grâce à l'efficacité de ces admonestations, le Parti social-démocrate réussit à provoquer, fait rarissime, la tenue d'une réunion spéciale du Bundestag en pleine pause estivale, ceci afin de délibérer au sujet de la contribution allemande à la mission de surveillance de l'embargo contre la RFY⁴².

Lors de cette séance spéciale, Klaus Kinkel répétait d'abord dans sa déclaration gouvernementale que la responsabilité principale du conflit échouait aux Serbes et ce, même si leurs opposants avaient aussi leurs torts. Pour justifier l'engagement militaire allemand au sein de la force mettant en œuvre l'embargo onusien, le ministre faisait appel à deux facettes de mémoire. « L'expérience de notre histoire récente, nommément la période de la dictature nationale-socialiste avec son régime destructeur violant les droits humains, de même que l'injuste régime marqué du sceau d'une autre obédience dans l'ancienne RDA, justifie que la politique étrangère allemande ait un devoir particulier, celui de s'impliquer activement pour la paix et les droits humains sur la scène internationale », déclarait-il⁴³. En dépit des objections de l'opposition, selon laquelle la participation allemande n'était pas permise par la Loi fondamentale, la politique du gouvernement obtint l'appui d'une majorité des députés⁴⁴.

Par conséquent, au début d'août, le SPD mit sa menace à exécution et décida d'appeler de la Cour constitutionnelle fédérale, espérant que celle-ci déclare

⁴² Smith, *loc. cit.*, p. 55; et Lantis, *op. cit.*, p. 90-91.

⁴³ Klaus Kinkel, « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung. Lage und Entwicklung im ehemaligen Jugoslawien und Entscheidung der Bundesregierung über die Beteiligung der Bundeswehr an Überwachungsmaßnahmen von WEU und NATO zur Unterstützung der VN-Resolutionen 713 und 757 », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 101. Sitzung. Bonn, 22 juillet 1992, p. 8608-8612. Quelques jours après, le chancelier répétait mot pour mot les propos de son ministre des Affaires étrangères. Helmut Kohl, « Ziele und Prioritäten der Innen- und Außenpolitik », dans Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, *Bulletin*, numéro 84, 25 juillet 1992, p. 809. Citation tirée de Lantis, *op. cit.*, p. 79.

⁴⁴ « Mit den Stimmen der Regierungsparteien », *SZ*, 23 juillet 1992.

inconstitutionnel l'envoi de navires allemands dans l'Adriatique⁴⁵. En fait, il s'agissait bien là d'une manœuvre pour masquer le fait que la direction et la base du Parti continuaient d'avoir là un désaccord fondamental sur la question de l'élargissement du rôle des forces armées⁴⁶. En effet, il a été vu au chapitre précédent qu'au congrès de Brême (mai 1991), la direction du SPD n'avait obtenu l'assentiment du Parti concernant la participation de la Bundeswehr aux missions de maintien de la paix de l'ONU que de chaude lutte. Or, à l'été 1992, plusieurs dirigeants sociaux-démocrates envisageaient à nouveau la possibilité que l'armée soit utilisée pour des missions de rétablissement de la paix faites sous l'égide de l'ONU, une hypothèse que refusait catégoriquement la base du Parti. De façon générale les sociaux-démocrates fondaient essentiellement leurs interprétations divergentes sur des arguments juridiques, laissant de côté les aspects mémoriels⁴⁷.

De leur côté, les verts demeuraient, depuis l'éclatement de la guerre du Golfe, déchirés par un véritable « dilemme moral », réflexion rendue encore plus urgente par la guerre en Bosnie : était-il légitime de faire usage de la force pour mettre un terme à une agression ou à un génocide⁴⁸ ? Ainsi, dès la fin d'août 1992, alors que les verts des anciens Länder qui n'étaient toujours pas représentés au Parlement fédéral conservaient une ligne pacifiste à tout crin⁴⁹, plusieurs de leurs homologues des nouveaux Länder, ceux-là députés au Bundestag, se déclaraient prêts à aménager la politique internationale de leur Parti. Après un séjour en ex-Yougoslavie, Helmut Lippelt, Claudia Roth, Gerd Poppe et Vera Wollenberger suggérèrent donc que le recours à la force s'avérait inévitable afin de libérer les individus prisonniers des camps de concentration s'y

⁴⁵ « Bundeskanzler für militärische Absicherung der Hilfslieferungen nach Bosnien », *SZ*, 10 août 1992.

⁴⁶ Nina Philippi, *Bundeswehr-Auslandseinsätze als außen- und sicherheitspolitisches Problem des geeinten Deutschland*, Frankfurt-am-Main, Peter Lang, 1997, p. 119-120.

⁴⁷ « Wegen deutscher Beteiligung an Seepatrouille in der Adria SPD-Fraktionsvorstand beschliesst Verfassungsklage », *SZ*, 17 juillet 1992; et « Bundeskanzler für militärische... », *loc. cit.*

⁴⁸ Alice Holmes Cooper, « When Just Causes Conflict With Accepted Means : The German Peace Movement and Military Intervention in Bosnia », *German Politics and Society*, volume 15, numéro 3, automne 1997, p. 105.

⁴⁹ Philippi, *op. cit.*, p. 132; et Otte, *op. cit.*, p. 108.

trouvant⁵⁰. Roth allait par exemple jusqu'à affirmer que des caractéristiques du fascisme, tels que la présence de « camps de concentration » ainsi que le « nettoyage ethnique » étaient présentes en Bosnie⁵¹. De même, selon Helmut Lippelt, porte-parole du Parti en matière de Défense, les images médiatiques montrant « des camps d'inanition et le nettoyage ethnique » forçaient son Parti à réfléchir à la question de savoir si le pacifisme permettait de s'opposer « à ces formes de fascisme ». Avec sa collègue Claudia Roth, il expliquait qu'il faudrait faire usage de la force pour « libérer les camps de concentration »⁵². En somme, chez les verts la division à l'intérieur du Parti reflétait la socialisation différente qu'avait vécue chacun des groupes durant la guerre froide. En d'autres termes, ce clivage illustre le fait que la mémoire exerçait son influence sur la formulation des politiques. Les verts qui avaient subi les affres du régime est-allemand se révélaient plus enclins à amender leur pacifisme dans certaines situations précises où les droits humains étaient massivement bafoués. À l'opposé, leurs collègues issus du confort douillet de la RFA n'acceptaient pas que leur pacifisme nécessitât des corrections.

Quant aux néocommunistes du PDS, ils s'opposaient à peu près à la même époque à la participation de militaires allemands, non seulement à des missions de combat, mais en outre à des missions de casques bleus. « Compte tenu des conséquences du militarisme allemand au cours de ce siècle », l'Allemagne se voyait contrainte de conserver « une retenue absolue dans le domaine militaire »⁵³. Ils démontraient par là que leur vision demeurait fortement imprégnée d'une certaine mémoire communiste.

⁵⁰ Philippi, *op. cit.*, p. 132.

⁵¹ Cooper, *loc. cit.*, p. 105.

⁵² « Suche nach Nischen », *Der Spiegel*, 24 août 1992, p. 44. Extraits reproduits dans Lantis, *op. cit.*, p. 90; ainsi que dans Philippi, *op. cit.*, p. 132.

⁵³ « PDS/Linke Liste zur Friedenspolitik : Positionen und Forderungen – September 1992 », dans PDS/Linke Liste im Bundestag, Büro Andrea Lederer, (dir.), *Dokumentation zur geplanten Erweiterung der Aufgaben der Bundeswehr. Positionen/Materialien/Gesetzentwürfe*, Bonn, septembre 1992, p. 1. Cité dans Philippi, *op. cit.*, p. 140.

Au sein de l'opinion publique, 54 % des Wessis et 36 % des Ossis⁵⁴ interrogés en août, estimaient pourtant que l'intervention de la Bundesmarine dans l'Adriatique s'avérait justifiée. Cependant, lorsqu'on leur demandait si une telle mission exigeait ou non une modification de la Loi fondamentale, une faible majorité (43 %) de citoyens de l'Ouest estimaient qu'aucun changement n'était nécessaire, alors qu'une très forte majorité (59 %) de leurs compatriotes de l'Est croyaient que la Constitution devait être modifiée⁵⁵. Quelle pouvait être la cause de ces différences si nettes sinon que la mémoire collective diffère selon que l'on ait été éduqué sous le régime du socialisme réel ou sous celui de la démocratie capitaliste ? Dans tous les cas, aucune manifestation de l'ampleur de celles qui avaient eu lieu lors de la seconde guerre du golfe Persique n'aurait lieu en Allemagne, et ce, pendant toute la durée de la guerre en Bosnie⁵⁶.

Parallèlement à ces premières réactions allemandes vis-à-vis de la crise bosniaque, Bonn fit régulièrement la promotion de l'aide humanitaire civile par l'entremise du chancelier ainsi que des ministres des Affaires étrangères et de la Défense. À son arrivée en poste en avril, Klaus Kinkel avait affirmé que la mission somalienne s'avérait « en principe » ce qu'il fallait faire, mais que sa légalité constitutionnelle demeurait incertaine. Pour sa part, Volker Rühe avait prétendu qu'il importait d'agir en Somalie, car la population ne pouvait se permettre d'attendre que les problèmes constitutionnels allemands soient réglés⁵⁷. En Somalie, la situation s'était détériorée au point où en août, la Croix-Rouge estimait qu'environ 4,5 millions d'individus, soit à peu près la moitié de la population du pays, souffraient de la faim⁵⁸. Devant cette situation, Bonn décida d'aider la population somalienne en affectant quatre avions cargo ainsi que leurs équipages au transport de nourriture et d'aide humanitaire qui prenait la forme d'un pont aérien reliant Nairobi et

⁵⁴ Dans le cas des Allemands de l'Est, il s'agissait là d'une très faible majorité puisque 31 % des répondants n'avaient pas d'opinion et que 33 % s'opposaient à la présence navale allemande dans l'Adriatique.

⁵⁵ Noelle-Neumann et Köcher, *op. cit.*, p. 1095-1096.

⁵⁶ Cooper, *loc. cit.*, p. 99.

⁵⁷ Lantis, *op. cit.*, p. 59.

⁵⁸ Philippe Hébert et Paul Létourneau, « L'institutionnalisme dans la politique extérieure allemande : ajustements et continuité », dans Onnig Beylarian et Jacques Lévesque, dir., *Les puissances majeures et les institutions internationales de sécurité, 1990-1997, Études internationales*, numéro spécial, volume XXX, numéro 2, juin 1999, p. 334-335.

Mogadiscio. Deux mois plus tard, ces opérations allaient s'étendre à des régions reculées du pays de la Corne de l'Afrique⁵⁹.

1.3 Une diplomatie pour la paix en Bosnie, prise un

La première conférence yougoslave ayant eu pignon sur rue à La Haye à partir de septembre 1991⁶⁰, une deuxième Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, réunissant l'ONU, la CE et les É-U, commença à siéger douze mois plus tard, d'abord à Londres puis à Genève⁶¹. En Allemagne, septembre marquait le retour en chambre des députés qui, lors d'une séance de délibérations budgétaires, eurent quelques occasions de débattre de la situation en Bosnie et du rôle international de leur pays. Profitant de l'opportunité, le chancelier se fit très clair à l'égard des Serbes, condamnant toute politique visant à expulser des individus et à modifier les frontières par la violence. En somme, il ne fallait pas que cette « terreur impériale » exercée par les Serbes n'engendre des dividendes. « Pour moi, insistait-il en faisant le lien avec l'édification européenne, la leçon de l'histoire européenne de ce siècle s'avère : il n'y a de paix et de liberté que dans une Europe unie. Chaque retour aux rivalités d'hier et d'avant-hier constitue à la fin un retour à la barbarie. Cela, espérons-le, nous devons l'avoir appris en regard des 92 années de ce siècle »⁶². De son côté, le ministre Kinkel rappelait le travail diplomatique de la CE vis-à-vis de la crise yougoslave, ainsi que les efforts humanitaires faits par la RFA en Bosnie et en Somalie. Surtout, le chef de la diplomatie déclarait que les « horribles événements se déroulant dans l'ancienne Yougoslavie » prouvaient à l'environnement qu'il y avait parfois des situations extrêmes lors desquelles il ne fallait pas hésiter à recourir à la force pour protéger le droit contre ceux qui violaient ce même droit (« *Rechtsveletzer* »). « Nos amis ont raison – [...] – lorsqu'ils nous disent, qu'il s'agit aussi là d'une leçon de notre propre et funeste histoire. Que serait donc l'Allemagne

⁵⁹ Lantis, *op. cit.*, p. 59.

⁶⁰ Voir le chapitre deuxième à ce sujet.

⁶¹ Woodward, *loc. cit.*, p. 33-34. Pour une excellente synthèse des trois premiers plans de paix pour la Bosnie-Herzégovine, de leurs avatars, ainsi que pour les cartes représentant ces plans, consulter : *Unfinished Peace. Report of the International Commission on the Balkans*, Washington/Berlin, Carnegie Endowment for International Peace/Aspen Institute Berlin, 1996, p. 47-55.

⁶² *VdDB*, 12. Wahlperiode, 103. Sitzung. Bonn, 9 septembre 1992, p. 8744-8745.

aujourd'hui, si les Alliés n'avaient pas autrefois lutté contre l'agresseur ? » Parce que la Charte de l'ONU visait à préserver cette leçon, l'Allemagne devait pouvoir participer aux missions de maintien et de rétablissement de la paix faites sous l'égide de cette organisation, continuait-il. « Cela ne veut pas dire – j'insiste vigoureusement –, que nous voulons 'nettoyer' (« *abstreifen* ») ou oublier notre histoire. Bien au contraire ! J'insiste expressément : ce qu'ont fait les Allemands dans le passé – incluant du reste ce qu'ont fait des soldats politiquement mal éduqués –, ne doit et ne pourra jamais être oublié. Mais nous devons puiser du passé la force et le courage nécessaires pour un avenir meilleur »⁶³.

Dans les rangs de l'opposition, Björn Engholm, le président du SPD qui était aussi ministre-président du Schleswig-Holstein, affirmait d'abord que l'Europe de Maastricht ne devait plus permettre de « nationalismes égarés ». De son point de vue, lorsque surgissaient de tels nationalismes, ce qui était le cas en ex-Yougoslavie, le recours à la force ne contribuait en rien à résoudre la crise. Le social-démocrate s'empressait ensuite de préciser que la présence allemande dans les Balkans n'était ni souhaitable ni possible. « J'estime que les Allemands ont – comme aussi bien d'autres avec eux – un passif historique grave dans les Balkans; cela suffit certainement pour ce siècle.

-(Appel depuis les rangs du SPD : pour le suivant aussi !)

-Pour le suivant aussi, d'ajouter Engholm. Je ne veux point voir cela de manière restrictive ». Selon lui, la résolution de conflit à effectuer sur le modèle du golfe Persique ne constituait en rien un objectif valable, et ce, moins encore pour les Allemands, compte tenu de leur « histoire particulière », que pour les autres⁶⁴.

De manière encore plus tranchée, Gregor Gysi, le représentant du PDS, soutenait d'abord que le ministre des Affaires étrangères ressemblait de plus en plus à un « ministre de la Guerre ». Pour faire de l'Allemagne un pays digne d'exemple, le politicien suggérait au gouvernement de se concentrer sur les moyens pacifiques non

⁶³ *Ibid.*, p. 8762-8764.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 8752-8753.

militaires plutôt que de compter sur les interventions armées. « Cela voudrait aussi dire qu'il faut assumer sa propre histoire. Mais cette histoire doit bien, entre autres choses être éliminée, puisque le gouvernement fédéral cherche à rendre la République fédérale militairement présentable à la cour (« *militärisch hoffahig* ») », ajoutait-il non sans cynisme⁶⁵.

Au total, le survol de ce premier débat parlementaire démontre que la mémoire teintait toujours l'analyse faite, tant par le gouvernement que par l'opposition, du conflit bosniaque. De même, une certaine mémoire de la Seconde Guerre mondiale demeurait toujours un obstacle à l'utilisation de la Bundeswehr dans une mission de rétablissement de la paix en ex-Yougoslavie, et ceci pour l'ensemble des partis politiques en présence.

Le 23 septembre, Klaus Kinkel effectuait, devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, un discours reprenant partiellement des propos qu'il avait énoncés au Parlement quelques jours plus tôt. Importante, cette allocution l'était certainement, puisque le ministre annonçait officiellement au monde qu'advenant le cas où le Conseil de sécurité serait réformé, l'Allemagne y briguerait un siège permanent⁶⁶. Il déclarait d'abord que ce qui se déroulait en Bosnie, qu'il qualifiait de « retour de la barbarie dans la maison européenne », éclipsait les succès de l'édification de l'Europe. « Une guerre d'extermination et d'expulsion fait rage en Bosnie-Herzégovine. Cela évoque à nouveau un épouvantable passé. Ce qui se passe là-bas constitue un génocide ! » Il poursuivait en assurant l'Assemblée que son pays appuyait les négociations en cours de la conférence de Londres, mais avertissait du même souffle qu'aucune frontière modifiée au moyen de la force ne serait reconnue par la « communauté internationale ». Après avoir rappelé l'existence d'autres conflits dans le monde, il remémorait que la « principale leçon » tirée de la Seconde Guerre mondiale était que pour préserver la paix et l'ordre

⁶⁵ *Ibid.*, p. 8731.

⁶⁶ Sur la quête allemande d'un siège permanent au Conseil de sécurité, consulter notamment : Tobias Debiel et Heiko Thomas, « *Natürlicher Anwärtter oder drängelnder Kandidat? Deutschland und die Reform des UN-Sicherheitsrats* », dans *UN-Williges Deutschland. Der Weed-Report zur deutschen UNO-Politik*, Bonn, Dietz, 1997, p. 28-50.

international, il fallait que le droit international et les droits humains soient respectés au préalable.

« Les plus graves crimes contre l'humanité ont été commis au nom des Allemands sous le national-socialisme, reprenait-il. En 1945, dans la partie ouest de notre pays, les Allemands ont eu la chance de pouvoir reconstruire une société libre, démocratique et fondée sur l'État de droit. Dans l'autre partie de l'Allemagne, les gens ont dû subir jusqu'en 1990 un autre régime injuste. Nous sommes réellement des enfants marqués ! Nous savons de notre propre expérience que sans préservation des droits humains, aucune vie épanouie et digne n'est possible ».

La protection des droits humains demeurait donc au cœur de la politique étrangère allemande. En ce sens, lorsque tous les moyens d'action pacifiques avaient été épuisés sans résultat, « il fallait protéger le droit contre ceux qui violaient ce même droit en recourant, au besoin, à la force militarisée. Il s'agit justement là aussi, pour nous Allemands, d'une leçon inspirée de notre funeste histoire ». En conséquence, la RFA allait devoir modifier sa constitution de sorte qu'elle permettrait l'utilisation de ses forces armées pour le compte de missions onusiennes de maintien ou de rétablissement de la paix. « En même temps, d'avertir Kinkel, le Parlement et le gouvernement fédéral n'oublieront pas que notre histoire nous impose la retenue et le sens de la mesure (« *Augenmaß* »). Il nous faut pourtant trouver en toute conscience des événements, la force et le courage nécessaires pour un avenir meilleur »⁶⁷.

Le 15 octobre, le Bundestag se réunissait à nouveau, à l'initiative du SPD et du PDS, pour discuter de la Bosnie-Herzégovine, de l'aide humanitaire dont elle avait besoin et de la politique yougoslave du gouvernement Kohl. Pour les sociaux-démocrates, le député Freimut Duve prenait la parole, dénonçant le traitement infligé aux Musulmans bosniaques non seulement par l'armée serbe et par les « tchetniks »⁶⁸ en Bosnie, mais de plus par les Croates en Croatie. Le « peuple de Bosnie » avait, selon Duve, fait l'erreur de croire « qu'après Auschwitz et le Cambodge, un génocide ne pourrait jamais plus se

⁶⁷ « Rede des deutschen Außenministers, Klaus Kinkel, vor der 47. Generalversammlung der Vereinten Nationen in New York am 23. September 1992 », *Europa-Archiv*, série 20, 1992, D597-D604.

⁶⁸ Présents en Serbie entre 1868 et 1941, les tchetniks étaient des paramilitaires panserbes, monarchistes, « fervents orthodoxes », hostiles aux Croates et aux communistes. Voir Castellan, *op. cit.*, p. 453-454.

produire », que l'Europe ne laisserait jamais plus une armée expulser, violenter et exterminer ses concitoyens et que « jamais plus il n'y aurait de camps de concentration » sur ce continent. « Le désespoir règne pourtant là-bas [en Bosnie], parce que les massacres collectifs reprennent à nouveau une place dans l'histoire européenne, parce que des attaques d'avions volant à basse altitude contre des civils sont à nouveau possibles, et ce, non pas en mars et en avril 1945, mais bien maintenant, dans les derniers mois et dans les derniers jours ». Duve vilipendait ensuite les néocommunistes du PDS car personne ne devait rester neutre face à une telle situation. « Lors d'un assassinat, quiconque cherche à conserver la neutralité devant le coupable et la victime, se fait le complice du meurtre ». Dans ce contexte, le député social-démocrate demandait deux choses au gouvernement allemand : premièrement, d'offrir à la Bosnie une aide financière pour fins humanitaires; secondement, de faire pression sur la Croatie pour qu'elle traite les Musulmans bosniaques réfugiés sur son territoire de la même manière qu'elle traitait les Croates bosniaques ayant aussi fui la Bosnie⁶⁹.

Du côté de la coalition, les députés prenant la parole faisaient peu usage d'éléments mémoriels, sinon pour dénoncer, à l'instar de leur collègue social-démocrate, l'attitude et les positions mises de l'avant par le PDS. Friedrich Vogel accusait ainsi les néocommunistes de vouloir protéger leurs « frères communistes de Serbie et de Bosnie », les Milosevic et Karadzic, lesquels mariaient « le communisme des chars et le chauvinisme débridé ». De ce point de vue, il s'agissait bien là d'un « national-socialisme de gauche », ainsi que l'affirmait le député chrétien-démocrate Gerhard Reddemann⁷⁰. Pour leur part, les représentants des libéraux, des verts et des néocommunistes ne faisaient pas usage de la mémoire pour justifier leurs positions respectives⁷¹. Ce faible usage de la mémoire s'expliquait sans doute parce que les deux propositions formulées par les sociaux-démocrates, c'est-à-dire, premièrement que Bonn fournisse 20 millions de DM d'aide humanitaire pour les réfugiés bosniaques et

⁶⁹ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 113. Sitzung. Bonn, 15 octobre 1992, p. 9634-9637.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 9637.

⁷¹ Voir les interventions des députés Schmieder (FDP), Poppe (BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN) et Modrow (PDS). *Ibid.*, p. 9638-9642.

deuxièmement, qu'elle exerce des pressions sur Zagreb pour que celle-ci traite correctement les Musulmans bosniaques réfugiés sur son territoire, récoltaient l'appui de l'ensemble des députés comme en témoigne l'adoption unanime de la motion⁷².

Durant tout l'automne 1992, la Conférence internationale pour l'ex-Yougoslavie allait plancher sur l'ébauche d'un premier plan de paix, le plan Vance-Owen, du nom des deux premiers co-présidents de la Conférence⁷³. En octobre, le Conseil de sécurité émit la résolution 781 qui établissait une zone d'interdiction de vol aérien (« *no-fly zone* ») au-dessus de la Bosnie. Puisque l'OTAN devait mettre en œuvre cette résolution, l'utilisation de ses avions radars AWACS se voyait tout indiquée. Le problème était qu'environ un tiers du personnel de ces appareils s'avérait être des membres de la Luftwaffe, ce qui les placeraient en pleine zone de combat et contreviendrait à l'interprétation de la Loi fondamentale à laquelle s'en tenait jusque-là le gouvernement⁷⁴.

À la fin de l'automne, le gouvernement Kohl maintenait toujours sa politique refusant l'envoi de troupes allemandes en Bosnie. Ainsi, le 16 décembre dans une entrevue télévisée sur la chaîne Nord 3-TV, le ministre de la Défense déclarait encore que le « passif historique » de son pays dans les Balkans excluait toute présence de la Bundeswehr en Bosnie.

« Nous avons, disait-il, un fardeau historique et les uniformes allemands n'ont pas là-bas un effet apaisant, mais constituent au contraire un véritable cadeau pour les 'auteurs de troubles' (« *Scharfmacher* ») de Serbie. Ils en feraient un usage abusif sur la base de l'expérience de la guerre civile pendant la Seconde

⁷² *Ibid.*, p. 9648. Un scénario similaire se répétait le 5 novembre, lors d'un nouveau débat traitant de l'aide humanitaire à accorder aux Bosniaques ainsi qu'aux Somaliens. *VdDB*, 12. Wahlperiode, 117. Sitzung. Bonn, 5 novembre 1992, p. 9961-9976.

⁷³ Susan L. Woodward, *Balkan Tragedy. Chaos and Dissolution After the Cold War*, Washington D.C., The Brookings Institution, 1995, p. 304.

⁷⁴ Lantis, *op. cit.*, p. 92-93; et Knut Kirste, « Der Jugoslawienkonflikt », document publié sous la direction de Hanns W. Maull par la Chaire de politique extérieure et de relations internationales de l'Université Trier, Fachbereich III Politikwissenschaft, janvier 1998. (DFG-Projekt 'Zivilmächte'. Fallstudie). Consulté le 17 avril 2002 sur le site : <http://www.deutsche-aussenpolitik.de/publications/conferences/jugo.pdf>

Guerre mondiale ainsi que du rôle que l'Allemagne a joué à l'époque. Nous ne devons (« *sollten* ») pas faire cela⁷⁵ ».

Cependant, au sein de la coalition, tous n'étaient pas d'accord avec cette politique. Par exemple, décembre 1992 allait même voir la démission du ministre des Postes Christian Schwarz-Schilling, lequel estimait que son gouvernement n'en faisait pas suffisamment pour la Bosnie et plaidait ardemment pour une intervention militaire allemande en faveur de la Bosnie⁷⁶.

Pour sa part, l'opposition continuait de montrer des signes de division lorsqu'il était question de la Bosnie et de ce que l'Allemagne devait faire pour mettre un terme au conflit. À la mi-novembre 1992, le congrès extraordinaire du SPD, convoqué par le président Björn Engholm pour débattre de l'usage du militaire, n'avait que réitéré les conclusions du congrès de Brême de mai 1991 : la seule possibilité d'utiliser la Bundeswehr pour une autre fonction que la défense du territoire national et de l'OTAN, s'avérait les missions strictement limitées au maintien de la paix sous le couvert de l'ONU⁷⁷. Les sociaux-démocrates acceptaient toutefois que la Loi fondamentale soit modifiée afin de permettre de telles interventions à l'extérieur de la zone couverte par l'OTAN. Enfin, condition *sine qua non*, le Bundestag devait au préalable approuver celles-ci au cas par cas⁷⁸. Néanmoins, lorsqu'il était question de mission de rétablissement de la paix effectuée pour le compte des Nations unies, la base du Parti persistait à refuser tout compromis en ce sens. En d'autres termes, les dirigeants du SPD, ses porte-parole en matière de politique extérieure et le groupe parlementaire au Bundestag continuaient de ne pas y être aussi opposés que le laissait entendre la position officielle du Parti⁷⁹.

⁷⁵ La citation est tirée de Kosłowski, *op. cit.*, p. 50. Le ministre faisait vraisemblablement allusion à la décision qu'avait prise le cabinet de ne pas contribuer à la FORPRONU.

⁷⁶ « CDU-Politiker stützen Kritik Schwarz-Schilling », *SZ*, 17 décembre 1992; et Kosłowski, *op. cit.*, p. 61.

⁷⁷ Schlör, *loc. cit.*, p. 10-11.

⁷⁸ Smith, *loc. cit.*, p. 55-56.

⁷⁹ Diehl, *loc. cit.*, p. 223; et Philippi, *op. cit.*, p. 120.

1.4 Urgence somalienne, requêtes étrangères, réponse allemande

À peu près à la même époque, les difficultés auxquelles se trouvait confrontée l'ONUSOM se multiplièrent au point que le secrétaire-général de l'ONU, Boutros-Boutros Ghali demanda au Conseil de sécurité de revoir la mission; ce qui fut fait le 3 décembre avec la résolution 814. *De facto*, l'ONUSOM II prenait le relais de la mission précédente, avec à la clef, le pouvoir de faire usage « de toute la force nécessaire » pour acheminer l'aide humanitaire destinée aux civils⁸⁰. Après avoir perdu les élections présidentielles, le président américain Georges Bush proposa au Conseil de sécurité d'envoyer une force composée de 30 000 marines dont la tâche consisterait à assurer la distribution de l'aide humanitaire. Rapidement, le Corps expéditionnaire unifié (« *Unified Task Force* » ou UNITAF) obtint la permission de se déployer en Somalie; ce qui débuta le 9 décembre⁸¹. Le problème était que les tâches respectives de l'UNITAF et de l'ONUSOM II n'étaient pas clairement définies, ce qui était aussi le cas de l'autorité qui devait donner la « direction politique » à l'ensemble. Pendant l'année qui allait suivre, l'apparition de rivalités entre l'ONU et les É-U allaient résulter de cette double imprécision, ce qui aurait pour effet de miner l'intervention en Somalie⁸².

En dépit du contentieux, Washington et New York purent s'entendre pour demander à Bonn de fournir des troupes de même que des ressources financières à la mission de l'ONU⁸³. Rapidement, le cabinet Kohl fit savoir qu'il était favorable à ce que des membres de la Bundeswehr participent à la mission de l'ONU⁸⁴. Cependant, comme le rappelait le ministre des Affaires étrangères devant le Parlement le 10 décembre, il fallait d'abord que la question de la constitutionnalité d'une telle mission soit réglée, ainsi que l'exigeaient non seulement les sociaux-démocrates de l'opposition, mais en

⁸⁰ Lantis, *op. cit.*, p. 58.

⁸¹ Nicholas Guyatt, *Another American Century. The United States and the World After 2000*, New York, Zed Books, 2000, p. 75.

⁸² Wagner, *loc. cit.*, p. 156. Consulter aussi à ce sujet, Guyatt, *op. cit.*, p. 75-80.

⁸³ Christian Hacke, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von Konrad Adenauer bis Gerhard Schröder*, Berlin, Ullstein, 2003, p. 415-416; et Lantis, *op. cit.*, p. 58.

⁸⁴ « Bonn für UNO-Einsatz der Bundeswehr in Somalia », *SZ*, 10 décembre 1992, p. 1; et « Die Bundesregierung begrüßt die UN-Intervention in Somalia », *FAZ*, 10 décembre 1992, p. 3.

outre les libéraux de la coalition en poste⁸⁵. Une semaine plus tard, l'exécutif était parvenu à s'entendre pour annoncer que la RFA allait contribuer à la mission de l'ONU avec un maximum de 1 500 soldats à la condition que ceux-ci soient postés à « l'intérieur d'une zone pacifiée »⁸⁶. Cette condition permettait au chancelier et au ministre de la Défense de déclarer qu'étant donné que le contingent allemand ne se situait pas en zone de combat et qu'il effectuait des tâches humanitaires, la mission n'entraînait aucunement en contradiction avec la Loi fondamentale. Évidemment, des considérations de politique intérieure dictaient cette façon de faire⁸⁷. Peu après cette annonce, les dirigeants décidèrent qu'une rencontre visant à discuter des modifications à apporter à la Constitution et réunissant les deux partenaires de la coalition, aurait lieu au début de janvier⁸⁸. En fait, les gouvernants allemands cherchaient à mettre à profit la crise somalienne pour au moins deux raisons : d'une part, il s'agissait d'utiliser celle-ci pour créer un précédent et forcer l'évolution de l'interprétation de la Loi fondamentale afin de permettre des interventions à l'extérieur de la zone couverte par l'OTAN; d'autre part, il fallait prouver à l'ONU que la RFA méritait un siège permanent au Conseil de sécurité⁸⁹.

2. Tergiversations allemandes, piétinement bosniaque et échec somalien

2.1 Le triangle Bonn, Washington et New York

Au début de janvier 1993, lors d'une visite à Bonn, Boutros-Boutros Ghali, le secrétaire général des Nations unies, déclara que l'ONU avait besoin de la contribution allemande pour mener à bien sa mission. De son point de vue, la RFA, de par son importance, ne

⁸⁵ *VdDB*, 12. Wahlperiode, 128. Sitzung. Bonn, 10 décembre 1992, p. 11103; et « SPD besteht auf Verfassungsänderung zu Bundeswehr-Einsatz », *FAZ*, 21 décembre 1992, p. 2.

⁸⁶ « Erklärung der Bundesregierung zur Unterstützung der humanitären Anstrengungen der Vereinten Nationen in Somalia, abgegeben von Staatssekretär Dieter Vogel am 17. Dezember 1992 », *Europa-Archiv. Dokumente*, série 9, 1993, D191-D192.

⁸⁷ Wagner, *loc. cit.*, p. 151-152.

⁸⁸ Lantis, *op. cit.*, p. 64-65.

⁸⁹ Wagner, *loc. cit.*, p. 151-153.

pouvait jouer un rôle particulier, mais devait plutôt pouvoir participer tant aux missions de maintien qu'à celle de rétablissement de la paix⁹⁰. Peu après, les deux partis de la coalition se rencontrèrent pour discuter des amendements à apporter à la Constitution. La réunion accoucha du compromis tant attendu : la modification permettrait à l'Allemagne de participer aux deux types de missions, à la condition de bénéficier d'un mandat du Conseil de sécurité et de l'appui du Bundestag⁹¹. Cependant, des opposants à l'entente demeuraient au sein du FDP, ce qui n'allait pas tarder à exercer ses effets sur la politique allemande. De même, le SPD, le BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN et le PDS continuèrent d'opposer une fin de non-recevoir au projet de modification de la Constitution du cabinet; Günter Verheugen, le secrétaire général du Parti social-démocrate, allant même jusqu'à déclarer qu'un tel projet risquait de mener « au retour au mode de pensée en termes de diplomatie de la canonnière » à la Guillaume II⁹².

Au même moment, un sondage demandait aux Allemands de préciser laquelle des deux formules suivantes obtenait leur assentiment. À cette occasion, 50 % de l'ensemble des répondants préféraient la proposition : « Je ne pense pas qu'il soit bon que l'Allemagne se limite à payer et se tienne à l'écart [des actions militaires de l'ONU]⁹³. L'Allemagne doit, exactement comme l'Angleterre, la France ou les Américains [sic] contribuer aux troupes de l'ONU ». À l'opposé, 31 % adoptaient plutôt la version : « Je pense que de d'appuyer de telles actions financièrement, sans toutefois y participer constitue la bonne solution. De plus, aucun soldat allemand ne serait ainsi placé en danger »⁹⁴. Lorsque, à l'instar d'un sondage d'août précédent, la question abordait spécifiquement la guerre en ex-Yougoslavie, les Allemands demeuraient *grosso modo*, conséquents puisque 46 %

⁹⁰ « Boutros Ghali verlangt von Bonn uneingeschränkte deutsche Beteiligung an allen Aktionen der UN », *FAZ*, 12 janvier 1993. De même, en février 1993, le sénateur américain (Maine) (et futur secrétaire à la Défense) William S. Cohen déclarait lors d'une entrevue pendant la conférence sur la politique de sécurité qui avait lieu chaque année à Munich: « Les Américains disent : 'Il faudrait que des fantassins allemands soient aussi de la partie [dans les opérations de maintien de la paix]'. Vous ne pouvez ignorer l'Histoire, mais vous ne pouvez pas non plus vous cacher derrière elle ». Cité dans Kirste, *loc. cit.*

⁹¹ Diehl, *loc. cit.*, p. 221; et Udo Bergdoll, « Der Konflikt um internationale Einsätze der Bundeswehr einer Lösung näher? », *SZ*, 14 janvier 1993.

⁹² Cité dans Diehl, *loc. cit.*, p. 223.

⁹³ Le sondage n'était pas plus précis que cela.

⁹⁴ Elisabeth Noelle-Neumann et Renate Köcher, dir., *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1993-1997*, Band 10, München, K.G. Saur, 1997, p. 1145.

d'entre eux acceptaient l'idée que la Bundeswehr fournisse des casques bleus à une mission de l'ONU là-bas alors que seulement 28 % refusaient une telle éventualité. Enfin, 68 % des Allemands favorisaient la participation de la Bundeswehr à la mission onusienne en Somalie⁹⁵.

Un mois plus tard, un autre sondage, s'adressant cette fois uniquement aux « élites décisionnelles » (« *Führungskräfte* ») politiques, économiques et administratives de l'Allemagne donnait des résultats encore plus fortement en faveur d'une participation de leur pays aux missions de paix de l'ONU; 91 % des individus interrogés estimaient que leur pays devait assumer des « responsabilités internationales » en de tels cas, alors que seulement 5 % pensaient qu'en raison du « passé allemand », la RFA devait « faire preuve de réserve (« *zurückhalten* ») de manière particulière lors de telles participations »⁹⁶. Parallèlement, il faut mentionner que l'année 1992 avait vu une baisse (par rapport à l'année 1991, mais non par rapport à l'année 1990) du nombre des appelés de la Bundeswehr qui se prévalaient de leur droit de faire objection de conscience (voir tableau 3 ci-contre).

⁹⁵ Renate Köcher, « Breite Mehrheit für Blauhelm-Einsätze deutscher Soldaten », *FAZ*, 11 février 1993, p. 5.

⁹⁶ Noelle-Neumann et Köcher, *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1993-1997*, *op. cit.*, p. 1143.

députés du SPD. Il affirmait aussi que tous les députés du Bundestag avaient modifié la position qu'ils avaient, sur la question du rôle de la Bundeswehr, défendue jusque-là. « Cela vaut aussi pour le gouvernement et les partis qui le constituent, lesquels ont, dans le passé, fermement soutenu l'idée selon laquelle, en raison de notre fardeau historique en ex-Yougoslavie, les soldats allemands ne pouvaient y être envoyés ». De plus, Scharping rappelait qu'il ne fallait pas oublier la « reconstruction économique et civile » de la Bosnie, dont l'importance était suggérée par la mémoire du Plan Marshall. Sa collègue social-démocrate Brigitte Schulte, qui appuyait aussi la décision du cabinet, saisisait l'occasion pour rappeler à tous, les torts qu'avaient causés les Allemands aux Yougoslaves entre 1941 et 1945, de même que les relations en dents de scie qui avaient suivi durant et après la guerre froide. D'après elle, tout cela ne pouvait que pousser son pays à faire davantage pour la paix dans les Balkans. Enfin, Günter Verheugen signalait que la mission dont allait hériter la Bundeswehr avec le vote du Parlement démontrait que l'Allemagne et son armée n'étaient plus celles d'autrefois. En d'autres termes, cela illustre le fait que les Allemands avaient appris de leur histoire²⁸⁴.

Du côté des verts, Joschka Fischer, admettait carrément à son corps défendant, en tant que président du groupe parlementaire, que son Parti se trouvait littéralement menacé de démembrement à cause de la question du recours à la force. Il prenait fait et cause pour l'image de son Parti, lequel s'était vu accusé par Wolfgang Schäuble de perpétuer l'idée voulant que les soldats s'avéraient des assassins. Ce faisant, Fischer faisait appel à la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et précisait que si les Jodl et Keitel avaient bel et bien été des criminels de guerre – prouvant ainsi que des soldats pouvaient très bien être des assassins –, les soldats de l'Armée rouge avaient libéré Auschwitz alors que ceux des Alliés avaient fait de même à Bergen-Belsen et Dachau notamment. Avouant ensuite ne pas être en mesure de parler au nom de l'ensemble de son groupe parlementaire, le député réitérait sa thèse selon laquelle la guerre en Bosnie avait été causée par « un nationalisme sanglant, par une forme nouvelle de fascisme » menant au

²⁸⁴ *Ibid.*, p. 6634-6638; 6651-6654; et 6666-6668.

nettoyage ethnique, aux massacres, aux viols collectifs. Parce qu'aucune autre option que les accords de Dayton ne s'offrait pour rétablir la paix en Bosnie, une partie des députés verts accorderait donc leur appui à la motion du gouvernement. Cependant, d'autres parlementaires n'avaient aucunement l'intention de faire de même. Au nom de ces dissidents, Christa Nickels prenait la parole pour déclarer :

« J'aimerais rappeler que l'Histoire nous a appris que la tentative de défendre la paix par des moyens violents est accompagnée de flots de sang qui coule, de millions et de milliards en valeurs qui s'en vont à la ferraille et qui mènent à la souffrance. Ces moyens violents, dont les surplus s'accumulent, ont mené à l'oppression, à des génocides et à des guerres.

Ces évolutions ont aussi connu leur horrible apogée avec le développement de la bombe atomique ».

Cela avait eu pour résultat, selon Nickels, que dans les années 1980, ce que l'on avait voulu défendre avec les armes atomiques s'était trouvé menacé par l'existence même de celles-ci. En conséquence, la députée réaffirmait que plusieurs verts continuaient de privilégier les politiques non violentes pour contribuer « au processus de paix » en Bosnie à l'aide de moyens civils. Une autre députée des verts, Elisabeth Altmann, justifiait à son tour son refus d'appuyer le gouvernement en recourant à de semblables arguments mémoriels, évoquant au passage l'angoisse liée à la guerre froide dans l'immédiat après-guerre puis à la « double décision » de l'OTAN. De son point de vue, l'Histoire avait démontré que seules les « mesures d'aide civiles » pouvaient contribuer au dialogue lors de conflit et protéger les individus « contre de nouveaux massacres et de nouvelles destructions inutiles causés par les guerres et les militaires »²⁸⁵.

Enfin, les néocommunistes n'avaient bien entendu pas modifié leur position depuis les débats précédents. Gregor Gysi continuait de dénoncer ce qu'il qualifiait de « militarisation de la politique étrangère » et d'ambition de « grande puissance » prenant la forme d'interventions militaires. Comme en juin, il rappelait, avec force citations à l'appui, que le gouvernement Kohl avait longuement préservé une politique refusant tout rôle pour la Bundeswehr dans les Balkans en raison de l'Histoire. De l'avis du

²⁸⁵ *Ibid.*, p. 6656-6658; 6642-6643; et 6670-6671.

néocommuniste, il aurait été préférable de maintenir cette politique, et d'insister sur des mesures « d'aide civile et humanitaire » suffisamment « alléchantes » pour encourager les belligérants à mettre un terme aux affrontements. Au lieu de cela, l'Occident continuait, selon Gysi, de tabler sur l'utilisation des armes et sur leur développement, comme si la guerre froide ne s'était pas terminée entre-temps. Enfin, le président du groupe parlementaire du PDS prenait une nouvelle fois à partie son homologue des verts pour avoir instrumentalisé le passé en établissant une comparaison entre les « horribles crimes » qui avaient eu lieu en ex-Yougoslavie en 1939-1945 et en 1991-1995. En fait, Gysi s'insurgeait surtout du fait que d'autres génocides avaient été perpétrés au Cambodge, en Afghanistan et au Rwanda, et ce, sans que le gouvernement allemand n'intervienne de la même façon qu'en Bosnie. Quant à Uwe-Jens Heuer, un néocommuniste qui avait vécu la Seconde Guerre mondiale dans sa jeunesse, il se targuait d'avoir sa vie durant, toujours conservé le principe selon lequel, il ne tiendrait jamais une arme. Pour lui, la RFA aurait dû conserver le principe qu'elle avait partagé avec la RDA au temps de la guerre froide : « la guerre ne doit plus jamais émaner du territoire allemand ». De cette manière, elle aurait perpétué une tradition qu'Heuer tenait en haute estime, soit celle du refus est-allemand d'intervenir en Afghanistan et du rejet ouest-allemand d'une participation à la guerre du Vietnam²⁸⁶.

À l'issue du débat du 6 décembre, une très forte majorité du Parlement (543 voix sur une possibilité de 656 voix) vota en faveur de la proposition du gouvernement. Alors que plus des deux-tiers des sociaux-démocrates avaient appuyé le cabinet, près de la moitié des verts avaient fait de même. En fait, pour éviter de violer la très récente décision du congrès du Parti, cinq députés avaient annulé leur vote afin de permettre le maintien de l'équilibre au sein du groupe parlementaire vert (22 voix pour, et 22 voix contre)²⁸⁷. Dans ce dernier débat, il faut donc voir que pratiquement tous les députés et ministres prenant la parole avaient eu recours à différents volets de mémoire, et ce, peu importe qu'ils soient favorables ou non à la motion du gouvernement. À l'instar de la décision de

²⁸⁶ *Ibid.*, p. 6646-6649; et 6672-6673.

²⁸⁷ « Katerstimmung bei den Grünen », *FAZ*, 8 décembre 1995, p. 6.

Karlsruhe de juillet 1994, ces débats parlementaires de la fin de l'automne 1995 illustrent bien le fait que c'était non pas la constitution, mais en réalité une certaine vision de la mémoire qui empêchait l'Allemagne d'utiliser le militaire, *a fortiori* dans les endroits où les fantassins de la Wehrmacht et des Waffen-SS avaient autrefois commis des crimes.

Une fois le développement d'un nouveau consensus mémoriel achevé au sein de la députation, l'opinion publique ne pouvait que suivre. La décision prise par les parlementaires le 6 décembre obtenait ainsi l'appui de la majorité des Allemands, et ce, sans égard à l'identité des individus sondés. De fait, 66 % des Wessis et 53 % des Ossis considéraient la participation de 4 000 soldats allemands à la surveillance des accords de cessez-le-feu en ex-Yougoslavie comme étant judicieuse²⁸⁸. Il est certainement loisible de penser que le revirement de la majeure partie des sociaux-démocrates et d'environ la moitié des verts, avait contribué à rendre une telle majorité possible. C'était particulièrement le cas pour les Allemands de l'Est, lesquels s'étaient toujours vivement opposés au recours à la Bundeswehr, eux qui, au moins depuis 1989, adhéraient si fortement au pacifisme. Par ailleurs, bien qu'aucun conscrit ne pouvait être envoyé contre son gré dans les Balkans ainsi que l'avait rappelé le ministre de la Défense au Bundestag le 30 novembre²⁸⁹, il n'en demeurait pas moins que l'année 1995 avait vu plus de 160 000 appelés sous les drapeaux faire objection de conscience et préférer le service civil au service militaire (Tableau 4). Les deux missions pour la Bosnie décrétées en cours d'année avaient sans contredit contribué à faire que de nombreux jeunes Allemands, suivant en cela les exhortations des politiciens de gauche les plus radicaux, avaient fui le service obligatoire.

²⁸⁸ Sondage cité par : Mushaben, *op. cit.*, p. 249.

²⁸⁹ *VdDB*, 13. Wahlperiode, 74. Sitzung. Bonn, 30 novembre 1995, p. 6446.

Tableau 4 : objecteurs de conscience en RFA, 1986-1995²⁹⁰

Année	Nombre d'objecteurs de conscience
1986	63 037
1987	61 360
1988	57 028
1989	47 078
1990	74 569
1991	150 722
1992	111 000 (près de)
1995	160 600

Données compilées de : Walter Schütze, « Le service civil en Allemagne », *Documents. Revue des questions allemandes*, volume 49, numéro 3, 1994, p. 65-66; ainsi que de : Joyce Marie Mushaben, *From Post-War to Post-Wall Generations. Changing Attitudes Toward the National Question and NATO in the Federal Republic of Germany*, Boulder (Co.), Westview Press, 1998, p. 236 et 244.

*

* *

S'il demeure malaisé d'avancer un chiffre précis sur le nombre total de tués durant cette deuxième guerre yougoslave, il est plus que probable qu'ils se comptent par dizaines de milliers²⁹¹. Il est plus facile de dresser un bilan des personnes déplacées cependant. À la fin de 1995, plus de la moitié des quatre millions et demi des citoyens bosniaques du recensement de 1991 s'étaient entre-temps déplacés. Parmi ceux qui avaient migré, 1 300 000 personnes l'avaient fait à l'intérieur même de la Bosnie, 500 000 s'étaient rendues dans les pays voisins alors que 700 000 avaient trouvé refuge en Europe occidentale dont la moitié dans la seule Allemagne²⁹².

²⁹⁰ Il a malheureusement été impossible de trouver les chiffres pour les années 1993 et 1994, ce qui aurait permis de mieux apprécier les statistiques de 1995.

²⁹¹ Voir à ce sujet, Thierry Mudry, *Histoire de la Bosnie-Herzégovine. Faits et controverses*, Paris, Ellipse, 1999, p. 238-239. (Coll. « L'Orient politique »)

²⁹² Haut-commissariat pour les réfugiés, *op. cit.*, p. 219.

Au-delà de cet accueil dépassant, à l'exemple de la guerre en Croatie et en Slovénie, encore une fois de très loin ce que les autres grandes puissances européennes avaient fait, la RFA avait mis en place une politique en plusieurs volets lors du conflit bosniaque. En plus de contribuer au plus long pont aérien à caractère humanitaire de l'Histoire, Bonn avait fourni des unités navales et aériennes pour surveiller l'embargo dans l'Adriatique et l'interdiction de vol aérien au-dessus de la Bosnie. À l'été 1995, elle avait contribué de multiples façon au renforcement de la FORPRONU et à la mise en place de forces en vue d'une éventuelle évacuation d'urgence de ces mêmes casques bleus. Enfin, en décembre de la même année, la RFA avait fourni un important contingent à l'IFOR, avant de contribuer, l'année suivante, à la force de stabilisation (SFOR) qui allait en prendre le relais²⁹³.

Par ailleurs, au moins trois raisons expliquent la différence fondamentale entre les réactions allemandes lors des deux crises étudiées dans ce chapitre : alors que dans la réponse au défi somalien, la mémoire était virtuellement absente, dans la réaction au conflit bosniaque, elle demeura d'abord en latence avant de devenir, assez tardivement il faut le dire, omniprésente. En premier lieu, il est nécessaire de rappeler que l'Allemagne n'avait pas, vis-à-vis de la Somalie, de fardeau historique similaire à celui qu'elle devait porter à l'égard de l'ex-Yougoslavie. En ce sens, il appert clairement que la mémoire du colonialisme africain du Deuxième Reich demeurait, il va sans dire, d'une influence fort limitée par rapport au souvenir de la domination nazie dans les Balkans durant la Seconde Guerre mondiale.

En deuxième lieu, il importe de souligner la nature distincte des mesures mises en place par Bonn lors des deux conflits. De fait, dans le cas de la Somalie, la RFA chercha surtout à soulager les souffrances des civils sans tenter de contribuer à mettre un terme

²⁹³ Pour la décision du Bundestag de décembre 1996, consulter : *VdDB*, 13. Wahlperiode, 149. Sitzung. Bonn, 13 décembre 1996, p. 13491-13527. Pour de plus amples informations sur la participation allemande à la SFOR, voir « Informationen über die Beteiligung des Bundeswehr an der Stabilisierung des Friedens im ehemaligen Jugoslawien. SFOR », Bundesministerium der Verteidigung, Presse- und Informationsstab, Referat Öffentlichkeitsarbeit, Bonn, 1996, p. 1-20. (Reihe Stichworte für die Öffentlichkeitsarbeit und Truppeninformation).

aux hostilités. À l’opposé, dans le conflit en Bosnie, l’Allemagne ne se contenta pas de fournir une aide humanitaire, mais s’investit aussi dans la recherche d’une solution diplomatique avant de prendre part aux mesures militaires. Or, ainsi que le prescrivaient les leçons tirées – par l’ensemble de la classe politique allemande et non pas uniquement par la droite au pouvoir à Bonn –, de l’expérience nazie et de l’Holocauste, la participation de la Bundeswehr à des missions humanitaires de l’ONU était non seulement incontestable, mais elle bénéficiait en ce sens d’une longue tradition établie depuis l’entrée de la RFA à l’ONU en 1973. Cela expliquait que la contribution humanitaire en Somalie et en Bosnie pouvait difficilement être contestée par l’opposition parlementaire, alors qu’il en allait tout autrement des efforts visant à mettre un terme aux hostilités en ex-Yougoslavie.

Il importe aussi de comprendre, en troisième lieu, que durant toute la crise en Somalie ainsi que durant le début de la guerre en Bosnie, le recours aux arguments juridiques ne faisait que masquer la vraie nature du débat portant sur le rôle de la Bundeswehr dans le contexte de la politique étrangère allemande, c’est-à-dire sa nature mémorielle. Occultés par les aspects constitutionnels, les éléments mémoriels ressortaient tout de même de manière ponctuelle, comme ce fut le cas lors du débat d’avril 1993 par exemple. Une fois le prétexte juridique évacué par la décision de la Cour de Karlsruhe en juillet 1994, et une fois les élections fédérales d’octobre 1994 passées, la véritable nature du débat portant sur l’action internationale de la RFA ressortit au grand jour et mena aux cruciaux débats de la seconde moitié de l’année 1995.

À la fin de l’automne 1995, la principale « bataille » mémorielle mettant aux prises deux groupes de parlementaires avait donc été gagnée. Si les deux camps avaient mobilisé diverses mémoires, il faut dire que du côté de la coalition et du gouvernement, la mémoire de la guerre froide jouxtait la mémoire du Sonderweg, du nazisme et de ses crimes; chrétiens-démocrates et libéraux s’entendant généralement sur ce qu’elles prescrivaient pour la politique étrangère allemande. *A contrario*, au sein de l’opposition, bien que la mémoire de la période 1945-1989 ne se trouvait pas complètement exclue,

c'était essentiellement la mémoire de l'Holocauste et des crimes de la Wehrmacht qui se voyait sollicitée, avec toutefois des visions diamétralement opposées de ce que cette dernière impliquait pour l'action de la RFA sur la scène internationale. C'est donc dire, que dans les faits, ce ne sont pas tant les principaux responsables de la politique extérieure allemande qui ont provoqué le retournement du paradigme mémoriel guidant l'usage de la force pour l'Allemagne, mais bien une petite minorité de sociaux-démocrates, et surtout de verts. Ce faisant, ceux qui, de l'été 1992 à l'été 1995, étaient demeurés une minorité au sein de la gauche contribuèrent à renforcer le consensus déjà présent au sein de la droite, forgeant ainsi un nouveau *modus vivendi* de politique extérieure transcendant désormais cette traditionnelle dichotomie gauche/droite.

La décision de Karlsruhe de l'été 1994 et le débat déchirant de la gauche de la seconde moitié de 1995, constituaient autant de moments charnières pour la politique étrangère allemande. Il s'agissait-là de temps forts, au même titre que le révélateur discours de Genscher (janvier 1991) qui, en pleine guerre du Golfe, avait démontré que c'était la mémoire qui bloquait tout usage de l'armée à l'extérieur de la zone couverte par l'OTAN, ou que la déclaration du chancelier Kohl (novembre 1991) qui, peu avant la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie, avait établi la doctrine Kohl.

Quant à l'opinion publique, les atrocités de la guerre en Bosnie avaient sans aucun doute contribué à la rendre plus réceptive à l'idée de recourir à la Bundeswehr pour d'autres fins que les causes humanitaires et la défense du territoire de l'OTAN. Les Allemands avaient d'abord accepté des missions aériennes et navales non combattantes avant d'acquiescer à la possibilité que des soldats allemands deviennent casques bleus. Surtout, le rôle de la mémoire comme frein à l'action internationale de l'Allemagne allait déclinant au point qu'à la fin de 1993, pour une majorité de l'opinion, même la singularité de l'Holocauste ne constituait plus une raison pour justifier un rôle particulier pour la RFA. Cependant, la plupart du temps, les Osis, fidèles à leur socialisation pacifiste est-allemande, continuaient de manifester toujours plus de réticence que les Wessis face à quelque recours à la force que ce soit.

En 1996-1997, alors que l'Allemagne se remettait à peine des vifs débats concernant la Bosnie, les germes de ce qui allait devenir le troisième conflit yougoslave firent leur apparition, la paix de Dayton n'ayant pas résolu la question du Kosovo. À nouveau, cette guerre n'allait pas manquer d'attirer l'attention allemande, de générer des échanges discursifs mobilisant des éléments de mémoire plus ou moins contraignant et d'exiger une réaction du gouvernement.

Chapitre quatrième

Auschwitz, Srebrenica et le Sonderweg à la rescousse de l'intervention allemande au Kosovo, 1997-1999

« Mais la référence à l'Histoire ne joue pas un rôle aussi important que l'on aurait pu s'y attendre en Allemagne. [...] Les Allemands vivent, étonnamment sans histoire, la rupture historique du premier recours aux armes depuis 1945 ».
-Jan Ross¹

Introduction

Si dès le 31 mars, le journaliste Jan Ross se croyait en mesure d'affirmer qu'en Allemagne, le passé ne jouait plus le rôle qu'il avait eu jusque-là lors des crises internationales, il s'agissait bien là d'un jugement quelque peu intempestif ne représentant que partiellement la réalité. De fait, bien que lors des débats parlementaires, la place de la mémoire semblait désormais pour le moins réduite, au vu et au su d'une contestation grandissante des bombardements de l'OTAN, les éléments de mémoire n'allaient pas tarder à refaire surface dans les débats partisans au Bundestag. En outre, il appert que cela était encore plus vrai dans le cas des interventions publiques des principaux responsables de la politique étrangère allemande, lesquels, comme ne manquèrent pas de le dénoncer certains observateurs², n'allaient pas hésiter à instrumentaliser le passé. Ceux-ci eurent tout particulièrement recours à la mémoire d'Auschwitz pour justifier leurs décisions devant les critiques et une opinion publique manifestant de plus en plus de réticences quant à l'intervention de l'Alliance. En cela, les dirigeants allemands n'étaient pas différents de leurs homologues américains, eux qui firent intensivement usage de volets mémoriels pour donner une légitimité à leurs décisions, ainsi que le démontre l'historien George C. Herring³.

¹ Jan Ross, « Die Deutschen und der Krieg », *Die Zeit*, numéro 14, 31 mars 1999.

² Frank Schirmacher, « Luftkampf. Deutschlands Anteil am Krieg », *FAZ*, 17 avril 1999, p. 41; et Josef Joffe, « Video-Krieg und Wahrheit », *SZ*, 4 mai 1999, p. 4.

³ Georges C. Herring, « Analogies at war : The United States, the conflict in Kosovo, and the uses of history », dans Albrecht Schnabel et Ramesh Thakur, dir., *Kosovo and the challenge of humanitarian*

À partir du 24 mars 1999, la RFA participa aux bombardements menés par l'OTAN en RFY, officiellement du moins, pour des raisons humanitaires liées au sort des Albanais du Kosovo. Selon certains analystes, cela mettait *de facto* fin au « rôle particulier » (*Sonderrolle*) joué par la RFA dans les interventions militaires internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale⁴, rôle caractérisé par la « culture de la retenue ». Pourtant, le fait que des chasseurs allemands aient contribué aux bombardements alliés constituait seulement une étape de plus dans l'évolution de la politique étrangère allemande⁵, laquelle avait été entamée par une virulente polémique entourant la guerre du Golfe en 1990-1991. Comme l'a démontré le précédent chapitre, une partie importante des pacifistes allemands, en particulier chez les verts, acceptaient depuis Srebrenica que l'armée allemande intervienne en cas de crise humanitaire ou de génocide. Pour cela, deux préalables demeuraient cependant : que le Conseil de sécurité de l'ONU ait établi un mandat clair et que le Bundestag ait approuvé la participation allemande. Or, au printemps 1999, si cette dernière condition ne posait aucun problème – le Bundestag ayant accepté dès le 16 octobre 1998 que l'Allemagne effectue une contribution à l'intervention militaire de l'OTAN –, la première condition n'était toutefois pas respectée puisque le Conseil de sécurité n'avait pas émis de mandat en raison du veto de la Russie. En dépit des dénis répétés de Joschka Fischer en ce sens⁶, il s'agissait donc bien là d'un nouveau précédent élargissant d'autant les possibilités de la

intervention: Selective indignation, collective action and international citizenship, Tokyo/ New York/ Paris, United Nations University Press, 2000, p. 347-359. De même, dans le débat français, on évoquait fréquemment le souvenir de l'apaisement face à Hitler. Consulter sur ce point : Ulrike Ackermann, *Sündenfall der Intellektuellen. Ein deutsch-französischer Streit von 1945 bis heute*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2000, p. 243.

⁴ Rolf Clement, « Die Teilnahme der Bundeswehr am internationalen Militäreinsatz im Kosovo und im Jugoslawien », dans Erich Reiter, dir., *Der Krieg um das Kosovo 1998/99*, Mainz, v. Hase & Koehler Verlag, 2000, p. 162; Hans-Peter Schwarz, « Die Zentralmacht Europas auf Kontinuitätskurs. Deutschland stabilisiert den Kontinent », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 11, novembre 1999, p. 6; et Bettina Gaus, « Abschied von Sonderwegen », *die tageszeitung*, (ci-après *taz*), numéro 5807, 10 avril 1999, p. 5.

⁵ Stephan Martens, *Allemagne. La nouvelle puissance européenne*, Paris, IRIS/PUF, 2002, p. 154-155.

⁶ Voir à titre d'exemples, ses discours faits devant le Bundestag, le 16 octobre 1998 : *VdDB*, 13. Wahlperiode, 248. Sitzung, Bonn, 16 octobre 1998, p. 23141; lors de la Conférence de Munich pour la politique de sécurité, le 6 février 1999 : « Rede des deutschen Außenministers, Joschka Fischer, am 6. Februar 1999 auf der 'Konferenz für Sicherheitspolitik' in München (Auszüge) », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 4, avril 1999, p. 171; ainsi que devant le Parlement, le 5 mai 1999 : *VdDB*, 14. Wahlperiode, 38. Sitzung, Bonn, 5 mai 1999, p. 3137-3140.

politique extérieure allemande, il est vrai toutefois dans un cadre bien précis : celui des exigences humanitaires affirmées.

La question de la légalité de cette intervention soulevait donc le problème de sa légitimité. Les droits humains primaient-ils le droit international ? Ou plutôt l'inverse était-il préférable⁷ ? Ce dilemme était criant en particulier pour une certaine frange de la gauche allemande traditionnellement sujette au pacifisme, à un brin d'antiaméricanisme et féroce opposée à l'existence de l'OTAN. À cette difficulté présente dès le 24 mars, allait très bientôt s'ajouter la question de l'efficacité des bombardements pour l'atteinte de leur objectif humanitaire annoncé consistant à mettre fin aux exactions des Serbes à l'endroit des Albanais du Kosovo⁸. Au cours des mois d'avril et de mai, alors qu'il devenait chaque jour plus évident que les « frappes aériennes » n'avaient fait qu'aggraver la crise humanitaire, le gouvernement allemand allait ainsi constamment devoir justifier la pertinence de son action au sein de l'OTAN.

Dans le débat qui suivit – et à l'instar de la politique allemande lors des guerres du Golfe et de Bosnie-Herzégovine –, deux éléments de la mémoire collective allemande se heurtèrent de front : « plus jamais de guerre ! » et « plus jamais d'Auschwitz ! ». Pour les Allemands, il en allait donc d'un véritable dilemme moral et il leur fallait à nouveau déterminer laquelle de ces deux leçons devait prédominer pour la politique de leur pays face à cette troisième guerre yougoslave⁹. Cependant, il s'agit là de la première idée-force, le Bundestag ne serait pas le théâtre de vigoureux débats en ce sens, puisque la victoire mémorielle de l'automne 1995 faisait qu'en 1999, il ne restait, à quelques députés près, qu'à convaincre une partie de la gauche pacifiste extra-parlementaire. D'où

⁷ Detlef Bald, « Die Intervention im Kosovo : Macht und Moral als Auftrag der neuen Bundeswehr », *Vierteljahresschrift für Sicherheit und Frieden*, volume 17, 1999, numéro 3, p. 93. Sur les aspects du problème touchant le droit international, consulter aussi l'ouvrage collectif suivant : Reinhard Merkel, dir., *Der Kosovo-Krieg und das Völkerrecht*, Frankfurt-am-Main, Suhrkamp Verlag, 2000.

⁸ Pour une critique précoce de l'efficacité des bombardements, voir le texte publié par le directeur de la prestigieuse *Stiftung Wissenschaft und Politik* de Berlin, fondation dont les experts sont régulièrement consultés par le gouvernement fédéral : Christoph Bertram, « Die NATO und der Frieden. Geschichte eines Versagen », *Die Zeit*, numéro 14, 31 mars 1999.

⁹ Jeffrey S. Lantis, *Strategic Dilemmas and the Evolution of German Foreign Policy since Unification*, Westport (Conn.), Praeger, 2002, p. 141-142.

le recours à l'instrumentalisation de volets mémoriels devant les médias, d'abord et avant tout par les trois décideurs de la politique étrangère allemande. C'est donc dire que la coalition bénéficia plus ou moins de l'accord tacite de la CDU/CSU et du FDP.

Dans cette entreprise de légitimation de son action, deux gouvernements différents utilisèrent trois volets distincts de la mémoire qui exigeaient néanmoins la même conclusion, soit que la RFA devait participer à l'intervention de l'OTAN au Kosovo. Alors que la coalition CDU/CSU-FDP insista jusqu'à la fin de son mandat sur le danger d'un nouveau Sonderweg et sur les leçons du nazisme, la coalition qui prit le pouvoir à l'automne 1998 eut recours à ces deux éléments mémoriels tout en y ajoutant celui de la tuerie de Srebrenica. De fait, le chancelier Schröder brandit essentiellement le spectre d'un nouveau Sonderweg allemand, alors que ses ministres Fischer et Scharping, détenant respectivement les portefeuilles des Affaires étrangères et de la Défense, préféraient surtout utiliser l'argument de l'Holocauste de même que celui de Srebrenica. Seconde idée-force, c'est donc en liant cette rhétorique mémorielle à une double politique privilégiant la participation aux opérations militaires et la recherche d'une solution diplomatique, que Berlin put menotter l'opposition intérieure croissante à la campagne de bombardements tout en assurant la survie politique de la coalition rouge-vert portée au pouvoir lors des élections fédérales de septembre 1998.

À l'exemple des précédents chapitres, trois questions guideront la démarche. Quelle était la nature de la politique mise de l'avant par les gouvernements Kohl et Schröder pour faire face à cette troisième guerre yougoslave ? Quelle était la place de la mémoire du national-socialisme et de ses crimes dans la rhétorique déployée par ces deux cabinets successifs et par leurs opposants ? Et finalement, d'autres éléments de mémoire étaient-ils employés pour donner une certaine légitimité aux politiques, mais aussi aux critiques ?

Le corps de ce dernier chapitre sera scindé en trois parties. Dans un premier temps, les réactions allemandes devant la montée de la crise du Kosovo seront examinées. Puis,

dans un deuxième temps, c'est l'entrée en guerre de l'Allemagne et les justifications l'accompagnant qui feront l'objet de l'analyse. Enfin, dans un troisième temps, c'est la recrudescence des critiques forçant le gouvernement à modifier partiellement sa politique qui devra être étudiée.

1. L'Allemagne et la crise au Kosovo

1.1 Bonn, le multilatéralisme et la mémoire

Débutée en 1989 sous l'impulsion de Milosevic qui avait provoqué la presque totale suppression du statut autonome du Kosovo à l'intérieur de la Serbie, la violation des droits de la personne au Kosovo avait poussé, jusqu'au commencement de 1998, environ 350 000 Albanais de la province à quitter leur demeure et à réclamer le statut de réfugié¹⁰. En Allemagne, la situation au Kosovo avait très rapidement capté l'attention de certains députés et ministres fort conscients des conséquences que pourraient avoir ces mauvais traitements. Ainsi, dès le début des années 1990, l'avenir préoccupant du Kosovo fit l'objet de multiples et récurrentes interventions devant le Parlement¹¹. De même, le chancelier Kohl déclara le 6 décembre 1995, c'est-à-dire juste après les accords de Dayton : « Une paix globale et juste en ex-Yougoslavie demeure impossible sans une durable et juste solution au Kosovo »¹². Enfin, en juillet 1996, le ministre des Affaires étrangères Kinkel avait invité le représentant des Albanais du Kosovo Ibrahim Rugova, ceci afin de discuter du problème de l'autonomie de la région à l'intérieur de la Serbie¹³.

¹⁰ Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *Les réfugiés dans le monde. Cinquante ans d'action humanitaire*, p. 233. Document consulté le 10 août 2001 : <http://www.unhcr.ch/sowr2000/french/ch09.pdf>

¹¹ À titre indicatif, voir la contribution du député chrétien-démocrate Müller dans le débat suivant : « Haltung der Bundesregierung zur Situation in Jugoslawien », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 9. Sitzung. Bonn, 21 février 1991; ainsi que celles de plusieurs ministres et députés associés à tous les partis lors de la séance suivante : *VdDB*, 12. Wahlperiode, 176. Sitzung. Bonn, 23 septembre 1993.

¹² Helmut Kohl, « Erklärung der Bundesregierung. Deutsche Beteiligung an den militärischen Maßnahmen zur Absicherung des Friedensvertrages für Bosnien-Herzegowina », *VdDB*, 13. Wahlperiode, 76. Sitzung. Bonn, 6 décembre 1995, p. 6634.

¹³ « Die Lage der Kosovo-Albaner und die Haltung von Bundestag und Bundesregierung in dieser Frage », Wissenschaftliche Dienste des deutschen Bundestages, Fachbereich II Auswärtiges, Internationales Recht, Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, Verteidigung, WF II - 136/97, 24 octobre 1997, p. 13.

Après avoir constaté l'absence d'appui concret de la part de la communauté internationale à leur revendication de souveraineté et en particulier dans le sillage des accords de Dayton laissant totalement en plan la question du Kosovo, bien des albanophones de la province du Kosovo se détournèrent du mouvement de non-violence d'Ibrahim Rugova pour se tourner vers des moyens plus radicaux¹⁴. En ce sens, l'UCK, l'Armée de libération nationale du Kosovo, apparaissait pour plusieurs comme étant la solution à privilégier. Au printemps 1997, cette organisation profita de l'instabilité politique en Albanie en achetant des armes pillées provenant d'entrepôts d'armes de l'armée albanaise. L'UCK put ainsi poursuivre la lutte armée entreprise l'année précédente contre le régime serbe afin d'obtenir l'indépendance du Kosovo. La réaction du gouvernement de Belgrade devant ceux que Milosevic considérait comme des terroristes qu'il fallait éliminer par la force ne se fit pas attendre et engendra une recrudescence des violences entre Serbes et Albanais à partir de la fin de 1997¹⁵.

Dans ce contexte d'accroissement des tensions, le gouvernement allemand encouragea officiellement, à partir de l'automne, la recherche d'une solution multilatérale notamment dans le cadre du Groupe de contact mis sur pied pendant la guerre en Bosnie. Cette initiative eut pour effet d'internationaliser le conflit alors que la communauté internationale s'était jusque-là concentrée à mettre en œuvre les accords de Dayton¹⁶. Le 17 mars 1998, devant la Commission des droits humains de l'ONU, le ministre allemand des Affaires étrangères y allait d'un discours appelant les deux parties belligérantes au Kosovo à dialoguer de manière constructive. Klaus Kinkel rappelait surtout que les

¹⁴ Marie-Janine Calic, « Kosovo in the twentieth century : A historical account », dans Schnabel et Thakur, dir., *op. cit.*, p. 28; Günter Joetze, *Der letzte Krieg in Europa? Das Kosovo und die deutsche Politik*, Stuttgart/München, Deutsche Verlags-Anstalt, 2001, p. 30; et Hanns W. Maull et Bernhard Stahl, « Durch den Balkan nach Europa? Deutschland und Frankreich in den Jugoslawien-Kriegen », *Politische Vierteljahresschrift*, volume 43, numéro 1, 2002, p. 94.

¹⁵ Noel Malcolm, *Kosovo. A Short History*, New York, New York University Press, 1998, p. xvii-xxxi; Georges Castellan, *Histoire des Balkans. XIV^e-XX^e siècles*, [s.l.], Fayard, 1999, p. 573; et Helga Haftendorn, *Deutsche Außenpolitik zwischen Selbstbeschränkung und Selbstbehauptung 1945-2000*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 2001, p. 413.

¹⁶ Maull et Stahl, *loc. cit.*, p. 96; et Peter Rudolf, « Germany and the Kosovo Conflict », dans Pierre Martin et Mark R. Brawley, dir., *Alliance Politics, Kosovo, and NATO's War. Allied Force or forced allies?*, New York, Palgrave, 2000, p. 132.

droits humains devaient être préservés pour permettre le retour de la paix. Il poursuivait en affirmant : « Nous ne sommes pas seulement responsables de ce que nous faisons, mais aussi de ce que nous laissons faire. C'est pourquoi la lutte au racisme et à la xénophobie constitue une part importante de la politique allemande »¹⁷.

Peu après, le ministre effectuait, devant le Bundestag cette fois, une déclaration engageant le gouvernement et dans laquelle il condamnait tout recours à la violence au Kosovo, peu importe qu'il soit le fait de Serbes ou d'Albanais. Il rappelait ensuite que le Groupe de contact avait désormais une position commune refusant le statu quo aussi bien que la séparation, mais privilégiant à la place « une autonomie qui incluait une administration sensée ». Kinkel terminait sa déclaration en prévenant Milosevic qu'en raison de la présence en RFA de 140 000 demandeurs d'asile albanais provenant du Kosovo, il ne pouvait s'agir d'une affaire relevant purement de l'intérieur de la RFY¹⁸.

Le 5 mai, le ministre allemand des Affaires étrangères y allait d'un discours prononcé devant le Conseil de l'Europe. À ce moment-là, il replaçait son analyse de la crise du Kosovo dans une perspective plus large, celle de l'histoire européenne. Il affirmait ainsi : « L'histoire de la nouvelle Europe a démontré que les droits fondamentaux, les droits de liberté et les droits humains constituent la condition préalable de la paix et de la liberté. Cela s'avère la principale leçon de ce siècle de guerres et d'idéologies malintentionnées ». Il poursuivait en citant des propos qu'avaient tenus en 1949 le Français Édouard Herriot, celui qui fut le premier président du Conseil de l'Europe : « 'Notre tâche la plus importante consiste à défendre les deux plus grandes avancées de la civilisation : la liberté et le droit' ». Pour Kinkel, cette proposition conservait toute sa pertinence dans le contexte de la crise au Kosovo¹⁹. À peine un mois plus tard, le chef de

¹⁷ Klaus Kinkel, « 50 Jahre Allgemeine Erklärung der Menschenrechte », *Bulletin*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 21, Bonn, 27 mars 1998, p. 246.

¹⁸ Klaus Kinkel, « Erklärung der Bundesregierung. Öffnung der Atlantischen Allianz für Polen, die Tscheschische Republik und Ungarn », *Bulletin*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 22, Bonn, 30 mars 1998, p. 253-254.

¹⁹ Klaus Kinkel, « Erklärung zum Abschluß des deutschen Vorsitzes im Europarat », *Bulletin*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 31, Bonn, 13 mai 1998, p. 374.

la diplomatie allemande soulignait que même s'il gardait espoir de voir l'obtention d'une solution politique, il fallait envisager le recours à la force par l'intermédiaire de l'OTAN sous réserve d'un mandat du Conseil de sécurité²⁰. À la même époque, son collègue de la Défense, Volker Rühle, se faisait plus incisif en devenant le premier dirigeant européen à proposer des frappes aériennes sans même bénéficier de l'appui du Conseil de sécurité²¹.

La situation au Kosovo s'était gravement détériorée durant l'été au point qu'entre les mois de mars et d'octobre, près de 2 000 Albanais avaient été tués et environ 400 000 d'entre eux s'étaient vus expulsés de leur maison²². Dans ce contexte, le ministre des Affaires étrangères déclarait le 1^{er} juillet devant la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* (DGAP ou Société allemande de politique étrangère) de Berlin : « [...] la Bosnie et le Kosovo démontrent malheureusement qu'un ordre de paix européen n'a pas encore pris forme. La communauté internationale ne doit et ne tolérera pas au Kosovo une seconde Bosnie. Nous désirons une solution durable et juste qui témoignera des intérêts légitimes de tous dans le cadre d'une autonomie étendue octroyée au Kosovo à l'intérieur des frontières de l'actuelle Yougoslavie ». Kinkel poursuivait en affirmant que c'étaient les dirigeants serbes qui détenaient la « responsabilité principale » de mettre un terme à la « spirale de la violence ». Le ministre n'oubliait néanmoins pas de préciser qu'il incombait aussi aux Albanais du Kosovo de ne pas miner les efforts du Groupe de contact en recourant à la force contre les Serbes de leur région, car cela fournirait à Belgrade l'occasion rêvée de repousser les exigences internationales.

« Nous devons au grand historien anglais Arnold Toynbee d'avoir un jour formulé l'idée selon laquelle 'dans l'Histoire, seuls les peuples et les cultures qui trouvent des réponses d'avenir aux nouveaux défis parviennent à s'imposer'. Nous avons maîtrisé les défis de la guerre froide. L'Allemagne est unie et la porte d'une Europe unie dans la paix est grande ouverte. L'Histoire n'accorde

²⁰ « Kinkel droht mit Eingreifen der NATO im Kosovo », *SZ*, 5 juin 1998.

²¹ Matthias Küntzel, *Der Weg in den Krieg. Deutschland, die NATO und das Kosovo*, Berlin, Elefant Press, 2000, p. 75.

²² Calic, *loc. cit.*, p. 34.

cependant pas de congé. Les Allemands doivent maintenant aménager la mondialisation en et avec l'Europe unie et pacifique²³ ».

Dès la mi-septembre, Volker Rühe revenait à la charge et annonçait publiquement, que son gouvernement ne tolérerait pas une seconde Bosnie-Herzégovine et que les exactions à l'encontre des civils du Kosovo devaient cesser. Dans le cas contraire, avertissait-il à l'intention du président yougoslave Slobodan Milosevic, des bombardements aériens de l'OTAN pourraient avoir lieu même sans mandat puisque la Russie avait d'ores et déjà affirmé qu'elle exercerait son veto au sein du Conseil de sécurité. De plus, advenant une telle action de l'Alliance, la RFA se devrait d'y contribuer sous peine de revivre un « Sonderweg », d'ajouter le ministre. Au sein du SPD, plusieurs membres, dont l'influent Rudolf Scharping, président du groupe parlementaire social-démocrate, laissaient aussi entendre qu'ils pourraient accepter une intervention sans mandat afin de démontrer, en vue des élections fédérales du 27 septembre, que son Parti se trouvait en mesure de gouverner. De même, le vert Joschka Fischer n'avait pas non plus opposé de refus de principe à des « frappes aériennes » de l'Alliance à l'encontre de la Serbie, quoiqu'il rappelait qu'un vote de l'ONU demeurerait un préalable²⁴.

Le 23 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU élabora la résolution 1199 affirmant que c'était essentiellement la République fédérale yougoslave qui était responsable de l'aggravation de la situation au Kosovo, aggravation qualifiée de « menace à la paix et la sécurité de la région ». La résolution exigeait, entre autres choses, un cessez-le-feu, un retrait des militaires et miliciens serbes du Kosovo, la fin de tout recours au terrorisme par les Albanais du Kosovo, la reprise de pourparlers, le retour des réfugiés

²³ Klaus Kinkel, « Deutsche Außenpolitik im Zeitalter der Globalisierung », *Bulletin*, Bonn, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 51, 14 juillet 1998, p. 658-662.

²⁴ « Rühe droht Serben mit der NATO », *FAZ*, 17 septembre 1998; Joachim Krause, « Die deutsche Politik in der Kosovo-Krise », dans Joachim Krause, dir., *Kosovo. Humanitäre Intervention und kooperative Sicherheit in Europa*, Opladen, Leske+Budrich, 2000, p. 104-111; Gunther Hofmann, « Wie Deutschland in den Krieg geriet », *Die Zeit*, numéro 20, 1999; et Max Otte, *A Rising Middle Power? German Foreign Policy in Transformation, 1989-1999*, New York, St. Martin's Press, 2000, p. 199.

albanophones et la présence d'observateurs étrangers²⁵. Le lendemain, l'OTAN examina quelles mesures militaires pourraient s'avérer acceptables pour ses membres. Pour l'Allemagne, le problème résultait du fait que même si la Cour constitutionnelle fédérale avait statué en juillet 1994 que le gouvernement pouvait envoyer, sous réserve de l'approbation du Bundestag, des troupes participer à une mission de paix à l'extérieur de la zone de l'Alliance, cette décision ne portait que sur des cas qui avait un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU. Par conséquent, sans ce mandat, la légalité d'une intervention allemande faisait l'objet d'une intense controverse²⁶. Malgré ce flou juridique et après avoir perdu les élections fédérales du 27 septembre aux mains des sociaux-démocrates de Gerhard Schröder et des verts de Joschka Fischer²⁷, le gouvernement d'Helmut Kohl profita de la dernière réunion du cabinet, le 30 du même mois, pour engager l'Allemagne envers une participation à d'éventuelles « frappes aériennes » de l'OTAN en Yougoslavie. À cet égard, la réaction des verts ne laissait aucun doute, plusieurs porte-parole ayant déclaré qu'il n'y aurait pas de « Sonderweg allemand » en Europe et au sein de l'Alliance dans l'éventualité où le pays serait gouverné par une coalition à laquelle participait leur Parti²⁸.

Le 9 octobre, soit le lendemain de la réunion du Conseil de l'OTAN, ayant décidé une intervention militaire pour des motifs humanitaires Gerhard Schröder et Joschka Fischer rencontrèrent Bill Clinton à Washington pour convenir d'une éventuelle implication de l'OTAN. Toutefois, le président américain laissait aux futurs chancelier et vice-chancelier allemands le loisir de réserver leur décision pour le moment où ils seraient assermentés et où le nouveau Bundestag serait réuni. Le 12, Clinton faisait toutefois savoir par téléphone aux futurs chefs du gouvernement allemand qu'il avait changé

²⁵ Voir le texte de la résolution 1199 reproduit dans : « Hintergrundinformationen zum Einsatz der Internationalen Staatengemeinschaft im Kosovo und zur Beteiligung der Bundeswehr », Bundesministerium der Verteidigung, Presse- und Informationsstab, Öffentlichkeitsarbeit, Reihe Stichworte für die Öffentlichkeitsarbeit und Truppeninformation. Bonn, 1999, p. 18-20.

²⁶ Robert Leicht, « Mit oder ohne Mandat. Die Kosovo-Krise : Was die Bundeswehr darf, wer darüber entscheidet », *Die Zeit*, numéro 43, 15 octobre 1998.

²⁷ Pour les résultats électoraux, consulter : <http://www.bundeswahlleiter.de/wahlen/ergeb98/d/bunu.htm> Voir aussi, « Schröder wird Bundeskanzler », *SZ*, 28 septembre 1998.

²⁸ « Kabinett entscheidet über Tornado-Einsatz », *SZ*, 30 septembre 1998; et « Bonn will sich an NATO-Einsatz im Kosovo beteiligen », *FAZ*, 1^{er} octobre 1998, p. 1.

d'idée et que ceux-ci avaient un quart d'heure pour accepter ou refuser une participation militaire allemande. Désireux d'éliminer les doutes évidents de leurs alliés quant à la fidélité de leur engagement à l'égard de l'OTAN, Schröder et Fischer consentirent sans exiger de mandat du Conseil de sécurité²⁹ alors que leur entente de coalition stipulait pourtant que l'ONU devait conserver le monopole du recours à la force³⁰.

Quatre jours plus tard, le treizième Bundestag était convoqué une ultime fois par le gouvernement Kohl pour une séance extraordinaire, afin de voter la motion permettant la participation des forces armées allemandes aux opérations aériennes de l'OTAN. Après avoir rappelé l'ensemble des efforts diplomatiques effectués jusque-là sans succès pour trouver une solution pacifique, Klaus Kinkel, celui qui était encore ministre des Affaires étrangères pour peu de temps, instrumentalisait deux volets de la mémoire collective allemande pour convaincre ceux qui hésitaient devant le recours à la force. En premier lieu, il établissait un parallèle entre la situation en Yougoslavie et celle de l'Allemagne nazie en affirmant : « nous aussi en Allemagne avons vécu une situation où nous étions incapables de nous libérer nous-mêmes d'un tyran, ce qui nécessita la force des autres pour nous libérer de celui-ci ». Le chef du FDP poursuivait dans cette veine en citant les propos du cardinal Puljic de Sarajevo : « 'Celui qui n'arrête pas le mal en devient responsable'. Il s'agit là de la leçon de la Bosnie, mais aussi de notre propre histoire allemande. Elle vaut aussi pour le Kosovo », ajoutait Kinkel. En deuxième lieu, il faisait appel à la mémoire de la guerre froide puisque selon lui, l'Allemagne se devait d'être solidaire envers l'Alliance atlantique sur laquelle elle avait pu compter durant des décennies³¹. Son collègue libéral Ulrich Irmer y allait aussi d'un plaidoyer avertissant des dangers qui guettaient l'Allemagne en cas de Sonderweg, peu importe que celui-ci

²⁹ « Schröder für Härte im Kosovo-Konflikt », *SZ*, 10 octobre 1998; Krause, *loc. cit.*, p. 110-111; Hofmann, *loc. cit.*; et Stefanie Christmann et Dieter S. Lutz, *Die Zerstörung der Vernunft in Zeiten des Krieges. Zum Demokratieverlust nach 1989*, Berlin, Aufbau Taschenbuch Verlag, 2000, p. 177-178.

³⁰ « Koalitionsvereinbarung zwischen der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands und Bündnis 90/Die Grünen, unterzeichnet am 20. Oktober 1998 in Bonn (Auszüge) », *Internationale Politik*, volume 53, numéro 12, décembre 1998, p. 75.

³¹ Klaus Kinkel, « Abgabe einer Erklärung durch die Bundesregierung. Deutsche Beteiligung an den von der NATO geplanten begrenzten und in Phasen durchzuführenden Luftoperationen zur Abwendung einer humanitären Katastrophe im Kosovo-Konflikt », *VdDB*, 13. Wahlperiode, 248. Sitzung. Bonn, 16 octobre 1998, p. 23127-23131.

prenne la forme d'une initiative unilatérale de son pays ou encore celle d'un refus d'assumer des « responsabilités internationales »³².

De son côté, le chrétien-démocrate et ministre de la Défense Volker Rühe y allait d'une intervention reprenant des éléments d'un discours qu'il avait tenu lors d'un débat ayant eu lieu au Bundestag à la fin de novembre 1995 à propos de la Bosnie. Selon lui, il avait souligné à l'époque que dans certains cas, il s'avérait « amoral » d'envoyer des soldats, mais qu'à d'autres moments, notamment lorsqu'il était question de mettre fin à une « guerre et à des massacres », il était tout aussi « amoral » de ne pas en envoyer. Adressant ensuite quelques commentaires cyniques au futur gouvernement, il reprenait l'idée soutenue par Kinkel et voulant que « l'inaction » pouvait aussi être « coupable »³³. Son collègue et président du groupe parlementaire de l'Union, Wolfgang Schäuble, y allait d'arguments semblables en affirmant que le XX^e siècle avait démontré qu'il fallait parfois être prêt à protéger la paix et les droits humains en recourant à la force³⁴.

Ceux qui, pour une dernière séance parlementaire, se trouvaient encore sur les bancs de l'opposition ne manquaient pas non plus de recourir à la mémoire pour justifier leur politique. Au nom du SPD, Karsten Voigt livrait un message s'adressant aux Serbes d'Allemagne notamment et rappelant que la politique de son pays n'était nullement dirigée contre les Serbes, mais bien contre « la politique de Milosevic ». Il déclarait ainsi qu'en raison de l'histoire allemande, il demeurait important de bien faire la distinction entre ceux qui étaient favorables à la politique du président yougoslave et ceux qui s'y opposaient. Pour sa part, Gerhard Schröder, ministre-président social-démocrate de Basse-Saxe, affirmait d'emblée que c'étaient Milosevic et ses politiques nationalistes panserbes qui se trouvaient à l'origine du conflit. Il n'y avait pourtant pas lieu de condamner tous les Serbes selon lui et il était au contraire crucial de leur aménager une place au sein de l'Europe. De plus, il fallait éviter une seconde Bosnie et il importait d'admettre que tous les efforts de négociation pour rétablir la paix au Kosovo s'étaient

³² *VdDB*, 13. Wahlperiode, 248. Sitzung. Bonn, 16 octobre 1998, p. 23153.

³³ *Ibid.*, p. 23134.

³⁴ *Ibid.*, p. 23140.

soldés par un échec. Surtout, à ceux qui se questionnaient sur la pertinence d'envoyer des forces allemandes dans les Balkans, le futur chancelier rétorquait que : « bien que, menée par un régime criminel, l'Allemagne [s'est autrefois] trouvée coupable [de crimes commis] dans les Balkans; aujourd'hui, cela ne permet pas à l'Allemagne démocratique de tolérer des crimes dans cette partie de l'Europe, bien au contraire »³⁵.

Chez les verts, Joschka Fischer prenait la parole pour défendre la nécessité d'une intervention militaire allemande après avoir à son tour jeté l'anathème sur Milosevic et sa politique « constituant une menace durable de guerre en Europe ». Le futur ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier rappelait ensuite qu'il avait modifié sa position concernant les interventions de la Bundeswehr lors de la guerre en Bosnie. Selon lui, « si nous avons appris les leçons de notre histoire et de la sanglante première moitié du XXe siècle, alors il ne doit plus y avoir d'agitations guerrières (« *Kriegstreiberei* ») en Europe sans égards à la personne ou aux motifs ». Pour le chef des verts, ou bien l'Union européenne et l'Occident résolvait cette crise à la manière du XXI^e siècle, c'est-à-dire au moyen de l'intégration européenne, ou bien on assisterait au retour des « sanglantes et extrêmement dangereuses » « pensées nationalistes du XIX^e siècle »³⁶.

Quant aux néocommunistes, ils reconnaissaient, avec l'intervention de Gregor Gysi, que c'était bien à Milosevic et au gouvernement yougoslave que devait être attribuée la responsabilité principale du conflit en raison de la suppression de l'autonomie du Kosovo en 1989. En trois guerres yougoslaves, il s'agissait là d'une première pour le PDS. Cependant, le député rappelait que personne ne s'était soucié de cette province lors des négociations de Dayton. Il affirmait ensuite que le fait que la Yougoslavie ait elle-même répondu à la violence de l'UCK par la violence ne constituait certes pas « une nouveauté de l'Histoire » comme en témoignaient les cas de l'Irlande du Nord, de la Tchétchénie, de l'Afghanistan, etc. Il rappelait que son Parti s'était toujours opposé pour des raisons politiques, morales et historiques aux interventions de la Bundeswehr et qu'il

³⁵ *Ibid.*, p. 23133 et 23135-23138.

³⁶ *Ibid.*, p. 23142.

ne fallait pas croire que cette position changerait d'un iota concernant le Kosovo. Fidèle à son habitude, il avertissait ainsi des conséquences que pouvait prendre toute « militarisation de la politique étrangère allemande »³⁷.

Au terme du débat, les résultats du vote révélèrent, avec plus de 500 voix favorables sur une possibilité de 584 voix, un appui massif de la députation à une participation allemande aux opérations aériennes de l'OTAN, le PDS étant encore une fois le seul parti politique à refuser en bloc la motion du gouvernement sortant. Les sociaux-démocrates, verts, chrétiens-démocrates et libéraux s'entendaient tous pour exclure la possibilité d'une intervention au sol, une hypothèse qui demeurerait à proscrire en raison de l'absence d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU³⁸. Cette décision du Bundestag démontrait bien que même le futur gouvernement rouge-vert ne tiendrait plus compte de l'ancienne doctrine Kohl³⁹. Le consensus forgé à l'aune de la Bosnie en politique étrangère, ne s'était donc pas révélé un feu de paille, puisque chrétiens-démocrates, libéraux, sociaux-démocrates et verts faisaient appel à la mémoire du nazisme pour justifier une intervention au Kosovo. À cet argument mémoriel s'ajoutaient, pour l'Union et le FDP, le refus d'un nouveau Sonderweg allemand et, pour le SPD et les verts, le souvenir de la guerre en Bosnie.

Cette volte-face de la part des verts qui refusaient jusque-là toute intervention ne bénéficiant pas d'un tel mandat, s'expliquait notamment par leur désir de participer au gouvernement fédéral pour la première fois de leur histoire. Cela témoignait aussi du succès des efforts déployés par l'aile « pragmatique » du Parti qui, en pleine guerre bosniaque, avait suivi un Joschka Fischer désirant rendre les verts aptes à gouverner sur la scène fédérale⁴⁰. Quant à l'opinion publique, il faut dire qu'elle réagit faiblement et le

³⁷ *Ibid.*, p. 23145-23147.

³⁸ Hanns W. Maull, « Germany and the Use of Force: Still a Civilian Power? », *Survival*, volume 42, numéro 2, été 2000, p. 58-64.

³⁹ « Alte und neue Bündnistreue », *SZ*, 17 octobre 1998, p. 4.

⁴⁰ Berthold Meyer, « La guerre du Kosovo et la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne. La première année de Joschka Fischer au poste de ministre des Affaires étrangères », dans Hans Stark, dir., *La politique étrangère de la nouvelle Allemagne*, Ifri, Paris, 2000, p. 46-51.

fait que Joschka Fischer, un ancien pacifiste notoire, appuyait cette politique n'y était certes pas étranger⁴¹.

1.2 Une mémoire évacuée par le consensus, mais pour combien de temps ?

Le 15 octobre, l'Alliance atlantique parvint à un accord négocié avec la Yougoslavie. Cet accord stipulait que l'OTAN effectuerait une surveillance aérienne au Kosovo afin d'assurer le respect des résolutions 1160 et 1199 du Conseil de sécurité de l'ONU. Le 16 octobre, c'était au tour de l'OSCE de parvenir à un accord avec la RFY à propos de l'envoi d'une mission composée de 2000 observateurs civils dont la présence sur le sol kosovar compléterait la mission de surveillance aérienne de l'OTAN⁴².

Outre une contribution de 200 observateurs à la mission de l'OSCE, le gouvernement allemand décida de fournir à la « NATO Kosovo Air Verification Mission » quatre avions de reconnaissance, un navire ainsi qu'une batterie de drones destinés à observer les activités serbes et albanaises sur le sol kosovar. D'autre part, la RFA détachait en Macédoine et à l'OTAN jusqu'à 250 soldats chargés de protéger les observateurs de l'OSCE et de les libérer advenant que ces derniers soient pris en otages ainsi que l'avaient été les membres de la FORPRONU en Bosnie⁴³. Ces décisions du cabinet furent largement entérinées par le Bundestag les 13 et 19 novembre avec d'écrasantes majorités respectives de 540 et 555 voix. Les néocommunistes constituant, outre quelques députés verts, l'essentiel de l'opposition à la motion⁴⁴. Si lors de ces deux

⁴¹ Klaus Huwe, « L'Allemagne dans la guerre », *Documents. Revue des questions allemandes*, numéro 2, avril-juin 1999, p. 33-34.

⁴² Martin Limpert, *Auslandseinsatz der Bundeswehr*, Berlin, Duncker & Humblot, 2002, p. 67-69. (Coll. « Tübinger Schriften zum Staats- und Verwaltungsrecht ». Band 67)

⁴³ « Drohnen für das Kosovo », *FAZ*, 31 octobre 1998, p. 2; et Ansgar Rieks et Dieter Weigold, « Der Kosovo-Konflikt - eine militärpolitische Auswertung », dans Joachim Krause, dir. *Kosovo. Humanitäre Intervention und kooperative Sicherheit in Europa*, Opladen, Leske+Budrich, 2000, p. 31-32.

⁴⁴ « Beratung der Beschlußempfehlung des Auswärtigen Ausschusses (13. Auschuß) zu dem Antrag der Bundesregierung zur deutschen Beteiligung an der NATO-Luftüberwachungsoperation über dem Kosovo », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 6. Sitzung. Bonn, 13 novembre 1998, p. 357-378; et « Beratung der Beschlußempfehlung und des Berichts des Auswärtigen Ausschusses (3. Auschuß) zu dem Antrag der Bundesregierung zur deutschen Beteiligung an möglichen NATO-Operationen zum Schutz und Herausziehen von OSZE-Beobachtern aus dem Kosovo in Notfallsituationen », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 8. Sitzung. Bonn, 19 novembre 1998, p. 421-433.

débats, il y eut peu de controverses et que la mémoire ne joua pour ainsi dire, aucun rôle, il faut souligner cependant que pour la première fois, un politicien allemand allait parler de la possibilité qu'un « nouveau génocide » se produise au Kosovo. De fait, le chrétien-démocrate Christian Schwarz-Schilling, celui-là même qui avait fréquemment critiqué son propre gouvernement lors de la guerre en Bosnie⁴⁵, tirait les conclusions qui s'imposaient selon lui de cette deuxième guerre yougoslave et de l'échec de l'intervention occidentale qui avait permis le massacre de Srebrenica. Selon le député de l'Union, non seulement il s'avérait crucial de protéger les observateurs de l'OSCE mais il fallait en outre défendre les populations civiles afin d'éviter la répétition d'une tuerie similaire⁴⁶.

Alors que le gouvernement serbe remplit sa part de l'engagement concernant les accords d'octobre, les pays de l'OSCE furent incapables de faire de même en tardant à trouver suffisamment d'observateurs qualifiés. L'UCK en profita pour occuper les zones évacuées par les forces serbes tout en commettant des atrocités à l'endroit des minorités serbes du Kosovo. Constatant que les Occidentaux étaient incapables de contrôler la milice albanaise, les forces serbes reprirent les combats. La spirale de violences et d'expulsions des albanophones recommença de plus belle et déboucha, le 15 janvier 1999, sur le fortement médiatisé massacre de 45 albanophones à Raçak⁴⁷.

Afin de trouver une solution diplomatique pour résoudre la crise, le Groupe de contact décida de tenir une ronde de négociations avec les deux camps de belligérants. Le 6 février 1999, les discussions furent donc entamées à Rambouillet en banlieue de Paris⁴⁸. Si l'essentiel des pourparlers se déroula entre les Français, les Britanniques, les Américains, les Serbes et les Albanais du Kosovo, pour leur part, les Allemands, les Italiens et le représentant extraordinaire de l'UE, l'Autrichien Wolfgang Petritsch, furent

⁴⁵ Voir ses interventions au Bundestag examinées dans le chapitre précédent.

⁴⁶ *VdDB*, 14. Wahlperiode, 8. Sitzung. Bonn, 19 novembre 1998, p. 429-430.

⁴⁷ « 45 albanische Zivilisten im Kosovo getötet », *SZ*, 18 janvier 1999; Christmann et Lutz, *op. cit.*, p. 137-144. Sur Raçak et le débat à son sujet, consulter le chapitre « Januar 1999 : Bilder machen Politik : Raçak und die Folgen » dans : Joetze, *op. cit.*, p. 46-61.

⁴⁸ « Einstellung der Kämpfe verlangt. Westen will Frieden im Kosovo erzwingen », *SZ*, 30 janvier 1999.

simplement consultés. Quant aux Russes, ils furent uniquement informés des progrès en cours. En Allemagne, cette exclusion de la ronde principale fut considérée comme un véritable affront étant donné que le gouvernement assumait la présidence de l'UE depuis janvier et qu'il estimait par conséquent, être son devoir d'exercer un rôle de chef de file en utilisant la PESC⁴⁹.

1.3 Un consensus préservé, mais une mémoire de nouveau présente en raison de l'incertitude diplomatique

Le jour même où débutaient les négociations à Rambouillet, les deux principaux responsables de la politique étrangère allemande participaient à la Conférence de sécurité annuelle se déroulant à Munich. Dans son discours, le chancelier évoquait deux éléments de la mémoire collective allemande aptes à justifier la participation de son pays à une intervention militaire au Kosovo. Il rappelait d'abord que l'Allemagne et l'Europe étaient redevables envers l'OTAN et l'UE de cinquante années de « développement pacifique » sur le vieux continent. Schröder poursuivait en affirmant : « Et spécialement nous les Allemands, qui fêtons le cinquantième anniversaire de la fondation de la République fédérale de même que le dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin, savons très précisément que la liberté et la démocratie sont indissociablement liées en Allemagne au succès historique de l'Alliance ». En second lieu, le chef du gouvernement rappelait que certains croyaient encore que « l'hypothèque historique d'un pays responsable de deux guerres mondiales destructrices au cours de ce siècle interdisait l'intervention de soldats allemands à l'extérieur de la zone couverte par l'Alliance ». Cela n'empêchait pas le chancelier d'opter pour le point de vue opposé selon lequel, en raison de cette même « responsabilité historique », une majorité de citoyens allemands exigeait désormais d'intervenir de toutes les façons imaginables en cas de « massacres collectifs » semblables à ce qui avait eu lieu en Bosnie. En ce sens,

⁴⁹ Krause, *loc. cit.*, p. 113-114. Pour plus de détails sur les négociations, consulter Hofmann, *loc. cit.*

pour le dirigeant social-démocrate, il n'était aucunement question pour l'Allemagne de revivre un nouveau Sonderweg⁵⁰.

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères profitait de l'occasion pour rappeler que le Kosovo s'avérait l'exemple même d'une situation d'exception nécessitant l'intervention militaire pour des fins de « catastrophes humanitaires ». Selon Fischer, il ne fallait pas répéter l'erreur de la Bosnie et attendre qu'un nombre « incalculable d'innocents » soient tués pour intervenir. En ce sens, « le droit international ne devait jamais forcer à l'inaction en cas de massacre collectif, de guerre et d'expulsion »⁵¹.

Vers la fin de février, le gouvernement allemand demandait au Bundestag d'adopter une motion concernant la participation d'éléments de la Bundeswehr en vue de la mise en application d'un éventuel accord albano-serbe au sujet du Kosovo et en vue de la participation à une hypothétique mission de sauvetage des observateurs de l'OSCE. Pour les députés, il s'agissait d'une première occasion, depuis l'automne précédent, de débattre devant le Parlement de la politique extérieure du pays. Toutefois, à l'identique des séances d'octobre et de novembre, la motion du gouvernement se trouvait fort peu contestée, sinon par le PDS et quelques députés issus principalement des rangs des verts. À nouveau, ce consensus avait donc pour effet de limiter le caractère polémique de la discussion et, par le fait même, de restreindre le recours à la mémoire collective comme élément légitimant. Ainsi, lors de la séance parlementaire de délibérations budgétaires du 24 février, seul le chancelier Gerhard Schröder utilisa cette mémoire pour justifier la motion de son cabinet concernant le Kosovo. Après avoir parlé d'une « évolution fondamentale de la politique étrangère allemande », le chancelier invitait ainsi les députés à adopter cette motion, car il fallait selon lui, éviter de répéter au Kosovo l'erreur commise en Bosnie, là où il avait fallu « plusieurs centaines de milliers de

⁵⁰ « Rede von Bundeskanzler Gerhard Schröder zum Thema 'Deutsche Sicherheitspolitik an der Schwelle des 21. Jahrhunderts', auf der Konferenz für Sicherheitspolitik am 6. Februar 1999 in München (gekürzt) », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 4, avril 1999, p. 121-124.

⁵¹ « Rede des deutschen Außenministers, Joschka Fischer, am 6. Februar 1999... », *loc. cit.*, p. 171.

morts » pour forcer la « communauté internationale » à intervenir. Il poursuivait en affirmant :

« J'ai un grand respect pour ceux qui se demandent si, en raison de la Seconde Guerre mondiale, il est raisonnable que les Allemands soient de la partie [au sein d'une telle intervention]. La question de savoir si les Allemands doivent en être mérité d'être posée et ne s'avère aucunement cynique. À mon sens, il peut être cependant valable de retourner cette phrase de la manière suivante : c'est justement à cause de la dette (*Schuld*) historique envers cette région que les Allemands peuvent aussi s'en acquitter (*abtragen*) en contribuant à prévenir de nouveaux massacres⁵² ».

Le lendemain, le Bundestag se réunissait à nouveau, cette fois dans le but de voter la motion du gouvernement à propos du Kosovo. D'entrée de jeu, le ministre de la Défense Rudolf Scharping donnait le ton en affirmant qu'une « catastrophe humanitaire » et un « afflux de réfugiés » surviendraient advenant l'échec des négociations de Rambouillet. En ce sens, l'Allemagne devait faire un maximum afin d'éviter « qu'il n'y ait de nouveaux amoncellements de cadavres dans les Balkans et de nouveaux afflux de réfugiés en Europe ». C'était donc dans cet esprit et, à la suite de la requête qu'avait fait parvenir l'OTAN à tous ses membres, que le cabinet formulait cette proposition visant à fournir à l'Alliance 4 500 soldats qui s'ajouteraient aux 1 000 déjà mis en disponibilité à l'automne dans le cadre des missions de surveillance aérienne et de protection des observateurs de l'OSCE. Si d'aventure, un accord albano-serbe était signé, ces troupes auraient, d'après Scharping, pour objectif de le mettre en application le plus rapidement possible. À l'inverse, si les négociations échouaient, ces mêmes troupes pourraient servir à l'évacuation des observateurs de l'OSCE au Kosovo alors que les « opérations aériennes » décidées quelques mois plus tôt serviraient à « éviter une catastrophe humanitaire »⁵³.

⁵² « Antrag der Bundesregierung zur Deutsche Beteiligung an der militärischen Umsetzung eines Rambouillet-Abkommens für den Kosovo sowie an NATO-Operationen im Rahmen der Notfalltruppe (Extraction Force) », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 21. Sitzung. Bonn, 24 février 1999, p. 1525-1526.

⁵³ « Beratung der Beschlußempfehlung und des Berichts des Auswärtigen Ausschusses zu dem Antrag der Bundesregierung zur Deutsche Beteiligung an der militärischen Umsetzung eines Rambouillet-Abkommens für den Kosovo sowie an NATO-Operationen im Rahmen der Notfalltruppe (Extraction Force) », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 22. Sitzung. Bonn, 25 février 1999, p. 1700.

De son côté, le ministre des Affaires étrangères insistait surtout sur l'importance de ne pas « détourner le regard » (*wegschauen*) vis-à-vis du conflit au Kosovo sous peine de revivre l'expérience bosniaque où massacres, destructions et réfugiés avaient, en bout de ligne, forcé l'intervention de la « communauté internationale ». De son expérience des négociations, Fischer retirait principalement l'impression que les deux principaux intéressés, et en particulier les « représentants du gouvernement de Belgrade », étaient bien plus préoccupés par l'idée de demeurer au pouvoir que par la paix. En ce sens, « la violence, le meurtre, et la guerre » demeuraient pour eux des « outils de la politique ». Selon le vice-chancelier, « ignorer cela signifierait accepter cette logique meurtrière ». Il poursuivait plus loin en affirmant :

« L'Europe est actuellement divisée en deux. Si nous regardons en direction des Balkans, nous voyons l'Europe du passé alors que si nous regardons en direction de Bruxelles, nous voyons l'Europe de l'intégration, l'Europe de l'avenir. Il y a donc d'un côté l'Europe du passé, des guerres et des nettoyages ethniques et de l'autre, l'Europe de l'avenir, de l'intégration et, Dieu soit loué, pour laquelle la guerre ne constitue plus un instrument de la politique, c'est-à-dire l'Europe de la coopération étroite, des frontières surmontées et dissoutes ».

Dans ce contexte, Fischer rappelait l'autre grande erreur tirée de l'expérience de la guerre en Bosnie, faux pas qui, bien entendu, ne devait point être répété au Kosovo. Cette fois, il fallait ouvrir aux belligérants la perspective d'une intégration à long terme au sein de l'Union européenne, ce qui n'avait pas été fait à Dayton. Pour cela, un accord au sujet du Kosovo était toutefois nécessaire et le meilleur moyen d'y parvenir était de maintenir la pression sur les belligérants. Au risque de faire croire aux autorités serbes que l'OTAN était minée par les désaccords, le Bundestag devait donc voter en faveur de la motion du gouvernement, proposition qui répondait à une demande de l'Alliance atlantique⁵⁴.

Au sein de la députation, la motion du gouvernement obtenait l'appui d'une très large majorité, le PDS constituant l'exception notable. Les néocommunistes refusaient en effet d'acquiescer à la demande du cabinet et fondaient ce refus sur l'analyse suivante. De

⁵⁴ *Ibid.*, p. 1704-1705.

leur point de vue, et étant donné qu'il n'y avait pas de mandat de l'ONU, l'OTAN s'était elle-même mandatée pour intervenir à l'intérieur des frontières d'un État souverain, ce qui constituait une violation du droit international. Ainsi, pour Gregor Gysi, cela revenait à la situation prévalant au cours de la « première moitié du XX^e siècle et durant le siècle précédent » alors que « dominaient les intérêts de ceux qui étaient militairement les plus forts ». Selon le député, son Parti refusait donc d'avaliser une motion contribuant « au retour du droit du plus fort »⁵⁵. En outre, quelques députés verts votaient aussi contre la motion de leur propre coalition pour des raisons rejoignant partiellement celles des députés néocommunistes⁵⁶. En dépit de ces voix discordantes, le résultat du vote ne laissait pas planer l'ombre d'un doute puisque plus de 550 politiques votèrent en faveur de la motion du gouvernement alors que seulement 42 députés s'y opposèrent et que 10 s'abstinrent de se prononcer⁵⁷. Ce large consensus trouvait aussi son écho auprès de l'opinion publique puisque 60 % des Allemands interrogés à l'époque appuyaient cette décision alors que 37 % s'y opposaient⁵⁸.

Cependant, les négociations de Rambouillet achoppèrent en raison de la multiplication des désaccords entre les Serbes et les Albanais, mais aussi entre les Occidentaux eux-mêmes. De cet insuccès résulta, à partir du 24 mars, la campagne de bombardements aériens de l'OTAN à l'encontre de la RFY. Quant à elle, la réponse choisie par le gouvernement Milosevic allait comprendre trois volets. En premier lieu, il fallait résister le plus longuement possible afin de rompre « la détermination et l'unité de l'OTAN ». En deuxième lieu, il s'agissait pour les forces serbes d'accélérer les expulsions des civils albanophones en direction du Monténégro, de l'Albanie et de la Macédoine afin de

⁵⁵ *Ibid.*, p. 1707.

⁵⁶ Voir : « Erklärung nach § 31 GO der Abgeordneten Annelie Buntenbach, Monika Knoche, Steffi Lemke, Irmgard Schewe-Gerigk, Christian Simmert (alle BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN) zur Abstimmung über die Beschlußempfehlung des Auswärtigen Ausschusses zu dem Antrag der Bundesregierung zur Deutsche Beteiligung an der militärischen Umsetzung eines Rambouillet-Abkommens für den Kosovo sowie an NATO-Operationen im Rahmen der Notfalltruppe (Extraction Force) », dans *Ibid.*, p. 1745-1746. Voir aussi la déclaration d'un autre vert, Hans-Christian Ströbele dont l'intervention ne put qu'être faite qu'après le vote des députés... *Ibid.*, p. 1711-1712.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 1715.

⁵⁸ Voir le sondage Emnid, cité dans : « Stichworte zur sicherheitspolitischen Lage. Demoskopische Ergebnisse », Akademie der Bundeswehr für Information und Kommunikation, Strausberg, 1999, p. 11. (AIK-Texte 4/99)

déstabiliser les plus importants alliés de l'OTAN dans la région. En troisième lieu, Belgrade espérait enfin obtenir une aide militaire de la part de Moscou prenant la forme d'armes, mais aussi possiblement de troupes⁵⁹.

2. La RFA entre en guerre

Bien que les dirigeants allemands, à l'instar de leurs homologues occidentaux, se refusaient à parler d'une « guerre » et préféraient plutôt reprendre l'expression forgée par l'OTAN et parler de « frappes aériennes⁶⁰ » ou même « d'explication armée⁶¹ », il s'agissait bel et bien d'une guerre comme le ministre Fischer allait lui-même l'avouer quelques semaines après le début des bombardements⁶². Évidemment, ainsi que le rapportait Jürgen Habermas à la fin d'avril 1999, peu importe le concept utilisé, l'idée derrière ce « jeu » sémantique consistant à éviter d'employer le mot « guerre » était la même. L'opération de l'OTAN devait gagner en légitimité auprès des opinions publiques occidentales. Au-delà de cette critique, le philosophe appuyait l'intervention au Kosovo en raison des crimes contre l'humanité qui y avaient été commis. Il s'agissait pour lui, aux côtés de la fondation de l'ONU et de la Déclaration des droits de l'Homme, de l'une des « réponses nécessaires et justes aux expériences significatives du siècle, au déchaînement total de la politique et à l'Holocauste »⁶³.

2.1 Une campagne de « frappes aériennes » à justifier

Dès le premier soir des « frappes aériennes », le chancelier Gerhard Schröder justifiait celles-ci en affirmant que « l'OTAN désirait couper court à de nouvelles et graves

⁵⁹ Clement, *loc. cit.*, p. 159; et Krause, *loc. cit.*, p. 114.

⁶⁰ À titre d'exemple seulement, « Erklärung von Bundeskanzler Gerhard Schröder zur Lage im Kosovo am 24. März 1999 », *Bulletin*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 13, Bonn, 30 mars 1999, p. 140.

⁶¹ C'est du moins le concept qu'utilisait toujours, quelques mois après la fin du conflit, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères : Wolfgang Ischinger, « Keine Sommerpause der deutschen Außenpolitik. Zwischenbilanz nach dem Kosovo-Krieg. Vortrag von Staatssekretär Wolfgang Ischinger », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 10, octobre 1999, p. 62.

⁶² Consulter, à titre d'exemple, l'entrevue suivante : Joschka Fischer, « 'Serbien gehört zu Europa' », *Die Zeit*, numéro 16, 15 avril 1999.

⁶³ Jürgen Habermas, « Bestialität und Humanität », *Die Zeit*, numéro 18, 29 avril 1999.

violations systématiques des droits humains et éviter ainsi une catastrophe humanitaire au Kosovo »⁶⁴. Pour sa part, le ministre de la Défense Rudolf Scharping instrumentalisait sans détour un élément de la mémoire collective allemande. À des journalistes l'interrogeant, il déclarait que bien qu'il demeurait conscient des risques encourus par son pays dans cette intervention, « [...] il n'y a[vait] pas d'autre solution possible. Car ce serait d'accepter que [notre] propre passé se reproduise et que de nouveaux amoncellements (« *Leichenberge* ») de cadavres se constituent, affirmait-il »⁶⁵. Quant à l'opposition chrétienne-démocrate et libérale, elle ne jugeait pas nécessaire que le Bundestag entérine à nouveau la décision du gouvernement de participer aux bombardements⁶⁶.

Le lendemain, après une brève déclaration de circonstance de la part de Wolfgang Thierse, président du Parlement, un court débat eut tout de même lieu à la demande de Gregor Gysi, qui au nom des néocommunistes, accusa l'OTAN et la RFA de mener pour la première fois depuis 1945 une « guerre d'agression contre un État souverain ». Si cette thèse obtenit l'appui de quelques députés du Parti vert, le représentant social-démocrate du gouvernement, Wilhelm Schmidt, s'y opposa et affirma plutôt que seul Milosevic portait la responsabilité de ces bombardements⁶⁷.

Prenant la parole pour justifier la présence de l'Allemagne aux côtés de l'Alliance, et en l'absence du chancelier et du ministre des Affaires étrangères retenus par le Conseil de l'Europe se déroulant le même jour à Berlin, le ministre de la Défense Rudolf Scharping ouvrait le débat et soutenait que seul le gouvernement de Belgrade avait la possibilité de « faire taire les armes ». Il rappelait les conséquences de « la brutale manière d'agir de l'armée yougoslave », à savoir que plus de 400 000 Kosovars fuyaient et que des villages entiers brûlaient. « Cette brutalité doit être arrêtée, poursuivait-il. Il s'agit d'une

⁶⁴ « Erklärung von Bundeskanzler Gerhard Schröder zur Lage im Kosovo am 24. März 1999 », *loc. cit.*, p. 140.

⁶⁵ Cité dans : Karl Feldmeyer, « Das Unbehagen des Sozialdemokraten », *FAZ*, 25 mars 1999, p. 2.

⁶⁶ « Bonn stellt sich auf Luftschläge im Kosovo ein », *SZ*, 24 mars 1999, p. 6.

⁶⁷ « Erklärung des Präsidenten Wolfgang Thierse zum NATO-Einsatz in Jugoslawien », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 30. Sitzung. Bonn, 25 mars 1999, p. 2421-2422.

obligation fondée sur l'expérience de la première moitié de ce siècle et il s'agit d'une obligation fondée sur notre propre idéal selon lequel, on ne peut tolérer qu'en Europe, la face hideuse (« *die Fratze* ») des guerres de la première moitié de ce siècle détermine l'avenir »⁶⁸. De la même manière, Peter Zumkley, qui s'exprimait au nom du groupe parlementaire social-démocrate, terminait son allocution en citant un passage tiré de la « Déclaration du Conseil de l'Europe sur le Kosovo » de la veille : « L'agression ne doit pas être récompensée; c'est la leçon du XX^e siècle »⁶⁹.

Au même titre qu'une majorité des députés du groupe parlementaire des verts, les groupes parlementaires chrétiens-démocrates et libéraux exprimaient, par l'intermédiaire de leur porte-parole respectif et sans tergiversation aucune, leur appui à la politique du gouvernement et à la déclaration du ministre de la Défense. Seul Wolfgang Gerhardt, le représentant du FDP, utilisait cependant un volet de la mémoire pour justifier la position de son parti. Selon lui, les responsables serbes « prouvaient quasiment quotidiennement, qu'ils représentaient un régime méprisant le genre humain. Après toutes les expériences de l'histoire de ce siècle, il ne peut, en fin de compte, y avoir d'autre solution pour une démocratie libérale que de s'opposer à un agresseur en recourant à son tour aux soldats »⁷⁰.

Se déclarant heureux d'avoir suscité un débat, le néocommuniste Gregor Gysi y allait d'un discours réitérant ses accusations précédentes, selon lesquelles l'OTAN et l'Allemagne violaient le droit international. Alors qu'un député social-démocrate l'interrompait pour lui demander ce qu'il pensait de l'envoi, par la RDA en 1968, de troupes en Tchécoslovaquie, Gysi esquivait toute réponse directe et tenait un réquisitoire s'opposant à l'intervention pour le Kosovo en instrumentalisant d'autres éléments

⁶⁸ « Debatte über die Beteiligung der Bundeswehr am NATO-Einsatz in Jugoslawien », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 30. Sitzung. Bonn, 25 mars 1999, p. 2424-2425.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 2429. La formulation exacte de la déclaration du Conseil de l'Europe était : « L'agression ne doit pas être récompensée. Un agresseur doit savoir qu'il doit payer très cher. C'est la leçon du XX^e siècle ». « Erklärungen des Europäischen Rates zu Kosovo vom 25. April [sic] 1999 », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 5, mai 1999, p. 120-121.

⁷⁰ « Debatte über die Beteiligung der Bundeswehr am NATO-Einsatz in Jugoslawien », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 30. Sitzung. Bonn, 25 mars 1999, p. 2425-2426.

mémoriels. Il insistait ainsi sur l'idée que lorsque le Vietnam avait attaqué le Cambodge de Pol Pot, la communauté internationale avait condamné cette agression puisque les Cambodgiens n'avaient envahi aucun autre État. Gysi poursuivait en rappelant deux autres cas où l'Allemagne avait refusé d'intervenir : en Afrique du Sud où, pendant des décennies, « une vaste majorité de citoyens avait été opprimés [...] et que des êtres humains y avaient été massacrés » et en Turquie, là où, selon lui, les Kurdes faisaient toujours l'objet de l'oppression et de massacres. Bref, le dirigeant du PDS dénonçait ce qu'il qualifiait de « représentation sélective de ce qu'étaient des catastrophes humanitaires » et prônait l'universalité des droits humains. Le politicien critiquait ensuite l'idée, maintes fois avancée par les tenants de l'intervention, selon laquelle cette politique était dirigée non pas contre le peuple serbe, mais bien contre Milosevic. Pour Gysi, il était clair que la guerre manifesterait ses conséquences sur le premier et non sur le second puisque, comme le cas irakien l'avait bien démontré, une « guerre frappe toujours la population et non le seul dictateur ». Le néocommuniste ajoutait qu'il s'avérait impossible de prévenir une catastrophe humanitaire par les bombes et qu'au contraire, celles-ci ne feraient qu'aggraver la situation. « Dans ce siècle, l'Allemagne n'a plus le droit de bombarder Belgrade », concluait-il⁷¹.

La séance parlementaire du lendemain, laquelle était en grande partie destinée à débattre de la question du Kosovo, allait à nouveau illustrer le fort consensus régnant au sein de la députation. Cette fois présent, le chancelier débutait son allocution en réitérant l'essence de ses propos tenus dans sa déclaration du 24 mars, à savoir que l'OTAN n'avait eu d'autre choix, devant la mauvaise volonté du régime de Milosevic, que d'intervenir pour « prévenir » une grave crise humanitaire au Kosovo⁷². Si Schröder ne recourait pas à la mémoire pour légitimer l'intervention, le président du groupe parlementaire social-démocrate, Peter Struck, n'hésitait pas à le faire. Après avoir rappelé les vains efforts effectués pour en arriver à une solution pacifique concernant le

⁷¹ *Ibid.*, p. 2427-2429.

⁷² Gerhard Schröder, « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung zur aktuellen Lage im Kosovo nach dem Eingreifen der NATO und zu den Ergebnissen der Sondertagung des Europäischen Rates in Berlin », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 31. Sitzung. Bonn, 26 mars 1999, p. 2571-2575.

Kosovo et après avoir rappelé que c'était faute d'une intervention suffisamment rapide qu'un « génocide » avait eu lieu en Bosnie, Struck affirmait qu'il ne fallait pas qu'un « second Srebrenica » puisse se produire⁷³.

Pour sa part, Rudolf Scharping rétorquait à ceux qui, tel Gregor Gysi, accusaient l'OTAN de ne pas respecter le droit international, qu'avec la fin de la guerre froide, cela était nettement préférable à la possibilité de revivre un sentiment « d'impuissance » rappelant l'époque de « l'occupation de la Tchécoslovaquie », de « l'oppression de la Charte 77 » et de « l'instauration des mesures de guerre en Pologne ». Le ministre de la Défense poursuivait ensuite en demandant s'il fallait « oublier » les morts engendrés par le panslavisme serbe en Slovénie, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine ou encore le fait que des casques bleus avaient été enchaînés et avaient dû assister impuissants au massacre de Srebrenica. Au Kosovo, il fallait donc non seulement « mettre fin aux massacres » mais en outre, il fallait reproduire ce qui avait été fait en Europe de l'Ouest « après le fascisme et la Seconde Guerre mondiale », à savoir la mise en place de conditions économiques, sociales et culturelles propices à la paix⁷⁴. De son côté, Joschka Fischer y allait d'un discours justifiant la politique de son gouvernement en rappelant à son tour les précédentes guerres yougoslaves des années 1990 et les nombreux efforts accomplis sous les auspices de plusieurs institutions internationales pour en arriver à une solution pacifique de la crise au Kosovo. En réponse à ceux qui accusaient l'Allemagne de pratiquer une « politique d'agression » en Yougoslavie, le ministre des Affaires étrangères objectait qu'au contraire, il n'était pas question de mettre sur un même pied d'égalité l'actuelle intervention allemande au Kosovo et les politiques nationalistes et racistes des empires allemands de la première moitié du XX^e siècle. Selon lui, la RFA demeurait fermement ancrée au sein des « démocraties de l'UE et de l'OTAN » qui intervenaient « pour sauver des vies humaines et pour forcer l'adoption d'un traité de paix »⁷⁵.

⁷³ *VdDB*, 14. Wahlperiode, 31. Sitzung. Bonn, 26 mars 1999, p. 2579-2581.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 2607-2610.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 2583-2586.

Enfin, Helmut Lippelt, un autre représentant du parti vert, y allait d'une intervention expliquant pourquoi il estimait nécessaire pour l'Allemagne d'intervenir au Kosovo. Il affirmait ainsi avoir pensé, dès le premier jour des bombardements, aux événements d'août 1914 alors que des soldats avaient démontré leur patriotisme à bord de trains avant d'aller mourir dans les tranchées. « Je pense, poursuivait-il, que tout un chacun ici a lu [Erich Maria] Remarque, et que chacun partage la promesse solennelle : plus jamais la guerre ! » Lippelt n'arrêtait pourtant pas là et il affirmait avoir aussi pensé aux événements d'août 1939, alors qu'Hitler avait lancé des chars dans les rues de sa capitale pour déterminer l'appui de la population. Or, si celle-ci s'était tenue « muette et effrayée » le long des rues, elle « fut impliquée dans des crimes portant des noms tels qu'Auschwitz, Treblinka, mais aussi Oradour, Lidice, Marzobotto et Kragujevac ». Pour Lippelt, si, tout comme les Berlinoises en 1939, la population de Belgrade demeurait coite devant les événements actuels, elle serait « aussi impliquée par le régime de Milosevic dans ses crimes ». Bref, pour le député vert et pour une majorité de son Parti, l'intervention militaire se trouvait pleinement justifiée en raison du « nettoyage ethnique commis à l'intérieur des frontières de la Yougoslavie »⁷⁶.

Au sein de l'opposition officielle, les deux principaux partis réitéraient pleinement leur appui à la politique du gouvernement Schröder concernant le Kosovo, comme en témoignaient l'intervention de Wolfgang Schäuble, président du groupe parlementaire CDU/CSU, celle de Wolfgang Gehardt, président du groupe parlementaire du FDP ainsi que celle d'Edmund Stoiber, ministre-président de la Bavière. Seul ce dernier avait recours à la mémoire pour justifier sa position en affirmant qu'il ne fallait pas que « la tragédie bosniaque » se répète au Kosovo⁷⁷.

Toutefois, il subsistait toujours un petit groupe de députés pacifistes purs et durs s'opposant à toute intervention militaire. Prenant la parole pour les néocommunistes, Gregor Gysi, ne faisait que réitérer l'idée selon laquelle les Albanais du Kosovo

⁷⁶ *Ibid.*, p. 2607.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 2575-2579; 2581-2583 et 2595-2598.

demeuraient les principaux responsables du conflit. En outre, « la guerre ne devait pas redevenir un instrument de la politique ». Enfin, l'intervention de l'OTAN constituait selon ses dires une « guerre d'agression » violant le droit international⁷⁸. Aux membres du PDS, s'ajoutaient quelques membres des verts rassemblés autour de Hans-Christian Ströbele, qui, en raison de l'histoire allemande, persistaient à refuser toute utilisation des soldats allemands au Kosovo⁷⁹.

En somme, comparativement aux débats remontant à la dernière année de guerre en Bosnie, les séances parlementaires de la fin mars 1999 voyaient assez peu de ministres et de députés recourir à la mémoire pour justifier leur position. Quand ils le faisaient, trois principaux arguments mémoriels revenaient fréquemment : l'histoire des deux Guerres mondiales, de l'oppression communiste durant la guerre froide et des précédentes guerres yougoslaves. Cela s'expliquait sans doute par le très vaste consensus qui régnait entre les quatre principaux partis du Bundestag. Encore une fois, seuls le PDS et quelques dissidents du Parti vert déclaraient préférer le maintien de ce qui avait été la doctrine Kohl fondée sur la mémoire des crimes de la Wehrmacht. En cela, ils demeuraient les seuls qui persistaient à dégager de l'histoire allemande l'exigence d'un rôle perpétuellement singulier pour la politique étrangère de leur pays.

Dans ce contexte, et pour pallier toute critique pouvant survenir, les trois principaux responsables de la politique étrangère allemande allaient quand même prendre les devants et entamer une véritable offensive médiatique publique⁸⁰ visant à justifier la participation de leur pays à la guerre. Ici, ce furent particulièrement Scharping et Fischer

⁷⁸ *Ibid.*, p. 2586-2589.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 2612.

⁸⁰ Jochen Hils, « Manipulation oder Symbiose? – Medien und politische PR im Kosovo-Krieg », dans Reinhard Mutz, Bruno Schoch et Ulrich Ratsch, dir. *Friedensgutachten 2001*, Münster, LIT Verlag, 2001, p. 223. À titre d'exemples seulement, consulter les entrevues suivantes : Rudolf Scharping, « 'Allen hatten Skrupel' », *Der Spiegel*, numéro 13, 29 mars 1999; Gerhard Schröder, « 'Ich bin kein Kriegskanzler' », *Der Spiegel*, numéro 15, 12 avril 1999; et Fischer, « 'Serbien gehört...' », *loc. cit.*

qui eurent recours à l'histoire allemande et aux crimes nazis⁸¹. Christian Hacke écrit à ce sujet :

« [...] les ministres Scharping et Fischer réagirent avec une indignation morale. Le ministre de la Défense en particulier, chercha à prouver que les Serbes commettaient un génocide à l'endroit des Albanais du Kosovo. Avec Fischer, il utilisa pour preuve le soi-disant 'plan fer à cheval' (*der sogenannte Hufeisenplan*). Il allait même parler de génocide, de déportation et de camps de concentration. En collaboration avec Scharping, Fischer instrumentalisa à nouveau Auschwitz pour légitimer la poursuite des bombardements. 'Je n'ai pas seulement appris : plus jamais la guerre. J'ai aussi appris : plus jamais d'Auschwitz', disait-il⁸² ».

Ce faisant, Fischer usait de tout son prestige et de toute son autorité morale non seulement auprès des pacifistes, mais auprès de l'opinion publique allemande afin de montrer laquelle de ces deux leçons de l'Histoire devait avoir préséance. Si, comme l'admet l'historien Wolfram Wette, aucun des dirigeants allemands n'alla jamais jusqu'à comparer Hitler et Milosevic, Scharping et Fischer ne reculèrent pas pour autant devant l'usage de « métaphores historiques », et plus précisément, des « leçons proprement allemandes de l'Histoire ». Afin de persuader l'opinion publique de la nécessité d'employer les armes pour arrêter le dirigeant serbe, les deux ministres recouraient « à une morale politique » forgée à l'aune de « l'expérience négative de l'époque nazie »⁸³.

En fait, dès le 27 mars, Rudolf Scharping notait dans son journal personnel une réflexion illustrant très bien ce qui allait définir la ligne de pensée officielle des jours à venir. À ses yeux, et d'après la convention des Nations unies contre le génocide, « Au Kosovo, un génocide est non seulement en train d'être préparé, mais à vrai dire, est déjà en cours »⁸⁴. À partir du lendemain, le ministre de la Défense allait donc régulièrement

⁸¹ Ackermann, *op. cit.*, p. 50.

⁸² Christian Hacke, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von Konrad Adenauer bis Gerhard Schröder*, Berlin, Ullstein, 2003, p. 470.

⁸³ À ce sujet, consulter la partie qui traite spécifiquement du Kosovo dans un article traitant par ailleurs de la comparaison Adolf Hitler-Saddam Hussein véhiculée par la propagande occidentale depuis 1990. Wolfram Wette, « Ein Hitler des Orients? NS-Vergleiche in der Kriegspropaganda von Demokratien », *Gewerkschaftliche Monatshefte*, volume 54, numéro 4, avril 2003, p. 238-239.

⁸⁴ Rudolf Scharping, *Wir dürfen nicht wegsehen. Der Kosovo-Krieg und Europa*, München, Econ Taschenbuch, 2001, p. 84.

utiliser sciemment, lors de conférences de presse ou de passages à la télévision, le mot « génocide » pour décrire ce qui se passait au Kosovo en soutenant notamment que l'intervention de l'OTAN avait pour objectif d'y mettre un terme⁸⁵. Cette thèse du génocide était reprise le jour suivant par le chancelier, lequel soutenait que son pays « n'aspirait pas à jouer un rôle isolé au sein de l'OTAN ». Le même jour, Scharping s'attela à décrire la manière dont les Serbes s'y prenaient pour mettre à exécution leur politique d'expulsion des Albanais du Kosovo, laquelle se trouvait planifiée « de longue date ». Le ministre expliquait ainsi que des réfugiés étaient fusillés, que des femmes, des enfants et des vieillards étaient expulsés des villages alors que les hommes étaient acheminés vers des « camps d'internement » ou bien « assassinés »⁸⁶. Le 31 mars, lors d'une conférence de presse conjointe, son collègue Joschka Fischer affirmait que la politique « nationaliste-raciste » (« *völkische* ») de Milosevic était « barbare », que c'était le « paroxysme de la boucherie » (« *Höhepunkt des Schlachthauses* ») et qu'il s'agissait bien là d'un « génocide ». Le ministre de la Défense affirmait pour sa part avoir des indications qu'il y avait au Kosovo des « camps de concentration » et employait, pour désigner cette réalité, le terme de « KZ », la tristement célèbre abréviation remontant au nazisme (« KZ » pour « *Konzentrationslager* »)⁸⁷. Le 6 avril, Fischer récidivait lors d'une conférence de presse du ministère des Affaires étrangères. À cette occasion, il affirmait : « Le nationalisme est pratiqué de la manière la plus brutale par monsieur Milosevic. On peut presque dire, [qu'il est pratiqué] d'une manière qui n'était plus considérée comme étant possible depuis les années 1940, depuis les nazis et le zénith du fascisme en Europe »⁸⁸. Évidemment, le résultat de ces

⁸⁵ « Scharpings bewußte Wortwahl », *SZ*, 29 mars 1999, p. 4; et « Zweite Phase der Luftangriffe angeordnet Massaker und Brandschatzungen im Kosovo », *FAZ*, 29 mars 1999, p. 1 et 2. Voir aussi, Mira Beham, « Der Informationskrieg um das Kosovo », *Vierteljahresschrift für Sicherheit und Frieden*, volume 18, numéro 3, été 1999, p. 219. À titre d'exemple, le ministre de la Défense était l'invité du populaire talkshow de Sabine Christiansen sur la première chaîne nationale (ARD) le soir du 28 mars. Hils, *loc. cit.*, p. 114-115.

⁸⁶ « Schröder lehnt die von Primakow übermittelten Bedingungen Milosevics ab », *FAZ*, 31 mars 1999, p. 2.

⁸⁷ « Die Nato eröffnet die Phase 3 ihrer Luftangriffe. Kein Eingehen auf 'verbale Bekundungen' Milosevics », *FAZ*, 1 avril 1999, p. 1 et 2; Günter Bannas, « Der Krieg hat den Burgfrieden der Grünen zerstört », *FAZ*, 1 avril 1999, p. 3; ainsi que Scharping, *op. cit.*, p. 92.

⁸⁸ Cité dans Jürgen Elsässer, *Der deutsche Sonderweg. Historische Last und politische Herausforderung*, München, Heinrich Hugendubel Verlag, 2003, p. 115.

interventions publiques fut que certains médias firent des comparaisons encore moins subtiles entre Hitler et Milosevic ou encore entre l'Holocauste et ce qui se passait au Kosovo. Ainsi, le 1^{er} avril, le tabloïd *Bild Zeitung* publiait, dans son style racoleur habituel, une photo d'une colonne de réfugiés kosovars sous le titre « Ils les poussent vers un KZ »⁸⁹. De même, le 8 avril, le ministre de la Défense donnait une nouvelle conférence de presse en collaboration cette fois avec le chef militaire de la Bundeswehr, le général von Kirchbach. C'était là l'occasion d'expliquer en détail le plan « fer à cheval » que les Serbes auraient mis à exécution au début de l'hiver 1999 pour expulser systématiquement les Albanais du Kosovo⁹⁰. Dans un pays aussi marqué par la mémoire du nazisme, tous ces parallèles véhiculés par les principaux responsables de la politique étrangère allemande n'étaient certes pas sans effets.

Pourtant, à ce moment, de la même manière qu'un consensus s'avérait solidement établi au sein de la députation, l'opinion publique appuyait de façon générale la politique du gouvernement comme en témoignaient non seulement l'absence de manifestations de l'envergure de celles qui avaient eu lieu lors de la guerre du Golfe⁹¹, mais en outre de nombreux sondages. Selon Adrian Hyde-Price, cet appui s'expliquait entre autre parce que « la brutalité des militaires et policiers serbes était largement mise sur le même pied que la rudesse des militaires allemands et des bataillons de polices durant la Seconde Guerre mondiale et que, cette fois, la plupart des Allemands désiraient se trouver du 'bon côté' »⁹². Ainsi, une enquête effectuée les 26 et 27 mars auprès de l'opinion publique illustrait qu'une forte majorité d'Allemands, soit 63 % d'entre eux, étaient en accord avec les « frappes aériennes » de l'OTAN alors que 34 % s'y opposaient. Toutefois, 62 % de citoyens excluaient la possibilité que la Bundeswehr participe à une intervention au sol au Kosovo alors que 35 % d'entre eux auraient été prêt à accepter

⁸⁹ Hils, *loc. cit.*, p. 224.

⁹⁰ Scharping, *Wir dürfen nicht...*, *op. cit.*, p. 108-110

⁹¹ Reiner Burger, « Den Pazifisten ist die politische Heimat verlorengegangen », *FAZ*, 1^{er} avril 1999, p. 4. Hils rappelle quand même qu'il y eut plus de 70 manifestations durant la première semaine de guerre. Hils, *loc. cit.*, p. 223. Cf. aussi Christmann et Lutz, *op. cit.*, p. 7.

⁹² Adrian Hyde-Price, « Foreign and Security Policy », dans Stephen Padgett, William E. Paterson et Gordon Smith, dir., *Developments in German Politics 3*, Houndmills (Basingstoke), Palgrave Macmillan, 2003, p. 192-193.

une telle mission⁹³. Au total, la population semblait partager, de façon générale, le consensus qui avait cours chez les politiques : la participation aux frappes aériennes emportait l'adhésion, mais l'envoi de troupes au sol constituait la limite à ne pas franchir. Il importe toutefois de nuancer l'appui de l'opinion publique aux bombardements en soulignant l'important écart qui existait entre les citoyens de l'Ouest et ceux de l'Est. Par exemple, si seulement 25 % des Wessis s'opposaient à la participation de leur pays aux « frappes aériennes », 55 % des Ossis n'acceptaient pas ce nouveau rôle de la Bundeswehr⁹⁴. Bien plus, les Allemands de l'Est continuaient, neuf ans après l'unification, de nourrir des sentiments anti-occidentaux et favorables à la Russie et la Yougoslavie – les alliées d'une autre époque⁹⁵. Au dire d'Adrian Hyde-Price, cela démontrait en somme, que « l'intégration des Allemands de l'Est à la culture politique de la République fédérale » n'était toujours pas chose aisée⁹⁶. En somme, l'identité des individus interrogés et, par le fait même la mémoire collective, continuaient de teinter les résultats des sondages.

2.2 La contribution de la Bundeswehr à la guerre

Dans les mois qui précédèrent la guerre et lors des 78 jours que dura la campagne de bombardements aériens, la contribution militaire allemande fut d'une double nature. D'une part, elle se trouvait liée aux efforts de reconnaissance de l'OTAN. Dès septembre 1998, alors que l'OTAN faisait des manoeuvres aériennes dans les environs du territoire yougoslave afin de donner de la crédibilité à la menace du recours à la force, quatre Tornados allemands furent employés à des fins de reconnaissance visuelle et infrarouge. Au terme du conflit, ces appareils de la Luftwaffe avaient fait, depuis la base aérienne de Plaisance en Italie, 66 sorties au-dessus de la RFY. De plus, dès l'automne, des membres de la Bundeswehr servirent au sein des équipages

⁹³ Sondage Emnid cité dans : « Stichworte zur... », *loc. cit.*, p. 11-12. D'autres sondages effectués à peu près au même moment obtinrent des résultats similaires. Voir par exemple le sondage Infratest cité dans Lantis, *op. cit.*, p. 149.

⁹⁴ Sondage effectué pour l'hebdomadaire *Die Woche* et cité dans : Hubert Wetzel, « Die Wahl zwischen Pest und Cholera. Die Friedensbewegung und der Krieg in Jugoslawien », *SZ*, 31 mars 1999, p. 9.

⁹⁵ Christoph Dieckmann, « Friedenskind, hilflos mittendrin », *Die Zeit*, numéro 18, 29 avril 1999.

⁹⁶ Hyde-Price, « Foreign and Security... », *loc. cit.*, p. 194.

multinationaux des appareils AWACS de l'OTAN destinés à la reconnaissance. Enfin, à partir du mois de janvier, une batterie de drones postée en Macédoine et en Albanie fut utilisée pour prendre des images photographiques de ce qui se passait sur le sol kosovar et ainsi contribuer au travail d'observation de l'OSCE. Bien entendu, durant les 78 jours que durèrent les bombardements, ces engins téléguidés furent mis au service de la reconnaissance de l'OTAN. D'autre part, à partir du 24 mars, l'aviation allemande combattit la défense aérienne des forces yougoslaves au moyen de dix appareils Tornados qui exécutèrent 438 missions de combat. Une double tâche était attribuée à ces avions qui devaient d'abord détruire les radars de défense antiaérienne des forces yougoslaves, mais devaient aussi s'assurer de maintenir la « voie libre » pour les appareils de l'OTAN qui allaient bombarder leurs cibles⁹⁷.

2.3 La mémoire à l'œuvre au sein de la politique étrangère allemande

Au début d'avril, la situation humanitaire au Kosovo s'était franchement détériorée, illustrant trop bien l'effet pervers de la campagne de bombardement menée par l'OTAN⁹⁸. Ainsi, à la veille du début des opérations aériennes, il y avait, selon le HCR, en plus des 260 000 personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo, « [...] quelque 70 000 réfugiés et déplacés kosovars albanais dans la région, et plus de 100 000 réfugiés et demandeurs d'asile en Europe occidentale et au-delà ». Quelques semaines plus tard, en excluant les déplacés internes, le nombre d'expulsés et de personnes enfuies s'élevait à environ 800 000, l'essentiel, soit environ 700 000 personnes, se trouvant en Albanie, en Macédoine et au Monténégro⁹⁹. Immédiatement après le commencement des « frappes aériennes » devant mettre un terme aux exactions et expulsions commises par les forces

⁹⁷ Tous les détails de la contribution allemande proviennent de Clement, *loc. cit.*, p. 157-161; et de Rieks et Weigold, *loc. cit.*, p. 31-33.

⁹⁸ Albrecht Schnabel et Ramesh Thakur, « Kosovo, the changing contours of world politics, and the challenge of world order », dans Schnabel et Thakur, dir., *loc. cit.*, p. 4. Pour une virulente critique de ces effets des bombardements de l'OTAN, voir Noam Chomsky, *The New Military Humanism. Lessons from Kosovo*, New Star Books, Vancouver, 1999, 199 pages. Si les arguments de Chomsky, développés avec son style habituel à l'emporte-pièce, n'emportent pas toujours l'adhésion, il n'en demeure pas moins qu'ils réussissent à susciter la réflexion.

⁹⁹ Toutes ces statistiques sont tirées de : Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *loc. cit.*, p. 233-235. (p. 234 pour la citation.)

serbes à l'endroit des civils albanophones du Kosovo, le nombre de réfugiés kosovars avait donc connu une croissance en flèche¹⁰⁰.

Sans doute parce qu'il restait conscient de ces fâcheuses conséquences des bombardements, et parce que la mémoire du passé allemand ne lui permettait pas de demeurer inactif devant l'ampleur d'un tel drame, le gouvernement allemand ordonna rapidement à la Bundeswehr de ne pas ménager les efforts pour soulager le plus possible les souffrances et la douleur des réfugiés kosovars désireux d'entrer dans une Macédoine déjà bien incapable de gérer la situation et ayant fermé ses frontières de crainte de se voir déstabilisée par un afflux de réfugiés albanophones.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 avril, l'armée allemande établit donc un pont aérien qui devint opérationnel durant la nuit suivante avec l'arrivée des premiers secours humanitaires. Jusqu'à la fin mai, la Luftwaffe allait ainsi effectuer plus de 290 vols acheminant plus de 2 800 tonnes d'aide humanitaire comprenant de la nourriture, des tentes, des vêtements et des médicaments¹⁰¹. Ce n'est cependant qu'à partir du 9 avril que les sapeurs et les services de santé de la Bundeswehr furent en mesure d'établir deux camps de réfugiés pouvant accueillir un total de 55 000 personnes et en soigner plus de 7 000. Le 15 du même mois, l'Allemagne envoya en Albanie 500 soldats supplémentaires pour mettre en place trois nouveaux camps pouvant accueillir plus de 25 000 réfugiés additionnels et pour acheminer l'aide humanitaire. C'est aussi à partir de la mi-avril que le gouvernement allemand détacha un mandataire pour la Macédoine et l'Albanie, le secrétaire d'État à la Défense, Walter Kolbow. Celui-ci avait pour mission de coordonner le versement de l'aide humanitaire allemande, la construction et le fonctionnement des camps de réfugiés ainsi que de faire rapport au cabinet Schröder. Kolbow collabora en outre avec le gouvernement macédonien déstabilisé par la guerre et

¹⁰⁰ Voir en annexe VI le graphique qui illustre on ne peut plus clairement ce phénomène. Ce graphique est tiré de : « Hintergrundinformationen zum... », *loc. cit.*, p. 10.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 9.

un taux de chômage croissant causé par le boycott yougoslave des produits macédoniens¹⁰².

Parallèlement à cette aide humanitaire, la RFA s'efforça de contribuer aux enquêtes portant sur les crimes de guerre. Dans les camps de réfugiés, le personnel de l'armée allemande procéda à des interrogatoires afin d'obtenir des informations sur d'éventuels crimes de guerre. Les équipes de terrain relayaient les résultats de leurs enquêtes au ministère de la Défense qui épluchait ces rapports et comparait leurs informations avec celles recueillies par les drones dans le but d'infirmer ou de confirmer, lorsque cela était possible, les renseignements obtenus dans les camps. Le cas échéant, les informations pertinentes étaient envoyées à La Haye, au Tribunal pénal international pour les crimes de guerre. De la sorte, la RFA contribuait à identifier ceux qui avaient commis des actes criminels de même que la nature de ceux-ci¹⁰³.

3. L'Allemagne entre les bombardements, la diplomatie et le pacifisme

3.1 La double stratégie berlinoise : bombardements et diplomatie

Au-delà de ces efforts discursifs, militaires et humanitaires, pour les dirigeants allemands, la situation politique intérieure, notamment les critiques qui augmentaient sans cesse, exigeait la recherche d'une solution politique. Pour y arriver, le meilleur moyen consistait à recourir au multilatéralisme, un instrument diplomatique dont l'importance était demeurée intacte pour l'Allemagne unie et que d'aucuns considèrent comme la « continuation de la politique d'ancrage à l'Occident » (*Westbindung*) ayant largement contribué à réhabiliter l'Allemagne de l'Ouest sur la scène internationale dans l'immédiat après-guerre¹⁰⁴. Restait à savoir quel serait le cadre institutionnel le plus susceptible de faciliter la résolution du conflit.

¹⁰² Clement, *loc. cit.*, p. 159-160; et Rieks et Weigold, *loc. cit.*, p. 32.

¹⁰³ Clement, *loc. cit.*, p. 161.

¹⁰⁴ Pour la citation et au sujet du maintien du multilatéralisme après 1990, consulter : Paul Létourneau, « La politique étrangère allemande : style nouveau et fidélité au multilatéralisme », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, Tome 31, numéro 2, avril-juin 1999, p. 333-345. À propos du concept de

Dès le 2 avril, le ministre Fischer présidait une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE afin de discuter du problème des réfugiés du Kosovo. Le chef de la diplomatie allemande y affirmait qu'il avait l'intention de reprendre la proposition de son homologue russe suggérant d'utiliser le cadre du G-8 pour aborder le problème du Kosovo¹⁰⁵. De fait, pour les Allemands, une solution diplomatique devait absolument inclure les Russes, alliés traditionnels des Serbes. Si le Groupe de contact avait été jusqu'en 1998, une institution permettant d'inclure le Kremlin dans la gestion des conflits balkaniques, l'exclusion de Moscou lors des négociations de Rambouillet avait toutefois totalement discrédité ce cadre institutionnel. C'est donc parce qu'elle exerçait la présidence de l'UE et du G-8 depuis janvier 1999 que la RFA fut en mesure de prendre une initiative diplomatique cruciale pour résoudre la crise du Kosovo et pour éviter l'apparition d'une crise politique au sein de l'OTAN¹⁰⁶.

Sur la scène nationale allemande, des voix discordantes avaient commencé à se faire entendre dès les derniers jours de mars. Au premier chef, ces critiques s'élevant à l'encontre des bombardements soulevaient le problème de leur efficacité et surtout de leurs effets indésirables puisque loin d'avoir mis fin à la crise humanitaire, ils avaient aggravé la situation¹⁰⁷. Chez les verts, on ne se contentait pas de critiquer le gouvernement et les députés ayant approuvé la participation allemande au conflit puisque certains membres, mais aussi des députés régionaux, allaient jusqu'à claquer la porte du Parti. En outre, les critiques se faisaient même sentir vertement jusqu'au sein du cabinet fédéral, notamment par l'entremise de Jürgen Trittin, le ministre de

Westbindung, voir par exemple, Winfried Becker, « Neue Konzeptionen in den internationalen Beziehungen der Bundesrepublik Deutschland. Westbindung, Europaorientierung, Wiedervereinigung », *Zeitschrift für Politik*, volume 43, numéro 4, décembre 1996, p. 355-374.

¹⁰⁵ Meyer, *loc. cit.*, p. 56.

¹⁰⁶ Krause, *loc. cit.*, p. 104 et 115.

¹⁰⁷ À titre d'exemples, consulter les éditoriaux suivants : Karl Feldmeyer, « Die Nato in Verlegenheit », *FAZ*, 30 mars 1999, p. 1; Kurt Kister, « Deutschland und der Krieg », *SZ*, 31 mars 1999, p. 4; et Heribert Prantl, « Palmzweige für den Kosovo », *SZ*, 3-4-5 avril 1999, p. 4.

l'Environnement représentant l'aile des *Fundis*¹⁰⁸. Face à ces critiques, les dirigeants du Parti continuaient de dresser des parallèles entre les crimes du régime de Hitler et ceux du pouvoir de Milosevic. Ainsi, le 1^{er} avril, Helmut Lippelt publiait une lettre dans la *tageszeitung*, le quotidien de gauche généralement associé à la cause des verts. Le politique y écrivait en parlant de la situation au Kosovo : « [...] pour moi, la face hideuse du fascisme se montre ici. [...] Cela m'impose une inévitable comparaison avec les commandos spéciaux allemands [qui ont sévi] dans les Balkans pendant la Seconde Guerre mondiale. J'avais douze ans à la fin de la Seconde Guerre mondiale et je ne peux me défaire de cette comparaison »¹⁰⁹.

À l'instar des verts, la question des « dommages collatéraux » provoqués par les bombes de l'OTAN faisait, au sein des sociaux-démocrates, l'objet de débats et l'aile gauche du Parti envisageait même de demander, lors du congrès extraordinaire à venir, la fin immédiate des bombardements afin de permettre la reprise des négociations¹¹⁰. Fait peu étonnant compte tenu de l'opinion d'une majorité d'Allemands de l'Est, c'étaient en particulier des députés représentant le SPD dans les nouveaux Länder qui manifestaient leur insatisfaction à l'égard de la politique du gouvernement fédéral¹¹¹. Le 12 avril, soit au moment du congrès, le chancelier Gerhard Schröder réussit à obtenir le soutien de près de 76 % des délégués – soit le deuxième pire résultat obtenu par un président du SPD depuis 1945 – envers la politique de son gouvernement. Il réussit en même temps à être élu président du Parti en remplacement d'un Oskar Lafontaine démissionnaire¹¹². Les délégués refusaient toutefois de permettre l'envoi de forces terrestres pour toute mission qui ne serait pas menée sous l'égide de l'ONU. Pour convaincre les délégués,

¹⁰⁸ « Wachsende Kritik bei den Grünen an der NATO-Operationen », *FAZ*, 30 mars 1999, p. 4; « Zoff zwischen Fischer und Trittin », *taz*, numéro 5814, 19 avril 1999, p. 3; et « Grüne uneins über Kosovo-Krieg », *FAZ*, 19 avril 1999, p. 1.

¹⁰⁹ Helmut Lippelt, *taz*, 1^{er} avril 1999. Cité par Matthias Küntzel, « Milosevics willige Vollstrecker? Goldhagen, Deutschland und der Kosovo-Krieg », dans Jürgen Elsässer et Andrei S. Markovits, dir., « *Die Fratze der eigenen Geschichte* ». *Von der Goldhagen-Debatte zum Jugoslawien-Krieg*, Berlin, Elefant Press, 1999, p. 174. Küntzel ne donnait pas le titre de la lettre de Lippelt.

¹¹⁰ « SPD-Linke für ein sofortiges Ende der Luftangriffe », *FAZ*, 7 avril 1999, p. 4.

¹¹¹ Huwe, *loc. cit.*, p. 34-35.

¹¹² Le ministre des Finances Oskar Lafontaine avait en effet quitté la présidence du SPD ainsi que le cabinet au début de mars en raison de désaccords en matière de politique intérieure.

Schröder avait dû tenir un discours insistant non seulement sur les responsabilités de la RFA à l'égard de l'OTAN et des réfugiés du Kosovo mais aussi sur le fait « que des déportations, massacres et expulsions ne devaient plus jamais être tolérés ». Il avait enfin soutenu qu'un « nouveau plan Marshall » devait être mis en place après la victoire en Yougoslavie. Pour leur part, les quelques voix discordantes avaient surtout insisté sur le fait que les bombardements ne semblaient pas être en mesure d'atteindre l'objectif politique de l'Alliance, soit le départ de Milosevic, et qu'ils avaient en outre empiré la situation humanitaire. En ce sens, le délégué Voscherau, ancien maire de Hambourg, rappelait ainsi que si deux leçons devaient être conservées du nazisme, à savoir premièrement, qu'il ne devait plus jamais y avoir de guerre, *a fortiori* depuis le sol allemand, et que, deuxièmement, il ne fallait jamais plus ignorer un génocide, les bombardements ne s'avéraient pas le moyen approprié de mettre fin à un tel drame¹¹³.

Évidemment, ces récriminations n'allaient pas manquer de se faire sentir au sein de l'opinion publique. Dans la première quinzaine d'avril, une majorité des Allemands de l'Est (63 %) de même qu'une forte minorité de leurs compatriotes de l'Ouest (43 %) désiraient désormais voir cesser les bombardements afin de permettre la reprise des négociations diplomatiques¹¹⁴.

Le 15 avril, le Bundestag se réunissait à nouveau pour débattre de la situation au Kosovo. Si les précédents débats parlementaires avaient vu peu de députés recourir à la mémoire, trois semaines après le commencement des bombardements, il en allait tout autrement en raison des critiques remettant de plus en plus vivement en cause la pertinence de la politique allemande. Dans la déclaration qu'il livrait au nom de son gouvernement, Gerhard Schröder rappelait la conclusion d'une réunion informelle du

¹¹³ Heribert Prantl, « Der Kriegsparteitag », *SZ*, 13 avril 1999, p. 4; « Die Entschliessung der SPD zum Kosovo », *SZ*, 13 avril 1999, p. 5; Günter Bannas, « Bei Schröders Wahl zum Parteivorsitzenden bleiben die Ovationen aus », *FAZ*, 13 avril 1999, p. 3; et « Schröder neuer Vorsitzender der SPD. Die Partei unterstützt die deutsche Kosovo-Politik », *FAZ*, 13 avril 1999, p. 1 et 2.

¹¹⁴ Voir le sondage Forsa effectué pour le compte de l'hebdomadaire *Die Stern* et repris dans : Mechthild Küpper, « Am Krieg scheiden sich Ost und West. In den Neuen Bundesländern überwiegt die Skepsis über den Kosovo-Einsatz der Nato », *SZ*, 16 avril 1999, p. 11.

Conseil de l'Europe ayant eu lieu deux jours plus tôt, laquelle stipulait que les dirigeants européens demeuraient « déterminés » à ne pas tolérer « le massacre et les déportations » qui avaient lieu au Kosovo. Au dire du chancelier, les 200 000 morts de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine constituaient bien la preuve que l'Europe ne pouvait plus attendre sous peine de se trouver « à nouveau coupable ». Pour lui, l'intervention de l'OTAN au Kosovo visait à défendre des valeurs telles les droits humains, la liberté et la démocratie, tout en cherchant à influencer sur le développement de l'Europe au XXI^e siècle. « Au terme de l'expérience de deux terribles Guerres mondiales durant ce siècle, désirons-nous, Européens, réellement laisser des dictateurs pouvoir se déchaîner en plein cœur de l'Europe sans être inquiétés ? », demandait-il. Pour le chancelier, il existait cependant au moins deux autres raisons qui exigeaient que l'Allemagne participe pour la première fois depuis 1945 à une mission de combat. En premier lieu, seule la « détermination de l'ensemble de la communauté internationale » réussirait en bout de ligne à faire fléchir Milosevic. En second lieu, « l'histoire allemande exigeait qu'il ne puisse y avoir de doute quant à notre fiabilité, à notre détermination et à notre fermeté. L'intégration de l'Allemagne au sein de la communauté des États occidentaux constitue une part de la raison d'État allemande. Il ne peut y avoir et il n'y aura pas de Sonderweg avec nous ». Le chancelier admettait aussi qu'au même titre que son pays avait eu besoin de l'aide américaine en 1945, l'aide européenne était aujourd'hui clairement nécessaire pour les Balkans. Selon lui, une « sorte de Plan Marshall » devait être mis sur pied pour démocratiser et reconstruire cette région. C'est donc dans cet esprit que le gouvernement allemand avait lancé l'idée d'un « Pacte de stabilité » dont l'objectif était de proposer une échappatoire aux « nationalismes fanatiques qui, après les dures expériences de ce siècle, avaient à nouveau plongé la région dans le malheur ». Finalement, Schröder prenait à partie Gregor Gysi et le PDS qu'il taxait d'être la « cinquième colonne » de Belgrade en raison de la récente rencontre entre le chef des néocommunistes allemands et Slobodan Milosevic¹¹⁵.

¹¹⁵ Gerhard Schröder, « Abgabe einer Regierungserklärung des Bundeskanzlers. Aktuelle Lage im Kosovo », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 32. Sitzung. Bonn, 16 avril 1999, p. 2620-2623.

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères débutait son intervention par une tirade adressée au même Gysi qui, cette fois, se voyait accusé d'être le « blanchisseur d'un nouveau fascisme ». Pour le premier diplomate allemand, les néocommunistes ne tenaient pas compte des valeurs sur lesquelles reposait l'Europe depuis 1945, c'est-à-dire « la démocratie, la paix et la primauté du droit ». Aux yeux du vice-chancelier, ces valeurs constituaient bien la « réponse » des Européens devant « la plus effrayante guerre du continent, mais aussi du passé », conflit dont l'Allemagne portait la « responsabilité ». Or selon lui, cette réponse tenait lieu de pierre d'assise de la « paix durable » et de « cinq décennies » d'intégration européenne. Après avoir rappelé les 200 000 morts issus des conflits yougoslaves depuis 1989, le ministre en attribuait la responsabilité principale à ce qu'il qualifiait de « forme brute de fascisme » et de « peste du passé européen », c'est-à-dire le « nationalisme panserbe » (« *einen großserbischen Nationalismus* »). Tout comme l'avait autrefois fait le « nationalisme pangermaniste », celui-ci prônait la suprématie de son propre peuple et, par conséquent, l'expulsion, l'oppression et le massacre des peuples tiers. Cette tâche revenait aux « unités spéciales » serbes – que Fischer, de son propre aveu, était à un cheveu de qualifier d'*Einsatzgruppen*¹¹⁶ – qui recouraient à la « déportation », insistait-il en répétant le terme. Pour le ministre, il était donc impératif de ne pas « se mettre à genoux devant une politique de nettoyage ethnique » qui « devait et allait appartenir au passé », ajoutait-il du même souffle¹¹⁷.

De son côté, Peter Struck, le président du groupe parlementaire social-démocrate, y allait d'une intervention insistant particulièrement sur la nature du pouvoir de Slobodan

¹¹⁶ Les *Einsatzgruppen* (littéralement « groupe d'intervention ») s'avéraient en réalité des bataillons de police constitués par le régime national-socialiste pour procéder au rassemblement et à l'élimination physique des partisans, des Juifs et, de façon générale, de tout opposant de l'Allemagne hitlérienne dans les territoires conquis d'Europe de l'Est. Au même titre que les SS et la Wehrmacht, ces bataillons y ont évidemment commis des crimes de guerre, un phénomène fort bien étudié par : Christopher Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994. Sur le même sujet, on consultera aussi le beaucoup plus controversé : Daniel J. Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Seuil, 1997.

¹¹⁷ *VdDB*, 14. Wahlperiode, 32. Sitzung. Bonn, 16 avril 1999, p. 2638-2641.

Milosevic. Il affirmait : « à la fin de ce siècle riche en horreurs, un dictateur fou et obsédé par le pouvoir cherche à nouveau à expulser ou à éliminer l'ensemble d'une population ethnique afin d'en arriver à son objectif raciste d'une Serbie ethniquement pure ». Selon Struck, les trois guerres menées depuis 1989 par Milosevic en Slovénie, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine poursuivaient cet objectif de même que le plan d'expulsion appelé « fer à cheval » (« *Vertreibungsplan Hufeisen* ») qui avait été mis en application dès le début de l'automne 1998¹¹⁸. Après avoir décrit avec force détails la manière dont se produisaient les expulsions dans les villages kosovars et la misère des expulsés se cachant dans les forêts, Struck demandait à ceux qui, à l'instar de Gregor Gysi, critiquaient l'intervention de l'OTAN de regarder les images du conflit au Kosovo en face, cela afin d'éviter que quiconque puisse affirmer « que l'on ne savait pas » ce qui s'y passait. « Tout cela a [un lien] à voir avec les expériences en Bosnie et avec ce que nous avons déjà vécu dans le passé », ajoutait-il pour justifier son point de vue¹¹⁹.

D'autres membres de la coalition intervenaient aussi pour attribuer une certaine légitimité à la politique du gouvernement en recourant à des éléments de la mémoire collective. Par exemple, Eberhard Brecht, député social-démocrate, déclarait que dans tout le débat allemand concernant le Kosovo, au-delà des questions de droit international et d'efficacité de l'intervention de l'Alliance, c'était « la question de la légitimation morale » qui importait le plus. Il affirmait :

« Ici se heurtent les deux expériences fondamentales tirées par les générations de l'après-guerre : l'une veut que les Allemands ne doivent jamais plus participer à une guerre. L'autre veut qu'il ne faille jamais plus ignorer ce qui rappelle Auschwitz, Majdanek ou un autre camp de concentration. Il faut les [ces expériences] prendre très au sérieux parce qu'elles proviennent d'une consternation personnelle. J'ai cependant peu de compréhension pour cette consternation, lorsque les opposants des attaques de l'OTAN – une partie du mouvement pacifiste au sein du PDS – critiquent l'OTAN, mais n'évoquent pas une seule fois, les expulsions et les affreux massacres perpétrés par Milosevic et sa soldatesque¹²⁰ ».

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 2627-2628.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 2645-2648.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 2655.

Chez les verts, Rezzo Schlauch, y allait d'un discours rappelant l'importance de justifier la politique du gouvernement devant les critiques dont il reconnaissait que plusieurs provenaient de son propre camp. Selon le président du groupe parlementaire des verts, la Bosnie ainsi que les accords passés entre Slobodan Milosevic et le président russe Boris Eltsine, puis entre Slobodan Milosevic et l'ambassadeur extraordinaire des États-Unis Richard Holbrooke, avaient fort bien démontré que le dictateur serbe n'était pas un homme de parole, celui-ci ayant à chaque fois violé les accords fraîchement signés. Le député reprenait ensuite l'analyse maintes fois proposée par son collègue Fischer selon laquelle, au Kosovo comme en Bosnie, les racines du conflit prenaient leur source dans « un nationalisme débridé » dont « on croyait en principe depuis longtemps qu'il appartenait à l'Histoire ». Schlauch poursuivait en proclamant :

« [...] nous avons toujours défendu la proposition “jamais plus de guerre”, ce par quoi nous voulions naturellement aussi dire : “plus jamais de génocide”. En se comportant de façon criminelle, Milosevic a mis en pièces (« zerreißt ») l'identité de ces deux principes. Nous devons reconnaître que, dans ce cas, la mise en application du principe ‘plus jamais de génocide’ ne peut malheureusement être réalisée que par les seuls moyens militaires »¹²¹.

Pour sa part, les deux principaux partis de l'opposition officielle continuaient d'appuyer la politique de la coalition rouge-vert au pouvoir, mais cette fois, en recourant eux aussi à la mémoire pour justifier cette position. Le président du groupe parlementaire CDU/CSU, Wolfgang Schäuble, commençait par mettre en garde ceux qui étaient tentés de faire des « parallèles » entre ce qui se passait au Kosovo et l'histoire de la première moitié du XX^e siècle. D'abord, l'enjeu de la campagne de l'OTAN – Schäuble se refusait tout comme le gouvernement à admettre qu'il s'agissait là d'une guerre – n'était pas lié aux « sphères d'influence dans les Balkans comme au début de la Première Guerre mondiale », mais plutôt à la nécessité de mettre fin aux massacres et expulsions. Ensuite, dans cette tâche, l'Allemagne n'était nullement isolée, car, bien au contraire, elle effectuait sa « contribution à l'intégration et à la responsabilité internationales, ni plus, ni moins ». Enfin, si « l'indignation » à l'égard des crimes commis par le régime de

¹²¹ *Ibid.*, p. 2632-2634.

Milosevic demeurait « justifiée », il ne fallait pas pour autant faire une comparaison avec Hitler, car cela était « non seulement historiquement faux, mais en outre dangereux ». De même, Schäuble mettait en garde contre toute tentative de comparaison entre les massacres et expulsions qui se déroulaient au Kosovo et ce qu'il appelait sans le nommer « l'incomparable ». Malgré ces avertissements contre l'instrumentalisation du passé, le politicien chrétien-démocrate n'arrivait pas plus que ses collègues du gouvernement à en éviter les travers. Il rappelait ainsi qu'au terme de cinquante années d'existence marquée par la paix et la liberté, l'OTAN se voyait obligée de recourir aux armes pour la première fois en raison d'expulsions, de nettoyage ethnique et de génocide se déroulant en plein cœur de l'Europe. Il poursuivait en clamant :

« Pour nous Allemands, la participation aux actions de l'OTAN est un des pas les plus difficiles que nous ayons fait depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais ce n'est pas en premier lieu à notre responsabilité devant l'Histoire que nous le devons. Nous le devons à la solidarité avec nos alliés. Avant tout, nous le devons à notre avenir afin que massacres et expulsions n'aient plus de chance et que toutes les chances incombent plutôt aux droits humains, à la paix et à la liberté ».

Enfin, face au « génocide » ayant cours au Kosovo, il rappelait que devant « les leçons de ce siècle » et parce qu'il ne fallait « plus jamais détourner le regard », la communauté internationale ne pouvait reculer devant une intervention sous prétexte qu'il s'agissait d'une ingérence dans les affaires intérieures d'un État¹²². Pour sa part, Edmund Stoiber, le ministre-président chrétien-social de Bavière insistait surtout sur le fait que l'OTAN constituait « une communauté de valeurs » cherchant à rétablir les « principes humanitaires » au Kosovo. « À cause de notre responsabilité devant l'Histoire, poursuivait-il, nous Allemands, savons tout particulièrement que ceux qui ne respectent pas ces valeurs et qui n'accordent pas d'importance à l'humanité, la tolérance et la vie des hommes, ne peuvent avoir les mains libres ». Stoiber rappelait ensuite la contribution de l'Alliance atlantique à la sécurité de l'Allemagne du temps de la guerre froide, du blocus de Berlin et de la construction du Mur, solidarité qui expliquait aujourd'hui que son pays demeure solidaire dans le contexte du Kosovo. Selon lui, faute d'une intervention militaire, l'Europe verrait sa « crédibilité et son identité en tant que

¹²² *Ibid.*, p. 2623-2627.

continent » menacées puisque « les leçons de l'Histoire » du XX^e siècle exigeaient qu'elle protège « la paix et les droits humains »¹²³.

À son tour, Wolfgang Gerhardt, président du groupe parlementaire libéral, rappelait une idée autrefois formulée par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher. Pour Genscher, la « conséquence morale de l'histoire de la guerre fratricide européenne » avait été l'édification de la CE qui visait à rendre impossible toute guerre entre les États la composant. Selon Gerhardt, « l'Union européenne existait, car il y a eu des hommes qui n'avaient pas seulement des connaissances historiques livresques d'Hitler et de Staline et qui ne voulaient plus jamais que les vieux démons se réveillent à nouveau sur ce continent [...] ». Parce que l'Europe vivait « actuellement une telle situation », il ne fallait pas demeurer inactif devant Milosevic et il fallait se tenir prêt à aider les Balkans « lorsque tout serait fini », exactement comme les Allemands avaient eu la chance d'être aidés après 1945¹²⁴.

Évidemment, au vu et au su des « dommages collatéraux » causés par trois semaines de bombardements, l'opposition du PDS et de quelques députés verts n'avait pas faibli, tant s'en faut. Bien sûr, le président du groupe parlementaire néocommuniste, Gregor Gysi, ne se départissait pas non plus de sa rhétorique fondée sur l'idée que le droit international devait être préservé devant la « guerre d'agression » menée par l'OTAN. Il ajoutait toutefois à cet argumentaire traditionnel, l'idée qu'un des éléments du traité « 2+4 » de 1990, en l'occurrence celui stipulant que l'Allemagne ne devait jamais plus mener une guerre, avait été violé. En même temps, le député demandait que soit cessée « l'utilisation des symboles (« *Begriffe* ») “Auschwitz” et “Hitler” » qui, selon lui,

« [...] minimisait du coup l'histoire allemande seulement dans le but d'en obtenir une justification propre. Les expulsions sont déjà suffisamment graves. Les massacres et les morts aussi. Pourquoi devoir utiliser un autre vocabulaire seulement afin de prouver que les crimes allemands ne sont pas singuliers ? [...] Les Juifs, les Tziganes, les Romanichels n'ont pas été expulsés, mais ont été amenés à Auschwitz. Aussi dure que soit l'expulsion, je crois que s'ils avaient

¹²³ *Ibid.*, p. 2642-2645.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 2629-2632.

été expulsés vers un autre pays, cela ne serait pas aujourd'hui un sujet, ainsi qu'il l'est parce qu'ils ont été menés aux chambres à gaz ».

Pour clore son argumentation, Gysi affirmait aussi que les « puissances victorieuses » de la Seconde Guerre mondiale avaient elles aussi décidé de procéder à des expulsions touchant les Allemands de Prusse orientale notamment, ce qui prouvait que les expulsions ne constituaient pas l'affaire des seuls « fascistes »¹²⁵. Aux côtés de Gysi, se trouvaient notamment Annelie Buntenbach et quelques députés verts au nom desquels elle intervenait devant le Parlement. Après avoir demandé une nouvelle fois la fin des bombardements et la reprise des négociations, la députée affirmait craindre que les l'intensification des « attaques aériennes » n'engendre une escalade de la violence menant à l'intervention de soldats de l'armée de terre. De ce point de vue, les « responsabilités historiques » de son pays exigeaient « de tout faire pour qu'il n'y ait jamais plus d'intervention de troupes terrestres en Yougoslavie »¹²⁶.

Dans le cadre du débat du 15 avril, la quasi totalité des intervenants faisait donc massivement appel à des éléments de mémoire. Pour les membres du gouvernement et les députés de la coalition, il s'agissait surtout de convaincre les pacifistes récalcitrants du SPD, des verts et de l'opinion publique de la nécessité de la campagne de bombardements. Pour ce faire, ils recouraient essentiellement à la mémoire des crimes nazis, des guerres du XX^e siècle ainsi que de la construction européenne. De leur côté, les députés libéraux et chrétiens-démocrates utilisaient aussi le souvenir du nazisme et des guerres de la première moitié du XX^e siècle, mais y ajoutaient aussi celui de la solidarité alliée pendant la guerre froide. Quant à eux, en recourant à la mémoire, les néocommunistes cultivaient sans aucun doute deux objectifs. D'une part, ils cherchaient certainement à présenter leur parti comme la seule option pacifiste radicale de l'échiquier politique allemand et à tirer ainsi profit de la déception de pacifistes verts et

¹²⁵ *Ibid.*, p. 2634-2641.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 2653.

sociaux-démocrates, en particulier chez les Allemands de l'Est¹²⁷. D'autre part, ils tentaient peut-être de se gagner la sympathie de certains des expulsés allemands de l'après-guerre dont plusieurs cherchaient à tirer profit de la médiatisation de l'expulsion des Albanais du Kosovo pour mousser leurs propres revendications¹²⁸. Enfin, comme lors de la séance du 26 mars précédent, les verts dissidents constituaient l'exception puisqu'ils ne recouraient à la mémoire que pour réitérer l'importance d'en revenir à la doctrine Kohl abandonnée en 1995. Ce-faisant, cette minorité continuait, comme le rappelle Heinrich August Winkler, de croire que le passé allemand prescrivait éternellement un rôle particulier pour l'Allemagne sur la scène internationale¹²⁹.

Le même jour, l'hebdomadaire libéral *Die Zeit* publiait une entrevue accordée par le ministre des Affaires étrangères, entrevue dans laquelle il développait davantage ses propos concernant la guerre au Kosovo. Après avoir rappelé que, selon lui, l'Europe menait pour la province de Serbie une guerre à l'encontre de « l'Europe du passé », du « nationalisme » et de la « politique de la guerre ethnique », Fischer insistait sur le fait que l'intégration européenne avait été la « réponse aux deux grands totalitarismes » du XX^e siècle et à « l'incapacité des États nationaux à atteindre l'équilibre des puissances sans recourir à la guerre ». Pressé par les journalistes lui demandant de s'exprimer sur l'idée que « l'expérience [historique] allemande » engendrait des conclusions contradictoires, et probablement échaudé par les critiques qui l'avaient accusé de jouer

¹²⁷ Voir Adrian Hyde-Price, « Germany and the Kosovo War: Still a Civilian Power? », dans Douglas Webber, dir. « New Europe, New Germany, Old Foreign Policy? German Foreign Policy Since Unification », Special Issue, *German Politics*, volume 10, numéro 1, avril 2001, p. 25-27.

¹²⁸ De fait, à partir du début d'avril 1999, la recrudescence des expulsions d'Albanais par les Serbes eut pour effet d'engendrer un flot continu de courrier de lecteurs – en particulier au sein de la presse conservatrice traditionnellement plus sensible à leurs revendications – faisant le parallèle entre l'expulsion qu'ils avaient vécu à la fin de la Seconde Guerre mondiale ou dans l'immédiat après-guerre et l'expérience des Albanais en 1998-1999. Voir à titre d'exemples seulement : Karl Grund, « Milosevic hat es von Benes gelernt », *FAZ*, 8 avril 1999, p. 12; Roland Schnürch, « Die unerwähnt bleibenden Vertreibungen », *FAZ*, 12 avril 1999, p. 12; Josef Joachim Menzel, « Milosevic und Benes (II) », *FAZ*, 13 avril 1999, p. 15; et Rudolf Kokorsch, « Hingenommene ethnische Säuberung 1945 », *FAZ*, 13 avril 1999, p. 15.

¹²⁹ Heinrich August Winkler, *Der lange Weg nach Westen. Deutsche Geschichte vom « Dritten Reich » bis zur Wiedervereinigung*, volume II, München, C.H. Beck Verlag, 2002, p. 630.

dangereusement avec l'histoire allemande¹³⁰, Fischer y allait de la prudente réponse suivante : « que 'jamais plus une guerre ne soit issue du sol allemand' constitue un fondement historique du pacifisme. 'Plus jamais d'Auschwitz' est la mise en garde historique visant à prévenir le *commencement* d'un *possible* génocide. Il s'agit pour moi, sans pour autant mettre d'aucune manière sur un pied d'égalité la catastrophe au Kosovo et Auschwitz, de l'une des raisons de ma position ». Il précisait ensuite : « Auschwitz n'est aucunement comparable avec la politique serbe. Mais qu'un peuple soit expulsé par des moyens barbares, que soit menée une guerre ethnique, qu'une identité culturelle doive être détruite, cela est inacceptable. Pour en faire un génocide, il ne manque ensuite qu'un petit pas »¹³¹.

Quelques jours plus tard, le ministre de la Défense effectuait, devant la Société germano-atlantique de Bad-Godesberg, un discours dans lequel il défendait évidemment l'intervention de l'OTAN au Kosovo. Pour Scharping, ce qui s'y déroulait répondait à tous les critères de la convention de l'ONU, convention établie en 1948 pour prévenir de nouveaux génocides après « l'horrible expérience » que les nazis avaient fait subir à leurs victimes. En outre, le politique évoquait le souvenir de l'été 1995, alors que des troupes de l'ONU avaient été prises en otages puis enchaînées et que les troupes serbes déportaient et internaient des Musulmans bosniaques. « [...] ce qui autrefois s'est produit à Srebrenica et en d'autres lieux, est demeuré jusqu'à nos jours le signe d'un génocide de fin de siècle se déroulant en plein cœur de l'Europe ». Dans ce contexte, et rappelant que Belgrade avait conduit des guerres contre la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine puis le Kosovo, le chef politique de la Bundeswehr estimait que

¹³⁰ Consulter notamment à cet égard l'intervention, examinée ci-haut, de Wolfgang Schäuble lors du débat du 15 avril.

¹³¹ Fischer, « 'Serbien gehört...' », *loc. cit.* (Nous soulignons) Dans une autre entrevue accordée le même jour à la *taz*, le ministre réitérait ses propos : « [...] ce que cultive Milosevic est une politique nationale-raciste, c'est une forme brute et barbare de fascisme. Pour qu'il y ait là un génocide, il ne manque qu'un petit pas. En Bosnie, il faut le reconnaître, ce petit pas fut autrefois franchi ». Joschka Fischer. « 'Es ist eine barbarische Form des Faschismus' », *taz*, numéro 5811, 15 avril 1999, p. 3.

l'OTAN ne pouvait faire autrement que de tenter de prévenir une « catastrophe humanitaire »¹³².

Le 16 avril, Berlin lançait donc officiellement une initiative visant à relancer les négociations diplomatiques avec Belgrade. Ce plan de paix demandait notamment : 1) la fin des actions militaires de l'OTAN, de l'UCK et des forces yougoslaves; 2) le retrait des forces serbes du Kosovo; 3) le retour des expulsés et réfugiés; 4) la présence d'une force de paix internationale placée au Kosovo sous l'égide de l'OTAN; et 5) la liberté d'accès pour les organisations d'aide humanitaire. Durant les semaines suivantes, la RFA multiplia les démarches diplomatiques en Russie et aux États-Unis tout en faisant la promotion de l'utilisation du G-8 comme cadre de discussion¹³³.

3.2 Un pacifisme à la hausse... mais somme toute maîtrisé

Fidèle à la tradition pacifiste développée depuis 1945, tradition qui s'était notamment exprimée par de fortes manifestations opposées à la guerre du Vietnam et au déploiement des missiles américains Pershing durant les décennies précédant l'unification, on ne fut pas surpris de voir le mouvement pacifiste s'exprimer fortement contre une participation allemande à la guerre du Golfe en 1991. Cependant à la fin de mars 1999, au même titre que lors des deux premières guerres yougoslaves et qu'au moment de la crise somalienne, la participation de la RFA aux bombardements du Kosovo avait peine à susciter une opposition digne de ce nom. À telle enseigne qu'un observateur se sentait en droit d'affirmer que « le pacifisme allemand s'avérait la dernière victime de la chute du Mur »¹³⁴. En effet, hormis le PDS et une certaine frange pacifiste du BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN et du SPD, la majorité de la société allemande

¹³² Rudolf Scharping, « Das transatlantische Bündnis auf dem Weg in das 21. Jahrhundert », *Bulletin*, Bonn, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 18, 21 avril 1999, p. 186-192.

¹³³ « Die Initiative der deutschen Bundesregierung für Kosovo vom 16. April 1999 », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 5, mai 1999, p. 135-136; « Diplomatisch aktiv », *FAZ*, 15 avril 1999, p. 16; et « Deutscher Friedensplan begrüsst », *FAZ*, 16 avril 1999, p. 2.

¹³⁴ Stephan Speicher, *Berliner Zeitung*, 25 mars 1999, p. 6. Cité par Lantis, *op. cit.*, p. 5. (le titre de l'article de Speicher est omis par Lantis)

appuyait la politique du gouvernement Schröder¹³⁵. De façon analogue à la situation qui prévalait dans les autres pays européens, seule l'éventualité d'une contribution allemande à une opération au sol se voyait fortement rejetée par l'ensemble de la société et des partis politiques¹³⁶. Cette évolution de la société allemande s'expliquait parce que, depuis Srebrenica une part importante des pacifistes avait suivi Joschka Fischer, lequel soutenait qu'il ne suffisait plus de dire « plus jamais la guerre ! » et qu'il fallait plutôt dorénavant clamer « plus jamais d'Auschwitz ! », signifiant par là que l'Allemagne se devait d'agir en cas de crise humanitaire ou de génocide¹³⁷. Ce faisant, le ministre des Affaires étrangères avait contribué à neutraliser une grande partie du mouvement pacifiste. En ce sens, le fait que ce fut un gouvernement social-démocrate et vert qui ait participé à la première guerre de l'histoire de l'OTAN, constituait sans conteste une « rupture dans l'histoire de la gauche » allemande¹³⁸.

Néanmoins, au mois d'avril 1999, l'apparente inefficacité des bombardements visant à faire fléchir le régime Milosevic, couplée à l'augmentation importante du nombre de réfugiés albanophones et à la nature de plus en plus douteuse des cibles visées par l'OTAN eut pour effet de réduire le soutien des Allemands à l'égard des frappes aériennes. Ainsi, entre la mi-avril et la fin du mois, le taux de l'opinion publique allemande favorable aux bombardements passa de 66 % à 56 % selon des sondages. De même, la proportion des gens interrogés s'opposant aux frappes augmenta de 10 % pour s'établir à 39 %¹³⁹. Évidemment, une intervention au sol de la Bundeswehr demeurerait toujours exclue pour une forte majorité (64 %) des Allemands¹⁴⁰. Encore mieux, dans un autre sondage d'avril qui discriminait l'opinion des Wessis et celle des Osis, force était de constater qu'il y avait, une fois de plus, un gouffre entre ce que pensait chacun des

¹³⁵ Huwe, *loc. cit.*, p. 33 et Ross, *loc. cit.*

¹³⁶ Simon Duke, Hans-Georg Ehrhart et Mathias Karadi, « The major European allies: France, Germany, and the United Kingdom », dans Schnabel et Thakur, dir., *loc. cit.*, p. 133-134.

¹³⁷ Pour la position de Fischer lui-même à ce sujet, on consultera l'entrevue qu'il a accordée à la *taz* après la guerre du Kosovo : Joschka Fischer, « 'Ich fühle mich nicht als Sieger des Krieges' », *taz*, numéro 5889, 19 juillet 1999, p. 2-3.

¹³⁸ Eckhard Fuhr, « Die neue Linke », *FAZ*, 10 mai 1999. Cité par Ackermann, *op. cit.*, p. 50-51.

¹³⁹ Sondages cités dans « Hintergrundinformationen... », *loc. cit.*, p. 25.

¹⁴⁰ Sondage Emnid cité dans « Stichworte zur... », *loc. cit.*, p. 12.

groupes. Si 66 % des Allemands de l'Ouest appuyaient la politique du gouvernement à l'endroit du Kosovo, uniquement 27 % de leurs compatriotes est-allemands faisaient de même¹⁴¹. Cet écart montrait à nouveau, si besoin était, que la socialisation de l'époque de la guerre froide exerçait encore ses effets, notamment par l'entremise de mémoires différentes selon qu'on avait été éduqué en RFA ou en RDA. Parallèlement à cette évolution de l'opinion publique, le pacifisme reprenait progressivement de la vigueur au sein des deux partis de la coalition rouge-vert, en particulier chez les verts et, bien entendu, avec davantage de force dans les cinq nouveaux Länder.

Les 4 et 5 mai, le Bundestag se trouvait à nouveau réuni pour une séance de délibérations budgétaires au cours de laquelle, la question du Kosovo allait demeurer un sujet de prédilection, encore qu'elle suscitait moins de passions que lors de la séance de la mi-avril. Désormais sûrs de l'appui de la base militante du SPD depuis le congrès du 12 avril, les principaux représentants du Parti qui allaient intervenir dans le débat, en l'occurrence le chancelier Schröder et le président du groupe parlementaire Struck, ne ressentaient plus le besoin d'employer des arguments tirés de la mémoire collective afin de justifier la participation de l'Allemagne aux bombardements de l'OTAN. Le chef du gouvernement se contentait ainsi de faire une brève allusion à l'expérience bosniaque afin de rejeter du revers de la main la proposition de ceux qui désiraient voir cesser les bombardements pour faire place à des casques bleus de l'ONU envoyés au Kosovo dans le but de s'interposer entre les Serbes et les Albanais¹⁴². De son côté, Struck soulignait que plus de un million d'Albanais du Kosovo avaient jusque-là été chassés de chez eux par les forces serbes mettant en œuvre la « meurtrière guerre d'expulsion du dictateur Milosevic ». Après avoir rappelé que les accords de Dayton avaient aidé la Bosnie-Herzégovine, mais non le Kosovo, il insistait sur l'importance, une fois jugulé le « génocide des Kosovars », d'établir des liens entre les pays des Balkans et l'UE. Il

¹⁴¹ Elisabeth Noelle-Neumann et Renate Köcher, dir., *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1998-2002. Band 11*, München, K.G. Saur, 2002, p. 988.

¹⁴² « Zweite Beratung des von der Bundesregierung eingebrachten Entwurfs eines Gesetzes über die Feststellung des Bundeshaushaltsplans für das Haushaltsjahr 1999 (Haushaltgesetz 1999) », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 38. Sitzung, Bonn, 5 mai 1999, p. 3096.

poursuivait en rappelant que l'intégration européenne avait pris forme au terme de deux Guerres mondiales « parce que l'on voulait tirer les leçons de la barbarie d'Hitler ». C'était donc en réponse « au génocide, aux expulsions et à la guerre » qu'avait été établie la Communauté européenne. Par conséquent, il fallait aujourd'hui ouvrir la perspective d'une telle « réconciliation » pour les Balkans¹⁴³.

Chez les verts, lesquels se trouvaient à quelques jours de leur congrès extraordinaire, Joschka Fischer agissait comme toujours, à titre de chef de file en s'inspirant de la mémoire pour justifier l'action de son gouvernement. Il rappelait d'abord que « dix années de politique d'apaisement » en Yougoslavie, dues au principe de non-intervention, avaient mené l'ONU à une « crise substantielle ». Le ministre croyait aussi bon de remémorer que les « havres de sécurité » instaurés par le conseil de sécurité de l'ONU n'avaient pas été en mesure d'empêcher que 6 000 à 7 000 hommes ne soient massacrés à Srebrenica. De son point de vue, les 200 000 morts de Bosnie, « les viols collectifs de femmes », l'apparition de « camps de concentration », la « politique barbare d'expulsion » et la « politique d'extermination des musulmans » qui y avaient eu lieu s'étaient avérés les conséquences d'une politique cherchant à tout prix à éviter l'intervention militaire. Fischer poursuivait en y allant ensuite d'une longue tirade contre une politique serbe menée depuis 1991-1992, politique qu'il qualifiait de « nationaliste-raciste » (« *völkische* »). Selon ses dires, cette politique se basait sur la conviction que la nation serbe était supérieure et permettait non seulement la discussion sur la nécessité de combattre un autre peuple pour une question d'espace vital (« *Lebensraum* »), mais avait tenté de « l'appliquer par les moyens les plus brutaux ». Le vice-chancelier poursuivait plus loin en affirmant :

« La grande tragédie – cela on peut aussi justement l'apprendre de l'histoire allemande – est donc que chaque fois que le nom d'un peuple est associé de manière excessive à un programme nationaliste et se voit affublé du qualificatif 'grand', les choses se déroulent toujours comme en Yougoslavie aujourd'hui. Chez nous cela s'appela 'Grande Allemagne'. Avec quelles terribles conséquences pour notre pays ! Quand j'entends 'Grande Serbie' ou encore

¹⁴³ VdDB, 14. Wahlperiode, 38. Sitzung. Bonn, 5 mai 1999, p. 3074-3076.

quelque autre qualificatif nationaliste que ce soit de rattaché au nom d'un État, alors je sais toujours et déjà que cela mène à l'autodestruction d'un peuple ».

Pour sortir de cette logique, il fallait, d'après le premier diplomate allemand, amener les pays des Balkans vers l'intégration européenne, ce qui s'avérait le but de Pacte de stabilité qu'il avait proposé pour l'Europe du Sud-Est. Fischer résumait ses propos en affirmant : « Il n'en va pas pas uniquement de l'effroyable destin des victimes de meurtre et des réfugiés. C'est aussi parce qu'il en va de savoir si, dans cette région, c'est l'Europe de l'intégration ou celle du passé qui déterminera l'avenir »¹⁴⁴. De même, sa collègue de parti, Kerstin Müller, affirmait qu'en dépit des questions entourant les bombardements de l'OTAN, la seule stratégie possible demeurait celle que le gouvernement avait choisie, c'est-à-dire la poursuite des bombardements et la relance simultanée des négociations diplomatiques. Toute cessation unilatérale des bombardements ne pouvant, au dire de la députée, que mener à une seconde Bosnie et potentiellement, « à l'extension de la guerre »¹⁴⁵. Finalement, une autre députée du Parti vert, Antje Hermenau, effectuait une courte intervention dont l'objectif était de critiquer les positions affichées par le PDS et son représentant Gregor Gysi en particulier. En fait, Hermenau accusait Gysi d'être un pacifiste de circonstance en raison des élections à venir dans les cinq nouveaux Länder. En ce sens, elle l'accusait de chercher à exploiter la situation en s'en remettant aux vieux schèmes de pensée issus de la guerre froide et stigmatisant « l'Amérique et l'OTAN ». Enfin, selon la députée, les idées du dirigeant néocommuniste souffraient d'inconséquence puisqu'il avait autrefois appuyé des interventions militaires à l'étranger, notamment lors de « guerres de libération » se déroulant au Tiers-Monde¹⁴⁶.

Au sein de l'opposition, les chrétiens-démocrates et les libéraux se contentaient essentiellement, sans faire appel à la mémoire toutefois, de rappeler par la voix de leurs représentants respectifs, Wolfgang Schäuble et Jürgen Koppelin, qu'ils appuyaient la

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 3136-3140.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 3089-3090.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 3095.

politique du gouvernement concernant le Kosovo¹⁴⁷. Par contre, il en allait évidemment tout autrement pour les néocommunistes. Ainsi, après avoir émis ses habituelles critiques concernant la « guerre d'agression » violant le droit international et touchant au premier chef les civils serbes et albanais, Gysi répondait à ses détracteurs en se défendant d'être un pacifiste et d'avoir employé des « arguments pacifistes ». Il affirmait ainsi s'être toujours opposé aux interventions militaires violant le droit international et donnait les exemples des interventions de l'URSS en Afghanistan et du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. De son point de vue, il avait toujours estimé légitime le recours à la violence par un peuple désireux de chasser un dictateur et avançait l'exemple des Chiliens et de Pinochet. Selon cette logique, il revenait ainsi au peuple serbe de chasser Milosevic, car il s'agissait purement d'une affaire intérieure yougoslave¹⁴⁸. Son collègue Winfried Wolf répondait lui aussi aux accusations selon lesquelles le PDS véhiculait de vieux modes de pensée issus de la guerre froide. Selon ses dires, Wolf se dressait ainsi contre l'intervention de l'OTAN au même titre qu'il s'était autrefois opposé aux interventions au Vietnam, en Afghanistan et en Tchécoslovaquie¹⁴⁹.

En somme, au début de mai, il ne restait plus que deux partis qui sentaient clairement le besoin de recourir à la mémoire collective pour justifier leurs positions respectives : les verts et les néocommunistes. Ce résultat, *a priori* surprenant, s'explique certainement par le fait que la politique défendue par les dirigeants des verts se heurtait chaque jour davantage aux critiques provenant de la base du Parti, de députés et parfois même du ministre fédéral de l'Environnement, Jürgen Trittin. De fait, la situation s'avérait fort délicate, la survie des verts étant carrément menacée, sans parler de celle de la coalition gouvernementale¹⁵⁰. En effet, bien que le BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN n'ait obtenu que 6,7 % des voix aux élections de septembre 1998, sa présence était vitale pour que le gouvernement conserve sa majorité au Bundestag et demeure par le fait même au

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 3104 et 3153.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 3091-3095.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 3158-3161.

¹⁵⁰ Jochen Buchsteiner, « Edel leiden », *Die Zeit*, numéro 18, 29 avril 1999.

pouvoir¹⁵¹. Le problème était que la politique du gouvernement violait l'un des éléments du programme électoral du Parti, à savoir l'interdiction de recourir à la force pour instaurer la paix. Si, au départ, la plupart des membres avaient accepté avec réticence de soutenir la politique de Fischer, l'opposition semblait prendre de la vigueur au fur et à mesure que l'OTAN accélérât les bombardements sans pour autant que l'objectif principal, à savoir la fin des expulsions des Albanais, soit atteint bien au contraire. Sans même parler de l'idée d'une intervention au sol, les frappes dirigées contre les cibles civiles en Serbie suscitaient en particulier les foudres des éléments les plus pacifistes des verts qui demandaient de mettre immédiatement fin et sans condition aucune, aux bombardements de l'OTAN¹⁵². Or, tant que le congrès extraordinaire du 13 mai – dont la finalité allait être de débattre de la politique du Parti vis-à-vis du Kosovo – n'était pas chose du passé, ses dirigeants ne pouvaient être certains de l'issue d'un débat dont l'ultime conséquence pourrait être la fin de leur exercice du pouvoir sur la scène fédérale. Il s'agissait bien là du cœur d'un enjeu qui n'était pas sans rappeler que les verts avaient, au milieu des années 1990, entamé une évolution de leur position en matière de politique étrangère avec justement, pour objectif premier de pouvoir un jour accéder à la gouverne du pays¹⁵³, ce qu'ils avaient réussi pour la première fois aux élections de septembre 1998.

Quant aux néocommunistes, au début de mai 1999, ils continuaient sans aucun doute à tenter de profiter de l'insatisfaction des pacifistes déçus par la politique de la coalition rouge-vert pour tenter de les rallier à leur camp et faire le plein de nouveaux membres en vue des prochaines élections dans les Länder. Pour ce faire, l'utilisation d'arguments mémoriels se rapprochant de ceux des verts insatisfaits constituait le véhicule logique à prendre dans les circonstances et auquel s'ajoutait leur thèse stipulant que l'Alliance

¹⁵¹ Le système politique allemand est ainsi fait, avec les éléments de la représentation proportionnelle, qu'il est difficile pour l'un des deux grands partis (le SPD et la CDU/CSU) d'obtenir une majorité absolue au Bundestag (ce qui arriva tout de même en 1957-1961 avec le troisième gouvernement chrétien-démocrate de Konrad Adenauer). Il s'ensuit que pour gouverner, les grands partis doivent ou bien s'associer (ce qui ne s'est produit qu'une fois, entre 1966 et 1969) ou encore former une coalition avec un plus petit parti (le FDP ou le BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN).

¹⁵² Lantis, *op. cit.*, p. 155.

¹⁵³ Meyer, *loc. cit.*, p. 47-50.

menait une guerre d'agression contre la Yougoslavie et violait par le fait même le droit international.

En outre, il faut dire que ces protestations de la part du PDS et des verts en rupture avec la politique de leur Parti ne pouvaient qu'être renforcées par le fait que certains observateurs importants des affaires internationales en Allemagne – observateurs qui sans l'ombre d'un doute, ne pouvaient être taxés de néocommunistes ou de pacifistes radicaux – dénonçaient l'instrumentalisation de la mémoire de la Shoah par certains membres du gouvernement. Ainsi, dès le 17 avril, Frank Schirmmacher dénonçait cette tendance dans un article de la *FAZ*¹⁵⁴. Le 4 mai, c'était au tour de Josef Joffe de faire de même dans un éditorial de la *SZ* en écrivant : « il faut aussi arrêter de mettre à contribution Auschwitz. Trois arguments suffisent [pour justifier la politique yougoslave du gouvernement] : des assassinats et expulsions en plein cœur de l'Europe signifient une rupture avec la civilisation avec laquelle l'Europe ne peut pas vivre davantage qu'avec un Mussolini en puissance (« *Möchtegern-Mussolini* ») qui, depuis 1989, sème la haine et la mort chez ses voisins. [...] »¹⁵⁵.

Le 13 mai, lors du congrès spécial du Parti vert tenu à Bielefeld, les manifestations furent si violentes que les délégués durent être protégés par la police. Alors que la présidence fédérale des verts proposait que l'Allemagne continue de participer aux bombardements sur la Yougoslavie, pas moins de 26 motions différentes provenant de groupes régionaux (« *Kreiseverbände* ») du Parti exigeaient que celui-ci mette fin à sa participation à la guerre¹⁵⁶. Dans un discours constamment interrompu par les insultes, les huées, les sifflets et où il fut même blessé au tympan par une poche de peinture écarlate, Fischer soutint d'abord que la guerre au Kosovo avait débuté non pas en mars 1999, mais en 1992. Il affirmait ensuite : « Auschwitz demeure incomparable. Je conserve néanmoins deux principes : plus jamais de guerre, plus jamais d'Auschwitz;

¹⁵⁴ Schirmmacher, « Luftkampf. Deutschlands... », *loc. cit.*, p. 41.

¹⁵⁵ Joffe, « Video-Krieg und... », *loc. cit.*, p. 4.

¹⁵⁶ Joetze, *op. cit.*, p. 136-137.

plus jamais de génocide, plus jamais de fascisme. Pour moi, les deux principes vont de pair¹⁵⁷ ». Le vice-chancelier et ministre poursuivait en dénonçant la politique de Milosevic : « [...] une politique qui prend pour but de guerre l'expulsion d'un peuple entier par la terreur, l'oppression, le viol et l'assassinat et qui, en même temps, déstabilise les États voisins, cela est selon moi une politique criminelle »¹⁵⁸. Fischer poursuivait en affirmant que la revendication des *Fundis*, soit la fin unilatérale des bombardements, ne ferait qu'envoyer un mauvais message à Milosevic dont la position se trouverait en outre « renforcée ». Après avoir tenu ce discours et menacé de démissionner advenant une victoire des pacifistes radicaux, le ministre réussit à rallier une faible majorité, soit 444 voix sur une possibilité de 800, pour une motion exigeant la relance des négociations diplomatiques¹⁵⁹. Pour le gouvernement, la seule solution permettant de se sortir de ce « nœud gordien »¹⁶⁰, allait désormais consister à limiter les critiques des pacifistes en poursuivant une double stratégie sur la scène internationale. Tout en continuant les bombardements, Berlin devait redoubler ses efforts entamés depuis avril en vue de trouver une solution diplomatique mettant fin au conflit avec Belgrade.

3.3 La contribution allemande au dénouement de la crise

Le 6 mai, lors d'un Sommet du G-8 au Petersberg près de Bonn, les grandes lignes d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU furent ainsi adoptées. Le plus difficile restait toutefois à faire : négocier une entente avec le gouvernement Milosevic. Le représentant de la Russie, Victor Tchernomyrdine et le mandataire de l'Union européenne, le Finlandais Martti Ahtisaari, allèrent présenter le plan de paix à Milosevic. Ainsi, alors qu'en Allemagne, l'opposition politique aux frappes aériennes ne cessait de croître et

¹⁵⁷ La formulation alambiquée et la ponctuation exactes du discours de Fischer étaient : « Auschwitz ist unvergleichbar. Aber ich stehe auf zwei Grundsätzen, nie wieder Krieg, nie wieder Auschwitz, nie wieder Völkermord, nie wieder Faschismus. Beides gehört bei mir zusammen ». « 'Nie wieder Krieg, aber auch nie wieder Auschwitz'. Auszüge aus der Rede von Joschka Fischer auf dem Sonderparteitag der Grünen », *SZ*, 14 mai 1999, p. 13.

¹⁵⁸ *Ibidem*.

¹⁵⁹ Hans-Jörg Heims, « Grüne stützen Außenminister Fischer. Sonderparteitag in Bielefeld », *SZ*, 14 mai 1999, p. 1.

¹⁶⁰ Haftendorn, *op. cit.*, p. 418.

menaçait la survie de la coalition gouvernementale, les négociations internationales progressèrent durant le mois de mai jusqu'à ce que le président serbe accepte le plan sous réserve de deux conditions : la participation de forces russes au sein de la force de paix et le maintien juridique du Kosovo au sein de la Yougoslavie. Devant le refus de l'OTAN d'accepter la présence de troupes russes, le ministère de la Défense de la RFA dépêcha à Washington un officier supérieur qui réussit à négocier les modalités de la participation russe au sein de la force de paix. Le 3 juin, le Parlement serbe et Milosevic acceptaient le plan de paix du G-8 et le 9, l'OTAN négociait avec les Serbes un accord militaire portant sur le retrait de leurs forces. Le lendemain, l'Alliance cessait ses bombardements, les troupes yougoslaves se retiraient et le Conseil de sécurité adoptait la résolution 1244 qui reconnaissait le plan du G-8, l'accord du 9 juin et le rôle militaire de l'OTAN et de l'UE au Kosovo sous la responsabilité de l'ONU¹⁶¹.

Le 11 juin, le Bundestag votait l'envoi de 8 500 soldats allemands pour contribuer à la *Kosovo-Force* (KFOR), force multinationale qui aurait la tâche de maintenir la paix au Kosovo, mais aussi d'assumer des responsabilités civiles diverses¹⁶². Au sein de la KFOR, la RFA se trouvait responsable de l'un des cinq secteurs et avait ainsi notamment des forces russes et turques sous son autorité¹⁶³. De plus, le commandement général des 50 000 soldats de la KFOR revenait à l'Allemagne par l'intermédiaire du général Klaus Reinhardt¹⁶⁴.

Parallèlement au plan de paix qu'il avait initialement proposé, le ministre des Affaires étrangères allemand avait aussi soumis un « Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est », accord qui fut signé le 10 juin et placé sous la responsabilité de l'UE. La logique

¹⁶¹ Clement, *loc. cit.*, p. 163-164; Adrian Hyde-Price, « Germany and Kosovo. Berlin Republic takes to arms », *The World Today*, volume 55, numéro 6, juin 1999, p. 14-15; Krause, *loc. cit.*, p. 115-118; et Duke, Ehrhart et Karadi, *loc. cit.*, p. 134-135.

¹⁶² « Beschluß des Deutschen Bundestages vom 11. Juni 1999 zur Beteiligung deutscher Soldaten am Einsatz der KFOR-Truppe », dans « Hintergrundinformationen zum... », *loc. cit.*, p. 15-17.

¹⁶³ Maull, *loc. cit.*, p. 57-64; et Rieks et Weigold, *loc. cit.*, p. 33.

¹⁶⁴ Pour un bilan de la première année de travail de la KFOR et une description plus technique des diverses tâches qu'elle dut effectuer, voir Klaus Reinhardt, « Lehren aus Kosovo. Militärische und politische Herausforderungen », *Internationale Politik*, volume 56, numéro 3, mars 2001, p. 32-36.

sous-jacente au Pacte était que trois guerres balkaniques en l'espace de huit ans avaient prouvé que, pour arriver à une solution politique durable du problème du Kosovo, il fallait lier celle-ci à une « stratégie de paix pour toute la région ». En fait, cette stratégie visait à développer la démocratie et à protéger les minorités tout en reconstruisant l'économie et en assurant la sécurité régionale. En somme, il s'agissait de s'inspirer de l'histoire européenne de l'après-guerre afin de créer, pour reprendre les termes du ministre Fischer, un réseau « de traités bilatéraux et multilatéraux pour améliorer les relations de bon voisinage »¹⁶⁵. Pour ce faire, l'attrait et l'influence de l'Union européenne allaient constituer un incitatif à la coopération économique puisque tous les pays devaient ouvrir leurs marchés intérieurs à leurs voisins en échange de quoi, l'UE ouvrirait à son tour son marché intérieur. De plus, c'est cette dernière qui fixerait les conditions des relations, conditions que chacun des États devrait satisfaire pour pouvoir approfondir ses échanges et ses rapports avec l'Europe¹⁶⁶.

En dernière analyse, le mot de la fin revenait au chancelier qui, lors d'une entrevue publiée dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* au début de juin 1999, affirmait : « En particulier parce que nous, Allemands, avons autrefois été coupables; il nous est impossible de demeurer à l'écart et d'accepter des violations massives des droits humains en prétextant que notre abstention a quelque chose à voir avec notre histoire ». Il poursuivait en affirmant que l'Allemagne devait éviter un nouveau Sonderweg et devait manifester sa solidarité à l'égard de l'OTAN¹⁶⁷.

¹⁶⁵ « Rede des deutschen Außenministers, Joschka Fischer, zum Stabilitätspakt für Südosteuropa beim EU-Außenministertreffen am 10. Juni 1999 in Köln », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 8, août 1999, p. 130-132. Voir aussi le discours du secrétaire d'État Wolfgang Ischinger : « Keine Sommerpause... », *loc. cit.*, p. 63-64.

¹⁶⁶ Johannes Varwick, « Die EU nach dem Kosovo-Krieg: Ein überforderter Stabilitätsanker? », dans Krause, dir., « Kosovo. Humanitäre Intervention... », *loc. cit.*, p. 190 et sq.

¹⁶⁷ Cité par : Scott Erb, *German Foreign Policy. Navigating a New Era*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2003, p. 171.

*

* *

Au terme de la crise et après le retour de 820 000 albanophones au Kosovo, c'est l'Allemagne qui, comme lors des précédentes guerres balkaniques des années 1990, avait été le pays ayant accueilli, et de loin, le plus grand nombre des 96 000 réfugiés restant, soit 14 700 ou environ 15 % du total. En comparaison, suivaient, dans l'ordre, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne avec respectivement 9 700, 5 000 et 5 000 réfugiés¹⁶⁸. En plus de fournir une importante aide humanitaire directement distribuée dans les Balkans, la RFA avait contribué à la mission de surveillance de l'OSCE, ainsi qu'aux opérations de bombardements de l'OTAN. Mais c'est sans aucun doute sur le plan diplomatique que la contribution allemande s'était avérée la plus cruciale, son plan de paix ayant permis de mettre un terme à 78 jours de « frappes aériennes » et à plusieurs mois de violences entre Albanais et Serbes. Cela est sans oublier que pour mettre en œuvre ces accords de paix, Bonn allait contribuer pour plusieurs années à la KFOR¹⁶⁹.

Pendant toute la gestation de la crise, le gouvernement Kohl insista particulièrement sur l'importance d'éviter un nouveau Sonderweg allemand, de même que sur le souvenir des crimes nazis pour justifier la nécessité de voir la communauté internationale et la RFA se dresser devant les politiques de la Serbie au Kosovo. Pour sa part, son successeur, le gouvernement Schröder, reprit ces deux mobiles tout en y ajoutant un troisième motif : le souvenir des crimes que les Européens avaient laissés faire en Bosnie. Ainsi, le cabinet du chancelier Schröder, celui-là même qui avait, à son arrivée au pouvoir à l'automne 1998, maintes fois déclaré qu'il s'insurgeait « contre l'instrumentalisation

¹⁶⁸ Ces données se retrouvent dans : Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *loc. cit.*, p. 239-242.

¹⁶⁹ La participation allemande fut notamment renouvelée par le Bundestag en juin 2000. « Beratung des Antrages der Bundesregierung : Fortsetzung der deutschen Beteiligung an einer internationalen Sicherheitspräsenz im Kosovo zur Gewährleistung eines sicheren Umfeldes für die Flüchtlingsrückkehr und zur militärischen Absicherung der Friedensregelung für das Kosovo auf der Grundlage der Resolution 1244 (1999) des Sicherheitsrats der Vereinten Nationen vom 10. Juni 1999 », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 108. Sitzung. Berlin, 8 juin 2000, p. 1053 et sq.

morale permanente du passé au sein de la politique actuelle »¹⁷⁰, avait dû recourir à des éléments de mémoire pour justifier sa décision de contribuer à l'intervention militaire de l'OTAN. Il est vrai toutefois que le chef du gouvernement n'avait pas tant eu recours à la mémoire du nazisme et de ses crimes qu'à celle de la solidarité alliée durant la guerre froide et que c'étaient surtout ses ministres de la Défense et des Affaires étrangères qui avaient instrumentalisé le souvenir de l'Holocauste et des crimes de guerre nazis.

Bien que la rhétorique utilisant l'histoire allemande pour justifier sa politique ait pu sembler une simple couverture de motifs moins nobles, il paraît indéniable que la mémoire du passé allemand ait joué un rôle dans la décision du gouvernement. En effet, combinée au souvenir du nazisme, de l'Holocauste et des crimes commis par la *Wehrmacht* dans les Balkans, l'image de l'échec des Européens dans la gestion des guerres balkaniques et en particulier de la guerre en Bosnie ne pouvait que donner à la coalition rouge-vert une raison d'intervenir et de satisfaire une opinion publique horrifiée et désireuse de mettre fin aux souffrances des citoyens du Kosovo¹⁷¹. Le gouvernement de la RFA désirait aussi éviter de répéter la fâcheuse expérience de la reconnaissance unilatérale de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, politique qui n'avait pas été appuyée par des mesures visant à assurer la sécurité des populations et des frontières¹⁷² et qui avait eu les désastreuses conséquences examinées auparavant. En somme, la culpabilité des Allemands, tant à cause du passé lointain que du passé plus récent, constituait un puissant incitatif pour ne pas rester inactif relativement à une crise humanitaire de l'ampleur de celle qui avait cours au Kosovo¹⁷³.

¹⁷⁰ Karl-Rudolf Korte, « Unbefangen und gelassen. Über die außenpolitische Normalität der Berliner Republik », *Internationale Politik*, volume 53, numéro 12, décembre 1998, p. 8.

¹⁷¹ Maull, *loc. cit.*, p. 60-65; Otte, *op. cit.*, p. 206; et Josef Joffe, « Where Germany Has Never Been Before », *The National Interest*, numéro 56, été 1999, p. 45-46.

¹⁷² Hans Stark, « De Bonn à Berlin. D'une politique étrangère à l'autre », *Politique étrangère*, volume 64, numéro 3, automne 1999, p. 530-531. En avril 1999, dans une entrevue déjà citée, Joschka Fischer ne manquait pas de critiquer la politique du gouvernement Kohl/Genscher à l'égard des velléités d'indépendance croate et slovène. Voir « Serbien gehört... », *loc. cit.*

¹⁷³ Hyde-Price, « Germany and the Kosovo War... », *loc. cit.*, p. 22.

Il existait cependant d'autres éléments mémoriels incitant l'Allemagne à contribuer aux campagnes aériennes de l'OTAN. Au premier chef, il y avait certainement le fait que pour plusieurs dirigeants allemands, la RFA était redevable à l'OTAN pour les quarante années d'existence pacifique et de liberté entre 1949 et 1989. Par conséquent, lorsque l'Alliance demandait un retour d'ascenseur, il était malaisé pour les politiciens de le refuser, d'autant plus qu'ils voulaient à tout prix éviter un Sonderweg nouveau genre. En outre, étant donné l'importance du multilatéralisme dans la diplomatie de Bonn/Berlin, les Allemands estimaient vital de préserver la crédibilité de l'Alliance atlantique sur la scène internationale. Or, cette crédibilité aurait été mise à mal si les menaces de recours à la force contre la Serbie n'avaient engendré ni les résultats escomptés ni une intervention armée. Il s'agissait également pour le nouveau gouvernement – constitué de partis politiques ayant par le passé abondamment critiqué l'Alliance et même ayant ouvertement réclamé la dissolution de celle-ci dans le cas des verts – de démontrer sa fidélité et sa fiabilité à l'égard de l'OTAN, tout en prouvant qu'il était en mesure de gouverner¹⁷⁴. Ainsi que le déclarait *a posteriori* le ministre Fischer : « un refus de participer aurait pu nous isoler et aurait pu mener à une perte d'influence et de confiance »¹⁷⁵. Ce phénomène se révélait aussi vrai pour les relations avec les États-Unis, d'autant que ceux-ci avaient exercé de fortes pressions à l'endroit de l'Allemagne pour qu'elle participe à une intervention de l'Alliance.

D'autre part, il semble aussi nécessaire de souligner que tout au long de la crise, la RFA tenta d'impliquer la Russie dans la recherche d'une solution politique alors qu'au contraire d'autres pays semblaient tout faire ce qui était en leur pouvoir pour l'exclure des discussions. Cet élément est important si l'on considère l'influence indéniable que la Russie pouvait exercer sur la Yougoslavie, pour peu que l'on lui donnât la chance de le faire comme ce fut le cas durant les négociations qui permirent de faire cesser les bombardements et les exactions perpétrées contre les Albanais du Kosovo. Vue de

¹⁷⁴ Hofmann, *loc. cit.*; Clement, *loc. cit.*, p. 162; Christmann et Lutz, *op. cit.*, p. 177; et Michael Schwelien, « Dann fließt viel Blut », *Die Zeit*, numéro 7, 11 février 1999.

¹⁷⁵ « Vortrag des deutschen Außenministers, Joschka Fischer, vor den Mitgliedern der DGAP am 24. November 1999 in Berlin », *Internationale Politik*, volume 55, numéro 2, février 2000, p. 63.

Berlin, l'intégration de Moscou dans la recherche d'une solution était une nécessité guidée par la fâcheuse expérience historique de la politique de bascule (« *Schaukelpolitik* ») et du traité de Rapallo, le but étant d'éviter d'avoir à nouveau un jour à choisir entre l'Est et l'Ouest comme cela avait été le cas dans l'entre-deux-guerres.

L'examen des débats parlementaires tenus lors du conflit du Kosovo illustre, cette fois par l'absence de contestations réelles de la politique fondée sur la mémoire collective ou du moins l'utilisant – à l'exception bien sûr des néocommunistes et de quelques verts –, l'étendue du consensus mémoriel forgé au cours des années 1990 au sein des élites politiques. Loin d'affaiblir ce consensus, l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1998, l'avait clairement renforcé. L'étude des débats du Bundestag démontre aussi l'ampleur de l'évolution accomplie par la politique extérieure allemande durant ce qui fut la dernière décennie du XX^e siècle. Dans le contexte d'une troisième guerre yougoslave en huit ans, l'instrumentalisation du passé allemand à des fins justificatives allait ici essentiellement se limiter à quelques interventions parlementaires et aux interventions médiatiques des trois dirigeants clefs de la politique étrangère. En temps de crise causée par l'entrée en guerre de leur pays et par des résultats escomptés qui tardaient à se faire voir, ces trois politiques tentaient de calmer le jeu et de convaincre les ailes pacifistes de leurs partis, en particulier celle des verts dont l'appui à la coalition était crucial pour le maintien de celle-ci au pouvoir, du bien fondé de leur politique.

Enfin, l'étude des sondages démontre une fois de plus que si la plupart des Allemands acceptaient désormais une participation de leur pays à une mission de rétablissement de la paix sans même que celle-ci ne soit couverte par un mandat de l'ONU, l'érosion de l'appui constatée au vu et au su des effets néfastes de la politique de l'Allemagne et de l'OTAN illustre bien le fait que l'opinion demeurait réticente vis-à-vis de l'usage de la force. En outre, la ventilation des résultats des sondages témoigne à nouveau du fait qu'une décennie après la chute du Mur, Wessis et Ossis ne partageaient toujours pas *une*

mémoire collective allemande, mais continuaient au contraire d'être influencés par les mémoires auxquelles ils avaient respectivement été exposés pendant la guerre froide.

Alors qu'en 1990-1991, l'Allemagne avait essuyé, en raison de ses hésitations lors de la guerre du Golfe, puis de sa politique de reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie, de virulentes critiques de la part de ses partenaires européens, au printemps 1999 il ne s'en trouvait aucun pour jeter à nouveau l'anathème sur la RFA parce qu'elle avait pris l'initiative de relancer les négociations diplomatiques avec la Serbie. Ainsi, pour Günter Joetze, au Kosovo, il s'agissait de « la première fois que l'Allemagne intervenait en tant que puissance stabilisatrice (« *als Ordnungsmacht* »). Sa contribution était la conséquence et l'expression d'une émancipation politique »¹⁷⁶. Cette émancipation prenait sa source dans un large consensus présent chez les politiciens et portant sur une interprétation de l'histoire allemande et de ses implications pour la politique étrangère qui n'était plus « paralysante », pour reprendre l'expression de Stephan Martens¹⁷⁷, mais qui incitait au contraire à agir en évitant bien sûr toute dérive unilatérale.

¹⁷⁶ Joetze, *op. cit.*, p. 8-9.

¹⁷⁷ Martens, *op. cit.*, p. 49 et 184.

Conclusion générale

« *La mémoire, et c'est peut-être le principal, est un objet d'histoire, et particulièrement du temps présent, parce que, en définitive, c'est souvent elle qui commande à l'histoire qui se fait* ».
-Jean-Jaques Becker¹

« *Le cœur du problème c'est la mobilisation de la mémoire au service de la quête, de la requête et de la revendication d'identité. [...] Et bien, c'est dans la problématique de l'identité qu'il faut maintenant chercher la cause de la fragilité de la mémoire ainsi manipulée* ».
-Paul Ricoeur²

1. La mémoire collective entre usages et effets en politique étrangère

Au terme de ce parcours, force est de constater que la mémoire collective allemande est non seulement malléable, mais qu'en elle-même, elle ne prescrit pas de leçon, ouvrant ainsi la porte aux controverses mémorielles. À cet égard, il convient de rappeler quelques mots éclairants qu'a écrits Tzvetan Todorov dans *Mémoire du mal, tentation du bien* : « le passé historique, pas plus que l'ordre de la nature, n'a de sens en lui-même, ne secrète tout seul aucune valeur : sens et valeur leur viennent des sujets humains qui les interrogent et les jugent. Le même fait, on l'a vu, peut recevoir des interprétations opposées et servir de justification à des politiques qui se combattent mutuellement »³. Ainsi, en 1945, l'Holocauste ne prescrivait rien de lui-même, c'est en particulier avec la « Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide » de l'ONU (décembre 1948), qu'une leçon fut dégagée de cet épouvantable phénomène : il fallait tout faire pour éviter qu'un génocide similaire ne se reproduise un jour. De même, à partir de ce symbole que constituait Auschwitz, les Allemands ont dégagé la leçon « plus jamais ! » qu'ils ont par la suite élevée au rang de dogme pendant

¹ Jean-Jaques Becker, « La mémoire, objet d'histoire ? », dans *Écrire l'histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida*, Actes de la journée d'études de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) tenue à Paris (CNRS) le 14 mai 1992, Paris, CNRS Éditions, 1993, p. 121.

² Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, p. 98.

³ Tzvetan Todorov, *Mémoire du mal, tentation du bien. Enquête sur le siècle*, Paris, Robert Laffont, 2000, p. 191.

la guerre froide. Ce faisant, ils ont conféré à la Shoah un caractère *sui generis* qui, loin de les encourager à intervenir pour prévenir ou mettre fin à un autre génocide, leur interdisait désormais toute comparaison avec un autre crime similaire et, par le fait même, toute action visant à l'éviter ou à le faire cesser. Si, jusqu'en 1989, les exigences de la guerre froide faisaient qu'un tel consensus n'était pas remis en cause ni en République fédérale ni chez les pays vainqueurs en 1945, pas plus que chez les autres États européens, la chute du Mur et l'unification signèrent la fin de cette belle unanimité, du moins chez les alliés occidentaux de l'Allemagne. En Allemagne même, la situation était cependant tout autre, et il fallut du temps pour voir se modifier le *modus vivendi* forgé au fil de quatre décennies.

L'étude du discours politique allemand dans le contexte des crises internationales entre 1989 et 1999 démontre bien cette triple nature de la mémoire collective, à savoir qu'elle est intrinsèquement libre de sens, qu'elle est sujette aux discussions controversées portant sur le sens à lui attribuer et que, par conséquent, elle évolue dans le temps. On a vu que la mémoire était régulièrement l'objet d'affrontements entre des groupes de politiciens qui recouraient régulièrement à la mémoire d'un même événement historique sans toutefois en tirer la même leçon. En fait, en prenant l'exemple le plus patent, celui de la Shoah, il semble clair que deux groupes, ayant chacun attribué leur propre prescription à l'évocation de cet événement, se sont affrontés tout au long des années 1990 avec, plus ou moins de vigueur selon les moments. Dans l'immédiat de l'après-guerre froide, les tenants d'une mémoire insistant sur la singularité d'Auschwitz excluaient, au nom de cette même singularité, toute comparaison avec un autre génocide et toute intervention de l'Allemagne hors de ses frontières. Comme le rappelait Heinrich August Winkler dans la conclusion de son monument d'érudition intitulé *Le long chemin vers l'Occident*, l'unicité de l'Holocauste constituait l'argument clef sur lequel se fondait le refus de voir l'Allemagne participer à la guerre du Golfe, puis plus tard, à l'envoi de Tornados en Bosnie⁴. Bien que cette thèse fût consensus au départ tant au sein

⁴ Heinrich August Winkler, *Der lange Weg nach Westen. Deutsche Geschichte vom « Dritten Reich » bis zur Wiedervereinigung*, volume II, München, C.H. Beck Verlag, 2002, p. 654.

du gouvernement que des parlementaires, bien qu'elle obtînt en outre l'appui d'une majorité de l'opinion publique, elle n'allait pas tarder à se voir vivement contestée par un autre groupe aussi constitué de députés et de ministres. Concrètement, ceux-ci commencèrent à exprimer publiquement une toute autre leçon tirée de ce même Holocauste, arguant pour leur part que ce crime exigeait de l'Allemagne non pas l'inertie gouvernementale en cas de nouveau génocide, mais bien un devoir d'intervention pour y mettre fin. Au fil du temps, cette « société » parvint à se gagner toujours davantage de laudateurs, tant et si bien qu'elle finit par devenir le groupe dominant à la fin de l'automne 1995. Le débat de la gauche sur la guerre en Bosnie-Herzégovine avait ainsi causé le ralliement de la majorité des sociaux-démocrates et de près de la moitié des verts à cette vision de la mémoire d'Auschwitz. Ce nouveau consensus, faut-il ajouter, transcendait désormais la traditionnelle dichotomie gauche-droite. Tout cela démontre que si la mémoire n'est pas intrinsèquement « chargée » d'un sens, c'est dire qu'il est possible pour une communauté de lui en attribuer un selon les besoins politiques du moment. En d'autres termes, selon la prescription qu'on lui rattache, une même mémoire peut servir à légitimer une politique et son contraire, illustrant bien en cela la première fonction fondamentale de la mémoire, sa fonction justificatrice.

Cependant, ce n'est point parce que la mémoire peut servir à légitimer une politique, qu'elle ne peut exercer en elle-même ses effets sur cette politique. La mémoire collective contribue aussi – il s'agit là de sa seconde fonction principale – à orienter les choix des gouvernants, particulièrement en temps de crise. Cependant, il importe de souligner que l'historien Jean-Jacques Becker n'a que partiellement raison lorsqu'il écrit que « [...] c'est souvent [la mémoire] qui commande à l'histoire qui se fait ». En fait, et c'est la thèse défendue ici : puisque la mémoire est malléable, qu'elle évolue avec le temps, qu'elle fait l'objet de luttes mémorielles et qu'elle est dotée d'une fonction justificatrice, il vaut mieux dire que la mémoire, si elle « commande » parfois au déroulement historique, ne peut, bien souvent que reporter à plus ou moins brève échéance les changements souhaités par une élite dominante qui recourt à ses éléments.

Pour s'en convaincre, il suffit de prendre l'exemple où l'opinion publique et une majorité des élites politiques refusent une politique donnée pour des motifs mémoriels. Dans une telle situation, les assauts rhétoriques répétés d'une minorité de politiques, *a fortiori* s'ils sont combinés aux pressions étrangères, peuvent réussir à faire évoluer et même à faire se retourner complètement le paradigme mémoriel dominant, finissant ultimement par convaincre l'opinion publique et la majorité des politiques. Cela ne contredit pourtant pas la thèse qui veut qu'en matière de politique étrangère allemande, le douloureux passé national oblige les dirigeants à tenir compte des leçons telles qu'elles sont véhiculées par la mémoire⁵. Concrètement, les représentations de l'histoire allemande restreignent la liberté d'action du gouvernement sur la scène internationale. Limiter la marge de manœuvre ne signifie pas pour autant que l'État allemand ne puisse rien faire, bien au contraire. Simplement, et en raison de l'exigence consensuelle et démocratique nécessaire à la RFA depuis sa fondation en 1949, il lui faut d'abord convaincre la députation et la société allemandes, sinon dans leur totalité, du moins dans leur majorité, du bienfait de l'évolution proposée.

Bien entendu, il convient à ce stade de souligner le fait que la mémoire n'est pas toujours présente avec la même intensité dans le déroulement historique⁶. Il est même patent de constater qu'elle exerce ses effets et qu'elle se trouve utilisée d'abord et avant tout lors des moments de crise, lors de situations nouvelles qui exigent l'adaptation des politiques. C'est donc dire que les « silences » mémoriels s'avèrent tout aussi importants et significatifs du phénomène que les moments où la mémoire se trouve évoquée en quasi-permanence. Ainsi, l'examen des réactions allemandes pendant le conflit du golfe Persique, les guerres civiles somaliennes et yougoslaves a démontré que la question juridique ne constituait en fait qu'un paravent au véritable enjeu du débat. Comme

⁵ Andrei S. Markovits et Simon Reich, *The German Predicament. Memory and Power in the New Europe*, Cornell, Cornell University Press, 1997. Voir aussi, Thomas U. Berger, « The Past in the Present : Historical Memory and German National Security Policy », *German Politics*, volume 6, numéro 1, avril 1997, p. 39-59.

⁶ C'est la thèse avancée, au sujet du passé national-socialiste, par Wilfrid von Bredow, « Von der Globalisierung mitgerissen, von der Geschichte gebremst? Rahmenvorgaben, Ziele und Verständnisprobleme deutscher Außenpolitik », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 9, septembre 1997, p. 1080.

l'affirmait Stefan Brunner en 1993, sans toutefois réellement procéder à une démonstration de sa thèse, la « culture de retenue » avait un caractère éminemment politique et non juridique. Comme de juste, cette retenue militaire de l'après-1945 se trouvait imposée non pas uniquement par l'étranger, mais en outre, par les Allemands eux-mêmes⁷. Sur ce point, l'historien Michael Stürmer écrivait : « [...] au lieu de dire qu'on ne voulait pas [participer aux interventions hors zone], on a préféré déclarer qu'on ne pouvait pas le faire [en prétextant que la Loi fondamentale l'empêchait] »⁸. Pour sa part, son collègue Wolfgang Krieger insistait sur l'aspect psychologique de la chose⁹.

Une fois le problème constitutionnel évacué du débat à l'été 1994, les évocations mémorielles reprurent leur place comme arguments de dernier recours avec toute l'émotivité que cela impliquait, comme en témoignent les fréquents commentaires cyniques, insultes fielleuses, accusations gratuites et rappels à l'ordre du président du Bundestag qui parsèment les débats parlementaires. Cela tient sans doute au fait que la mémoire proposée par chacun des groupes, et surtout la prescription qui se voyait assignée à celle-ci, se trouvaient fortement liées à des valeurs ainsi qu'à une vision du monde et de la place de l'Allemagne dans celui-ci – des valeurs et visions qui s'avéraient sans contredit particulières à chacun des « protagonistes ». À la fin de l'automne 1995, la principale « bataille » mémorielle mettant aux prises deux groupes de parlementaires avait donc été gagnée par les tenants d'une mémoire qui exigeait, en cas de génocide, une action militaire de la part de l'Allemagne. En ce sens, durant la guerre du Kosovo, la faiblesse des recours mémoriels lors des séances parlementaires jumelée au martellement d'évocations publiques de certains pans de mémoire par les Fischer,

⁷ Stefan Brunner, *Deutsche Soldaten im Ausland. Fortsetzung der Außenpolitik mit militärischen Mitteln?*, München, Verlag C.H. Beck, 1993, p. 68-71. Voir aussi, les points de vue très semblables de von Bredow, *loc. cit.*, p. 1079; de Christian Hacke, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von Konrad Adenauer bis Gerhard Schröder*, Berlin, Ullstein, 2003, p. 397; ainsi que de Ingo Kolboom, *Pièces d'identité. Signets d'une décennie allemande 1989-2000*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000, p. 65.

⁸ Michael Stürmer, *Die Grenzen der Macht. Begegnung der Deutschen mit der Geschichte*, Berlin, Siedler Verlag, 1992, p. 246.

⁹ Wolfgang Krieger, « Toward a Gaullist Germany? Some Lessons from the Yugoslav Crisis », *World Policy Journal*, volume XI, numéro 1, printemps 1994, p. 34.

Scharping et Schröder étaient significatifs de deux choses : premièrement, de l'ampleur de ce nouveau consensus mémoriel au sein de la députation; et secondement, du fait qu'une tranche de l'électorat pacifiste de la coalition au pouvoir s'opposait toujours avec éloquence à la politique du gouvernement et persistait à refuser tout rôle militaire pour la nouvelle « République de Berlin »¹⁰. Pourtant, il importe de nuancer la force du consensus puisqu'il faut dire, avec Andrei S. Markovits, que seuls les soixante-huitards bénéficiaient de la

« [...] légitimité – vis-à-vis du monde, de l'opinion allemande et, ce qui est encore plus important, d'eux-mêmes – pour déployer des troupes allemandes à l'étranger pour la première fois depuis que la Wehrmacht avait conquis la majeure partie de l'Europe. Si l'Allemagne avait, sous un gouvernement conservateur, déployé des troupes, les protestations antigouvernementales opposées à la campagne de l'OTAN au Kosovo auraient été encore plus véhémentes »¹¹.

Une fois la guerre du Kosovo reléguée à l'Histoire, force est de reconnaître qu'une autre « victoire discursive » avait été obtenue de la part des partisans de l'utilisation de l'outil militaire comme *ultima ratio*. Ainsi, en aval, l'intervention de la Bundeswehr en Afghanistan faisant suite aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 allait se décider sans que la mémoire du nazisme ne soit évoquée une seule fois, une première dans la politique étrangère allemande de l'après-guerre¹². Pourtant, cela ne s'était pas fait faute de critiques – celles-ci étant particulièrement vives au sein même de la coalition rouge-vert – puisqu'il fallut lier cette question à un vote de confiance à l'endroit du chancelier pour obtenir l'appui *in fine* de la majorité au pouvoir¹³. Le Kosovo avait donc bel et bien

¹⁰ Pour le débat portant sur l'appellation « République de Berlin » et sur sa signification pour l'histoire allemande, consulter les visions opposées de Max A. Höfer, « Die 'Berliner Republik' als Kampfbegriff? », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, supplément 6-7, 2001, p. 27-30; et de Michael Mertes, « Berliner Republik ? », *Politique étrangère*, volume 64, numéro 1, printemps 1999, p. 63-77.

¹¹ Andrei S. Markovits, « The Minister and the Terrorist », *Foreign Affairs*, volume 80, numéro 6, novembre-décembre 2001, p. 145.

¹² Volker Heins, « Germany's New War. 11 September and Its Aftermath in German Quality Newspaper », *German Politics*, volume 11, numéro 2, août 2002, p. 128; et Wolfram Wette, « Ein Hitler des Orients? NS-Vergleiche in der Kriegspropaganda von Demokratien », *Gewerkschaftliche Monatshefte*, volume 54, numéro 4, avril 2003, p. 239-240.

¹³ Martin Limpert, *Auslandseinsatz der Bundeswehr*, Berlin, Duncker & Humblot, 2002, p. 85-88. (Coll. « Tübinger Schriften zum Staats- und Verwaltungsrecht ». Band 67)

marqué, au moins pour un temps, le point final du retournement du paradigme mémoriel dominant pour la politique étrangère allemande, Auschwitz ne pouvant plus servir de prétexte à l'inaction et exigeant, au contraire, des faits et gestes de la part du gouvernement allemand en cas de génocide ou de crise humanitaire. Tout ce processus marquait donc clairement une évolution de la culture politique en RFA.

À l'inverse, il faut aussi constater que plus le temps avance, plus la mémoire qui se trouve mobilisée par les politiques allemands dans les années 1990 s'est réduite au souvenir de la solidarité alliée remontant à l'époque de la guerre froide. Le corollaire de cet argument, c'est-à-dire la crainte d'un nouveau Sonderweg si les Allemands persistaient à refuser pour leur pays, tout rôle militaire à l'extérieur de l'OTAN, n'eut de cesse de croître tout au long des années 1990 jusqu'à devenir, en 2001, le seul élément mémoriel véritablement employé par le gouvernement Schröder pour justifier la nécessité d'aider les États-Unis dans leur « guerre au terrorisme » et en Afghanistan¹⁴. Quoique la mémoire de la solidarité occidentale durant la guerre froide se taillait désormais la part du lion en tant qu'argument discursif, il importe de faire le constat suivant : de façon générale, la mémoire de la solidarité avec les alliés se trouvait toujours plus fréquemment évoquée par la droite et par l'aile droite de la gauche, en particulier au sein du SPD. *A contrario*, la mémoire du nazisme et de ses crimes se voyait le plus souvent invoquée par la gauche.

Au total, l'exposé qui précède illustre bien ce qu'avait déjà avancé, en son temps, Émile Durkheim : la mémoire collective joue un rôle qui décroît en permanence dans le temps¹⁵. Si pendant la guerre du Golfe, puis durant les conflits en Slovénie, en Croatie et en Bosnie, la mémoire du nazisme et de la Shoah se trouvait constamment évoquée tant par ceux qui refusaient une intervention allemande que par les tenants d'une telle action,

¹⁴ Pour une analyse du discours officiel (chancelier, ministres des Affaires étrangères et de la Défense) allemand dans les semaines qui ont suivi le 11 septembre 2001 consulter : Martin Larose, Benoît Lemay et Paul Létourneau, « L'Allemagne entre la défense d'une identité occidentale et d'une identité germano-européenne », dans Alex Macleod et David Morin, dir., « Sécurité et identité nationale », *Études internationales* (numéro spécial), volume XXXV, numéro 1, mars 2004, p. 135-139.

¹⁵ Alois Hahn, « Inszenierung der Erinnerung », *Paragrana*, volume 9, numéro 2, 2000, p. 26-27.

au Kosovo, ce volet mémoriel prenait une importance moindre dans les discours prononcés devant le Bundestag et se trouvait réduit aux conférences de presse et autres entrevues. Au plus tard avec la participation militaire de l'Allemagne à la guerre en Afghanistan qui fit suite aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, toute référence au passé nazi ou aux obligations morales en découlant se trouvait complètement évacuée du discours officiel visant à justifier l'action du gouvernement. En ira-t-il de même avec la mémoire de la solidarité occidentale ? L'hypothèse demeure plausible. Il convient maintenant de se demander pourquoi l'influence de cette mémoire s'est vue reléguée aux oubliettes derrière le souvenir de la guerre froide et celui du Sonderweg tant honni.

2. À générations différentes, mémoires particulières ?

Il est un fait admis que la mémoire collective évolue avec les générations¹⁶ et que la mémoire intégrée dans la jeunesse s'avère celle qui marque le plus l'action d'un individu¹⁷. Pour les dirigeants, en général plus âgés que la moyenne de leurs concitoyens, la mémoire constitue, selon Jean-Jacques Becker, l'un « des puissants facteurs » de leur action. En même temps, leur âge fait en sorte que la mémoire des gouvernants est souvent distincte de celle d'une majorité de leurs compatriotes¹⁸. En ce sens, les changements de générations constituent fréquemment des points tournants pour la mémoire collective puisqu'en même temps que « s'estompent » « les mémoires personnelles », s'ouvre la possibilité de réinterpréter la mémoire¹⁹.

Cela explique sans doute en partie que l'arrivée en 1992 de nouveaux ministres des Affaires étrangères Klaus Kinkel et de la Défense Volker Rühe, nettement plus jeunes que leurs prédécesseurs et n'ayant pas personnellement vécu la Seconde Guerre

¹⁶ Stephan Martens, *Allemagne. La nouvelle puissance européenne*, Paris, IRIS/PUF, 2002, p. 50.

¹⁷ Georges C. Herring, « Analogies at war : The United States, the conflict in Kosovo, and the uses of history », dans Albrecht Schnabel et Ramesh Thakur, dir., *Kosovo and the challenge of humanitarian intervention: Selective indignation, collective action and international citizenship*, Tokyo/New York/Paris, United Nations University Press, 2000, p. 348; et Becker, *loc. cit.*, p. 118.

¹⁸ Becker, *loc. cit.*, p. 121.

¹⁹ William E. Paterson, « Beyond Bipolarity; German Foreign Policy in a Post-Cold-War World », dans Gordon Smith, William E. Paterson et Stephen Padgett, dir., *Developments in German Politics 2*, Durham (North Carolina), Duke University Press, 1996, p. 138.

mondiale, fut caractérisée par une nouvelle rhétorique mémorielle moins axée sur les crimes nazis et davantage portée sur l'importance d'être solidaire des alliés de la guerre froide. Or, avec la métamorphose du discours officiel sous l'impulsion de Kinkel et de Rühle, venait une nouvelle prescription pour la politique étrangère nationale : le passé nazi, aussi horrible avait-il été, ne permettait plus de fermer les yeux sur des atrocités commises s'apparentant à un nouveau génocide. Ici, il devient légitime de se demander si un gouvernement qui aurait conservé pour vice-chancelier un Hans-Dietrich Genscher aussi imprégné d'une mémoire plus paralysante du nazisme, aurait accepté d'envoyer des troupes de maintien de la paix en Bosnie en 1995 comme le fit le gouvernement codirigé par son successeur Kinkel. De même, le remplacement, en 1998, du gouvernement Kohl par celui de Schröder, un homme né de la génération suivante qui était par le fait même le premier chancelier de la RFA à ne pas avoir été « marqué par l'expérience de la Seconde Guerre mondiale »²⁰, allait aussi témoigner d'une évolution du discours mémoriel. De fait, au départ, c'est un chef de cabinet doté de peu d'expérience en politique étrangère et qui s'avérait bien moins préoccupé que son prédécesseur par l'Holocauste et le passé nazi²¹ qui entendait former un gouvernement moins « complexé » par cette mémoire, sans pour autant la « renier »²². En fait, de ce point de vue, il ne s'agissait pas tant d'évacuer toute mémoire du nazisme que de s'opposer à « l'instrumentalisation morale permanente du passé dans la politique actuelle » qui constituait un irritant auquel on recourait avec excès²³. Pourtant, il nous faut admettre que si Schröder eut assez peu recours à la mémoire du nazisme durant la guerre du Kosovo, ce ne fut pas le cas de ses ministres Fischer et Scharping qui n'avaient, pas plus que lui, vécu la tourmente du nazisme.

²⁰ Gregor Schöllgen, « Die Zukunft der deutschen Außenpolitik liegt in Europa », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, supplément 11, 8 mars 2004, p. 10.

²¹ Jürgen Elsässer et Andrei S. Markovits, « Whistling in the Dark. Streitgespräch über das Versagen von Rot-Grün in der Walser-Debatte, und die Bedeutung von historischen Diskursen für die Realpolitik », dans Jürgen Elsässer et Andrei S. Markovits, dir., *Die Fratze der eigenen Geschichte. Von der Goldhagen-Debatte zum Jugoslawien-Krieg*, Berlin, Elefanten Press, 1999, p. 74.

²² Helga Haftendorn, *Deutsche Außenpolitik zwischen Selbstbeschränkung und Selbstbehauptung 1945-2000*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 2001, p. 389-390; et Max Otte, *A Rising Middle Power ? German Foreign Policy in Transformation, 1989-1999*, (avec Jürgen Greve), New York, St. Martin's Press, 2000, p. 198.

²³ Karl-Rudolf Korte, « Unbefangen und gelassen. Über die außenpolitische Normalität der Berliner Republik », *Internationale Politik*, volume 53, numéro 12, décembre 1998, p. 6-8.

Au-delà du fait que, comme il a été vu précédemment, la mémoire collective n'a pas de sens en soi, il faut aussi dire qu'elle est sans conteste liée à l'avenir²⁴ puisque « si le traumatisme renvoie au passé, la valeur exemplaire oriente vers le futur »²⁵. En d'autres termes, le passé doit être interprété, et c'est cette interprétation qui établit une prescription, un sens à la mémoire évoquée. À partir de là, le groupe qui réussit à modifier l'ancien consensus ou à en établir un nouveau est aussi celui qui contrôle l'avenir d'un pays et son programme politique²⁶. Autrement dit, comme l'affirmait Ernest Renan dans sa célèbre conférence en Sorbonne intitulée « Qu'est-ce qu'une nation? », la nation choisit son histoire en vue de ses projets d'avenir²⁷. N'est-il pas possible de dire la même chose de la mémoire collective ? Les élites dominantes ne choisissent-elles pas la mémoire collective en fonction de leurs « projets d'avenir » ? Cette analogie demeure certes pertinente pour la politique étrangère mise en place par la RFA lors des crises internationales de la décennie 1989-1999. Alors que durant la guerre du Golfe, une majorité de politiques et de l'opinion publique n'était pas prête à accepter une participation de la Bundeswehr aux opérations de la coalition, une minorité de l'élite politique a cherché à faire évoluer la mémoire collective pour la faire correspondre à leurs projets d'avenir pour l'Allemagne – et bien entendu pour cette minorité politique elle-même – et aux revendications provenant de l'étranger. Ainsi, afin de pouvoir briguer un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, Kinkel et Rühle devaient d'abord montrer que leur pays assumait sa part de responsabilité lors de crises internationales que tentait de résoudre l'ONU. Pour cela, il fallait d'abord que Bonn puisse contribuer aux missions de casques bleus. De même, avant de pouvoir gouverner

²⁴ Ernst Nolte, *Die Deutschen und ihre Vergangenheit. Erinnerung und Vergessen von der Reichsgründung Bismarcks bis heute*, Berlin, Propyläen, 1995, p. 7.

²⁵ Ricoeur, *op. cit.*, p. 105.

²⁶ Michael Stürmer, « L'histoire dans un pays privé de son histoire », dans *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Paris, Cerf, 1988, p. 25; et Herfried Münkler, « Das kollektive Gedächtnis der DDR », dans Dieter Vorsteher, dir., *Parteiauftrag : Ein neues Deutschland. Bilder, Rituale und Symbole der frühen DDR*, Berlin, 1996, p. 458. Cité dans Michael Mertes, « Die Gegenwart der Vergangenheit. Zur aussenpolitischen Relevanz von Geschichtsbildern », *Internationale Politik*, volume 55, numéro 9, septembre 2000, p. 1.

²⁷ Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ? et autres essais politiques*, (textes choisis et présentés par Joël Roman), [s.l.], Presses Pocket, 1992, p. 54.

la RFA, Rudolf Scharping et Joschka Fischer se devaient de donner à leur parti respectif un programme de politique étrangère crédible qui les rendrait aptes à exercer le pouvoir à Bonn avant que celui-ci ne soit transféré à Berlin.

3. La définition identitaire, le véritable enjeu d'une querelle mémorielle post-1989

La mémoire collective, qui évolue dans le temps et selon les générations, demeure une constituante essentielle de l'identité nationale, selon les historiens Götz Aly et Mary Fulbrook²⁸. En fait, l'appartenance à un groupe, une communauté nationale dans ce cas-ci, est en premier lieu partiellement déterminée par le souvenir plus ou moins obligé d'un passé²⁹. Bien plus, « les élites politiques cherchent à puiser dans les traditions, à façonner les mémoires et à construire des identités » écrit Edgar Wolfrum³⁰. Au même titre que certains auteurs examinent les guerres³¹ ou les discussions académiques portant sur la politique étrangère³² comme autant de luttes identitaires, il est loisible de considérer que les débats politiques constituent en fait des affrontements dont la « victoire » permet la suprématie d'une conception identitaire particulière. Ainsi, l'unification allemande relança, avec une acuité décuplée il va sans dire, non seulement la réévaluation du rôle de l'Allemagne dans le monde, mais aussi celle de sa mémoire collective et, par la force des choses, de son identité nationale. Cette route allait être parsemée d'embûches prenant la forme d'autant de controverses concernant l'interprétation de l'histoire allemande, « controverses qui reflétaient la quête d'identité

²⁸ Götz Aly, *Macht, Geist, Wahn. Kontinuitäten Deutschen Denkens*, Frankfurt-am-Main, Fischer Taschenbuchverlag, 1999. Idée reprise par Martens, *op. cit.*, p. 50. (Martens ne donnait toutefois pas la page exacte). Mary Fulbrook, *German National Identity after the Holocaust*, Cambridge, Polity Press, 1999, p. 16-17. Voir aussi l'ouvrage classique portant sur l'identité nationale : Anthony D. Smith, *National Identity*, Reno (Nevada), University of Nevada Press, 1991, p. 14-15; ainsi que Todorov, *op. cit.*, p. 180.

²⁹ Hahn, *loc. cit.*, p. 29-36.

³⁰ Edgar Wolfrum, *Geschichtspolitik in der Bundesrepublik Deutschland. Der Weg zur bundesrepublikanischen Erinnerung 1948-1990*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1999, p. 2.

³¹ Omer Bartov, *Mirrors of Destruction. War, Genocide, and Modern Identity*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 302 pages.

³² Jonathan P.G. Bach, *Between Sovereignty and Integration. German Foreign Policy and National Identity after 1989*, New York, St.-Martin's Press, 1999, 226 pages.

des Allemands après leur unification »³³. De la même façon, lorsque Johannes Klotz affirme que le long débat « portant sur le caractère autorisé des missions militaires de combats touchait un nerf central de la société allemande : la maîtrise du passé national-socialiste »³⁴, il signifie par là que derrière les querelles de mémoires qui ont marqué la politique étrangère allemande dans les années 1990, se trouvait d'abord et avant tout le problème de la définition de l'identité nationale. La question était donc de savoir quelle prescription devait être tirée de ce passé nazi et quelles en seraient les conséquences pour la politique étrangère et l'identité de l'Allemagne.

Cependant, comme on admet généralement que l'identité nationale ne se définit pas uniquement par les appels au souvenir faits par les élites politiques, il faut préciser qu'elle se développe en second lieu par un processus de différenciation vis-à-vis de l'Autre, c'est-à-dire par l'altérité³⁵. Dans le cas allemand, il est cependant patent de voir à quel point cet Autre, celui dont on cherche constamment à se distinguer, s'avère en fait presque toujours l'Allemagne de Hitler et, quoiqu'à un degré moindre, celle de Guillaume II. En ce sens, la mémoire collective allemande est certainement encore plus présente dans le processus d'affirmation identitaire de l'Allemagne que dans celui de la plupart des autres pays, à l'exception peut-être du Japon³⁶. Il serait donc peut-être plus pertinent de parler, du moins pour le cas allemand, d'un processus d'« identification » à l'Étranger plutôt que de « différenciation vis-à-vis de l'Autre ». C'est en ce sens qu'il est utile de rappeler ici que, parallèlement au débat portant sur le rôle de la mémoire pour la politique étrangère, s'ajoutait en sous-main le tout aussi interminable débat portant sur la

³³ Bernd Heidenreich, « Geschichte und Politik – Eine Einführung », dans Bernd Heidenreich, dir., *Geschichte und Politik. Eine Vortragsreihe*, Wiesbaden, Hessische Landeszentrale für politische Bildung, 1995, p. 8.

³⁴ Johannes Klotz, « Die Ausstellung 'Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944' Zwischen Geschichtswissenschaft und Geschichtspolitik », dans Detlef Bald, Johannes Klotz et Wolfram Wette, *Mythos Wehrmacht. Nachkriegsdebatten und Traditionspflege*, Berlin, Aufbau Taschenbuch Verlag, 2001, p. 148.

³⁵ Elsässer et Markovits, *loc. cit.*, p. 77.

³⁶ Thomas U. Berger, « Norms, Identity, and National Security in Germany and Japan », dans Peter J. Katzenstein, dir., *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1997, p. 318.

« normalité » allemande³⁷. Au-delà du fait que ce concept pose problème à l'historien³⁸, que son utilisation répétée témoigne avant tout d'un profond malaise³⁹, il faut voir que tout un groupe de politiciens, en particulier chez les conservateurs de l'Union⁴⁰, faisaient constamment référence à cette normalité qu'incarnaient soi-disant et notamment en matière de politique étrangère et d'utilisation des forces armées, la France et la Grande-Bretagne. De ce point de vue, les dirigeants allemands, du moins une partie importante d'entre eux, ambitionnaient de voir leur pays agir sur la scène internationale exactement comme les autres grandes puissances. En même temps, à ce phénomène, il faut ajouter le fait que les attentes étrangères exercent une très forte influence sur la définition que se fait l'Allemagne de son propre rôle dans le monde. Ainsi, tout au long de la décennie étudiée, les demandes du secrétaire général de l'ONU ou encore des dirigeants américains, français ou britanniques constituèrent pour l'exécutif allemand, autant d'incitatifs à agir ou à ne rien faire selon les cas. À cet égard, comment ne pas rappeler la tendance maintes fois soulignée dans cette thèse, des dirigeants de la République fédérale à évoquer, qui l'importance de demeurer solidaire des alliés ayant aidé l'Allemagne à se reconstruire après la guerre et à se défendre durant la guerre froide, qui le danger d'un nouvel isolement, d'une dérive ou d'un *Sonderweg* ? Sous cet angle, le paradigme mémoriel dominant continue de prescrire que Berlin ne doit jamais s'engager sur une voie différente de celle des autres capitales des démocraties occidentales. De

³⁷ Mary M. McKenzie, « Competing Conceptions of Normality in the Post-Cold War Era : Germany, Europe, and Foreign Policy Change », *German Politics and Society*, volume 14, numéro 2, été 1996, p. 1-18; Wolfram Wette, « Sonderweg oder Normalität? Zur Diskussion um die internationalen Position der Bundesrepublik », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 1, janvier 1996, p. 61-70; et Bruno Schoch, « Die Ambivalenz der Normalisierung », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 7, juillet 1996, p. 804-813.

³⁸ Qu'est-ce en effet qu'un pays « normal » ? L'Histoire ne démontre-t-elle pas au contraire que tous les pays constituent des « exceptions », qu'ils ont tous, malgré leurs ressemblances inévitables, un caractère distinct ? On consultera, à cet effet : Florence Gauzy, *L'exception allemande. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1998, p. 5-8. Voir aussi la conclusion de Winkler, *op. cit.*, p. 640-657.

³⁹ Selon Michael Mertes, « le discours récurrent sur la 'normalité' de l'Allemagne est plutôt un symptôme de sa non-normalité. Viendrait-il à l'esprit d'un Français, d'un Américain ou d'un Britannique d'insister sur le caractère 'normal' de sa nation ? » Mertes, « Berliner Republik? », *loc. cit.*, p. 73. De même, en novembre 1998, lors de la querelle Walser/Bubis, Saul Friedlander se demandait si, à trop vouloir s'interroger sur leur propre normalité, les Allemands ne couraient pas le risque de montrer qu'ils ne l'étaient pas. Cet exemple est tiré de : Régine Robin, *Berlin. Chantiers*, Paris, Stock, 2001, p. 117.

⁴⁰ Wolfgang Schäuble était probablement le tenant le plus clair et le plus insistant de la « normalisation » allemande au sein de la CDU/CSU.

fait, même à la fin de l'été 2002, alors que Washington parlait clairement de recourir à une guerre préventive contre Bagdad – une action révoltant profondément et pour des raisons évidentes, l'immense majorité des Allemands – ce paradigme mémoriel demeurait très populaire. C'est ce qui explique qu'au moment où Paris n'avait pas encore fait part de son opposition définitive au plan américain, nombreuses furent les critiques qui, sur la scène nationale allemande, évoquèrent le risque de voir Berlin s'isoler au sein du monde occidental⁴¹.

En somme, à l'automne 1999, après dix années de débats portant sur la mémoire, le chancelier Schröder illustre bien que l'identité allemande s'était développée des deux manières esquissées ici, c'est-à-dire d'une part, par opposition au nazisme et à tout ce qu'il représentait, avec au premier chef bien sûr, l'Holocauste, et d'autre part, en insistant sur l'exigence de maintenir le cap de l'ancrage à l'Occident. De fait, en septembre 1999, une fois terminée la guerre du Kosovo, le chef du gouvernement dressait un bilan des motivations ayant justifié l'intervention de son pays. En premier lieu, la politique allemande à l'égard du Kosovo ne s'expliquait selon lui «[n]i par un nationalisme aveugle, ni par la conquête de pays étrangers, ni par la poursuite d'intérêts stratégiques, mais plutôt par l'un des plus nobles buts qui soient : la sauvegarde de vies humaines et la préservation de droits de la personne ». Parce que l'Allemagne avait autrefois causé tant de malheurs dans les Balkans, elle devait aujourd'hui y intervenir lorsque l'histoire se répétait sous les agissements d'autres peuples. En second lieu, Schröder mentionnait que c'était aussi parce que son pays avait voulu contribuer à trouver une solution politique à la crise, que l'Allemagne avait dû se montrer solidaire de l'Alliance atlantique⁴².

⁴¹ Voir à titre indicatif, les points de vue opposés suivants : Josef Joffe, « Die große Entfremdung. Ein Jahr danach und der Irak : Schröder gegen Bush, Bush gegen alle », *Die Zeit*, numéro 37, août 2002; et Richard Herzinger, « Die besseren Amerikaner sind wir », *Die Zeit*, numéro 41, octobre 2002.

⁴² « Rede von Bundeskanzler Gerhard Schröder : Außenpolitische Verantwortung Deutschlands in der Welt am 2. September 1999 vor der DGAP in Berlin », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 10, octobre 1999, p. 68-69.

Comment ne pas souligner ici l'ironie de l'Histoire lorsqu'on sait que c'est le même Schröder qui, en avril 1999 se trouvait à la tête de l'Allemagne lorsque l'OTAN intervint pour le compte du Kosovo sans même bénéficier d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU et qui, en avril 1993 déclarait : « les opérations de casques bleus de la Bundeswehr sont importantes pour le maintien de la paix et de l'ordre en Somalie. Mais l'unification signifie que nous aurons besoin de dix ans pour trouver une nouvelle identité allemande, dix années durant lesquelles on aimerait tranquillement régler nos propres problèmes et ne pas intervenir dans d'autres pays. Ce gouvernement [Kohl] ne s'en porterait que mieux s'il ne participait pas à des aventures outre-mer »⁴³.

Au total, sous l'impulsion à la fois des politiciens de la droite et d'une partie de la gauche, l'identité allemande fut adaptée entre 1989 et 1999 de sorte qu'elle avait désormais une définition plus positive, moins portée sur l'unique fardeau symbolisé par Auschwitz et les crimes nazis. Quittant l'écueil d'une mémoire « sacralisée » qui provoquait la paralysie, cette identité se dirigeait résolument vers une mémoire sans doute mieux assumée, mais qui, faute de vigilance, risquait désormais d'être « banalisée »⁴⁴. Autrement dit, s'il n'était plus question d'invoquer Auschwitz pour excuser l'inaction allemande, la tendance inverse, la comparaison de l'Holocauste avec le « nettoyage ethnique » en Bosnie ou au Kosovo risquait d'engendrer une certaine « banalisation » du génocide des Juifs⁴⁵, cette action de « banaliser » prenant ici le sens de ce qu'Alfred Grosser appelle « bagatelliser » pour dire que l'on diminue l'importance du phénomène⁴⁶. Pour Stephan Martens,

« Dans la circulation discursive à laquelle on assiste depuis l'unification, chacun a tort et raison à la fois. Si la mémoire sert à tout, elle risque de ne plus servir à rien. Se livrer à un *mea-culpa* frénétique comme prôner la saturation de la mémoire font partie des derniers soubresauts de la névrose obsessionnelle du passé. Si le souvenir est devenu l'une des clés de voûte de l'identité

⁴³ Voir l'entrevue suivante : Gerhard Schröder, « Blauhelmeinsatz Kanzlerkandidate SPD », *Bild*, 19 avril 1993, p. 1. Cité par Jeffrey S. Lantis, *Strategic Dilemmas and the Evolution of German Foreign Policy since Unification*, Westport (Conn.), Praeger, 2002, p. 55.

⁴⁴ Cette distinction entre « sacralisation » et « banalisation » de la mémoire provient de : Todorov, *op. cit.*, p. 177-180.

⁴⁵ Winkler, *op. cit.*, p. 654.

⁴⁶ Alfred Grosser, *L'Allemagne de Berlin différente et semblable*, Paris, Alvik Éditions, 2002, p. 100.

démocratique de la RFA, il ne doit pas être paralysant mais mobilisateur. Il ne s'agit pas de considérer l'histoire allemande par le seul prisme de la culpabilité [...] »⁴⁷.

Bref, si l'identité allemande exige désormais de cultiver une mémoire plus représentative de l'histoire allemande et non plus la seule mémoire du nazisme comme c'était souvent le cas avant 1989⁴⁸, les Allemands doivent tout de même demeurer attentifs. « Ce devoir de vigilance nous l'avons, de dire l'historien Ingo Kolboom, parce que nous ne pouvons plus seulement invoquer le nom de Weimar pour définir notre image de l'Allemagne. Celui qui parle aujourd'hui de Weimar doit aussi parler de Buchenwald »⁴⁹.

Dans un autre ordre d'idées, il convient d'identifier au moins quelques pistes de recherche qui mériteraient d'être explorés au sujet de la politique étrangère allemande des années 1989-1999, en particulier lors des crises internationales. La première consisterait à utiliser la même problématique que celle qui a été employée dans le cadre de cette thèse, mais en recourant à de nouvelles sources : les éditoriaux et le courrier des lecteurs de quotidiens nationaux. Ce faisant, il serait possible d'éclairer encore davantage le rôle et l'utilisation de la mémoire en politique étrangère allemande, en particulier au sein du débat sociétal. Évidemment, une deuxième avenue pourrait être, avec l'ouverture des archives dans une vingtaine d'années, de vérifier dans quelle mesure les recours à des volets de mémoire procédaient d'instrumentalisation ou émanaient de réelles convictions de la part des politiciens. Cela permettrait d'affiner encore davantage l'étude du rôle de la mémoire pour la politique étrangère. Quant à la troisième piste, il pourrait s'agir de simplement substituer au concept de mémoire collective, celui d'identité nationale afin de faire un travail similaire à cette thèse ou à l'une ou l'autre des deux autres voies mentionnées ici.

⁴⁷ Martens, *op. cit.*, p. 48-49.

⁴⁸ Winkler, *op. cit.*, p. 656.

⁴⁹ Kolboom, *op. cit.*, p. 77.

Le mot de la fin appartient au politologue Waldemar Besson qui écrivait en 1970 : « L'actuelle politique étrangère de la République fédérale met en évidence à quel point elle est profondément imprégnée de sa propre histoire, ce qui explique pourquoi les changements s'accomplissent avec une telle lenteur et à quel point il faut se démener jusqu'à ce que change le consensus national concernant ses maximes de politique étrangère »⁵⁰. En 2004, plus de trois décennies après la parution de l'ouvrage de Besson, il est sans doute permis d'affirmer que l'Histoire se répète, ou encore mieux, continue de suivre son cours en matière de politique étrangère allemande.

⁵⁰ Waldemar Besson, *Die Außenpolitik der Bundesrepublik. Erfahrungen und Maßstäbe*, München, R. Piper & Co. Verlag, 1970, p. 15.

Bibliographie

1. Sources officielles

« Allgemeines Rahmenübereinkommen für den Frieden in Bosnien-Herzegowina, paraphiert am 21. November 1995 in Dayton, Ohio (Auszüge) », *Internationale Politik*, volume 51, numéro 1, janvier 1996, p. 80-93.

Bureau de statistique, *Bulletin mensuel de statistique*, New York, Nations unies, volume XLV, numéro 9, septembre 1991.

« Erklärungen des Europäischen Rates zu Kosovo vom 25. April [sic] 1999 », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 5, mai 1999, p. 120-121.

« Gemeinsame Erklärung zu Jugoslawien des französischen Staatspräsidenten Mitterrand und des deutschen Bundeskanzlers Kohl, 19. September 1991 », *Europa-Archiv*, volume 46, 1991, série 21, D548-549.

Haut-commissariat pour les réfugiés de l'ONU, *Les réfugiés dans le monde. Cinquante ans d'action humanitaire*. (Document consulté et imprimé le 10 août 2001 sur le site internet suivant : <http://www.unhcr.ch/sowr2000/french/ch09.pdf>)

Les Nations Unies et le conflit entre l'Iraq et le Koweït 1990-1996, (avec une introduction de Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies), Département de l'information, Nations Unies, New York, 1996, 879 pages.

Les Nations Unies et la Somalie 1992-1996, (avec une introduction de Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies), Département de l'information, Nations Unies, New York, 1996, 525 pages.

« Resolution 660 (1990), verabschiedet auf der 2932. Sitzung des Sicherheitsrats am 2. August 1990 », *Europa-Archiv. Dokumente*, 1991, série 2, D40.

« Resolution 48/88 der Generalversammlung der Vereinten Nationen zum Krieg in Bosnien-Herzegowina, am 20. Dezember 1993 in New York verabschiedet », *Europa-Archiv. Dokumente*, 1994, série 7, D222-224.

« Resolution 1031 des VN-Sicherheitsrates vom 15.12.1995 », dans « Maßnahmen zur Absicherung des Friedensvertrages für Bosnien-Herzegowina », Bundesministerium der Verteidigung, Presse- und Informationsstab, Referat Öffentlichkeitsarbeit, Bonn, 1996, p. 23-26. (Reihe Stichworte für die Öffentlichkeitsarbeit und Truppeninformation).

The Kosovo Conflict. Consequences for the Environment & Human Settlement, [s.l.], UNEP/UNCHS, 1999, 104 pages.

Unfinished Peace. Report of the International Commission on the Balkans, Washington/Berlin, Carnegie Endowment for International Peace/Aspen Institute Berlin, 1996, 196 pages.

« Ultimatum an den Irak und Billigung militärischen Vorgehens zur Befreiung Kuwaits. Resolution Nr. 678 des Sicherheitsrates der Vereinten Nationen vom 29.11.1990 », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik 1990/91. Auf dem Weg zu einer europäischen Friedensordnung. Eine Dokumentation*, München, Verlag Bonn Aktuell GmbH, 1991, p. 295-296.

2. Sources officielles allemandes

2.1 Recueils de sources gouvernementales :

Auswärtiges Amt, dir., *Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Dokumente von 1949 bis 1994*, Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1995, 797 pages.

Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik 1990/91. Auf dem Weg zu einer europäischen Friedensordnung. Eine Dokumentation*, München, Verlag Bonn Aktuell GmbH, 1991, 473 pages.

Dokumente zur Deutschlandpolitik. Deutsche Einheit. Sonderedition aus den Akten des Bundeskanzleramtes 1989/90, (Herausgegeben vom Bundesministerium des Innern unter Mitwirkung des Bundesarchivs, bearbeitet von Hanns Jürgen Küsters und Daniel Hofmann), München, R. Oldenburg Verlag, 1998, 1667 pages.

L'unification de l'Allemagne en 1990. Une documentation, Bonn, Office de Presse et d'Information du gouvernement fédéral, 1991, 192 pages.

2.2 Discours, déclarations et entrevues :

- « Debattenbeitrag des Bundesministers des Auswärtigen, Genscher, vor dem Deutschen Bundestag am 31.1.1991 (Auszüge) », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik 1990/91. Auf dem Weg zu einer europäischen Friedensordnung. Eine Dokumentation*, München, Verlag Bonn Aktuell GmbH, 1991, p. 328-331.
- « Erklärung der Bundesregierung zur jungsten Entwicklung in der Golf-Region, abgegeben vom Bundesminister des Auswärtigen, Hans-Dietrich Genscher, vor dem Deutschen Bundestag am 22. Februar 1991 », *Europa-Archiv. Dokumente*, 1991, série 2, D184-D186.
- « Erklärung der Bundesregierung zur Unterstützung der humanitären Anstrengungen der Vereinten Nationen in Somalia, abgegeben von Staatssekretär Dieter Vogel am 17. Dezember 1992 », *Europa-Archiv. Dokumente*, série 9, 1993, D191-D192.
- « Erklärung des deutschen Außenministers, Klaus Kinkel, zur Juppé-Kinkel-Initiative für den Bosnien-Konflikt vom 18. November 1993 », *Europa-Archiv. Dokumente*, série 7, 1994, D221-D222.
- « Erklärung des Präsidenten Wolfgang Thierse zum NATO-Einsatz in Jugoslawien », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 30. Sitzung. Bonn, 25 mars 1999, p. 2421-2422.
- « Erklärung von Bundeskanzler Gerhard Schröder zur Lage im Kosovo am 24. März 1999 », *Bulletin*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 13, Bonn, 30 mars 1999, p. 140.
- « Erklärung nach § 31 GO der Abgeordneten Annelie Buntenbach, Monika Knoche, Steffi Lemke, Irmingard Schewe-Gerigk, Christian Simmert (alle BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN) zur Abstimmung über die Beschlußempfehlung des Auswärtigen Ausschusses zu dem Antrag der Bundesregierung zur Deutsche Beteiligung an der militärischen Umsetzung eines Rambouillet-Abkommens für den Kosovo sowie an NATO-Operationen im Rahmen der Notfalltruppe (Extraction Force) », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 22. Sitzung. Bonn, 25 février 1999, p. 1745-1746.

- Fischer, Joschka. « Die Katastrophe in Bosnien und die Konsequenzen für unsere Partei. Joschka Fischers Brief an Bündnis 90/Die Grünen », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 9, septembre 1995, p. 1141-1150.
- « 'Es ist eine barbarische Form des Faschismus' », *taz*, numéro 5811, 15 avril 1999, p. 3.
 - « 'Ich fühle mich nicht als Sieger des Krieges' », *taz*, numéro 5889, 19 juillet 1999, p. 2-3.
 - « 'Nie wieder Krieg, aber auch nie wieder Auschwitz'. Auszüge aus der Rede von Joschka Fischer auf dem Sonderparteitag der Grünen », *SZ*, 14 mai 1999, p. 13.
 - « 'Serbien gehört zu Europa' », *Die Zeit*, numéro 16, 15 avril 1999.
- Genscher, Hans-Dietrich. « Bericht der Bundesregierung über die Tagung der WEU und EPZ – Sitzung zur Lage am Golf », *Verhandlungen des Deutschen Bundestages* (ci-après *VdDB*), 11. Wahlperiode, 221. Sitzung. Bonn, 23 août 1990, p. 17468-17469.
- « Der Krieg in Jugoslawien – eine Herausforderung für Europa », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 42. Sitzung. Bonn, 20 septembre 1991, p. 3488-3489.
 - « Erklärung der Bundesregierung. Die Lage im Irak und die Situation der irakischen Flüchtlinge, insbesondere der Kurden », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 20. Sitzung. Bonn, 17 avril 1991, p. 1255-1258.
 - « Rede des deutschen Außenministers, Hans-Dietrich Genscher, vor der Generalversammlung der Vereinten Nationen am 25. September 1991 (gekürzt) », *Europa-Archiv*, série 9, 1992, D346-D350.
- Ischinger, Wolfgang. « Keine Sommerpause der deutschen Außenpolitik. Zwischenbilanz nach dem Kosovo-Krieg. Vortrag von Staatssekretär Wolfgang Ischinger », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 10, octobre 1999, p. 59-64.
- Kinkel, Klaus. « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung. Bericht der Bundesregierung zur Lage im früheren Jugoslawien », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 219. Sitzung. Bonn, 14 avril 1994, p. 18907-18910.

- « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung. Deutsche Mithilfe bei VN-Friedensbemühungen », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 151. Sitzung. Bonn, 21 avril 1993, p. 12925-12930.
- « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung. Lage und Entwicklung im ehemaligen Jugoslawien und Entscheidung der Bundesregierung über die Beteiligung der Bundeswehr an Überwachungsmaßnahmen von WEU und NATO zur Unterstützung der VN-Resolutionen 713 und 757 », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 101. Sitzung. Bonn, 22 juillet 1992, p. 8608-8612.
- « Abgabe einer Erklärung durch die Bundesregierung. Deutsche Beteiligung an den von der NATO geplanten begrenzten und in Phasen durchzuführenden Luftoperationen zur Abwendung einer humanitären Katastrophe im Kosovo-Konflikt », *VdDB*, 13. Wahlperiode, 248. Sitzung. Bonn, 16 octobre 1998, p. 23127-23131.
- « 50 Jahre Allgemeine Erklärung der Menschenrechte », *Bulletin*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 21, Bonn, 27 mars 1998, p. 246-248.
- « Deutsche Außenpolitik im Zeitalter der Globalisierung », *Bulletin*, Bonn, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 51, 14 juillet 1998, p. 658-662.
- « Erklärung der Bundesregierung. Konsequenzen aus dem Urteil des Bundesverfassungsgerichts vom 12. Juli 1994 », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 240. Sitzung. Bonn, 22 juillet 1994, p. 21165-21169.
- « Erklärung der Bundesregierung. Öffnung der Atlantischen Allianz für Polen, die Tscheschische Republik und Ungarn », *Bulletin*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 22, Bonn, 30 mars 1998, p. 251-254.
- « Erklärung der Bundesregierung zur Friedensvereinbarung für Bosnien », *VdDB*, 13. Wahlperiode, 74. Sitzung. Bonn, 30 novembre 1995, p. 6426-6431.
- « Erklärung zum Abschluß des deutschen Vorsitzes im Europarat », *Bulletin*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 31, Bonn, 13 mai 1998, p. 373-375.

- « Koalitionsvereinbarung zwischen der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands und Bündnis 90/Die Grünen, unterzeichnet am 20. Oktober 1998 in Bonn (Auszüge) », *Internationale Politik*, volume 53, numéro 12, décembre 1998, p. 67-79.
- Kohl, Helmut. « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung zum Krieg am Golf », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 3. Sitzung. Bonn, 17 janvier 1991, p. 46-47.
- « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung zu den Ergebnissen des Europäischen Rates in Maastricht », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 68. Sitzung. Bonn, 13 décembre 1991, p. 5797-5803.
 - « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung zur Lage in der Golfregion und in Litauen », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 2. Sitzung. Bonn, 14 janvier 1991, p. 21-23.
 - « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung zur Lage und Entwicklung in der Sowjetunion und Jugoslawien », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 37. Sitzung. Bonn, 4 septembre 1991, p. 3015-3019.
 - « Abgabe einer Regierungserklärung », *VdDB*, 12. Wahlperiode, 53. Sitzung. Bonn, 6 novembre 1991, p. 4367.
 - « Erklärung der Bundesregierung. Deutsche Beteiligung an den militärischen Maßnahmen zur Absicherung des Friedensvertrages für Bosnien-Herzegowina », *VdDB*, 13. Wahlperiode, 76. Sitzung. Bonn, 6 décembre 1995, p. 6631-6634.
 - « Ziele und Prioritäten der Innen- und Außenpolitik », dans Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, *Bulletin*, numéro 84, 25 juillet 1992, p. 809.
- « Interview des Bundesministers des Auswärtigen, Genscher, mit dem Deutschlandfunk für die Sendung 'Information am Morgen' am 28. 1. 1991 », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik 1990/91. Auf dem Weg zu einer europäischen Friedensordnung. Eine Dokumentation*, München, Verlag Bonn Aktuell GmbH, 1991, p. 318-320.
- « Presseerklärung des deutschen Verteidigungsministers, Volker Rühle, zur Entsendung von Seeaufklärern für die Unterstützung der UN-Embargoüberwachung in der

- Jugoslawien-Krise, abgegeben am 15. Juli 1992 in Bonn », *Europa-Archiv. Dokumente*, série 2, 1992, D581.
- « Rede des Bundesministers des Auswärtigen, Genscher, vom 26. September 1990 (Auszüge) », dans *Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Dokumente von 1949 bis 1994*, Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1995, p. 711-712.
- « Rede des Bundesministers des Auswärtigen, Genscher, vor dem World Economic Forum in Davos am 2.2.1991 (Auszüge) », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik 1990/91. Auf dem Weg zu einer europäischen Friedensordnung. Eine Dokumentation*, München, Verlag Bonn Aktuell GmbH, 1991, p. 331-338.
- « Rede des Bundesministers des Auswärtigen, Genscher, zur Verabschiedung von Staatsministerin Dr. Adam-Schwaetzer und Staatssekretär Dr. Sudhoff und zur Einführung der Nachfolger in Bonn am 28.1.1991 (Auszüge) », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik 1990/91. Auf dem Weg zu einer europäischen Friedensordnung. Eine Dokumentation*, München, Verlag Bonn Aktuell GmbH, 1991, p. 321-324.
- « Rede des deutschen Außenministers, Hans-Dietrich Genscher, vor der Generalversammlung der Vereinten Nationen am 25. September 1991 (gekürzt) », *Europa-Archiv*, Série 9, 1992, p. D346-D350.
- « Rede des deutschen Außenministers, Joschka Fischer, am 6. Februar 1999 auf der 'Konferenz für Sicherheitspolitik' in München (Auszüge) », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 4, avril 1999, p. 169-172.
- « Rede des deutschen Außenministers, Joschka Fischer, zum Stabilitätspakt für Südosteuropa beim EU-Außenministertreffen am 10. Juni 1999 in Köln », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 8, août 1999, p. 130-132.
- « Rede des deutschen Außenministers, Klaus Kinkel, vor der 47. Generalversammlung der Vereinten Nationen in New York am 23. September 1992 », *Europa-Archiv*, série 20, 1992, D597-D604.
- « Rede von Bundeskanzler Gerhard Schröder: Außenpolitische Verantwortung Deutschlands in der Welt am 2. September 1999 vor der DGAP in Berlin », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 10, octobre 1999, p. 67-72.

- « Rede von Bundeskanzler Gerhard Schröder zum Thema 'Deutsche Sicherheitspolitik an der Schwelle des 21. Jahrhunderts', auf der Konferenz für Sicherheitspolitik am 6. Februar 1999 in München (gekürzt) », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 4, avril 1999, p. 121-124.
- « Regierungserklärung von Bundeskanzler Helmut Kohl vor dem Deutschen Bundestag am 30. Januar 1991 (Auszüge zur Außen- und Deutschlandpolitik) », *Europa-Archiv. Dokumente*, 1991/2, D126-D140.
- Scharping, Rudolf. « Das transatlantische Bündnis auf dem Weg in das 21. Jahrhundert », *Bulletin*, Bonn, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, numéro 18, 21 avril 1999, p. 186-192.
- « 'Allen hatten Skrupel' », *Der Spiegel*, numéro 13, 29 mars 1999.
- Schröder, Gerhard. « Abgabe einer Erklärung der Bundesregierung zur aktuellen Lage im Kosovo nach dem Eingreifen der NATO und zu den Ergebnissen der Sondertagung des Europäischen Rates in Berlin », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 31. Sitzung. Bonn, 26 mars 1999, p. 2571-2575.
- « Abgabe einer Regierungserklärung des Bundeskanzlers. Aktuelle Lage im Kosovo », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 32. Sitzung. Bonn, 16 avril 1999, p. 2620-2623.
- « 'Ich bin kein Kriegskanzler' », *Der Spiegel*, numéro 15, 12 avril 1999.
- « Vortrag des deutschen Außenministers, Joschka Fischer, vor den Mitgliedern der DGAP am 24. November 1999 in Berlin », *Internationale Politik*, volume 55, numéro 2, février 2000, p. 58-64.
- « Zur Rolle der Bundesrepublik Deutschland in der Weltpolitik. Interview des Bundespräsidenten Dr. von Weizsäcker im ZDF am 17.2.1991 (Auszüge) », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik 1990/91. Auf dem Weg zu einer europäischen Friedensordnung. Eine Dokumentation*, München, Verlag Bonn Aktuell GmbH, 1991, p. 346-349.

2.3 Séances du Bundestag :

VdDB, 11. Wahlperiode, 221. Sitzung. Bonn, 23 août 1990.

- VdDB*, 11. Wahlperiode, 235. Sitzung. Bonn, 15 novembre 1990.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 2. Sitzung. Bonn, 14 janvier 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 3. Sitzung. Bonn, 17 janvier 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 6. Sitzung. Bonn, 31 janvier 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 9. Sitzung. Bonn, 21 février 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 10. Sitzung. Bonn, 22 février 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 20. Sitzung. Bonn, 17 avril 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 33. Sitzung. Bonn, 19 juin 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 37. Sitzung. Bonn, 4 septembre 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 42. Sitzung. Bonn, 20 septembre 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 52. Sitzung. Bonn, 30 octobre 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 53. Sitzung. Bonn, 6 novembre 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 58. Sitzung. Bonn, 15 novembre 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 60. Sitzung. Bonn, 27 novembre 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 68. Sitzung. Bonn, 13 décembre 1991.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 82. Sitzung. Bonn, 12 mars 1992.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 97. Sitzung. Bonn, 17 juin 1992.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 101. Sitzung. Bonn, 22 juillet 1992.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 103. Sitzung. Bonn, 9 septembre 1992.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 113. Sitzung. Bonn, 15 octobre 1992.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 117. Sitzung. Bonn, 5 novembre 1992.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 128. Sitzung. Bonn, 10 décembre 1992.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 151. Sitzung. Bonn, 21 avril 1993.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 163. Sitzung. Bonn, 17 juin 1993.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 166. Sitzung. Bonn, 24 juin 1993.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 169. Sitzung. Bonn, 2 juillet 1993.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 176. Sitzung. Bonn, 23 septembre 1993.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 184. Sitzung. Bonn, 27 octobre 1993.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 196. Sitzung. Bonn, 2 décembre 1993.
- VdDB*, 12. Wahlperiode, 213. Sitzung. Bonn, 3 mars 1994.

- VdDB*, 12. Wahlperiode, 219. Sitzung. Bonn, 14 avril 1994.
VdDB, 12. Wahlperiode, 222. Sitzung. Bonn, 21 avril 1994.
VdDB, 12. Wahlperiode, 240. Sitzung. Bonn, 22 juillet 1994.
VdDB, 13. Wahlperiode, 48. Sitzung. Bonn, 30 juin 1995.
VdDB, 13. Wahlperiode, 49. Sitzung. Bonn, 13 juillet 1995.
VdDB, 13. Wahlperiode, 74. Sitzung. Bonn, 30 novembre 1995.
VdDB, 13. Wahlperiode, 76. Sitzung. Bonn, 6 décembre 1995.
VdDB, 13. Wahlperiode, 149. Sitzung. Bonn, 13 décembre 1996.
VdDB, 13. Wahlperiode, 248. Sitzung, Bonn, 16 octobre 1998.
VdDB, 14. Wahlperiode, 6. Sitzung. Bonn, 13 novembre 1998
VdDB, 14. Wahlperiode, 8. Sitzung. Bonn, 19 novembre 1998.
VdDB, 14. Wahlperiode, 21. Sitzung. Bonn, 24 février 1999.
VdDB, 14. Wahlperiode, 22. Sitzung. Bonn, 25 février 1999.
VdDB, 14. Wahlperiode, 30. Sitzung. Bonn, 25 mars 1999.
VdDB, 14. Wahlperiode, 31. Sitzung. Bonn, 26 mars 1999.
VdDB, 14. Wahlperiode, 32. Sitzung. Bonn, 16 avril 1999.
VdDB, 14. Wahlperiode, 38. Sitzung. Bonn, 5 mai 1999.
VdDB, 14. Wahlperiode, 108. Sitzung. Berlin, 8 juin 2000.

2.4 Pages web tirées du site internet du directeur fédéral des élections :

<http://www.bundeswahlleiter.de/wahlen/ergebalt/d/t/bt-int90.htm>

<http://www.bundeswahlleiter.de/wahlen/ergeb94/d/t/bun94999.htm>

<http://www.bundeswahlleiter.de/wahlen/ergeb98/d/bunu.htm>

2.5 Documents gouvernementaux :

« Antrag der Bundesregierung. Deutsche Beteiligung an den Maßnahmen zum Schutz und zur Unterstützung des schnellen Einsatzverbands im früheren Jugoslawien einschließlich der Unterstützung eines eventuellen Abzugs der VN-Friedenstruppen », Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Referat Außen-, Sicherheits- und Europapolitik, juillet 1995, 3 pages.

- « Antrag der Bundesregierung zur Deutsche Beteiligung an der militärischen Umsetzung eines Rambouillet-Abkommens für den Kosovo sowie an NATO-Operationen im Rahmen der Notfalltruppe (Extraction Force) », *VdDB*, 14. Wahlperiode, 21. Sitzung. Bonn, 24 février 1999, p. 1525-1526.
- « Antwort der Bundesregierung auf die kleine Anfrage der Abgeordneten Frau Lederer und der Abgeordneten der PDS/Linke Liste – Drucksache 12/81 –. Unterstützungsleistungen der Bundesrepublik Deutschland für die Anti-Irak-Koalition », *VdDB*, 12. Wahlperiode, Drucksachen 12/535. Bonn, 31 mai 1991, 8 pages.
- « Antwort der Bundesregierung auf die Kleine Anfrage der Abgeordneten Andrea Lederer und der Gruppe der PDS/Linke List – Drucksache 12/958 –. Politik der Bundesregierung im Zusammenhang mit der Entwicklung in Jugoslawien », *VdDB*, 12. Wahlperiode, Drucksachen 12/1097. Bonn, 30 août 1991, 4 pages.
- « Beschluß des Bundeskabinetts zur Anerkennung der jugoslawischen Republiken », *Bulletin*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, 21 décembre 1991, p. 1183.
- « Beschluß der Bundesregierung zur deutschen Beteiligung zur Absicherung des Friedensvertrages für Bosnien-Herzegowina und Beschlußvorschlag für den Deutschen Bundestag », dans « Der deutsche Beteiligung an der militärischen Absicherung der Friedensvereinbarung für Bosnien-Herzegowina », Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Bonn, 1995, p. 6-8.
- « Beteiligung der Bundeswehr an den Maßnahmen zum Schutz und zur Unterstützung des Schnellen Einsatzverbandes im ehemaligen Jugoslawien », Bundesministerium der Verteidigung, Presse- und Informationsstab, Öffentlichkeitsarbeit, Reihe Stichworte für die Öffentlichkeitsarbeit und Truppeninformation. Bonn, juillet 1995, 22 pages.
- « Die Initiative der deutschen Bundesregierung für Kosovo vom 16. April 1999 », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 5, mai 1999, p. 135-136.
- « Die Lage der Kosovo-Albaner und die Haltung von Bundestag und Bundesregierung in dieser Frage », Wissenschaftliche Dienste des deutschen Bundestages,

- Fachbereich II Auswärtiges, Internationales Recht, Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, Verteidigung, WF II - 136/97, 24 octobre 1997, 17 pages.
- « 'Freiheit und Verantwortung gehören zusammen' Materialsammlung zum Einsatz der Bundeswehr, zum Bündnisfall und zum Golfkrieg », Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, Bonn, 1991, 60 pages.
- « Hintergrundinformationen zum Einsatz der Internationalen Staatengemeinschaft im Kosovo und zur Beteiligung der Bundeswehr », Bundesministerium der Verteidigung, Presse- und Informationsstab, Öffentlichkeitsarbeit, Reihe Stichworte für die Öffentlichkeitsarbeit und Truppeninformation. Bonn, 1999, 28 pages.
- « Informationen über die Beteiligung der Bundeswehr an der Stabilisierung des Friedens im ehemaligen Jugoslawien. SFOR », Bundesministerium der Verteidigung, Presse- und Informationsstab, Referat Öffentlichkeitsarbeit, Bonn, 1996, 20 pages. (Reihe Stichworte für die Öffentlichkeitsarbeit und Truppeninformation).
- « Kabinettsbeschuß zur Beendigung der Bundeswehribeteiligung an UNOSOM II », *Bulletin Presse- und Informationsamt der Bundesregierung*, numéro 114, 23 décembre 1993, p. 1260.
- « Kooperation in der Golfkrise. Informationserlaß des Auswärtigen Amts vom 19.2.1991 über die deutschen Beiträge (Auszug) », dans Auswärtiges Amt, dir., *Deutsche Aussenpolitik 1990/91. Auf dem Weg zu einer europäischen Friedensordnung. Eine Dokumentation*, München, Verlag Bonn Aktuell GmbH, 1991, p. 350-351.
- « Maßnahmen zur Absicherung des Friedensvertrages für Bosnien-Herzegowina », Bundesministerium der Verteidigung, Presse- und Informationsstab, Referat Öffentlichkeitsarbeit, Bonn, 1996, 26 pages. (Reihe Stichworte für die Öffentlichkeitsarbeit und Truppeninformation).
- « Urteil des Bundesverfassungsgerichts über die Verfassungsbeschwerden gegen internationale Einsätze der Bundeswehr, verkündet in Karlsruhe am 12. Juli 1994 (Auszüge) », *Europa-Archiv. Dokumente*, série 15, 1994, D427-D431.

2.6 Mémoires et témoignages :

- Genscher, Hans-Dietrich. *Rebuilding a House Divided. A Memoir by the Architect of Germany's Reunification*, (traduit de l'allemand par Thomas Thornton), New York, Broadway Books, 1998, 580 pages.
- Reinhardt, Klaus. « Lehren aus Kosovo. Militärische und politische Herausforderungen », *Internationale Politik*, volume 56, numéro 3, mars 2001, p. 32-36.
- Scharping, Rudolf. *Wir dürfen nicht wegsehen. Der Kosovo-Krieg und Europa*, München, Econ Taschenbuch, 2001, 269 pages.
- Teltschik, Horst. *329 Tage. Innenansichten der Einigung*, [s.l.], Siedler, 1991, 380 pages.
- Vollmer, Ludger. *Die Grünen und die Außenpolitik – ein schwieriges Verhältnis. Eine Ideen-, Programm- und Ereignisgeschichte grüner Außenpolitik*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 1998, 649 pages.

3. Journaux dépouillés (1989-1999)

Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)

Süddeutsche Zeitung (SZ)

4. Ouvrages généraux et monographies

- Ackermann, Ulrike. *Sündenfall der Intellektuellen. Ein deutsch-französischer Streit von 1945 bis heute*, Stuttgart, Klett-Cotta, 2000, 269 pages.
- Adomeit, Hannes. *Imperial Overstretch: Germany in Soviet Policy from Stalin to Gorbachev*, Baden-Baden, Nomos Verlag, 1998, 609 pages.
- Aly, Götz. *Macht, Geist, Wahn. Kontinuitäten Deutschen Denkens*, Frankfurt-am-Main, Fischer Taschenbuchverlag, 1999, 220 pages.

- Ash, Timothy Garton. *Au nom de l'Europe. L'Allemagne dans un continent divisé*, (traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat), [s.l.], Gallimard, 1995, 663 pages.
- Bach, Jonathan P.G. *Between Sovereignty and Integration. German Foreign Policy and National Identity after 1989*, New York, St. Martin's Press, 1999, 226 pages.
- Banschoff, Thomas. *The German Problem Transformed. Institutions, Politics and Foreign Policy, 1945-1995*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1998, 217 pages.
- Barbara-Rosoux, Valérie. *Les usages de la mémoire dans les relations internationales. Le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie, de 1962 à nos jours*, Bruxelles, Bruylant, 2001, 403 pages.
- Bark, Dennis L. et Gress, David R. *Histoire de l'Allemagne depuis 1945*, (traduit de l'anglais par Odile Demange), Paris, Robert Laffont, 1992, 1503 pages.
- Bartov, Omer. *Mirrors of Destruction. War, Genocide, and Modern Identity*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 302 pages.
- Besson, Waldemar. *Die Außenpolitik der Bundesrepublik. Erfahrungen und Maßstäbe*, München, R. Piper & Co. Verlag, 1970, 493 pages.
- Bloch, Marc. *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1997, 159 pages.
- Browning, Christopher. *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994, 332 pages.
- Brunner, Stefan. *Deutsche Soldaten im Ausland. Fortsetzung der Außenpolitik mit militärischen Mitteln ?*, München, Verlag C.H. Beck, 1993, 257 pages.
- Castellan, Georges. *Histoire des Balkans. XIV^e-XX^e siècles*, [s.l.], Fayard, 1999, 643 pages.
- Clay Large, David. *Germans to the Front. West German Rearmament in the Adenauer Era*, Chapel Hill/London, The University of North Carolina Press, 1996, 327 pages.

- Chomsky, Noam. *The New Military Humanism. Lessons from Kosovo*, New Star Books, Vancouver, 1999, 199 pages.
- Christmann, Stefanie et Lutz, Dieter S. *Die Zerstörung der Vernunft in Zeiten des Krieges. Zum Demokratieverlust nach 1989*, Berlin, Aufbau Taschenbuch Verlag, 2000, 282 pages.
- Conversi, Daniele. *German-Bashing and the Breakup of Yugoslavia*, Seattle, Jackson School of International Studies/University of Washington, 1998, 81 pages. (« The Donald W. Treadgold papers in Russian, East European, and Central Asian studies », numéro 16, mars 1998)
- Cooper, Alice Holmes. *Paradoxes of Peace: German Peace Movements Since 1945*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996, 331 pages.
- Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Paris, Cerf, 1988, 353 pages.
- « Die Gegenwart der Vergangenheit. Die Spiegel-Serie über die langen Schatten des Dritten Reichs », *Der Spiegel special*, numéro 1, 2001, 230 pages.
- Diner, Dan. *Der Krieg der Erinnerungen*, Berlin, Rotbuch Verlag, 1991, 131 pages.
- Drapeau, Martine. « Les intellectuels allemands et la remilitarisation de la politique étrangère (1990-1999) », Mémoire de maîtrise (M.A.), Département d'histoire, Université de Montréal, 2000, 110 pages.
- Duffield, John S. *World Power Forsaken. Political Culture, International Institutions, and German Security Policy After Unification*, Stanford, Stanford University Press, 1998, 385 pages.
- Elsässer, Jürgen. *Der deutsche Sonderweg. Historische Last und politische Herausforderung*, Kreuzlingen/München, Heinrich Hugendubel Verlag, 2003, 264 pages.
- Erb, Scott *German Foreign Policy. Navigating a New Era*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2003, 262 pages.
- Finkelstein, Norman G. *L'industrie de l'Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, (traduit de l'anglais par Éric Hazan), Paris, La Fabrique, 2001, 157 pages.

- François, Étienne et Schulze, Hagen, dir., *Deutsche Erinnerungsorte*, München, C.H. Beck Verlag, 2003, 3 volumes.
- Fulbrook, Mary. *German National Identity after the Holocaust*, Cambridge, Polity Press, 1999, 248 pages.
- Gaudard, Pierre-Yves. *Le fardeau de la mémoire. Le deuil collectif allemand après le national-socialisme*, Paris, Plon, 1997, 286 pages.
- Gauzy, Florence. *L'exception allemande. XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1998, 95 pages.
- Glitz, Peter. *Die falsche Normalisierung. Die unmerkliche Verwandlung der Deutschen 1989 bis 1994. Essays*, Frankfurt-am-Main, Suhrkamp, 1994, 271 pages.
- Goebel, Peter, dir., *Von Kambodscha bis Kosovo. Auslandseinsätze der Bundeswehr seit Ende des Kalten Krieges*, Frankfurt-am-Main/Bonn, Report Verlag, 2000, 348 pages.
- Goldhagen, Daniel J. *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Paris, Seuil, 1997, 579 pages.
- Gougeon, Jacques-Pierre. *L'identité allemande à l'entrée du XXI^e siècle*, Paris, Hachette, 1999, 159 pages.
- Grosser, Alfred. *L'Allemagne de Berlin différente et semblable*, Paris, Alvik Éditions, 2002, 241 pages.
- *Le crime et la mémoire*, Paris, Flammarion, 1989, 268 pages.
- Guyatt, Nicholas. *Another American Century. The United States and the World After 2000*, New York, Zed Books, 2000, 258 pages.
- Haar, Roberta N. *Nation States as Schizophrenics. Germany and Japan as Post-Cold War Actors*, Westport (Conn.), Praeger, 2001, 215 pages.
- Habermas, Jürgen. *The Past as a Future*, (interviewé par Michael Haller et traduit de l'allemand par Max Pensky), Lincoln/London, University of Nebraska Press, 1994, 185 pages.
- Hacke, Christian. *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von Konrad Adenauer bis Gerhard Schröder*, Berlin, Ullstein, 2003, 652 pages.

- Haftendorn, Helga. *Deutsche Außenpolitik zwischen Selbstbeschränkung und Selbstbehauptung 1945-2000*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 2001, 536 pages.
- Halbwachs, Maurice. *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 (1925), 367 pages.
- Halbwachs, Maurice. *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 (1950), 295 pages.
- Hartmann, Ralph. « Die ehrlichen Makler ». *Die deutsche Außenpolitik und der Bürgerkrieg in Jugoslawien. Eine Bilanz*, Berlin, Dietz Verlag, 1998, 255 pages.
- Hildebrand, Klaus. *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland. Von Erhard zur Großen Koalition 1963-1969*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1984, 531 pages.
- Hoffmann, Hans-Viktor. *Demoskopisches Meinungsbild in Deutschland zur Sicherheits- und Verteidigungspolitik 1992*, Waldbröl, Akademie der Bundeswehr für Information und Kommunikation, 1993, 317 pages.
- *Demoskopisches Meinungsbild in Deutschland zur Sicherheits- und Verteidigungspolitik 1995*, Waldbröl, Akademie der Bundeswehr für Information und Kommunikation, 1996, 47 pages.
- Husson, Édouard. *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Paris, PUF, 2000, 306 pages.
- Inacker, Michael J. *Unter Ausschluß der Öffentlichkeit? Die Deutschen in der Golfallianz*, Bonn, Bouvier Verlag, 1991, 185 pages.
- Jarausch, Konrad H. *Uniting Germany. Documents and Debates, 1944-1993*, Providence, Berghan Books, 1994, 282 pages.
- Joetze, Günther. *Der letzte Krieg in Europa? Das Kosovo und die deutsche Politik*, Stuttgart/München, Deutsche Verlag-Anstalt, 2001, 250 pages.
- Joyner, Christopher C., dir., *The Persian Gulf War. Lessons for Strategy, Law, and Diplomacy*, New York, Greenwood Press, 1990, 256 pages.

- Kaiser, Karl et Becher, Klaus. *Deutschland und der Irak-Konflikt. Internationale Sicherheitsverantwortung Deutschlands und Europas nach der deutschen Vereinigung*, Bonn, Forschungsinstitut der DGAP/Europa Union Verlag, 1992, 135 pages. (Coll. « Arbeitspapiere zur Internationale Politik », numéro 68, Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik)
- Kempf, Udo et Merz, Hans-Georg, dir. *Kanzler und Minister 1949-1998. Biografisches Lexikon der deutschen Bundesregierungen*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2001, 839 pages.
- Kolboom, Ingo. *Pièces d'identité. Signets d'une décennie allemande 1989-2000*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000, 205 pages.
- Kölsch, Julia. *Politik und Gedächtnis. Zur Soziologie funktionaler Kultivierung von Erinnerung*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2000, 271 pages.
- Kosłowski, Gerd. *Die NATO und der Krieg in Bosnien-Herzegowina. Deutschland, Frankreich und die USA im internationalen Krisenmanagement*, [s.l.], SH-Verlag, 1995, 228 pages.
- Küntzel, Matthias. *Der Weg in den Krieg. Deutschland, die NATO und das Kosovo*, Berlin, Elefanten Press, 2000, 252 pages.
- Lantis, Jeffrey S. *Strategic Dilemmas and the Evolution of German Foreign Policy since Unification*, Westport (Conn.), Praeger, 2002, 230 pages.
- Le Goff, Jacques. *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, 409 pages.
- Libal, Michael. *Limits of Persuasion. Germany and the Yugoslav Crisis, 1991-1992*, Westport (Conn.), Praeger, 1997, 206 pages.
- Limpert, Martin. *Auslandseinsatz der Bundeswehr*, Berlin, Duncker & Humblot, 2002, 155 pages. (Coll. « Tübinger Schriften zum Staats- und Verwaltungsrecht ». Band 67)
- Lukic, Reneo et Lynch, Allen. *Europe from the Balkans to the Urals. The Disintegration of Yugoslavia and the Soviet Union*, New York, Oxford University Press, 1996, 436 pages.

- Lutz, Dieter S. *La guerre mondiale malgré nous ? La controverse des euromissiles*, (traduit de l'allemand par Philippe Lacroix), Paris, La Découverte/Maspéro, 1983, 319 pages.
- Maier, Charles S. *The Unmasterable Past. History, Holocaust, and German National Identity*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 1988, 227 pages.
- Malcolm, Noel. *Kosovo. A Short History*, New York, New York University Press, 1998, 492 pages.
- Markovits, Andrei S. et Gorski, Philip. *The German left : red, green and beyond*, New York, Oxford University Press, 1993, 393 pages.
- Markovits, Andrei S. et Reich, Simon. *The German Predicament. Memory and Power in the New Europe*, Ithaca/London, Cornell University Press, 1997, 248 pages.
- Martens, Stephan. *Allemagne. La nouvelle puissance européenne*, Paris, PUF, 2002, 202 pages.
- *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949. Entre mythe et réalité*, Paris, PUF, 1998, 241 pages. (Coll. « Perspectives Germaniques »)
- März, Wolfgang. *Bundeswehr in Somalia. Verfassungsrechtliche und verfassungspolitische Überlegungen zur Verwendung deutscher Streitkräfte in VN-Operationen*, Berlin, Duncker & Humblot, 1993, 140 pages.
- Medhurst, Martin J. et Brands, H.W. *Critical Reflections on the Cold War: Linking rhetoric and history*, College Station, Texas A&M University Press, 2000, 281 pages.
- Merkel, Reinhard, dir., *Der Kosovo-Krieg und das Völkerrecht*, Frankfurt-am-Main, Suhrkamp Verlag, 2000, 241 pages.
- Militärgeschichtlichen Forschungsamt, dir., *Anfänge westdeutscher Sicherheitspolitik 1945-1956*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1982, 4 volumes.
- Mudry, Thierry. *Histoire de la Bosnie-Herzégovine. Faits et controverses*, Paris, Ellipse, 1999, 431 pages. (Coll. « L'Orient politique »)

- Mushaben, Joyce Marie. *From Post-War to Post-Wall Generations. Changing Attitudes Toward the National Question and NATO in the Federal Republic of Germany*, Boulder, Westview Press, 1998, 420 pages.
- Niethammer, Lutz. *Deutschland danach. Postfaschistische Gesellschaft und nationales Gedächtnis*, Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachfolger, 1999, 623 pages.
- Nietzsche, Friedrich. *Seconde considération intempestive. De l'utilité et de l'inconvénient des études historiques pour la vie*, (traduit de l'allemand par Henri Albert), Paris, Flammarion, 1988, 187 pages.
- Nipperdey, Thomas. *Réflexions sur l'histoire allemande*, Paris, Éditions Gallimard, 1992, 358 pages. (Coll. « Bibliothèque des Histoires »)
- Noelle-Neumann, Elisabeth et Köcher, Renate, dir., *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1984-1992*, Band 9, München/Allensbach am Bodensee, K.G.Saur/Verlag für Demoskopie, 1993, 1207 pages.
- *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1993-1997*, Band 10, München, K.G. Saur, 1997, 1268 pages.
- *Allensbacher Jahrbuch der Demoskopie 1998-2002*. Band 11, München, K.G. Saur, 2002, 1065 pages.
- Nolte, Ernst. *Die Deutschen und ihre Vergangenheit. Erinnerung und Vergessen von der Reichsgründung Bismarcks bis heute*, Berlin, Propyläen, 1995, 237 pages.
- Nora, Pierre. dir., *Les lieux de mémoires*, Paris, Gallimard, 1984-1992, 3 volumes.
- Otte, Max. (avec Jürgen Greve), *A Rising Middle Power? German Foreign Policy in Transformation, 1989-1999*, New York, St. Martin's Press, 2000, 324 pages.
- Philippi, Nina. *Bundeswehr-Auslandseinsätze als außen- und sicherheitspolitisches Problem des geeinten Deutschland*, Frankfurt-am-Main, Peter Lang, 1997, 244 pages.
- Pomian, Krzysztof. *Sur l'histoire*, [s.l.], Gallimard, 1999, 410 pages.
- Reichel, Peter. *L'Allemagne et sa mémoire*, Paris, Odile Jacob, 1998, 353 pages.
- Renan, Ernest. *Qu'est-ce qu'une nation ? et autres essais politiques*, (textes choisis et présentés par Joël Roman), [s.l.], Presses Pocket, 1992, 316 pages.
- Ricoeur, Paul. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, 689 pages.

- Robin, Régine. *Berlin. Chantiers*, [s.l.], Stock, 2001, 445 pages.
- Schoenbaum, David et Elizabeth Pond. *The German Question and Other German Questions*, St. Martin's Press, New York, 1996, 250 pages.
- Schöllgen, Gregor. *Angst vor die Macht. Die Deutschen und ihre Aussenpolitik*, Berlin, Francfort-sur-le-Main, Ullstein, 1993, 188 pages.
- *Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, München, C.H. Beck Verlag, 1999, 248 pages.
 - *Willy Brandt. Die Biographie*, Berlin, Propyläen, 2001, 320 pages.
 - *Die Macht in der Mitte Europas. Stationen deutscher Außenpolitik von Friedrich dem Großen bis zur Gegenwart*, München, Verlag C.H. Beck, 2000, 237 pages.
- Schwarz, Hans-Peter. *Die gezähmten Deutschen. Von der Machtbesessenheit zur Machtvergessenheit*, Stuttgart, DVA, 1985, 191 pages.
- *Die Zentralmacht Europas. Deutschlands Rückkehr auf die Weltbühne*, Berlin, Siedler, 1994, 310 pages.
- Smith, Anthony D. *National Identity*, Reno (Nevada), University of Nevada Press, 1991, 226 pages.
- Smyser, William R. *From Yalta to Berlin. The Cold War Struggle over Germany*, New York, St. Martin's Griffin, 1999, 465 pages.
- Sontheimer, Kurt. *So war Deutschland nie. Anmerkungen zur politischen Kultur der Bundesrepublik*, München, C.H. Beck Verlag, 1999, 262 pages.
- Stent, Angela E. *Russia and Germany Reborn. Unification, the Soviet Collapse, and the New Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1999, 300 pages.
- Stürmer, Michael. *Die Grenzen der Macht. Begegnung der Deutschen mit der Geschichte*, Berlin, Siedler Verlag, 1992, 255 pages.
- Tatu, Michel. *La bataille des euromissiles*, Paris, Seuil, 1983, 120 pages.
- Todorov, Tzvetan. *Mémoire du mal, tentation du bien. Enquête sur le siècle*, Paris, Robert Laffont, 2000, 355 pages.
- Väisse, Maurice. *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2001, 207 pages.

- Winkler, Heinrich August. *Der lange Weg nach Westen*, München, C.H. Verlag, 2000, 2 volumes
- Wolfrum, Edgar. *Geschichtspolitik in der Bundesrepublik Deutschland. Der Weg zur bundesrepublikanischen Erinnerung 1948-1990*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1999, 532 pages.
- Wood, Stephen. *Germany, Europe and the Persistence of Nations. Transformation, interests and identity, 1989-1996*, Aldershot, Ashgate, 1998, 381 pages.
- Woodward, Susan L. *Balkan Tragedy. Chaos and Dissolution After the Cold War*, Washington D.C., The Brookings Institution, 1995, 536 pages.
- Zehfuss, Maja. *Constructivism in International Relations. The Politics of Reality*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, 289 pages.
- Zuckermann, Moshe. *Zweierlei Holocaust. Der Holocaust in den politischen Kultur Israels und Deutschlands*, Göttingen, Wallstein Verlag, 1999, 181 pages.

5. Articles de périodiques et d'ouvrages collectifs

- Albrecht, Ulrich. « Ein neues deutsches Afrikakorps? », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, février 1993, numéro 2, p. 145-147.
- Axt, Hans-Jürgen. « Hat Genscher Jugoslawien entzweit? Mythen und Fakten zur Außenpolitik des vereinten Deutschlands », *Europa-Archiv*, volume 48, série 12, 1993, p. 351-360.
- Badelt, Joachim et Wellmann, Arend. « Deutsche Rüstungsexporte in den Irak », dans Georg Stein, dir., *Nachgedanken zum Golfkrieg*, Heidelberg, Palmyra Verlag, 1991, p. 150-172.
- Balaj, Barbara S. « L'Allemagne et la guerre du Golfe », *Les Cahiers de l'Orient*, numéro 29, premier trimestre 1993, p. 25-42.
- Bald, Detlef. « Die Intervention im Kosovo : Macht und Moral als Auftrag der neuen Bundeswehr », *Vierteljahresschrift für Sicherheit und Frieden*, volume 17, numéro 3, 1999, p. 93-96.

- Banschoff, Thomas. « German Policy Towards the European Union : The Effects of Historical Memory », *German Politics*, volume 6, numéro 1, avril 1997, p. 60-76.
- « The Enduring Transformation of Postwar German Foreign Policy », dans Beverly Crawford, John S. Brady et Sarah Elise Willliarty, dir., *The Postwar Transformation of Germany. Democracy, Prosperity, and Nationhood*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1999, p. 401-419.
- Becker, Jean-Jacques. « La mémoire, objet d'histoire ? », dans *Écrire l'histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida*, Actes de la journée d'études de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) tenue à Paris (CNRS) le 14 mai 1992, Paris, CNRS Éditions, 1993, p. 116-121.
- Becker, Winfried. « Neue Konzeptionen in den internationalen Beziehungen der Bundesrepublik Deutschland. Westbindung, Europaorientierung, Wiedervereinigung », *Zeitschrift für Politik*, volume 43, numéro 4, décembre 1996, p. 355-374.
- Beeger, Peter et Humm, Thomas. « Rolle und Beitrag Deutschlands », dans Hartmut Zehrer, dir., *Der Golfkonflikt. Dokumentation, Analyse und Bewertung aus militärischer Sicht*, Bonn, Verlag E. S. Mittler & Sohn, 1992, p. 307-331.
- Beham, Mira. « Der Informationskrieg um das Kosovo », *Vierteljahresschrift für Sicherheit und Frieden*, volume 18, numéro 3, été 1999, p. 218-226.
- Berger, Thomas U. « Norms, Identity, and National Security in Germany and Japan », dans Peter J. Katzenstein, dir., *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1997, p. 317-356.
- « The Burdens of Memory : The Impact of History on German National Security Policy », dans Beverly Crawford, John S. Brady et Sarah Elise Willliarty, dir., *The Postwar Transformation of Germany. Democracy, Prosperity, and Nationhood*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1999, p. 473-499.
- « The Past in the Present : Historical Memory and German National Security Policy », *German Politics*, volume 6, numéro 1, avril 1997, p. 39-54.

- Berstein, Serge. « La culture politique », dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli, dir. *Pour une histoire culturelle*, Paris, Seuil, 1997, p. 371-386.
- Bertram, Christoph. « Die NATO und der Frieden. Geschichte eines Versagen », *Die Zeit*, numéro 14, 31 mars 1999.
- Brenke, Gabriele. « Die Aussenpolitik der Bundesrepublik Deutschland », dans Wolfgang Wagner *et al.*, dir., *Die internationale Politik 1991-1992*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1994, p. 121-132. (Coll. « Jahrbücher des Forschungsinstituts der deutschen Gesellschaft für auswärtige Politik »)
- Buchsteiner, Jochen. « Das Prinzip Fischer », *Die Zeit*, numéro 50, 8 décembre 1995.
- « Edel leiden », *Die Zeit*, numéro 18, 29 avril 1999.
- Burrin, Philippe. « L'historien et 'l'historicisation' », dans *Écrire l'histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida*, Actes de la journée d'études de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) tenue à Paris (CNRS) le 14 mai 1992, Paris, CNRS Éditions, 1993, p. 77-82.
- Calic, Marie-Janine. « German Perspectives », dans Alex Danchev et Thomas Halverson, dir., *International Perspectives on the Yugoslav Conflict*, London, Macmillan Press Ltd, 1996, p. 52-75.
- « Kosovo in the twentieth century: A historical account », dans Albrecht Schnabel et Ramesh Thakur, dir., *Kosovo and the Challenge of Humanitarian Intervention. Selective Indignation, Collective Action, and International Citizenship*, Tokyo, The United Nations University Press, 2000, p. 19-31.
- Cavanagh Hodge, Carl. « Botching the Balkans: Germany's Recognition of Slovenia and Croatia », *Ethics & International Affairs*, volume 12, 1998, p. 1-18.
- Chartier, Roger. « Regard de l'historien moderniste », dans *Écrire l'histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida*, Actes de la journée d'études de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) tenue à Paris (CNRS) le 14 mai 1992, Paris, CNRS Éditions, 1993, p. 249-254.
- Clement, Rolf. « Die Teilnahme der Bundeswehr am internationalen Militäreinsatz im Kosovo und im Jugoslawien », dans Erich Reiter, dir., *Der Krieg um das Kosovo 1998/99*, Mainz, v. Hase & Koehler Verlag, 2000, p. 157-168.

- Crawford, Beverly. « German Foreign Policy After the Cold War: the Decision to Recognize Croatia », University of California at Berkeley, Center for German and European Studies, Working Paper 2.21, mai 1993, p. 1-40.
- Cruise O'Brien, Conor. « The Future of the West », *The National Interest*, numéro 30, hiver 1992/93, p. 3-10.
- Debiel, Tobias et Thomas, Heiko. « Natürlicher Anwärter oder drängelnder Kandidat? Deutschland und die Reform des UN-Sicherheitsrats », dans *UN-Williges Deutschland. Der Weed-Report zur deutschen UNO-Politik*, Bonn, Dietz, 1997, p. 28-50.
- Dieckmann, Christoph. « Friedenskind, hilflos mittendrin », *Die Zeit*, numéro 18, 29 avril 1999.
- Diehl, Ole. « UN-Einsätze der Bundeswehr », *Europa-Archiv*, volume 48, numéro 8, août 1993, p. 219-227.
- Duke, Simon; Ehrhart, Hans-Georg et Karadi, Mathias. « The major European allies: France, Germany, and the United Kingdom », dans Albrecht Schnabel et Ramesh Thakur, dir., *Kosovo and the Challenge of Humanitarian Intervention. Selective Indignation, Collective Action, and International Citizenship*, Tokyo, The United Nations University Press, 2000, p. 128-148.
- Ehrrart, Hans-Georg. « Rudolf Scharping and the Formation of Social Democratic Foreign and Security Policy in the 1990s », dans Hans Stark, dir., *La politique étrangère de la nouvelle Allemagne*, Paris, Ifri, 2000, p. 73-109.
- Elsässer, Jürgen et Markovits, Andrei S. « Whistling in the Dark. Streitgespräch über das Versagen von Rot-Grün in der Walser-Debatte, und die Bedeutung von historischen Diskursen für die Realpolitik », dans Jürgen Elsässer et Andrei S. Markovits, dir., *Die Fratze der eigenen Geschichte. Von der Goldhagen-Debatte zum Jugoslawien-Krieg*, Berlin, Elefanten Press, 1999, p. 72-78.
- Fechner, Wolfgang. « Deutscher Beitrag zur Befreiung Kuwaits. Über 17 Milliarden DM », *Europäische Sicherheit*, numéro 4, 1991, p. 212-214.
- Flottau, Renate; Szandar, Alexander et Wiedemann, Erich. « Kosovo. Im Hass vereint », *Der Spiegel*, numéro 13, 22 mars 2004, p. 122-124.

- Frenkler, Ulf. « Germany at Maastricht : power politics or Civilian Power? », dans Sebastian Harnisch et Hanns W. Maull, dir., *Germany as a Civilian Power? The foreign policy of the Berlin Republic*, Manchester, Manchester University Press, 2001, p. 26-48.
- Habermas, Jürgen. « Bestialität und Humanität », *Die Zeit*, numéro 18, 29 avril 1999.
- Hahn, Alois. « Inszenierung der Erinnerung », *Paragrana*, volume 9, numéro 2, 2000, p. 21-42.
- Hébert, Philippe et Létourneau, Paul. « L'institutionnalisme dans la politique extérieure allemande : ajustements et continuité », dans Onnig Beylarian et Jacques Lévesque, dir., *Les puissances majeures et les institutions internationales de sécurité, 1990-1997, Études internationales*, numéro spécial, volume XXX, numéro 2, juin 1999, p. 325-348.
- Heidenreich, Bernd. « Geschichte und Politik – Eine Einführung », dans Bernd Heidenreich, dir., *Geschichte und Politik. Eine Vortragsreihe*, Wiesbaden, Hessische Landeszentrale für politische Bildung, 1995, p. 7-12.
- Heins, Volker. « Germany's New War. 11 September and Its Aftermath in German Quality Newspaper », *German Politics*, volume 11, numéro 2, août 2002, p. 128-145.
- Herring, George C. « Analogies at war : The United States, the conflict in Kosovo, and the uses of history », dans Albrecht Schnabel et Ramesh Thakur, dir., *Kosovo and the Challenge of Humanitarian Intervention. Selective Indignation, Collective Action, and International Citizenship*, Tokyo, The United Nations University Press, 2000, p. 347-359.
- Herzinger, Richard. « Die besseren Amerikaner sind wir », *Die Zeit*, numéro 41, octobre 2002.
- Hils, Jochen. « Manipulation oder Symbiose? – Medien und politische PR im Kosovo-Krieg », dans Reinhard Mutz, Bruno Schoch et Ulrich Ratsch, dir., *Friedensgutachten 2001*, Münster, LIT Verlag, 2001, p. 217-226.

- Hobsbawm, Eric et Ranger, Terence. « Introduction : Inventing Traditions », dans Eric Hobsbawm et Terence Ranger, dir., *The Invention of Tradition*, New York, Cambridge University Press, 1983, p. 1-14.
- Höfer, Max A. « Die 'Berliner Republik' als Kampfbegriff? », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, supplément 6-7, 2001, p. 27-30.
- Hoffmann, Stanley. « Yugoslavia : Implications for Europe and for European Institutions », dans Richard H. Ullman, dir., *The World and Yugoslavia's Wars*, New York, Council on Foreign Relations Book, 1996, p. 97-121.
- Hofmann, Gunther. « Wie Deutschland in den Krieg geriet », *Die Zeit*, numéro 20, 1999.
- Holmes Cooper, Alice. « When Just Causes Conflict With Accepted Means : The German Peace Movement and Military Intervention in Bosnia », *German Politics and Society*, volume 15, numéro 3, automne 1997, p. 99-118.
- Hubel, Helmut. « Germany and the Kuwait War », dans Wolfgang F. Danspeckgruber et Charles R. H. Tripp, dir., *The Iraqi Against Kuwait. Strategic Lessons and Implications for Europe*, Boulder, Westview Press, 1996, p. 233-241.
- Huwe, Klaus. « L'Allemagne dans la guerre », *Documents. Revue des questions allemandes*, 54^e année, numéro 2, avril-juin 1999, p. 33-36.
- Hyde-Price, Adrian. « Foreign and Security Policy », dans Stephen Padgett, William E. Paterson et Gordon Smith, dir., *Developments in German Politics 3*, Houndmills (Basingstoke), Palgrave Macmillan, 2003, p. 184-205.
- « Germany and the Kosovo War: Still a Civilian Power? », dans Douglas Webber, dir. « New Europe, New Germany, Old Foreign Policy? German Foreign Policy Since Unification », Special Issue, *German Politics*, volume 10, numéro 1, avril 2001, p. 19-34.
 - Hyde-Price, Adrian. « Germany and Kosovo. Berlin Republic takes to arms », *The World Today*, volume 55, numéro 6, juin 1999, p. 13-15.
- « Initiative für eine öffentliche Debatte, für eine zivile deutsche Politik, gegen ein weltweites Eingreifen der Bundeswehr », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 11, décembre 1993, p. 1416-1418.

- Jesse, Eckhard. « Bundesrepublik Deutschland : Politisches System », dans Werner Weidenfeld et Karl-Rudolf Korte, *Handbuch zur deutschen Einheit 1949-1989-1999*, Frankfurt-am-Main, Campus Verlag, 1999, p. 109-121.
- Joffe, Josef. « Die große Entfremdung. Ein Jahr danach und der Irak : Schröder gegen Bush, Bush gegen alle », *Die Zeit*, numéro 37, août 2002.
- Joffe, Josef. « Where Germany Has Never Been Before », *The National Interest*, numéro 56, été 1999, p. 45-53.
- Johnston, Karin. « German Public Opinion and the Crisis in Bosnia », dans Richard Sobel et Eric Shiraev, dir., *International Public Opinion and the Bosnia Crisis*, Lanham, Lexington Books, 2003, p. 249-281.
- Kastoryano, Riva. « Etre allemand aujourd'hui et demain », *La revue internationale et stratégique*, volume 35, automne 1999, p. 115-123.
- Khutsishvili, George et Schnabel, Albrecht. « The Kosovo conflict : The Balkans and the Southern Caucasus », dans Albrecht Schnabel et Ramesh Thakur, dir., *Kosovo and the challenge of humanitarian intervention: Selective indignation, collective action and international citizenship*, Tokyo/ New York/ Paris, United Nations University Press, 2000, p. 64-81.
- Kielinger, Thomas. « The Gulf War and the Consequences from a German Point of View », *Aussenpolitik* (édition anglaise), volume 42, numéro 3, 1991, p. 241-250.
- Kirste, Knut. « Der Jugoslawienkonflikt », document publié sous la direction de Hanns W. Maull par la Chaire de politique extérieure et de relations internationales de l'Universität Trier, Fachbereich III Politikwissenschaft, janvier 1998. (DFG-Projekt 'Zivilmächte'. Fallstudie). Consulté le 17 avril 2002 sur le site : <http://www.deutsche-aussenpolitik.de/publications/conferences/jugo.pdf>
- « Die USA und Deutschland in der Golfkrise 1990/91 », document publié sous la direction de Hanns W. Maull par la Chaire de politique extérieure et de relations internationales de l'Universität Trier, Fachbereich III Politikwissenschaft, janvier 1998. (DFG-Projekt 'Zivilmächte'. Fallstudie). Consulté le 17 avril 2002 sur le site : <http://www.deutsche-aussenpolitik.de/publications/conferences/golf.pdf>

- Klotz, Johannes. « Die Ausstellung 'Vernichtungskrieg. Verbrechen der Wehrmacht 1941 bis 1944' Zwischen Geschichtswissenschaft und Geschichtspolitik », dans Detlef Bald, Johannes Klotz et Wolfram Wette, *Mythos Wehrmacht. Nachkriegsdebatten und Traditionspflege*, Berlin, Aufbau Taschenbuch Verlag, 2001, p. 116-176.
- Kocka, Jürgen. « Nach dem Ende des Sonderwegs. Zur Tragfähigkeit eines Konzepts », dans Arnd Bauerkämper, Martin Sabrow et Bernd Stöver, dir., *Doppelte Zeitgeschichte. Deutsch-deutsche Beziehungen 1945-1990*, Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachfolger, 1998, p. 364-375.
- Korte, Karl-Rudolf. « Unbefangen und gelassen. Über die aussenpolitische Normalität der Berliner Republik », *Internationale Politik*, numéro 12, décembre 1998, p. 3-11.
- Krause, Joachim. « Die deutsche Politik in der Kosovo-Krise », dans Joachim Krause, dir., *Kosovo. Humanitäre Intervention und kooperative Sicherheit in Europa*, Opladen, Leske+Budrich, 2000, p. 103-119.
- Krieger, Wolfgang. « Toward a Gaullist Germany? Some Lessons from the Yugoslav Crisis », *World Policy Journal*, volume XI, numéro 1, printemps 1994, p. 26-38.
- Krulic, Joseph. « La Croatie, démocratie problématique », dans Jacques Rupnik, dir., *Les Balkans. Paysages après la bataille*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 65-82.
- Küntzel, Matthias. « Milosevics willige Vollstrecker? Goldhagen, Deutschland und der Kosovo-Krieg », dans Jürgen Elsässer et Andrei S. Markovits, dir., « *Die Fratze der eigenen Geschichte* ». *Von der Goldhagen-Debatte zum Jugoslawien-Krieg*, Berlin, Elefant Press, 1999, p. 171-181.
- Larose, Martin, Lemay, Benoît et Létourneau, Paul. « L'Allemagne entre la défense d'une identité occidentale et d'une identité germano-européenne », dans Alex Macleod et David Morin, dir., « Sécurité et identité nationale », *Études internationales* (numéro spécial), volume XXXV, numéro 1, mars 2004, p. 125-148.
- Leicht, Robert. « Mit oder ohne Mandat. Die Kosovo-Krise : Was die Bundeswehr darf, wer darüber entscheidet », *Die Zeit*, numéro 43, 15 octobre 1998.

- Lemasson, Sylvie. « L'Allemagne et la crise du Golfe », *Documents. Revue des questions allemandes*, volume 45, numéro 5, décembre 1990, p. 18-26.
- Létourneau, Paul. « La politique étrangère allemande : style nouveau et fidélité au multilatéralisme », *Revue d'Allemagne*, tome 31, numéro 2, avril-juin 1999, p. 333-345.
- Létourneau, Paul et Hébert, Philippe. « L'Allemagne : la culture de la retenue revue et corrigée », dans Alex Macleod et Stéphane Roussel, dir., *Intérêt national et responsabilités internationales : six États face au conflit en ex-Yougoslavie (1991-1995)*, Montréal, Guérin universitaire, 1996, p. 59-83.
- Létourneau, Paul et Räkel, Marie-Elisabeth. « Germany : To Be or Not to Be Normal? », dans Philippe G. Le Prestre, dir., *Role Quests in the Post-Cold War Era. Foreign Policies in Transition*, McGill-Queen's University Press, 1997, p. 111-130.
- Levy, Daniel. « The Future of the Past : Historiographical disputes and competing memories in Germany and Israel », *History and Theory*, volume 38, 1999, numéro 1, p. 51-66.
- Lucarelli, Sonia. « Germany's Recognition of Slovenia and Croatia : An Institutionalist Perspective », *The International Spectator*, volume 32, numéro 2, avril-juin 1997, p. 65-91.
- Manoschek, Walter. « Feindbild Serbien », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 8, août 1991, p. 939-942.
- Markovits, Andrei S. « The Minister and the Terrorist », *Foreign Affairs*, volume 80, numéro 6, novembre-décembre 2001, p. 132-146.
- Markovits, Andrei S. et Reich, Simon. « The Contemporary Power of Memory : The Dilemmas for German Foreign Policy », dans Beverly Crawford, John S. Brady et Sarah Elise Willarty, dir., *The Postwar Transformation of Germany. Democracy, Prosperity, and Nationhood*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1999, p. 439-472.
- Maull, Hanns W. « Germany and the Use of Force: Still a Civilian Power? », *Survival*, volume 42, numéro 2, été 2000, p. 56-80.

- « Germany in the Yugoslav Crisis », *Survival*, volume 37, numéro 4, hiver 1995-1996, p. 99-130.
- Maull, Hanns W. et Stahl, Bernhard. « Durch den Balkan nach Europa? Deutschland und Frankreich in den Jugoslawien-Kriegen », *Politische Vierteljahresschrift*, volume 43, numéro 1, 2002, p. 82-111.
- McKenzie, Mary M. « Competing Conceptions of Normality in the Post-Cold War Era : Germany, Europe, and Foreign Policy Change », *German Politics and Society*, volume 14, numéro 2, été 1996, p. 1-18.
- Meier, Christian. « La mémoire historique en Allemagne après Auschwitz », dans Yannis Thanassekos et Heinz Wismann, dir., *Révision de l'histoire. Totalitarismes, crimes et génocides nazis*, Paris, Cerf, 1990, 269-287.
- Meier, Christian. « Die Gegenwärtigkeit der NS-Vergangenheit », dans Eckart Conze et Gabriele Metzler, dir., *Deutschland nach 1945. Ein Lesebuch zur deutschen Geschichte von 1945 bis zur Gegenwart*, München, C.H. Beck Verlag, 1997, p. 273-277.
- Meiers, Franz-Josef. « Germany : The Reluctant Power », *Survival*, volume 37, numéro 3, automne 1995, p. 82-97.
- Mertes, Michael. « Die Gegenwart der Vergangenheit. Zur aussenpolitischen Relevanz von Geschichtsbildern », *Internationale Politik*, volume 55, numéro 9, septembre 2000, p. 1-8.
- « Berliner Republik ? », *Politique étrangère*, volume 64, numéro 1, printemps 1999, p. 63-77.
- Meyer, Berthold. « La guerre du Kosovo et la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne. La première année de Joschka Fischer au poste de ministre des Affaires étrangères », dans Hans Stark, dir., *La politique étrangère de la nouvelle Allemagne*, Ifri, Paris, 2000, p. 39-69.
- « Von der Entscheidungsmündigkeit zur Entscheidungsmüdigkeit? Nach zehn Jahren Parlamentsvorbehalt für Bundeswehreinsätze naht ein Beteiligungsgesetz », Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung, Frankfurt, 2004, 39 pages. (Coll. « HSFK Report ». Numéro 4/2004)

- Mitscherlich-Nielsen, Margareth. « Die Unfähigkeit Krieg zu führen. Die Deutschen und der Golfkrieg », dans Georg Stein, dir., *Nachgedanken zum Golfkrieg*, Heidelberg, Palmyra Verlag, 1991, p. 173-180.
- Müller, Harald. « German Foreign Policy after Unification », dans Paul B. Stares, dir., *The New Germany and the New Europe*, Washington (D.C.), The Brookings Institution, 1992, p. 126-173.
- Münkler, Herfried. « Das kollektive Gedächtnis der DDR », dans Dieter Vorsteher, dir., *Parteiauftrag : Ein neues Deutschland. Bilder, Rituale und Symbole der frühen DDR*, Berlin, 1996.
- Namer, Gérard. « Les cadres sociaux de la mémoire », dans *L'histoire aujourd'hui*, op. cit., p. 349-351.
- Newhouse, John. « Bonn, der Westen und die Auflösung Jugoslawiens. Das Versagen der Diplomatie – Chronik eines Skandals », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 10, octobre 1992, p. 1190-1205.
- Noack, Hans-Joachim. « Der alte Argwohn », *Der Spiegel special*, numéro 1, 2001, p. 22-28.
- Oldhaver, Mathias. « Zwischen Zensur und Entertainment : Die deutsche Medien im 2. Golfkrieg », *Vierteljahresschrift für Sicherheit und Frieden*, volume 18, numéro 3, 2000, p. 227-232.
- Olick, Jeffrey K. « What Does it Mean to Normalize the Past? Official Memory in German Politics since 1989 », *Social Science History*, volume 22, numéro 4, hiver 1998, p. 547-571.
- Olick, Jeffrey K. et Levy, Daniel. « Collective Memory and Cultural Constraint : Holocaust myth and rationality in German Politics », *American Sociological Review*, volume 62, 1997, p. 921-936.
- Paterson, William E. « Beyond Bipolarity; German Foreign Policy in a Post-Cold-War World », dans Gordon Smith, William E. Paterson et Stephen Padgett, dir., *Developments in German Politics 2*, Durham (Caroline du Nord), Duke University Press, 1996, p. 134-155.

- « From the Bonn to the Berlin Republic », *German Politics*, volume 9, numéro 1, avril 2000, p. 23-40.
- Ramet, Sabrina Petra. « Yugoslavia and the Two Germanys », dans Dirk Verheyen et Christian S e, dir, *The Germans and Their Neighbors*, Boulder (Co.), Westview Press, 1993, p. 317-337.
- Ricoeur, Paul. « Remarques d'un philosophe », dans * crire l'histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida*, Actes de la journée d'études de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) tenue à Paris (CNRS) le 14 mai 1992, Paris, CNRS  ditions, 1993, p. 38-43.
- Rieks, Ansgar et Weigold, Dieter. « Der Kosovo-Konflikt - eine milit rpolitische Auswertung », dans Joachim Krause, dir. *Kosovo. Humanitäre Intervention und kooperative Sicherheit in Europa*, Opladen, Leske+Budrich, 2000, p. 13-54.
- Rondholz, Eberhard. « Deutsche Erblasten im jugoslawischen Bürgerkrieg », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 7, juillet 1992, p. 829-838.
- Rouso, Henry. « La mémoire n'est plus ce qu'elle était », dans * crire l'histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida*, Actes de la journée d'études de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) tenue à Paris (CNRS) le 14 mai 1992, Paris, CNRS  ditions, 1993, p. 106-115.
- Rudolf, Peter. « Germany and the Kosovo Conflict », dans Pierre Martin et Mark R. Brawley, dir., *Alliance Politics, Kosovo, and NATO's War. Allied Force or forced allies?*, New York, Palgrave, 2000, p. 131-142.
- R hl, Lothar. « Security Policy : National Structures and Multilateral Integration », dans Wolf Dieter Eberwein et Karl Kaiser, dir., *Germany's New Foreign Policy Decision-Making in an Interdependant World*, New York, Palgrave, 2001, p. 102-116.
- Schlör, Wolfgang F. « German Security Policy », *Adelphi Papers*, London, IISS/Brassey's, numéro 277, juin 1993, p. 1-83.
- Schmitter, Elke. « Der verfolgte Verfolger », *Der Spiegel*, numéro 23, 2002, p. 182-184.
- Schnabel, Albrecht et Thakur, Ramesh. « Kosovo, the changing contours of world politics, and the challenge of world order », dans Albrecht Schnabel et Ramesh

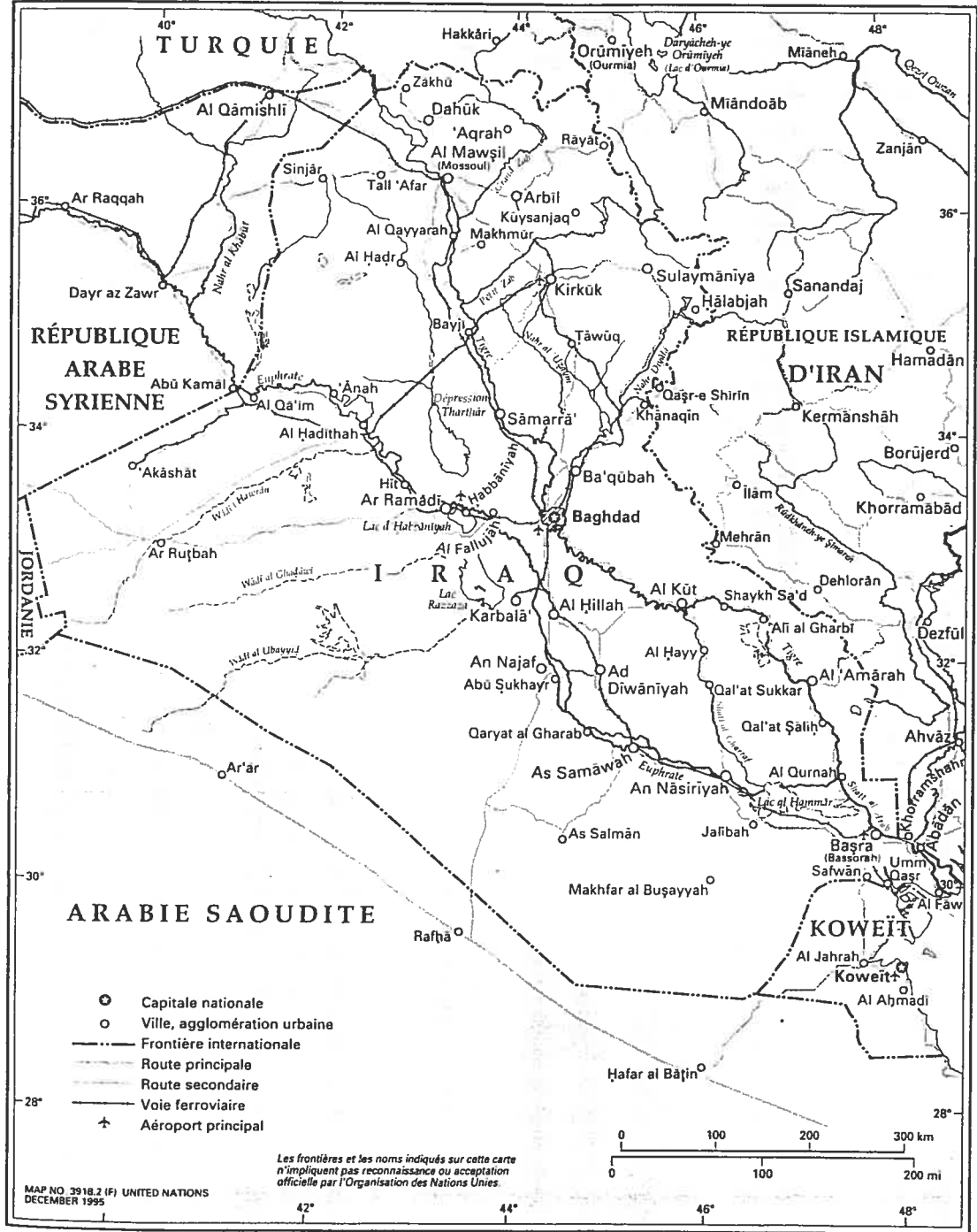
- Thakur, dir., *Kosovo and the Challenge of Humanitarian Intervention. Selective Indignation, Collective Action, and International Citizenship*, Tokyo, The United Nations University Press, 2000, p. 1-16.
- Schnähling, Elmar. « Moralische und rechtliche Aspekte des Golfkrieges und Konsequenzen für die Bundesrepublik Deutschland », dans Georg Stein, dir., *Nachgedanken zum Golfkrieg*, Heidelberg, Palmyra Verlag, 1991, p. 73-96.
- Schoch, Bruno. « Die Ambivalenz der Normalisierung », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 7, juillet 1996, p. 804-813.
- Schöllgen, Gregor. « Die Zukunft der deutschen Außenpolitik liegt in Europa », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, supplément 11, 8 mars 2004, p. 9-16.
- « Geschichte als Argument. Was kann und muß die deutsche Großmacht auf dem Weg ins 21. Jahrhundert tun? », *Internationale Politik*, volume 52, numéro 2, février 1997, p. 1-7.
 - « Zehn Jahre als europäische Großmacht. Eine Bilanz deutscher Außenpolitik seit der Vereinigung », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, supplément 24, juin 2000, p. 6-12.
- Schütze, Walter. « Le service civil en Allemagne », *Documents. Revue des questions allemandes*, volume 49, numéro 3, 1994, p. 62-68.
- Schwarz, Hans-Peter. « Die Zentralmacht Europas auf Kontinuitätskurs. Deutschland stabilisiert den Kontinent », *Internationale Politik*, volume 54, numéro 11, novembre 1999, p. 1-10.
- « Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et la réunification », *Relations internationales*, numéro 70, été 1992, p. 109-138.
- Schwelien, Michael. « Dann fließt viel Blut », *Die Zeit*, numéro 7, 11 février 1999.
- Sirinelli, Jean-François. « Les cultures politiques », dans *Actes du XVIIIe Congrès International des Sciences Historiques*, Montréal, Comité International des Sciences Historiques, 27 août au 3 septembre 1995, p. 476-478.
- « L'histoire politique et culturelle », dans Jean-Claude Ruano-Borbolan, coord., *L'histoire aujourd'hui*, Auxerre, Éditions sciences humaines, 1999, p. 157-163.

- Smith, Michael E. « Sending the Bundeswehr to the Balkans : the Domestic Politics of Reflexive Multilateralism », *German Politics and Society*, volume 14, numéro 1, hiver 1996, p. 49-67.
- Stark, Hans. « De Bonn à Berlin. D'une politique étrangère à l'autre », *Politique étrangère*, volume 64, numéro 3, automne 1999, p. 519-532.
- Steinbach, Peter. « Die Vergegenwärtigung von Vergangem. Zum Spannungsverhältnis zwischen individueller Erinnerung und öffentlichem Gedenken », *Aus Politik und Zeitgeschichte. Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament*, supplément 3-4, janvier 1997, p. 3-13.
- « Stichworte zur sicherheitspolitischen Lage. Demoskopische Ergebnisse », Akademie der Bundeswehr für Information und Kommunikation, Strausberg, 1999, 16 pages. (AIK-Texte 4/99)
- Stürmer, Michael. « Die Wiederkehr der Geschichte », dans Bernd Heidenreich, dir., *Geschichte und Politik. Eine Vortragsreihe*, Wiesbaden, Hessische Landeszentrale für politische Bildung, 1995, p. 13-25.
- « L'histoire dans un pays privé de son histoire », dans *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Paris, Cerf, 1988, p. 25-27.
- Trebitsch, Michel. « La quarantaine et l'an 40. Hypothèses sur l'étymologie du temps présent », dans *Écrire l'histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida*, Actes de la journée d'études de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) tenue à Paris (CNRS) le 14 mai 1992, Paris, CNRS Éditions, 1993, p. 65-69.
- Trigano, Shmuel. « La transparence opaque. La Shoa entre 'abus de mémoire' et 'idéologie moderne' », *Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, volume 97, 2001, p. 99-108.
- Varwick, Johannes. « Die EU nach dem Kosovo-Krieg: Ein überforderter Stabilitätsanker? », dans Joachim Krause, dir., *Kosovo. Humanitäre Intervention und kooperative Sicherheit in Europa*, Opladen, Leske+Budrich, 2000, p. 184-200.

- von Bredow, Wilfrid. « Von der Globalisierung mitgerissen, von der Geschichte gebremst? Rahmenvorgaben, Ziele und Verständnisprobleme deutscher Außenpolitik », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 9, septembre 1997, p. 1071-1082.
- Wagner, Wolfgang. « Abenteuer in Somalia. Blauhelme im Einsatz gegen das Chaos », *Europa-Archiv*, volume 49, numéro 6, juin 1994, p. 151-160.
- Weber, Max. « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociale », dans Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, (traduit de l'allemand par Julien Freund), Paris, Plon, 1965, p. 119-213.
- Wette, Wolfram. « Ein Hitler des Orients? NS-Vergleiche in der Kriegspropaganda von Demokratien », *Gewerkschaftliche Monatshefte*, volume 54, numéro 4, avril 2003, p. 231-242.
- « Sonderweg oder Normalität? Zur Diskussion um die internationalen Position der Bundesrepublik », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, numéro 1, janvier 1996, p. 61-70.
- Winkler, Heinrich August. « Lesarten der Sühne », *Der Spiegel*, numéro 35, 24 août 1998, p. 180-182.
- Woodward, Susan L. « Bosnia and Herzegovina », dans Leokadia Drobizheva *et al*, dir., *Ethnic Conflict in the Post-Soviet World. Case Studies and Analysis*, Armonk (N.Y.), M.E. Sharpe, 1996, p. 15-36.
- Zipfel, Tomas. « Germany and the recognition of the sovereignty of Slovenia and Croatia », *Perspectives*, numéros 6-7, 1996, p. 137-146.

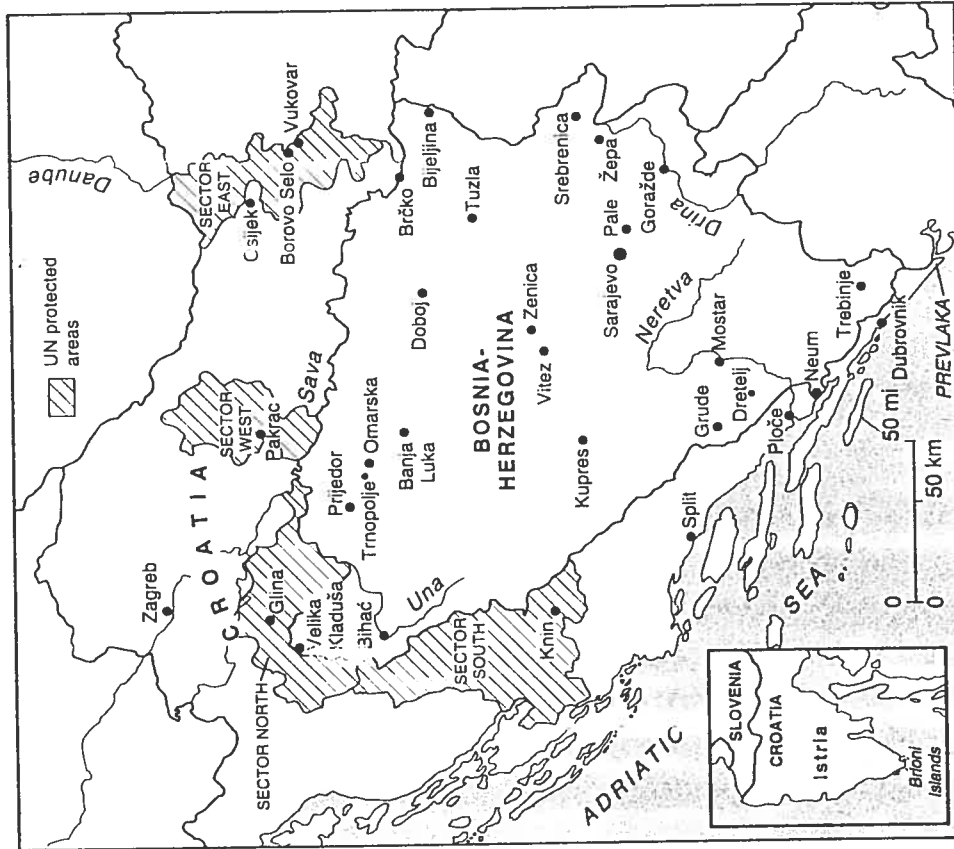
ANNEXE I

Iraq et Koweït



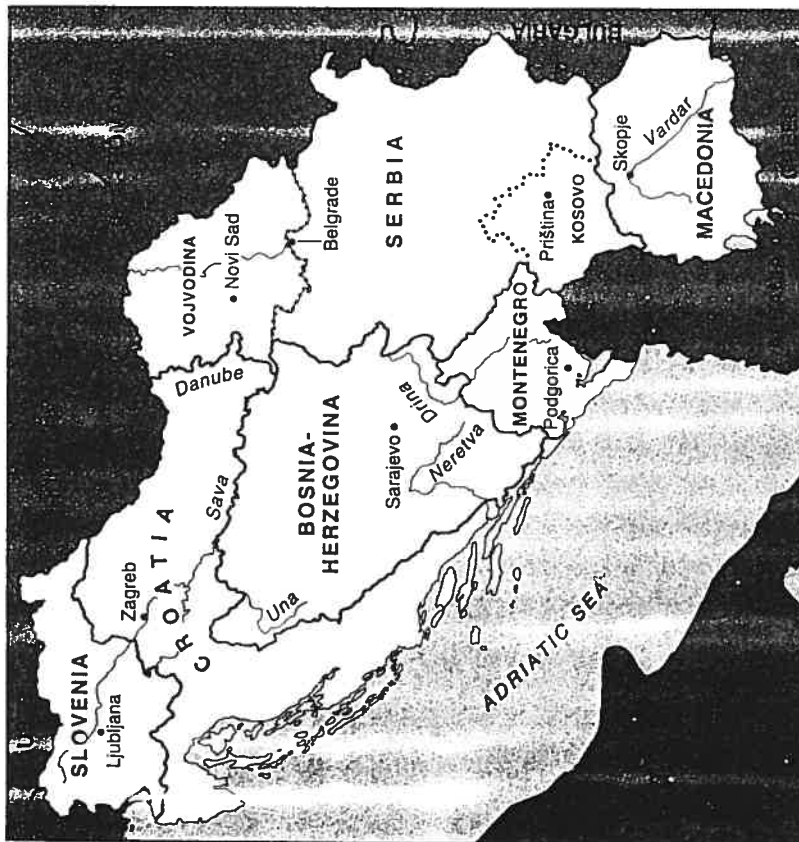
tiré de : Les Nations Unies et le conflit entre l'Iraq et le Koweït 1990-1996, (avec une introduction de Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies), Département de l'information, Nations Unies, New York, 1996, p. 11.

Croatia, Showing UN Protected Areas, and Bosnia-Herzegovina



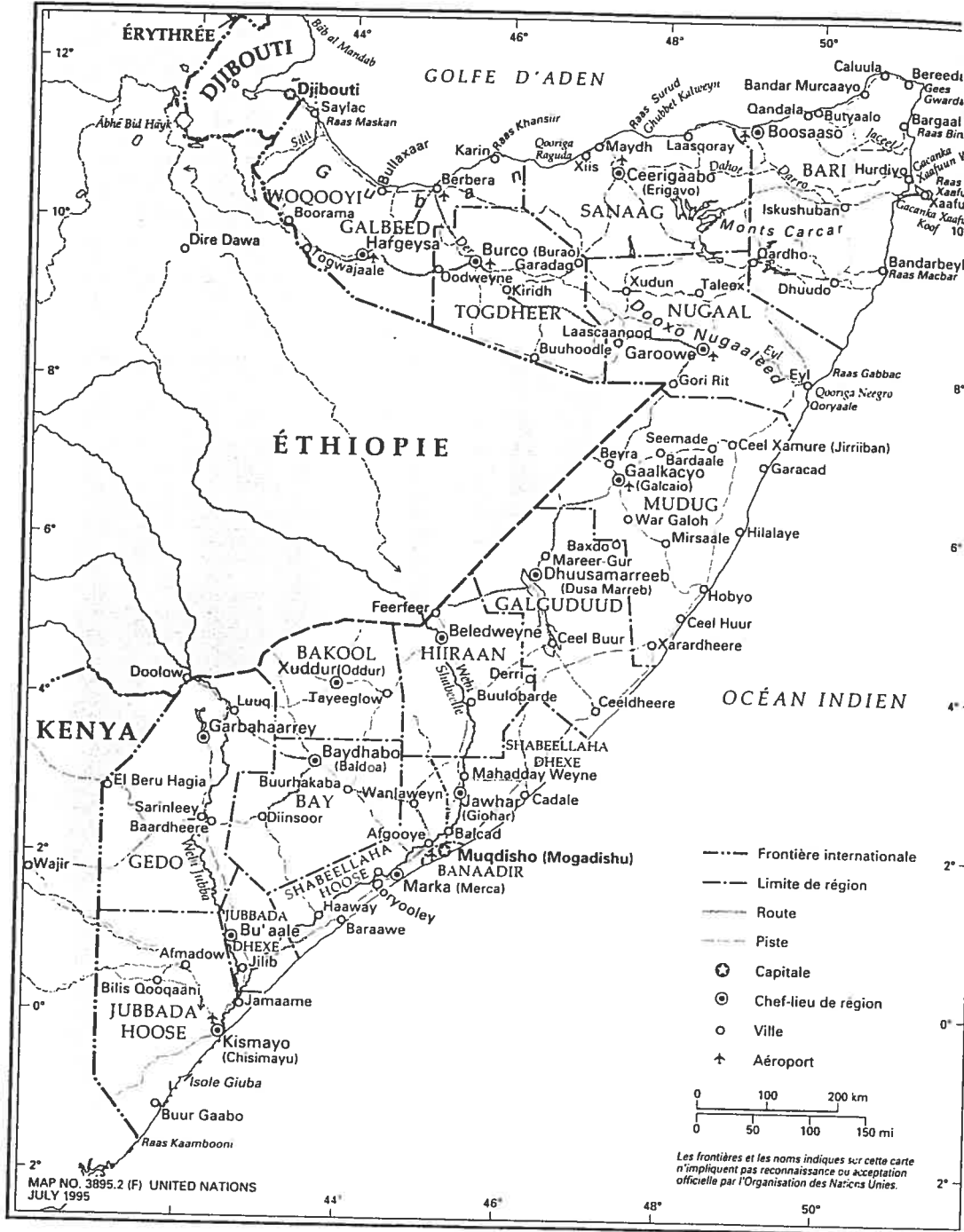
tirés de : Susan L. Woodward, Balkan Tragedy. Chaos and dissolution after the Cold War, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1995, p. xiv et xv.

Yugoslavia in 1990-91



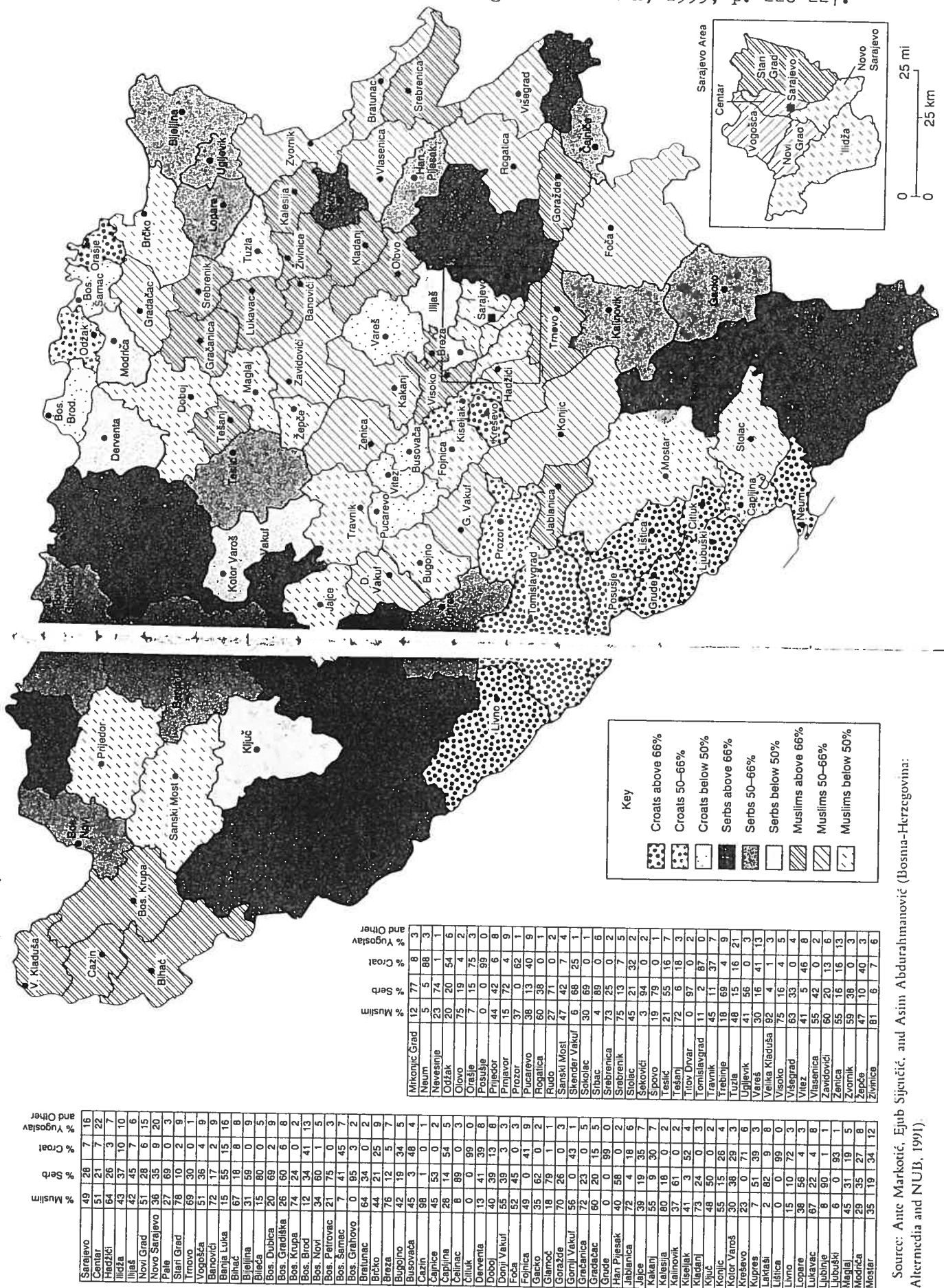
ANNEXE III

Somalie



En 1992, la sécheresse et la guerre civile ont affecté la majeure partie du pays, mais c'est la région située entre les fleuves Chebeli et Djouba — grenier de Somalie — qui a été le plus touchée par la famine et les combats.

FIGURE 8-1. National Composition of Bosnia-Herzegovina by District



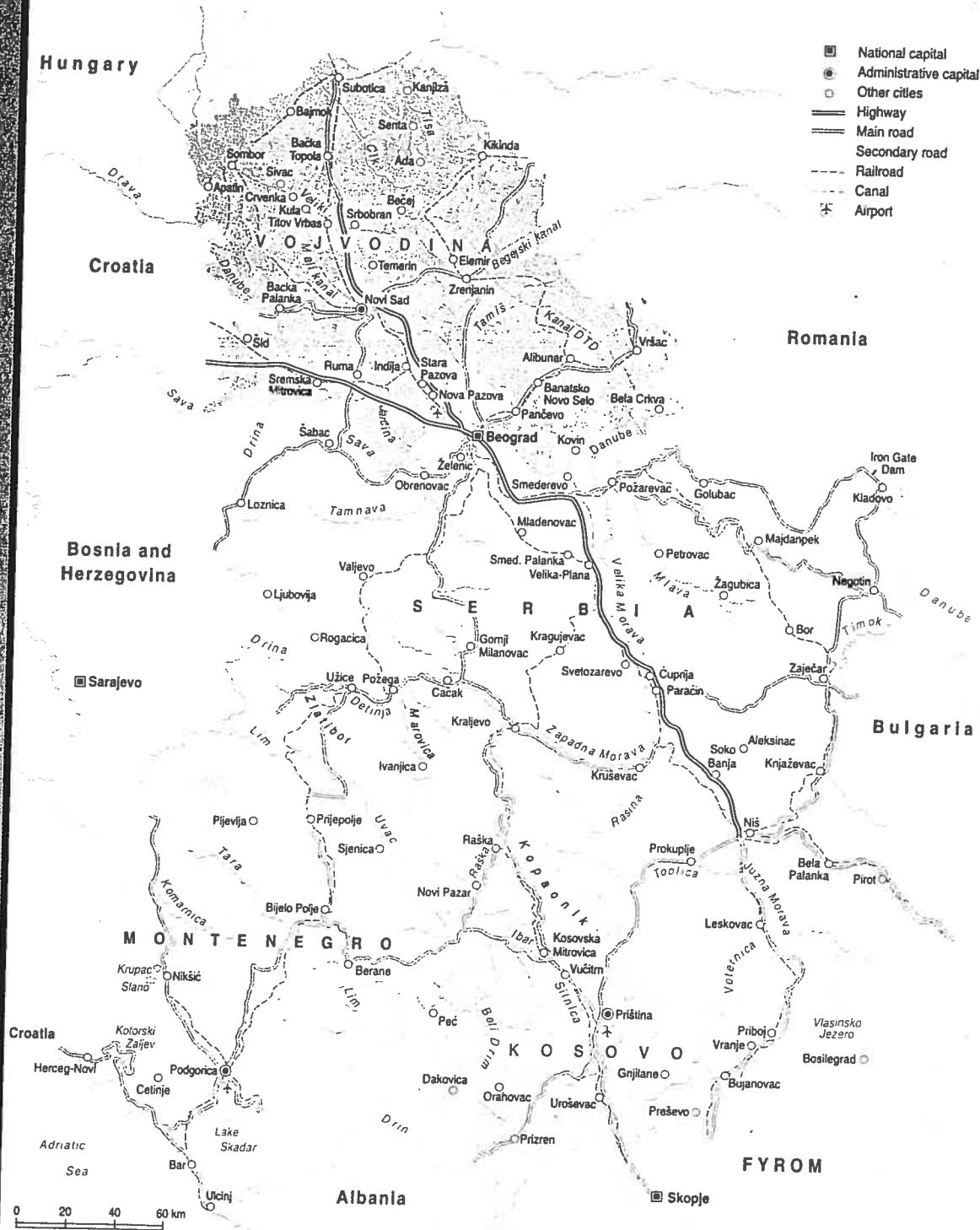
Source: Ante Markotić, Ejub Sijenić, and Asim Aburahmanović (Bosnia-Herzegovina: Altermedia and NUB, 1991).

tiré de : Susan L. Woodward, Balkan Tragedy. Chaos and dissolution after the Cold War, Washington, D.C., The Brookings Institution, 1995, p. 226-227.

ANNEXE IV

Federal Republic of Yugoslavia

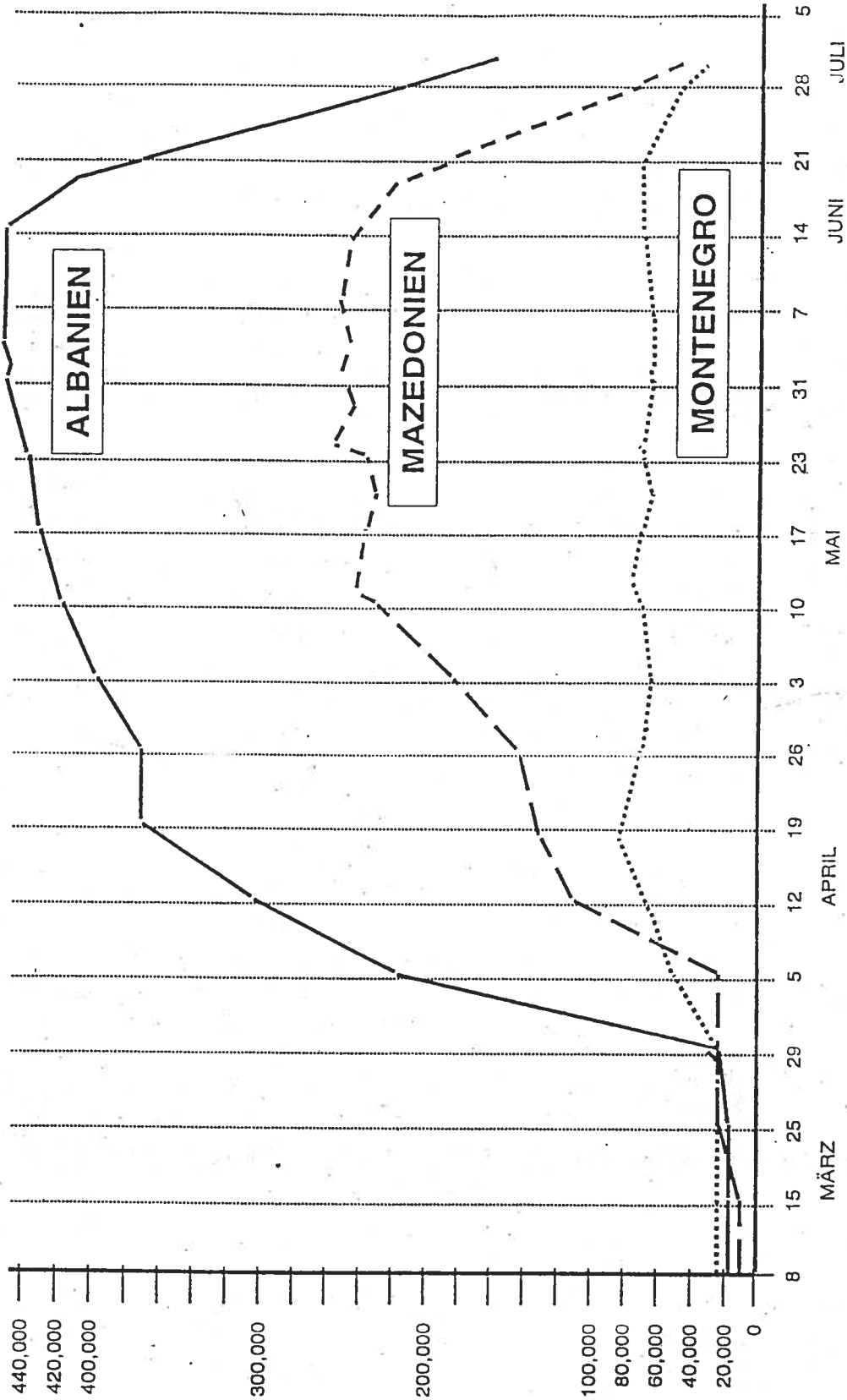
The Kosovo Conflict - Consequences for the Environment & Human Settlements



Source: Base map from the United Nations Department of Public Information, Cartographic Section, New York, 1999.

tiré de : The Kosovo Conflict. Consequences for the environment & human settlements, (s.l.), UNEP/UNCHS, 1999, p. 7.

Entwicklung der Vertriebenenzahlen aus dem KOSOVO



tiré de : Hintergrundinformation zum Einsatz der Internationalen Staatengemeinschaft im Kosovo und zur Beteiligung der Bundeswehr, Bundesministerium der Verteidigung, Bonn, 1999, p. 10.